Conseil d'administration du mardi 19 novembre 2024

N° délib	Objet de la délibération	Pages
D2024-11-01-ins	Approbation PV du CA du 10 septembre 2024	**2**
D2024-11-02-sco	Schéma directeur de la vie étudiante	**18**
D2024-11-03-rh	Schéma directeur "développement durable et responsabilité sociétale et environnementale" (DD-RSE)	**125**
D2024-11-04-fin	Structure budgétaire 2025	**278**
D2024-11-05-fin	Demande de remise gracieuse 210066240-[...]-210068664	**281**
D2024-11-06-fin	Demande de remise gracieuse 210066241-210067554-210068082	**283**
D2024-11-07-fin	Demande de remise gracieuse 210066678-210067522-210068080	**285**
D2024-11-08-fin	Demande de remise gracieuse 210068100-210068655	**286**
D2024-11-09-rh	Rapport social unique 2024	**287**
D2024-11-10-rh	Mise en œuvre des activités liées à la validation des acquis de l'expérience (VAE)	**408**
D2024-11-11-sco	IAE - Tarifs de rémunération spécifique des intervenants de la formation continue	**411**
D2024-11-12-sco	IAE - Tarifs Formation professionnelle, alternance et formation continue	**415**
D2024-11-13-sco	Exonération partielle des droits d'inscription différenciés pour les étudiants étrangers pour 2025-2026	**422**
D2024-11-14-acc	Convention cadre Ville de Lyon (Pôle des musées d'histoire et des sociétés)	**425**
D2024-11-15-acc	Convention subvention FSDIE Lyon 3 Orchestra	**432**
D2024-11-16-acc	Convention subvention FSDIE Lyon 3 Orchestra - concert caritatif	**436**
D2024-11-17-acc	Convention subvention FSDIE Lyon 3 Orchestra - ciné-musique	**440**
D2024-11-18-acc	Convention subvention FSDIE Lyon 3 Orchestra - concert salle Molière	**445**
D2024-11-19-acc	Conventions pour information	**449**
D2024-11-20-sco	Attribution subventions au titre du FSDIE initiatives	**716**
D2024-11-21-ins	Arrêté 24-350 d'interdiction d'accès aux locaux	**720**

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-01-Ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le procès-verbal du conseil d'administration du 10 septembre 2024.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 23
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et
du pilotage

Marc BONINCHI

PROCÈS-VERBAL
Séance plénière du conseil d'administration du 10 septembre 2024

Les membres du conseil d'administration (CA) de l'université Jean Moulin Lyon 3 se sont réunis le mardi 10 septembre 2024 à 14h30 en salle Caillemer et par visioconférence via Webex, sous la présidence de Monsieur Marc BONINCHI, vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Informations générales

Partie A

1. Approbation des procès-verbaux des conseils d'administration du 28 mai 2024 et du 18 juin 2024
2. Avis sur la désignation à la direction de la FC3
3. Rapport annuel du service documentaire (pour information)
4. Lettre de cadrage RH 2025
5. Plan d'actions en faveur de la QVCT
6. Plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle femmes-hommes
7. Remises gracieuses et admissions en non-valeur
8. Election du bureau

Partie B

Questions financières :

- Tarifs pour la certification Pix

Conventions pour approbation

Partie C

Conventions pour information

Questions diverses

ÉTAIENT PRÉSENTS

Collège A des professeurs : BENNAFLA Karine, BONNET Gilles, DEUMIER Pascale, HOURS Bernard, LEDENTU Marie

Collège B des autres enseignants : BISCAY Myriam, CORNIC Sylvain, COTENSIN-GOURRIER Ismene, HERNANDEZ MARZAL Belen, JOBERT Vanina, MARION Stéphane, ROBERT Loïc

Collège des BIATS : GODINEAU Guillaume, SALMI Rachid, DIOP Megueye

Collège des étudiants : CAYRE-BIDEAU Barthélémy, CHABOUD Alexandre, GRANJON Louis-Antoine, LAGHMADI Rita, NIEPCERON Jean-Arnaud

Collège des personnalités extérieures : CRABOUILLET Justine, LONGUEVAL Jean-Michel, GOURGEON Christophe

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Collège A des professeurs : GIRARD Pierre et VINOT Didier par LEDENTU Marie, CARPANO Eric par JOBERT Vanina

Collège B des professeurs : NEMOZ-RAJOT Quentin par BISCAY Myriam

Collège des personnalités extérieures : BARBIERI Laurent et LORENTZ-POINSOT Valérie par BONNET Gilles

ÉTAIENT INVITÉS ET PRÉSENTS

BONINCHI Marc, directeur de cabinet et vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage, BOHAS Amélie, vice-présidente chargée de la transition écologique et solidaire, CARTIER Aurore, directrice du service commun de la documentation, CHALUS Marie-Christine, directrice générale de l'IAE, CHAMARD-HEIM Caroline, vice-doyenne de la faculté de Droit, DE BOEVER Eric, directeur du service des sports, DELPLA Isabelle, vice-présidente chargée de la recherche, DESNOUES Fabienne directrice générale des services adjointe en charge des affaires budgétaires et financières, directrice des affaires financières et des achats, EDOUARD Sylvène, doyenne de la faculté des Humanités, Lettres et Sociétés, FERRARI-BREEUR Christine, vice-présidente chargée des affaires sociales et de la qualité de vie au travail, GONTIER Thierry, doyen de la faculté de Philosophie, GOUT Olivier, doyen de la faculté de Droit, GUILLAUME Marie, directrice de l'immobilier et de la logistique, JOBERT Manuel, vice-président en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie, KLIOUA Naïl, vice-président étudiant, KRIEF Nathalie, vice-présidente chargée de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle, LEBEAU Tifenn, directrice générale des services adjointe en charge des ressources humaines et des relations sociales, LE NAOUR Laurent, agent comptable, NIVET Stéphane, directeur de la communication, PAILLER Ludovic, vice-président chargé de la stratégie numérique, PASCAL Christophe, vice-président chargé de la formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises, PLESTAN Hervé, représentant de M. le Recteur de la région académique Auvergne-Rhône-Alpes, TRAVARD Jérôme, directeur de l'IUT, VILES Mathieu, Directeur général des services

ASSISTAIENT ÉGALEMENT

VIGNERESSE Thibaud, METZGER Melissa et PERRIN Émilie, membres de la Direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI).

Le présent procès-verbal a été rédigé par Émilie PERRIN.

Melissa METZGER procède à l'appel. Le quorum étant atteint, le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage **Marc BONINCHI** ouvre la séance à 14h34.
Il tient à féliciter Mme ABRAVANEL-JOLLY, anciennement membre du CA dans le collège B, devenue professeur des universités. Son siège étant vacant, il souhaite la bienvenue à Mme COTENSIN-GOURRIER, maître de conférences en études italiennes à la faculté des langues.

Informations générales

M. BONNET souhaite la bienvenue aux administrateurs et remercie les personnels enseignants, administratifs et techniques pour le travail effectué afin que la rentrée se déroule le plus sereinement possible. Il rappelle que le 12 septembre aura lieu la journée d'accueil des étudiants en première année de licence. Le président souligne l'attractivité de l'université pour les bacheliers comme pour les détenteurs de licences qui souhaitent poursuivre leur master à Lyon 3. L'établissement a connu une augmentation de 14% des vœux Parcoursup par rapport à l'année précédente et plus de 68 000 vœux ont été formulés. Il illustre cette forte attractivité en citant les chiffres concernant l'IUT avec 18 281 vœux pour 402 places disponibles. Concernant les plateformes Mon Master et eCandidat, une hausse de 25% du nombre de vœux a été observée :

- En master 1, pour une capacité d'accueil de 3 626 places, l'université a reçu plus de 60 000 vœux.
- A la faculté de droit : 39 000 vœux pour 1000 places.
- A la faculté des humanités, lettres et sociétés : 6552 vœux pour 724 places.
- A la faculté de philosophie : 510 vœux pour 90 places.

Ce taux de pression engendre une charge de travail conséquente dans le traitement des dossiers et le président remercie sincèrement les personnels enseignants et administratifs pour leur engagement et leur investissement qui permettent le bon accueil des étudiants en première année de licence et de master.
Après le volet de la formation, M. BONNET aborde le volet de la recherche en dressant un premier bilan de l'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) consacré aux programmes de recherches en sciences humaines et sociales. L'université s'est engagée dans plusieurs projets et les chercheurs se sont mobilisés afin de faire valoir les axes stratégiques qui structurent l'activité scientifique de l'établissement. Il informe que Lyon 3 est en lice pour trois projets sélectionnés : le projet Democis portant sur l'évolution des démocraties, le projet Religis sur les religions et le projet Foresee sur les conséquences du changement climatique. Ces projets regroupent différents chercheurs de l'université (historiens, géographes, juristes, philosophes, spécialistes en gestion) et le président tient à les remercier pour leur investissement. Ceci vient confirmer la qualité de la recherche menée par l'établissement qui est sollicité par de multiples porteurs de projets.

Le président souhaite enfin présenter les modifications apportées au périmètre de l'équipe de gouvernance. A compter du 1er septembre, Mme Isabelle ROYER de l'IAE est nommée chargée de mission pour le doctorat, M. Marc BONINCHI précédemment élu vice-président chargé du conseil d'administration est aussi chargé du pilotage et M. Alexis BAVITOT est nommé en tant que chargé de mission aux affaires contentieuses. Il annonce également que M. Franck MARMOZ a démissionné de ses fonctions de vice-président chargé des finances et du patrimoine et il tient à lui rendre hommage pour son engagement au sein de l'équipe de gouvernance ainsi que son implication dans l'élaboration de la stratégie politique de l'établissement et sa mise en musique budgétaire. Il remercie également M. MARMOZ car il aura pleinement contribué à façonner et modeler le bilan qui est celui de l'équipe présidentielle en fin de mandat. Afin de poursuivre la continuité du budget initial 2025 mis sur les rails par M. MARMOZ, le président a nommé M. Mohammed KHENISSI (maître de conférences à l'IAE en sciences de gestion) chargé de mission aux finances. Concernant le volet patrimoine du portefeuille de M. MARMOZ, il fera l'objet d'une nomination à venir prochainement. Enfin, il annonce que M. Bernard GAUTHIEZ, vice-président en charge de la transition écologique solidaire, a fait valoir ses droits à la retraite à la fin du mois d'aout. Il souligne son rôle dans le déploiement de la priorité qu'est devenue la transition écologique au sein de l'établissement depuis 2021, la création de l'école universitaire et d'un service général de la transition écologique. Il aura aussi œuvré avec Mme CANIVET à la constitution du dossier de candidature de l'université au label DDRS (développement durable et responsabilité sociétale) et à la rédaction du schéma DDRSE (développement durable, responsabilité sociétale et environnementale) qui sera présenté devant le CA à la fin de l'année 2024. Il souhaite pour finir la bienvenue à Mme Amélie BOHAS (maître de conférences à l'IAE) qui reprend ce portefeuille et devient la nouvelle vice-présidente chargée de la transition écologique et solidaire.

Partie A – 1. Approbation des procès-verbaux des conseils d'administration du 28 mai 2024 et du 18 juin 2024

M. BONINCHI introduit les procès-verbaux (PV) des CA du 28 mai et du 18 juin 2024.

Mme LEDENTU fait remarquer que même si on lui oppose régulièrement qu'un PV n'est pas un verbatim, ce dernier est fort utile afin de rendre plus compréhensibles certains échanges notamment pour des lecteurs extérieurs au CA. Elle souhaite revenir sur la page 15 du PV du 28 mai et sur l'enchainement de trois interventions dont la sienne qui « *saluait une volonté d'amélioration continue en lien avec la CVEC* » puis suivie de celle de M. NEMOZ-RAJOT qui « *se désole que cette démarche d'explication donne lieu à des propos dilatoires* » (qui n'est pas en lien avec les propos de Mme Ledentu) et enfin l'intervention de M. KLIOUA « *qui voit en cette intervention* (on ne sait pas laquelle) *une attaque personnelle* ». Elle doute que les collègues, qui n'ont pas assisté au CA, comprennent le sens des débats et demande à ce que le PV puisse être modifié avant sa publication sur l'intranet.

M. BONINCHI répond que les remarques de Mme LEDENTU seront mentionnées au PV du CA du jour.

M. NIEPCERON indique que certains PV sont plus complets et moins résumés. Il ajoute qu'il aurait été opportun de bien relater cet échange qui était vif et qui s'inscrivait dans une situation de souffrance pour un élu syndical.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Les procès-verbaux des conseils d'administration du 28 mai 2024 et du 18 juin 2024 sont approuvés par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 3
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie A – 2. Avis sur la désignation à la direction de la FC3

M. PASCAL rappelle que le CA du 17 octobre a approuvé l'évolution des statuts du service commun FC3 en charge de la formation professionnelle continue. Ceci afin de mettre en conformité les statuts avec la réglementation et de répondre plus efficacement aux enjeux de l'établissement. Il ajoute que ces statuts prévoient que le directeur de la FC3 est nommé par le président de l'université pour une durée de trois ans. Suite à un appel à candidatures en interne, celle de M. Yann BERGHEAUD (ingénieur de recherche et responsable du pôle d'appui à la pédagogie numérique) a été retenue. Sa nomination est par conséquent soumise ce jour à l'avis des administrateurs.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

La nomination de M. BERGHEAUD à la direction de la FC3 reçoit un avis favorable par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 27
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 3

Partie A – 3. Rapport annuel du service documentaire (pour information)

Mme CARTIER présente le rapport d'activité du service commun de la documentation pour l'année 2023. Le budget des acquisitions de la bibliothèque universitaire (BU) a connu une hausse de 14% et les volumes de prêts et de renouvellements sont quant à eux restés stables. Elle indique que la reprise de la fréquentation des BU se confirme et atteindra prochainement les mêmes taux qu'en 2019 avant la crise sanitaire. Elle constate également un succès

renforcé du prêt de matériels (papeterie, matériel numérique) aux étudiants. La BU continue de former de plus en plus d'étudiants à ses usages en présentiel et en distanciel. Concernant le domaine de la recherche, trois axes sont développés : l'appui à la science ouverte, le pilotage et la valorisation. Elle poursuit avec l'activité culturelle de la BU qui est rythmée par des rencontres, des expositions régulières ainsi que le Prix Caméléon (prix étudiant du roman étranger traduit). Une démarche d'enquête a également permis d'affiner et de conforter l'attrait de la politique culturelle de la BU auprès du public étudiant. Elle détaille certains axes stratégiques de travail des personnels de la BU tels qu'une valorisation accrue des collections, une refonte des règles de prêts et un axe fort autour de la vie étudiante afin de répondre au mieux aux besoins et aux nouveaux usages des étudiants. Un soutien à l'emploi étudiant est également apporté avec l'encadrement et la formation d'une trentaine de moniteurs étudiants.
Mme CARTIER informe sur le changement de dénomination du « service formation » en « service compétences pédagogiques et informationnelles » qui traduit une volonté d'affirmer plusieurs orientations désormais structurantes du service. Elle souligne ensuite l'action de la BU dans la déclinaison opérationnelle du projet d'établissement avec le développement d'un outil de pilotage pour la recherche (BiblioRef), le renforcement du prêt d'ordinateurs portables et l'acquisition de logiciels spécifiques pour le volet numérique et enfin l'adaptation de la BU aux préconisations du Schéma Directeur Handicap et au Plan Ambition Transition Ecologique 2025. Un travail de réflexion avec la Direction de l'immobilier et de la logistique (DIL) a également été mené sur un projet de rénovation et de modernisation de la BU. Elle annonce que ce projet va entrer dans une première phase de programmation au mois d'octobre 2024 et tient à remercier la DIL et la gouvernance pour leur soutien.
Enfin, elle souligne la démarche de formation continue des personnels de la BU (87% des effectifs) afin de poursuivre l'adaptation continue des compétences et des organisations au contexte et à l'actualité professionnelle. Elle conclut en apportant des éléments sur les orientations stratégiques et les priorités documentaires de la BU pour 2024.

M. BONNET remercie Mme CARTIER et ses équipes pour le travail effectué qui s'incarne particulièrement dans le projet d'établissement. Il souligne la qualité et l'ampleur du catalogue numérique accessible à distance qui rend de nombreux services aux étudiants et aux enseignants. Il salue également la capacité d'adaptation et la force de proposition du service documentaire ainsi que sa proximité avec l'ensemble de la communauté universitaire.

M. GRANJON se connecte.

Mme CRABOUILLET se connecte.

En l'absence de questions, M. BONINCHI passe au point suivant.

Partie A – 4. Lettre de cadrage RH 2025

M. FERRARI-BREEUR précise que le choix a été fait cette année de finaliser les COSMO (conférences d'orientations stratégiques et de moyens) avant la présentation de la lettre d'orientation pour l'exercice 2025 afin qu'elle soit le plus possible en résonance avec les

besoins RH exprimés par les services et les composantes. Cette lettre s'inscrit dans un contexte satisfaisant pour l'établissement car la gouvernance a obtenu le relèvement du plafond d'emplois avec 29 postes octroyés par le ministère. Elle précise néanmoins que la dotation n'a pas été augmentée pour autant et que l'université devra financer ces emplois avec ses ressources propres. Des moyens supplémentaires ont été octroyés par l'Etat dans le cadre du COMP (contrat d'objectifs, de moyens et de performance) et dans celui de l'appel à projet « Université inclusive démonstratrice » dont l'université est lauréate et qui engage l'établissement dans certaines actions. Elle détaille ensuite les différents niveaux de la campagne d'emplois comme le renouvellement total des flux sortants qui est un choix politique propre à l'établissement. Elle précise que ce renouvellement ne s'applique pas forcément sur des postes à l'identique mais sur des postes qui peuvent évoluer et s'adapter à de nouvelles problématiques rencontrées par les services et composantes. Mme FERRARI-BREEUR rappelle par ailleurs que Lyon 3 a toujours mené une politique responsable en termes de créations de postes et l'usage de ces 29 postes octroyés fera l'objet d'une démarche pluriannuelle en fonction des besoins exprimés à court, moyen et long terme. Enfin, la lettre de cadrage décline les lignes directrices pour 2025 en lien avec le plan QVCT (qualité de vie et des conditions de travail) et les missions de service public que sont la formation et la recherche.

M. BONNET revient sur l'élaboration de la lettre de cadrage et la volonté de la gouvernance d'être au plus près des besoins exprimés par les services et les composantes via les COSMO. Il indique que le dialogue se poursuivra à travers la campagne d'emplois avec une volonté de soutien aux composantes en améliorant le taux d'encadrement et en apportant des moyens aux équipes de scolarité. Il salue M. CARPANO pour son action continue et constante auprès du ministère qui a permis d'obtenir ce relèvement significatif du plafond d'emplois dans l'établissement.

Mme LEDENTU se dit gênée par un document de cadrage sur lequel les services et composantes vont s'appuyer et particulièrement sur les références à des recrutements induits par le COMP. Les administrateurs n'ont toujours pas eu connaissance du contenu du COMP et elle ne peut donc pas identifier quels sont ces recrutements. Elle ajoute que le COMP n'a pas été voté par le CA et il lui semblait qu'il serait présenté aux administrateurs dans une version consolidée. C'est la raison pour laquelle, elle ne pourra pas approuver cette lettre d'orientation RH.

M. BONNET répond qu'il faut prendre en compte le contexte politique particulier de ces dernières semaines et que le ministère a retardé l'examen du COMP. Le COMP ne peut être soumis dans les instances de l'université qu'au terme des négociations avec l'Etat. Il annonce qu'une ultime version du COMP sera adressée au ministère le 15 septembre 2024 et que dès son retour, le document pourra être soumis au vote dans les instances. Les ressources RH demandées dans le COMP ne viennent pas tant impacter directement les composantes et les services dans leurs missions habituelles mais plutôt le pilotage. Il rappelle qu'il avait eu l'occasion de présenter les différents axes du COMP lors du bureau des doyens et des directeurs ou lors de précédents CA. Un des axes fort du COMP, imposé par l'Etat, porte sur l'amélioration du pilotage de l'offre de formation en écho avec l'amélioration du pilotage de l'établissement. Les postes demandés par l'université vont donc dans ce sens avec une attention particulière sur le fait que ces moyens ne sont pas pérennes car ils sont octroyés sur trois ans. La lettre de cadrage doit donc anticiper le fait que, selon les besoins, certains de ces postes pourraient être pérennisés et rentrer dans la masse salariale de l'université. Il y a donc lieu de se féliciter du relèvement du plafond d'emplois mais aussi de le considérer avec prudence. Grâce à lui, des créations de postes pourront être envisagées ainsi que le

renouvellement des flux sortants. M. BONNET espère pouvoir présenter le COMP aux administrateurs lors du CA de novembre mais il n'a malheureusement pas la main sur le calendrier et les délais du ministère.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

La lettre de cadrage RH 2025 est approuvée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 29
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 6
- ✓ Nombre d'abstention : 1

Partie A – 5. Plan d'actions en faveur de la QCVT

Mme FERRARI-BREEUR présente le plan d'action QVCT 2024-2028 qui met l'accent sur la gestion des risques psycho-sociaux et une organisation du travail épanouissante. Ce plan œuvre pour la qualité de vie universitaire qui est un des axes forts du projet d'établissement. Il paraissait nécessaire de regrouper les différentes mesures éparses concernant la QCVT dans un ensemble d'ampleur afin de poursuivre ce processus d'amélioration continue. Elle indique que le plan QCVT n'est pas isolé et doit se lire en liaison avec d'autres plans ou schémas directeur tels que le plan ambition recherche ou le schéma directeur sur le handicap. Le contenu des actions présentées est issu de groupes de travail qui se sont réunis depuis plusieurs années et qui rassemblent une centaine de personnels. Elle tient à les remercier pour leur participation et leur contribution à l'élaboration de ce plan QVCT. Ce socle participatif permet d'assoir la légitimité de 39 actions concrètes qui sont accompagnées dans ce document d'une désignation des services concernés et d'une échéance visée. Elle remercie également Mme LEBEAU pour sa large contribution à la rédaction de ce document.
Mme FERRARI-BREEUR rappelle les 4 axes du plan :

- Travailler ensemble à Lyon 3 (organisation plus lisible du travail, esprit de communauté, adaptation des outils de communication interne)
- Développer la prévention en santé au travail (maitrise des risques professionnels, renforcement des outils de la santé au travail)
- Construire un environnement de travail durable et responsable (amélioration de l'ergonomie des lieux de travail, contribution à l'équilibre temps personnel et professionnel)
- Mieux accompagner les encadrants et les animateurs d'équipes (garantir un socle commun de valeurs et de compétences, création d'un réseau des encadrants).

Elle conclut en remerciant les deux présidents successifs M. CARPANO et M. BONNET pour leur confiance et leur soutien qui ont permis la bonne réalisation de ce plan.

M. BONNET remercie Mme FERRARI-BREEUR pour l'aboutissement et l'élaboration du plan QVCT qui engage l'université pour l'avenir et qui, grâce à la participation des personnels, se place au plus près des problématiques internes. Il indique que ce plan a fait l'objet d'une présentation et d'un avis favorable à l'unanimité en CSAE.

Mme LEDENTU remarque que le plan QVCT, qui engage l'université pour l'avenir, commence en 2024 et s'achève en 2028. En observant le calendrier de mise en œuvre des actions, elle constate qu'il n'y a aucune action de prévue pour les années 2027 et 2028. Elle aimerait savoir pourquoi le plan est étendu aussi loin dans le temps sachant qu'il est issu d'un travail en lien avec le projet d'établissement qui est établi pour 2024-2026.

Mme FERRARI-BREEUR informe que le plan QCVT était au départ prévu pour 2023-2027. Du retard a été pris dans la rédaction et par ailleurs il semblait important de le mettre en cohérence avec d'autres plans qui ont une périodicité qui s'achève en 2028. Elle précise que les échéances incluent dans le plan permettent d'avoir une vision et de borner les actions à réaliser. Ce plan est aussi destiné à être enrichi annuellement et complété avec de nouvelles actions émergentes. Elle ajoute qu'étant donné l'instabilité et l'évolution de la réglementation, il est aussi parfois difficile de programmer des actions pour 2027 ou 2028.

Mme LEDENTU souhaite suggérer un élément d'action qui améliorerait la qualité de vie au travail des personnels enseignants qui ont la responsabilité d'un diplôme ou d'une chaire. Cela consisterait à simplifier et accélérer le délai de certaines procédures comme la signature des conventions par exemple.

Mme FERRARI-BREEUR répond que la sous-dotation en personnels peut expliquer cette problématique mais que rien n'empêche de s'interroger sur les procédures en tant que telles.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le plan d'actions en faveur de la QCVT est approuvé par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 29
- ✓ Nombre de voix pour : 26
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstentions : 3

Partie A – 6. Plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle femmes-hommes

Mme JOBERT rappelle que ce plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle femmes-hommes est le second et qu'un premier plan avait été adopté en instance au mois de juillet 2021. Ce premier plan d'une durée de trois ans arrivait à son terme en juillet 2024. Un second plan est donc présenté aux administrateurs afin de poursuivre les actions entreprises lors du premier plan. Ce plan s'inscrit donc dans la continuité avec des mesures qui ont vocation à être réitérées et d'autres qui sont reprogrammées en raison d'une forte sollicition des services RH. Elle annonce une nouveauté importante de ce plan qui est la création d'un poste administratif

de catégorie A à plein temps destiné à la mission égalité et lutte contre les discriminations. Ce poste, déjà présent dans d'autres établissements, va permettre à l'université de franchir un cap important dans la politique de promotion de l'égalité et contre les violences sexistes et sexuelles. Des permanences vont pouvoir être mises en place avec un lieu physique identifié au sein de l'établissement pour la mission égalité, au sous-sol de la BU. Elle indique que le recrutement de ce personnel administratif est en cours avec une clôture des candidatures au 15 septembre. Le plan d'actions se décline en 41 actions et 4 axes selon un référentiel du ministère :

- Evaluer, prévenir et traiter les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes
- Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps et emplois
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle
- Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violences morales ou sexuelles ainsi que les agissements sexistes

Concernant ce 4ème axe, Mme JOBERT précise qu'un autre plan traitera spécifiquement des violences sexistes et sexuelles (VSS) et concernera l'ensemble de la communauté universitaire. Il sera présenté aux administrateurs au CA du 15 octobre 2024. Enfin, elle ajoute que le bilan du plan égalité femmes-hommes précédent a permis d'identifier des actions à reprogrammer mais aussi la nécessité d'avoir un comité de suivi avec deux réunions par an. Les représentants de ce comité de suivi et de pilotage seront bientôt nommés et une première réunion sera fixée pour le mois de décembre. Des suggestions d'actions sont les bienvenues pour venir compléter et enrichir ce plan et elle cite une intervention de la Ville de Lyon concernant la prévention sur le harcèlement de rue qui a eu lieu à l'IUT. Par ailleurs, le rectorat a récemment sondé les établissements sur leurs besoins de formations en matière de VSS et de lutte contre les discriminations et Lyon 3 a répondu positivement pour l'accueil de sessions de formations.

M. BONNET remercie Mme JOBERT pour cette présentation et le travail effectué pour ce second plan égalité. Grâce à ce plan, une constellation de texte cadres et programmatiques se constitue et converge vers une action de politique sociale cohérente tout en étant plurielle. Il souligne la capacité de ce plan à s'inscrire dans la continuité tout en proposant un saut qualitatif avec l'existence concrète de la mission égalité au sein de l'établissement et qui représente une volonté politique de la gouvernance.

Mme LEDENTU relève que ce plan manque cruellement de données statistiques ainsi que de profondeur et de contexte concernant certaines actions. Elle cite l'exemple du critère de retour de congé maternité pour l'obtention des CRCT (congés pour recherches ou conversions thématiques) qui n'a pas de données chiffrées et dont elle ne peut pas apprécier l'évolution. Ce plan est censé s'inscrire dans la continuité et dresser un bilan mais il lui est difficile d'apprécier les objectifs d'amélioration de certains indicateurs à la lecture de ce document.

Mme JOBERT répond que certaines actions n'étaient pas présentes dans le plan précédent et que plusieurs pratiques ont évolué. Elle reprend l'exemple du critère de retour de congé maternité pour l'obtention des CRCT qui auparavant n'était pas mis en place et pris en compte. Elle souligne donc l'importance du travail pluriannuel du comité de suivi afin d'observer la progression de certains ratios ou données chiffrées.

Mme LEDENTU demande si le bilan du plan précédent sera présenté aux administrateurs.

Mme JOBERT répond qu'il a été présenté en CSAE mais pas encore en CA faute d'indicateurs assez précis et nombreux. L'idée étant de rationaliser ces indicateurs sur la période 2024-2027 et de soumettre un bilan annuel aux instances.

Mme LEDENTU cite un autre exemple d'indicateur qui est le nombre de jurys comportant moins de 40% de femmes. Ce sont des données chiffrées existantes et il aurait été intéressant de les notifier.

Mme FERRARI-BREEUR souhaite compléter en indiquant que le bilan du RSU (rapport social unique) contient déjà plusieurs données et que l'année précédente, le RSU a inclut des données supplémentaires sur la thématique de l'égalité.

M. NIEPCERON remercie l'équipe présidentielle pour la qualité du travail présenté. Il souligne l'importance de l'assistance portée aux victimes de VSS et aimerait savoir si le prochain plan de lutte contre les VSS inclura une réforme de la CADH (cellule d'action contre les discriminations et le harcèlement) qui permettra de garantir la neutralité de cette instance. En effet, des vice-présidents de l'université siègent dans cette instance et l'on peut se poser la question de l'indépendance de celle-ci dans la gestion de conflits entre les personnes.

Mme JOBERT répond que le plan de lutte contre VSS, présenté prochainement en CA, comportera un certain nombre d'actions directement en lien avec la CADH. Pour autant, elle ne peut pas laisser dire que la CADH n'est pas indépendante. Elle a été récemment réformée avec l'inclusion de nouveaux membres et elle est principalement composée de professionnels tels que des médecins, des psychologues du travail ou encore des assistantes sociales. La présence de vice-président dans cette instance n'obère en rien sa capacité à fonctionner de manière satisfaisante. Elle souligne la volonté d'accroitre la communication auprès des étudiants et des personnels sur l'existence et le fonctionnement de la CADH.

M. NIEPCERON est perplexe face à cette réponse. Il rappelle que c'est la CADH qui va recueillir le témoignage des victimes de VSS et il se demande ce qu'il peut se passer si un membre de l'équipe présidentielle est accusé alors que Mme JOBERT, vice-président et membre de cette instance, reçoit directement les mails adressés à la CADH.

Mme JOBERT reçoit effectivement les mails de signalement dont elle accuse réception puis oriente la personne et propose des rendez-vous avec un binôme d'écoute. Dans le cas d'un membre de gouvernance mis en cause par un signalement, le binôme d'écoute ne sera pas constitué avec un membre de l'équipe présidentielle afin d'éviter tout conflit d'intérêt. Si une enquête s'avérait nécessaire, elle pourrait être externalisée.

M. BONINCHI rappelle que la CADH n'a aucun pouvoir de décision et que le magistrat judiciaire ou les membres des sections disciplinaires compétentes disposent quant à eux de garanties statutaires d'indépendance.

Mme CRABOUILLET souhaite des précisions sur une action du plan égalité qui permet d'utiliser un prénom autre que celui de l'état civil pour toutes les catégories de personnels. Elle demande s'il s'agit bien du prénom et ne saisit pas vraiment la notion d'égalité apportée avec cette mesure qui aurait plus de sens s'il s'agissait d'un changement de nom.

Mme JOBERT répond cela concerne bien l'utilisation du prénom d'usage lorsque que des personnes ont une préférence pour un prénom masculin, féminin ou neutre.

Mme CARTIER demande quel sera le positionnement de la personne recrutée pour la mission égalité par rapport à la CADH et si le point d'entrée ne risque pas d'être dilué pour faire remonter les problématiques de VSS.

Mme JOBERT répond que les permanences tenues par le personnel administratif recruté ne se substitueront pas à la CADH. La fiche de poste pour ce recrutement met en évidence des compétences variées telles que la gestion d'un budget ou encore la communication d'événements en rapport avec la mission égalité. Lors des permanences, le rôle de ce personnel sera plutôt d'accueillir et d'orienter les personnes vers la CADH si besoin.

M. NIEPCERON indique que les associations étudiantes ont une obligation de formation aux VSS et qu'il faudrait peut-être ouvrir plus largement ces formations sur la discrimination en général et sur l'usage et l'indépendance de la CADH.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

Le plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle femmes-hommes est approuvé par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 29
- ✓ Nombre de voix pour : 26
- ✓ Nombre de voix contre : 3
- ✓ Nombre d'abstention : 0

M. GRANJON se déconnecte.

Partie A – 7. Remises gracieuses et admissions en non-valeur

M. LE NAOUR présente les dossiers de remises gracieuses et d'admissions en non-valeur.

Mme LEDENTU demande si le dossier d'admission en non-valeur concerne une société.

M. LE NAOUR répond qu'il s'agit bien d'une société et que des saisies bancaires se sont révélées négatives ou positives sans provisions. Après sollicitation d'un commissaire de justice, celui-ci a révélé que cette société était en cessation de paiement.

M. NIEPCERON demande s'il s'agit d'une entreprise qui devait régler une formation pour l'un de ses alternants.

M. LE NAOUR confirme.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, il est procédé au vote.

La remise gracieuse de 7500 euros (factures 210062770/210063168/210064037) reçoit un avis favorable par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre d'avis favorables à une remise gracieuse : 25
- ✓ Nombre d'avis défavorables à une remise gracieuse : 1
- ✓ Nombre d'abstentions : 2

La remise gracieuse de 3300 euros (facture 210067075) reçoit un avis favorable partiel par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre d'avis favorables à une remise gracieuse intégrale : 6
- ✓ Nombre d'avis favorables à une remise gracieuse partielle : 19
- ✓ Nombre d'avis défavorables : 1
- ✓ Nombre d'abstentions : 2

La remise gracieuse de 3300 euros (facture 210066998) reçoit un avis favorable par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre d'avis favorables à une remise gracieuse : 24
- ✓ Nombre d'avis défavorables à une remise gracieuse : 1
- ✓ Nombre d'abstentions : 3

L'admission en non-valeur de 5400 euros (facture 210052988) reçoit un avis favorable par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : 25
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstentions : 2

L'admission en non-valeur de 3568,50 euros (facture 210054355) reçoit un avis favorable par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix en faveur du montant proposé en non-valeur : 25
- ✓ Nombre de voix contre le montant proposé en non-valeur : 1
- ✓ Nombre d'abstentions : 2

Partie A – 8. Election du bureau

M. BONINCHI rappelle que le code de l'éducation prévoit l'élection du bureau et que les statuts de l'université désignent les membres au regard des fonctions qu'ils exercent. Le bureau, outre le directeur général des services, est composé des doyens et des vice-présidents. Le président ayant déjà informé les administrateurs des modifications de la composition du bureau en début de séance, il soumet celle-ci au vote.

En l'absence de questions ou remarques, il est procédé au vote.

La nouvelle composition du bureau est approuvée à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 28
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie B – 1. Questions financières

M. BONINCHI indique que la partie B fait l'objet d'un vote en bloc et demande aux administrateurs s'ils ont des questions ou des remarques sur ces différents points.

Partie B – 3. Conventions pour approbation

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

L'ensemble des points de la partie B (questions financières et conventions pour approbation) est approuvé à l'unanimité par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 28
- ✓ Nombre de voix pour : 28
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Partie C – 1. Conventions pour information

M. BONINCHI présente les conventions et avenants pour information.

En l'absence de questions, M. BONINCHI passe aux questions diverses.

Questions diverses

M. NIEPCERON annonce aux administrateurs son départ du CA car il vient de terminer ses études. Il tient à remercier les électeurs qui année après année lui ont confié un mandat précieux pour les représenter et souhaite bonne chance à la future équipe qui intégrera le CA au 1er janvier.

Mme LEDENTU indique qu'il reste trois séances du CA avant l'élection du président de l'université et des membres des conseils centraux. Elle demande quand sera communiqué le calendrier pour ces élections qui représentent un enjeu important avec le renouvellement complet des différentes instances de l'université.

M. BONINCHI répond que ce sujet est en cours d'expertise et qu'il nécessite le respect d'un certain nombre de dispositions du code de l'éducation. Le moment venu, les informations seront communiquées dans les règles et une consultation du CEC (comité électoral consultatif) aura lieu sur un projet d'arrêté électoral.

M. NIEPCERON espère que pour plus de démocratie participative, les étudiants soient écoutés sur le mode de scrutin avec par exemple la mise en place d'élections électroniques, d'élections sur deux jours, ou encore la possibilité de donner procuration à distance pour de nombreux étudiants présents à l'étranger ou en alternance. Il souligne un point de vigilance à avoir sur la bonne fluidité des files d'attente le jour du scrutin afin de ne pas ralentir les opérations de vote.

En l'absence de questions ou remarques supplémentaires, M. BONINCHI propose de clore la séance.

L'ordre du jour ayant été épuisé, la séance est levée à 16h49.

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



Délibération n° D2024-11-02-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-3 et suivants et L. 811-1 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 5 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Conformément à l'article L. 712-3 du code de l'éducation, le conseil d'administration de l'université est chargé de délibérer sur les grandes orientations stratégiques de l'établissement, y compris les actions en faveur de la vie étudiante.

Le schéma directeur de la vie étudiante pour la période 2024-2027 a été élaboré à l'issue d'une concertation avec les différentes parties prenantes de l'université, incluant les représentants des étudiants, les associations étudiantes ainsi que les services de l'université en lien avec la vie étudiante. Il répond aux objectifs suivants :

- Créer les conditions favorables à la santé et au bien-être des étudiants ;
- Favoriser l'épanouissement des étudiants ;
- Faciliter l'accès aux droits des étudiants ;
- Accompagner les étudiants vers l'autonomie ;
- Soutenir et valoriser l'engagement étudiant ;
- Renouveler les pratiques de communication en direction des étudiants et des personnels concernant l'animation de la vie étudiante ;
- Mobiliser les étudiants en faveur de la transition écologique ;
- Renforcer la gouvernance de la vie étudiante.

Ce schéma directeur fixe des objectifs précis et mesurables à atteindre au cours des trois prochaines années. Il sera réévalué annuellement dans le cadre d'un suivi de la mise en oeuvre des actions, notamment grâce aux retours des élus étudiants, des associations étudiantes et des services concernés. Les indicateurs de performance, comme les taux de satisfaction étudiante seront pris en compte pour ajuster les actions proposées.

Décide

d'approuver le schéma directeur de la vie étudiante 2024-2027, tel que présenté en annexe de la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 22
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 2

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage



Marc BONINCHI

PROJET D'ÉTABLISSEMENT
2021 – 2026
LYON 3

Schéma Directeur de la Vie Étudiante

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

2024-2027

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Édito du Président

Le schéma directeur que l'on va lire répond pleinement à une contrainte pourtant proche de la gageure voire du paradoxe : prendre à la fois en compte les conditions d'étude d'une population riche de près de 28000 individus inscrits à l'université Jean Moulin Lyon 3, et les spécificités de situations influant sur les conditions de réussite. Un tel document doit en effet se mettre au service de toutes les étudiantes et de tous les étudiants, afin que chacun puisse s'y reconnaître et se l'approprier. L'objectif, ambitieux, est atteint : je remercie toutes celles et tous ceux, étudiants et personnels, qui se sont mobilisés pour organiser les ateliers, réunions, concertations, qui ont abouti à la rédaction d'un tel document ; en tout premier lieu M. Loïc Robert, chargé de mission vie étudiante et Mme Nathalie Krief, vice-présidente en charge de la formation, de la vie étudiante et de l'insertion professionnelle.

Lorsque les politiques publiques se contentent d'évoquer « la jeunesse » comme une cohorte indifférenciée, lorsqu'elles persistent à cantonner les étudiants dans une infra-citoyenneté en les écartant des dispositifs d'aide réservés aux plus âgés, lorsqu'elles leur refusent dans bien des cas toute réelle autonomie en perpétuant le principe de familiarisation des ressources disponibles, elles entravent gravement la construction des citoyens éclairés qu'il nous incombe de former et d'accompagner.

Ce document, dans un tel contexte, ne pouvait donc prendre d'autre forme que celle d'un plan d'action, où les grands principes d'une politique en faveur de la vie étudiante déclinée en 8 axes s'incarnent, au plus près des besoins quotidiens de nos étudiants, dans des actions concrètes, assumées par des porteurs identifiés et projetées dans un calendrier précis. Il s'inscrit parfaitement dans les lignes directrices de notre Projet d'établissement 2021-2026.

Dès 2021, la gouvernance de l'université a en effet mis en place un ambitieux plan de lutte contre les précarités étudiantes : alimentaire, médicale, menstruelle, économique, numérique, sociale… La palette est malheureusement étendue, des fragilités que l'on pouvait alors croire conjoncturelles, à la sortie de la crise sanitaire, et qui depuis ont révélé leur nature systémique. Parce que les conditions de vie et d'étude déterminent si fortement la réussite des étudiantes et des étudiants, le socle de ce schéma directeur devait se consacrer à ces vulnérabilités pour imaginer des dispositifs capables d'en atténuer la violence.

C'est sur ce socle premier que peut s'ériger le deuxième volet de ce schéma directeur. L'épanouissement des étudiantes et des étudiants constitue en effet à juste titre un objectif, en cela qu'il nécessite la mise en œuvre d'un environnement universitaire tramé d'activités de découverte de soi et des autres, favorables à leurs apprentissages et par conséquent à leur émancipation. Les mois qui viennent verront se réaliser d'ambitieux projets dont l'objectif est précisément d'améliorer l'accès aux droits de tous et de toutes comme de lutter contre toutes les formes de discrimination : Tiers-Lieu de la Manufacture des Tabacs, espace « BASE » (Bureau d'Aide et de Service aux Etudiants) ou Maison Commune « MC3 » dédiée à la santé et au handicap répondent à ces ambitions.

L'action ne peut d'ailleurs se déployer qu'à plusieurs échelles, et c'est pourquoi ce schéma directeur dialogue avec celui qu'a récemment proposé la ComUE. Le schéma directeur de la vie étudiante de l'université Jean Moulin Lyon 3 manifeste donc tout sauf un repli sur des problématiques sectorielles ou catégorielles. Il donne au contraire forme et consistance à la mobilisation de l'ensemble de la communauté universitaire, qui a activement contribué à son élaboration et qui en assurera la mise en œuvre. Ce schéma directeur a été co-construit pour les étudiantes et les étudiants : il pourra être mis en œuvre, avec l'appui des services et de la gouvernance, par les étudiants et les étudiantes, grâce à l'implication du très riche tissu associatif qui anime la vie de Lyon 3, et à l'action primordiale des

représentants étudiants qui siègent dans les conseils de l'université. Ce plan d'action veut d'ailleurs, en un troisième mouvement, valoriser un tel engagement, en aidant les étudiantes et les étudiants de notre université à s'inscrire efficacement et utilement dans la société que nous avons en partage, dès leurs années de formation, afin qu'ils soient à même par la suite de s'insérer professionnellement et de répondre aux grands défis de demain, notamment environnementaux, sociaux et économiques.
À l'heure où les fragilités et les inégalités qui frappent la population étudiante demeurent criantes, l'égalité des chances est cet enjeu démocratique qui, plus que jamais, contribue à donner du sens à nos missions de service public. C'est d'un tel engagement, dont j'assume pleinement avec mon équipe d'être le garant, que témoigne le schéma directeur que l'on va lire.

Gilles Bonnet

Préambule

Les missions du service public de l'enseignement supérieur résident avant tout dans la formation d'une part et la recherche d'autre part. Ces missions essentielles ne peuvent cependant être menées à bien que si toutes les étudiantes et tous les étudiants bénéficient de conditions d'étude satisfaisantes. La santé, le bien-être, l'accès au sport et à la culture, l'engagement associatif, la socialisation sur le campus ou encore l'accès aux droits sont autant de déterminants essentiels de la réussite académique. L'université se doit aussi de faire sa part pour lutter contre la précarité étudiante, contre toutes les formes de discriminations ou encore pour participer à la nécessaire transition écologique.

Notre université peut s'enorgueillir d'avoir mis en place depuis longtemps des dispositifs ambitieux et variés au service de la vie étudiante dans toutes ses dimensions. La crise sanitaire et ses conséquences ont par ailleurs accéléré la prise de conscience concernant certains domaines, notamment la santé mentale ou la précarité. Si l'Université peut ainsi s'appuyer sur une base solide, beaucoup reste à faire et le présent schéma directeur constitue une nouvelle étape au service des étudiantes et des étudiants.

Faisant suite à une demande de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce schéma directeur vise à mettre en œuvre, par des actions concrètes, les grands objectifs fixés par le SDVE de la ComUE Lyon Saint-Étienne avec lequel il est en parfaite cohérence. Il s'agit d'un outil précieux qui doit permettre de nous donner une feuille de route pour les trois années à venir. Il permettra en outre de renforcer le dialogue entre les étudiants et la gouvernance pour faire avancer la cause étudiante.

L'élaboration du schéma résulte d'une large concertation ayant associé les services de l'Université en lien avec la vie étudiante, les élus étudiants et les associations étudiantes. Pas moins de huit ateliers thématiques de concertation ont été organisés entre février et mars 2024, en présence des étudiants et des services concernés. De riches échanges ont permis aux étudiantes et étudiants de faire remonter certaines problématiques et de constater que les différents services sont particulièrement investis au service de la vie étudiante depuis de nombreuses années. Le présent schéma constitue un instrument essentiel permettant de mettre en lumière l'engagement constant des agents de l'Université ainsi que le dynamisme associatif des étudiants. Il traduit également l'investissement exemplaire du Pôle Vie Etudiante de la DEVU au service des étudiants et des associations étudiantes.

La vie étudiante ne peut être isolée des autres missions de l'université. Aussi, le schéma directeur de la vie étudiante s'inscrit-il en cohérence avec l'ensemble des grands documents d'orientation de l'établissement : le projet d'établissement 2021-2026, le contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2024-2026, le Schéma directeur handicap 2023-2027, le plan VSS 2024-2027, le plan égalité 2024-2027 ou encore le Schéma directeur DDRSE 2024-2027. Il s'inscrit ainsi dans le cadre d'une ambition, celle d'un service public d'excellence, au service de toutes ses étudiantes et tous ses étudiants.

Nathalie KRIEF, Première vice-présidente, Vice-Présidente chargée de la Formation, de la Vie étudiante et de l'Insertion professionnelle

Loïc ROBERT, Chargé de mission à la Vie étudiante

Cadre juridique

En adoptant la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche (JORF n°0169 du 23 juillet 2013), le législateur a entendu imposer aux communautés d'universités et établissements (ci-après « ComUE ») d'adopter un schéma directeur de vie étudiante.

L'article L. 718-4 du Code de l'éducation prévoit ainsi que :

> « *L'établissement d'enseignement supérieur chargé d'organiser la coordination territoriale dans les conditions fixées par l'article L. 718-3 élabore avec le réseau des œuvres universitaires et scolaires un projet d'amélioration de la qualité de la vie étudiante et de promotion sociale sur le territoire, en associant l'ensemble des établissements partenaires. Ce projet présente une vision consolidée des besoins des établissements d'enseignement supérieur implantés sur le territoire en matière de logement étudiant, de transport, de politique sociale et de santé et d'activités culturelles, sportives, sociales et associatives. Il est transmis à l'Etat et aux collectivités territoriales concernées, préalablement à la conclusion du contrat pluriannuel d'établissement mentionné à l'article L. 711-1* ».

Sur le site lyonnais, cette obligation légale s'adresse donc à la ComUE « Université de Lyon » (ci-après « UdL »), en coordination avec le Crous de Lyon.

L'UdL et le Crous de Lyon ont ainsi amorcé dès 2015 l'élaboration d'un premier Schéma Directeur de la Vie Étudiante (SDVE), constituant un véritable document cadre pour la période 2016-2020.

Au cours des années 2021 et 2022, un important travail de concertation a été réalisé au niveau de l'UdL en vue du renouvellement du SDVE. C'est ainsi que le nouveau schéma pour la période 2022-2027 a été présenté le 14 décembre 2022.

Lors de sa conférence de presse de rentrée en date du 15 septembre 2022, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a annoncé la mise en œuvre de « concertations territoriales » à compter d'octobre 2022, devant « déboucher sur **l'élaboration de schémas directeurs territoriaux de la vie étudiante** par région académique en juin 2023, amenés ensuite à être déclinés en "schémas directeurs de la vie étudiante dans les établissements" ».

En juin 2023, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a publié un Guide méthodologique Schéma Directeur Vie Étudiante. Le Guide précise ainsi :

> « *L'article L. 718-4 du Code de l'Éducation du 24 juillet 2013 exigeait que les établissements coordinateurs territoriaux (bien souvent les COMUE) et les Crous mettent en place des schémas directeurs vie étudiante.* ***La demande a aujourd'hui évolué : chaque établissement doit s'approprier la mission vie étudiante et doit réaliser un schéma directeur vie étudiante.***
>
> *Pour les établissements qui relèvent d'une Communauté d'universités et d'établissements (Comue) ou d'un Etablissement Public Expérimental (EPE) engagé dans une démarche de SDVE, comme précisé dans la partie 3.1, le schéma directeur établissement pourra s'inspirer largement du document mis en place par l'établissement coordinateur territorial (Comue) et le Crous en veillant à répondre aux spécificités de son établissement et de ses étudiants.*
>
> *Une bonne articulation et une mise en cohérence entre ces deux documents ainsi qu'avec les politiques vie étudiante mises en place au niveau du territoire (SRESRI, schémas locaux des collectivités, dialogues territoriaux) sont essentielles* ».

Le présent schéma s'inscrit ainsi, conformément au Guide du ministère, dans le prolongement du SDVE de l'UdL dont il assure la mise en œuvre au niveau de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Méthodologie et résultats de la concertation

Dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur de la Vie Étudiante, une concertation, pilotée par le Pôle Vie Étudiante, a été mise en place afin d'assurer la participation active des différents acteurs de la communauté universitaire.

La concertation a débuté le 15 novembre 2023 par une réunion d'information à destination des services concernés afin d'échanger autour de la méthode retenue pour l'élaboration du schéma. Il leur a été demandé de compléter une fiche recensant les actions menées au cours des cinq dernières années et celles d'ores-et-déjà prévues sur la période 2024-2027. Ce travail essentiel, réalisé par 16 services en novembre-décembre 2023, a permis d'établir une base solide sur laquelle la concertation a pu être menée avec les étudiants.

Services ayant participé à la concertation
Bibliothèques Universitaires
Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle
Campus de Bourg-en-Bresse
Centre d'Information, de Documentation et d'Orientation
Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Direction des Relations Internationales
Direction du Numérique
Pôle Handicap Étudiant (DEVU)
Pôle Réussite (DEVU)
Pôle Vie Étudiante (DEVU)
Service Général de la Transition Écologique
Service de la Communication et des Partenariats
Service de Santé Étudiante
Service des Affaires Culturelles
Service des Sports
Vice-présidence chargée de l'Égalité et la Lutte contre toutes les discriminations

La concertation s'est déroulée entre février et mars 2024 à travers huit ateliers thématiques qui ont regroupé 34 étudiants – représentants d'associations étudiantes et élus étudiants. Ils ont joué un rôle essentiel dans la collecte et l'analyse des besoins et attentes des étudiants. Ces échanges ont été l'occasion pour les étudiants de partager leurs expériences, de faire part de leurs préoccupations et de proposer des idées concrètes pour améliorer la vie étudiante au sein de l'établissement.

Axe concerné	Date	Durée
Axe I - Créer les conditions favorables à la santé et au bien-être des étudiants	09/02/2024	2h
Axe II - Favoriser l'épanouissement des étudiants	15/02/2024	2h30
Axe III - Faciliter l'accès aux droits des étudiants	16/02/2024	2h
Axe IV - Accompagner vers l'autonomie	16/02/2024	2h30
Axe V – Soutenir et valoriser l'engagement étudiant	22/02/2024	2h15
Axe VI – Renouveler les pratiques de communication	19/02/2024	1h45
Axe VII – Agir en faveur de la transition écologique	09/02/2024	1h30
Axe VIII – Renforcer la gouvernance de la vie étudiante	20/03/2024	3h

La vie étudiante joue un rôle fondamental dans la socialisation et l'épanouissement personnel et académique des étudiants. Les résultats de la concertation ont montré que l'Université s'investit déjà pleinement dans les divers domaines de la vie étudiante. De nombreux dispositifs et services sont en place, témoignant de l'engagement de l'établissement à répondre aux besoins des étudiants. Toutefois, les discussions ont également mis en lumière des axes d'amélioration cruciaux.

Parmi les principaux éléments ressortis de cette concertation, deux points majeurs ont été identifiés. Tout d'abord, il est apparu que la communication et la mise en visibilité des dispositifs et de l'offre de service de l'Université nécessitent une attention particulière. Une diffusion des informations sur les ressources disponibles plus adaptée aux usages des étudiants pourrait contribuer à une utilisation optimale des services proposés.

Les échanges ont souligné que la communication qui touche le plus les étudiants repose sur une approche proactive et collaborative. Les actions « aller-vers », qui consistent à aller à la rencontre des étudiants sur leur terrain, sont particulièrement efficaces pour établir un dialogue. De plus, le relais via les pairs, c'est-à-dire l'implication d'étudiants dans la diffusion d'informations, favorise la circulation des messages. Les enseignants et les gestionnaires de scolarité jouent également un rôle clé en relayant les informations, renforçant ainsi la visibilité des dispositifs. Enfin, associer les étudiants aux projets permet de créer un sentiment d'appropriation et de responsabilité, incitant davantage à la participation et à l'implication dans la vie de l'établissement. Cette synergie entre les différents acteurs et canaux de communication est essentielle pour garantir une information pertinente et accessible à l'ensemble de la communauté étudiante.

Ensuite, une réflexion approfondie sur les rythmes universitaires a été jugée nécessaire. Les étudiants ont souligné l'importance de cet enjeu, en lien étroit avec leur santé, dans le but de favoriser un meilleur équilibre entre leurs études, leurs activités extra-académiques et leur vie personnelle.

Par ailleurs, il est ressorti des échanges que pour accompagner les étudiants vers une plus grande autonomie, il est primordial de privilégier des incitations positives et des encouragements. Une approche constructive peut aider à atténuer l'isolement que ressentent souvent les étudiants. En complément des actions des services de l'établissement, des initiatives internes aux composantes telles que le tutorat ou des ateliers ludiques, favorisent non seulement la cohésion mais aussi la réussite académique.

En conclusion, cette concertation a été une étape clé dans l'élaboration du Schéma Directeur de la Vie Étudiante, permettant de renforcer le lien entre l'Université et ses étudiants, tout en identifiant des axes d'amélioration déterminants pour le bien-être et la réussite des étudiants au sein de l'établissement. L'engagement continu de toutes les parties prenantes sera essentiel pour mettre en œuvre ces recommandations et faire évoluer positivement la vie étudiante.

Tableau des actions

Axe I - Créer les conditions favorables à la santé et au bien-être des étudiants	Objectif 1 : Garantir et promouvoir l'offre de soins à destination des étudiants	Action 1 : Création d'une maison commune Handicap santé inclusion (MC3)
		Action 2 : Réflexion sur des recrutements supplémentaires pour étendre l'offre de soins
		Action 3 : Promotion de l'offre de soins à destination des étudiants
		Action 4 : Participation à la création d'un centre de santé mentale pour les étudiants de l'Université de Lyon
	Objectif 2. Prévenir les comportements à risque	Action 5 : Mise en place d'ateliers et d'actions de prévention des comportements à risque
		Action 6 : Renforcement de l'offre de soins en addictologie
		Action 7 : Prévention du suicide
		Action 8 : Mise en place de formations aux premiers soins en santé mentale (PSSM)
	Objectif 3. Favoriser une alimentation équilibrée pour les étudiants	Action 9 : Mise en place de micro-ondes à la Manufacture et sur les Quais
		Action 10 : Mise en place d'ateliers sur l'équilibre alimentaire au sein d'Episcia
	Objectif 4. Soutenir le bien-être étudiant	Action 11 : Développement de l'offre des ateliers prévention et bien-être
		Action 12 : Réflexion sur les rythmes universitaires
		Action 13 : Organisation de conférences sur le bien-être étudiant associées à des podcasts

Axe II - Favoriser l'épanouissement des étudiants	Objectif 1. Encourager et soutenir l'accès et les pratiques artistiques et culturelles	Action 14 : Mise en place d'un lieu de permanences du Service des Affaires Culturelles sur le campus des Quais
		Action 15 : Réflexion sur la banalisation de créneaux
		Action 16 : Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'espaces culturels dédiés
		Action 17 : Biennale des Comics
	Objectif 2. Accompagner le développement de lieux de vie étudiante	Action 18 : Création d'un tiers-lieu sur le campus de la Manufacture des Tabacs
		Action 19 : Rénovation de l'espace détente/cafétéria du Palais de l'Université
		Action 20 : Rénovation de l'espace détente/cafétéria du Palais de la Recherche à Chevreul
		Action 21 : Création d'un tiers-lieu et d'un espace de restauration hors-sac sur le campus de Bourg-en-Bresse
		Action 22 : Etudes pour la refonte des espaces de la Bibliothèque Universitaire de la Manufacture des Tabacs
	Objectif 3. Soutenir et valoriser la pratique sportive étudiante	Action 23 : Remplacement d'appareils de musculation
		Action 24 : Développement de formations qualifiantes associées aux métiers du sports, de l'animation, de la sécurité
		Action 25 : Création d'une salle immersive « Vélo »
		Action 26 : Création d'une identité « Service des Sports » dans le hall
		Action 27 : Changement du mur d'escalade du gymnase 3D Laennec
		Action 28 : Mise en place de la formation PSC1 « prévention et secours civiques de niveau 1 »

Axe III - Faciliter l'accès aux droits des étudiants	Objectif 1. Renforcer la connaissance des étudiants sur leurs droits et les accompagner dans leurs démarches	Action 29 : Optimisation de l'accueil sur le campus de la Manufacture des Tabacs
		Action 30 : Mise en place de permanences d'accès aux droits
	Objectif 2. Faciliter l'accueil et l'accompagnement des publics spécifiques	Action 31 : Formation des personnels médico-sociaux à l'anglais pour faciliter l'accompagnement des étudiants internationaux
		Action 32 : Augmentation du nombre de visites médicales à destination des étudiants internationaux
		Action 33 : Réflexion sur une participation à un Projet de Coopération Erasmus+ avec deux autres universités européennes autour de l'inclusion des étudiants réfugiés
		Action 34 : Réflexion sur un renforcement des dispositifs de préparation à la mobilité entrante en échange et individuelle
		Action 35 : Renforcement des dispositifs d'intégration et de soutien des étudiants en mobilité individuelle
		Action 36 : Renforcement de la formation linguistique et interculturelle des personnels en interaction avec les étudiants internationaux individuels ou en échange
		Action 37 : Analyse des obstacles économiques et sociaux à la mobilité sortante et recherche de pistes pour y répondre
	Objectif 3. Promouvoir l'égalité, lutter contre les discriminations et les VSS	Action 38 : Mise en visibilité des dispositifs d'accompagnement contre les discriminations
		Action 39 : Poursuite de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations par la pratique culturelle
		Action 40 : Promotion de l'égalité femmes-hommes (Action du 8 mars)
		Action 41 : Mise en visibilité des étudiants en situation de handicap via un reportage photographique

		Action 42 : Mise en place d'une exposition sur les perceptions et les vécus de la communauté LGBTQIA+
		Action 43 : Création d'une formation numérique sur les violences sexistes et sexuelles
Axe IV - Accompagner vers l'autonomie	Objectif 1. Favoriser l'accès à l'autonomie des étudiants	Action 44 : Mise en place de dispositifs permettant l'identification et la valorisation des softskills
		Action 45 : Développement des évènements en lien avec l'emploi public
		Action 46 : Facilitation du lien entre étudiants et recruteurs sur la plateforme U3e
		Action 47 : Mise en place d'un atelier d'identification des compétences professionnelles des doctorants
	Objectif 2. Lutter contre la précarité étudiante	Action 48 : Promotion de la lutte contre la précarité menstruelle et mise à disposition de protections réutilisables
		Action 49 : Mise en place d'un dispositif d'exonération des droits d'inscription pour les étudiants en grande difficulté
		Action 50 : Promotion de l'action sociale auprès des étudiants
		Action 51 : Organisation d'assises de la lutte contre la précarité étudiante à Lyon (ALPEL)
		Action 52 : Extension du prêt d'ordinateurs
		Action 53 : Extension du prêt de matériels utiles aux étudiants
		Action 54 : Prolongement de la participation au dispositif KAPS

Axe V – Soutenir et valoriser l'engagement étudiant	Objectif 1. Soutenir la vie associative	Action 55 : Mise en place d'une subvention annuelle aux associations étudiantes pour le soutien au montage de projets
		Action 56 : Développement de nouveaux temps d'échanges interassociatifs
		Action 57 : Intégration de la plateforme de gestion de la vie associative Campulse
	Objectif 2. Valoriser l'engagement étudiant	Action 58 : Réflexion sur une modification du dispositif de reconnaissance de l'engagement étudiant
		Action 59 : Réflexion sur des dispositifs d'aménagement d'études pour les étudiants bénéficiant du Régime Spécial d'Etudes (RSE)
		Action 60 : Création d'un forum de l'engagement étudiant
Axe VI – Renouveler les pratiques de communication	Objectif 1. Développer les réseaux d'information à destination des étudiants	Action 61 : Amélioration de l'accueil des étudiants français et internationaux
		Action 62 : Amélioration de la communication sur les outils, dispositifs, projets de l'Université
		Action 63 : Développement des formats vidéo à destination des réseaux sociaux et des sites
		Action 64 : Développement du réseau d'étudiants ambassadeurs
		Action 65 : Réalisation d'une plaquette d'information sur la vie étudiante à destination des personnels
		Action 66 : Mise en place d'un réseau communication interne vie étudiante
	Objectif 2. Renforcer la communication et l'accès au numérique	Action 67 : Refonte et évolution éditoriale de l'Intranet étudiant
		Action 68 : Évolution de l'appli UnivLyon3
		Action 69 : Optimisation des canaux de communication de proximité et développement de canaux innovants en collaboration avec les étudiants

Axe VII – Agir en faveur de la transition écologique	Objectif 1 : Intégrer la transition écologique dans les actions de la vie étudiante	Action 70 : Sensibilisation des associations aux pratiques écoresponsables
		Action 71 : Projet de jardin partagé
		Action 72 : Prise en compte de l'environnement dans le cadre du FSDIE
	Objectif 2 : Faciliter le recours aux mobilités durables	Action 73 : Réflexion sur l'installation de nouveaux parcs à vélos
		Action 74 : Installation d'un meuble à trottinettes à la BU de la Manufacture des tabacs
		Action 75 : Mise en place d'un stand Free Vélo'v lors de la journée d'accueil des étudiants
Axe VIII – Renforcer la gouvernance de la vie étudiante	Objectif 1. Soutenir et développer la participation des étudiants à la vie de l'établissement	Action 76 : Réflexion sur l'évolution de l'Assemblée Consultative Etudiante
		Action 77 : Mise à jour du statut de l'élu étudiant
		Action 78 : Mise en place de formations à destination des élus étudiants
		Action 79 : Budget Participatif Etudiant
		Action 80 : Augmentation du nombre d'étudiants au sein de la commission CVEC
	Objectif 2. Assurer une participation des étudiants pour le suivi et l'évaluation du SDVE	Action 81 : Mise en place d'un comité de pilotage du SDVE

Axe I – Créer les conditions favorables à la santé et au bien-être des étudiants

La santé et le bien-être des étudiants constituent des déterminants essentiels de leur réussite académique. Or, l'accès aux services de santé peut se révéler particulièrement difficile pour les étudiants. Le coût des soins, la nécessité d'avoir un médecin référent ou encore les difficultés d'obtenir un rendez-vous chez certains spécialistes constituent autant d'obstacles sur le parcours de soin des étudiants, ce qui peut avoir des conséquences considérables sur leur réussite universitaire.

C'est la raison pour laquelle l'Université s'est engagée depuis de nombreuses années pour améliorer constamment son offre de soins à travers l'engagement quotidien du Service de Santé Etudiante (SSE). D'autres services sont par ailleurs mobilisés au service de la santé et du bien-être étudiants, notamment la Bibliothèque Universitaire, le Pôle Vie Etudiante ou encore le Pôle Réussite.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 4 objectifs :

- Garantir et promouvoir l'offre de soins à destination des étudiants
- Prévenir les comportements à risque
- Favoriser une alimentation équilibrée pour les étudiants
- Soutenir le bien-être étudiant

Objectif 1. Garantir et promouvoir l'offre de soins à destination des étudiants

Le Service de Santé Etudiante propose une offre de soins particulièrement étendue, qui n'a cessé de s'accroître au cours des dernières années : recrutement de psychologues (de 15 heures/semaine en 2018 à 50 heures/semaine en 2024), d'un addictologue en 2021 ou encore d'une diététicienne. A cette offre s'ajoute la mise en place de téléconsultations pour garantir l'accès aux soins aux étudiants les plus éloignés du territoire, sur le campus de Bourg-en-Bresse, en échange ou stage à l'étranger, ou rencontrant des difficultés pour se déplacer.

Le Service de Santé Etudiante propose également tout au long de l'année de nombreux ateliers à destination des étudiants.

Le Service de Santé Etudiante promeut par ailleurs l'offre de soins au moyen de nombreuses actions de communication (intranet étudiant, flash info, réseaux sociaux institutionnels, mailings, distribution de flyers…), d'une présence sur les temps forts de l'année universitaire, de stands sur des lieux stratégiques et d'une participation à des actions locales ou nationales (Moi(s) sans tabac, Octobre rose, Journée mondiale du SIDA, Semaines d'information sur la santé mentale, Semaine de la vaccination…). Les actions proposées dans le présent schéma s'inscrivent dans une logique de continuité visant à offrir une offre toujours plus adaptée aux besoins des étudiants.

1. Création d'une maison commune Handicap santé inclusion (MC3)	
Éléments de contexte	Les locaux actuels du Service de Santé Etudiante (SSE) apparaissent aujourd'hui insuffisants pour faire face aux besoins des étudiants. L'agrandissement des locaux dédiés à la santé passe cependant par une acquisition immobilière en cours d'étude. L'objectif sera de proposer une véritable maison commune dédiée à la santé étudiante et en mesure d'accueillir les étudiants en situation de handicap. Elle sera en partie financée grâce aux fonds obtenus dans le cadre de l'appel à projet Université inclusive démonstratrice. La création de la maison commune sera l'occasion d'entamer une réflexion sur l'opportunité de transformer le SSE en Centre de santé.
Description de l'action	1. Étude sur la configuration de la maison commune 2. Acquisition immobilière 3. Réalisation des travaux et de l'infrastructure numérique (logiciel de prise de rendez-vous, consultation à distance, etc.)
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante, Pôle Handicap Etudiant (DEVU), Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	2027
Indicateur(s)	Mise en service de la MC3 à échéance 2027

2. Réflexion sur des recrutements supplémentaires pour étendre l'offre de soins	
Éléments de contexte	Dans le cadre de la réforme des SSE (décret du 13 mars 2023), une revalorisation des personnels des SSE est prévue par le Ministère ainsi qu'une augmentation de la masse salariale pour garantir l'attractivité des services de santé étudiante et la possibilité de recrutements supplémentaires. Pour ce qui concerne l'Université Jean Moulin Lyon 3, il reste cependant à définir précisément le besoin, et ce d'autant plus au regard des contraintes immobilières. Dans les statuts du SSE, tels qu'adoptés en 2023, est notamment prévue la mise en place d'un Conseil de service (article 5), dont la formation élargie participe à la définition des besoins de santé étudiante (article 5.2.2).
Description de l'action	1. Organisation d'un Conseil de service du SSE en formation élargie pour permettre d'identifier, en présence de représentants étudiants, les besoins en termes d'offre de soins
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2025
Indicateur(s)	Organisation effective du Conseil de service ; Relevé d'avis suite la réunion du Conseil de service

3. Promotion de l'offre de soins à destination des étudiants	
Éléments de contexte	Le Service de Santé Etudiante assure tout au long de l'année la promotion de l'offre de soins proposée. En complément, les Bibliothèques Universitaires promeuvent également cette offre. À cette fin, l'université a déjà organisé une exposition sein de la BU Manufacture autour de la santé étudiante montée à l'initiative des infirmières de l'Université (2024).
Description de l'action	1. Accueil de professionnels de santé au sein de la BU pour des temps d'échange ou de rencontres informelles 2. Mise à disposition au sein de la BU de documentation d'orientation vers les dispositifs existants 3. Organisation de nouvelles actions de prévention et de promotion de la santé par le Service de Santé Etudiante et le Pôle Vie Etudiante
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante, Pôle Vie Etudiante (DEVU), BU
Calendrier prévisionnel	2024-2025
Indicateur(s)	Taux de connaissance et de satisfaction des étudiants sur l'offre de soins du SSE dans le cadre de l'enquête d'évaluation des conditions d'enseignement, de la formation et de la vie universitaire

4. Participation à la création d'un centre de santé mentale pour les étudiants de l'Université de Lyon	
Éléments de contexte	Dans le cadre de l'Université de Lyon (UdL), la création d'un centre de santé mentale a été décidé. Ce centre, dont le siège sera situé au 102 rue de Marseille dans le 7ème arrondissement de Lyon, aura vocation à regrouper à terme différents praticiens (médecin directeur, infirmières, psychologues, psychiatres). Il s'agira d'une offre complémentaire à l'offre de soins en santé mentale dispensée par le Service de Santé Etudiante au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3.
Description de l'action	1. Travaux d'aménagement du Centre de santé mentale 2. Recrutement du médecin directeur 3. Recrutement de praticiens 4. Mise en service du centre
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante, Présidence
Calendrier prévisionnel	Ouverture du centre en janvier 2025
Indicateur(s)	Mise en service ; nombre d'étudiants de Lyon 3 accueillis

Objectif 2. Prévenir les comportements à risque

La prévention des comportements à risque constitue un enjeu majeur au regard des spécificités étudiantes. Le Service de Santé Etudiante et le Pôle Vie Etudiante sont particulièrement engagés sur cette question.

Le Pôle Vie Etudiante propose en particulier des formations adaptées aux associations étudiantes au sujet des violences sexistes et sexuelles (VSS) ou encore sur la gestion des risques festifs.

Les actions recensées ici visent à compléter l'existant pour sensibiliser au mieux les étudiants et réduire autant que faire se peut les risques encourus.

5. Mise en place d'ateliers et d'actions de prévention des comportements à risque	
Éléments de contexte	En mars 2024, une exposition interactive à destination des 15-25 ans « Prendre soin de soi et prévenir les risques de cancer », a été proposée par le Centre Léon Bérard (informations et jeux pour tester ses connaissances sur les différents facteurs de risque de cancer sur lesquels nous pouvons agir : tabac, alcool, alimentation, virus HPV, soleil, activité physique, pollution…). Dans le prolongement de cette action, des ateliers de prévention des comportements à risque seront mis en place.
Description de l'action	1. Organisation d'ateliers de prévention sur toutes les formes de comportements à risque, notamment sur les différentes formes d'addictions, sur la prostitution étudiante, le sommeil, les écrans, l'activité physique, etc. 2. Organisation d'une journée sur la santé sexuelle et organisation de dépistages au sein de l'Université
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'ateliers réalisés ; nombre de participants

6. Renforcement de l'offre de soins en addictologie	
Éléments de contexte	Depuis 2021, le Service de Santé Etudiante a mis en place une offre de soins en addictologie avec le recrutement d'un médecin addictologue ou encore la formation d'une infirmière à la prévention des comportements à risque et à la prescription de substituts nicotiniques. Il s'agit de renforcer cette offre et de la faire mieux connaître des étudiants.
Description de l'action	1. Extension de l'offre de soin en addictologie 2. Mise en place d'actions à l'Université avec un CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) 3. Développement des liens avec les CSAPA (Centres de Soin, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie) et CJC (Consultations Jeunes Consommateurs)
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre de consultations annuelles ; réalisation des actions ; création de liens avec les autres acteurs lyonnais

7. Prévention du suicide	
Éléments de contexte	Le suicide est un sujet tabou et particulièrement sensible chez les jeunes adultes. Il s'agirait d'aider l'ouverture de la parole et la réflexion sur ce sujet. Le but est de questionner, témoigner, sans apporter de réponse toute faite. Pour y parvenir, il s'agit non seulement de former les professionnels du Service de Santé Etudiante mais aussi de recourir à des moyens plus originaux.
Description de l'action	1. Deux ateliers de préparation et sensibilisation (d'une durée de 2h), qui pourraient se faire par le biais du théâtre-forum, seront proposés en amont du spectacle, pouvant accueillir jusqu'à 20 étudiants chacun (donc 40 étudiants au maximum) 2. Organisation d'un spectacle mêlant théâtre et danse, abordant la question du suicide. Un temps de parole (bord plateau) est systématiquement proposé à la fin du spectacle. Une des 2 comédiennes est psychiatre de formation ; ainsi, en plus d'un espace d'échange libre, les comédiennes apporteront des ressources potentielles (données chiffrées, informations, lieux à contacter si besoin…) pour casser les idées reçues et apporter d'éventuels outils à celles et ceux qui en auraient besoin 3. Formation « postvention » des professionnels du Service de Santé Etudiante par le Centre de prévention du suicide
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	Février à avril 2025 : Ateliers et spectacle Décembre 2025 : Formation des professionnels du SSE
Indicateur(s)	Organisation effective des ateliers et du spectacle ; nombre d'étudiants participants ; nombres de professionnels du SSE formés

8. Mise en place de formations aux premiers soins en santé mentale (PSSM)	
Éléments de contexte	La crise sanitaire a mis en lumière l'impérieuse nécessité d'une meilleure connaissance des pathologies mentales pour favoriser leur prise en charge. De manière à sensibiliser les personnels et les étudiants, il convient de mettre en place des formations idoines, permettant à l'ensemble de la communauté universitaire de mieux détecter et de mieux appréhender les pathologies mentales, en particulier au sein de la population étudiante.
Description de l'action	1. Formation d'une infirmière du Service de Santé Etudiante afin qu'elle puisse elle-même devenir formatrice 2. Mise en place des formations aux premiers soins en santé mentale (PSSM)
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	Formation d'un formateur : 2026 Mise en place des formations : 2026-2027
Indicateur(s)	Mise en place effective des formations ; nombre de participants

Objectif 3. Favoriser une alimentation équilibrée pour les étudiants

Près de la moitié des adultes et 17 % des enfants sont en surpoids ou obèses en France aujourd'hui, avec des inégalités sociales encore très marquées. La prévalence du diabète de type 2 ne cesse de croître, la consommation de sel se situe à un niveau beaucoup trop élevé, celle de sucre est trop importante tandis que la consommation de fruits et légumes et de fibres est beaucoup trop faible.
Les étudiants sont d'autant plus concernés par ces constats alarmants que nombre d'entre eux ne peuvent accéder à des aliments de qualité pour des raisons financières.

Au sein de l'écosystème universitaire, c'est le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) et non l'université qui est en charge de la restauration étudiante sur les campus. Les établissements n'ont qu'une influence limitée et indirecte sur la promotion d'une alimentation plus saine et équilibrée pour les étudiants. L'Université Jean Moulin Lyon 3 entend cependant prendre toute sa part.

Des consultations de diététique sont par ailleurs organisées de façon hebdomadaire au sein du Service de Santé Etudiante et des ateliers collectifs sur l'alimentation sont programmés pendant l'année (équilibre alimentaire, conseils culinaires, cuisine à petit budget, etc.). Le SSE participe en outre régulièrement aux ateliers du Crous qui intervient au resto U / Bistrot U.

Les actions recensées ci-après visent à compléter l'existant.

9. Mise en place de micro-ondes à la Manufacture et sur les Quais	
Éléments de contexte	L'accès à des repas équilibrés et bon marché passe par la possibilité offerte aux étudiants d'apporter leur propre nourriture pour la faire réchauffer sur place via des fours à micro-ondes. Actuellement, il n'existe pas de lieu permettant de mettre en place suffisamment de fours à micro-ondes pour répondre à la demande.
Description de l'action	1. Installation de micro-ondes dans un tiers-lieu sur le campus des Quais 2. Installation de micro-ondes dans un tiers-lieu sur le campus de la Manufacture des Tabacs 3. Entretien régulier du matériel et remplacement si nécessaire
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Mise en service de l'espace détente sur les Quais (action 19) : été 2025 Mise en service du tiers lieu de la Manufacture des Tabacs (action 18) : Printemps 2026
Indicateur(s)	Nombre de fours à micro-ondes installés

10. Mise en place d'ateliers sur l'équilibre alimentaire au sein d'Episcia	
Éléments de contexte	L'Université héberge depuis 2022 une épicerie sociale et solidaire (Episcia), qui propose à des étudiants en difficulté financière des produits, notamment alimentaires, à prix réduits. Il ressort de nombreuses études que la précarité alimentaire a fréquemment pour corollaire un déséquilibre alimentaire.
Description de l'action	1. Mise en place d'ateliers sur l'équilibre alimentaire au sein d'Episcia, ouverts à tous les étudiants
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2025
Indicateur(s)	Réalisation effective des ateliers ; nombre d'étudiants participants

Objectif 4. Soutenir le bien-être étudiant

L'ensemble des actions présentées dans ce schéma directeur participent au soutien du bien-être étudiant. Toutefois, certaines initiatives, spécifiquement axées sur ce domaine, méritent d'être soulignées.

11.Développement de l'offre des ateliers prévention et bien-être	
Éléments de contexte	Des ateliers prévention et bien-être sont animés par l'infirmerie de façon hebdomadaire sur différents thèmes (Troubles du sommeil et stress ; Yoga et méditation ; Douleurs menstruelles ; Accès aux soins, etc.). Il s'agit pour le Service de Santé Etudiante et pour le Service des Sports de compléter cette offre par des ateliers au sein des BU.
Description de l'action	1. Mise en place d'ateliers de détente « yoga – relaxation » dans une salle de la BU lors des périodes de révision 2. Médiation animale 3. Ateliers du Service des Sports
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante, Bibliothèques Universitaires, Service des Sports
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'ateliers par an ; nombre d'étudiants présents à chaque atelier

12.Réflexion sur les rythmes universitaires	
Éléments de contexte	Dans certaines filières, le rythme de cours hebdomadaires peut parfois être particulièrement intense à certaines périodes de l'année. Cela s'explique essentiellement par la saturation des locaux sur le campus des Quais et, a fortiori, à la Manufacture des Tabacs. Les journées excessivement chargées ont indubitablement un effet néfaste sur le bien-être des étudiants. Une réflexion doit donc être menée pour déterminer comment il est possible d'améliorer la situation, par exemple avec l'instauration d'une pause méridienne systématique. Cette réflexion sera menée en lien avec celle sur la banalisation de créneaux pour des pratiques artistiques et/ou sportives (action 15).
Description de l'action	1. Mise en place d'un groupe de travail constitué de représentants de la DEVU, du SSE, des composantes et d'élus étudiants afin de poser un diagnostic et d'envisager des remèdes
Service(s) concerné(s)	Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, Service de Santé Etudiante, composantes
Calendrier prévisionnel	2025-2026
Indicateur(s)	Mise en place effective du groupe de travail ; propositions concrètes

13.Organisation de conférences sur le bien-être étudiant associées à des podcasts	
Éléments de contexte	Afin de favoriser le bien-être des étudiants, le Pôle Réussite réalise d'ores et déjà des modules (Gérer son stress, Gagner en confiance en soi, Employer son intelligence émotionnelle, Rebondir en cas d'échec, Renforcer l'estime de soi, Retrouver le moral, etc.) et des vidéos (La charge mentale, Évaluer son stress, Ma phrase d'autosuggestion, Les sources de la confiance en soi, etc.). Il s'agit de développer ces offres et de mieux les faire connaître.
Description de l'action	1. Des personnalités et spécialistes viendront animer une conférence en lien avec l'offre de formation du Pôle Réussite sur des problématiques pouvant toucher tous les étudiants, comme la résilience, l'affirmation de soi… L'accent sera mis sur des personnalités scientifiques de premier plan ou des célébrités à même d'attirer l'attention des étudiants et venant témoigner de certains aspects moins connus de leur parcours. La venue de ces personnalités pourra donner lieu à une interview diffusée ensuite sous forme de podcast. Organisation de 2 à 3 conférences par semestre.
Service(s) concerné(s)	Pôle Réussite (DEVU)
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre de conférences organisées dans l'année ; nombre d'étudiants présents par conférence ; nombre de vues de chaque podcast

Axe II – Favoriser l'épanouissement des étudiants

Si les études constituent elles-mêmes un vecteur puissant d'épanouissement des étudiants, celui-ci passe également par des activités extra-universitaires dans le domaine culturel ou sportif, mais aussi par la socialisation avec les autres étudiants dans le cadre de lieux dédiés sur le campus.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 3 objectifs :

- Encourager et soutenir l'accès et les pratiques artistiques et culturelles
- Accompagner le développement de lieux de vie étudiante
- Soutenir et valoriser la pratique sportive étudiante

Objectif 1. Encourager et soutenir l'accès et les pratiques artistiques et culturelles

La culture, en tant qu'instrument au service de l'émancipation, occupe une place centrale au sein de l'Université. Le Service des Affaires Culturelles propose ainsi depuis de nombreuses années une offre large et variée d'ateliers gratuits de pratique artistique dans les domaines du théâtre, de la musique, des arts plastiques et visuels. Cette pratique donne droit à une bonification culture (mise en place depuis 2015), laquelle offre un bonus semestriel sur la moyenne.

Le Service des Affaires Culturelles propose par ailleurs une programmation culturelle variée, gratuite et ouverte à tous autour du théâtre, de la musique, des arts plastiques et visuels, en collaboration avec des partenaires extérieurs, à l'échelle de la Métropole, du territoire national ou au plan international.

Une équipe étudiante composée chaque année de 15 personnes anime le Point Culture. Cette équipe assure notamment des missions de communication entre pairs, d'information concernant la programmation culturelle sur le territoire ; elle diffuse en particulier les offres culturelles comme le Pass Culture de la Métropole de Lyon ou le Passeport Kino de la Ville de Lyon.

Les Bibliothèques Universitaires sont par ailleurs fortement mobilisées autour de l'action culturelle. En témoigne notamment la mise en place du Prix Caméléon, prix étudiant du roman étranger traduit organisé chaque année à la BU sur le thème du pays mis à l'honneur par la Faculté des Langues. En témoigne également, l'organisation récurrente de rencontres et échanges avec des auteurs et des artistes, d'expositions ou encore le développement de fonds documentaires papier et numériques autour du cinéma (Arte VOD, Tënk) et de la bande dessinée.

14.Mise en place d'un lieu de permanences du Service des Affaires Culturelles sur le campus des Quais	
Éléments de contexte	L'offre du Service des Affaires Culturelles est actuellement pour l'essentiel concentrée sur le site de la Manufacture des Tabacs. Il s'agit de rendre visible l'offre sur le campus des Quais.
Description de l'action	1. Mise en place de permanences hebdomadaires du Service des Affaires Culturelles sur le campus des Quais, plus précisément au sein du bureau dédié de l'Espace Vie Étudiante et Associative (EVEA)
Service(s) concerné(s)	Service des Affaires Culturelles
Calendrier prévisionnel	Rentrée 2024
Indicateur(s)	Régularité des permanences ; nombre d'étudiants accueillis

15.Réflexion sur la banalisation de créneaux	
Éléments de contexte	Lors de la concertation, il est apparu que l'un des freins à la pratique d'une activité culturelle par les étudiants résulte d'incompatibilités entre les créneaux horaires des ateliers artistiques proposés et les emplois du temps. Plus précisément, le problème se pose lorsque des étudiants participent à un atelier lors du premier semestre sans pouvoir poursuivre au second en raison d'un changement d'emploi du temps. L'une des solutions envisagées pourrait être de banaliser certains créneaux tout au long de l'année, comme cela se pratique déjà sur le campus de Bourg-en-Bresse où le jeudi après-midi est réservé aux activités artistiques et sportives. Au regard de ses implications, notamment pour les composantes, une telle solution ne peut être envisagée qu'après une large concertation réunissant notamment la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, les étudiants, le Service des Affaires Culturelles et les composantes.
Description de l'action	1. Organisation d'une réunion de concertation pour évaluer la possibilité de banaliser un (des) créneau(x) afin de permettre la participation des étudiants à un atelier annuel de pratique artistique
Service(s) concerné(s)	Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, Service des Affaires Culturelles, composantes
Calendrier prévisionnel	Printemps 2025
Indicateur(s)	Effectivité de la réunion ; nombre de participants

16.Étude de faisabilité en vue de l'aménagement d'espaces culturels dédiés	
Éléments de contexte	En raison des contraintes immobilières de l'Université, il n'existe pas à l'heure actuelle de salle dédiée aux pratiques artistiques, ni de véritable salle de spectacle. Cela peut constituer un frein pour certaines pratiques, notamment les arts plastiques ou encore pour des représentations théâtrales ou musicales. La création de ces nouveaux espaces est cependant conditionnée à une éventuelle acquisition immobilière.
Description de l'action	1. Organisation d'une réunion de concertation interservices en vue d'explorer la possibilité d'affecter une salle aménagée pour les activités artistiques et de créer une salle de spectacle dans le cadre d'une future opération immobilière
Service(s) concerné(s)	Service des Affaires Culturelles, Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	A définir en fonction de l'avancement de l'acquisition immobilière
Indicateur(s)	Organisation effective de la réunion ; Réalisation d'un plan d'action

17.Biennale des Comics	
Éléments de contexte	Dans le but d'enrichir l'offre des rencontres artistiques et culturelles à destination des étudiants, les Bibliothèques Universitaires souhaitent créer un festival dédié à la culture Comics, en partenariat avec l'association lyonnaise BDCinéGoodies.
Description de l'action	1. Création du festival dédié à la culture comics « Biennale des Comics » 2. Organisation de la seconde édition du festival
Service(s) concerné(s)	Bibliothèques Universitaires
Calendrier prévisionnel	Printemps 2024 (1ère édition) Printemps 2026 (2ème édition)
Indicateur(s)	Nombre de participants ; retours des étudiants ; retombées médiatiques

Objectif 2. Accompagner le développement de lieux de vie étudiante

La création d'espaces de vie étudiante sur les différents campus représente un enjeu majeur. Ces lieux sont essentiels pour favoriser la socialisation des étudiants, laquelle contribue de manière significative à leur réussite académique.

Établissement de centre-ville, l'Université subit cependant d'importantes contraintes immobilières qui l'obligent à redoubler d'efforts pour permettre aux étudiants de bénéficier de lieux propices aux échanges, à la culture et à leur bien-être.

La Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) joue ici un rôle déterminant en pilotant les travaux de réalisation de ces différents espaces.

18.Création d'un tiers-lieu sur le campus de la Manufacture des Tabacs	
Éléments de contexte	La gouvernance de l'Université Jean Moulin Lyon 3 a construit, avec les personnels et les étudiants, un projet d'établissement. L'Axe 3 du projet d'établissement 2021-2026, relatif à la QUALITE DE LA VIE UNIVERSITAIRE, prévoit la création d'un tiers-lieu sur le campus de la Manufacture des Tabacs. Ce projet immobilier d'ampleur est inscrit dans le CPER (Contrat Plan Etat Région) et suscite un fort intérêt qui lui permet d'obtenir un financement de 2,7 millions d'euro de la part de l'Etat, de la Région et de la Métropole de Lyon.
Description de l'action	1. Acquisition de l'avant corps situé sous le passage Hannah Arendt 2. Concertation avec les étudiants et personnels 3. Démarrage des travaux 4. Livraison du tiers-lieu
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Printemps 2026
Indicateur(s)	Respect du calendrier ; Enquête d'usages après la mise en service du lieu

19.Rénovation de l'espace détente/cafétéria du Palais de l'Université	
Éléments de contexte	Sur le campus des Quais, l'espace de restauration fait l'objet, jusqu'en juin 2025, d'une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la société Compass. Cette convention arrivant à expiration, il s'agit de repenser ce lieu afin de le mettre en adéquation avec les besoins des étudiants. Il ressort de la concertation que les étudiants sont avant tout à la recherche d'un lieu où ils peuvent apporter leur propre nourriture et la faire réchauffer. En regard du projet tiers lieu qui se déploie sur le site de la Manufacture des Tabacs, l'objectif est de fournir aux étudiants du site des Quais des espaces certes plus petits mais permettant aux étudiants de trouver des endroits pour répondre à leurs besoins en dehors des heures de cours.
Description de l'action	1. Fin de la convention d'occupation temporaire 2. Réaménagement de l'espace
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Le projet se réalisera sur la période été/automne 2025. Le projet du futur espace détente/cafétéria du Palais de l'Université entrera en programmation début 2025, pour une réalisation courant été 2025
Indicateur(s)	Respect de la date de livraison ; Enquête d'usages ; Taux d'usage

20.Rénovation de l'espace détente/cafétéria du Palais de la Recherche à Chevreul	
Éléments de contexte	L'espace détente/cafétéria du Palais de la Recherche est tel quel depuis la création du bâtiment en 1996. Dans sa configuration actuelle, il ne répond plus aux besoins des usagers du bâtiment, et demande à être rénové. L'objectif du projet est de rénover totalement l'enveloppe du lieu (sols, murs, plafonds), afin de le mettre aux goûts du jour. De plus, le mobilier sera changé afin de proposer un aménagement plus convivial et plus confortable ; et ainsi permettre aux usagers de pouvoir bénéficier d'un lieu accueillant et confortable.
Description de l'action	1. Réalisation des études préalables 2. Réalisation des travaux 3. Livraison
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Etudes courant dernier trimestre 2024 Travaux printemps 2025 Livraison à la rentrée 2025
Indicateur(s)	Respect de la date de livraison ; Enquête d'usages ; Taux d'usage

21.Création d'un tiers-lieu et d'un espace de restauration hors-sac sur le campus de Bourg-en-Bresse	
Éléments de contexte	Dans le cadre du CPER, la 2ème phase de travaux de réhabilitation du campus de La Charité va démarrer. Il intègre la transformation de l'ancienne chapelle en un tiers-lieu et espace de restauration. L'ancienne chapelle du site, qui se trouve accolée au corps ancien du bâtiment va être entièrement rénovée, et verra la création d'un grand espace de restauration/tiers-lieu. L'objectif est de proposer aux usagers un espace permettant la restauration, le travail et la détente.
Description de l'action	1. Réalisation des travaux 2. Livraison
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Livraison printemps 2026
Indicateur(s)	Respect du calendrier de livraison des travaux ; Enquête d'usages ; Taux d'usage

22.Etudes pour la refonte des espaces de la Bibliothèque Universitaire de la Manufacture des Tabacs	
Éléments de contexte	Dans le cadre du projet de rénovation de la BU Manufacture, une concertation va être réalisée avec les étudiants et les services au sujet de l'organisation immobilière et mobilière des plateaux de la BU Manu pour une plus grande polyvalence et adaptation aux usages (pratiques individuelles/collectives, calme/bruyante, travail/détente, enjeux de genre, etc.). Il s'agit d'une opération d'envergure qui nécessitera différentes étapes échelonnées dans le temps.
Description de l'action	1. Programmation 2. Instruction du dossier d'expertise 3. Concertation avec les personnels et les étudiants 4. Engagements financiers
Service(s) concerné(s)	Bibliothèques Universitaires, Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Programmation en 2024 Instruction du dossier d'expertise (DEX) fin 2025
Indicateur(s)	Nombre d'utilisateurs ; Enquête de satisfaction

Objectif 3. Soutenir et valoriser la pratique sportive étudiante

Le sport occupe une place essentielle dans l'épanouissement des étudiants. L'engouement suscité par les Jeux Olympiques 2024 ne manquera d'ailleurs pas de se traduire par une demande toujours plus grande de la part des étudiants de pouvoir accéder à une grande variété de sports au moyen d'équipements de qualité.

Le Service des Sports de l'Université s'est engagé depuis de nombreuses années dans la diversification de l'offre et l'amélioration constante du matériel. Entre 2019 et 2023, on recense ainsi une augmentation de 10 % du volume horaire (masse salariale), qui a permis d'augmenter, de diversifier et pérenniser l'offre de formation à destination des étudiants : nombre de créneaux hebdomadaires supplémentaires, sports de nature (sorties, stages : ski, vtt, escalade, canyoning, via-ferrata), stage non-nageur et BNSSA, Masterclass de danse, etc.). Ces dernières années, de nombreux équipements ont par ailleurs été créés acquis ou renouvelés (création d'une salle Bien-être, achat de VTT, de carabines ou encore renouvellement des tatamis).

Chaque année, plus de 7000 étudiants sont inscrits au Service des Sports, dont de nombreux sportifs de haut niveau (ESHN). Depuis 2023, ces derniers bénéficient du dispositif « Mineure ESHN », qui leur permet de concilier une pratique sportive intensive avec leurs études.

Les actions mentionnées ci-après s'inscrivent dans une parfaite continuité.

23.Remplacement d'appareils de musculation	
Éléments de contexte	Dans le cadre de l'appel à projet Région « Agir pour la réussite étudiante », l'Université a obtenu en juin 2024 un financement à hauteur de 50 000 € afin de procéder au remplacement des appareils de musculation.
Description de l'action	1. Remplacement des appareils de la salle de musculation de la Manufacture des Tabacs
Service(s) concerné(s)	Service des Sports
Calendrier prévisionnel	2024-2025
Indicateur(s)	Remplacement des appareils ; questionnaire de satisfaction des usagers

24.Développement de formations qualifiantes associées aux métiers du sports, de l'animation, de la sécurité	
Éléments de contexte	Au cours de leurs études, de nombreux étudiants travaillent occasionnellement ou régulièrement dans le domaine de l'animation, du sport ou de la sécurité. Certains emplois nécessitent des diplômes ou qualifications particuliers (diplôme de sauveteurs aquatique, secouriste, etc.). Le Service des Sports envisage de proposer aux étudiants ces formations.
Description de l'action	1. Identification des formations pertinentes 2. Examen de la soutenabilité financière 3. Conception des formations 4. Mise en place des formations
Service(s) concerné(s)	Service des Sports
Calendrier prévisionnel	Mise en place des formations en 2027
Indicateur(s)	Mise en place effective des formations ; nombre de participants ; questionnaires de satisfaction

25.Création d'une salle immersive « Vélo »	
Éléments de contexte	Dans le cadre de l'appel à projets de la Région Auvergne-Rhône-Alpes « Agir pour la réussite étudiante », l'Université a obtenu en juin 2024 un financement à hauteur de 36 000 € afin de procéder à la création d'une salle immersive « Vélo ». Ce sera la 1ère sur Lyon et la 2ème de ce type pour l'ensemble des universités françaises.
Description de l'action	1. Transformation d'une salle existante nécessitant l'installation d'une cloison 2. Achat de 15 à 20 vélos spécifiques et d'un écran vidéo mural
Service(s) concerné(s)	Service des Sports, Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	2025-2026
Indicateur(s)	Ouverture de la salle ; mise en place de créneaux d'enseignement

26.Création d'une identité « Service des Sports » dans le hall	
Éléments de contexte	Dans le but d'améliorer la visibilité du Service des Sports et de donner envie au maximum d'étudiants de pratiquer une activité physique, il est essentiel que le Service des Sports soit plus visible. Il s'agira donc de créer une identité spécifique dans le hall situé en mezzanine qui donne accès aux différents bureaux du Service des Sports.
Description de l'action	1. Changement du sol : nouveau sol orange représentant un terrain de handball sur lequel sera mentionné « Service des Sports », ainsi que la phrase « Arrête de dire demain… et viens ! » 2. Mise en place d'un écran qui permettra de diffuser des informations, des clips sport, etc. 3. Mise en place de portraits d'étudiants inscrits en sport, ESHN (Etudiant Sportif de Haut Niveau) et autres
Service(s) concerné(s)	Service des Sports, Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	2025
Indicateur(s)	Réception des travaux

27.Changement du mur d'escalade du gymnase 3D Laennec	
Éléments de contexte	Dans le cadre de l'appel à projets 2025 de la Région Auvergne-Rhône-Alpes « Agir pour la réussite étudiante », l'Université entend solliciter une subvention en vue du changement complet du mur d'escalade du gymnase 3D, qui a vieilli et dont la conception ancienne ne répond plus aux normes de construction actuelle. Plusieurs zones obligent en effet à beaucoup de vigilance en ce qui concerne la sécurité. Le gymnase 3D appartenant à l'Université Claude Bernard Lyon 1, un cofinancement sera envisagé.
Description de l'action	1. Obtenir les sources de financement 2. Lancement de l'appel d'offres après rédaction du projet (budget, schéma, étude de structure si besoin, etc.) 3. Démontage de l'ancien mur 4. Installation de la nouvelle structure et ouverture des voies
Service(s) concerné(s)	Service des Sports
Calendrier prévisionnel	2025-2027
Indicateur(s)	Livraison du chantier

28.Mise en place de la formation PSC1 « prévention et secours civiques de niveau 1 »	
Éléments de contexte	Le Service des Sports va proposer aux étudiants la formation PSC1. Pouvant être utile à tout moment de la vie et par tous, elle sera ouverte à l'ensemble des étudiants.
Description de l'action	1. Choix des modalités de la formation 2. Examen de la soutenabilité financière 3. Conception 4. Mise en place
Service(s) concerné(s)	Service des Sports
Calendrier prévisionnel	Mise en place des formations en 2025-2026
Indicateur(s)	Mise en place effective de la formation ; nombre de participants ; questionnaires de satisfaction

Axe III – Faciliter l'accès aux droits des étudiants

L'accès aux droits des étudiants constitue un défi majeur. En raison d'une méconnaissance des dispositifs existants, ils sont souvent confrontés au phénomène de « non-recours » et sont également plus vulnérables aux discriminations. Cette situation touche particulièrement certains groupes spécifiques, comme les étudiants en situation de handicap ou les étudiants internationaux.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 3 objectifs :

- Renforcer la connaissance des étudiants sur leurs droits et les accompagner dans leurs démarches
- Faciliter l'accueil et l'accompagnement des publics spécifiques
- Promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations

Objectif 1. Renforcer la connaissance des étudiants sur leurs droits et les accompagner dans leurs démarches

Le phénomène de « non-recours » aux droits touche largement la population générale (le Conseil économique, social et environnemental estime qu'il concerne 50 % des bénéficiaires potentiels du minimum vieillesse, 34 % pour le RSA et 30 % pour l'assurance chômage). Les étudiants ne sont pas épargnés, notamment en ce qui concerne l'accès aux bourses, leurs droits en tant que travailleurs ou locataires, ainsi que les dispositifs d'aide disponibles.

Les actions du présent schéma visent à mieux orienter les étudiants vers les interlocuteurs susceptibles de les aider dans leurs démarches.

29.Optimisation de l'accueil sur le campus de la Manufacture des Tabacs	
Éléments de contexte	Dans le contexte de la crise sanitaire, il est apparu nécessaire d'offrir aux étudiants un espace matériel, physique, qui rende les services d'un guichet unique. C'est ainsi que le projet d'établissement a prévu la mise en place du projet « B.A.S.E. » (pour « Bureau d'Aide et de Service aux Etudiants »). Il s'agit d'orienter efficacement l'étudiant vers les services qui lui sont dédiés.
Description de l'action	1. Création d'un Bureau d'Aide et de Service aux Etudiants sur le campus de la Manufacture des Tabacs 2. Réflexion sur la mise en place de permanences CPAM et CAF sur les premiers mois de rentrée pour accompagner les étudiants dans leurs démarches
Service(s) concerné(s)	BASE : Direction de l'Immobilier et de la Logistique Mise en place de permanences : Service de Santé Etudiante, Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	2027
Indicateur(s)	Livraison de l'espace ; questionnaire de satisfaction auprès des étudiants

30.Mise en place de permanences d'accès aux droits	
Éléments de contexte	L'accès aux droits constitue un enjeu essentiel pour les étudiants qui sont particulièrement concernés par les obstacles à l'exercice effectif de leurs droits par méconnaissance des dispositif existants ou en raison de contraintes financières (accès à un avocat par exemple). C'est la raison pour laquelle des permanences d'accès aux droits sont organisées par la Clinique Juridique sur le site de la Manufacture des Tabacs tous les mardis. Afin de renforcer la coordination des actions en faveur de l'accès au droit, un emploi étudiant à mi-temps a été créé en 2024.
Description de l'action	1. Renforcement des permanences d'accès aux droits organisées par la Clinique Juridique 2. Mise en place d'une permanence du Défenseur des droits
Service(s) concerné(s)	Clinique Juridique, Mission Egalité
Calendrier prévisionnel	Automne 2024 pour les permanences de la Clinique Juridique Année 2025-2026 pour les permanences du Défenseur des droits
Indicateur(s)	Nombre de permanences réalisées ; nombre d'étudiants reçus

Objectif 2. Faciliter l'accueil et l'accompagnement des publics spécifiques

Parmi les publics spécifiques identifiés par le SDVE de l'UdL, figurent en premier lieu les étudiants en situation de handicap. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a adopté en 2023 son premier Schéma directeur handicap pour la période 2023-2027. Ce schéma recense 65 actions concrètes dont bon nombre concernent les étudiants inscrits à l'Université.

Par souci de cohérence, le présent schéma ne traitera pas de l'accueil des étudiants en situation de handicap et renverra donc au Schéma directeur handicap. Cela n'empêchera aucunement de prévoir de nouvelles mesures en faveur d'une plus grande inclusion des étudiants en situation de handicap, grâce notamment aux fonds obtenus dans le cadre de l'appel à projet « Université inclusive démonstratrice » dont notre Université a été lauréate en juillet 2024 ainsi que ceux obtenus dans le cadre du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance.

Le présent schéma se focalisera sur l'autre public spécifique identifié par le SDVE de l'UdL, à savoir les étudiants internationaux.

31.Formation des personnels médico-sociaux à l'anglais pour faciliter l'accompagnement des étudiants internationaux	
Éléments de contexte	Afin de faciliter l'accompagnement des étudiants internationaux, les assistantes de service social de l'établissement ont suivi une formation de perfectionnement à l'anglais en 2023. Il est par ailleurs possible pour les étudiants d'avoir des consultations en anglais avec 2 psychologues du Service de Santé Etudiante.
Description de l'action	1. Poursuite de la formation des assistantes de service social à l'anglais 2. Formation de l'équipe du SSE (médecin-directrice, infirmières et gestionnaire administrative) à l'anglais
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2024 et 2025
Indicateur(s)	Suivi effectif des formations

32.Augmentation du nombre de visites médicales à destination des étudiants internationaux	
Éléments de contexte	Des visites médicales sont proposées aux étudiants internationaux, des dépistages et un accompagnement dans l'accès aux soins et aux droits en santé.
Description de l'action	1. Augmentation du nombre de visites médicales à destination des étudiants internationaux par l'envoi de convocations et la création de partenariats avec les centres d'examens de santé de la CPAM
Service(s) concerné(s)	Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre de convocations envoyées

33.Réflexion sur une participation à un Projet de Coopération Erasmus+ avec deux autres universités européennes autour de l'inclusion des étudiants réfugiés	
Éléments de contexte	L'Université Jean Moulin Lyon 3 est reconnue pour son expérience d'accueil des étudiants réfugiés dans le cadre des DU Passerelle - Étudiants en exil. Elle a été sollicitée par des partenaires européens pour intégrer un projet Erasmus+ axé sur l'inclusion de ce public dans les universités. Un accompagnement psychologique est également proposé par 2 psychologues du Service de Santé Etudiante.
Description de l'action	1. Participation à des réunions de travail avec les universités partenaires, identification des besoins spécifiques des étudiants réfugiés, et co-construction d'un programme adapté d'inclusion universitaire
Service(s) concerné(s)	Direction des Relations Internationales
Calendrier prévisionnel	Début 2024 – Fin 2025
Indicateur(s)	Nombre de réunions et d'ateliers réalisés ; validation du dossier Erasmus+ ; nombre de mesures adaptées identifiées

34.Réflexion sur un renforcement des dispositifs de préparation à la mobilité entrante en échange et individuelle	
Éléments de contexte	Réflexion démarrée en 2023 pour améliorer l'accueil des étudiants internationaux afin de faciliter leur intégration académique et sociale dès leur arrivée.
Description de l'action	1. Création de ressources informatives en ligne 2. Mise en place d'un réseau de tuteurs pour accompagner les étudiants entrants
Service(s) concerné(s)	Direction des Relations Internationales
Calendrier prévisionnel	2024-2026
Indicateur(s)	Nombre de ressources créées ; nombre de sessions tenues ; taux de satisfaction des étudiants entrants ; taux de participation aux sessions de préparation

35.Renforcement des dispositifs d'intégration et de soutien des étudiants en mobilité individuelle	
Éléments de contexte	L'Université souhaite améliorer l'intégration des étudiants en mobilité individuelle par des dispositifs de soutien adaptés aux besoins académiques, sociaux et médicaux.
Description de l'action	1. Renforcement des dispositifs d'intégration et de soutien des étudiants en mobilité individuelle en coordination avec les scolarités des composantes, les associations du campus, le Pôle Réussite, les services sociaux, médicaux de l'Université et acteurs médico-sociaux du territoire
Service(s) concerné(s)	Direction des Relations Internationales, composantes, Pôle Réussite (DEVU), Pôle Vie Etudiante (DEVU), Service de Santé Etudiante
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'étudiants accompagnés ; taux de satisfaction des étudiants ; suivi des parcours réussis ; évaluation des partenariats médico-sociaux

36.Renforcement de la formation linguistique et interculturelle des personnels en interaction avec les étudiants internationaux individuels ou en échange	
Éléments de contexte	Avec l'augmentation du nombre d'étudiants internationaux, il est essentiel de doter les personnels universitaires des compétences linguistiques et interculturelles nécessaires pour favoriser une intégration optimale et un accompagnement de qualité.
Description de l'action	1. Mise en place de formations linguistiques et interculturelles pour les personnels, incluant des ateliers pratiques, des modules en ligne, et des échanges de bonnes pratiques. Formation axée sur l'accueil et l'accompagnement spécifique des étudiants internationaux
Service(s) concerné(s)	Direction des Relations Internationales, Pôle Métiers et Formation (DRHRS)
Calendrier prévisionnel	2025-2027
Indicateur(s)	Nombre de personnels formés ; taux de satisfaction des participants ; taux d'amélioration des interactions selon les retours des étudiants internationaux ; évaluation qualitative des formations

37.Analyse des obstacles économiques et sociaux à la mobilité sortante et recherche de pistes pour y répondre	
Éléments de contexte	Les freins économiques et sociaux demeurent un obstacle majeur pour les étudiants souhaitant effectuer une mobilité internationale, malgré les dispositifs existants. Une analyse approfondie des barrières spécifiques permettra de cibler les solutions les plus adaptées.
Description de l'action	1. Réalisation d'une étude des obstacles économiques et sociaux à la mobilité sortante (enquêtes, entretiens) et proposition de mesures de soutien, telles que des bourses spécifiques, des partenariats de financement, et des aides pratiques pour encourager les étudiants à la mobilité
Service(s) concerné(s)	Direction des Relations Internationales, Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Appui au Pilotage
Calendrier prévisionnel	2025-2027
Indicateur(s)	Nombre d'obstacles identifiés ; nombre de pistes de solution proposées ; nombre de mesures de soutien instaurées ; évolution du nombre d'étudiants en mobilité sortante

Objectif 3. Promouvoir l'égalité, lutter contre les discriminations et les VSS

L'Université est fortement engagée dans la lutte contre toutes les formes de discriminations, comme en témoigne notamment la création d'une vice-présidence en charge de l'égalité et de la lutte contre les discriminations.

Dans le même sens, une Mission Égalité a été créée afin de promouvoir un environnement de travail et d'études inclusif pour tous les personnels et les usagers. La Mission est composée de l'équipe des correspondants aux égalités, des membres de la Cellule d'Accompagnement contre les Discriminations et le Harcèlement (CADH), de la Vice-présidence et, à compter de 2024, d'un chargé de projet à temps plein qui sera notamment chargé de recevoir physiquement les étudiants dans un local dédié à la Manufacture des Tabacs.

Sous l'impulsion de la vice-présidence, ont été élaborés un Plan d'actions égalité 2024-2027 ainsi qu'un Plan d'action contre les Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) 2024-2027. Si ces deux plans ne sont pas uniquement consacrés à la vie étudiante, nombreuses de leurs dispositions sont pleinement applicables aux étudiants. Le présent schéma s'inscrit pleinement dans la continuité de ces deux plans.

38.Mise en visibilité des dispositifs d'accompagnement contre les discriminations	
Éléments de contexte	Une Cellule d'Accompagnement contre les Discriminations et le Harcèlement (CADH) est mise en place depuis la rentrée 2019. Il s'agit d'un dispositif d'accompagnement des membres de la communauté universitaire (étudiants et personnels) qui s'estiment victimes de discriminations et de harcèlement au sein de l'établissement, quelle qu'en soit la cause (violences sexistes et sexuelles, handicap, laïcité, identité de genre…). Un réseau de correspondants aux égalités est également mis en place au sein de l'établissement. Chargé de sensibiliser la communauté universitaire aux enjeux de la lutte contre les discriminations, ces correspondants sont membres du personnel de l'Université et identifiés au sein des services et composantes de l'établissement (les 6 facultés et instituts + BU + services centraux et communs + campus de Bourg-en-Bresse).
Description de l'action	1. Réflexion sur une campagne de communication spécifique et/ou un renforcement de la communication pour promouvoir l'égalité et la CADH dans des lieux insolites (sanitaires, etc.) ou sur des supports au plus près des étudiants (marque-pages au sein des BU, etc.) 2. Mise en place d'une communication dédiée auprès des étudiants de Bourg-en-Bresse pour rendre plus visible la CADH
Service(s) concerné(s)	Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations, Service de la Communication et des Partenariats, Campus de Bourg-en-Bresse
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Connaissance de la CADH par les étudiants dans le cadre de l'enquête vie étudiante

39.Poursuite de la promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations par la pratique culturelle	
Éléments de contexte	Les pratiques culturelles (spectacles, expositions) et les médiations qui les entourent (conférences, débats, tables rondes), sont de puissants leviers de lutte pour l'égalité et contre les discriminations. Chaque année, ces thématiques occupent une place importante dans la programmation culturelle, avec des manifestations programmées à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, de la Journée de lutte contre les violences sexuelles et sexistes, de la Semaine d'actions et d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme (en lien avec la LICRA et le Mémorial de la Prison de Montluc notamment). Outre ces actions récurrentes, des événements sont également à mentionner : le Festival Identités Croisées (avec l'association e-graine) en 2022, des résonnances aux spectacles du TNP sur la Guerre d'indépendance algérienne (2020), sur la Marche pour l'égalité de 1983 (2022), la représentation du Petit chaperon Uf par la Cie Les Chapechuteurs en 2021, l'exposition Regards Croisés du Foyer Notre Dame des Sans Abris en 2021.
Description de l'action	1. Elaboration d'une programmation valorisant cet objectif. Aura notamment lieu, en 2024, la seconde édition du festival « Identités croisées » (expositions, conférences, spectacles sur la question des migrations). A partir de l'édition 2024, l'Université sera également partenaire du festival de cinéma LGBTQI+ « Écrans mixtes ». 2. Poursuite de l'organisation par le Service des Affaires Culturelles de manifestations qui entrent en cohérence avec cet objectif, notamment en lien avec la Vice-Présidence en charge de l'Egalité et avec les associations étudiantes.
Service(s) concerné(s)	Service des Affaires Culturelles, Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations
Calendrier prévisionnel	2024 pour la 2nde édition du festival « Identités croisées » 2025-2027 pour les autres manifestations
Indicateur(s)	Nombre de participants aux manifestations organisées

40.Promotion de l'égalité femmes-hommes (Action du 8 mars)	
Éléments de contexte	La journée internationale du droit des femmes est célébrée chaque année le 8 mars. De nombreuses manifestations ont lieu à l'initiative notamment des associations étudiantes. Les Bibliothèques Universitaires s'impliquent également en organisant une conférence chaque année sur le thème de l'égalité femmes-hommes.
Description de l'action	1. Organisation d'une conférence annuelle autour de l'égalité femmes-hommes à l'occasion de la journée du 8 mars
Service(s) concerné(s)	Bibliothèques Universitaires, Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Organisation des conférences ; nombre de participants

41.Mise en visibilité des étudiants en situation de handicap via un reportage photographique	
Éléments de contexte	Au cœur d'une communauté aussi riche et complexe que celle de l'Université, les étudiants en situation de handicap font face à des problématiques d'accessibilité et peuvent ainsi éprouver des difficultés à trouver leur place, leurs repères, leur aisance dans leur vie étudiante. Pour autant, ces étudiants partagent les mêmes formations, aspirent à la même vie étudiante et obtiennent des réussites similaires qui méritent d'être mises en lumière.
Description de l'action	1. L'exposition « UNICAP » (Université & Handicap), dans les cours Nord et Sud de la Manufacture des Tabacs, met en lumière le quotidien des étudiants en situation de handicap, leurs réussites et leurs challenges. Elle est financée en partie par la CVEC. 2. Edition d'un ouvrage comportant l'exhaustivité des témoignages
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Pôle Handicap Etudiant (DEVU), Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations
Calendrier prévisionnel	Inauguration en mars 2024 et exposition jusqu'à septembre 2024 sur le campus, puis itinérance de l'exposition 2024-2025 pour l'ouvrage
Indicateur(s)	Réalisation de l'exposition ; édition effective de l'ouvrage

42.Mise en place d'une exposition sur les perceptions et les vécus de la communauté LGBTQIA+	
Éléments de contexte	Très engagée sur les questions d'égalité et de lutte contre toutes les discriminations, l'Université Jean Moulin Lyon 3 souhaite, avec ce projet, sensibiliser aux vécus de la communauté LGBT+ et mettre en lumière les récits, les moments de joie mais aussi les violences LGBTphobes.
Description de l'action	1. Exposition « Délivrances – Pherein » à la BU du Palais de l'Université pour libérer la parole des étudiants et sensibiliser la communauté universitaire. C'est une exposition qui permettra de présenter des œuvres créées par des étudiants et personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 grâce à un appel à participation sur les perceptions et les vécus de la communauté LGBTQIA+. Elle est financée en partie par la CVEC.
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations, Bibliothèques Universitaires
Calendrier prévisionnel	Exposition prévue en 2025
Indicateur(s)	Réalisation effective de l'exposition ; nombre de visiteurs

43.Création d'une formation numérique sur les violences sexistes et sexuelles	
Éléments de contexte	En 2022-2023, l'Université a organisé une exposition à la BU du Palais de l'Université sur le thème des violences sexistes et sexuelles pour libérer la parole des étudiants et sensibiliser la communauté universitaire à la lutte contre les VSS. L'exposition « Délivrances » a permis de présenter des œuvres créées par des étudiants de l'Université. Les BU ont organisé également des débats sur le sujet. En complément des événements organisés, il s'agit de mettre en place une action pérenne grâce à une formation numérique qui sera disponible pour toute la communauté universitaire et permettra de mieux appréhender les VSS et savoir comment lutter contre.
Description de l'action	1. Mise en place d'une formation numérique sur les VSS
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Vice-présidence Egalité et Lutte contre toutes les discriminations, Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	Notification du marché public : 2024 Mise en place de la formation : 2025-2026
Indicateur(s)	Mise en place de la formation ; nombre d'étudiants ayant suivi la formation

Axe IV – Accompagner vers l'autonomie

Le temps des études universitaires correspond à un moment charnière dans la vie des étudiants, à savoir l'entrée dans la vie d'adulte. Grâce à la diversité de ses missions, l'université joue un rôle clé dans l'accompagnement vers l'autonomie. Cette autonomie est cependant particulièrement mise à mal par la précarité étudiante, nécessitant un engagement toujours plus important de la part de tous les acteurs (Crous, établissements, associations, etc.).

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 2 objectifs :

- Favoriser l'accès à l'autonomie des étudiants
- Lutter contre la précarité étudiante

Objectif 1. Favoriser l'accès à l'autonomie des étudiants

L'Université met en place différents dispositifs pour accompagner les étudiants vers l'autonomie, notamment via l'action du Pôle Réussite de la DEVU, du Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle (BAIP) et du Centre d'Information de Documentation et d'Orientation (CIDO) : offre de modules étudiants en méthodologie et développement personnel, événements dédiés à l'orientation et à l'insertion professionnelle, accompagnement individuel des étudiants à la concrétisation de leur projet de formation et leur projet professionnel, accompagnement collectif des étudiants sous forme d'ateliers, accompagnement des étudiants les plus fragiles dans le cadre d'un dispositif de remédiation et de réorientation, etc.

Les présentes actions visent à élargir encore l'offre existante.

44.Mise en place de dispositifs permettant l'identification et la valorisation des softskills	
Éléments de contexte	L'Université a mis en place un certificat Soft Skills attestant de l'initiation des étudiants certifiés à des compétences de savoir-être professionnels. Si un étudiant le souhaite, après avoir suivi 4 modules de formation et avoir validé pour chaque module un examen, puis un examen final, il obtient des badges numériques pour chaque module et un 5ème badge pour le certificat. Ce certificat peut ensuite être présenté sur un CV et faciliter une future recherche de stage ou d'emploi, les softskills étant très recherchées depuis quelques années.
Description de l'action	1. Mise en place d'un DU Softskills et d'un certificat Softskills 3.0 : pour renforcer leurs compétences en softskills, les étudiants devront suivre 8 modules sur 4 thèmes différents ou 8 modules différents. Ils pourront alors obtenir soit un certificat niveau 2, soit aller plus loin et réaliser un mémoire dans le domaine des softskills et après une soutenance, obtenir un DU Softskills. 2. Mise en ligne d'un MOOC sur les softskills : il s'agit de réaliser un MOOC sur les softskills accessibles gratuitement sur la plateforme FUN. Ce MOOC sera constitué de 6 semaines de cours et donnera lieu à une attestation en fin de formation. Il donnera aux participants une bonne connaissance de ce que sont réellement les softskills et participera à une mise en confiance, une aide à l'insertion professionnelle grâce à l'attestation et valorisera l'établissement et les participants. Le MOOC sera conçu avec l'aide de plusieurs composantes pour les aspects pédagogiques et scientifiques.
Service(s) concerné(s)	Pôle Réussite (DEVU)
Calendrier prévisionnel	DU, certificat 3.0 et MOOC : 2025
Indicateur(s)	Nombre d'étudiants formés par an

45.Développement des évènements en lien avec l'emploi public	
Éléments de contexte	Il s'agirait de permettre aux étudiants de découvrir et/ou mieux connaître les métiers de la fonction publique d'Etat et territoriale ainsi que leurs modalités d'accès, par l'organisation de conférences métiers thématiques annuelles durant lesquelles des professionnels exerçant des fonctions diverses pourraient témoigner de leurs études, parcours professionnel et fonction. Certaines conférences sont déjà en place comme celles en lien avec les métiers de la Sécurité et de la Défense, les métiers de la Justice, les métiers de la Culture et les Classes Prépa Talents. Une fois par an au mois de février, le Pôle Réussite et le BAIP organisent une journée de présentation des Classes Préparatoires Intégrées (CPI) et des différentes prépa talents proposées par les ministères. Les étudiants peuvent venir rencontrer les responsables des dispositifs, connaître les conditions d'accès et envisager différemment la préparation de certains concours, spécialement pour les étudiants en situation financière modeste.
Description de l'action	1. Diversification des thématiques en proposant de nouveaux événements dédiés : conférence sur les métiers de l'Education Nationale en partenariat avec le Rectorat de Lyon et forum d'emploi de la Fonction Publique Territoriale
Service(s) concerné(s)	Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle (BAIP)
Calendrier prévisionnel	- Organisation d'une conférence sur les métiers de l'Education Nationale début 2024 - Organisation d'un forum d'emploi de la Fonction Publique Territoriale en 2024 ou 2025
Indicateur(s)	Nombre d'événements organisés par an ; nombre d'étudiants présents à chaque événement

46.Facilitation du lien entre étudiants et recruteurs sur la plateforme U3e	
Éléments de contexte	Développement du site d'emploi U3e pour favoriser le lien entre professionnels et étudiants/jeunes diplômés. Possibilité de trouver tout type de contrats, l'accès à un espace conseil, de prendre des RDV avec les chargés d'insertion professionnelle, l'accès à des actualités en lien avec l'insertion, à des annuaires de professionnels, de s'inscrire aux ateliers et conférences proposés, etc. En 2018, ajout de la fonctionnalité « conventions de stage » qui permet, en plus d'une optimisation des processus, davantage de visibilité du site par les étudiants, et une optimisation des contacts entreprises. En 2021, la nouvelle brique « forum virtuel », permet d'autres modalités de job dating, et d'augmenter les opportunités de recrutements, etc. Le site d'emploi est en perpétuelle évolution en fonction des besoins recensés par le BAIP en coopération étroite avec des référents dans les composantes, et en fonction des financements, depuis sa création en 2013.
Description de l'action	1. Valorisation des CV étudiants auprès des recruteurs sur le site emploi U3e : mise en valeur des compétences des étudiants/jeunes diplômés en créant des profils de compétences sur le site emploi U3e. Le but est que les recruteurs puissent sélectionner des profils en fonction d'un ensemble de compétences et, qu'ainsi, les rapprochements entre diplômés et recruteurs soient facilités. 2. Mise en relation des professionnels et étudiants/jeunes diplômés : création d'un nouveau bloc sur U3e pour favoriser la mise en relation des professionnels et des étudiants/jeunes diplômés avec un besoin spécifique (recrutement avec une RQTH, un profil particulier, en fonction d'une formation, etc.) via une CVthèque.
Service(s) concerné(s)	Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle (BAIP)
Calendrier prévisionnel	- Mise en place en septembre 2024 pour la valorisation des CV étudiants auprès des recruteurs sur le site emploi U3e - Mise en place prévue en octobre 2025 pour la création du nouveau bloc
Indicateur(s)	Questionnaire de satisfaction des étudiants ; réalisation effective du nouveau bloc

47. Mise en place d'un atelier d'identification des compétences professionnelles des doctorants	
Éléments de contexte	Le Bureau d'Aide à l'insertion professionnel (BAIP) a développé des liens avec les écoles doctorales pour accompagner davantage les doctorants et docteurs de l'Université dans la définition et la réalisation de leur projet.
Description de l'action	1. Création d'un atelier d'identification des compétences professionnelles des doctorants
Service(s) concerné(s)	Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle (BAIP)
Calendrier prévisionnel	Rentrée 2025
Indicateur(s)	Nombre de doctorants participants

Objectif 2. Lutter contre la précarité étudiante

L'Université s'engage pleinement dans la lutte contre la précarité étudiante, en déployant des dispositifs durables et des actions ponctuelles à destination des étudiants, tout en sensibilisant son personnel à cette problématique.

En complément des assistants de service social du Crous, l'Université met à disposition 2 postes à temps plein pour accompagner les étudiants. Les assistants sociaux accompagnent les étudiants pour leurs difficultés d'ordre financier, administratif et/ou personnel afin de leur permettre de suivre leurs études dans de bonnes conditions et de les accompagner vers l'autonomie.

Les étudiants en difficulté peuvent faire une demande d'aide financière via le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE), volet social. Le dispositif a été optimisé au cours du temps avec l'augmentation du nombre d'aides possibles et la réduction des délais de traitement et de paiement.

Une épicerie sociale et solidaire, Episcia, est mise à disposition sur le campus de la Manufacture des Tabacs depuis la rentrée 2022. Portée par l'association étudiante Lyon 3 Développement Durable (L3DD) et soutenue par l'Université et plusieurs partenaires, l'épicerie sociale et solidaire Episcia vise à lutter contre la précarité alimentaire et sociale en proposant aux étudiants de la Métropole de Lyon qui rencontrent des difficultés financières le moyen de se nourrir sainement en achetant librement et à prix réduits des produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien. En parallèle, une distribution solidaire est organisée chaque semaine sur le campus de Bourg-en-Bresse, en partenariat avec la Croix-Rouge française.

Enfin, l'établissement a installé des distributeurs de produits d'hygiène « Take Care » en octobre 2023. 2 distributeurs automatiques de produits d'hygiène sont mis à disposition, un sur le campus de la Manufacture des Tabacs et un sur le site d'Athéna-Dugas (Quais).

Ces dispositifs seront poursuivis et complétés par les actions mentionnées dans le présent schéma.

48.Promotion de la lutte contre la précarité menstruelle et mise à disposition de protections réutilisables	
Éléments de contexte	Une 1ère opération de communication associée à une distribution de culottes menstruelles a été réalisée en mai 2021 afin de sensibiliser et lutter contre la précarité menstruelle. Des distributeurs de protections périodiques (serviettes, tampons avec et sans applicateur) sont mis à disposition sur les 3 campus (Manufacture des Tabacs, Quais et Bourg-en-Bresse) afin de lutter contre la précarité menstruelle, via un financement CVEC. 37 distributeurs sont disponibles : 26 distributeurs sur le campus de la Manufacture des Tabacs, 9 distributeurs sur les Quais et 2 à Bourg-en-Bresse afin d'équilibrer le nombre de distributeurs avec le nombre d'étudiantes recensées sur chaque campus.
Description de l'action	1. Il est prévu de communiquer régulièrement sur le sujet de la précarité menstruelle et de mettre à disposition des protections réutilisables chaque année (au choix de l'étudiante, culottes menstruelles ou serviettes réutilisables). Le profil des étudiantes concernées et les modalités de la mise à disposition reste à déterminer (distribution lors d'opérations ponctuelles ou mise à disposition pour des étudiantes ciblées – boursières ? primo-entrantes ? L1 ?)
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Direction de l'Immobilier et de la Logistique, Direction des Affaires Financières et des Achats
Calendrier prévisionnel	Rentrée 2024 pour la distribution de protections réutilisables lors de la journée d'accueil Reconduction chaque année sur la période 2025-2027
Indicateur(s)	Nombre d'étudiantes ayant bénéficié du dispositif ; nombre de protections distribuées

49.Mise en place d'un dispositif d'exonération des droits d'inscription pour les étudiants en grande difficulté	
Éléments de contexte	La stratégie d'attractivité « Bienvenue en France », engagée par le gouvernement français en novembre 2018, prévoyait la mise en place de droits d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux extra-européens dès la rentrée 2019. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a fait le choix d'exonérer partiellement le paiement des droits différenciés pour ces étudiants. Les droits d'inscription nationaux leur sont donc appliqués. Néanmoins, des droits d'inscription nationaux peuvent rester, que ce soit pour des étudiants français ou internationaux, une charge trop importante pour des étudiants se trouvant dans une situation financière très difficile. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a engagé en 2022-2023 une réflexion sur la mise en œuvre de l'exonération de ces étudiants (procédure d'évaluation sociale par un assistant de service social de l'établissement ou du Crous).
Description de l'action	1. Finalisation de l'élaboration du dispositif avec le Crous pour une mise en place effective
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Mise en place prévue en 2025
Indicateur(s)	Nombre d'étudiants exonérés ; montant total en euros exonéré sur une année

50.Promotion de l'action sociale auprès des étudiants	
Éléments de contexte	Refonte de la partie sociale de l'Intranet étudiant pour améliorer la visibilité des différents dispositifs début 2023.
Description de l'action	1. Mise en place d'actions de sensibilisation et de promotion de l'action sociale auprès des étudiants, sur le campus de la Manufacture des Tabacs (lien avec Episcia et la BU) et sur le campus des Quais (Espace Vie Etudiante et Associative) 2. Création d'un forum de lutte contre la précarité étudiante (stands de l'action sociale, d'autres dispositifs, des associations référencées dédiées, d'associations extérieures + animations) 3. Renforcement de la mise en visibilité des dispositifs de lutte contre la précarité étudiante sur l'Intranet étudiant
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Service de la Communication et des Partenariats
Calendrier prévisionnel	2025
Indicateur(s)	Nombre d'actions mises en place

51.Organisation d'assises de la lutte contre la précarité étudiante à Lyon (ALPEL)	
Éléments de contexte	De multiples acteurs sont impliqués dans la lutte contre la précarité étudiante : les assistants sociaux de l'Université et du Crous en premier lieu, mais aussi de plus en plus d'acteurs associatifs impliqués dans divers projets (distributions alimentaires, épicerie sociale, aide au logement, etc.). Cette multiplication des acteurs, qui témoigne de l'ampleur de la précarité étudiante, constitue une véritable chance. Elle représente cependant un défi majeur, qui consiste à coordonner ces différentes initiatives, à éviter les doublons ou le saupoudrage. Les services de l'Université sont en effet sollicités très régulièrement par des associations demandant un soutien de l'établissement pour leurs projets solidaires. Afin de rationaliser les différents dispositifs, il est nécessaire de mettre l'ensemble des acteurs de la solidarité étudiante autour de la table pour envisager ensemble comment être le plus utile aux étudiants.
Description de l'action	1. Organisation d'assises de la lutte contre la précarité étudiante avec les associations étudiantes et extérieures dédiées
Service(s) concerné(s)	Présidence, Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Année universitaire 2025-2026
Indicateur(s)	Mise en place effective de l'action ; nombre de partenaires présents

52.Extension du prêt d'ordinateurs	
Éléments de contexte	Suite à la période de crise sanitaire, l'Université a poursuivi la mise en place de prêts de longue durée d'ordinateurs portables pour lutter contre la déconnexion et la précarité numérique : 202 PC prêtés en 2022-2023, ouverts en priorité aux étudiants boursiers puis élargis à tous les étudiants. Ces prêts permettent aux étudiants de poursuivre leurs travaux académiques et leurs recherches de stage ou d'emploi. Par ailleurs, des ordinateurs sont mis à disposition en libre accès dans les salles de lecture des Bibliothèques Universitaires afin de permettre aux étudiants d'accomplir leurs démarches administratives dématérialisées. Les copieurs et imprimantes accessibles aux usagers (étudiants inscrits ou en cours d'inscription) sont utilisés pour la production de dossiers administratifs.
Description de l'action	1. Extension du parc d'ordinateurs de prêt pour les étudiants
Service(s) concerné(s)	Bibliothèques Universitaires, Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'ordinateurs acquis ; nombre d'ordinateurs prêtés par an

53.Extension du prêt de matériels utiles aux étudiants	
Éléments de contexte	Mise en place de prêts de petit matériel dans les BU pour éviter les achats (papier brouillon, agrafeuses, relieuses, casques audio, chargeurs d'ordinateurs, chargeurs de téléphone).
Description de l'action	1. Mise en place de don d'ouvrages pilonnés par le biais des associations étudiantes 2. Mise en place de prêt de matériel utile aux étudiants : pompes à vélo, ustensiles de cuisine etc. en fonction des besoins repérés et avérés 3. Mise en place d'opérations de dons de matériels (vêtements, ouvrages, ustensiles de cuisine, etc.) avec des associations étudiantes et/ou caritatives
Service(s) concerné(s)	Bibliothèques Universitaires
Calendrier prévisionnel	2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'actions réalisées ; nombre d'étudiants concernés

54.Prolongement de la participation au dispositif KAPS	
Éléments de contexte	L'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) a mis en place un dispositif de colocations solidaires (KAPS) permettant à des jeunes de moins de 30 ans de vivre dans une colocation à loyer modéré en échange de leur engagement en faveur de projets collectifs pensés pour favoriser la rencontre entre les habitants de quartiers populaires. En 2023, l'Université a conclu une convention avec l'AFEV permettant de réserver 30 places chaque année à des étudiants de Lyon 3. La convention ayant été conclue pour une période de 3 ans, elle arrivera à terme en 2026.
Description de l'action	1. Renégociation de la convention en vue d'une prolongation
Service(s) concerné(s)	Chargé de mission vie étudiante
Calendrier prévisionnel	Juin 2026
Indicateur(s)	Signature de la nouvelle convention ; nombre d'étudiants bénéficiaires

Axe V – Soutenir et valoriser l'engagement étudiant

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a la chance d'accueillir en son sein une centaine d'associations étudiantes qui, par leurs initiatives, contribuent à l'animation de la vie de campus, à l'épanouissement des étudiants, à la solidarité étudiante et au rayonnement de l'Université.

Il est donc primordial de soutenir les associations et d'œuvrer à une meilleure valorisation de l'engagement étudiant.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet investissement à travers la poursuite de 2 objectifs :

- Soutenir la vie associative
- Valoriser l'engagement étudiant

Objectif 1. Soutenir la vie associative

L'Université accorde une place importante à ses associations étudiantes, au centre du développement de compétences professionnelles et vecteur de socialisation. Elle a développé de nombreux outils et dispositifs ces dernières années pour faciliter leurs démarches et leur permettre de se développer, notamment :

- une offre de formation variée (gestion associative, prévention des violences sexistes et sexuelles, prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1), prévention des risques festifs, sécurité à Lyon 3, etc.) enrichie progressivement depuis 2017 ;
- des supports pédagogiques dédiés (charte des associations étudiantes, guide pratique de la vie associative, tableau récapitulatif actualisé des appels à projets transversaux afin de faciliter la recherche de financements, agenda mensuel répertoriant les dates importantes pour les associations, centre de ressources et boîte à outils).

L'établissement s'engage également pour permettre de faciliter l'accès des associations à des locaux dédiés pour leurs activités ainsi qu'à des espaces pour réaliser des événements :

- un espace dédié aux associations étudiantes, l'Atelier des Assos, sur le campus de la Manufacture des Tabacs ;
- l'Espace Vie Etudiante et Associative (EVEA) sur le Palais de l'Université, lieu partagé entre les associations étudiantes de l'Université et les services à l'étudiant ;
- des locaux associatifs mis à disposition sur le campus de la Manufacture des Tabacs, via une procédure d'attribution équitable et transparente, élaborée en concertation avec les associations et les élus étudiants ;
- une réservation simplifiée des espaces (salles et stands) pour l'organisation d'événements associatifs sur les campus.

L'Université œuvre en outre à la valorisation des associations et des projets associatifs, principalement via l'organisation d'un forum des associations étudiantes lors de la journée d'accueil à la rentrée, la mise en ligne d'un agenda mensuel des événements associatifs relayé via le Flash Info Etudiants, l'animation d'une page Facebook et d'un compte Instagram dédiés aux associations.

Le campus de Bourg-en-Bresse offre en complément un accompagnement de proximité des associations locales dans leurs projets de la réflexion à la réalisation en passant par les demandes de subventions. Il met en avant ses associations et communique auprès des étudiants du campus pour les inciter à s'engager dans des projets.

55.Mise en place d'une subvention annuelle aux associations étudiantes pour le soutien au montage de projets	
Éléments de contexte	Les associations étudiantes référencées à l'Université peuvent faire des demandes de subventions pour leurs projets transversaux (c'est-à-dire concernant les étudiants de toutes les filières de l'établissement) via le Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes (FSDIE), volet initiatives. Afin de soutenir le dynamisme de la vie associative étudiante, une subvention annuelle de 300 € pourra en parallèle être versée aux associations, sous condition qu'elles soient à jour de leur recensement annuel à une date qui sera déterminée par le Pôle Vie Etudiante chaque année.
Description de l'action	1. Mise en paiement d'une subvention de 300 € après envoi de l'ensemble des documents requis pour le recensement annuel de l'association
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Mise en place en 2024-2025
Indicateur(s)	Nombre de subventions versées

56.Développement de nouveaux temps d'échanges interassociatifs	
Éléments de contexte	En complément de l'offre de formation, il serait intéressant de développer des temps d'échanges entre pairs.
Description de l'action	1. Développement d'ateliers de partage de bonnes pratiques en faisant témoigner des associations (organiser un événement sur le campus, rédiger un dossier de demande de subvention, rédiger un bilan moral et financier, bien gérer sa passation, bien gérer ses réseaux sociaux...) 2. Travail à la facilitation des passations associatives par la favorisation de l'émergence de nouvelles pratiques (parrainages entre associations...), par exemple en recherchant des solutions avec les associations étudiantes via un hackathon 3. Organisation de temps interassociatifs à destination des associations ayant des activités ou projets similaires
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	2025-2026
Indicateur(s)	Nombre de temps d'échanges organisés ; nombre d'associations et d'étudiants participants

57.Intégration de la plateforme de gestion de la vie associative Campulse	
Éléments de contexte	Le projet de plateforme de la Comue de Lyon n'étant plus à l'ordre du jour, l'Université a pour objectif de s'approprier la plateforme développée par l'Université de Strasbourg, Campulse, dès lors qu'elle sera ouverte à toutes les universités. Cet outil de suivi en ligne de la vie associative étudiante a été élaboré par l'Université de Strasbourg et va être progressivement proposé aux autres universités françaises afin de faciliter le suivi des associations et de simplifier leurs démarches (dépôt des documents et demandes de subventions). L'objectif spécifique de l'Université est de pouvoir donner accès aux associations à tout leur historique (documents officiels + demandes de subventions et commentaires des commissions) afin de faciliter la passation des associations.
Description de l'action	1. Mise en place de la plateforme pour la gestion de la vie associative, notamment les demandes de subvention
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	Année 2026-2027
Indicateur(s)	Mise en place de la plateforme

Objectif 2. Valoriser l'engagement étudiant

L'engagement étudiant favorise l'acquisition de compétences et de savoirs qui contribuent à l'épanouissement, à la formation citoyenne et à une meilleure insertion des étudiants. Depuis plusieurs années, notre université a mis en place une UE engagement étudiant qui permet chaque année à de nombreux étudiants d'être dispensés d'une matière au cours du second semestre. Il convient de réfléchir aujourd'hui à la manière d'améliorer ce dispositif.

58.Réflexion sur une modification du dispositif de reconnaissance de l'engagement étudiant	
Éléments de contexte	Une UE engagement étudiant a été mise en place en 2017-2018, dont les modalités ont évolué au fil du temps. Actuellement, une validation d'acquis est proposée au semestre pair de l'année universitaire, sur demande en début d'année universitaire et avec dossier de validation en fin d'année, en substitution d'une matière à 2 crédits ECTS possible chaque année de licence (jusqu'à 6 crédits ECTS cumulés dans le cycle), et en substitution d'une matière à 3 crédits ECTS possible une fois dans le cycle master. La matière à substituer est déterminée dans la maquette du diplôme ou par le responsable de la formation. Différentes activités sont actuellement valorisables, notamment les activités associatives bénévoles, les mandats d'élus étudiants, les services civiques, la participation à la réserve opérationnelle, le volontariat dans les armées, etc. Une réflexion doit être menée pour rendre le dispositif plus attractif pour les étudiants.
Description de l'action	1. Réflexion sur les autres types d'engagement qui pourraient être reconnus via le dispositif (notamment l'activité artistique suite à la commission d'évaluation de l'activité artistique de haut niveau) 2. Réflexion sur l'harmonisation des dispositifs au sein de l'établissement (bonification possible dans certains cursus, d'autres cursus inéligibles à l'UE, disparité de l'importance de la matière substituée selon les cursus) 3. Réflexion sur la possibilité de reconnaître l'engagement soutenu et le soin apporté au rapport d'activités via une notation (critères d'évaluation)
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Service des Affaires Culturelles, composantes
Calendrier prévisionnel	2025 (modifications à la marge) et 2026 (refonte en fonction des directives du Ministère et de l'orientation souhaitée par l'établissement)
Indicateur(s)	Nombre de candidatures reçues ; nombre d'étudiants ayant bénéficié du dispositif de reconnaissance de l'engagement

59.Réflexion sur des dispositifs d'aménagement d'études pour les étudiants bénéficiant du Régime Spécial d'Etudes (RSE)	
Éléments de contexte	Les étudiants exerçant des responsabilités au sein du Bureau d'une association et ceux qui sont élus dans les conseils des établissements d'enseignement supérieur ou dans les Crous peuvent bénéficier d'un aménagement de leurs examens fixé par le règlement d'examen de chaque formation. Il s'agit de réfléchir également à des dispositifs d'aménagement d'études pour ces étudiants.
Description de l'action	1. Concertation avec les composantes, les élus étudiants et les associations étudiantes pour faire un état des lieux de l'existant, des besoins complémentaires et des possibilités 2. Mise à jour éventuelle du dispositif
Service(s) concerné(s)	Direction des Etudes et de la Vie Universitaire, composantes
Calendrier prévisionnel	2025-2026
Indicateur(s)	Mise en place effective de la concertation ; nombre d'étudiants participants

60.Création d'un forum de l'engagement étudiant	
Éléments de contexte	Si nombre d'étudiants sont engagés dans la vie associative, force est de constater que nombreux sont ceux qui, souvent par méconnaissance des dispositifs existants ou des associations susceptibles de les intéresser, restent éloignés de la vie associative. L'objectif est de permettre au plus grand nombre d'étudiants de s'engager. Cela passe par une mise en visibilité accrue des dispositifs d'aide à l'engagement étudiant, notamment l'UE engagement étudiant qui sera mise en valeur sur l'Intranet étudiant. Cela passe aussi par la création d'un évènement dédié.
Description de l'action	1. Création d'un forum de l'engagement étudiant (stands de l'UE engagement étudiant, de la vie associative, d'associations extérieures en recherche de bénévoles, d'éventuels autres dispositifs + animations)
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Rentrée 2025
Indicateur(s)	Réalisations du forum ; nombre de partenaires présents

Axe VI – Renouveler les pratiques de communication

La communication avec les étudiants joue un rôle essentiel pour faire connaître tous les dispositifs existants. Il est notamment ressorti de la concertation que de nombreux dispositifs étaient méconnus des étudiants. Identifier les bons modes de communication reste cependant une tâche difficile dès lors en particulier que tous les étudiants ne s'informent pas de la même manière. Il s'agit de trouver les bons vecteurs de communication, traditionnels ou innovants, susceptibles de diffuser au mieux les informations.

De nombreuses actions ont été entreprises au cours de ces dernières années, à l'initiative du Service de la Communication et des Partenariats de l'Université qui n'a eu de cesse d'imaginer de nouveaux outils, mais aussi d'autres services comme les BU (voir focus ci-après).

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 2 objectifs :

- Développer les réseaux d'information à destination des étudiants
- Renforcer la communication et l'accès au numérique

FOCUS BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES

Les bibliothèques œuvrent activement pour optimiser la communication à destination des étudiants avec notamment la mise à profit de différents canaux (stratégie de valorisation des collections et des services offerts par les BU, sur les réseaux sociaux et site web, apport d'information via les écrans dynamiques, concernant les services mais aussi l'événementiel ou encore le bien-être étudiant, développement des informations concernant les BU accessibles via l'application pour smartphone Lyon 3, développement des vidéos promotionnelles à destination des étudiants sur le site web et les réseaux sociaux), la formation des étudiants aux outils d'information et de communication en ligne (accueils flash autour des outils en ligne, de la connexion Wifi et de la réservation de salles via l'application Affluences, formation massive des étudiants à l'utilisation des bases de données académiques, et plus largement aux outils numériques utiles durant leurs études, ainsi qu'à l'utilisation des BU via l'escape Game en ligne Manufacturium et les TD en ligne, et via un parcours d'autoformation pour les masters) et l'association des étudiants aux projets (association des élus et des représentants étudiants aux grands événements organisés par les BU et à la démarche de rénovation des espaces, relais des informations utiles aux étudiants notamment concernant la lutte contre la précarité numérique sur les canaux de communication des BU, organisation de temps d'accueil et de recueil des avis des étudiants via des moments conviviaux comme des accueils-café dans les BU).

Objectif 1. Développer les réseaux d'information à destination des étudiants

Afin de rendre plus visible l'ensemble des services proposés par l'Université, il importe de multiplier les réseaux d'information pour tenir compte de la diversité des étudiants. Le Service de la Communication et des Partenariats, parfois en coordination avec d'autres services, développera ces différents réseaux au cours des trois années à venir.

FOCUS BOURG-EN-BRESSE

Le campus de Bourg-en-Bresse a développé des réseaux d'information dédiés : création de pages pour gérer les communautés sur les réseaux porteurs et notamment Instagram avec un relais des informations internes en story, mailing hebdo sur l'agenda de la semaine, mail de Bourg identifiés par [INFOBOURG], système d'affichage interne, écrans internes, système de QR code sur les tables pour faciliter l'accès à l'Intranet, Intranet local dédié pour valoriser les services spécifiques locaux, page « Bienvenue à Bourg » compilant l'ensemble des informations pratiques.

61.Amélioration de l'accueil des étudiants français et internationaux	
Éléments de contexte	L'Université travaille à l'amélioration de ses supports d'information et de communication à destination des étudiants, notamment les nouveaux entrants. Elle a créé à la rentrée 2021 un espace sur le site Internet avec un profil dédié « Nouvel Étudiant », ayant pour objectif de rendre plus lisibles toutes les informations utiles pour la rentrée et les premiers outils indispensables de l'environnement étudiant. Elle a mis en place un guichet d'accueil sur le site de la Manufacture des Tabacs à la rentrée 2022 afin d'optimiser l'accueil des primo-entrants (1ère année de licence notamment) et faciliter leur orientation sur le campus. Elle a également banalisé la journée d'accueil des étudiants (cycle de licence) à la rentrée 2023, à l'occasion des 50 ans de l'Université, afin de permettre au plus grand nombre d'étudiants de participer à la journée d'accueil et de découvrir l'ensemble des services.
Description de l'action	1. Optimisation des supports d'information et de communication à destination des nouveaux étudiants et particulièrement des étudiants internationaux (flyer de bienvenue et espace d'informations spécifiques pour les étudiants internationaux, mailing et publications réseaux sociaux… traduits en anglais) 2. Renforcement du dispositif d'accueil à la rentrée avec les étudiants ambassadeurs et déploiement sur l'ensemble des campus, contribution à la formation des outils par les pairs 3. Amélioration de l'accueil des étudiants par la mise en œuvre du projet de guichet unique d'accueil – identité, communication, valorisation. 4. Pérennisation de la journée d'accueil banalisée et unique
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Direction des Relations Internationales
Calendrier prévisionnel	Actions engagées à la rentrée 2024 À consolider et développer à la rentrée 2025
Indicateur(s)	Questionnaires de satisfaction ; Analytics pages web, sondages réseaux sociaux

62.Amélioration de la communication sur les outils, dispositifs, projets de l'Université	
Éléments de contexte	Les supports de communication doivent évoluer pour être davantage cohérents avec les usages de nos étudiants et avec la multiplication des projets et services proposés par l'Université.
Description de l'action	1. Amélioration de la communication sur l'ensemble des outils et services à l'étudiant dans les supports existants (newsletter, appli UnivLyon3…) 2. Mise en place d'une charte d'usage de la messagerie institutionnelle des étudiants à destination des contributeurs et des émetteurs afin de diminuer le nombre d'envois par mail et d'optimiser la communication par ce canal 3. Création de nouveaux formats (vidéos, infographie, illustrations…) et de campagnes de communication pour valoriser les dispositifs, services, outils et promouvoir les actions / initiatives portées au sein de l'Université 4. Amélioration de la communication et de la valorisation des activités sportives et des étudiants sportifs de haut-niveau 5. Amélioration de la visibilité des différents outils numériques pour les étudiants et leur prise en main, poursuite de la création de tutoriels (vidéo notamment) et valorisation sur les réseaux sociaux. Réflexion sur des formations entre pairs (ambassadeurs étudiants par exemple)
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	Mise en œuvre progressive à compter de la rentrée 2024
Indicateur(s)	Indicateurs de fréquentation des outils

63.Développement des formats vidéo à destination des réseaux sociaux et des sites	
Éléments de contexte	Le format vidéo est un canal adapté pour toucher notre public étudiant et alumni, avec une diffusion privilégiée sur les comptes Instagram et LinkedIn de l'Université.
Description de l'action	1. Développement des formats vidéo pour valoriser les services à l'étudiant, les dispositifs, outils et ressources existants, pour diffusion sur les sites Internet, intranet et réseaux sociaux 2. Développement des portraits vidéos d'étudiants et d'événements liés à la vie de campus pour incarner davantage l'attractivité de la vie étudiante à l'Université
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats
Calendrier prévisionnel	Dispositif enclenché à la rentrée 2024, à poursuivre chaque année
Indicateur(s)	Réalisation des vidéos ; nombre de vue des vidéos et taux d'engagement sur les réseaux ; sondages réseaux sociaux auprès des usagers

64.Développement du réseau d'étudiants ambassadeurs	
Éléments de contexte	Des étudiants ambassadeurs ont été recrutés et formés dès la rentrée 2023 pour assurer les permanences du guichet d'accueil de rentrée et les visites guidées sur le campus de la Manufacture des Tabacs et ainsi faciliter, par la communication entre pairs, l'intégration et l'orientation des nouveaux étudiants. Ce dispositif a été reconduit à la rentrée 2024 (aussi pour l'accueil des étudiants internationaux).
Description de l'action	1. Pérenniser le dispositif de guichet d'accueil de rentrée avec les étudiants ambassadeurs et sur les différents campus 2. Développement du réseau d'ambassadeurs étudiants avec pour objectifs de partager autour des pratiques de communication pour rendre les actions et supports de communication institutionnelle plus efficaces, valoriser la communication entre pairs (si possible panel représentatif par composante), sur tous les campus.
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats
Calendrier prévisionnel	Année 2024-2025
Indicateur(s)	Nombre d'étudiants ambassadeurs

65.Réalisation d'une plaquette d'information sur la vie étudiante à destination des personnels	
Éléments de contexte	Différents personnels sont en lien régulier avec les étudiants (enseignants, gestionnaires de scolarité, personnels d'accueil…) : ils peuvent être prescripteurs en matière de vie étudiante.
Description de l'action	1. Élaboration d'un document synthétique distribué aux enseignants, aux gestionnaires de scolarité et aux personnels d'accueil afin de disposer de l'information de base sur la vie étudiante et de pouvoir orienter les étudiants vers le bon interlocuteur 2. Réflexion sur les autres modalités d'information auprès de ces personnels (réunion de présentation, mail, etc.) 3. Rédaction d'un mémento à destination des personnels accueillant des étudiants 4. Donner accès aux personnels en contact avec des étudiants aux outils numériques des étudiants (intranet, appli…)
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Mise en place à partir de la rentrée 2025
Indicateur(s)	Réalisation du mémo ; taux de consultation sur les pages web dédiées ; réunions d'information

66.Mise en place d'un réseau communication interne vie étudiante	
Éléments de contexte	Le constat est fait que les services à l'étudiant (centraux et composantes) sont porteurs de leur propre communication, sans coordination globale. Il convient de partager sur les actions et projets menés avec l'ensemble de ces services pour donner une visibilité plus claire de l'offre proposée aux étudiants.
Description de l'action	1. Mise en place et animation du réseau des services à l'étudiant pour partager autour des projets et actions afin d'harmoniser les pratiques de communication, définir un calendrier éditorial et événementiel et ainsi rendre plus efficace la communication à destination des étudiants
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats
Calendrier prévisionnel	À partir de 2025
Indicateur(s)	Nombre de réunions ; calendrier éditorial partagé

Objectif 2. Renforcer la communication et l'accès au numérique

L'Université développe ses canaux de communication afin de renforcer l'accès des étudiants à l'information. Elle a créé un compte Instagram ciblé pour les étudiants en septembre 2020 : ce compte permet de leur partager des informations, des événements et de valoriser des projets et initiatives (12 500 abonnés en décembre 2023). Elle a testé un nouveau support de communication à destination des étudiants, le « Pass vie étudiante » pour valoriser les services de la vie étudiante par le biais d'un parcours ludique à la rentrée 2023. L'Université souhaite poursuivre ses efforts pour faire correspondre sa communication aux usages actuels des étudiants.

En parallèle, les Bibliothèques Universitaires souhaitent lancer une réflexion autour de la formation à l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pour accompagner les étudiants au mieux dans leur environnement ultra-connecté.

67.Refonte et évolution éditoriale de l'Intranet étudiant	
Éléments de contexte	A la rentrée 2019, l'Université a opéré une refonte graphique et éditoriale de l'Intranet étudiant, centré davantage sur les besoins utilisateurs. Les usages étant en constante évolution, une nouvelle refonte doit être menée.
Description de l'action	1. Lancer une enquête d'évaluation sur les besoins des étudiants 2. Restructuration totale de l'intranet dans une logique usager encore plus poussée avec refonte structurelle, fonctionnelle, éditoriale (intégration de nouveaux contenus, vidéos…) 3. Interopérabilité entre l'intranet et l'ensemble des outils numériques dont l'application UnivLyon3
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	Lancement de la réflexion + projet à cadrer à partir de janvier 2025
Indicateur(s)	Indicateurs de suivi de projet avec rétroplanning

68.Évolution de l'appli UnivLyon3	
Éléments de contexte	L'appli UnivLyon3 a été créée en septembre 2021 avec pour principal objectif de faciliter le quotidien des étudiants, en particulier pour consulter leur emploi du temps et recevoir les notifications de dernière minute en cas de changement. L'appli a, depuis le lancement, été enrichie d'un certain nombre de contenus et accès à différents outils.
Description de l'action	1. Lancer une enquête d'évaluation sur les besoins des étudiants + associer les étudiants à la réflexion 2. Évolution de l'appli de l'Université avec une nouvelle interface, enrichissement des contenus et des fonctionnalités, amélioration de la diffusion des messages aux étudiants
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Direction du Numérique
Calendrier prévisionnel	Évolution de l'interface (plus ergonomique) opérationnelle à la rentrée 2024 Refonte prévue à partir de janvier 2025 pour une mise en service en 2026
Indicateur(s)	Taux de téléchargement de l'appli ; taux de consultation de l'appli ; note d'évaluation de l'appli

69.Optimisation des canaux de communication de proximité et développement de canaux innovants en collaboration avec les étudiants	
Éléments de contexte	L'Université déploie d'importants moyens pour communiquer auprès des étudiants. Néanmoins, certains moyens employés ne correspondent pas aux usages de la majorité des étudiants. Sans les abandonner, l'établissement doit réfléchir à une stratégie globale qui permette de s'adapter aux usages et développer en parallèle des canaux de proximité, qui soient moins institutionnels.
Description de l'action	1. Analyse avec les étudiants de l'optimisation de la signalétique pour les services à l'étudiant et les lieux de vie étudiante 2. Recensement des panneaux d'affichage existants et de leur utilisation. Réflexion sur le contenu et l'emplacement afin d'identifier des spots d'affichage pertinents et réfléchir à leur coordination 3. Etude de faisabilité technique et d'impact pour installer des écrans dans les points de « stationnement » des étudiants 4. Réflexion et déploiement de modes de communication novateurs de type nudges (incitations positives) dans des lieux insolites (sanitaires, sols, etc.) 5. Développement de parcours ludiques de découverte des services à l'étudiant 6. Remise en place d'un temps d'accueil physique en juillet pour informer sur les services à l'étudiant
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats, Direction de l'Immobilier et de la Logistique, Direction du Numérique, Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Lié à la réalisation du projet BASE (action 29)
Indicateur(s)	Enquête de satisfaction auprès des étudiants

Axe VII – Agir en faveur de la transition écologique

La transition écologique est par ses enjeux au cœur de la société aujourd'hui. Les évolutions préoccupantes documentées par la recherche scientifique, autant du climat que du monde vivant et de la biodiversité, impliquent une forte mobilisation pour y répondre. Comme université de sciences humaines et sociales, l'Université Jean Moulin Lyon 3, associant les atouts historiques de l'établissement, tels que sa pluridisciplinarité et son expertise déjà ancienne en humanités environnementales a inscrit dans son projet d'établissement ces enjeux dans ses priorités.

Cette ambition s'est concrétisée par la création d'un Service général de la transition écologique (SGTE), d'une vice-présidence Transition écologique et solidaire, la création de l'École universitaire de la Transition Écologique ou encore la mise en place de la commission Transition écologique de l'établissement.

Afin de mettre en cohérence ces différentes initiatives, l'Université s'est lancée dans la rédaction de son Schéma directeur « Développement Durable et Responsabilité Sociétale et Environnementale », qui permettra à l'Université d'obtenir son label DDRS.

Le présent schéma directeur s'inscrit en parfaite cohérence avec l'action globale de l'Université, en déclinant l'ambition écologique au secteur de la vie étudiante. De nombreuses actions ont d'ores et déjà été menées au cours des dernières années.

FOCUS BOURG-EN-BRESSE

Le campus de Bourg-en-Bresse s'est montré particulièrement dynamique sur le sujet de la transition écologique avec notamment l'élection d'éco-délégués pour impliquer les étudiants, la création d'événements chaque année autour de la semaine de réduction des déchets, la valorisation des circuits à travers la présence de l'AMAP ou encore l'accueil régulier de partenaires sur les questions de développement durable.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 2 objectifs :

- Intégrer la transition écologique dans les actions de la vie étudiante
- Faciliter le recours aux mobilités durables

Objectif 1 : Intégrer la transition écologique dans les actions de la vie étudiante

La transition écologique est par nature transversale. Les préoccupations environnementales doivent ainsi s'intégrer dans l'ensemble des politiques publiques, y compris donc dans la politique de vie étudiante des établissements. Les présentes actions visent à mettre en œuvre concrètement cette nécessité.

70.Sensibilisation des associations aux pratiques écoresponsables	
Éléments de contexte	L'Université a la chance de compter un tissu associatif particulièrement dense et dynamique. Les associations mettent en place de nombreux projets et prennent pleinement part à la vie universitaire. Elles ont donc un rôle important à jouer en faveur de la transition écologique, en tant que relai des bonnes pratiques et de sensibilisation des étudiants.
Description de l'action	1. Mise en place d'ateliers fresque du climat ou fresque de la biodiversité à destination des associations étudiantes 2. Réalisation, sur la base du volontariat, du bilan carbone des associations étudiantes 3. Mise en place de formations à destination des associations sur les enjeux écologiques liés à leurs activités
Service(s) concerné(s)	Service Général pour la Transition Écologique, coordination avec le Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Mise en place lors de l'année universitaire 2024-2025 et poursuite sur toute la période couverte par le SDVE
Indicateur(s)	Nombre d'associations ayant participé aux activités proposées ; questionnaires qualitatifs à la fin des formations

71.Projet de jardin partagé	
Éléments de contexte	Pour promouvoir la biodiversité et la végétalisation de l'Université, tout en agissant pour le bien-être sur le campus universitaire, l'Université projette la mise en place d'un jardin partagé sur le site Athéna Dugas. Une étude de faisabilité a été réalisée en partenariat avec une association étudiante, et des études de sols/aménagement doivent être réalisées en 2024 pour finaliser la mise en place du projet. Le jardin partagé peut avoir une vocation sociale et culturelle, tout en permettant l'accès à des produits frais, de bonne qualité nutritionnelle et de saison. La démarche s'inscrit dans la recherche de systèmes alimentaires plus durables, tout en sensibilisant à un développement urbain en faveur de la biodiversité.
Description de l'action	1. Etudes (sols/aménagements) 2. Définition des modalités de gestion du jardin 3. Lancement du jardin
Service(s) concerné(s)	Service Général pour la Transition Écologique, Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	2026
Indicateur(s)	Réalisation du jardin ; nombre d'étudiants impliqués

72.Prise en compte de l'environnement dans le cadre du FSDIE	
Éléments de contexte	Depuis octobre 2020, afin de favoriser les projets associatifs en faveur du développement durable, le règlement du Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE) prévoit un financement à 100 % des projets associatifs étudiants jusqu'à 2 000 € dans le cadre de l'appel à projets thématique développement durable. Afin de poursuivre ce mouvement, l'objectif sera de modifier le règlement FSDIE afin d'inclure la prise en compte de l'environnement dans les critères d'attribution des subventions. L'objectif sera d'inciter les associations à privilégier des modes de transports moins émetteurs de gaz à effet de serre et à favoriser l'utilisation de matériaux recyclables (gobelets, nappage, outils de com, etc…).
Description de l'action	1. Modification du règlement en vue de l'insertion d'un critère environnemental dans l'attribution des subventions. Dans une démarche incitative, le règlement prévoira notamment l'attribution de subventions plus élevées pour les projets démontrant une réelle prise en compte des enjeux environnementaux
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	2025
Indicateur(s)	Vote du nouveau règlement ; nombre de projets financés

Objectif 2 : Faciliter le recours aux mobilités durables

Faciliter le recours à des modes de transport durables constitue l'un des leviers majeurs pour une transition écologique efficace. Cela implique la mise en place d'actions concrètes permettant d'aider les étudiants à utiliser, à moindre coût et en toute sécurité, des modes de transport peu ou pas émetteurs de gaz à effet de serre.

C'est la raison pour laquelle l'Université s'est engagée depuis plusieurs années pour favoriser les mobilités douces, à travers le Printemps du vélo, organisé en 2022, au cours duquel a été promue l'initiative *Free Vélo'v* de la Métropole de Lyon ou encore via la création d'un parc à vélos et à trottinettes sur le campus de la Manufacture des Tabacs en novembre 2022.

73.Réflexion sur l'installation de nouveaux parcs à vélos	
Éléments de contexte	Alors qu'un parc à vélos et trottinettes a été installé à la Manufacture des Tabacs en novembre 2022, l'Université devra s'adapter à une éventuelle saturation de l'offre de stationnement. Une réflexion sera menée dans le cadre du plan de mobilité prévu par le Schéma Directeur DDRSE.
Description de l'action	1. Lancement d'une étude sur le taux d'occupation des stationnements vélos sur les différents sites de l'Université 2. En cas de mise en évidence d'une saturation des équipements existants, lancement d'une étude de faisabilité pour la création de nouveaux équipements
Service(s) concerné(s)	Direction de l'Immobilier et de la Logistique, Service Général pour la Transition Écologique
Calendrier prévisionnel	2025-2026
Indicateur(s)	Réalisation des études

74.Installation d'un meuble à trottinettes à la BU de la Manufacture des tabacs	
Éléments de contexte	La trottinette constitue un mode de transport fréquemment utilisé par les étudiants. Ces derniers peuvent cependant éprouver des difficultés pour garer de manière sécurisée leur trottinette, en particulier lorsqu'ils viennent étudier à la bibliothèque.
Description de l'action	1. Mise en place d'un meuble pour trottinettes à la BU de la Manufacture des Tabacs
Service(s) concerné(s)	BU
Calendrier prévisionnel	2024
Indicateur(s)	Mise en service du meuble ; nombre d'utilisateurs

75.Mise en place d'un stand Free Vélo'v lors de la journée d'accueil des étudiants	
Éléments de contexte	Accueilli à l'Université une première fois en 2022 lors du « Printemps du vélo » le dispositif Free Vélo'V a, depuis 2023, été intégré dans le cadre de la Journée d'accueil des étudiants, leur permettant ainsi, dès la rentrée, de pouvoir s'informer sur le dispositif et bénéficier d'un vélo en début d'année universitaire. Cette action a été reconduite à la rentrée 2024 et permet de promouvoir également les mobilités douces auprès des étudiants.
Description de l'action	1. Mise en place d'un stand Free Vélo'v lors des journées d'accueil des étudiants, sur lequel les étudiants pourront retirer le vélo qu'ils auront réservé en amont
Service(s) concerné(s)	Service de la Communication et des Partenariats
Calendrier prévisionnel	Chaque année sur la période 2024-2027
Indicateur(s)	Nombre d'étudiants récupérant leur vélo lors de la journée d'accueil

Axe VIII – Renforcer la gouvernance de la vie étudiante

L'implication des étudiants dans la vie de l'établissement est une condition indispensable à la prise en compte de leurs besoins. C'est en outre un enjeu démocratique essentiel. Cette implication n'est cependant pas une évidence pour les étudiants, comme en témoigne notamment le taux de participation aux élections étudiantes qui reste trop faible.

Plusieurs actions ont été mises en œuvre ces dernières années afin d'essayer de mieux associer les étudiants à la gouvernance : création d'une assemblée consultative étudiante, mise en place de groupes de travail (sur la réforme des licences, sur les locaux associatifs, etc.) incluant des élus étudiants, etc.

Sur la période 2024-2027, les actions menées viseront à renforcer encore cet engagement à travers la poursuite de 2 objectifs :

- Soutenir et développer la participation des étudiants à la vie de l'établissement
- Assurer une participation des étudiants pour le suivi et l'évaluation du Schéma Directeur de la Vie Etudiante

Objectif 1. Soutenir et développer la participation des étudiants à la vie de l'établissement

Être étudiant, c'est aussi être consulté et participer aux décisions de l'établissement. La participation des étudiants à la vie de l'établissement et aux instances de pilotage est essentielle. Les représentants étudiants par leur voix interviennent dans la gestion quotidienne de l'établissement. Cette logique de représentation, si elle est nécessaire, n'est cependant pas suffisante pour associer pleinement les étudiants.

Afin de soutenir et développer la participation des étudiants à la vie de l'établissement, il convient donc d'imaginer des dispositifs innovants permettant d'impliquer tous les étudiants mais aussi de renforcer le statut et la formation des élus étudiants, ou encore de renforcer la place de ces derniers dans certaines instances.

76.Réflexion sur l'évolution de l'Assemblée Consultative Etudiante	
Éléments de contexte	L'Assemblée Consultative Etudiante (ACE) a été envisagée dès 2021 dans le projet d'établissement 2021-2026, puis installée en mars 2022. Il s'agissait de mettre en place une structure souple, composée à la fois d'élus étudiants et d'étudiants tirés au sort, dans le but de favoriser l'implication de tous dans la vie de l'Université. Conçue pour être animée par les étudiants eux-mêmes, en particulier les deux vice-présidents, l'ACE a rencontré des difficultés d'organisation interne et de gouvernance. Afin de revitaliser cette innovation démocratique, il convient de mettre en place une réflexion approfondie avec les élus étudiants pour identifier les raisons pour lesquelles l'ACE n'a pas fonctionné comme prévu et imaginer les améliorations possibles.
Description de l'action	1. Mise en place d'une concertation avec les VPE et l'ensemble des élus étudiants sur l'évolution de l'ACE
Service(s) concerné(s)	VPE, Chargé de mission vie étudiante
Calendrier prévisionnel	Printemps 2025
Indicateur(s)	Réalisation de la concertation ; nombre d'étudiants participants ; propositions issues de la concertation

77.Mise à jour du statut de l'élu étudiant	
Éléments de contexte	L'Université s'est dotée en 2011 d'un statut de l'élu étudiant. Celui-ci nécessite une mise à jour en concertation avec les élus étudiants afin de mieux prendre en compte le rôle essentiel des élus étudiants dans le fonctionnement démocratique de l'Université.
Description de l'action	1. Réunion de concertation avec les élus étudiants 2. Élaboration du nouveau statut 3. Vote dans les instances
Service(s) concerné(s)	Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
Calendrier prévisionnel	Concertation : Printemps 2025 Adoption dans les instances : Automne 2025
Indicateur(s)	Participation des élus étudiants à la concertation ; entrée en vigueur du nouveau statut

78.Mise en place de formations à destination des élus étudiants	
Éléments de contexte	Afin d'assurer pleinement leur rôle d'élus dans les conseils de l'Université et des composantes, les étudiants doivent être en mesure de comprendre les enjeux propres à la vie universitaire (budget, dispositions règlementaires, etc.). Pour ce faire, ils doivent être formés. Si certaines associations étudiantes proposent des formations à leurs adhérents, ce n'est pas le cas de toutes. En outre, des formations dispensées au sein de l'établissement permettront de prendre en compte sa spécificité. Des formations ont déjà été mises en place par l'établissement. Il s'agit de les systématiser suite aux élections.
Description de l'action	1. Concertation en vue de l'identification des besoins de formation des élus étudiants afin d'identifier les thèmes des futures formations et leur format 2. Conception des formations 3. Définition d'un calendrier des formations 4. Réalisation des formations
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles
Calendrier prévisionnel	2026-2027
Indicateur(s)	Mise en place effective des formations ; nombre d'élus étudiants participants

79. Budget Participatif Etudiant	
Éléments de contexte	Les étudiants s'acquittent chaque année de la Contribution de Vie Etudiante et de Campus (CVEC). Cette contribution sert à financer des projets variés liés à la vie de campus et à l'amélioration des conditions de vie et d'études. Dans le but de mieux associer les étudiants, un Budget Participatif Etudiant (BPE) sera mis en place. Les étudiants pourront ainsi proposer des projets qui seront ensuite soumis au vote de l'ensemble des étudiants après une étude de faisabilité.
Description de l'action	1. Organisation d'une concertation avec les élus étudiants et les associations étudiantes 2. Choix de la plateforme dédiée au BPE et adoption du règlement 3. Ouverture de la phase de dépôt des projets 4. Étude de faisabilité des projets 5. Vote des étudiants 6. Annonce des résultats 5. Réalisation des projets
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU), Direction de l'Immobilier et de la Logistique
Calendrier prévisionnel	Organisation de la concertation en mai 2024 Lancement du premier BPE sur l'année universitaire 2024-2025 pour une réalisation des projets en 2025
Indicateur(s)	Nombre de projets déposés ; nombre de projets réalisés ; nombre de votants

80.Augmentation du nombre d'étudiants au sein de la commission CVEC	
Éléments de contexte	La commission CVEC de l'Université doit permettre d'associer les services chargés de la vie étudiante, les représentants des étudiants aux conseils centraux, les associations d'étudiants et le Crous à l'utilisation des fonds CVEC. Actuellement, 8 membres délibératifs sur 19 sont étudiants soit une représentation à 42 %. La circulaire du 23 mars 2022 relative à l'engagement, encouragement et soutien aux initiatives étudiantes préconise la création d'une commission CVEC associant au moins 50% d'étudiants. Il est donc prévu la mise en œuvre d'une nouvelle composition de la commission CVEC, après approbation du Conseil d'Administration.
Description de l'action	1. Modification de la composition de la commission CVEC
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Automne 2024
Indicateur(s)	Mise en place de la commission CVEC dans sa nouvelle composition

Objectif 2. Assurer une participation des étudiants pour le suivi et l'évaluation du Schéma Directeur de la Vie Etudiante

81.Mise en place d'un comité de pilotage du SDVE	
Éléments de contexte	Le schéma directeur constitue un document d'orientation qu'il convient de faire vivre en impliquant l'ensemble des étudiants. Pour ce faire il conviendra de créer un comité de pilotage.
Description de l'action	1. Mise en place d'un comité de pilotage composé des élus étudiants dans les conseils centraux et qui sera présidé par le chargé de mission vie étudiante et coordonné par le Pôle Vie Etudiante 2. Le rôle du comité sera de surveiller la réalisation des actions du SDVE, d'identifier les éventuelles difficultés et envisager des actions correctives le cas échéant (planning de réalisation, ajustement des actions à la réglementation, etc.) 3. Le comité se réunira une fois par semestre à compter de juin 2025
Service(s) concerné(s)	Pôle Vie Etudiante (DEVU)
Calendrier prévisionnel	Constitution du comité : Printemps 2025 Première réunion : Juin 2025
Indicateur(s)	Création du comité ; nombre de participants

Schéma Directeur de la Vie Étudiante

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Manufacture des Tabacs
Campus des **Quais**
Campus de **Bourg-en-Bresse**

WWW.**UNIV-LYON3**.FR

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-03-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du comité social d'administration d'établissement du 14 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le schéma directeur « développement durable – responsabilité sociétale et environnementale » (DD-RSE) 2024-2027, tel que présenté en annexe de la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

Schéma Directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale et Environnementale

Université Jean Moulin Lyon 3

2024-2027

SOMMAIRE

Table des matières

PARTIE I : Présentation générale du schéma directeur.....7

Contexte et objectifs..... 7

La méthode pour l'élaboration du schéma directeur..... 8

La complémentarité avec d'autres plans et schéma directeurs..... 9

La temporalité et le suivi..... 9

PARTIE II : Bilan de l'action 2021-2024.....11

Présentation de l'Université..... 11

Axe 1 : Stratégie et gouvernance, bilan 2021-2024..... 17

1.1.- La formalisation de la stratégie DD&RSE et son intégration dans le pilotage de l'établissement : trajectoire et état des lieux..... 17

1.2.- Mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires..... 20

1.3.- Contribuer à l'échelle du territoire (avec les parties prenantes externes et internes) à l'élaboration et au déploiement d'un développement responsable..... 22

1.4.- Politique Internationale..... 26

1.5.-Partenaires des mondes économiques et associatifs..... 27

1.6. Perspectives et indicateurs (gouvernance et points prioritaires)..... 28

Axe 2 : Enseignement et formation, bilan 2021-2024..... 29

2.1.- Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation initiale à tous les niveaux..... 30

2.2. Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation continue..... 32

2.3.- Favoriser et accompagner le développement des compétences DD&RSE de tout le personnel..... 33

2.4.- Favoriser le développement d'une société de la connaissance respectueuse des principes du DD&RSE..... 34

Axe 3 : Recherche et innovation, bilan 2021-2024..... 35

3.1.- Intégrer le DD&RSE dans la stratégie de recherche et d'innovation de l'établissement..... 36

3.2.- Développer les interactions sciences et société et l'expertise en appui aux acteurs socio-économiques publics et privés..... 42

3.3.- Promouvoir et favoriser un dispositif de réflexion éthique et d'accompagnement déontologique au regard de l'exercice de la RS de la recherche et de l'innovation..... 47

Axe 4 : Réduction de l'impact environnemental avec un volet décarbonation des activités, bilan 2021-2024..... 49

4.1.- Favoriser par les marchés publics d'achat et de recyclage une démarche exemplaire..... 49

4.2. Les déchets..... 56

4.3. Développer une politique en faveur de la biodiversité, de la préservation du vivant et de la ressource en eau..... 58

4.4.- Promouvoir une alimentation responsable accessible au plus grand nombre sur l'ensemble de la chaîne de valeur « du champ à l'assiette »..... 60

4.5.- Fixer des objectifs opérationnels en matière de décarbonation de toutes les activités..... 63

4.6.- Fixer des objectifs opérationnels en matière de sobriété énergétique pour l'immobilier..... 66

Axe 5 : Politique sociale et qualité de vie au travail, bilan 2021-2024..... 71

5.1.- Renforcer une politique des RH favorisant l'égalité et la diversité au sein des personnels..... 72

5.2.- Prendre en compte les besoins des étudiants pour renforcer la qualité de leur accueil et des services rendus au sein des campus..... 74

5.3. - Favoriser et accompagner le développement des compétences, dont DD&RSE, dans l'évolution de toutes les activités professionnelles..... 77

5.4.- Développer une politique de la qualité de vie dans l'établissement..... 77

5.5.- Mettre en place une politique d'égalité des chances et de prise en compte de la diversité des publics pour les personnes en formation..... 78

PARTIE III : Actions par axe 81

Axe 1 : Stratégie et gouvernance 81
Objectif 1-A : Formalisation de la stratégie DD&RSE et son intégration dans le pilotage de l'établissement : trajectoire et état des lieux 83
Objectif 1-B : Mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires. 86
Objectif 1-C : Contribuer à l'échelle du territoire (avec les parties prenantes externes et internes) à l'élaboration et au déploiement d'un développement responsable. 88

Axe 2 : Enseignement et formation 92
Objectif 2-A : Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation initiale à tous les niveaux 94
Objectif 2-B : Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation continue 96
Objectif 2-C : Favoriser et accompagner le développement des compétences DD&RSE de tout le personnel 97
Objectif 2-D : Favoriser le développement d'une société de la connaissance respectueuse des principes du DD&RSE 99

Axe 3 : Recherche et innovation. 101
Objectif 3-A : Intégrer le DD&RSE dans la stratégie de recherche et d'innovation de l'établissement 104
Objectif 3-B : Développer les interactions sciences et société et l'expertise en appui aux acteurs socio-économiques publics et privés 109
Objectif 3-C : Promouvoir et favoriser un dispositif de réflexion éthique et d'accompagnement déontologique au regard de l'exercice de la RS de la recherche et de l'innovation 112

Axe 4 : Réduction de l'impact environnemental avec un volet décarbonation des activités 114
Objectif 4-A : Développer le numérique écoresponsable, en augmentant la durée d'usage des matériels et en réduisant la consommation énergétique 117
Objectif 4-B : Réduire la quantité de déchets et optimiser leur valorisation 120
Objectif 4-C : Développer une politique en faveur de la biodiversité et de la préservation du vivant 123
Objectif 4-D : Favoriser notamment par les marchés publics d'achats et de recyclage une démarche exemplaire 125
Objectif 4-E : Fixer des objectifs opérationnels en matière de décarbonation de toutes les activités 132
Objectif 4-F : Fixer des objectifs opérationnels en matière de sobriété énergétique pour l'immobilier. 136

Axe 5 : Politique sociale et qualité de vie au travail 139
Objectif 5-A : Renforcer une politique des RH favorisant l'égalité et la diversité au sein des personnels 141
Objectif 5-B : Prendre en compte les besoins des étudiants pour renforcer la qualité de leur accueil et des services rendus au sein des campus. 142
Objectif 5-C : Favoriser et accompagner le développement des compétences, dont DD&RSE, dans l'évolution de toutes les activités professionnelles 143
Objectif 5-D : Développer une politique de la qualité de vie dans l'établissement. 144
Objectif 5.E : Mettre en place une politique d'égalité des chances et de prise en compte de la diversité des publics pour les personnes en formation. 147

Mot du président Gilles Bonnet

Les enjeux environnementaux et sociaux, politiques et économiques de la transition écologique nous invitent à un choc inédit des temporalités. L'urgence de la prise de conscience et de l'action rencontre en effet l'indispensable prise en compte de la durabilité des solutions envisagées. C'est parce que l'Université, forte de ses missions de service public et de sa volonté de former ses étudiantes et ses étudiants aux enjeux majeurs de demain, a un rôle de premier plan à jouer dans cette pliure, parfois angoissante, de l'instant et de la durée, qu'existe ce schéma directeur.

Il vient en effet cristalliser un grand nombre de préoccupations à la fois individuelles et collectives, pour mettre précisément en relation les choix quotidiens de chacun et l'avenir commun. Aussi s'affirme-t-il comme un document stratégique transversal, qui constitue un précieux outil de pilotage de notre Université parce qu'il en mobilise tous les acteurs. Les actions de formation, avec les modules estampillés « TEDS », qui sont en cours d'élaboration grâce au groupe de travail « Licence » qui s'est emparé du sujet, en concertation avec les composantes, constituent bien entendu une priorité, car elles seront le socle des savoirs et compétences que nous pourrons offrir à celles et ceux qui occuperont, dans la société de demain, les fonctions et les emplois dédiés à la transition écologique. De nouveaux moyens ont également été ouverts aux laboratoires pour favoriser les activités scientifiques dans le domaine, et ce dès le doctorat. Mais c'est en réalité l'ensemble du fonctionnement comme des investissements de notre Université qui sont concernés, depuis la politique d'achat jusqu'aux modalités d'entretien et de rénovation de notre patrimoine immobilier. Il est donc heureux, et logique, que ce document dialogue directement avec les autres textes programmatiques qui sont venus dernièrement structurer l'action de l'établissement, qu'il s'agisse du plan Qualité de Vie et des Conditions de Travail, du Schéma Directeur Vie Étudiante, du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière, ou encore du Plan Égalité. Une telle dynamique vient à propos incarner au plus près des besoins des personnels et des étudiants les engagements formulés dans notre Projet d'établissement 2021-2026.

L'une des vertus de la co-construction de ce schéma directeur aura été de nous permettre de franchir un palier dans le partage des expériences et des données, afin d'établir dans un premier temps un diagnostic fiable de l'existant, puis de nous projeter vers un impressionnant plan d'action. Ce document, à la fois profus et précis, permettra au dialogue avec le Rectorat et le Ministère de se nourrir d'objectifs clairs et de mesures chiffrées. Puisque les orientations stratégiques en faveur de la transition écologique figurent et dans notre nouveau contrat quinquennal et dans le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance, tous deux ratifiés en 2024, il était nécessaire qu'elles se trouvent rassemblées, claires et lisibles, dans un document synthétique qui leur soit propre.

Si ce schéma directeur constitue un moment-clef de notre action, il s'inscrit dans un faisceau d'engagements qui, depuis 2021, ont fait de l'Université Jean Moulin Lyon 3 un établissement exemplaire dans le domaine du développement durable. L'institution s'est ainsi illustrée localement et nationalement en créant, l'une des premières, une École Universitaire de la Transition Ecologique, adossée elle-même à un nouveau service, le Service Général de la Transition Ecologique. Portée au plus haut niveau de la gouvernance, par la présidence et par une vice-présidence, cette politique

volontariste s'est traduite par de nombreuses actions, de la création d'un Master dédié en philosophie à celle d'un D.U. généraliste, de la signature de l'Accord de Grenoble au dépôt d'un dossier en vue d'une labellisation DD&RS (Développement Durable & Responsabilité Sociétale). Avant que cela ne devienne une recommandation ministérielle, nous avions également lancé une vague d'évaluation des activités de nos entités de recherche, en élaborant leurs bilans d'émissions de gaz à effets de serre. Le Plan Ambition Transition Écologique, présenté en 2023, avait d'ailleurs tracé les lignes de force de cette politique, adossées aux moyens afférents : le présent schéma directeur s'inscrit donc en réalité dans une lignée marquée par une volonté claire et constante de notre Université de répondre à cet enjeu vital.

Les questionnements induits par l'état du climat et de la planète sont par nature multifactoriels et interpersonnels. Aussi le document présent constitue-t-il le socle indispensable à des échanges informés et efficaces avec l'ensemble de nos partenaires, qu'il s'agisse du tissu économique et culturel du territoire comme des collectivités, Ville, Métropole, Région, avec lesquelles nous avons le souci constant d'interagir au bénéfice de toutes et de tous. Notre établissement est reconnu pour son exigence et pour le sérieux avec lequel il mène à bien ses missions. Il l'est également pour sa capacité à déployer, aujourd'hui comme demain, une solidarité fondée sur le partage des savoirs, des compétences et des valeurs.

Tel est notre engagement car telle est notre responsabilité. Je suis fier de les assumer tous deux au nom de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de pouvoir y associer l'ensemble de notre communauté universitaire.

Gilles Bonnet

L'élaboration de ce document s'est effectuée dans une démarche de co-construction. Merci à tous les collègues et étudiants qui ont consacré de leur temps à cette tâche, en particulier au sein de la Commission Transition Écologique. Merci également à tous les services qui ont été sollicités, et qui ont largement contribué à la transversalité des actions envisagées. Mes remerciements s'adressent enfin, évidemment, aux deux grands artisans de cette démarche : Bernard Gauthiez, vice-président en charge de la transition écologique solidaire (2021-2024), et Valérie Canivet, en charge de l'École Universitaire de la Transition Écologique.

PARTIE I : Présentation générale du schéma directeur

Contexte et objectifs

Le schéma directeur Développement Durable et Responsabilité Sociétale et Environnementale (par la suite SD DD&RSE) répond en premier lieu à la lettre de la Directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du 2 juin 2023, demandant son élaboration dans chaque établissement d'enseignement supérieur, de même que son approbation avant la fin de l'année 2024.

Comme on le verra à la lecture du bilan, cette demande arrivait pour Lyon 3 dans un contexte de fort développement des actions relatives à la transition écologique à la suite du projet d'établissement adopté en 2021, notamment – pour ne citer que ces aspects - avec l'élaboration du dossier de candidature au label DD&RS, déposé en décembre 2023, et l'élaboration du BEGES (Bilan des émissions de gaz à effet de serre) de l'Université la même année. Le SD se présente donc comme une opportunité de formaliser un programme d'actions nourri d'une part par le bilan des actions déjà menées et le programme en cours depuis 2021, et d'autre part par l'identification de ce qu'il reste à faire.

Cette demande ministérielle faisait suite au rapport « *Sensibiliser et former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur »*, rédigé par un groupe de travail dirigé par Jean Jouzel et publié en février 2022. Ce rapport incitait à une politique qui pour Lyon 3 exprimait largement la déclinaison de son projet d'établissement adopté un an plus tôt. Le déploiement de la politique ministérielle a conduit ensuite à l'adoption de mesures majeures, dont il est tenu compte dans le présent document, en particulier :

- L'élaboration d'un Plan de sobriété (circulaire du 24 septembre 2022).
- La mise en place d'une formation Transition Écologique pour un Développement Soutenable (TEDS) en licence (note de cadrage juin 2023).
- Une attention particulière portée à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et aux Services Publics Ecoresponsables (SPE) (circulaire de novembre 2023, publiée en janvier 2024).
- L'élaboration du SD a aussi tiré un grand profit du rapport thématique de la Cour des comptes sur « L'enseignement supérieur face au défi de la transition écologique », publié en décembre 2023.

Ces documents faisaient suite à plusieurs mesures importantes prises par l'État, en particulier sur la trajectoire de décarbonation, qui avaient été adoptées antérieurement.

La volonté de l'Université Jean Moulin Lyon 3 d'avancer fortement sur la Transition Ecologique a conduit aussi à la signature en 2023 de l' Accord de Grenoble (AG), un engagement moral qui nous oblige envers les étudiants, et qui comporte une importante dimension Responsabilité Sociétale (RS).

Cette dimension, on le verra, n'est pas très développée dans le cadre de ce SD, non parce qu'elle n'a pas pour l'Université Lyon 3 d'importance, mais au contraire parce que, du fait de la grande importance qui lui a été donnée depuis 2021 (voir bilan), de multiples plans d'action ont déjà été adoptés sur ses différents aspects (voir infra). Les actions en matière de RS ici adoptées sont donc un

complément à ce qui a déjà été réalisé. En revanche, le présent SD représente un pas majeur par exemple pour ce qui est des émissions de GES, à la suite du BEGES établi en 2023.

La méthode pour l'élaboration du schéma directeur

L'élaboration du SD a suivi la montée en puissance des travaux relatifs à la DD&RSE dans l'Université depuis 2021, avec notamment l'établissement du dossier de candidature pour le label DD&RS et la création de l'École universitaire de la Transition Ecologique (EUTRE). Dans un établissement où le niveau d'encadrement est très faible, la méthode suivie a visé à la fois l'économie des moyens développés et l'efficacité. De plus, un effort particulier a été placé dans l'établissement d'un bilan de l'action menée depuis 2021, ce qui a beaucoup contribué à faire émerger des actions nécessaires et possibles. Ce bilan est présenté en partie II de ce schéma directeur.

Le Service Général de la Transition Ecologique (SGTE) et le vice-président Transition Ecologique ont piloté le processus, en liaison par étapes avec la présidence, produisant plusieurs points d'avancement.

Autour du SGTE ont été associés :

- Les vice-présidents les plus concernés, en particulier selon les axes correspondant à leurs domaines de compétence, ont été rencontrés à plusieurs reprises à partir de l'automne 2024.
- La commission Transition Ecologique (CTE), réunissant ces mêmes VP, des représentants désignés par les composantes et par les services, de même que des étudiants. Formée d'une quarantaine de personnes, elle a été le lieu d'une présentation des grandes étapes de la construction du SD, de même que de l'expression de propositions et de la mise au point des actions proposées. Outre une réunion de mise en place le 20 juillet 2023, une réunion de lancement pour le Schéma a été organisée le 24 octobre 2023, suivie de points lors du premier semestre 2024 : soit une réunion d'ensemble le 22 février, et des réunions par axe dans la seconde quinzaine de mai 2024.

Les services ont également été sollicités autant que de besoin sur les points les concernant plus particulièrement. Plusieurs dizaines de réunions de travail se sont ainsi tenues.

La possibilité pour tout membre de la Commission TE et toute autre personne de faire remonter des propositions s'est avérée essentielle pour certains points.

Plusieurs aller-retours entre le SGTE, la commission TE, les VP et personnels dans les services ont permis une rédaction collaborative, capable d'intégrer les actions, au fur et à mesure de leur consolidation. Ce dispositif a permis que le contenu du schéma soit le fruit d'éléments tant issus de la gouvernance que des personnels, en évitant une démarche purement descendante.

Le processus d'élaboration a également été nourri des réflexions développées à l'occasion de nombreux séminaires en ligne et en présentiel, organisés par la commission transition écologique de France-Universités, l'AMUE, l'association des vice-présidents et responsables pour la transition écologique au sein des établissements « VP-Trees », et les groupes de travail de la ComUE Lyon-St-Étienne.

La complémentarité avec d'autres plans et schéma directeurs

Ces plans et schémas directeurs sont abordés dans le bilan, qu'ils soient déjà adoptés ou en cours de finalisation pour un vote en CA à l'automne 2024 :

- Le Projet d'établissement 2021-2026, dans son ensemble. L'Axe 7 développe les éléments relatifs à la Transition Ecologique ;
- La Conférence sociale (adoption des mesures issues de la Conférence sociale le 5 juillet 2022) ;
- Plan égalité Femmes-Hommes (2021 ; 2024) ;
- Include (2022) ;
- Plan de Sobriété (décembre 2022) et son bilan (janvier 2024) ;
- BEGES (novembre 2023, sur données 2022), Plan de transition avril 2024 ;
- Plan Ambition Numérique (4 juillet 2023) ;
- Plan Ambition Recherche (9 mai 2023) ;
- Plan Ambition Transition Ecologique (24 octobre 2023) ;
- Schéma directeur Handicap (voté 31 janvier 2024) et son bilan en avril 2024 ;
- SPSI (1er passage en CA en juillet 2024, vote en 2025) ;
- Plan Qualité de Vie et Conditions de Travail (vote septembre 2024) ;
- Schéma Directeur énergie (automne 2024) ;
- Schéma directeur de la vie étudiante (automne 2024) ;
- Plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles (vote septembre 2024).

Et des labellisations :

- Adhésion de l'IAE à PRME et UN Global Compact (2013 – en cours) ;
- Certification Qualiopi (mai 2022) ;
- Label HR Excellence in Research (2018, en renouvellement) ;
- Candidature label DD&RS déposée en décembre 2023 ;
- Label Agir ensemble – campus durable et ville durable (Université de Lyon 2023).

Les états des lieux sectoriels utilisés pour établir le SD sont listés au début du Bilan.

La temporalité et le suivi

Établir un plan d'action implique d'une part la détermination de la période concernée, d'autre part la mise en place d'un suivi fondé par des bilans d'étape.

La durée sur laquelle porte le plan a été fixée à quatre années, de 2024 à 2027 inclus. Cette durée conserve une visibilité pour l'avenir proche et une cohérence avec le rythme des élections à la présidence de l'établissement, tout en impliquant la reprise du schéma directeur à partir de 2026 pour le faire évoluer en fonction des difficultés rencontrées et des circonstances nouvelles, par exemple réglementaires. Elle est de plus cohérente avec la durée prise en compte dans la circulaire Services Publics Écoresponsables (SPE), qui fixe des objectifs précis pour 2027 en matière en particulier d'émissions de GES. Il s'agira pour la période suivante de fixer de nouveaux objectifs.

La détermination de ces nouveaux objectifs, dans le cadre de la trajectoire de décarbonation définie par l'État pour 2030 et 2050, reposera sur les méthodes et les pratiques mises en place d'ici-là pour parvenir aux objectifs 2027. En effet, l'État, s'il a déterminé avec un certain niveau de détail les domaines de réduction des émissions de GES, n'en a pas donné la méthode au-delà de ce que la

circulaire SPE détermine pour 2027. C'est pour cela que le Plan de transition de l'Université Lyon 3 envisage cet objectif de 2027, sur la base de cette méthode détaillée, reportant à 2026 la planification de l'étape ultérieure, qui devra faire l'objet d'un affinement de la méthode en fonction des résultats obtenus d'ici-là.

Ceci nécessite un pilotage sur la base de données précises annuelles, disponibles pour certains secteurs d'émission des GES. Ce pilotage va être étendu à l'ensemble du schéma directeur avec le SGTE et la Vice-Présidence Transition Ecologique, et même à la constitution d'un tableau de bord incluant tous les schémas directeurs et plans de l'Université, d'où un ensemble d'actions à mettre en œuvre pour y parvenir, détaillées dans l'axe I. La construction de ce tableau de bord et son efficacité sont des éléments clés de l'évolution de l'établissement dans les années à venir. Il s'agit de passer d'un contexte où des politiques sectorielles se juxtaposent, débouchant sur un début de suivi, lui aussi sectoriel et peu formalisé, à une vision d'ensemble nourrie de données calibrées, d'où un renforcement des moyens dédiés, notamment de la Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Appui au Pilotage (DIDAP). Cette évolution est bien illustrée par le cas des GES. On passe d'un état des lieux ponctuel et encore peu rigoureux, effectué depuis 2013, à un bilan sur une base méthodologique validée en 2023, à reproduire tous les trois ans, et accompagné d'un plan d'action continu pouvant être ajusté sur la base de données annuelles partielles. Ce plan est défini pour la période courant jusqu'à 2027, et sera naturellement prolongé autant que de besoin ensuite.

Ce schéma directeur se décline en 136 actions

- 24 pour l'axe Stratégie et gouvernance,
- 17 pour l'axe Enseignement formation,
- 28 pour l'axe Recherche et innovation,
- 53 pour l'axe Réduction de l'impact environnemental avec un volet décarbonation des activités,
- 14 pour l'axe Politique sociale et qualité de vie universitaire.

PARTIE II : Bilan de l'action 2021-2024

Présentation de l'Université

L'Université Lyon 3 propose des formations de niveau Bac +3 à Bac +8 et développe une recherche interdisciplinaire, en lien avec les grandes questions de société au sein de ses **6 écoles doctorales** et **16 unités de recherche**.

Elle offre un cadre d'études exceptionnel et de qualité avec trois campus universitaires situés au cœur de Lyon et de Bourg-en-Bresse :

- La Manufacture des Tabacs
- Le Campus des Quais
- Le Campus de Bourg-en-Bresse

L'Université Jean Moulin Lyon 3, spécialisée en Droit, Gestion, Sciences humaines et sociales, a accueilli **27757 étudiants** en 2023-2024.

Sources de financement



Figure 1 : Sources de financement de l'Université Lyon 3 en 2023-2024

Budget en droits constatés

162.6 millions d'euros en 2023

81% de masse salariale sur charges de fonctionnement

L'Université et son personnel



Figure 2 : Répartition Femme/Homme du personnel de l'Université

633 enseignants-chercheurs et enseignants
718 personnels administratifs et techniques
Plus de100 contrats étudiants
Plus de 2300 vacataires, chargés d'enseignement

L'index d'égalité Femme/Homme de l'établissement s'établit pour l'année 2023 à **81 points sur 100** ; corrigé de la structure de notre population, il atteint 83 points sur 100. Ce score permet de mesurer sur une échelle de 0 à 100 points les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, sachant que la cible à atteindre pour les établissements publics de l'Etat est de 75 points sur 100.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 propose des formations de Bac +3 à Bac +8 dans les disciplines suivantes : Droit, Science politique et relations internationales, Francophonie, Gestion, Management, Comptabilité, Philosophie, Langues, Lettres, Histoire, Géographie et Aménagement, Information et Communication au sein de six Facultés et Instituts.

Les formations sont structurées selon l'architecture européenne de l'enseignement supérieur, dite LMD, fondée principalement sur trois grades : Licence, Master et Doctorat, et fonctionnant avec un principe de crédits ECTS.

L'Université propose également des Bachelors Universitaires de Technologie (B.U.T.) et des Licences professionnelles. En plus des diplômes nationaux, elle offre la possibilité de se spécialiser dans un certain nombre de domaines grâce à des diplômes d'Université (DU) et des attestations de formation. Enfin, elle comprend des préparations à des diplômes et concours nationaux.

- 3 B.U.T.
- 9 mentions en Licence
- 12 mentions en Licence professionnelle
- 54 mentions en Master
- 36 Doctorats
- 86 DU et attestations de formation
- 28 préparations de diplômes et concours
- 1 DAEU

À la pointe de l'accompagnement des professionnels aux transformations de leurs métiers et de leurs organisations, notre Université permet à chaque profil de trouver, avec des diplômes et des programmes qui répondent à des projets d'évolution avec des formations diplômantes ou certifiantes, des formations courtes...

Une offre de formation riche

- 88 % d'étudiants en formation initiale hors apprentissage
- 16% d'étudiants internationaux
- 67% d'étudiantes au global et 49% en niveau doctorat

Répartition par cursus

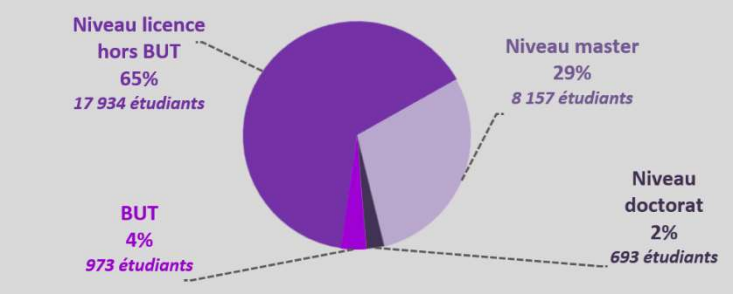


Figure 4 : Répartition par cursus de l'effectif étudiants (Année 2023-2024)

Répartition selon les genres



Figure 3 : Répartition Femme/Homme de l'effectif étudiant

65% des étudiants sont en niveau licence hors BUT et,
29% en niveau master, **2%** en niveau doctorat, **4%** en BUT

Attractivité

11 440 nouveaux étudiants à Lyon 3, sont inscrits pour la première fois dans l'une des formations proposées par l'Université (pour l'année 2023-2024)

Signe de son attractivité, l'Université Jean Moulin accueille 47% de nouveaux étudiants en 1ère année de niveau master.

Nouveaux bacheliers par série de baccalauréat

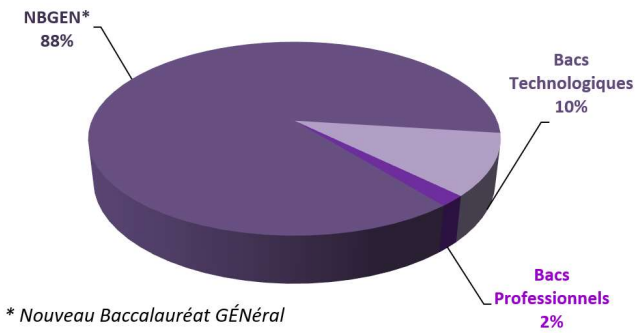


Figure 5 : Nouveaux bacheliers par série de baccalauréat

La majorité des **5 081** nouveaux bacheliers accueillis à l'Université sont titulaires du nouveau baccalauréat général (NBGEN) : 88% en moyenne. Les baccalauréats technologiques, essentiellement la série Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG), correspondent à 10% des nouveaux bacheliers de l'Université. L'Université compte 2% de bacheliers professionnels.

Des taux de réussite élevés

8 790 diplômes délivrés à la session 2023

DUT : 97%
Licence Pro.* : 84%
Licence* : 87%
Master* : 86%
** Hors formations délocalisées à l'étranger*

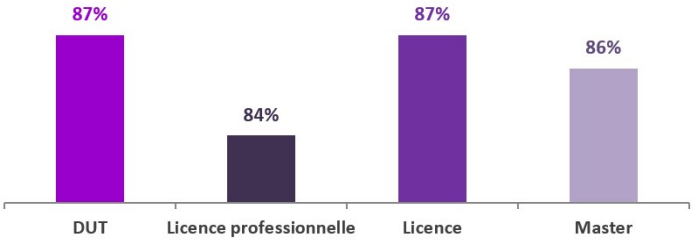


Figure 6 : Taux de réussite par niveau de diplôme à a session 2023

Réussir ses études à Lyon 3

Engagée dans la réussite de tous ses étudiants, et parce que l'entrée à l'Université représente un changement important d'environnement et de méthodes de travail, l'Université Jean Moulin mène une politique d'accompagnement pour faciliter cette transition et les aider tout au long de leur parcours, du lycée au premier emploi. Elle met en place des outils et dispositifs permettant d'utiliser au mieux les ressources documentaires et pédagogiques pour les aider à réussir leurs études et leur entrée sur le marché du travail.

- *33% des étudiants inscrits perçoivent une bourse sur critères sociaux. La proportion de boursiers atteint 47% en DUT / BUT, 33% en licence générale et 32% en master. Proportions calculées par rapport aux étudiants en diplômes ouvrant droit à ces bourses*

Une insertion professionnelle de qualité

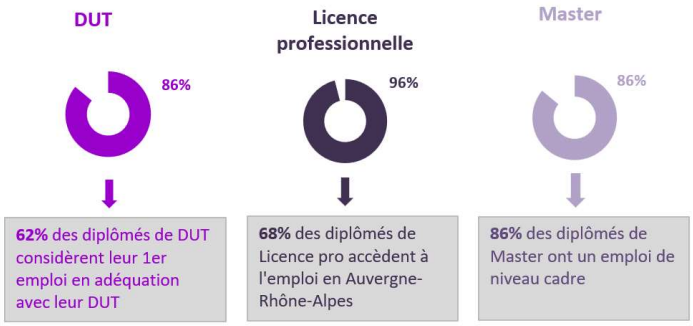


Figure 7 : Taux d'insertion professionnelle par niveau de diplôme (2020)

Le taux d'emploi* est de :

- **86%** pour les diplômés de **DUT**
- **96%** pour les diplômés de **Licence Pro**
- **86%** pour les diplômés de **Master**

* *Données issues des enquêtes réalisées par l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) de l'Université Jean Moulin sur les promotions 2020 et de l'IUT Jean Moulin sur les promotions 2020.*

Relations avec le monde socio-économique

OFFRE AUX ENTREPRISES

- **1 925** étudiants en alternance dont 1 615 apprentis et 310 contrats de professionnalisation
- **1 442** étudiants en formation continue

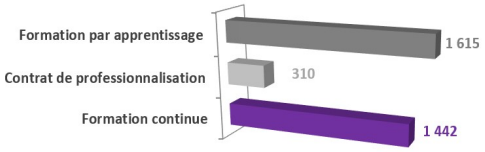


Figure 8 : Effectifs alternants et formation continue

Un chiffre d'affaires en formation professionnelle de **19,7 millions** d'euros dont **14,7 millions** d'euros pour les formations en alternance

THESES ET ENTREPRISES

23 doctorants inscrits en 2023-24 ont bénéficié d'une convention CIFRE*
**Conventions Industrielles de Formation par la Recherche*

STAGES ET ENTREPRISES

5 512 stagiaires (*Source : enquête 'Stages' sur année 2020-21*) : **28%** des étudiants de 3ème année de licence générale et **56%** des étudiants de Master 2 ont effectué un stage.

VAE ET VAPP (DONNEES 2022-2023)

191 dossiers acceptés suite à une VAPP (Validation des Acquis Professionnels & Personnels) ou une VAE (Validation des Acquis de l'Expérience)

Une recherche innovante

16 unités de recherche labellisées par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Thématiques de recherche (*ces thématiques ne sont pas exclusives*) :

- Humanités environnementales (*écologie, problématiques urbaines…*) ;
- Santé ;
- Démocratie ;

- Normes et valeurs ;
- Sociétés en mutation ;
- Numérique en SHS ;
- Mémoire et héritage ;
- Religion et laïcité ;
- Entrepreneuriat et innovation ;
- Dimension transversale : Science et société (« science avec et pour la société »)

397 enseignants chercheurs dont **51% de femmes**

DOCTORANTS

501 doctorants affectés au sein de **7** écoles doctorales

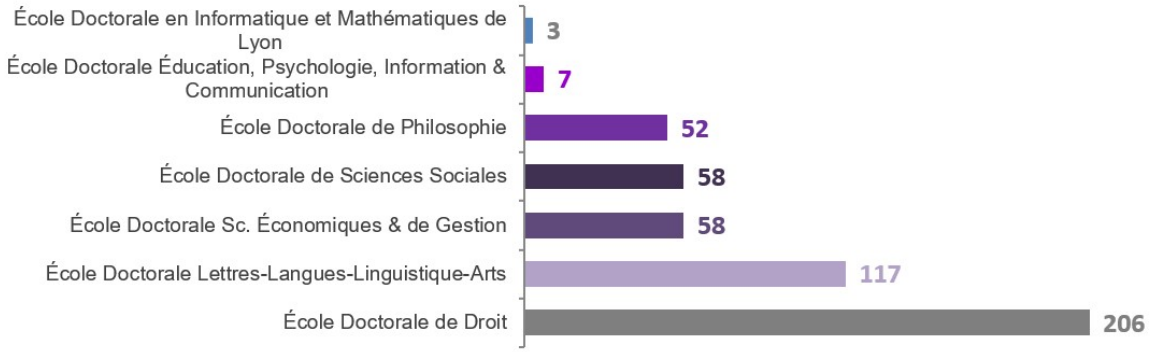


Figure 9 : Effectifs doctorants par Ecole Doctorale (2023-2024)

60 thèses délivrées en 2023

Les femmes représentent **55%** des doctorants

International

5 198 étudiants internationaux en 2023-2024

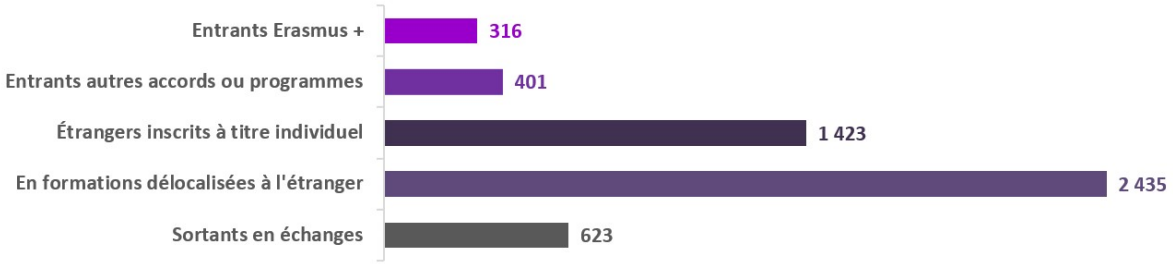


Figure 10 : Effectifs étudiants internationaux (2023-2024)

- **106** partenaires Erasmus+
- **214** partenaires hors Erasmus+
- **44** programmes délocalisés à l'étranger (23 partenaires dans 18 pays)
- **687** bénéficiaires de bourses de mobilité pour les études et **102** pour des stages à l'étranger
- **31** cotutelles de thèse avec **13** pays
- **157** doctorants de nationalités étrangères

Étudiants étrangers[1] par nationalité

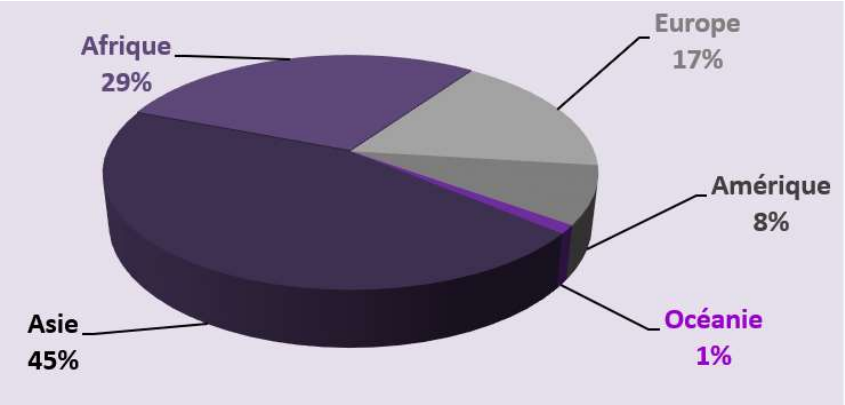


Figure 11 : Effectifs étudiants étrangers par nationalité

4 498 étudiants étrangers de **119** pays différents sont inscrits à l'Université Jean Moulin. Ces étudiants sont originaires d'Asie (45% d'entre eux) et d'Afrique (29%), d'Europe (17%), mais aussi d'Amérique (8%) et d'Océanie (1%).

Étudiants étrangers par niveau

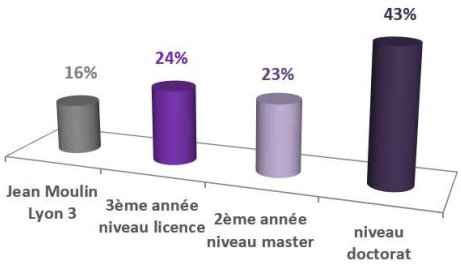


Figure 12 : Distribution des étudiants étrangers par niveau de diplôme (2023-2024)

La proportion d'étudiants étrangers est de **16%** en moyenne.

Elle s'élève à **24%** en 3ème année de niveau licence, **23%** en 2ème année de niveau master, et **43%** en niveau doctorat.

[1] Étudiant étranger : étudiant de nationalité étrangère non-bachelier (admis sur un titre en équivalence au bac)

Axe 1 : Stratégie et gouvernance, bilan 2021-2024

Arrivée aux responsabilités à la tête de l'Université Jean Moulin Lyon 3 il y a trois ans et demi, l'équipe du Président Éric Carpano a engagé de nombreux chantiers qui s'inscrivent dans une dynamique de changement profond de trajectoire de l'établissement. Gilles Bonnet, après son élection à la présidence de l'Université le 18 juin 2024, a réaffirmé le cap politique formulé dans le projet d'établissement adopté en 2021 et conservé pour l'essentiel l'équipe mise en place par son prédécesseur.
La prise en compte des questions DD&RSE à l'Université Lyon 3 a fait avant 2021 l'objet d'avancées déjà significatives, mais marquées par une absence de pérennité des structures qui les portaient (quatre chargées de mission successives et avec intermittences entre 2011 et 2020). En 2016, une action menée par la chargée de mission auprès du président avait permis la réalisation d'un bilan de la situation (dans le cadre de l'Université de Lyon), assorti d'un bilan carbone (2015), qui permettent aujourd'hui des comparaisons avec la situation actuelle et dessinent une trajectoire de forte accélération de la réduction de la consommation d'énergie et d'émission de GES depuis 2022. La situation actuelle pourra être en conséquence mise en perspective d'une part relativement à celle de 2016 pour certaines données, à périmètre équivalent, et dans les développements intervenus à partir de 2022, moment où un nouveau chargé de mission à la Transition Ecologique fut nommé, avant qu'une vice-présidence ne soit mise en place en septembre de la même année, ce qui marque un changement de nature dans l'action menée et les moyens affectés. Quand cela peut être possible, l'état de la trajectoire récente de l'Université, notamment relativement à l'avant-Covid, sera retracé.

1.1.- La formalisation de la stratégie DD&RSE et son intégration dans le pilotage de l'établissement : trajectoire et état des lieux

Dans le préambule du Projet d'établissement adopté pour la période 2021-2026, le président Éric Carpano écrivait : « *Lyon 3 doit être aussi un acteur majeur de l'accompagnement des transformations sociétales en cours : changement climatique, digitalisation, globalisation, mutations du travail, droits humains ou encore santé globale sont autant d'enjeux que nos formations et nos ressources de recherche se doivent de relever ».*
Le projet d'établissement, qui a suivi une phase d'état des lieux, ou autoévaluation, en 2021, est décliné en 7 axes[2] auxquels il sera fait référence autant que de besoin dans les parties suivantes. Point important, l'Axe 7 du projet d'établissement, « Une Université éthique dans un écosystème durable » (p. 94-103) détaille la politique de l'Université dans le domaine de la transition écologique, notamment au travers de l'objectif d'une labellisation DD&RS. De plus : « *les dimensions de développement durable et de responsabilité sociétale seront privilégiées et considérées comme critères qualitatifs présidant à l'établissement des conventions internationales, que ce soit en matière de formation sur des enjeux DD&RS, de potentiels partenariats de recherche sur des thématiques couvrant le champ DD&RS (pouvant aller de l'écologie à l'Université inclusive), ou d'intégrité des pratiques du partenaire.*

La mise en œuvre de ce projet au plan de la gouvernance a fait l'objet d'avancées très significatives :

- **Mise en place d'un groupe de travail en 2021**, sous la direction d'Isabelle Delpla (VP recherche), sur la transition écologique à l'Université ;
- **Nomination au 1er janvier 2022 d'un chargé de mission Transition Écologique** auprès du président, Bernard Gauthiez, professeur en géographie ;

[2] Consultable ici : https://www.univ-lyon3.fr/medias/fichier/projet-eta-21-26-web_1642581701889-pdf

- **Création d'une vice-présidence à la transition écologique et solidaire**, avec nomination comme vice-président de Bernard Gauthiez au 1er septembre 2022 ;
- **Mise en place à l'été 2022 d'éléments fondateurs de la politique de l'établissement**[3].

Les domaines d'action principaux suivants ont été alors dégagés :

✓ **Labellisation DD&RS**

À travers son engagement pour l'obtention du label DD&RS, Lyon 3 a souhaité valoriser nationalement et internationalement ses démarches de développement durable et de responsabilité sociétale. Deux auto-évaluations ont jalonné l'élaboration du dossier de candidature, qui a été déposé pour la session d'automne 2023. Du fait du grand nombre de candidatures déposées à cette session, l'examen de celle de Lyon 3 a été reporté à la session de printemps 2024. Le piratage du site de CIRSES nous a contraint à redéposer tous les éléments nécessaires en mai 2024. La candidature est en cours d'instruction pour un avis attendu fin 2024. Ce label est constitué de 5 axes parmi lesquels on retrouve les enjeux suivants :

- **Former,** les étudiants, les personnels et ses partenaires aux enjeux de la transition écologique ;

- **Recherche :** Lyon 3 développe une recherche ambitieuse, explorant notamment une voie originale d'articulation entre science ouverte, science avec et pour la société et la transition écologique (voir Axe3) ;

- **Améliorer la performance environnementale de l'Université :**
  - Décarbonation – Bilan carbone.
  - Plan de mobilité.
  - Marchés publics.
  - Biodiversité.

Ces actions (mobilités, chauffage, végétalisation, mais aussi prise en compte des sur-chaleurs en périodes de canicule) visent aussi à rendre la vie des agents et des étudiants, plus agréable au sein des espaces qui leur sont dédiés, dans une démarche de Qualité de Vie et des Conditions de Travail déployée à l'échelle de l'établissement.

Pour avancer dans la transition écologique, l'Université Jean Moulin travaille avec de nombreux partenaires, et le développement des relations interuniversitaires internationales est un objectif prioritaire.

✓ **Création d'un Service Général de la Transition Écologique (SGTE)**, votée en CA, qui depuis octobre 2023 figure dans les statuts de l'Université (recrutement de son responsable administratif en septembre 2022).

L'agent en charge du service a les missions suivantes :
- appui technique au vice-président en charge de la transition écologique et solidaire pour la définition de la politique de l'Université en matière de transition écologique,
- pilotage des actions de l'Université relatives à la transition écologique,
- gestion du budget dédié,
- encadrement de l'Ecole universitaire de la Transition Ecologique.

[3] Voir : https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/

Une ligne budgétaire Transition Ecologique a été introduite dans le budget de l'Université.

- ✓ **Création de l'École universitaire de la Transition Écologique (EUTRE)** en juillet 2022. Sa vocation est d'être, au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3, un acteur majeur dans les domaines de la sensibilisation et de la formation en matière de transition écologique, capitalisant les compétences au sein de l'Université et œuvrant à les développer. Elle offre une appréhension pluridisciplinaire et porte spécifiquement sur les enjeux contemporains comme sur les modalités d'action en matière de transition écologique. Elle vise également à renforcer et à faire connaître les formations comme les projets de recherche de l'Université dans ce domaine.

- ✓ **Mise en place en octobre 2023 d'une Commission Transition Écologique**, formée du président, des vice-présidents les plus directement impliqués, du directeur général des services et de ses adjointes, des directrices des ressources humaines et de l'immobilier et de la logistique, des correspondants dans les composantes et services désignés par leurs responsables, et de quatre représentants étudiants. Cette commission a pour mission de contribuer à l'élaboration des projets de transformation de l'établissement au titre de la transition écologique, et de veiller à leur suivi, en favorisant le dialogue entre les parties prenantes internes. Sa première mission a résidé dans l'établissement du SD DD&RSE et les projets relatifs à chaque axe qu'il comporte. Elle constitue l'articulation organique entre la présidence, le Conseil d'Administration et les parties prenantes internes de l'Université. Son animation est menée par la vice-présidence à la transition écologique et solidaire et le SGTE.

L'organisation relative à la transition écologique à Lyon 3 repose donc au sommet, en prise directe avec la présidence, sur un vice-président et un service général de la transition écologique. Le relai avec les composantes et les directions et services est assuré par des correspondants au sein de chacun d'entre eux, au nombre d'une trentaine, réunis pour une première séance de mise en place le 20 juillet 2023, puis au sein de la Commission Transition Ecologique, réunie pour la première fois le 24 octobre 2023 avec pour ordre du jour le SD DD&RSE. En l'état, l'organisation de l'Université relativement à la transition écologique présente un dispositif complet, qui sera consolidé, et qui ne préjuge pas des besoins en compétences au sein des services, qui feront l'objet d'un renforcement.

Un état des lieux très précis a tout d'abord pu être établi, au prix d'une forte mobilisation des personnels de l'Université. Ainsi, outre le **rapport d'auto-évaluation produit en 2021,** établi à l'intention du HCERES (présenté en conseil d'administration le 25 mai), les bilans suivants, à partir desquels mieux construire l'action, ont été menés :

- Autoévaluations dans le cadre de la préparation du dossier de labellisation DD&RS (juillet 2022, novembre 2022) ;
- Bilan des émissions de gaz à effet de serre (achevé en novembre 2013), avec le plan de transition établi en avril 2024 ;
- Bilan GES de six laboratoires (2022-23), sur la base labo 1.5. (Quatre bilans supplémentaires en cours 2024) ;
- Bilan de biodiversité sur tous les sites de l'Université (2023) ;
- Audit sur les déchets (octobre 2023) ;
- Inventaire des formations Transition écologique et Responsabilité Sociétale, et des cours dédiés en licence (2022) ;
- Listage des thèses, publications et programmes de recherche DD&RS (2023, mis en ligne sur le site de l'EUTRE https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/productions-scientifiques).
- Recensement des liens science-société (2023) ;

- Plan de sobriété (décembre 2022) et son bilan (janvier 2024) ;
- Cartographie des réseaux souterrains (réalisation fin 2023-début 2024, restitution février 2024).

La ComUE Université de Lyon dont l'Université est membre a obtenu le Label Agir ensemble campus durable en ville durable en 2023. Le classement du Times Higher Education (THE) 2024 la place au 863e rang sur 1963 établissements d'enseignement supérieur ayant répondu au questionnaire THE.

L'établissement d'un Schéma directeur DD&RSE et la politique menée par l'Université depuis 2021 conduisent progressivement à un changement culturel profond dans la prise en compte des enjeux environnementaux. Une culture fondée sur la pratique empirique dans tel ou tel domaine cède progressivement sa place à une culture de connaissance de l'état des lieux et de mesure de l'action, elle-même encadrée par une planification, le tout ancré dans des structures pérennes au plus haut niveau de la gouvernance de l'établissement. Cette transition est exigeante et repose sur le positionnement adéquat de la DIDAP, tout à fait compétente dans la mesure de l'action et de l'état des lieux, mais non configuré pour répondre aux exigences de la TE. C'est pourquoi il a été décidé de demander dans le cadre du COMP 2023 un financement complémentaire pour le recrutement d'un agent en charge de la mise en place, au sein de la DIDAP, du système de mesure nécessaire à l'accompagnement du Schéma Directeur DD&RSE.

1.2.- Mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires

1.2.1. Ressources humaines

Les ressources spécifiquement dédiées concernent le poste de vice-président et le poste de responsable administratif du SGTE à temps plein.
S'y ajoutent au sein des services une ingénieure économe de flux dans la direction de l'immobilier et de la logistique et une personne au sein de la direction du numérique.
Deux recrutements supplémentaires ont été effectués :

- Une ingénieure pédagogique dédiée au montage des formations transition écologique pour un développement soutenable (TEDS) en licence, sur financement Région AURA 2022,
- Un agent chargé de la politique d'achat responsable, sur financement Dialogue de Performance (Rectorat), en 2023.

Dans l'objectif de trouver le meilleur équilibre entre le renforcement du SGTE et la mise en place de compétences TE décentralisées dans les services, le premier poste a été affecté au SGTE, le second au sein du service achat. Les fiches de poste précisent que la mission doit être menée en étroite relation avec la DEVU dans le premier cas, le SGTE dans le second. En procédant ainsi, on assure une meilleure efficacité entre un pilotage clairement identifié et l'appropriation par les services des questions relatives au DD&RSE. À ces recrutements s'ajoutera fin 2024 l'agent prévu pour le système de données du schéma directeur, au sein de la DIDAP.
De plus, l'action de diverses personnes, vice-présidents, chargés de mission, directions et services les plus concernés, est déterminante, notamment :

✓ **Pour l'équipe rattachée au président :**

- Vice-président chargé du pilotage et du Conseil d'administration,
- Vice-présidente chargée de la Formation, de la Vie étudiante et de l'Insertion professionnelle,
- Vice-président chargé de la Stratégie numérique,
- Vice-présidente chargée de la Recherche,
- Vice-présidente chargée des Affaires sociales et de la Qualité de vie au travail,

- Vice-président chargé des Finances et du Patrimoine,
- Vice-président chargé de la Formation professionnelle, des partenariats et des relations entreprises,
- Vice-présidente chargée de l'Égalité et de la lutte contre toutes les discriminations,
- Chargé de mission Handicap,
- L'ensemble des référents de l'Université (Intégrité scientifique, Déontologie et alerte, Laïcité, Racisme et antisémitisme, Radicalisations, Handicap des personnels, Handicap des étudiants).

✓ **Au sein des services, en particulier :**
- Directeur Général des Services,
- Responsable qualité,
- Chargée de la qualité de vie au travail,
- Direction de l'immobilier et de la logistique,
- Direction du numérique,
- Bibliothèque universitaire,
- Direction des affaires financières et des achats,
- Le service commun universitaire d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle.

Ces listes mentionnent tout particulièrement les unités et personnes significativement impliqués pendant les années 2022-23 dans les actions relatives au DD&RSE.

Il faut y ajouter les personnels enseignants-chercheurs et administratifs impliqués dans les nombreuses formations en lien avec la TE et la RSE. Ces formations seront évoquées dans l'axe qui leur est dédié.
Une mesure exacte du nombre d'emplois impliqués en équivalents Temps Plein s'avère de ce fait difficile. On peut cependant retenir :
- 6 postes actifs et 2 en cours de recrutement,
- Une trentaine de correspondants dans les structures de l'établissement,
- Une forte participation de plusieurs vice-présidences, directions et services, de personnels enseignants-chercheurs et d'administratifs des composantes.

Au total, sans que cela puisse être chiffré précisément, les effectifs travaillant sur la RSE correspondent à plusieurs dizaines de personnes. Une très grande part des services et des composantes est impliquée à un niveau élevé, sur les questions de DD&RSE.

1.2.2. Ressources techniques

Elles concernent les locaux, l'équipement et le web.
Un local de 50 m^2 a été mis à disposition du SGTE au 22 rue Rollet, donnant directement sur rue en rez-de-chaussée, portant une signalétique explicite en façade. Il dispose de trois postes de travail et d'un espace de réunion pour 6-8 personnes, équipé d'un grand écran pour sessions en visioconférence. Un site web a été construit avec la Direction de la Communication, et fait l'objet de développements continus[4].

1.2.2. Ressources financières

Les ressources budgétaires du SGTE, constituées en ligne dédiée au sein de l'Université, reposent sur des financements multiples. Une part en est assumée par l'Université sur son budget propre, et

[4] Voir : https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/

d'autres ressources ponctuelles peuvent être mobilisées, comme pour un *Bootcamp* en 2023 et en 2024[5], ou pour le financement d'un ingénieur pédagogique en 2022 sur AAP Région AURA, celui d'un agent DIDAP grâce au COMP 2024. Enfin, certaines dépenses concernant directement la transition écologique, comme pour l'énergie, sont prises en charge par des services dédiés. Les dépenses, outre l'immobilier, portent sur les études et bilans nécessaires pour mener la transformation, les formations à destination du personnel et d'étudiants en formation continue, des actions de communication, des recrutements à même de compléter les compétences nécessaires (pédagogie pour la TEDS, achats responsables, mise en place des indicateurs). Dans l'ensemble, le budget évolue en fonction de l'avancement du projet année après année, le passage de l'étude au plan d'action puis à la réalisation et au suivi.

À ces sommes s'ajoutent celles affectées par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique (DIL) à l'exploitation et à la maintenance de l'immobilier ou au confort dans les locaux (études préliminaires pour la pose de panneaux photovoltaïques, tiers-lieu, confort thermique, modification d'ouvertures, exploitation avec la gestion technique centralisée (GTC), etc.).

1.3.- Contribuer à l'échelle du territoire (avec les parties prenantes externes et internes) à l'élaboration et au déploiement d'un développement responsable

1.3.1. Parties prenantes internes (Cf. ci-dessus partie 1)

Au cours de l'année 2022, tous les responsables de services ont été rencontrés et les points DD&RSE en lien avec les objectifs du service ont été abordés.

Sur les 24 services/directions de l'Université (hors composantes), 12 services ont déjà des objectifs DD&RSE depuis plusieurs années à savoir :

- La direction de l'immobilier et de la logistique (**DIL**) à travers ses efforts permanents pour la maîtrise de la consommation de l'énergie (suivi et travaux pour le confort thermique) mais également sur la gestion des déchets et la gestion des espaces non bâtis.
- La direction des affaires financières (**DAFA**) a entrepris de développer les marchés avec des critères RSE en premier lieu et plus récemment des critères DD&RSE. La centralisation des achats facilite la mobilisation des services pour les rendre écoresponsables.
- La direction des études et de la vie universitaire (**DEVU**), côté formation, a mis en place un groupe de travail consacré à la Licence, qui a proposé une méthode pour l'instauration d'une formation obligatoire en licence en transition écologique en 2025-2026 (TEDS). La reconnaissance des initiatives étudiantes et les financements d'actions d'associations étudiantes en faveur du DD ou de la dimension RS (non-discrimination, politique handicap, VSS…) sont favorisées.
- Le Service Général de la Recherche, maintenant Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales (**DRED**), a déployé de nombreux outils en faveur d'une « recherche éthique et responsable » et du DD&RSE : incitation des laboratoires à réaliser leur bilan gaz à effet de serre, AAP internes qui prennent en compte le DD&RSE, création d'un AAP spécifique consacrée aux thématiques DD&RSE, environné d'un contrat doctoral financé par an, commissions (recherche, des aides, des directeurs d'unités…) dans lesquelles la thématique

[5] Accueil d'un groupe de 18 étudiants américains à l'été 2023 sur le thème de la transition écologique, programme financé par l'ambassade de France aux Etats-Unis. Accueil prévu de 40 étudiants américains et chinois à l'été 2025 sur un même thème, dans le cadre d'une collaboration avec les Universités d'Harvard et de Shangaï.

DD&RSE est régulièrement suivie, une politique forte sur la science ouverte et la pluridisciplinarité.

- La direction du numérique (**DNUM**) s'est engagée, que ce soit dans sa politique d'achat ou d'utilisation du matériel. Le Directeur de la DNUM s'est vu confier une mission spécifique sur la question du numérique responsable.
- Le Service Commun Universitaire d'Information, d'Orientation et d'Insertion Professionnelle (**SCUIO-IP**), très mobilisé en interne sur cette thématique, participe à l'expérimentation sur l'alternative aux goodies et dans son enquête « devenir des diplômés 2020 », montre que plus de 34% d'entre eux en sortant de master ont des missions en lien avec la transition écologique dans leur emploi.
- Le service des ressources humaines (**RH**), contribue au déploiement de la conférence sociale, du plan égalité, du plan qualité de vie et des conditions de travail, de sa politique contre le racisme, l'antisémitisme et la radicalisation. Il participe également à la nomination de référents (handicap étudiants et personnels, déontologue) et au déploiement de formations DD&RSE en appui des missions du SGTE (formation pour les nouveaux arrivants, ateliers fresque du climat, ateliers 2 tonnes...).
- La Bibliothèque universitaire (**BU**) est animée par des personnels très mobilisés sur la thématique qui ont déployé un ensemble d'actions à destination des étudiants (prêt d'ordinateurs reconditionnés par exemple). Ils se font régulièrement le relais des actions menées à l'Université (expérimentation alternative aux goodies) et participent à la visibilité de la recherche en DD&RSE (listage des publications et thèses DD&RSE) et œuvrent pour la science ouverte.
- La Direction des Relations Internationales (**DRI**) développe des projets DD&RSE (*Bootcamp* 2023, partenariat Harvard-Shangaï pour 2025, partenariat d'Universités méditerranéennes).
- Le Service Santé Etudiants dans sa dimension RSE (**SSE**),
- La Direction de l'Innovation et du Développement (**DID**) dans la mobilisation de partenaires impliqués dans le DD&RSE.
- Et le Service général de la transition écologique (**SGTE**) dans le pilotage de la politique DD&RSE.

1.3.2. Parties prenantes externes

✓ **Enseignement supérieur**

- **MESR/DGESIP**

Le VP TE Lyon 3 est membre des groupes de travail de la DGESIP portant sur l'enseignement TEDS en Licence. Quatre réunions se sont tenues à Paris en janvier-février 2023.

- **France Universités**

L'établissement participe aux groupes de travail France-Universités, en particulier celui qui porte sur la Transition Ecologique, avec une réunion mensuelle en ligne.

- **Association VP-TREES**

Il est aussi membre de l'association des vice-présidents et chargés de mission transition écologique dans les établissements d'enseignement supérieur, représenté par le VP TE. Participation au 1er colloque annuel de l'association en juillet 2023 à Paris.

✓ **ComUE (Communauté d'Universités et établissements) - Université de Lyon-St-Étienne**

L'Université de Lyon et ses membres, en partenariat avec le Crous de Lyon et avec le soutien de la Caisse des Dépôts, sont engagés collectivement pour réussir la transition énergétique et écologique du site universitaire Lyon Saint-Étienne et se mobilisent pour réduire son impact sur l'environnement.

Le site représente environ 500 bâtiments soit 1,4 million de mètres carrés, où sont accueillis près de 150 000 personnes, étudiants, enseignants, enseignants-chercheurs et personnels. La transition écologique du site universitaire, en raison de ses besoins en chauffage et en électricité, des déplacements qu'il génère ou des déchets qu'il produit, est un enjeu d'importance dans la lutte contre le changement climatique du territoire. Par sa stratégie immobilière, déployée notamment dans le cadre de Lyon Cité Campus et du Contrat de Plan État Région, qui consacre un niveau d'investissement sans précédent à la transition énergétique et écologique, l'Université de Lyon s'affirme déjà comme un acteur important de la transition énergétique du territoire régional.
L'action de la ComUE Lyon Saint-Étienne repose sur une charte adoptée en 2015 par ses membres[6].
La feuille de route 2023-24 comporte quatre axes :

- ✓ **Axe 1** | Sensibiliser, former, mobiliser.
- ✓ **Axe 2** | Se déplacer, au quotidien et à l'international.
- ✓ **Axe 3** | Acheter durablement.
- ✓ **Axe 4** | Planifier, suivre et évaluer.

La grille d'analyse de l'avancement des projets élaborée par le GT transition écologique de la ComUE en 2023 permet d'évaluer l'état d'avancement de l'Université Lyon 3.

Catégorie/Axe	Indicateurs	Sous indicateurs	Détails/réponse attendue, Etat Lyon 3
Généralités	Nombre d'étudiants		27 660 (2022-23)
	Nombre de personnels		633 EC, 718 BIATSS, 100 contrats étudiants, 2300 vacataires
Gouvernance	Existence d'un document stratégique DD&RSE et d'un plan d'action associé		Le présent document, soumis au CA à l'automne 2024
	Le DD&RSE est porté au niveau du CODIR		OUI
	Existence d'un BEGES de moins de 3 ans		OUI (2023)
	Quelle est la trajectoire bas carbone choisie ?	% de baisse des émissions de CO2e et échéance	BEGES et plan de transition élaborés.
Sensibilisation/ Formation	Prise en compte dans le plan de formation des enjeux DD&RSE		OUI
	Part des agents ayant suivi un atelier de sensibilisation (Fresque du climat et Atelier 2 tonnes)	Enseignants Personnels BIATSS CODIR Président VP et CM	1% (8 sur 700 en 2023) 13% (87 sur 622 en 2023, hors Cadres dirigeants) 54% (19 sur 35 en 2023) OUI 0%
	Part des agents ayant suivi une formation métier (permettant de	Enseignants Personnels BIATSS	0%

[6] Voir : https://www.universite-lyon.fr/vie-des-campus/developpement-des-campus/demarche-de-transition-energetique-et-ecologique/la-charte-pour-la-transition-energetique-et-ecologique-28654.kjsp?RH=1590494402708

	prendre en compte les enjeux DDRS dans son métier)	CODIR	0% (hors formation initiale) 0%
Mobilité	Existence d'un plan de mobilité		NON (projeté 2024)
	Existence d'une politique incitative à la réduction des impacts des mobilités internationales		NON (exemples de mesures). Actions dans le présent SD
	Taux de personnes se déplaçant en mode doux (transports en commun, mode de transport actif, covoiturage…)	Etudiants Personnels	82%, et 54% la marche 71% et 31 % la marche
Achats	Existence d'une politique d'achats responsables		OUI
	Part des achats (en montant) incluant une valeur de 30% minimum des critères DDRS dans le jugement des offres		30% des marchés. Montant inconnu.
Politique sociale	Plan(s) d'action		OUI
	Enquête de satisfaction sur la qualité de vie auprès de l'ensemble des personnels		Non

Tableau 1 : Indicateurs proposés pour un tableau de bord DD&RSE à l'échelle du site Lyon St-Etienne. Légendes : en vert, indicateurs remplis, en orange : en cours ou projetés, en rouge : à prévoir

✓ **CHEL[s]**

Le Collège des Hautes Etudes Lyon Science[s] réunit 8 établissements membres ou associés de l'Université de Lyon : le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon, l'École Centrale de Lyon, l'École normale supérieure de Lyon, Mines Saint-Étienne, Sciences Po Lyon, VetAgro Sup, Emlyon Business School et l'Université Jean Moulin Lyon 3, qui a rejoint le collège en avril 2023.
L'objectif majeur de cette démarche de rapprochement est de conjuguer les compétences des établissements pour offrir aux étudiants des atouts supplémentaires de réussite professionnelle.
Le CHEL[s] permet non seulement aux étudiants, mais aussi aux enseignants et personnels de ces 8 établissements, de croiser leurs regards et d'enrichir leurs parcours et leurs expériences sur des champs pluridisciplinaires.
Deux projets de formation sont actuellement en gestation (voir axe formation).

De façon générale, les collectivités locales autour de l'Université Jean Moulin Lyon 3, les parcs naturels, dans les départements du Rhône et voisins, sont partenaires dans le cadre de stages et d'apprentissages pour des étudiants, dont plusieurs dizaines par an touchent aux questions de DD&RSE. Plusieurs centaines de partenaires impliqués dans des actions relatives au DD&RSE sont listés d'ores et déjà pour la faculté des Humanités, Lettres et Sociétés et l'IAE.
Plus particulièrement :

- **Acteurs publics**
  - **Métropole de Lyon**

La Métropole de Lyon intervient en tant que financeur du Contrat Plan Etat Région (CPER) et dans l'élaboration du schéma de développement universitaire. Une action particulière a été menée pour la mise à disposition des étudiants, gratuitement, de vélos recyclés.

- **Ville de Lyon**

L'Université est engagée comme partenaire du projet « Lyon 2030 ville climatiquement neutre »[7], porté par la Ville de Lyon à la suite d'un appel à projet de la Commission Européenne. Les travaux ont commencé à l'été 2022 et visent à définir des solutions, puis à les mettre en œuvre, en vue d'une décarbonation totale sur le territoire de la collectivité à l'horizon 2030. Si cet objectif apparaît optimiste, les échanges de savoirs et de savoir-faire attendus contribueront aux projets de transformation de l'Université, de même que l'apport de Lyon 3 dans le projet municipal pourra être significatif, grâce aux expertises développées dans sa gouvernance et ses composantes disciplinaires. La convention de partenariat Université Lyon 3/Ville de Lyon a été signée le 23 janvier 2024.

- **Région AURA**

La région AURA intervient dans les financements du CPER.
L'Université a été lauréate d'un appel à projets de la Région portant sur un : « Soutien à l'innovation pédagogique, au développement des formations et à l'amélioration des conditions d'études : pour la réussite étudiante au Centre d'Études Universitaires de Bourg et de l'Ain (CEUBA) » (Volet 2 du projet).
Ce financement a été octroyé et a permis en particulier de financer le recrutement d'un ingénieur pédagogique pour aider à l'introduction de la formation TEDS en licence, à concurrence d'environ 50 000 euros.
L'approche transdisciplinaire des enseignements relatifs à la transition écologique constitue une opportunité pour les nouveaux étudiants en L1 de mesurer la grande diversité des disciplines mobilisées, et ainsi de découvrir de nouvelles voies d'orientation professionnelle et universitaire, facteur important de la réussite étudiante.

- **Département de l'Ain et Bourg agglomération**

Ces partenaires interviennent notamment dans le cadre du financement du CPER

1.4.- Politique Internationale

L'Université Jean Moulin Lyon 3 attache une importance particulière au dynamisme des relations internationales porté par l'ensemble des acteurs de l'Université et notamment par le Service Général des Relations Internationales pour l'initiation et l'accompagnement des projets[8], par l'ensemble des composantes de l'établissement et par l'Institut international de la francophonie (2IF). Ces acteurs proposent plusieurs programmes-clefs :

- Des **programmes spécifiques** et adaptés aux étudiants internationaux dispensés en français (Diplôme d'Études Universitaires Françaises, DEUF), et plus encore en anglais, tant en Droit (LLM in International and European Business Law), qu'en Sciences de Gestion, (Master International Business Realities Program ; Master General Management Program, GMP) ou de manière transversale (Study in English in Lyon, France, SELF).

[7] Voir : https://www.lyon.fr/lyon-2030/lyon-2030-ville-climatiquement-neutre
[8] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/cooperation-internationale .

- Des **programmes délocalisés** (diplôme français proposé dans un pays étranger) dans une très grande diversité de pays[9].
- Des **doubles diplômes** développés avec des partenaires en Europe et hors Europe, permettant aux étudiants de valider un cursus de Licence ou Master à la fois dans leur Université d'origine et dans l'Université partenaire.

Ce dynamisme international se traduit aussi par une politique volontariste dans les autres domaines essentiels que constituent la **recherche** (par des collaborations scientifiques internationales régulières) ou l'**entrepreneuriat** (par la mise en place de partenariats avec des établissements étrangers).

Le **projet international** de l'Université est en lien avec la politique mise en œuvre par les acteurs locaux et nationaux (France Universités, la Région Auvergne Rhône Alpes (AURA), la Métropole de Lyon, la ville de Lyon et la ComUE Lyon Saint-Étienne notamment).

L'Université Lyon 3 est partenaire de plus de 250 Universités (environ 55 dans les Amériques, 15 en Afrique, 135 en Europe, 40 en Asie et 8 en Océanie)[10]. Les *bootcamps* évoqués ci-dessus ont été et seront l'occasion d'actions-phares, portées avec l'ambassade de France aux États-Unis et deux Universités prestigieuses américaine et chinoise, en croisant les thématiques de la transition écologique avec un développement de l'attractivité internationale de l'Université. La cartographie de la part prise par le DD&RSE dans ces échanges reste à compléter.

✓ ***EUA (European Universities Association)***

Lyon 3 est membre de l'EUA. *"With more than 850 members across 49 countries, EUA is the largest and most comprehensive organisation representing universities in Europe. As the voice of Europe's universities, EUA supports and takes forward the interests of individual institutions and the higher education sector as a whole"*.

✓ ***Harvard University , Radcliffe Institute for Advanced Study, Bryant University Department of Earth and Planetary Sciences; Université de Shangaï***

Collaboration en cours de développement sur "*both infrastructure and curriculum change in response to climate change*", avec un accent porté sur la philosophie, en liaison avec l'Université de Shangaï et celle d'Harvard. Lyon 3 porte un diplôme délocalisé en philosophie depuis plusieurs années à Shangaï.

✓ **Union d'Universités méditerranéennes**

Un partenariat avec une dizaine d'Universités autour de la Méditerranée est en cours de finalisation. La transition écologique forme l'un des trois axes de ce partenariat.

1.5.-Partenaires des mondes économiques et associatifs

De très nombreuses entreprises, et associations accueillent des étudiants en stage et en alternance. Certaines apportent une contribution financière à certaines composantes, en particulier dans le cadre de la taxe d'apprentissage et de l'alternance (Droit, IAE, Lettres et civilisations, philosophie…)

L'Université s'est dotée d'un logiciel permettant de cartographier précisément les partenariats (CRM Eudonet). L'IAE s'en est pleinement saisi, avec 8 licences, les autres composantes, faute de personnel (33 licences disponibles), ne l'ont pas encore fait. De plus, l'IAE a obtenu le label *Business School*

[9] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/les-programmes-delocalises .
[10] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/les-universites-partenaires .

Impact System BSIS, avec une méthodologie mesurant l'impact sur la société, développée par la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion).
D'autres plateformes peuvent être exploitées pour cette cartographie :

- La plateforme Université, Étudiants-Entreprises-Emploi (U3E) sur les conventions de stage, l'emploi jeunes diplômés, les jobs étudiants, l'alternance et les volontariats (service civique, VIE, VIA) ;
- SOLTEA, outil de la Caisse des Dépôts et Consignations, en place depuis 2022, pour la taxe d'apprentissage et les contrats pro. Tous les versements concernés passent par cette plateforme ;
- Formasup pour les alternances : base existante ;
- Pour les mécènes : service des conventions.

La faculté des Humanités, Lettres et Sociétés a constitué une base de données sur ses partenaires. Elle comprend 800 entrées, dont 500 actives pour des stages et alternances. De même, l'IAE comptait en 2021 près de 2000 partenaires, dont 50 « de premier rang »[11].
L'IAE School of Management de Lyon 3 a développé une politique très active en matière d'objectifs du développement durable tels que définis par les Nations Unies, en particulier au travers de l'adhésion à l'initiative Principes pour une Éducation au Management Responsable (PRME ou *PRIME*) soutenue par le Global Compact, dès 2013.
Les Principes pour une Education au Management Responsable (PRME) sont une initiative des Nations Unies, lancée en 2007qu invitent les écoles de management à transmettre aux futurs managers les compétences nécessaires pour devenir des décideurs responsables, pour faire avancer le DD, en s'appuyant en particulier sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.
Un rapport est établi tous les trois ans pour faire état de l'action menée[12].
Par ailleurs, l'IAE a été classé 1er dans la catégorie « Universités » du label Happy At School en 2021[13].

1.6. Perspectives et indicateurs (gouvernance et points prioritaires)

Il est particulièrement important de mesurer la réponse à la demande sociale et ses modalités, dans ses contenus et son chiffrage (y compris pour les opérations gratuites). Cette cartographie, bien avancée pour les productions scientifiques et les thèses, doit porter maintenant sur les partenariats extérieurs, les personnels impliqués en interne, et les relations internationales.
Un objectif stratégique devrait être le développement d'une Direction du DD&RS, d'une part pour mieux guider et mettre en œuvre la politique interne de l'établissement, d'autre part pour la mise en place d'une interface physique entre l'Université et le monde extérieur pour les questions de transition écologique, de façon à mieux valoriser les formations et recherches menées au sein de l'Université et en faciliter le développement. Cela pourrait passer par la création d'un espace exemplaire Transition Écologique.
Un Plan Ambition Écologique a été présenté le 24 octobre 2023, qui détaille les actions alors réalisées et annonce le plan d'action envisagé à cette date[14].

---

[11] *Rapport PRME & UN Global Compact*, iaelyon School of Management, 2019-2021, publié en 2022. https://d30mzt1bxg5llt.cloudfront.net/public/uploads/sip-reports/iaelyon-School-of-Management-_Rapport-RSO-2019-2021.pdf .
[12] Voir : https://www.unprme.org/iaelyon-school-of-management/
[13] HappyIndex®AtSchool.
[14] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/plan-ambition-transition-ecologique-2025

Axe 2 : Enseignement et formation, bilan 2021-2024

L'Axe 1 du projet d'établissement « Formation et insertion » a les objectifs suivants :
« *L'Université Jean Moulin Lyon 3 est une Université dotée d'une identité particulière, assez proche de celle d'une école. Reconnue comme une Université exigeante, elle est régulièrement plébiscitée par les étudiants et l'écosystème. Composée pour deux tiers d'étudiants et d'enseignants en Droit et Gestion et pour un tiers d'enseignants et d'usagers du domaine Lettres-Langues-SHS, elle se distingue par un excellent taux d'insertion professionnelle et un engagement très fort en faveur de la professionnalisation et de l'entrepreneuriat. Elle offre des parcours de formation riches et diversifiés (de la Licence au Doctorat, en passant par les diplômes d'établissement, en formation initiale, alternance ou en formation continue) et développe une politique d'ouverture à l'international grâce à de multiples partenariats universitaires (parcours délocalisés, échanges internationaux, doubles diplômes). Elle est par ailleurs soucieuse de la qualité de ses formations et allie par conséquent une exigence dans les conditions de délivrance de ses diplômes et une volonté d'offrir des dispositifs d'aide à la réussite à tous les étudiants. […]*
La politique de formation est vue pour et par les étudiants. L'aspect le plus ambitieux du projet est sans nul doute la réforme du cycle de Licence, qui repose à la fois sur un changement de la structure de l'offre de formation en Majeures/Mineures (en lieu et place de la structure ternaire en unités d'enseignement fondamentales, complémentaires et d'ouverture) et sur le développement de l'approche par compétences. La réforme vise à permettre aux étudiants de construire leur propre parcours, en développant des formations modulaires mono- ou pluridisciplinaires. Les étudiants sont ainsi étroitement associés aux choix pédagogiques et pleinement acteurs de leur apprentissage et de la construction de leur projet personnel et professionnel. […] Cette évolution de l'offre de formation s'inscrit dans les choix stratégiques de l'établissement en termes de qualité et d'attractivité des formations, d'insertion professionnelle des étudiants et de rénovation des pratiques pédagogiques. Elle sera mise en œuvre de manière concertée avec l'ensemble des composantes et des services pour garantir la complémentarité des formations et des dispositifs. »

Les formations délivrées par l'Université Jean Moulin Lyon 3 sont adossées à la recherche, « *tant pour le cycle Licence que pour le cycle Master, grâce à la présence d'enseignants-chercheurs dans les équipes pédagogiques et à leur rattachement à des unités de recherche reconnues. En Licence comme en Master, la recherche déjà présente dans les formations sera renforcée par plusieurs dispositifs et initiatives* ». (Axe 1 – Formation par la recherche du plan stratégique).

Au cœur de la mission de l'Université Jean Moulin Lyon 3, le développement durable y a été tôt développé, notamment dans les années 2000 avec le master en droit de l'environnement porté par le professeur Philippe Billet, en philosophie avec un premier master sur le développement durable, et à l'IAE, avec un premier diplôme RSO en 2003, et bénéficie d'une importante expérience accumulée depuis deux décennies sur les formations à la transition écologique et à la responsabilité sociétale. De même, un cours sur le développement durable avait été introduit en 2006 pour les étudiants en licence de géographie-aménagement. Comme on va le voir, le spectre des formations offertes est maintenant très large et a connu une très forte augmentation dans les dernières années. Il est sans équivalent en sciences humaines dans un très large tiers sud-est de la France.

Cette dynamique s'est accélérée en 2022 avec la mise en place de l'École universitaire de la Transition Écologique (EUTrE), qui, ne se substitue pas aux composantes, mais vise à coordonner les formations existantes ou à accompagner la genèse de nouvelles formations, en philosophie, en géographie…, ,

ou encore dans le cadre du partenariat avec le CHEL[s] pour répondre à une demande émanant des étudiants dans les écoles d'ingénieurs.

2.1.- Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation initiale à tous les niveaux.

La trajectoire de l'Université Lyon 3 en matière de formation est celle d'une augmentation très importante des parcours en master depuis le pointage fait en 2016. À cette date, il existait 7 parcours, 1 en droit, 1 en sciences politiques, 4 en gestion à l'IAE (RSO) et 1 en philosophie.
Le bilan en 2022 fait état de 16 parcours en master : 6 en droit, 6 en gestion dont 4 au contenu revu, 6 en géographie et aménagement dont 2 revus, 1 en philosophie. S'y ajoutaient 5 parcours de licence. Plusieurs parcours de master avaient été mis au point pour la rentrée 2022.
La rentrée 2023 a vu apparaître un parcours en Langues et un projet de master 1 en philosophie, d'où la situation suivante :

MASTER (mentions et parcours) :

DROIT EUROPÉEN
- Droit global du changement climatique (M1+M2)
- Droit de l'énergie (M1+M2)

DROIT PUBLIC Droit de l'environnement et de l'urbanisme (M1+M2)
RELATIONS INTERNATIONALES Francophonie et transition écologique (M1+M2)
RISQUES ET ENVIRONNEMENT
- Gouvernance des risques environnementaux (M1+M2)
- Gouvernance des risques urbains et de l'eau (M1+M2)

MANAGEMENT SECTORIEL
- Manager QSE – Qualité, sécurité, environnement (M1+M2)
- Management des équipes, qualité et développement durable (M1+M2)
- Management de la transition dans les territoires et les organisations durables (M1+M2)
- Responsabilité socio-économique des organisations (M2)

MARKETING VENTE Marketing-Vente en B to B – Transitions digitales et environnementales (M1+M2)

GÉOGRAPHIE, AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT
- Altérités, réflexivité, géographie sociale (M1+M2)
- Santé, environnement, informations spatiotemporelles (M1+M2)

GESTION DES TERRITOIRES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL
- Aménagement et développement durable des territoires (M1+M2)
- Ingénierie des collectivités territoriales et stratégie foncière (M1+M2)

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT Systèmes socio-écologiques : héritages, dynamiques, Gestion (M1+M2)

PHILOSOPHIE Transition écologique : éthique et environnement (M1 (en projet)+M2)

LANGUES, Etudes germaniques et humanités environnementales (M1)

LICENCE (mentions et parcours) :

GESTION Management des équipes, qualité et développement durable (L2+L3)
GÉOGRAPHIE ET AMÉNAGEMENT
- Géographie et aménagement (L1+L2)

Géographie– spé Environnement (L3)
Géographie– spé Géographie sociale (L3)
Géographie et aménagement – spé Aménagement et sciences du territoire (L3)

La dynamique des enseignements relatifs au DD&RSE concerne aussi l'introduction de cours nouveaux dans des formations autres, qui a principalement concerné la géographie et l'aménagement, et la licence :

NOUVEAUX COURS en 2023

DROIT

Maj « Droit public » § Grands principes du droit de l'environnement (24h CM) - L3
Min « Monde contemporain § Ethique et RSE (16h CM + 12h TD) - L2

PHILOSOPHIE

Min « Philosophie » § Philosophie de l'environnement (10h CM + 15h TD) - L1
§ Philosophie de l'environnement (30h CM + 45h TD) - L3

GEOGRAPHIE

Maj « Géographie » § Changements globaux (36h CM + 36h TD) - L3
Min « Géographie »
§ Développement durable et transitions (18h CM) - L2
§ Gestion territoriale des enjeux environnementaux (18h CM) - L3
§ Santé et environnement (18h CM) - L3
§ Pratiques et enjeux du développement durable (22h CM) - L3

HISTOIRE

Maj « Histoire » § Histoire de l'environnement (24h CM + 16h TD) - L3

AMENAGEMENT

Min « Aménagement et sciences du territoire »
§ Grandes problématiques environnementales de L'aménagement (18h CM) - L1
§ Aménagement et développement durable (18h CM- L2
§ Territoires et transitions : climat et environnement (18hCM) - L3 :

L'IAE a listé, de plus, 15 cours RSO donnés en licence en 2019-21[15]. On comptait pour cette année universitaire à l'IAE 614 étudiants ayant suivi un module RSO en licence et 1349 en master (M1 + M2), 48 en DU et 210 en séminaires internationaux, au total 2421. De plus, l'IAE propose depuis l'an passé un cours RSO en e-learning obligatoire pour tous les étudiants de Master qui leur permet d'obtenir la certification CforCSR®[16] par le biais de la plateforme du cours

Les réflexions sur de nouvelles formations continuent. Elles intègrent l'introduction d'un module Transition Écologique pour un Développement Soutenable en licence (TEDS), pour toutes les formations. Le groupe de travail formé pour le passage à la structure Majeure/Mineure et la répartition des enseignements par compétences en Licence a été saisi de cette introduction, en étroite liaison avec le SGTE pour ce qui est des contenus. La réflexion s'oriente vers une répartition par moitié du module en socle sur Climat/Biodiversité/ressources terrestres et en déclinaison disciplinaire, le tout pour environ 30 heures de cours et 3 ECTS. La mise en place de ce module prendra place pour l'essentiel en 2025.

[15] Voir : *Rapport PRME & UN Global Compact*, iaelyon School of Management, 2019-2021.
[16] Voir : Les compétences RSE | CforCSR.com

Une licence pluridisciplinaire dédiée est en cours de définition dans la faculté des Humanités, Lettres et Sociétés, associant géographie, Info-com et histoire, avec un objectif d'ouverture à la rentrée 2025. Dans l'état actuel, environ 10% des étudiants en master suivent un parcours DD ou RSE (environ 360 sur 3600), et 2% en licence. En 2025-26, la situation n'aura que peu évolué en master du fait d'une réponse adaptée déjà à la demande sociale. En revanche, tous les étudiants en licence auront suivi un enseignement dédié.
La mise en place d'un module de formation à la TEDS en doctorat est en cours de réflexion dans le cadre de la COMUE Lyon Saint-Étienne, en relation avec les Écoles Doctorales.

2.2. Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation continue.

L'Université a décidé, pour mieux structurer le lien entre formation continue, partenariat et innovation, de fusionner le service FC3 Langues/Lettres/Philosophie, dédié à la formation continue et professionnelle dans ces domaines, avec la Direction de l'Innovation et du Développement (DID), dont la mission est de concevoir ou d'accompagner des projets qui affirment l'Université comme acteur de l'innovation auprès de nos partenaires socio-économiques. La nouvelle direction a pour objectif de développer les projets et les réseaux, de favoriser une approche globale des partenaires (formation continue, valorisation, recherche...). Elle accompagne les projets stratégiques de l'Université et continue à soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat étudiant, notamment au travers des deux programmes d'incubation, Start et Up.

De nombreux masters sont accessibles en formation continue, auxquels s'ajoutent trois diplômes d'Université portant sur le DD&RSE.

DROIT

D.U. (fc) Qualité, Evaluation et Management de projet dans les Structures Sanitaires et Sociales

PHILOSOPHIE

D.U. Transition écologique : éthique et environnement (TREE)

IAE

D.U. Management de la Qualité de Vie au Travail & Santé

Pour répondre à la demande sociale, un nouveau DU capitalisant les compétences dans les différentes composantes de l'Université a été créé, porté par l'EUTRE, qui ouvrira en 2025 :
D.U. https://www.univ-lyon3.fr/d-u-enjeux-et-dynamiques-de-la-transition-ecologique .
Ce D.U. repose sur :

- L'expertise académique d'enseignants-chercheurs de l'Université Jean Moulin Lyon 3, Maîtres de conférences et Professeurs d'Université, dans le domaine des enjeux environnementaux ;
- Une pluridisciplinarité rassemblant les domaines d'excellence, reconnus internationalement, de l'Université Lyon 3 ;
- Un adossement aux derniers acquis de la recherche scientifique en humanités environnementales ;
- L'inscription dans une dynamique portée par l'EUTRE : accès à un fonds documentaire dédié et à toutes les ressources des Services de documentation ; accès à une offre diversifiée de débats et de conférences dédiés à la transition écologique, animés par des spécialistes reconnus.

Il s'adresse à tous les cadres, décideurs et managers, d'entreprises publiques ou privées, de collectivités ou d'associations, qui voient les enjeux juridiques, économiques, sociaux et éthiques, liés à la transition écologique transformer actuellement leur métier.

Le développement de nouveaux DU devrait prochainement déboucher sur un diplôme porté par le CHEL[s], avec une première rentrée en 2025.

L'enquête sur l'insertion professionnelle des étudiants issus de licences professionnelles et masters réalisée en 2023 par l'OFIP auprès des diplômés de 2020 a donné des résultats dont les résultats sont très encourageants.
En licence, sur 726 diplômés, 55% des étudiants étaient effectivement en insertion professionnelle (45% en poursuite d'études). Parmi ces étudiants, 15% ont un métier comprenant des missions liées à l'environnement et au développement durable, et 16% des missions relevant de la responsabilité sociétale. Au total, ces missions peuvent se cumuler et concernent 21% des insertions professionnelles post-2020.
En master, sur 2353 diplômés, les proportions respectives sont de 28% et 21%, pour au total 34% des insertions professionnelles comportant des missions DD&RSE.
Ces chiffres montrent l'importance des métiers concernés en tout ou partie par de telles missions. Ils montrent la pertinence de l'effort consenti par l'Université Lyon 3 pour former les étudiants aux enjeux du DD&RSE, en regard des formations existantes, parcours de licence et de master, cours délivrés dans les parcours non dédiés DD&RSE.

2.3.- Favoriser et accompagner le développement des compétences DD&RSE de tout le personnel.

La vice-présidence et le SGTE ont œuvré pour amorcer la mise en place de formations à partir de 2023, en développant plusieurs modalités :

- Module obligatoire de 2h sur la transition écologique pour les personnels nouveaux arrivants, mis en place à l'automne 2023. Ce module est aussi proposé, de façon facultative, aux personnels déjà en place. À l'automne 2023, 19 agents y ont assisté ;
- Sessions de formation Atelier 2 Tonnes, Fresque du climat, Fresque de l'économie circulaire, Fresque de la biodiversité ;
- Les agents de la Direction de l'immobilier ont suivi la Fresque du Climat en 2023 dans le cadre de leur AG ;
- Les responsables de services ont suivi un Atelier 2 tonnes dans le cadre d'une réunion de direction ;
- Le président et le DGS sont formés via le MESR.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de ces actions de formation à ce jour :

Publics	**Formation au DD&RSE**
Enseignants	1% (8 sur 700 en 2023)
Personnels BIATSS	13% (87 sur 622 en 2023, hors cadres dirigeants) 54% (19 sur 35 nouveaux arrivants en 2023)
CODIR	OUI
Président	OUI (formation MESR/France Universités)
DGS	OUI (formation cadres supérieurs fonction publique)
Vice-présidents et CM	

Ces actions ont été reconduites en 2024, en attendant les préconisations qui seront définies par le groupe de travail dédié de la ComUE Lyon Saint-Étienne.

2.4.- Favoriser le développement d'une société de la connaissance respectueuse des principes du DD&RSE

Obtenue en mai 2022, la certification Qualiopi atteste la qualité des prestations proposées par les organismes de formation sur la base du Référentiel National Qualité. C'est une reconnaissance pour l'établissement de ses actions de formation et de ses actions permettant de faire valider les acquis de l'expérience, qui témoigne de l'adéquation des formations proposées avec les besoins du marché du travail, des organisations mais également de la prise en compte de l'évolution des métiers.

Les formations décrites dans les points 2.1, 2.2 et 2.3 sont des contributions importantes à cet égard.

Axe 3 : Recherche et innovation, bilan 2021-2024

La recherche représente l'Axe 2 du Projet d'Etablissement :

« *L'Université Lyon 3 souhaite mener une politique scientifique capable de développer une recherche soucieuse de qualité et de rigueur. Cette recherche ambitieuse et exigeante doit également prendre en considération son impact sociétal, afin de participer pleinement à la vie de l'espace public en dialoguant efficacement avec la société et le territoire. La recherche menée à l'Université assumera son rôle de laboratoire d'idées, afin de veiller à la diffusion et à la valorisation de ses résultats comme à leur transfert dans le tissu social, scientifique et culturel, à l'échelle locale, nationale et internationale... ».*

L'engagement de l'établissement dans le déploiement d'une science ouverte vécue comme un bien commun rejoint les objectifs définis par le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI). Elle correspond à la vision d'une recherche avec et pour la société qui pourra compter sur le dynamisme de ses recherches en philosophie des sciences, en éthique sociale ou en sciences juridiques pour éclairer de grandes questions de sociétés telles que la démocratisation des savoirs et la place de la science dans la décision collective.

Au plan méthodologique, il s'agit de viser une alliance nouvelle entre science ouverte, communication comme outil de médiation, et programmes scientifiques. Cette alliance repose sur la co-construction entre les différents services et les enseignants-chercheurs d'une philosophie et d'un projet commun de médiation scientifique répondant aux défis sociaux, politique, économique et écologique de notre temps.
Ces grands enjeux rencontrent d'ores et déjà les orientations majeures des laboratoires appelés à collaborer avec les autres acteurs de la recherche du site Lyon Saint-Etienne ainsi que les grands axes du projet d'établissement de notre Université.

Pour accompagner au mieux cette ambition et les projets qui en émanent, le CA le 17 octobre 2023 de l'établissement a acté la transformation du service général de la recherche, structure auparavant existante, en une Direction de la Recherche et des Études Doctorales (DRED). Celle-ci reconnaît notamment la place centrale du doctorat, des écoles doctorales et des doctorants dans la dynamique de recherche à Lyon 3, tout en consolidant l'accompagnement des chercheurs.

Cette ambition « Recherche » s'accompagne d'une dimension immobilière venant donner corps à cette dynamique de rencontre science-société à travers la création d'un espace de près de 300 m^2 dédié à recherche sur le site des Quais, au 15 quai Claude Bernard. Co-construit avec les acteurs de la recherche, il offrira une meilleure qualité de vie au travail par une atmosphère chaleureuse et confortable pour les chercheurs, avec une attention particulière pour les chercheurs visiteurs en apportant des conditions auparavant inexistantes, et réunira les services supports de la recherche. Il favorisera les échanges informels comme institutionnels et collaboratifs entre chercheurs des différentes disciplines et = personnels administratifs. Cet axe constitue l'un des volets **du Plan Ambition Recherche**[17] présenté le 9 mai 2023. Il fixe un cadre d'ensemble aux principales actions actuelles et futures, organisées autour de quatre axes :

- **Redonner du temps ;**

[17] Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/plan-ambition-recherche-2025

- **Redonner des moyens ;**
- **Donner de la visibilité ;**
- **Créer des espaces.**

3.1.- Intégrer le DD&RSE dans la stratégie de recherche et d'innovation de l'établissement

3.1.1. Fédérer et recenser la recherche en DD&RSE

Contexte

Le site lyonnais est l'un des plus riches et denses concernant les recherches en écologie. Il se caractérise par des thématiques fortes, développées sur le long terme, comme l'environnement urbain, mais aussi l'eau et la biodiversité. Il se caractérise également par une coopération étroite entre les sciences du vivant et les humanités environnementales dans de nombreuses disciplines et des champs de recherche variés. Cette structuration de longue date par les **labex IMU** ou plus récemment **la fédération de recherche (FR) BioEnviS** a été encore renforcée par trois programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) qui ont leur centre de gravité sur le site lyonnais : **Solubiod**, **One water** et **Ville Durable**.

Des recherches de diverses disciplines à Lyon 3 portent à la fois sur les problématiques de Responsabilité Sociétale et sur la Transition Écologique, et plus largement sur les humanités environnementales. Le travail mené ces dernières années a d'abord été de recenser et fédérer les forces existantes, parfois déjà identifiées, parfois plus discrètes, tant au niveau de l'établissement qu'au niveau du site. Moins fortement structurées au niveau du site, les recherches en RSE, sont néanmoins présentes, le genre étant par exemple l'un des axes historiques de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH).

Actions réalisées

✓ ***Au niveau du site :***

Les liens se sont renforcés récemment avec la MSH Lyon Saint-Étienne dont des axes de recherche sont le genre[18] et l'environnement urbain.

<u>Inscription dans des structures fédératives</u>

- **Labex IMU (Intelligence des Mondes Urbains)** : Participation depuis 2014 ;
- **Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) Genre** : Lyon 3 est aussi partenaire de l'Institut du Genre[19]. Fondé en 2012 à l'initiative de l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS, l'Institut du Genre réunit une trentaine de partenaires institutionnels engagés dans la recherche sur le genre et les sexualités ;
- **Fédération de recherche OTHU et ZABR** (voir infra) ;
- Adhésion précoce à la **FR BioEnviS** (voir infra), adhésion par l'Université (depuis 2021) et par le laboratoire Environnement Ville Société (EVS) (depuis 2016) ;
- Participation à plusieurs PEPR ;
- Associé à SHAP-med@Lyon[20] ;

[18] Voir par exemple, le projet **« REPAIR : violences sexistes et sexuelles, changer les représentations, repenser les prises en charge », l'un des 5 projets lauréats de l'AAP en 2023.**

[19] Voir : https://institut-du-genre.fr/qui_sommes_nous/presentation/

[20] Voir : Shape-Med@Lyon – Structuring One Health Approach for Personnalized Medicine

- EUR H2O : Elle se fait par l'intégration dans de multiples organismes, qui concernent notamment la gestion de l'eau et l'étude des hydrosystèmes, l'OTHU, la ZABR. Lyon 3 participe activement à l'Ecole Universitaire de Recherche H2O[21]. De nombreux projets de recherche portent sur ce thème[22]. Le PEPR OneWater est en cours de développement.
- **Fédération des recherches sur la ville, l'environnement urbain et la biodiversité en ville :** des structurations de la recherche portent sur la ville (École Urbaine de Lyon, avec le financement de plusieurs thèses à thématique TEDS portées par Lyon 3), le LabEx IMU, avec notamment les projets ARMATURE et *Collectifs* sur l'histoire récente de la végétation dans le périmètre de la métropole de Lyon et la biodiversité dans les ensembles de logements collectifs. Cette dernière recherche, pilotée à Lyon 3 (laboratoire EVS) avec Lyon 1 (LEHNA), et associant de nombreux partenaires comme la Ville de Lyon, la Métropole de Lyon, l'association Arthropologia, a abouti à une connaissance très fine et approfondie de la biodiversité en milieu urbain, ce qui représente une percée importante[23].

Présentation de quelques structures fédératives

La **FR BioEnviS** est une Fédération de Recherche regroupant plusieurs unités de recherche de la communauté scientifique lyonnaise, opérant dans le champ de la biologie, de l'environnement et de ses implications dans le domaine de la santé globale (aussi bien humaine qu'animale ou végétale). Elle regroupe notamment les préoccupations agronomiques, vétérinaires ou de santé des environnements non anthropisés des unités membres. Elle opère actuellement au sein de l'Université de Lyon. Ses objectifs principaux sont de gérer des plateformes techniques et centres de ressources d'intérêt commun aux unités constituantes, et d'animer la transversalité des activités de recherche des unités constituantes.

L'**OTHU** est un **laboratoire de recherche 'hors murs' d'observation des rejets urbains et de leurs impacts sur les milieux récepteurs** - notamment par temps de pluie sur la région lyonnaise - pour proposer de nouvelles solutions de conception et de gestion de l'assainissement. C'est une fédération de recherche (FED 4161) unissant 9 établissements de recherche [12 laboratoires/100 chercheurs], le Graie et de nombreux partenaires opérationnels (https://www.graie.org/othu/)

La **ZABR** : créée en 2001, la Zone Atelier Bassin du Rhône est un réseau de laboratoires de recherche qui a pour mission de :

- Promouvoir, coordonner et valoriser les recherches sur le fonctionnement des hydrosystèmes du bassin du Rhône.
- Organiser le transfert des résultats aux gestionnaires de l'eau et des territoires et à leurs partenaires.
- Mettre à leur disposition des outils d'aide à la décision et des méthodes d'évaluation utiles pour une gestion durable des fleuves et rivières

La Zabr est un réseau de chercheurs qui rassemble les scientifiques de 19 unités de recherche de 23 établissements situés entre Genève et la mer méditerranée. Structurée en GIS – Groupement d'intérêt Scientifique depuis 2005, elle rassemble 345 chercheurs en 2020.
Elle permet de bénéficier des soutiens financiers de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée. Dans ce cadre une thèse Lyon 3 du projet PULSE, en partenariat avec l'INRAE. Voir https://www.zabr.assograie.org/

[21] https://h2olyon.universite-lyon.fr/h2o-90225.kjsp

[22] ANR Thermapolis sur l'accès à l'eau dans les villes occidentales ; PEPS CNRS Sechuja (terminé), sur l'histoire des usages de l'eau dans un désert côtier au nord du Pérou ; Projet CNRS/UMelb sur la dynamique hydrologique de bassins versants qui subissent actuellement l'étalement urbain ; Projet BAIGNADES URBAINES, studio du Labex IMU, https://imu.universite-lyon.fr/studios/baignades-urbaines/baignades-urbaines-279604.kjsp; Projet Prodij (TIGA Dijon, « Dijon, alimentation durable 2030) (EVS-IDE) ; Projet terminé ANR PRCI Val uses (ANR-CONACYT), (EVS-IDE) associant des chercheurs français et mexicains, relatif au bassin versant du fleuve Usumacinta. Idem Projet ANR Mercro, (EDIEC), sur l'effectivité de la police en mer.

[23] https://collectifs-biodiversite.universite-lyon.fr/suivez-nos-actions/#evenements

✓ ***Au niveau de l'établissement :***

- Codirection par la VP recherche du GT transition écologique pour le projet d'établissement en 2021 ;
- Réunion de recensement des forces en humanités environnementales (juillet 2021) ;
- Création de l'EUTRE en 2022 pour recenser et mettre en valeur les recherches à ce sujet à Lyon 3 ;
- Recensement des publications, des projets et des thèses en écologie dans ce cadre. Ainsi, 16 thèses ont été soutenues en environnement en 2020-22[24] ;
- Organisation par Lyon 3 d'une journée annuelle de rencontres entre doctorants sur les recherches concernant la transition écologique, depuis 2023. Cette journée a pour objectif de renforcer les rencontres et les échanges interdisciplinaires entre doctorants et doctorantes travaillant sur les thématiques de la transition écologique et de l'environnement. Elle est ouverte aux doctorants et doctorantes de toutes disciplines.

3.1.2. Soutenir les recherches en DD&RSE

Contexte

Ce soutien se manifeste par l'adhésion aux fédérations recherche déjà citées (voir rubrique précédente). Il se manifeste surtout par un soutien accru aux enseignants-chercheurs et aux laboratoires de recherche, dans le contexte d'une Université sous dotée, tant financièrement qu'en ressources humaines, où les EC peinent à trouver du temps pour leur travaux et où la dotation des laboratoires de recherche était parmi les plus faibles au niveau national. Un effort historique a été accompli dans le cadre du Plan Ambition Recherche 2025 pour redonner du temps et des moyens aux chercheurs. Est ainsi assurée à tous les laboratoires une dotation plus substantielle, mais aussi plus équitable, établie selon des critères établis collégialement, clairs et publics. L'augmentation de l'aide est également ciblée sur les projets de recherche sur la transition écologique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'EUTRE.

Quelques éléments de structuration de la recherche à Lyon 3 :

- L'Université Lyon 3 est tutelle de 16 unités de recherche (Sur ces 16 équipes de recherche, 11 sont des équipes interdisciplinaires)[25] ;
- 5 UMR dont Lyon 3 est tutelle principale ;
- 10 Unités de recherche dont Lyon 3 est la seule tutelle ;
- Une UR en cotutelle ;
- L'Université Lyon 3 est aussi tutelle et partenaire de l'UAR Maison des Sciences de l'Homme Lyon-St-Étienne, avec laquelle les relations se sont intensifiées.

Actions réalisées

- D'une façon générale, **la revalorisation du temps propre à la recherche** est l'une des priorités. Largement exprimée à la faveur de la Conférence sociale *(voir Axe 5)*, cette nécessité a d'ores et déjà été intégrée dans la révision du référentiel des primes et des décharges et grâce à la politique des contrats de valorisation de la recherche qui représentent une véritable reconnaissance du temps dédié à l'animation de la recherche de la part des directeurs d'unité de recherche, mais aussi des diverses modalités de la recherche, qu'il s'agisse du montage ou de la réalisation d'un projet, ou encore du retour à la recherche après une période d'interruption. Le nombre d'activités éligibles à une prise en compte dans le service ou à une

[24]Voir : https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/theses-soutenues
[25]Voir : https://www.univ-lyon3.fr/unites-et-reseaux-de-recherche-hdr

décharge, comme le nombre de collègues potentiellement concernés, a ainsi augmenté dans des proportions importantes ;

- Lyon 3 a développé depuis 2022 une politique très proactive dans le renforcement des recherches qui y sont menées, à la fois en dotant mieux les laboratoires, avec une augmentation des budgets globalement alloués de 60% dès 2023, sur la base d'une répartition transparente mise en place en 2022-23 ;
- Cette augmentation quantitative s'accompagne aussi d'un approche qualitative partagée, transparente, équitable et définie collectivement, dans le cadre d'un accompagnement des services centraux et du vice-président en charge des Finances et du Patrimoine.
- L'accompagnement des doctorants est une priorité et une Chargée de mission au doctorat a été nommée à la rentrée 2024 ;
- **Soutien historique à EVS**, l'UMR 5600 Environnement, Ville, Société**, le principal laboratoire SHS sur les questions environnementales en AURA[26], dont Lyon 3 est tutelle principale et porteuse. EVS bénéficie de la part de l'Université d'un soutien de longue date, notamment par l'octroi d'un nombre important de mètres carrés (près de 600), dans une Université de centre-ville dont les espaces sont restreints. EVS bénéficie aussi d'un soutien spécifique et additionnel pour l'emploi d'un gestionnaire, et l'UMR a également bénéficié de l'augmentation globale de la dotation des laboratoires ;
- La revalorisation substantielle de la dotation des laboratoires a bénéficié aux autres laboratoires qui ont des recherches actives sur l'environnement (Larhra, IrPhiL, Magellan, EDPL…) ou sur la RSE (Magellan…) ou le genre (IETT, EDIEC…) ;
- Création d'un appel à projets (AAP) missions de recherche (archives, terrain) (mai 22) permettant aux chercheurs de financer leurs déplacements et leurs séjours de recherche et qui bénéficie notamment aux collègues menant des recherches de terrain sur l'environnement ;
- L'AAP EuTRE lancé en 2022 propose un financement de 50 000 euros sur 4 ans et un contrat doctoral pour des recherches novatrices sur la transition écologie et les humanités environnementales. Le lancement de cet AAP, réalisé conjointement avec le SGTE dans le cadre de l'EUTRE, vise à développer les recherches sur les humanités environnementales, qui sont l'une des forces de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet appel lancé pour la première fois en 2022, renouvelé le 24 octobre 2023, a fait émerger des projets prometteurs et des thématiques nouvelles à Lyon 3. Il est assorti d'un contrat doctoral, selon des modalités qui seront pérennisées et renouvelées chaque année. Le lauréat pour 2023 a été Antonin Plarier, historien, sur une recherche relative à l'exploitation des ressources minières en Algérie pendant la période coloniale **«** Ressources naturelles et conflictualités environnementales dans l'empire colonial français (XIXe – XXe siècle) ». En 2024 c'est Kiara Neri qui a été lauréate de cet AAP avec une thématique sur la mer et le changement climatique.

3.1.3. Sensibilisation et information

Contexte

Les normes et actions DD&RSE représentent un changement d'attitude dans les pratiques de recherche ou envers les pairs, par les doctorants et l'ensemble des acteurs de la recherche. Elles appellent donc des actions de sensibilisation et d'information. Ces actions ont été menées auprès de

[26] https://umr5600.cnrs.fr/fr/accueil/

l'ensemble des acteurs de la Recherche de l'Université Lyon 3, et ont bénéficié d'une grande diversité de canaux de diffusion.

La commission Recherche de l'établissement et les réunions du service général de la recherche devenu depuis DRED et les directeurs des unités de recherches et des écoles doctorales, traditionnels relais de l'actualité de la recherche, ont constitué des espaces de communication privilégiés, en raison de leur caractère régulier et de la représentativité qu'ils permettent. Le public des doctorants est lui ciblé lors de café doctorants, organisés conjointement par la DRED et la BU. Les médias numériques, le flash info de la Recherche ou encore le site internet de l'établissement, ont permis quant à eux une diffusion de l'information à une plus large audience, incluant les publics extérieurs à l'établissement. De surcroît, des actions plus ponctuelles et ciblées, ont été menées dans le cadre de rencontres et de journées de formation, complétées par la réalisation et la diffusion de supports d'information. La charte du doctorat a quant à elle été refondée, intégrant plus clairement des exigences relevant du secteur DD&RSE.

Actions réalisées

L'ensemble des actions menées dans le cadre des activités de recherche en matière de DD&RSE et qui ont pu être mises en avant en vue de l'obtention du label DD&RS, a fait l'objet d'une présentation et d'un suivi systématique auprès des membres de la Commission Recherche de l'établissement et des directeurs de laboratoire et d'école doctorale. La stratégie de réduction de l'empreinte carbone des laboratoires et les Programmes et Equipement Prioritaires de Recherche (PEPR) ont ainsi été abondamment exposés et commentés, au même titre que les mesures relatives à l'éthique et à l'intégrité scientifique et notamment au label HRS4R. Les Groupements d'Intérêt Scientifique thématiquement concernés (sur le genre, sur l'environnement…), la structure fédérative de recherche BioEnviS et les réseaux structurants de la Recherche ont également fait l'objet d'une présentation détaillée.

Le guide pratique des risques psychosociaux, réalisé par l'Université de Lyon en version anglaise et française, a été diffusé au sein des écoles doctorales. Il est également consultable en ligne dans la rubrique prévention de la page dédiée aux études doctorales, qui propose une sensibilisation aux thématiques des discriminations ou encore du harcèlement[27]. L'accès au service d'écoute de l'Université y est également présenté.

Le parcours de prise en charge des personnels de la recherche exposés aux risques psychosociaux a, quant à lui, fait l'objet d'une présentation par le psychologue de l'Université, aux directeurs et gestionnaires de laboratoires et d'écoles doctorales. Une sensibilisation aux ressources concernant la prévention du suicide a été faite auprès des directeurs d'unités (DU) et directeurs d'écoles doctorales (ED) par la médecin de prévention et par un psychiatre en charge de la prévention du suicide.

Une journée annuelle de formation, à destination des directeurs de thèse et des membres de comités de suivi individuel (CSI), a été inaugurée au mois de juin 2022, puis pérennisée. Une sensibilisation aux bonnes pratiques en matière de développement durable et de responsabilité sociétale a été menée à cette occasion. Un *vademecum* a été réalisé et remis à chaque participant.

Les cafés des doctorants permettent également de communiquer sur les projets DD&RSE et de favoriser l'interdisciplinarité. La sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles a fait l'objet d'une intervention de Mme Gaëlle MARTI, professeure de droit public à l'Université Lyon 3 et spécialiste des questions de genre, à l'occasion du café doctorant du 08 novembre 2022[28].

[27] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/etudes-doctorales

[28] Voir le programme en ligne : https://cafe-doct-oaw22.sciencesconf.org/resource/page/id/2

3.1.4. Piloter et mettre en pratique le DD&RSE

Contexte

Les exigences et mesures de DD&RSE ont bénéficié des instances de pilotage et de collégialité déjà existantes à l'Université et qui ont été encore renforcées ces trois dernières années par la mise en place de groupes de travail (GT) et d'une commission doctorat et HDR. Elles ont aussi bénéficié de la mise en place d'instances et de mesures spécifiques, comme la création d'un GT transition écologique, puis d'une commission transition écologique (CTE). Un dispositif de soutien aux laboratoires pour la réalisation de leur bilan carbone, par le financement de stages dédiés et un appui méthodologique par le SGTE, a également été mis en place, de manière à mettre en cohérence les principes et les pratiques.

Instances

La thématique DD&RSE est traitée à différents niveaux des instances décisionnelles et collaboratives de la recherche, à savoir :

- Au sein de la **commission recherche (CR)** où ont été validées, par exemple, la charte des mobilités et la charte révisée du doctorat ;
- La **commission des aides** issue de la CR permet l'attribution des financements aux colloques / missions/ AAP internes et prend en compte les critères DD&RSE pour la sélection des projets.
- Les **réunions des directeurs d'unités de recherche et d'école doctorale** ;
- Mise en place de dialogue de gestion avec les laboratoires ;
- La création d'une **commission « direction de thèses et HDR »** permet d'aborder la question de l'interdisciplinarité ;
- La CTE où la recherche est représentée par la VP recherche.

Actions réalisées

- Intégration du DD&RSE dans tous les AAP internes : Révision de l'ensemble des aides internes de la DRED pour intégration – si besoin- de critères d'intégrité scientifique, de science ouverte, de DD&RSE, notamment pour les mobilités de recherche ;
- Révision de la charte du doctorat en accord avec la ComUE Lyon Saint-Étienne et les partenaires du site, cette charte renforçant les exigences en matière de RSE ;
- Vote par la commission recherche d'un cadre pour l'équilibre hommes/femmes dans les jurys de thèse ;
- Trois fiches actions intégrées dans le Schéma directeur handicap (réforme de la procédure d'admission des contrats des doctorants handicapés dès 2021) ;
- Mise en œuvre du BEGES des laboratoires avec l'appui de stagiaires. Dans un contexte de réchauffement climatique de plus en plus perceptible, un effort tout particulier a porté sur l'établissement de BEGES pour les laboratoires. Cela a été fait en 2022 pour l'UMR EVS et l'IRPhiL, sur la base des outils développés par Labos1.5[29], et a été étendu en 2023 à plusieurs laboratoires de sciences humaines, ce qui est relativement peu commun en SHS : Marge, IHRIM et CIHAM en 2023 et CRDMS, CLHDPP, HISOMA alors qu'EVS et l'IRPhiL vont établir un nouveau bilan. L'originalité de la démarche de Lyon 3 est d'avoir organisé et financé un système de stage pour réaliser ce bilan et ne pas alourdir la tâche des enseignants-chercheurs ;
- Mesures en faveur de l'égalité entre doctorants (Décisions sur la prise en charge financière de la reproduction des thèses qui était inégalement réalisée selon les labos) ;

[29] Voir : 1point5 | Transformer la recherche collectivement

- Limitation du nombre de thèses imprimées.

3.2.- Développer les interactions sciences et société et l'expertise en appui aux acteurs socio-économiques publics et privés.

Contexte

L'Université Lyon 3 est depuis plusieurs années très en avance sur les actions de science ouverte, notamment avec la création du **pôle Prairial**. Toutefois, elle restait en retrait dans le domaine de la diffusion et de la communication scientifiques. Un travail de fond est entrepris depuis 2023 pour : rendre visibles les activités et productions scientifiques de Lyon 3, mais aussi plus largement la riche activité de médiation scientifique, et de partenariat ou d'expertise en matière de DD&RSE, qui restait méconnue. En effet, les questions de « Sciences avec et pour la société (SAPS) » ont émergé pour Lyon 3 avec la fin de l'Université cible lorsqu'en 2021 a commencé le démantèlement des actions de l'Université de Lyon (boutique des sciences, etc.), qui, côté SAPS, ont été principalement reprises par Lyon 2.

Des activités sciences et société existent à Lyon 3, mais encore insuffisamment coordonnées et trop peu visibles. En reprenant les grandes rubriques des SAPS, l'Université déploie ses efforts en matière de :

- Diffusion et médiation scientifique ;
- Partenariats avec acteurs culturels, institutions publiques, société civile ;
- Expertise et appui à la décision publique.

3.2.1. Diffusion et médiation

Actions réalisées

✓ ***Science ouverte :***

- Une **Charte science ouverte** a été adoptée en 2020[30], en réponse aux appels pour une science plus ouverte de Budapest (2002), Berlin (2003), Amsterdam (2016), Jussieu (2017). L'Université a fait le choix de s'engager en faveur du libre accès aux publications scientifiques et aux données de la recherche ;
- Le pôle éditorial **Prairial** est un dispositif global de soutien aux revues scientifiques du site Lyon Saint-Étienne. Il propose un ensemble de services : soutien éditorial, appui technique, conseil juridique, formation et documentation, aide au référencement, etc. Il dispose aussi d'une plateforme de diffusion en accès ouvert fondé sur le modèle diamant qui héberge des revues scientifiques et professionnelles et leur offre un accompagnement pour monter en qualité éditoriale. Il vise enfin à favoriser l'ouverture des publications en sciences humaines et sociales (SHS) impulsée par le « Plan national pour la science ouverte ». Prairial est le fruit d'un partenariat entre les Universités Lumière Lyon 2, Jean Moulin Lyon 3 et la MSH Lyon Saint-Étienne. À souligner également la création d'un fonds science ouverte, fruit d'une collaboration avec la Bibliothèque Universitaire, en pointe sur ce sujet notamment dans le cadre du pôle éditorial Prairial, en collaboration avec Lyon 2, avec 17 revues, dont 2 sur Open Edition et 2 autres qui rejoindront cette plateforme en 2024 ;
- L'accent mis sur les publications en Open Access (OA) a conduit à la mise en place du dispositif **Bonus Science Ouverte**, qui permet aux équipes de recherche de bénéficier d'un surcroît de

[30]Voir : https://www.univ-lyon3.fr/medias/fichier/charte-science-ouverte-lyon3-web_1608112950703-pdf

financement dès lors que le nombre de dépôts de publications en OA est égal ou supérieur au nombre de membres du laboratoire, ou lorsque le taux de publications en OA dépasse la moyenne nationale en SHS ou la moyenne nationale, toutes disciplines confondues. Cet accent sur la science ouverte se traduit par une forte implication dans une politique d'incitation au partage des données, encore peu développé en SHS. Des exemples de partage de données dans le cadre de travaux de recherche sur l'histoire de la ville de Lyon sont intégrés aux actions de sensibilisation à la science ouverte dès le Master, en lien avec des projets dont les données ont été archivées et rendues accessibles au public avec les Archives Départementales et de la Métropole de Lyon (données vecteur, Lyon et secteur UNESCO de Lyon).

✓ ***Diffusion et communication***

- Assurer une meilleure visibilité est un grand chantier qui s'est traduit par la nomination de Lucien Perticoz, Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication, comme **chargé de mission « Communication et diffusion scientifiques ».** Il a pour mission de préparer un plan pragmatique et ambitieux pour une meilleure visibilité de la recherche et des chercheurs à Lyon 3, en lien avec les exigences de science ouverte et d'une recherche impliquée dans la cité ;
- Un important travail de recensement des thèses et des publications des enseignants-chercheurs de Lyon 3 portant sur des thématiques DDRS a été mené en 2022-23 [31]. Ces listes, assorties de liens, sont déjà mis en ligne[32]. Un outil de recensement des publications a été mis en place par la BU.
- Reprise du site internet de la recherche (DRED).

✓ ***SAPS :***

- L**e projet PartiCité** (« Pour une Recherche qui Participe à la vie de la Cité ») a été mené de l'automne 2022 à fin 2023. Il constitue un développement majeur dans notre Université. Il recense les forces et faiblesses en matière de science et société au sein de l'Université. Pour cela, il s'est avéré nécessaire d'effectuer un état des lieux dont l'objectif visait à une meilleure connaissance des actions science et société, la manière dont on pouvait les définir, les identifier et les replacer dans le contexte institutionnel qui les promeut et les finance (ANR, MESRI, Europe). À partir de cette contextualisation, ont été identifiés les types de ressources propres à Lyon 3 qui proposaient déjà des actions science et société : les services, les facultés, les laboratoires et les enseignants-chercheurs.

De nombreuses activités de médiation ont ainsi pu être recensées. Variées, elles peuvent être présentées par types de productions et d'évènements de médiation scientifique :

- **Les manifestations scientifiques (inter)nationales :** Nuit européenne des chercheurs, Journées européennes de l'archéologie, Fête de la science, Nuit du droit, États généraux de l'Antiquité, Nuit de l'histoire. De nombreux enseignants-chercheurs sont impliqués dans ces grands événements de médiation et de vulgarisation scientifique. C'est notamment grâce à l'implication des services et des facultés dans certains évènements qu'ils promeuvent ou portent : la faculté de droit pour la Nuit du droit ; la BU, le SGR et le service des affaires

[31] Voir aussi l'inventaire réalisé par l'IAE pour 2020-21 : *Rapport PRME & UN Global Compact*, iaelyon School ofManagement, 2019-2021.

[32] https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/productions-scientifiques

culturelles pour la Fête de la science par exemple. À ces occasions, sont proposées différents types d'objets ou d'évènements de médiation : expositions, conférences, tables rondes, etc.

- **Les cycles de conférences** : organisés par les facultés et les services, ils participent à l'irrigation du débat démocratique, à la diffusion des savoirs scientifiques, aux questions d'actualité, etc. À titre d'exemples, les conférences débats « questions de sociétés » organisées par la BU ou la « semaine de l'Europe » portée par le laboratoire EDIEC (Équipe de Droit International Européen et Comparé) ou encore le cycle des Grandes Conférences mis en place depuis la rentrée 2023 par l'iaelyon.
- **Les expositions** : proposées principalement par la BU et le service des affaires culturelles, elles sont adossées à divers dispositifs de médiation et de programmation culturelle (conférences, résidences d'artistes, Fête de la science, etc.).
- **Les médiations scientifiques et culturelles** portées essentiellement par le service des affaires culturelles : via le festival annuel de théâtre universitaire international MERAKI, l'accueil de résidences d'artistes dans les murs de l'Université, le prix Caméléon (porté par la faculté des langues et la BU) et la participation de chercheurs dans des institutions culturelles (Villa Gilet, musées, théâtres, etc.). Ce type de médiations est à la croisée de la médiation scientifique (qui met en relation des publics avec des savoirs scientifiques) et de la médiation culturelle (qui met en relation des publics avec des objets/œuvres artistiques).
- **Les productions audiovisuelles** de médiation scientifique internes à l'établissement : les « Portraits de chercheurs »[33] portées par le SGR et produits par le PAVM proposent de courtes vidéos d'interviews vulgarisées de chercheurs de l'établissement qui présentent leurs parcours et objets de recherche ; les podcasts « Commun Campus »[34], portés par le Service communication, traitent d'une question de société ou d'actualité qu'un enseignant-chercheur éclaire, contextualise et vulgarise. À noter également tout le travail réalisé autour de « la Transition écologique en projection », qui vise à sensibiliser par l'art cinématographique aux enjeux DD et à la transition écologique[35]
- **La participation de nos chercheurs dans les médias :** radio, presse, TV, magazines et journaux de vulgarisation scientifique (ex : abonnement de l'Université à The Conversation depuis 2024, Pop'sciences), ouvrages grand public. Cette participation est de plus en plus recensée et diffusée (en dehors du projet PartiCité), notamment par les services et les facultés qui en font la communication.

À partir de la (re)connaissance des actions qui sont déjà menées par l'ensemble des acteurs impliqués, une analyse de type SWOT et des recommandations ont été proposées.

3.2.2. Partenariat et expertise

Contexte

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'inscrit dans un écosystème riche et dense et souhaite répondre aux enjeux sociétaux. De nombreux partenariats sont développés dans le cadre de la formation (intervention de personnes du monde socio dans nos formations, taxe d'apprentissage, participation à des forums étudiants, formations continues de leur personnel). Lyon 3 est aussi une Université partenariale dans le domaine de la recherche et développe ainsi des interactions avec les acteurs du monde socio-économique et culturel pour produire et transmettre, pour leur bénéfice et l'intérêt

[33] Voir : Portraits de chercheurs - Université Jean Moulin Lyon 3

[34] Voir : Commun Campus - Université Jean Moulin Lyon 3

[35] Voir : https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/transition-ecologique-en-projection).

commun, les connaissances développées au sein de ses unités de recherche. L'Université Lyon 3 noue des partenariats variés pour répondre aux besoins identifiés ou défis à relever, en fonction de l'identité du partenaire, qu'il soit du secteur privé (association, start-up ou groupes internationaux) ou du secteur public (collectivité territoriale ou ministère, institutions publiques tels qu'hôpitaux, musées…) et l'objet de la coopération.

Actions réalisées

- Le renforcement de l'activité partenariale de la DRED par l'embauche d'une nouvelle personne dédiée au traitement des conventions de recherche en 2022 ;

- La participation à des colloques et tables rondes organisées par les chercheurs ou par des structures variées du monde socio-économique et culturel voire des organes mobilisés dans les politiques publiques. Les conférences, colloques, tables rondes peuvent rassembler aussi bien les enseignants-chercheurs, experts dans un domaine scientifique particulier que les personnels de structures variées ;

- Les collaborations de recherche : elles associent des unités de recherche avec des acteurs du monde socio-économique et culturel, qui apportent ainsi un environnement, un terrain, des compétences et des données spécifiques ainsi que des questions scientifiques concrètes et spécifiques auxquelles les chercheurs s'attachent à apporter des réponses … ;

- Thèses CIFRE : les collaborations avec les partenaires publics et privés sont développées également dans le cadre des thèses CIFRE. Ce dispositif de Conventions Industrielles de Formation par la Recherche), dispositif phare de la recherche partenariale qui implique le recrutement d'un doctorant par un partenaire du monde socio-économique et culturel, constitue un levier pour initier et renforcer les coopérations public-privé en recherche et favoriser l'emploi des docteurs.
  La liste des thèses en lien avec la thématique DD&RSE est disponible sur le site web transition écologique de l'Université Lyon 3[36]. Le tableau 2 de financement de l'ensemble des thèses présenté ci-dessous montre que le financement CIFRE est un outil régulier dans le financement des thèses.

Financement sur l'ensemble de la thèse	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-23
Thèse financée (au moins une année jusqu'à l'année d'observation)	236 *43%*	258 *49%*	254 *49%*	247 *49%*	264 *51%*
dont Contrat doctoral	159	158	154	151	166
dont Convention CIFRE	27	25	28	22	23
dont Contrat à durée déterminée associé à la thèse (ATER)	57	60	67	53	54
Aucun financement jusqu'à l'année d'observation	317 *57%*	270 *51%*	268 *51%*	259 *51%*	253 *49%*

Tableau 2 : Données 2022-2023 du service statistique et décisionnel sur le financement des thèses

- Collaboration de recherche dans le cadre d'appels à projets impliquant des partenaires du monde socio-économique ou culturel, privé comme public comme acteur de la recherche ou parties prenantes intéressées par la réception ou l'utilisation des résultats attendus :
  - Programme Horizon Europe impliquant des « stakeholders » : projet Merging ;

[36] Voir : https://transition-ecologique.univ-lyon3.fr/theses-soutenues

- Pack Ambition de la Région AURA impliquant un partenaire pour apporter une assise territoriale : projet Envol, … ;

- Un ensemble de conventions (autres que les consortiums académiques) sont également passées avec les acteurs du secteur public ou privé et témoignent du dynamisme de l'Université et de ses laboratoires dans ses collaborations et le transfert de la recherche sur les territoires sur des thématiques en lien avec la transition écologique (tableau 3 ci-dessous) ;

Conventions en cours (hors avenants) au 30-11-2023	Nombre total de conventions	DD	DD&RSE	RS	SO
Convention en cours avec au moins un partenaire socio-économique non académique	58	13	1	11	
Convention en cours avec seulement des financeurs ou partenaires académiques	91	10	1	2	1
Total général	149	23	2	13	1

Tableau 3 : Nombre de conventions en cours au total et sur les thématiques DD&RSE. Sur les conventions en cours en 2023, 26% sont en lien avec les thématiques DD&RSE

- Les actions de mécénat dans le cadre de chaires de recherche : les partenaires, mécènes, soutiennent financièrement une chaire dont l'objet est de développer la connaissance scientifique sur une thématique particulière répondant aux enjeux de la société, et de diffuser largement cette connaissance ;

- Le transfert de connaissances par la création de start-ups (l'accompagnement de la Satt Pulsalys permet à certains projets scientifiques issus des laboratoires de l'Université de Lyon (territoire de Lyon et Saint-Étienne) de devenir des opportunités économiques pour les entreprises et les start-ups. L'Université Lyon 3 est membre de Pulsalys (via la ComUE Lyon Saint-Étienne, actionnaire de la Satt) et participe aux différents comités décisionnels. La startup L&F Enviro consulting (devenue depuis CityClimatex) témoigne du succès de cette collaboration puisqu'elle a permis à une doctorante de l'UMR 5600 EVS de valoriser les algorithmes de modélisation de la surchauffe urbaine issus de ses travaux de recherche en application mobile commercialisée permettant à ses utilisateurs de se déplacer et d'être guidés par le trajet le plus court et le plus confortable climatiquement et avec la meilleure qualité de l'air du moment. Plus largement cette startup est reconnue par l'Agence Spatiale Européenne (incubée ESA-BIC Sud-France, promotion 2021), la BPI et la région Auvergne-Rhône Alpes pour son savoir-faire et sa qualité scientifique dans les modélisations du confort thermique, des vulnérabilités des populations et dans l'utilisation des données satellitaires à des fins de services opérationnels.

Expertise

Les compétences de nos enseignants-chercheurs en font des experts dans leur domaine scientifique, les amenant à des expertises régulières dans un cadre académique (évaluation d'articles en *peer review*, évaluation entre pairs dans le cadre du Conseil national des Universités (CNU), du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), ou autres instances nationales et

internationales). Les enseignants-chercheurs peuvent également devenir experts par leur domaine de compétence hors de l'ESR et répondre à des besoins spécifiques de partenaires en effectuant des études ou des interventions pour des institutions publiques ou privées.

✓ ***Expertise publique :***

- Les enseignants-chercheurs de Lyon 3, notamment juristes, sont particulièrement actifs dans l'expertise publique, qui consiste en auditions au parlement, en participation à des missions ministérielles, ou à des instances publiques nationales, régionales ou locales. Ils peuvent également acquérir le statut d'expert judiciaire. Cette expertise se déploie aussi dans les musées ou les archives, notamment pour les historiens ;
- Mentionnons parmi les actions d'expertise et de conseil, le partenariat avec la Ville de Lyon dans le cadre de Lyon 2030-ville climatiquement neutre, projet lauréat de la Commission européenne en 2022. Un tel partenariat est fondé sur le transfert des compétences développées à l'Université vers une collectivité territoriale. La signature d'une convention (23 janvier 2024) formalise la vision et les engagements pour la neutralité climatique à l'horizon 2030 à Lyon de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi que les axes de coopération avec la Ville en matière de formation et de recherche dans le domaine de la transition écologique.

✓ ***Dans le cadre de prestations :***

- Les prestations de service : de façon plus occasionnelle, les chercheurs de Lyon 3 peuvent être sollicités pour leur expertise dans le cadre de contrats de prestation. Ils peuvent concerner des missions de conseils/expertises pour des cabinets (avocats, notaires) ou plus largement pour des structures publiques et/ou privées.
- Un comptoir d'expertise à Lyon 3 : la Clinique juridique[37].Très active, la Clinique juridique représente une autre forme d'expertise à Lyon 3, celle d'étudiants en master de la Faculté de droit (et d'élèves avocats de l'École des avocats Rhône-Alpes), qui, supervisés par des enseignants-chercheurs, proposent un service d'orientation juridique gratuit et confidentiel ouvert au public. Que ce soit dans l'accès au droit à tous (permanences assurées par les cliniciens dans les murs de l'Université) ou par l'implication dans des projets partenariaux (avec le Défenseur des droits, des écoles et des artistes pour la sensibilisation aux droits de l'enfant, etc.), la Clinique juridique pratique une expertise vulgarisée du droit qui s'apparente au dispositif des Boutiques des sciences ou *Science shops*. Ainsi, elle permet d'apporter l'expertise juridique, scientifique, à destination du quidam ou du citoyen. Elle peut traiter une centaine de dossiers annuellement (150 sur l'année 2020-2021) et conçoit des fiches d'informations juridiques vulgarisées accessibles au grand public et en accès libre[38] (ex : fiches « Droit et handicap ») des vidéos, des podcasts, etc. Ludovic Pailler, professeur en droit, en est le directeur.

3.3.- Promouvoir et favoriser un dispositif de réflexion éthique et d'accompagnement déontologique au regard de l'exercice de la RS de la recherche et de l'innovation.

Contexte

L'Université Lyon 3 s'est très tôt lancée dans le processus de labélisation **Human Resources Strategy for Researchers** (HRS4R) qui, dans le cadre normatif européen, englobe des grands principes d'éthique ou d'intégrité scientifique et plus largement de transparence et de publicité, et ce, avant

[37] Clinique Juridique (univ-lyon3.fr)

[38] Les fiches courtes de la Clinique juridique - Clinique Juridique (univ-lyon3.fr)

même que la législation française ne les codifie. Ainsi les quatre grands principes associés à l'intégrité scientifique (Fiabilité, Honnêteté, Respect, Responsabilité) doivent irriguer les diverses dimensions de recherche, aussi bien les relations avec ses pairs que le suivi des doctorants, le respect du travail intellectuel de chacun via les signatures, celui de l'environnement dans les missions de terrains ou l'accessibilité des données de la recherche, rejoignant ainsi une démarche de science ouverte. Ces grands principes sont pour notre Université une partie intégrante de l'activité de recherche.

Actions réalisées

- L'Université a été **labellisée « HR Excellence in Research »** (HRER) en 2018, première Université à l'être sur le site Lyon-Saint Étienne. La démarche HRS4R (*Human Resources Strategy for Researchers*) de la Commission européenne vise à améliorer les pratiques des organismes et établissements de recherche en matière de recrutement et de cadre d'exercice des chercheurs. Le label valorise les établissements signataires de la « Charte européenne des chercheurs » et du « Code de conduite de recrutement des chercheurs ». C'est pour l'établissement une reconnaissance de sa stratégie de ressources humaines pour les chercheurs et des objectifs qu'il poursuit *: participer au développement de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, contribuer au rayonnement international de l'Université, faciliter la mobilité des chercheurs du monde entier*.

Ce label est en phase de renouvellement.

- Deux référentes ont été nommées dans le sillage de ce label et des exigences nationales :
  - **Référente déontologue** (*voir Axe 5*)

Élise Untermaier-Kerléo a été désignée référente déontologue en février 2020 et renouvelée en avril 2021.

  - **Référente intégrité scientifique (RIS)**

Dès 2018, Lyon 3 a nommé une RIS et détaillé dans sa lettre de mission son rôle central, anticipant de la sorte l'essentiel des missions listées dans le décret «relatif au respect des exigences de l'intégrité scientifique par les établissements publics» du 3 décembre 2021. La RIS a pour mission de répondre aux questions relatives à l'intégrité scientifique posées par les personnels (enseignants, chercheurs, administratifs) et les étudiants. Elle s'attache à créer une culture de l'intégrité scientifique par des actions de sensibilisation, d'animation et de réflexion au sein de l'Université afin de faciliter la mise en œuvre de bonnes pratiques de la part des chercheurs et des étudiants. Elle peut être saisie par toute personne souhaitant obtenir un conseil/avis sur une situation en lien avec l'intégrité scientifique[39].

- En décembre 2020, la commission recherche a adopté un *Guide pour le recueil et le traitement des signalements de manquements à l'intégrité scientifique*, garantissant le respect des principes de confidentialité et du contradictoire et la transparence de la procédure pour les personnes impliquées ;
- Détection du plagiat : Lyon 3 a été parmi les premières Universités à instaurer une détection systématique du plagiat, avant la soutenance de thèse, via le logiciel Compilatio et la mise en place d'un centre de ressources informatiques (CRI). Plus que la sanction, toujours possible, c'est la prévention qui est visée par un accompagnement humain des doctorants et des directeurs de thèse.

[39]Contact : referent-integritescientifique@univ-lyon3.fr

- Développement d'une culture de l'intégrité scientifique (IS) :
    - À travers ses instances collégiales avec des interventions de la RIS ;
    - Une sensibilisation par ses formations des doctorants et des enseignants-chercheurs (mise en place d'une journée de formation pour les directeurs de thèse et membres de CSI) ;
    - L'inscription de l'IS dans ses aides et AAP internes à la recherche (dans les aides à mission de terrain, mise en évidence du lien entre intégrité et respect de l'environnement) ;
    - Révision des critères d'inscription en HDR et d'octroi de l'HDR où une formation à l'IS est demandée ;
    - Adoption de la charte révisée du doctorat qui renforce les exigences en matière d'intégrité scientifique.

- **Cador : mise en place du RGPD et d'un accompagnement à la gestion et à l'ouverture des données**

Une bonne gestion des données de la recherche est l'une des dimensions de l'intégrité scientifique. Une cellule d'appui à la gestion des données de recherche (CADOR) a été mise en place au sein de l'établissement afin de mieux renseigner et accompagner les chercheurs de l'établissement dans leurs démarches scientifiques, éthiques, juridiques et techniques liées à la gestion des données. Cette cellule regroupe des acteurs de la DRED, de la BU, du SAJGA (Service des affaires Juridiques, Générales et des Archives), de la DNUM ainsi que des ingénieurs de recherche. Elle dispense une offre de conseil et met à disposition via l'intranet de l'établissement des outils et ressources pédagogiques et des formulaires spécialisés. CADOR est par ailleurs impliquée dans la construction d'un atelier de la donnée au niveau du site Saint-Étienne visant à la mise en place d'une offre de service pluridisciplinaire et mutualisée susceptible d'être labellisée par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le cadre appel à manifestation d'intérêt (AMI) nationale.

- **Comité d'éthique de la recherche**

L'Université Lyon 3 participe au Comité d'éthique de la recherche mis en place en 2022 par la ComUE au niveau du site lyonnais. Un comité d'éthique *ad hoc* a été mis en place pour un projet Marie-Curie.

Axe 4 : Réduction de l'impact environnemental avec un volet décarbonation des activités, bilan 2021-2024.

4.1.- Favoriser par les marchés publics d'achat et de recyclage une démarche exemplaire.

4.1.1. L'achat responsable

La dynamique des achats est par nature fortement inertielle, ne serait-ce que par la durée des marchés, souvent de quatre années, et le taux de renouvellement. De sorte que l'introduction de clauses nouvelles, en particulier relatives à la DD&RSE, doit être une action suivie sur plusieurs années.

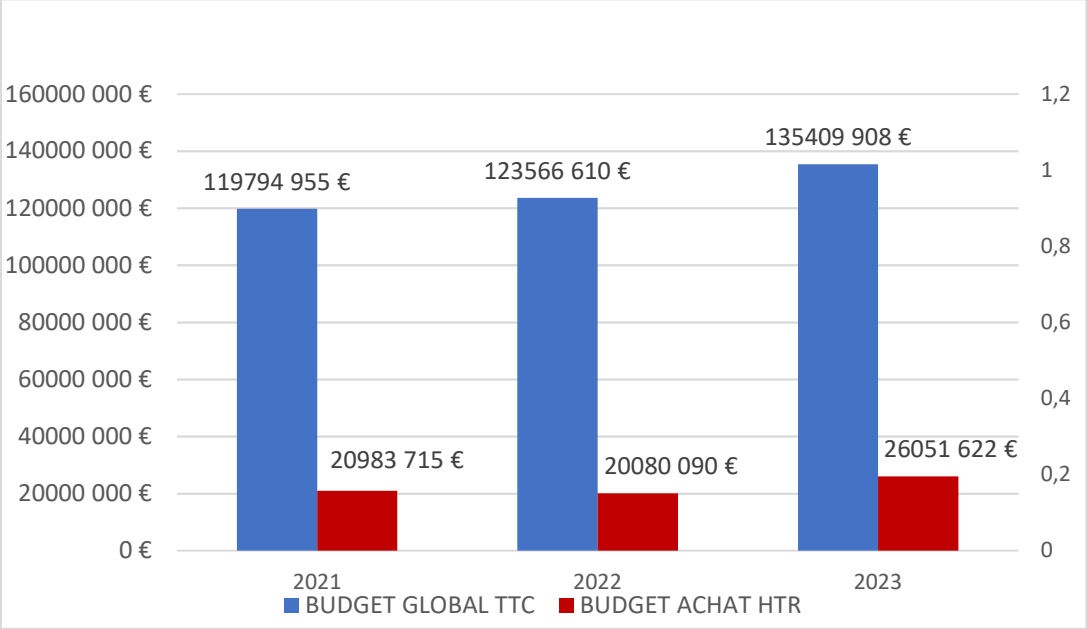


Figure 13 : Budget annuel TTC et achat HTR de 2021 à 2023

La part des achats sur le budget global annuel (Cf. figure 13) était de 17.8% en 2021 et elle diminue en 2022, puisqu'elle correspond à 16,3% du budget global. En 2023 le budget annuel a augmenté de 3% en raison des enjeux forts sur les bâtiments (rénovations) et du fonctionnement (fort regain de l'inflation). Ceci étant, les achats représentent 19,2% du budget global, ce qui correspond à une part normale (entre 16 et 22%). La figure 14 permet d'avoir la part de dépenses par grande famille d'achats.

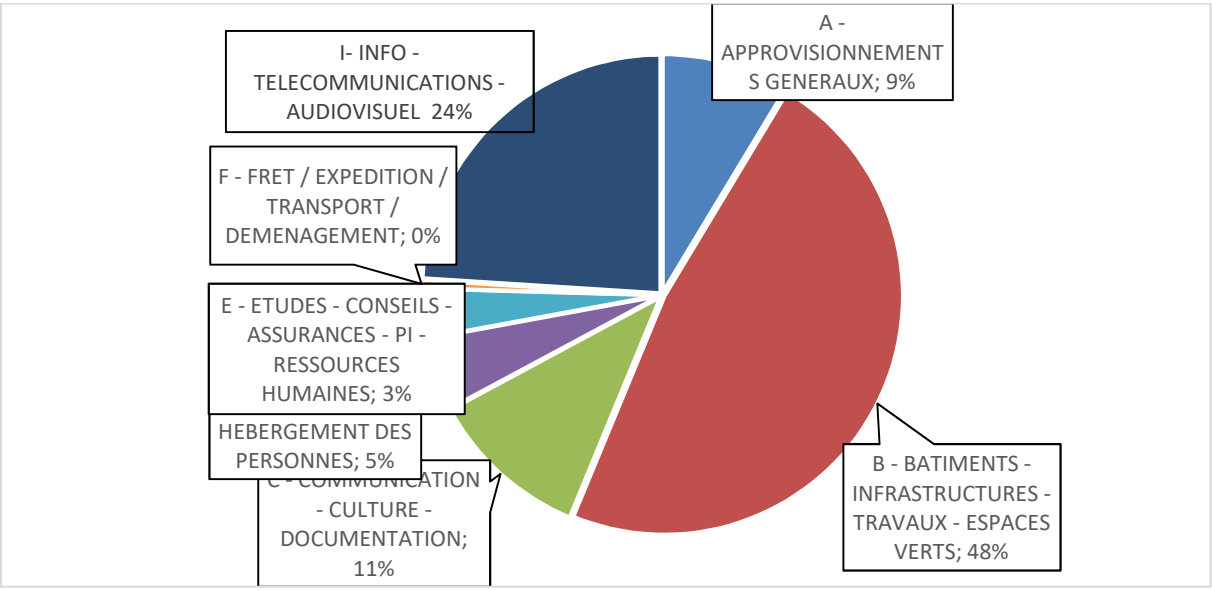


Figure 14 : Part des dépenses achats en pourcentage par famille en 2023

Les approvisionnements généraux représentent 9% des achats, c'est cette famille qui génère le plus de bons de commande, contrairement aux bâtiments qui représentent 48% des achats avec des montants engagés importants (travaux de rénovation en cours). La communication et la culture avec 11% des achats représentent une part importante, et les dépenses liées aux transports et hébergements sont revenus au niveau d'avant la crise sanitaire. Les investissements à la direction du numérique (nouveau *data center*, équipements des enseignants avec des ordinateurs portables par

exemple) font que les dépenses liées à l'informatique et à l'audiovisuel, avec 24% du total, sont importantes.

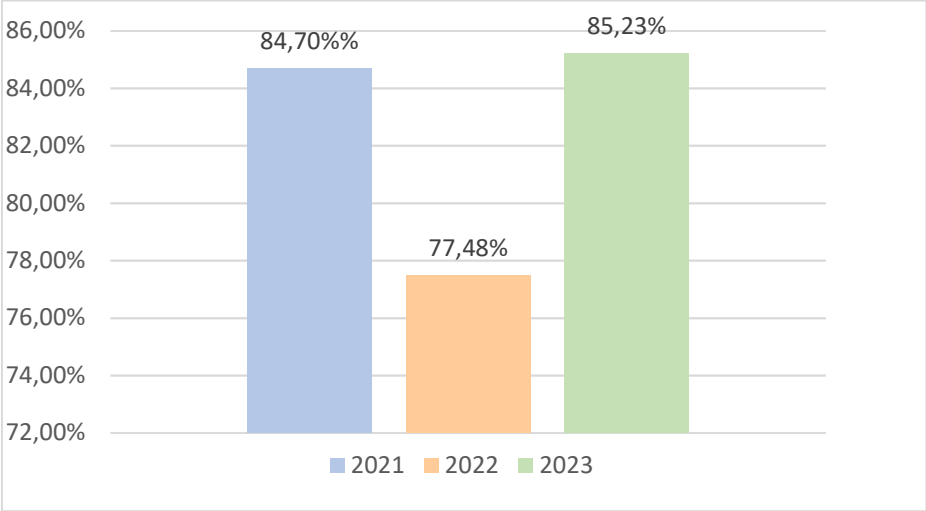


Figure 15 : Taux de couverture par des marchés entre 2021 et 2023

Le nombre total de marchés en cours en 2023 est stable par rapport aux années antérieures (294 en 2019, 298 en 2020, 294 en 2021, 290 en 2023). Le travail de centralisation réalisé par la centrale des achats et des immobilisations est précieux et permet de rationaliser les achats par rapport aux marchés. Le taux de couverture des achats par un marché est très important (85.23% des dépenses), ce qui est très positif en termes de maturité des achats.

L'action menée dans le sens du DD&RSE à Lyon 3 peut être illustrée par la proportion de nouveaux marchés comprenant une ou plusieurs clauses la concernant (Cf. figure 16). Sur le nombre de marchés en cours en 2022 (294), 71 ont été renouvelés la même année, et la part qui incluait une ou plusieurs clauses DD&RSE était de 27 marchés pour **38% du total**. Cette part n'a jamais été plus grande et montre les effets de l'action menée. La dynamique vers le DD&RSE est illustrée par deux chiffres, cette part de 38% dans les nouveaux marchés, et le fait que le total des marchés renouvelés concernés depuis quatre ans, de 2019 à 2022 (254) est de 30% (75). Les objets des marchés se sont particulièrement prêtés en 2022 à l'application de clauses DD&RSE, ce qui était moins le cas en 2023 avec les marchés en lien avec les travaux sur les bâtiments.

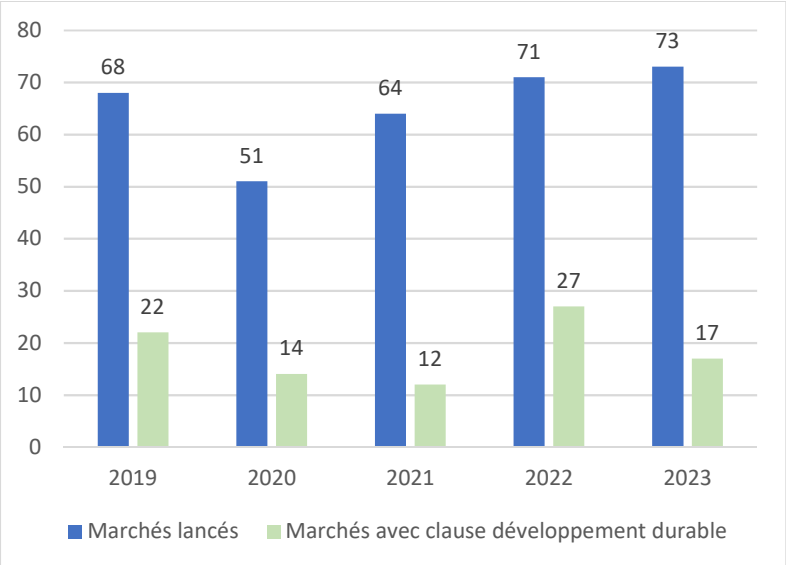


Figure 16 : Marchés avec des clauses DD par rapport au nombre total de marché lancés

Des clauses environnementales ont été par exemple instaurées pour les produits d'hygiène et de mobilier avec la suppression des plastiques et des cartons dans les livraisons. Mais l'enjeu est d'atteindre les 100% en 2026, ce qui représente un défi d'autant qu'il n'y a pas l'équivalence de facilitateurs comme pour les clauses sociales. L'enjeu est de pouvoir vérifier la bonne exécution de ces clauses avec des moyens humains contraints.

Un effort particulier a aussi été accompli pour l'insertion de clauses sociales relatives à des actions d'insertion professionnelle (Cf. tableaux 4 et 5).
Pour l'insertion des clauses sociales dans les marchés, l'Université a été accompagnée par la Maison de Lyon pour l'emploi. L'enjeu est d'utiliser l'achat public pour réinsérer par le travail des personnes éloignées de l'emploi. Cette clause est obligatoire pour des marchés dont le montant est supérieur à 40k€

Principaux indicateurs	2023	2022	2021
Opérations	10	7	3
Marchés	16	12	3
Heures d'insertion	3760,03	4178,02	412,67
Bénéficiaires	13	9	3
Contrats	20	10	3
Nb d'entreprises accompagnées	12	9	3

Tableau 4 : Insertion de clauses sociales dans les marchés de 2021 à 2023

En 2023, 12 entreprises ont été accompagnées et 13 contrats ont été signés pour des personnes éloignées de l'emploi. Le tableau 5 donne les détails des opérations qui ont intégré des clauses sociales. L'Université en 2023 est à 61% de réalisation de l'engagement.

Certains marchés ont fait l'objet d'efforts particuliers, notamment :

- Sur les produits d'hygiène, en grande partie ECOLABEL ou PEFC ; sur les goodies dont 33 sur 91 sont issus d'écoproduits (36%) ; les papiers, et sur les fournitures informatiques.
- Le service achat s'emploie à limiter les dépenses et à se porter sur des produits à l'impact environnemental limité. Pour aller plus loin, une expérimentation est en cours avec certains services (SCUIO, BU) pour proposer aux étudiants le parrainage d'un arbre dans des conditions certifiées (entreprise forestière française avec une pratique durable et agissant pour la préservation de la biodiversité) et limiter ainsi la distribution de goodies.
- Une mutualisation des imprimantes et l'encouragement à imprimer en recto-verso : on est ainsi passé en 2014 de 518 imprimantes et 122 photocopieurs à 98 imprimantes et 148 photocopieurs en 2022, soit un passage de 640 machines à 246, ce qui représente une baisse de 60 %. La réduction de la quantité de papier utilisée a été de 50% entre 2016 (60 tonnes) en 2022 (30,6 tonnes).
- De plus, la Bibliothèque Universitaire organise une collecte interne du papier brouillon, ou imprimé seulement sur une face, pour l'usage des étudiants. Ce dispositif a vocation à être étendu aux services volontaires.

- Parallèlement, l'évolution des pratiques pédagogiques a conduit de plus en plus à rendre la documentation nécessaire accessible sur Moodle.
- Le papier utilisé dans l'Université est maintenant majoritairement du papier recyclé.

Liste des opérations intégrant des clauses sociales au 31.12.2023	Nb d'heures insertion réalisées en 2023	Nb d' heures prévues sur l'opération	Heures insertion cumulées au 31/12/2023	% de réalisation de l'engagement
AC Travaux de rénovation, d'adaptation et d'aménagement de l'ensemble des locaux de l'Université	304	1 580,00	304	19,00%
ACBC Tri sélectif	NA (1 engagement insertion)	NA (1 engagement insertion)	NA (1 engagement insertion)	0,00%
MABC Conception et l'exécution de travaux d'installation en matière de courant faible et courant fort 21-25	0	724	895,35	124,00%
Marché de prestation nettoyage 2023-2027	635,5	5 120,00	635,5	12,00%
Marché de sécurité incendie, de sûreté, de gardiennage et de surveillance pour les bâtiments	2 570,03	780	2 570,03	329,00%
Marché de travaux de remplacement de menuiseries extérieures	126,5	152	152	100,00%
Marché d'exploitation et maintenance de chauffage ventilation climatisation CVC P2-P3	0	1 400,00	0	0,00%
Migration du Système de Sécurité Incendie	0	350	564	161,00%
Prestation de Nettoyage	124	6950	4 357,36	63,00%
Travaux d'améliorations énergétiques de locaux pédagogiques de la Manufacture des Tabacs	0	1 505,00	1 143,34	76,00%
TOTAL	**3760**	**17 409**	**10 621,58**	**61,00%**

Tableau 5 : Détails de clauses sociales dans les marchés de 2021 à 2023

On a donc une évolution très importante sur trois postes :

- Réduction de 80% du nombre d'imprimantes en fonction, et recyclage des imprimantes décommissionnées. Impossibilité de se pourvoir en toner pour les matériels hors inventaire ;
- Réduction de 50% de la quantité de papier utilisée et d'une part recyclage, d'autre part réutilisation secondaire comme papier brouillon ;
- Utilisation de papier recyclé.

L'économie circulaire est aussi présente, pour :

- Les fournitures de bureau : (économie entre 2 000 et 4 000 € /an). Récupération, tri et redistribution des fournitures auprès des services dès l'expression du besoin et avant toute commande ;

- Le mobilier : (économie entre 10 000 et 20 000 € /an), tri et récupération, proposition de mobiliers mutualisés dès l'expression du besoin et avant toute commande. En effet, dans le cadre de sa stratégie en faveur d'une économie verte, la centrale des achats et des immobilisations vérifie dans son stock l'existence de matériel d'occasion disponible pouvant être réutilisé avant de procéder à l'achat de nouvelles fournitures. La procédure en cours de développement est formalisée sur l'intranet de l'Université, et la centralisation des achats permet sa mise en œuvre ;
- Les vêtements de travail : dès le départ d'un agent, vérification du paquetage et reconditionnement des vêtements en bon état pour réutilisation.

4.1.2. Le numérique responsable

Contexte

La question du papier touche, on le voit ici, à celle du matériel informatique. De ce point de vue, une politique systématique de réduction des impacts et de gestion attentive des matériels a été mise en place.

Depuis plusieurs années, le pôle support a mené des actions visant à avoir une consommation responsable des matériels informatiques passant par une rationalisation du nombre d'équipements par personne, une utilisation plus durable de ces matériels, la modification de leur cycle de vie et enfin un engagement écoresponsable quant au choix des matériels proposés et des partenaires fournisseurs. Sous l'impulsion de la nouvelle direction (2022), le pôle infrastructure s'est lancé dans une modernisation de ses équipements réseaux et a engagé une rénovation de la salle serveurs afin d'en réduire non seulement la consommation électrique mais également les besoins en climatisation, l'idée générale étant de bénéficier de meilleures performances tout en faisant preuve de plus de sobriété.

Un Plan Ambition Numérique a été présenté le 4 juillet 2023[40]. Outre la sécurité, la simplicité et l'accessibilité, un accent a été mis sur la durabilité : l'Université souhaite engager un changement de paradigme, en modifiant les modalités d'achat et de traitement des matériels informatiques à l'échelle de tout l'établissement via leur centralisation, la mise à disposition d'un parc d'ordinateurs de remplacement et la création d'un pack numérique pour tous les agents. Cette politique rationalisée permettra de travailler sur le cycle de vie des ordinateurs, de les reconfigurer après 5 ans et de les reconditionner, pour qu'ils aient droit à une seconde vie, sous la forme de prêts gratuits de longue durée aux étudiants de la première année de licence jusqu'au doctorat.

Depuis 2016 une réduction significative du nombre d'équipements a été conduite, on est ainsi passé de près de 6 000 matériels enregistrés dans l'inventaire à 3 700 aujourd'hui. Cela a impliqué l'identification de l'ensemble des matériels informatiques inutilisés dans le but de les sortir de l'inventaire et de les revaloriser au travers du partenariat RSE avec le fournisseur (Cf. marché public DNUM). Cette réduction a pris aussi la forme du passage, en tendance, d'une configuration où chaque enseignant-chercheur pouvait bénéficier d'un poste fixe en bureau et d'un ordinateur portable à un seul ordinateur portable.

✓ **Cycle de Vie**

La durée de vie des équipements destinés aux enseignants et au personnel administratif a été fixée à 5 ans, suivis d'un reconditionnement pour une seconde utilisation par les étudiants. À l'heure actuelle, cela représente un parc de 200 postes dédiés aux étudiants en situation de précarité

[40] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/plan-ambition-numerique .

numérique. Ce nouveau cycle de vie, ainsi étendu à 10 ans (2 fois 5 ans), prolonge considérablement la durée d'utilisation des équipements. À l'issue de ces 10 ans, le matériel est renvoyé à un fournisseur spécialisé pour le traitement responsable de ses composants (Déchets d'équipements Electriques et Electronique ou D3E). L'objectif est d'étendre ce parc étudiant à 1 000 postes d'ici les 3 prochaines années.

✓ **Taux d'équipement**

La DNUM a anticipé depuis 2016 la transition et la généralisation des équipements nomades en réponse à la mise en place du télétravail. Cette transition a connu une accélération significative lors de la crise de la COVID-19. La généralisation des équipements nomades a permis de réduire de moitié le taux d'équipement des agents de l'Université (Cf. tableau 6). Cette réduction a contribué à la baisse de la consommation d'énergie de l'ensemble du parc informatique.

✓ **Choix responsable**

Dès 2021, profitant de son renouvellement, le marché de fourniture informatique a été réécrit pour intégrer des choix responsables directement à l'achat du matériel, avec de plus sa reprise et sa revalorisation en fin de vie (marché ujm 2021-25). L'ensemble des matériels doivent répondre aux normes environnementales : RoHS, label energy star, blue Angel, EPEAT, TCO.

Des discussions avec la société fournissant les sacs à dos pour ordinateurs ont été entamées afin de rechercher des matériaux entièrement recyclés pour leur fabrication.

Dès 2018, a été mis en place un programme qui éteint automatiquement tous les ordinateurs des salles informatiques pédagogiques et de la Bibliothèque Universitaire à 21 heures en semaine et à 17 heures le samedi. De plus, la mise en veille automatique sur l'ensemble des ordinateurs du parc après 30 minutes d'inactivité a été systématisée. Ces initiatives ont permis de réduire la consommation électrique. Enfin, une réflexion approfondie a été entreprise concernant l'intégration d'une partie du parc sous forme de matériel reconditionné.

La mise en œuvre de la centralisation des achats informatiques offre une vision globale améliorée de l'ensemble du parc existant, ce qui permet de mieux appréhender les besoins des différentes populations. Il est ainsi possible de réaffecter du matériel qui avait été acheté précédemment par une composante et qui n'était pas utilisé, afin de le redistribuer à une autre composante ayant des besoins identifiés, sans avoir à effectuer de nouveaux achats. Cela limite la production de déchets électroniques et favorise l'utilisation plus longue des équipements, réduisant ainsi l'empreinte environnementale liée à la fabrication et à l'élimination des appareils obsolètes.

NOMBRE DE POSTES	2016	2022
TOTAL	6000 (estimation)	3700
PERSONNELS		2815
ETUDIANTS	1500	954

Tableau 1 : Evolution des postes informatiques entre 2016 et 2022

Toutes les mesures prises jusqu'à présent, telles que le taux d'équipement par agent ou la généralisation des équipements nomades qui étaient initialement appliquées uniquement aux services centraux, pourront maintenant être étendues à l'ensemble de l'Université. Enfin, la consolidation des achats permet également de réduire de manière significative les déplacements des partenaires. En effet, les différentes composantes passaient commande d'une façon très fragmentaire, parfois seulement pour un ou deux ordinateurs, ce qui entraînait à chaque fois un

Actions réalisées en 2023

✓ **Modernisation du réseau**

Dans le cadre du plan Numérique l'Université a lancé le remplacement de l'ensemble des équipements réseaux. Sur les données qui accompagnent ce document on notera qu'un modèle des équipements remplacés était peu énergivore (ERS4550) mais présentait des débits 10 fois inférieurs aux 2 autre modèles (ERS4950 et ERS5420). Le modèle le plus récent ERS5420 ne réduit la consommation électrique que d'environ 10% par rapport à l'ERS4950 mais dissipe notablement moins de chaleur, rendant la climatisation des locaux techniques inutile.

✓ **Un nouveau *data center***

L'actuel *data center* de l'Université présente tous les défauts possibles : exposé plein sud, sous une toiture peu ou pas isolée avec de larges fenêtres, climatisation inadaptée. Deux nouveaux *data centers* sont en cours de construction dans des emplacements beaucoup moins soumis aux variations de température mais surtout avec une climatisation de type Inrow et un système d'allée chaude et d'allée froide séparant les flux d'air chaud et froid (Un sur le site des Quais et un sur le site de la Manufacture). Cette organisation est beaucoup plus efficace en termes de refroidissement des serveurs et beaucoup plus sobre en climatisation grâce à des flux d'air maîtrisés.

✓ **Rationalisation des équipements**

Les équipements de l'Université, en particulier ceux qui concernent le stockage, forment un ensemble hétéroclite constitué au gré des acquisitions. Outre les difficultés de gestion de cet ensemble, chacun de ces équipements présente ses propres besoins en énergie, et la plupart arrivent en fin de vie. Le choix a été fait d'acquérir de nouveaux équipements beaucoup moins nombreux, beaucoup moins consommateurs, mais qui offrent des performances et des capacités très supérieures.

✓ **Gain climatisation**

D'une manière générale, entre la croissance du nombre d'équipements pour répondre aux besoins et la baisse de leur consommation individuelle, la consommation électrique globale devrait peu changer.

✓ **Recyclage des équipements réseaux et des serveurs en fin de vie**

Le pôle infrastructure prévoit également de se doter de procédures pour systématiser le recyclage des équipements réseaux et des serveurs en fin de vie. Ils sont pour l'instant entreposés dans un local de l'Université en attente d'une solution de recyclage voire de valorisation. Cette situation présente des coûts de stockage en m² important qui pourraient être évités à l'heure ou l'Université manque de place. Cette politique pourrait également s'appliquer à la téléphonie mobile, elle aussi gérée par le pôle infrastructure.

déplacement. Aujourd'hui, la DNUM est en mesure d'anticiper et de centraliser ces achats, ce qui signifie qu'une seule livraison n'est nécessaire que pour plus de 200 machines. Moins de déplacements signifie moins d'émissions de GES dues aux transports.

4.2. Les déchets

La collecte sur les sites de l'Université se fait d'une part via la collecte (gratuite) de la Métropole de Lyon pour les DOM/papiers cartons et d'autre part via celle organisée par un prestataire privé en complément. RECYGO / SUEZ a été retenu dans le cadre du nouveau marché 2023 complémentaire pour le tri. Un audit sur la collecte des déchets à Lyon 3 a été réalisé avec une restitution début novembre 2023 pour les déchets récoltés par le prestataire.

Cet audit a reposé sur la méthode suivante :

- **Caractérisation :** évaluation du gisement de déchets sur un point de collecte précis. La méthodologie employée par RECYGO repose sur trois étapes :
    1. Collecte des bacs roulants par typologie de flux et évacuation un à un dans un camion dédié de leurs contenus ;
    2. Clichés photographiques ;
    3. Rapport sur constatation visuelle des différents flux identifiés.
- **Audit de captation des déchets :** évaluation des flux de personnes présentes sur les différents sites, la façon dont elles procèdent pour jeter les déchets, et étude des poubelles de tri. La méthodologie repose sur 3 étapes :
    1. Collecte de données visuelles liées à une observation sur l'ensemble des sites ;
    2. Clichés photographiques pour illustration ;
    3. Rapport et propositions d'amélioration.

Les résultats principaux sont les suivants pour la Manufacture des Tabacs :

- En septembre 2023, 1,6 tonnes de matières fibreuses (35% papier et 65% carton) ont été collectées. Cette collecte en bac ne pose pas de problèmes particuliers. Il n'a pas été constaté de carton souillé de type alimentaire (ex : boite de pizza) ou gobelets, ni de papier hygiénique (ex : essuie-main) ;
- Pendant la même période, 5,8 tonnes de déchets résiduels ont été collectées, qui représentent 70% du total des déchets. Ces déchets résiduels sont formés à 10% de métaux (canettes essentiellement), 10% de plastiques (bouteilles et films plastiques), et 10% de déchets fibreux (gobelets, feuilles, cartons, emballages alimentaires) et de sacs poubelles contenants des essuie-mains ou du papier souillé ou assimilés (ex : serviettes) ;
- Les autres sites ont contribué pour 0,85 tonnes de matières fibreuses d'une nature équivalente à celles de la Manufacture.

Le bilan est donc bon pour les matières fibreuses (papiers et cartons), mais fait apparaître des points de progression importants sur lesquels des préconisations ont été faites :

- Le tri à la source est insuffisant dans l'ensemble des locaux de l'Université Lyon 3 ;
- Préconisation d'investissement sur des mobiliers de tri avec a minima un biflux sur les emprises publiques et l'ajout de bornes sur les espaces bureaux/bibliothèques, avec sacs poubelles transparents, vracs dans les bacs roulants emballages et papier/carton, chariots biflux ;
- Temps de collecte à diminuer ;
- Une évaluation de l'efficacité des mesures prises par des nouvelles caractérisations et une observation du basculement de la volumétrie résiduelle dans les volumétries recyclables ;
- Harmoniser les modèles de poubelles :1 modèle à l'intérieur / 1 modèle à l'extérieur ;
- Favoriser la concentration des poubelles en des îlots de tri identifiés ;
- Flux emballages et résiduels espaces publiques, ajout borne papier espaces bureaux.
- Suppression des poubelles des salles de cours, amphithéâtres – ciblage des flux (couloirs, entrées/sorties principales, bibliothèques, espaces de réunion) ;
- Un affichage adapté : panneaux, affiches, campagne de communication.

De plus, l'Université adhère à un dispositif de donation entre établissements publics et associations. La centrale des achats et des immobilisations vérifie dans son stock l'existence de matériels d'occasion disponibles pouvant être réutilisés avant de procéder à l'achat de nouvelles fournitures.

La procédure est formalisée sur l'intranet de l'Université, et la centralisation des achats permet sa mise en œuvre.
Il en va de même pour les matériels de bureau (point 4.1.1). Il faut également noter la politique de réutilisation – recyclage de la DNUM (4.1.3.) et la politique innovante du CROUS sur les sites de Lyon en matière de prévention du gaspillage alimentaire et d'utilisation de contenants réutilisables (voir démarche de sensibilisation du CROUS). Sur le site de la Manufacture un dispositif de caméra couplée à une intelligence alimentaire permet l'analyse des plateaux restitués après le repas. Cette analyse du gaspillage alimentaire permet à la fois de communiquer auprès des étudiants et de les sensibiliser, mais aussi de mener une démarche d'amélioration continue sur les repas servis.

La question des déchets reste cependant pour la période à venir un domaine d'amélioration.

4.3. Développer une politique en faveur de la biodiversité, de la préservation du vivant et de la ressource en eau

Les sites de l'Université Lyon 3, à l'exception du site de Bourg-en-Bresse qui accueille un peu plus de 900 étudiants, sont localisés en secteur urbain central. Ils ont bénéficié de la façon de considérer les espaces libres dans un tel contexte lors de leur construction ou réhabilitation. Les espaces de végétation y sont très réduits et le niveau de minéralité très élevé.
Le coefficient de biotope est de :

- 5% Site de la Manufacture (2,5 ha), Surface écoaménageable 1400 m2
- 21% Site Athéna (0,37 ha), Surface écoaménageable 570 m2
- 3% Site Chevreul (0,2 ha), Surface écoaménageable 220 m2
- 10% Site rue Pasteur (0,23 ha), (sur dalle) Surface écoaménageable 180 m2
- 0% Site 15 quai Claude-Bernard (0,43 ha) Surface écoaménageable non déterminée
- 33% Site de Bourg-en-Bresse (1,86 ha), Surface écoaménageable 11 660 m2, (à noter qu'une partie du site a été mise à disposition de la ville et transformée en parc public).

Cette situation de faible potentiel explique vraisemblablement que la question de la biodiversité n'ait pas jusqu'à ce jour été soulevée. C'est pour établir un état des lieux qu'une étude de biodiversité a été lancée en 2023, de façon à connaître les espèces présentes en matière de flore et de faune, principalement aviaire. Cette étude a été menée par l'association Horizon d'Ailes en impliquant les étudiants. Elle montre une présence d'espèces très limitée, par exemple 5 espèces d'oiseaux sur le site Athéna, 8 à la Manufacture et 14 à Bourg-en-Bresse. La proportion des espèces végétales exogènes est importante, auxquelles s'ajoutent plusieurs espèces invasives.

Un plan d'action de réaménagement des espaces libres de l'Université est à l'étude. Ce plan pourra être nourri par les résultats de la recherche *Collectifs* évoquée en partie 3.1.1. Pour ce faire, il est apparu qu'une connaissance précise de l'état des lieux était aussi nécessaire pour la gestion des eaux pluviales, aujourd'hui toutes évacuées dans un réseau unitaire de la Métropole de Lyon. Cependant, l'établissement ne disposait pas de plans de récolement des réseaux, mais seulement de documents partiels, à la fiabilité limitée. Une cartographie précise de tous les réseaux présents sous les espaces libres a donc été réalisée en 2023/2024. De même, l'état des sols n'étant pas connu, une étude a été lancée pour en mesurer les degrés de perméabilité et de pollution, en juillet 2024. L'information BRGM (BASIAS) est en effet insuffisante pour répondre à cette question, sachant que le site de la Manufacture était celui d'une industrie (tabacs), et que le site Athéna, siège de l'Université construit

vers 1880, abritait initialement la faculté de médecine. De premiers résultats montrent que la perméabilité des sols, tant à la Manufacture que sur le site Athéna, est très grande, et devrait permettre une réinfiltration importante des eaux pluviales directement dans la nappe sous-jacente.

Ces travaux permettront l'établissement d'un plan portant sur la biodiversité et la gestion de l'eau avec la désimperméabilisation des sols (étude de faisabilité prévue en 2024). La réutilisation des eaux de pluie sera prise en compte ainsi que la faisabilité pour l'installation d'ouvrages de gestion d'eau pluviale. Ces aspects font l'objet d'échanges avec la Métropole de Lyon et l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, actives sur ces sujets.

Par ailleurs, l'Université suit avec précision ses consommations d'eau (Cf. figure 17). Le suivi se fait grâce au compte client EGL qui permet des données de consommations journalières par point de livraison. Il permet aussi le paramétrage d'alerte en cas de dépassement d'un seuil de volume journalier par compteur. Une veille en continu sur les écoulements est également organisée, qui conduit en cas de surconsommation à des alertes mail faites par EGL. Ces alertes permettent d'agir rapidement en cas de fuite ou de dysfonctionnement d'un robinet ou d'une chasse d'eau. L'Université œuvre à la réduction de la consommation en eau, comme en témoigne le graphique de la figure 17. Même si la consommation d'eau est fortement liée au nombre d'étudiants qui est à la baisse depuis 2013, on constate une diminution de la consommation d'eau de 23% entre 2018 et 2023 (Les années 2020 et 2021 ne sont pas représentatives car impactées par la crise sanitaire). Suite à ces alertes, des investigations ont pu être réalisées et cela a permis d'intervenir sur des fuites.

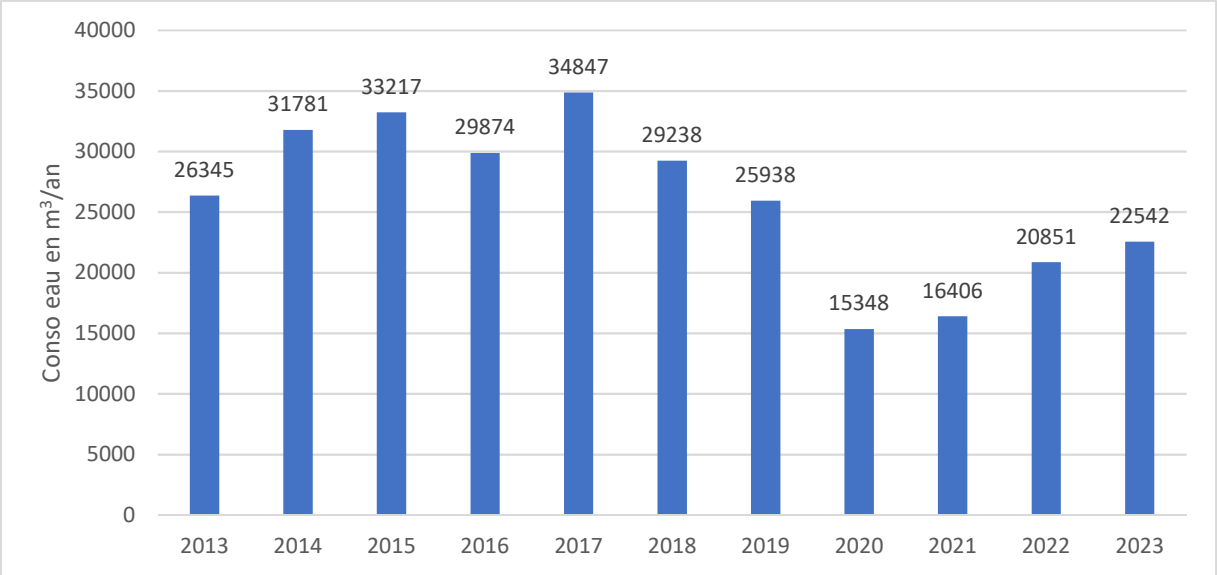


Figure 17 : Consommation annuelle d'eau en m3 pour l'ensemble des sites de l'Université.

Le travail mené pour repenser les aménagements des cours et développer la biodiversité ira de pair avec celui de la préservation de la ressource en eau, avec une réflexion à mener sur la réutilisation des eaux pluviales, pour l'arrosage mais également à plus long terme pour les sanitaires.

Un jardin partagé est en projet sur le site Athéna. Ce projet a fait l'objet en 2023 d'une étude de faisabilité dans le cadre du master « Gouvernance des risques environnementaux » avec l'association Edelya et sous le pilotage de Philippe Billet. L'aménagement de ce jardin pourrait être une première étape du réaménagement d'ensemble. Une restitution de ces travaux et une table ronde intitulée « végétaliser et cultiver les villes de demain » a eu lieu le 19 septembre 2023. Ces aménagements

ambitieux ont également été présentés dans le cadre du Plan Ambition Transition Écologique le 24 octobre 2023.

Avec le soutien de l'association L3DD (Lyon3 Développement-Durable), l'Université a mobilisé les résidents de la rue Rollet jouxtant l'Université (site Manufacture, côté est) pour qu'ils répondent à l'AAP jardin de rue de la ville de Lyon. L'enjeu de cet AAP est de permettre aux résidents de se réapproprier l'espace et de revégétaliser leur rue en leur fournissant les végétaux, la terre et l'accompagnement des jardiniers de la ville. La ville a répondu favorablement à la demande des résidents et les plantations ont été réalisées en novembre 2023. Ces aménagements profiteront directement aux étudiants et personnels de l'Université.

Ces développements contribuent au Plan Qualité de Vie et des Conditions de Travail qui comporte un volet espaces extérieurs.

4.4.- Promouvoir une alimentation responsable accessible au plus grand nombre sur l'ensemble de la chaîne de valeur « du champ à l'assiette »

Ce secteur lié à l'activité de l'Université comporte quatre parties distinctes :

4.4.1. L'alimentation repas

La partie la plus importante concerne les repas pour les étudiants. Elle concerne aussi un restaurant pour les personnels à la Manufacture. Elle est pour la plus grande part prise en charge par le CROUS, qui dispose de restaurants universitaires sur le site de la Manufacture et dans le bâtiment qui réunit aussi la MILC et l'IUT sur le campus des quais. L'Université se repose, pour cet aspect du service rendu aux étudiants, sur les efforts faits par le CROUS dans le sens d'une alimentation plus durable.

La stratégie du CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires) déclinée au niveau local montre l'engagement fort de la structure en faveur de la transition écologique avec :

- La réduction des émissions de GES,
- La réduction de l'empreinte énergétique,
- La réduction de l'impact sur l'environnement,
- La promotion d'une alimentation responsable (Cf. Figure 18),
- La sensibilisation et la formation des personnels et des étudiants à l'urgence climatique, à la perte de biodiversité et à la responsabilité sociétale,
- L'intégration de critères écologiques dans les projets immobiliers.

L'action du CROUS porte sur une offre quotidienne de produits de qualité pour une alimentation plus saine et durable. Pour le site de la Manufacture, les chiffres 2022 montrent l'engagement fort du CROUS pour une alimentation saine avec des produits durables.



Figure 18 : Les indicateurs pour le CROUS de la Manufacture en 2022 sur les produits durables

Le CROUS propose le plus possible une alimentation responsable avec une option végétarienne quotidienne, des plats faits maison et des produits de qualité. Tous les étudiants y ont accès à tarif social.

Sur le site de Lyon une démarche innovante en faveur de la transition écologique a été mise en place pour réduire le gaspillage alimentaire et pour améliorer le service (caméra couplée à une IA pour l'analyse des plateaux restitués – entreprise Kikléo : quantification des restes dans les assiettes lors de 3 périodes de 2 semaines par an).

Les données fournies (figure 7) permettent de sensibiliser les étudiants au gaspillage alimentaire.

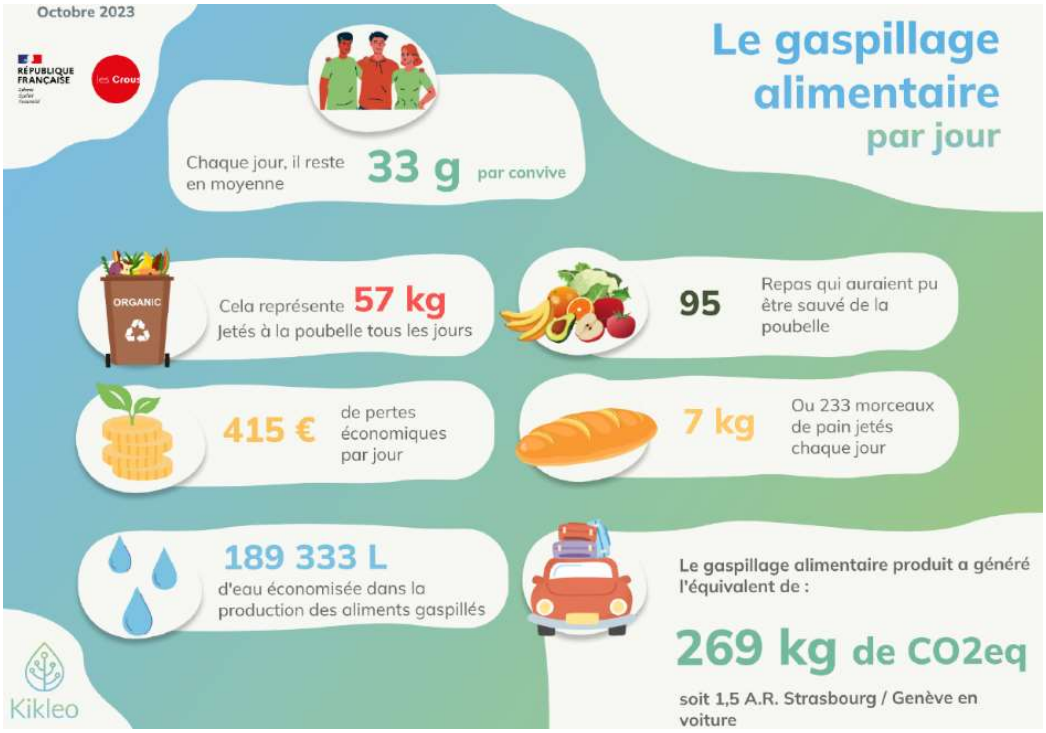


Figure 19 : Données du mois d'octobre 2023 sur le site de la Manufacture

À ces démarches sur les produits durables s'ajoutent :

- **Animations santé-alimentation** : participation de L3DD le 23/11 dans le cadre de la semaine étudiante de réduction des déchets[41] ;.

[41] Voir : https://www.crous-lyon.fr/2023/11/15/objectif-mini-poubelle-semaine-etudiante-de-la-reduction-des-dechets/

- **Calendrier de recettes** – 1 jour, 1 recette[42] **;**
- **Réduction des déchets (loi AGEC) :** depuis la rentrée 2022, tous les contenants à usage unique (gobelet – couverts biosourcés – assiette carton – sac kraft) sont payants. Les usagers, étudiants et personnels sont invités à apporter leurs contenants personnels pour ne pas avoir à les acheter sur place.

4.4.2. L'alimentation traiteurs et le marché « pause-café »

Elle fait l'objet d'un marché spécifique, passé en mars 2023 pour quatre ans (UJM 2023-06). Ce marché inclut plusieurs clauses DD&RSE, réglementaires, mais aussi volontaires. Cependant, le cahier des charges devrait changer pour l'échéance suivante, en s'inspirant en particulier du marché concernant le point suivant.

Pour les pauses café, le marché (marché UJM 2023-57, octobre 2023)[43] comporte une avancée importante en matière de clauses environnementales, en sus des clauses réglementaires. Tirant profit de la dynamique impulsée par le CROUS, il est bien plus exigeant que les précédents marchés, notamment sur la qualité des produits (produit bio de saison, locaux – circuits courts avec des contenants réutilisables/recyclables et une empreinte carbone réduite)

4.4.3. Les distributeurs

Le marché a été passé en 2022 à la suite d'un sourcing très attentif prenant en compte :

- L'accès à des produits de qualité (bio, sains, vegan) à des prix accessibles pour les étudiants, et la mise en avant de ces produits avec une sensibilisation autour de l'alimentation saine et équilibrée,
- Un fonctionnement des distributeurs par défaut en zéro gobelet avec un coût de la boisson moins élevé sans gobelet,
- La composition des matériaux pour les contenants,
- La politique de recyclage,
- La politique de transport pour les approvisionnements
- Et la consommation en énergie des appareils.

L'offre en produit bio et sains était inexistante avec le précédent marché et la figure 20 montre que ces produits répondent à une attente, même si la démarche reste à encourager. La moitié des cafés vendus étaient des cafés bio (18 000 tasses sur 32 000 vendues).

Une première sensibilisation a été réalisée sur le zéro gobelet le 23/11/2023 et cette sensibilisation a été reconduite en juin 2024, l'objectif étant de réduire de 50% le recours aux gobelets.
L'autre enjeu pour diminuer la consommation de plastique est la mise en place de fontaines à eau et la suppression des bouteilles d'eau dans ces distributeurs à termes.

[42] Voir : https://www.crous-lyon.fr/se-restaurer/idees-recettes-a-refaire-chez-soi/

[43] Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/prestations-traiteur-petit-dejeuner-et-collation?ksession=b24989cf-dc56-473d-883a-0912b3fd964c.

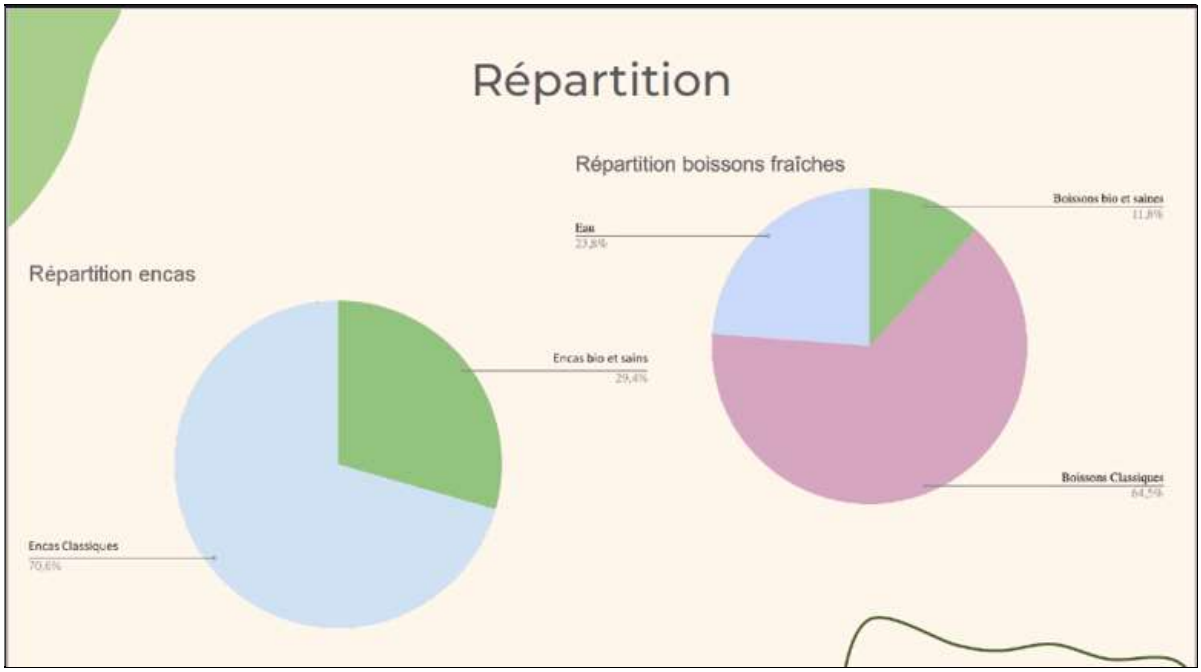


Figure 20 : Répartition produits classiques/bio ou sains entre septembre et novembre 2023

4.4.4 L'épicerie solidaire et les paniers solidaires

L'épicerie sociale et solidaire Lyon 3 Episcia, portée par l'association L3DD, et soutenue par la gouvernance de l'Université, répondant au plan d'action « 2021 année solidaire », fonctionne depuis plus d'une année dans un local à la Manufacture. Son financement réunit la Région AURA, la Métropole de Lyon, la Ville de Lyon, le CROUS, la SMERAA (Société Mutualiste Etudiante Régionale Rhône Alpes Auvergne) et l'Université Lyon 3, pour un total de 86 k€. Elle est alimentée en circuits courts et propose aux étudiants des produits à 10-30% du prix du marché, pour un maximum de 48€ d'achats par mois. 50 étudiants ont été concernés pendant la première année.

L'association poursuit également son action autour de la distribution de paniers bio en partenariat avec les jardins de Cocagne (association Jardin d'Avenir situé au cœur des Mont du Lyonnais)[44].

Cette année, grâce à une subvention du FSDIE et à un engagement de l'association jardin d'avenir, une vingtaine de paniers bio vont être distribués au tiers du coût du panier pour permettre l'accès à tous à des produits de qualité[45]. Des ateliers visant à apprendre à cuisiner les légumes ont été proposés aux étudiants.

4.5.- Fixer des objectifs opérationnels en matière de décarbonation de toutes les activités.

Globalement, la décarbonation nécessaire couvre quatre secteurs : les achats, l'électricité, les déplacements et le chauffage.

4.5.1. Les déplacements

Il faut ici rappeler que les sites de l'Université Lyon 3 sont en plein centre-ville et bénéficient d'une très bonne desserte en transports en commun, facilitant des mobilités très largement décarbonées, grâce au réseau de métro, de tramway et de bus. La pratique du vélo, fortement encouragée par la Métropole de Lyon, contribue à une évolution très favorable de ce point de vue.

[44] Voir : https://fondation-rte.org/projet/jardin-davenir-des-monts-du-lyonnais
[45] Voir : https://l3dd.softr.app/vente-paniers-bio)

Dans l'attente d'un Plan de mobilité budgété pour 2024 à concurrence de 40 k€, plusieurs actions visant à favoriser l'usage des modes doux et en vue de la réduction des émissions de GES ont été menées :

- Mise en place d'un parc à vélos en 2017 à la Manufacture et aménagement d'un espace vélos pour le personnel sur le site Chevreul ;
- Le Plan de Sobriété adopté en CA le 13 décembre 2022 a retenu le principe suivant : « Action 3.6 : ne plus acquérir de véhicules à moteur thermique, y compris par voie de location longue durée, lorsque des modèles électriques sont disponibles dans la même gamme, et limiter le parc automobile au strict nécessaire » ;
- Augmentation de la prise en charge partielle du titre de transport par l'Université, qui passe de 50% à 75% de l'abonnement pour le réseau de transports publics de voyageurs ou des services publics de location de vélo ;
- Forfait mobilités durables : une aide est allouée si le trajet domicile-travail est réalisé avec un mode de transport alternatif et durable utilisé a minima 30 jours/an (vélo ou vélo à pédalage assisté personnel ; covoiturage en tant que conducteur ou passager ; engin de déplacement personnel motorisé : trottinette, mono-roue, gyropode, hoverboard... ; cyclomoteur ; motocyclette ; véhicules à faibles émissions : véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hydrogènes en service d'auto-partage) ;
- Partenariat avec la Métropole de Lyon pour la mise à disposition des étudiants de vélos reconditionnés Free Velo'v, opération lancée à l'occasion d'une journée « vélo » en juin 2022 ;
- Modification de l'arrêté relatif aux missions des agents de l'Université, en CA du 17/10/2023, permettant la prise en charge en 1ère classe des trajets en train dépassant 4h en aller simple dans une même journée, ou 6h aller-retour dans la même journée ;
- Rédaction d'une charte sur les mobilités des enseignants-chercheurs, approuvée en CA du 28/11/2023. Cette charte incite à utiliser les modes de transport peu émetteurs de GES et introduit la notion de coût environnemental, coût qui doit être évalué avant la décision relative au mode de transport utilisé pour une mission donnée.

Lyon 3 participe au groupe de travail de la ComUE Lyon Saint-Étienne sur les transports responsables, qui doit aboutir à une charte fin 2024-début 2025.

Les BEGES réalisés par plusieurs unités de recherche en utilisant la base fournie par l'association Labos1.5 (trois unités en 2023, trois prévues en 2024) permettent un état des lieux sur lequel construire une politique informée, encourageant par exemple les réunions en ligne, préconisant de limiter les colloques lointains à l'étranger sans communication, etc.

4.5.2. L'immobilier

Le présent bilan s'appuie, pour l'immobilier, sur plusieurs documents principaux :

- Bilans carbone (site ADEME) 2011 et 2014/15 et nouveau BEGES réalisé sur les données 2022 ;
- « Transition énergétique. 1ère étape, état des lieux. Université Jean Moulin Lyon 3 », la ComUE Lyon Saint-Étienne, avril 2016. Le document se base sur le bilan carbone de 2014/15 et des éléments de bilan carbone pour 2013 ;
- Le Schéma pluriannuel Stratégie immobilière (SPSI) 2018-2022, Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- Le plan de programmation immobilière de la-DIL(BR2-2023) ;
- Un tableau de bord de suivi des consommations géré par la DIL.

L'Université Lyon 3 a œuvré sur la décarbonation par secteur depuis plusieurs années. La politique menée a consisté d'une part à limiter la consommation d'énergie, d'autre part à disposer d'une énergie aussi décarbonée que possible.

La comparaison directe des chiffres fait apparaître une baisse des émissions liées à l'électricité et au chauffage, de 1 034 tonnes CO^2éq en 2013, et même 1 119 tonnes en 2014/15 (Bilan carbone), à 981 tonnes CO^2éq en 2022 suivant le calcul proposé par le prestataire Hello Carbo pour le bilan GES 2022 (en prenant l'hypothèse que les méthodes de calculs utilisées pour les 2 BEGES 2014/2015 et 2022 sont comparables). Cette baisse de 12,4% repose vraisemblablement sur le changement relatif au chauffage, maintenant complètement assuré par le réseau de la Métropole, et l'abandon de l'utilisation du gaz pour le chauffage de sites sur les quais (Chevreul et Palais) et à Bourg-en-Bresse[46]. L'Université achète les garanties d'origine à Origo pour une électricité 100% renouvelable (hors nucléaire) et 100% Made in France. Cependant, cette électricité est produite à partir d'énergie à 87% non carbonée en 2022 (données RTE-France). La réduction de la part carbonée dépend donc en partie de la politique menée par EDF, et de ce que l'Université peut produire par elle-même. Pour l'instant, cette part propre est nulle[47]. La consommation totale d'électricité finale à Lyon 3 (tous sites confondus) en 2023 a été de 4 121 MWh, contre 5 035 MWh en 2013. La baisse de consommation à surface égale (prise en compte de la Surface Hors Oeuvre Nette « SHON ») est de 18.15%
En utilisant le facteur d'émission donné par RTE, les émissions indirectes de CO^2éq par Lyon 3 dues à l'électricité étaient d'environ 181 tonnes en 2023, contre 221.5 tonnes en 2013[48].

L'énergie électrique consommée par l'Université a diminué d'environ 18% entre 2013 et 2022-23, à périmètre égal. Les émissions de GES correspondantes ont été réduites également, à conditions identiques de production de l'électricité, d'environ 18 %.

Le chauffage des bâtiments, tant à Lyon qu'à Bourg-en-Bresse, est maintenant opéré totalement par le service rendu par les réseaux de chauffage urbain des agglomérations. L'Université ne produit donc plus depuis l'été 2021 de chauffage en propre. Les émissions de CO^2éq sont en conséquence indirectes et dépendent du mix énergétique utilisé par le chauffage urbain de la Métropole de Lyon ou de Bourg-en-Bresse. En 2023, L'énergie finale consommée pour le chauffage à Lyon 3 à climat constant était de 4 076MWh (4 999 MWh en 2013). Le mix du chauffage urbain de la métropole en 2023 est de : 37, 6% gaz ; UTVE : 47,7%, bois : 14,7%. Les émissions de CO^2éq pour le chauffage sont

[46] Le mix énergétique du chauffage urbain était en 2013 de Fioul 3%, gaz naturel 45%, incinération d'ordures 52%.
Les quantités données dans cette partie dépendent de calculs dont les modalités ne sont pas toujours précisées et pour des périmètres ayant légèrement variés selon les années, d'où la prudence dans l'expression de la baisse totale des consommations d'énergie et d'émissions de GES en conclusion et de possibles difficultés de cohérence.

[47] Elle pourrait être développée grâce à l'installation de panneaux photovoltaïque en toiture sur le site de la Manufacture. Cet investissement de 600 k€ est encore l'objet d'études, il dépend de la capacité de la toiture du bâtiment de la Manufacture rue Rollet à supporter le poids des panneaux, en cours d'évaluation, et pourrait intervenir dès 2024, le financement étant programmé. La quantité produite couvrirait une partie du « talon », pour environ 8% de la consommation totale. Le gain en émission de GES grâce aux panneaux photovoltaïques serait d'environ 13 tonnes de CO2éq, avec en plus une réduction de l'électricité d'origine nucléaire. De plus, la proportion d'électricité issue du renouvelable et du nucléaire devrait repasser en France au-dessus de 90% en 2023, soit un léger gain supplémentaire.

[48] Le facteur d'émission de Co2éq d'EDF est d'environ 44g par kw/h, https://analysesetdonnees.rte-france.com/bilan-electrique-emission-ges . Le chiffre disponible pour 2013 (Doc. 2016) est de 441 tonnes, ce qui correspond à un facteur d'émission beaucoup plus important, non expliqué). 231 tonnes correspondent à l'énergie électrique délivrée en 2013, affectée du coefficient d'émission donné par RTE en 2023.

devenues avec l'abandon du chauffage au gaz en interne totalement indirectes[49]. Pour Bourg-en-Bresse, le mix est de : 75% bois, 10% PAC, 15% gaz (85% EnR).

Pour cette source d'émission de CO^2éq, la réduction est venue de :

- L'abandon du chauffage au gaz pour les sites Athéna-Dugas et Palais sur les quais du Rhône et de Bourg-en-Bresse ;
- Le recours complet au Chauffage Urbain Grand Lyon, qui s'oriente vers une utilisation croissante de la biomasse (20% de l'énergie de chauffage de l'Université) ;
- Les travaux de rénovation thermique sur les sites Athéna et Palais des Quais.
- Le pilotage des équipements techniques (ventilation, chauffage, éclairage) sur la GTC et le suivi des consommations.

L'énergie nécessaire au chauffage à surface constante a été réduite de 25% entre 2013 et 2023 soit un gain effectif des émissions de gaz à effet de serre correspondant.
Dans cette évolution, il faut souligner les effets du plan de sobriété, avec une réduction de l'énergie consommée de 9 % pour l'électricité et de 9 % pour le chauffage à climat constant pour une surface équivalente entre 2022 et 2023.
Au total en 2023, l'Université a une efficacité énergétique d'environ 110 kWh/ m² SUB « surface utile brute » en énergie finale (148 kWhEP/m² SHON). Cet indicateur comprend l'énergie électrique et de chauffage. Il était en 2013 à 151 kWh/ m² SUB

4.6.- Fixer des objectifs opérationnels en matière de sobriété énergétique pour l'immobilier.

L'évolution depuis 2014 (année prise en compte dans le bilan 2016) jusqu'à 2023 est sensible.
On est passé, en tendance, de 151 kWhEF/m² SUB en 2013 à 110 kWhEF/m² SUB en 2023, après un effort soutenu de sobriété. La baisse a donc été de près de 27 % sur la décennie.

Le 13 décembre 2022, le plan de sobriété énergétique de l'Université a été approuvé en Conseil d'Administration.
Les diagrammes ci-dessous font clairement apparaître l'effort qui a été réalisé en ce sens. L'énergie nécessaire au chauffage a été réduite de 12% pendant l'hiver 2023 par rapport à 2022 (Cf. figure 21). À climat constant, l'économie est d'environ 9% (Cf. figure 22).

L'objectif fixé dans le plan à 10% est atteint, grâce à plusieurs dispositifs :

- Régulation de la température de chauffage collectif autour de la température cible de 19°C,
- Formation des personnels à l'utilisation des thermostats,
- Interdiction de l'utilisation de dispositifs personnels de chauffage,
- Fermeture des portes donnant sur les escaliers dans certains locaux (procédure en cours d'amélioration),
- Adaptation de l'ouverture des bâtiments ou zone de bâtiments,
- Extinction des chauffe-eau électriques,
- Automatisation de l'extinction des équipements informatiques et audiovisuels,
- Sensibilisation des usagers des campus à travers une campagne sur les écogestes.

[49] La biomasse étant considérée comme neutre de ce point de vue.



Figure 21 : Évolution de la consommation liée au chauffage depuis 2013 en kWh (en énergie finale)

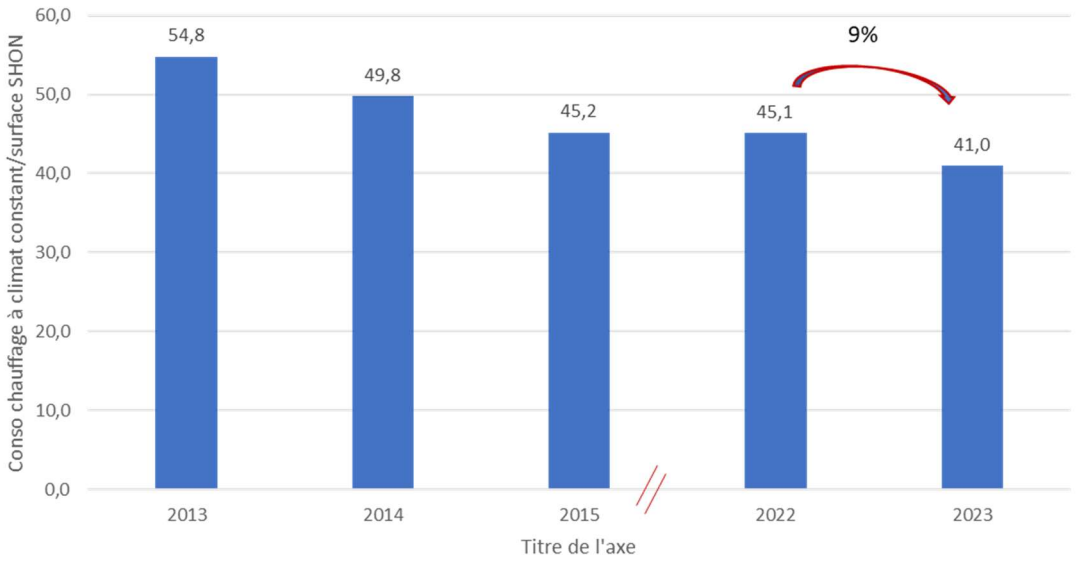


Figure 22 : Évolution de la consommation liée au chauffage depuis 2013 en kWh/m² (à climat constant)

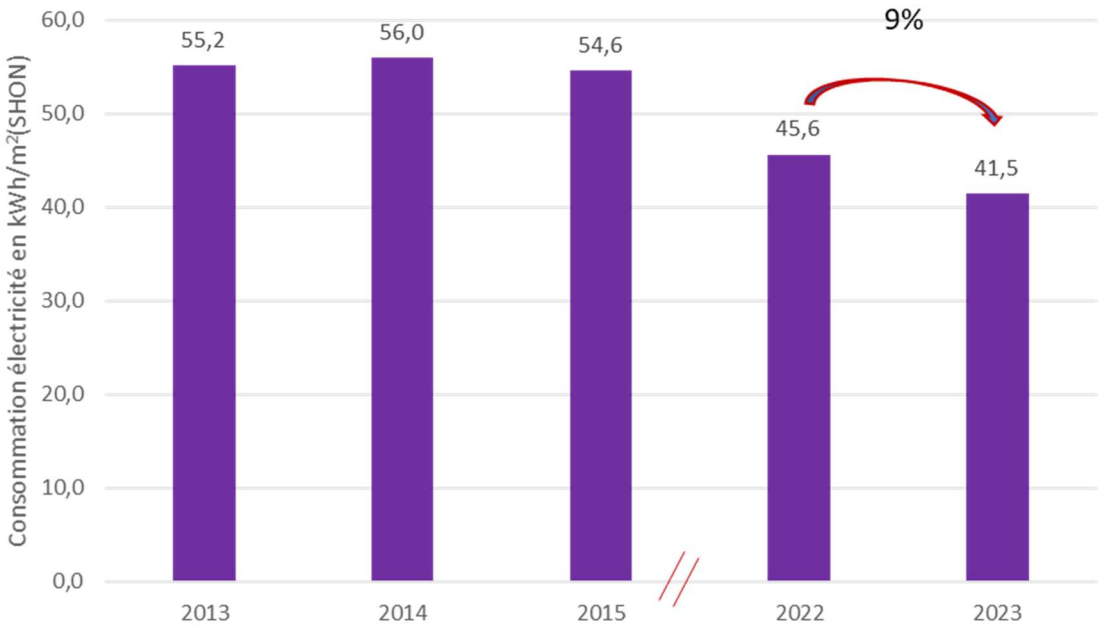


Figure 23 : Évolution des consommations d'énergie électrique depuis 2013 en kWh/m² (énergie finale)

L'Université mène au fil de l'eau, chaque année, des travaux d'économie d'énergie sur son parc bâti total (100 000 m²).

En 2019 et 2021, on peut citer la réalisation de travaux tels que le passage en éclairage LED du parking de la Manufacture des tabacs, ainsi que de salles de cours, d'espaces de circulation et de la salle de sport, le remplacement de pompes et de moteurs de ventilation, la mise en place de robinets thermostatiques. Différents plans de financement orientés transition énergétique sont exécutés :

- Plan campus travaux Palais des quais 2017-2020 (22 M€) ;
- Plan de relance 2021-2023 (5 M€) : rénovation éclairage, chauffage, ventilation et automates ;
- CPER 2021-2027 : 11 M€.

L'Université a créé un poste d'économe de flux en 2015. L'ingénieure économe de flux est chargée de la maîtrise des consommations d'énergie et la diversité des missions est schématisée dans la figure 24.

Les mesures d'économie d'énergie ont été rendues possibles grâce aux :

- Travaux France Relance ;
- Travaux Tigre, exécutés en 2021 (Appel à projet de l'État pour des travaux d'économie d'énergie) ;
- Suivi du pilotage des installations ;
- Suivi des consommations ;
- Diagnostic des systèmes de ventilation ;
- Travaux en lien avec l'AAP 2024 – TEE de l'Etat.

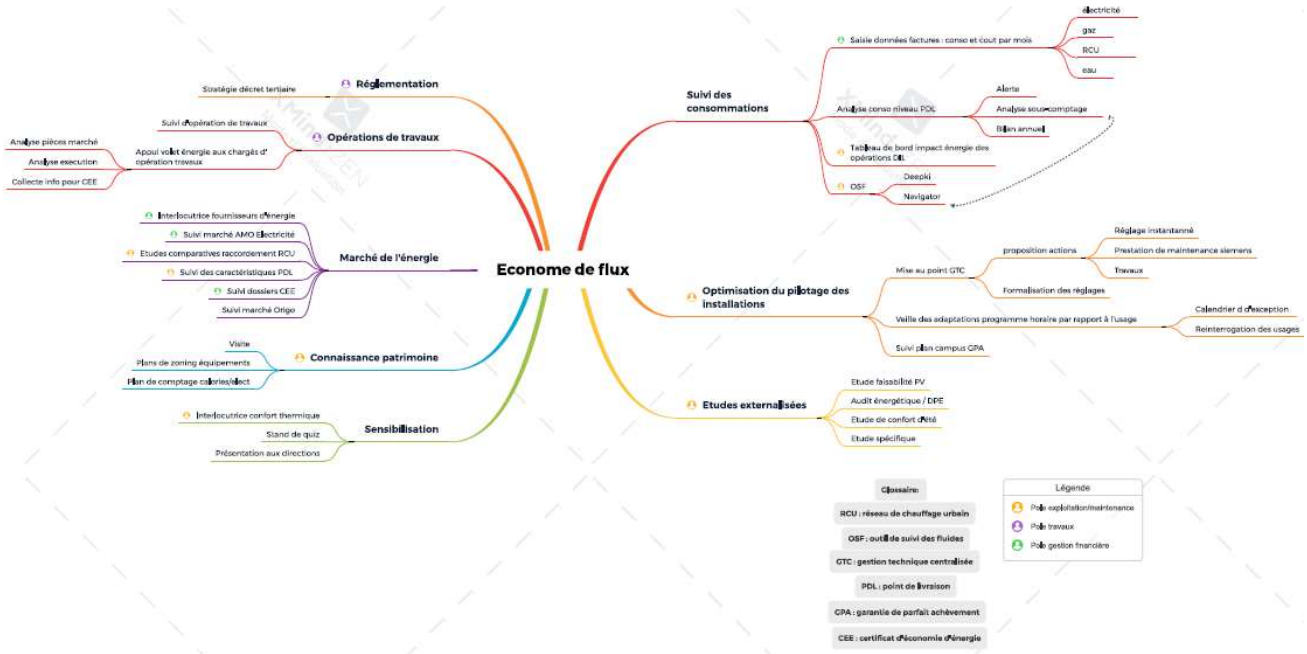


Figure 24 : Schéma des missions de l'économe de flux – Université Lyon 3

Divers dispositifs d'économie d'énergie ont été installés, dans le fil d'actions menées les années précédentes. L'outil de gestion remarquable que constitue la GTC pilote l'ensemble des bâtiments et comprend environ 250 vues graphiques nourries de 8 000 points de captage de données (entrée et sortie : températures, pressions, débits, CO^2, télécommande, retour d'état, données de comptage). Dans sa stratégie de maintenance et d'exploitation, la Direction de l'Immobilier et de la Logistique a initié une démarche pour accroître son efficacité en termes d'exploitation des installations techniques et équipements d'automatisme du bâtiment. L'effort a été porté sur la gestion des consommations grâce à des travaux sur la régulation et l'optimisation du chauffage et de l'éclairage, permettant des économies d'énergie. On note les investissements suivants :

- 29 400 € Pour des robinets thermostatiques à la Manufacture des Tabacs ;
- 3 824 000 € Pour le remplacement des pompes et des CTA Amphithéâtres, leur régulation, l'éclairage LED et les faux plafonds des amphithéâtres (Plan de relance Manufacture) ;
- 500 000 € Pour le remplacement des automates GTC obsolètes (Plan de relance Manufacture) ;
- 120 000 € Pour le calorifuge de la sous-station primaire (Plan de résilience Manufacture) ;
- 3000 € Pour la mise en place et la rénovation de calorifuge chauffage à l'IUT.

Des projets immobiliers sont aussi à l'étude :

- Sur du plus long terme l'installation de panneaux photovoltaïques, la première étude ayant montré que la toiture prévue pour les accueillir n'était pas suffisamment résistante ;
- Rénovation énergétique du bâtiment du 18 rue Chevreul, parmi les plus dispendieux en énergie (niveau de performance actuel C) et du Bâtiment Cavenne ;
- Poursuite de la rénovation des éclairages par remplacement par des leds, et gestion resserrée des calorifuges chauffage.

D'autres actions sont envisagées :

- Élaboration du SPSE 2024-2027, vote en CA automne 2024 ;
- Élaboration d'un schéma directeur énergie en 2024, vote en CA en automne 2024 ;
- Installation de sous-compteurs par pièces ;

- Développement d'indicateurs de suivi.

Et envisageable en fonction des retours de l'audit qui va être engagé en 2024 à la Manufacture des Tabacs :

- Isolation des combles à la Manufacture des Tabacs.

Les économies réalisées par une gestion attentive seront cependant minorées, dans une proportion pour l'instant non évaluée, par l'énergie devenant de plus en plus nécessaire à la lutte contre les grandes chaleurs en été qui génèrent de plus en plus de situations d'inconfort marqué, d'où une augmentation des surfaces climatisées. En 2022, des films solaires intérieurs et extérieurs ont été testés, ainsi que des brasseurs d'air, pour l'IUT, et les stores sont remplacés quand le système est détérioré. De plus, les fenêtres hautes des amphithéâtres au long de la rue Rollet, à la Manufacture, ont été modifiées en 2023 de façon à ce qu'on puisse les ouvrir, permettant ainsi à l'air chauffé de sortir. Le niveau de confort en a été ainsi amélioré.
À noter également, l'augmentation des consommations d'électricité à venir liée aux locaux des serveurs qui fonctionnent en permanence et ont donc besoin d'être climatisés également en permanence, mais, comme on l'a vu, avec une consommation faible.

Cette politique de « petits pas » sera poursuivie. Il s'agira donc de trouver le meilleur compromis entre niveau d'économie et coût (y compris empreinte carbone) et des travaux nécessaires pour y parvenir. À la réduction des consommations pourra s'ajouter une réduction des émissions de GES.

Axe 5 : Politique sociale et qualité de vie au travail, bilan 2021-2024

Dans son introduction au Projet d'établissement 2021-2026, le président Eric Carpano écrivait :
« *La qualité de vie universitaire, celle de ses étudiants et de ses personnels, en est une condition. Lyon 3 sera une Université engagée sur le plan social, environnemental et sociétal. Ce projet d'établissement pour Lyon 3 est celui d'une Université solidaire, ouverte sur le monde, qui concilie les valeurs d'exigence et de partage au service de la jeunesse et de notre avenir commun* ».

Des projets immobiliers d'ampleur sont prévus pour améliorer la qualité de vie des personnels et des étudiants :

- **Transformation de l'avant-corps en tiers-lieu solidaire**
  « Ce projet immobilier d'ampleur est l'expression dans le bâtiment de cette vision. Il a fait l'objet en 2021 d'une soumission dans le cadre du DSG2. Lors de la phase de concertation avec les étudiants, les designers et sociologues ont relevé plusieurs facteurs pouvant avoir un impact sur la réussite universitaire. Parmi ces facteurs figure le manque de tiers lieux permettant aux étudiants de se rencontrer, s'entraider, se reposer, rencontrer des associations, etc. Sur un site qui accueille 12 000 étudiants par jour, et qui est en tension immobilière, l'acquisition de l'avant- corps de la Manufacture des Tabacs par l'Université à la Métropole de Lyon offre la possibilité de répondre à ce besoin. Ce projet vise à la création d'espaces dédiés à la vie étudiante et la vie de campus (fonction sociale, coworking, lieu de restauration, entrepreneuriat, culture, etc.). L'Université poursuivra également la démarche collaborative en coconstruisant les espaces. Le CROUS de Lyon sera un partenaire majeur du projet. Les étudiants, les associations et l'ensemble des membres de la communauté universitaire, seront également impliqués » (Extrait du projet d'établissement 2021-2026).
  Ce projet est inscrit au PPI BR2 de 2023 pour 3,65 M€ (2.7 M€ financés par le CPER).

- **La création d'un espace de près de 300 m² dédié à recherche** sur le site des Quais, au 15 quai Claude Bernard. Cet espace offrira des perspectives tout à fait nouvelles aux acteurs de la recherche à l'Université Jean Moulin et sera le centre de gravité physique de notre rayonnement scientifique, en tant que lieu d'inspiration, de partage et de représentation de notre recherche.

- **Le projet BASE** (Bureau d'Accompagnement Social des Etudiants), budgété à concurrence de 250 k€ (PPI BR2 2023), démarrera en 2025.

Des référents garants de la politique sociale de l'Université

- **La référente déontologue** est chargée d'apporter aux personnels de l'Université tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques consacrés dans le statut général des fonctionnaires et la jurisprudence : obéissance hiérarchique, dignité, impartialité et interdiction des conflits d'intérêts, neutralité, secret et discrétion professionnels, probité, réserve, respect des règles encadrant le cumul d'activités et la création d'entreprise, etc[50].

- **Plusieurs autres référents ont été nommés pour :**
  - La laïcité,
  - Les radicalisations,
  - Le racisme et l'antisémitisme,

[50] Contact : referent-deontologue@univ-lyon3.fr

- Le handicap des étudiants,
- Le handicap des personnels.

Le réseau des correspondants aux Égalités (doctorants, notamment) a été mis en place.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 figure parmi les 6 lauréats (juillet 2024) de l'AAP **« Université inclusive démonstratrice »,** porté en interne par la Commission Accessibilité Handicap Inclusion de Lyon 3 pour ses travaux préparatoires et les personnels du Pôle Handicap. Cette labellisation ministérielle, valable pour la période 2024-2026, octroie à Lyon 3 une dotation spéciale de 1 620 000 euros qui permettra de mettre en œuvre et d'expérimenter une politique inédite et ambitieuse en matière d'accompagnement des étudiants en situation de handicap. Les moyens obtenus permettront notamment de financer des actions innovantes en faveur de la simplification du parcours des étudiants en situation de handicap, un plus large déploiement de la pédagogie et des apprentissages inclusifs ou encore la mise en œuvre d'un grand projet, la création de la « MC3 », Maison Commune « Handicap-Santé-Inclusion ».

5.1.- Renforcer une politique des RH favorisant l'égalité et la diversité au sein des personnels.

La Conférence sociale

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a adopté le 5 juillet 2022 en CA un plan inédit de 3,4 millions d'euros pour la revalorisation des rémunérations et des carrières.
Initiée par l'équipe présidentielle dans une démarche de **renforcement du dialogue social** et portée dans le Projet d'établissement, la conférence sociale rassemblait une grande diversité de personnels de l'Université (organisations syndicales, composantes, services communs et centraux, personnels volontaires) pour engager une réflexion commune et partagée autour de différents sujets intéressant les personnels**.** Après 120 heures d'ateliers et un travail en profondeur mené en interne, cette conférence sociale a abouti à ce que le conseil d'administration adopte, sur proposition d'Éric Carpano, un plan ambitieux de revalorisation des rémunérations de 3,4 millions d'euros cumulés sur 3 ans. Ce plan[51], mis en œuvre immédiatement, est financé sur les ressources propres de l'Université et a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité du Comité technique.

Les 4 grands axes de travail, déclinés en thématiques :

- ✓ **Axe 1** | Politique d'emploi et de rémunération des contractuels
- ✓ **Axe 2** | Primes et régimes indemnitaires
- ✓ **Axe 3** | Télétravail
- ✓ **Axe 4** | Formation et accompagnement des personnels enseignants et BIATS

Chaque atelier associait :

- Un membre de l'équipe présidentielle pilotant le groupe,
- Des experts techniques désignés par le pilote du groupe,
- Jusqu'à 5 représentants du CT (au choix des membres du CT),
- Jusqu'à 6 représentants de composantes (1 par composante, au choix des Doyens et Directeurs),
- Jusqu'à 2 représentants des services centraux, communs et généraux (sur proposition de la Direction Générale des Services, après appel à candidature),

[51]Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/conference-sociale?ksession=7c5564bd-0894-44c9-aa23-3bc26eb36915

- Jusqu'à 4 personnels volontaires administratifs ou enseignants (par tirage au sort, après appel à candidature).

Engagée dans la promotion des égalités, l'Université Jean Moulin met en œuvre plusieurs actions visant à lutter contre toutes formes d'inégalités au sein de l'établissement. Lieu d'écoute, d'orientation et d'accompagnement des victimes ou témoins de discriminations ou de harcèlement au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3, la Cellule d'Accompagnement contre les Discriminations et le Harcèlement (CADH) s'engage à répondre aux situations dont elle est saisie et à agir pour prévenir tout comportement abusif[52]. Le réseau des correspondantes et correspondants aux égalités de l'Université vient en appui aux actions de la CADH. Ces correspondants sont membres du personnel de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et identifiés au sein des services et composantes de l'établissement. Ils sont chargés de sensibiliser la communauté universitaire aux enjeux de la lutte contre les discriminations**.**

Le plan d'action relatif à l'égalité Femmes-Hommes 2021-23[53], propose une série de mesures en matière d'égalité professionnelle, avec une mise en œuvre prévue jusqu'en 2023. Il a été présenté en CHSCT et CT en juin 2021**.** Afin de produire ce plan d'action, la chargée de mission a associé des personnels et des étudiants de l'Université afin de coconstruire le diagnostic et les axes stratégiques. Ce travail a permis également d'établir un bilan des actions de lutte contre les discriminations et le harcèlement, en vue notamment de formuler des préconisations visant à améliorer le dispositif CADH mis en place en sept. 2019 ; et de proposer de nouvelles actions de sensibilisation et de formation.

Le plan est défini en 4 grands axes comme le préconise le Référentiel des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'enseignement supérieur et la recherche (oct. 2020).

Une série de mesures répondant à des objectifs précis est proposée pour chaque axe, avec une mise en œuvre jusqu'en 2023.

- ✓ **AXE 1 : Évaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes**

Objectifs visés : Identifier et analyser des écarts de rémunération / Prévenir les écarts de rémunération / Traiter les écarts de rémunération.

- ✓ **AXE 2 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps et emplois**

Objectifs visés : Evaluer de manière égale et sans a priori les femmes et les hommes dans les comités de recrutement / jurys de concours et de recrutement / Garantir l'égal accès aux corps et aux emplois grâce aux promotions / Favoriser les candidatures aux changements de corps, de grade / Renforcer la mixité des métiers et la lutte contre les stéréotypes de genre.

- ✓ **AXE 3 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale**

Objectifs visés : Permettre une meilleure articulation vie professionnelle et vie personnelle et familiale / Articuler avec la démarche globale Qualité de vie au travail / Accompagner les enseignants dans leur retour de congé parental pour les activités de recherche.

- ✓ **AXE 4 : Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.**

[52] Voir: https://intranet.univ-lyon3.fr/cellule-daction-contre-les-discriminations-et-le-harcelement-cadh .
[53] Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/plan-daction-relatif-a-legalite-femmes-hommes .

Objectifs visés : Connaitre et mesurer les situations de discrimination, les actes de violence de harcèlement et les agissements sexistes / Prévenir les discriminations, les actes de violence de harcèlement et les agissements sexistes / Faire connaitre la politique en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations à tous les nouveaux arrivants / Renforcer le dispositif existant de lutte contre les discriminations, le harcèlement et les VSS / Faire connaitre la politique en faveur de l'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations en dehors de l'Université

D'autres actions ont été menées :

- La subvention pour les repas des personnels est passée de 1€ à 3€ (CA du 19/09/2023, dans le cadre de la PIM) ;
- Une facilitation des prêts par la BU pour les personnes en situation de handicap, les sportifs et artistes de haut niveau, a été mise en place en 2023 ;
- La prise en charge des prothèses auditives pour les personnels à concurrence de 1700€ a été votée en CA le 17/10/2023[54]. Elle vient compléter la liste des prestations déjà existantes (aide aux études supérieures des enfants des agents, aide aux activités extra-scolaires…) ;
- La part employeur du forfait mobilité pour les abonnements au réseau des Transports en Commun de Lyon (TCL) a été augmentée de 50% à 75%.

5.2.- Prendre en compte les besoins des étudiants pour renforcer la qualité de leur accueil et des services rendus au sein des campus.

5.2.1. Accueil des étudiants : pôle réussite

L'université Jean Moulin a comme ambition première de favoriser l'égalité des chances, en respectant les différences, convaincue que la diversité et les spécificités sont une richesse. L'objectif du Pôle Réussite est ainsi de favoriser la réussite scolaire, universitaire et l'insertion professionnelle des jeunes.

Le point de départ de cette dynamique d'accompagnement est la signature de la charte sur la diversité et l'égalité des chances en 2010.

Deux types d'actions complémentaires ont été mises en place :

- Les prépa Talents ;
- Les cordées de la réussite

5.2.1.1. Les prépas talents

L'idée est née en 2008 sous le terme de Classe Préparatoire Intégrée (CPI) pour préparer des candidats au concours de la fonction publique en interne dans différentes écoles.

En 2021, est lancé le plan « Talents du service public » qui met en place plusieurs dispositifs dont les Prépa Talents.

Les Prépa Talents sont des classes préparatoires ouvrant droit à un diplôme, organisées par des écoles du service public, des Universités, des IEP ou des IPAG. L'objectif est de lutter contre l'autocensure des candidats, d'améliorer la connaissance des métiers de la fonction publique et de préparer le passage des concours. Elles sont destinées aux étudiants boursiers ou à ressources modestes, méritants et aux demandeurs d'emploi sous condition de ressources. La Prépa Talent

[54]Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/aide-a-lapareillage-auditif-aaa-la-nouvelle-prestation-sociale-du-sacso

permet aux candidats un accès à une formation de plusieurs mois à une année complète, en fonction des Prépa Talents, qui les accompagne jusqu'au passage du concours (y compris les oraux)

Plus de 100 Prépas Talents sont identifiées actuellement dont 5 à Lyon 3 :

- École Nationale de la Magistrature ;
- DGFIP concours B ;
- École Nationale Supérieure de la Police ;
- Inspecteur des douanes ;
- DU contentieux des personnes publiques.

Les étudiants qui s'inscrivent dans ce dispositif vont pouvoir :

- Bénéficier d'une préparation gratuite aux concours ;
- Bénéficier d'un tutorat/mentorat ;
- Obtenir un diplôme en fin d'année ;
- Réaliser un stage dans un métier de la fonction publique ;
- Recevoir une bourse de 4000€ pour l'année de préparation (cumulable avec la bourse sur critères sociaux) ;
- Bénéficier d'un accompagnement pour le logement et la restauration (en fonction des Prépa Talents).

Certains concours réservent 15% de places aux personnes ayant suivi les Prépas Talents.

5.2.1.2. Les cordées de la réussite

Il y a 4 cordées portées par le Pôle Réussite-DEVU et une cinquième est portée par le campus de Bourg-en-Bresse.

L'objectif d'une cordée est de relier l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur pour développer les ambitions des jeunes et lever les freins liés à l'autocensure (éloignement géographique, moyens financiers, acculturation…) Tous les jeunes des cordées relèvent directement de l'égalité des chances car ils sont sélectionnés sur des critères spécifiques ou dans des établissements identifiés.

Pour la cordée portée par le campus de Bourg-en-Bresse, il s'agit d'un partenariat avec le lycée Carriat pour accueillir des lycéens pour des conférences, des visites ou des temps d'échanges avec les étudiants. Elle a démarré en septembre 2023.

Pour les cordées du Pôle Réussite (labélisées en 2008) :

- **La cordée « Collégiens audacieux** », dispositif où de jeunes collégiens (3ème) vont suivre des formations méthodologiques et aux savoir-être dans leur établissement et à l'Université. L'objectif est de leur donner des clés de compréhension de l'enseignement supérieur et de montrer que cet environnement leur est accessible ;
- **La cordée « Séminaire Lycée »**, dispositif de 4 jours de formation où des lycéens vont suivre des formations méthodologiques et aux savoir-être dans leur établissement et à l'Université. Les objectifs sont de travailler leur projet de formation, de développer leur ambition, de donner du sens à leur parcours et de préparer la transition enseignement secondaire-enseignement supérieur ;
- **La cordée « Découverte culturelle »**, dispositif offrant la possibilité à des étudiants de Licence 3 en Histoire de tester le métier de médiateur culturel en accompagnant des classes de seconde dans une visite culturelle au choix des étudiants. Ce travail, mené sous la direction

d'un enseignant-chercheur, permet aux étudiants de mettre à profit leurs compétences et de découvrir un métier ; et, pour les lycéens, de découvrir un lieu culturel dans une visite menée par des « pairs » ;

- **La cordée « École d'été »**, dispositif de formation de 5 jours en partenariat avec l'INSA de Lyon, l'EMLYON, VetAgro Sup, l'ECAM La Salle, sous l'égide du rectorat de Lyon, où des jeunes bacheliers de l'année vont bénéficier de formations et de rencontres pour préparer leur entrée dans l'enseignement supérieur et également leur vie citoyenne. Dans le cadre du plan réussite Licence, 3 axes ont été développés :
    - DS1 Aide accrue à la construction du projet d'étude et professionnelle ;
    - DS2 Amélioration des pratiques pédagogiques ;
    - DS3 Meilleur accompagnement méthodologique des étudiants.

Tous les projets ne sont pas nécessairement tournés directement vers l'égalité des chances mais ils y participent en améliorant les conditions d'enseignement ou d'accompagnement des étudiants. Certaines actions sont portées directement par les composantes et d'autres par les services centraux.

On peut distinguer dans l'ensemble des actions des composantes :

- **L'enseignant référent**

Il s'agit d'n enseignant qui sera l'interlocuteur des étudiants pour les questions pédagogiques et organisationnelles par année.

- **Le tutorat d'accompagnement**

Des étudiants de Master font des permanences pour recevoir des étudiants de licence, volontaires, qui s'interrogent sur des thèmes de cours, des exercices pratiques ou la préparation des révisions (durée : 1 heure par semaine par thème ou matière).

- **Le parcours Collège de X**

Parcours réservé aux meilleurs étudiants de la filière qui propose un renforcement disciplinaire et une ouverture culturelle en plus du cursus normal de licence.

- **Le parcours École de la réussite (Faculté de Droit uniquement)**

L'école de la réussite s'adresse à des étudiants qui pourraient se sentir en difficulté dès la rentrée. Dans ce cadre, la première année de licence est allégée et complétée par des cours méthodologiques et disciplinaires ainsi qu'un accompagnement individuel. Les étudiants sont dans un cursus aménagé en 4 ans pour la licence.

- **Les licences en 4 ans**

Exclusivement en Faculté des langues, elles permettent de démarrer une langue en étant totalement débutant dans la langue. En L0, les étudiants apprennent les bases et, après un an, ils démarrent ensuite en L1 avec les autres étudiants qui ont déjà suivi cette langue au lycée.

- **La recherche documentaire**

La BU propose de nombreux aménagements pour permettre aux étudiants d'étudier dans de bonnes conditions. Cela va des horaires élargis qui permettent aux étudiants de travailler sur site directement à la possibilité d'acquérir des compétences en recherche documentaire pour ceux qui auraient des difficultés dans la manipulation des ressources (numériques ou papier)

- **La professionnalisation**

De nombreuses actions tournent autour de la professionnalisation en proposant des rencontres, des informations, des formations aux PPP (Projet Professionnel Personnalisé) Apprendre aux étudiants à se projeter, leur faire découvrir de nouveaux métiers ou de nouvelles formations : autant d'actions qui peuvent les aider à lutter concrètement contre l'autocensure.

5.2.2. Services mis en place au sein des campus

Plus largement, un ensemble d'actions est mis en œuvre pour faciliter la vie et la formation des étudiants :

- **Un schéma directeur vie étudiante** a été lancé le 15 novembre 2023 par un groupe de travail (première réunion 15/11/2023, avec pour objectif une adoption en CA fin 2024.
- **Une série d'actions** ont été décidées et mises en œuvre à la rentrée 2023 :
  - Prêt d'ordinateurs aux étudiants, jusqu'à concurrence de 200 machines, reconditionnées ou achetées (80 pour un coût de 90 k€). L'objectif est d'en augmenter chaque année le nombre,
  - Gratuité pour les boursiers pour des entrées cinéma, TNP, Maison de la Danse, festivals…,
  - Mise en place de deux distributeurs de produits d'hygiène gratuits (« Take Care ») pour les étudiants (deux produits par mois par étudiant).
  - Financement de projets par le FSDIE social, 2-3 par cycle/an sur les questions DD&RSE,
  - Tous les étudiants peuvent maintenant profiter du dispositif Free Velo'v, qui leur donne accès à un vélo reconditionné par la Métropole de Lyon,
  - Une convention passée entre l'Université et l'AFEV pour le dispositif AFEV/KAPS, facilitant le logement en collocation solidaire (30 étudiants concernés) et les étudiants boursiers,
  - L'épicerie solidaire (voir point 4.3.4).

Une réflexion est en cours avec notamment la Métropole de Lyon et la ComUE sur la question du logement étudiant, en forte tension.

5.3. - Favoriser et accompagner le développement des compétences, dont DD&RSE, dans l'évolution de toutes les activités professionnelles

Un budget de 30k€ (BI) a été prévu en 2024 pour la mise en place de formations à destination des personnels en place. Cette formation porte dans un premier temps sur le socle de connaissances, puis dans un second temps sur des formations « métier ». L'ensemble des agents de la Direction de l'Immobilier et de la Logistique ont participé en 2023 à une fresque du climat, soit environ 65 personnes (Voir aussi point 2.3).
Un groupe de travail est en cours de mise en place à la COMUE Lyon Saint-Étienne pour cette formation des personnels, qui débouchera sur des préconisations précises en 2025.

5.4.- Développer une politique de la qualité de vie dans l'établissement

Un plan Qualité de Vie au Travail a été élaboré et est passé en CA le 10 septembre 2024. Ce plan est structuré en 4 axes et 39 actions.

Ces actions ont pour ambition de transformer concrètement les conditions de travail des personnels à court ou moyen terme. Chacune des actions inscrites dans ce plan fait l'objet d'une programmation

précise, pour permettre leur adaptation à l'évolution des activités de l'établissement et aux besoins des personnels.

- ✓ **Axe 1** | Travailler ensemble à Lyon 3
- ✓ **Axe 2** | Développer la prévention en santé au travail
- ✓ **Axe 3** | Construire un environnement de travail durable et responsable
- ✓ **Axe 4** | Mieux accompagner les encadrants et animateurs d'équipes

La mise en œuvre du plan d'actions QVCT est conduite par un comité de pilotage dont les missions sont :

- Construire un plan QVCT participatif et paritaire,
- Structurer et mettre en œuvre le plan d'actions,
- En assurer le suivi et l'évaluation,
- Pérenniser la démarche dans une logique d'amélioration continue en permettant à tous les personnels de se l'approprier progressivement.

Le comité de pilotage QVCT est constitué de représentants :

- De la présidence représentée par la vice-présidente,
- Des services, composantes et laboratoires,
- Des personnels élus à la FS-CSAE.

Les étapes :

- **Juin 2023** | Activation du GT sur le plan ;
- **Octobre 2023** | Lancement de la phase de travail collaborative sur la priorisation des actions : 4 groupes, 4 dates, 2 cycles, en octobre ;
- **Printemps 2024** | Validation du plan d'actions QVCT **;**
- **Vote en CA automne 2024** | Début de la mise en œuvre du plan d'actions QVCT.

Une charte « Relative au droit à la déconnexion et à l'utilisation de la messagerie électronique institutionnelle a été adoptée (CA de février 2022).

5.5.- Mettre en place une politique d'égalité des chances et de prise en compte de la diversité des publics pour les personnes en formation

- La **commission « Accessibilité, Handicap et Inclusion »** a été créée par l'université Jean Moulin Lyon 3 en janvier 2022. Elle est pilotée par Gweltaz Guyomarc'h, chargé de mission Handicap**.** Son objectif est de :
  - Coordonner les actions existantes en direction des personnels et étudiants en situation de handicap ;
  - Proposer, par la concertation, de nouvelles actions permettant d'améliorer l'accessibilité et l'inclusion ;
  - Rédiger un nouveau schéma directeur du handicap (2023-2027) et veiller à son application.

Le schéma directeur Handicap a été adopté en CA le 31/01/2023[55].

[55] Voir : https://www.univ-lyon3.fr/schema-directeur-handicap-2023-2027

La loi demande à chaque Université d'élaborer un « schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap » (Code de l'éducation, art. 712- 6-1). Le document concerne aussi bien les étudiants que les personnels en situation en de handicap. Proposé par le conseil académique et voté par le conseil d'administration, il fait l'objet, chaque année, d'un rapport d'exécution. Aussi engage-t-il l'ensemble de la communauté universitaire. À la fois document de pilotage et de communication, le présent Schéma Directeur s'efforce de conjuguer ambition et réalisme. Il se décline en 65 actions précises. Leurs modalités de mise en œuvre et de suivi ont été réfléchies et discutées.
Les situations de handicap sont par définition multiples. Le projet d'une Université inclusive demande à être décliné dans des domaines tout aussi divers, parfois par des actions qui pourront paraître modestes, mais qui touchent au quotidien des personnes en situation de handicap.

Le Schéma Directeur Handicap s'articule ainsi en quatre grands axes :

- ✓ **Axe 1** | La réussite des étudiantes et étudiants en situation de handicap ;
- ✓ **Axe 2** | La qualité de vie au travail des personnels en situation de handicap ;
- ✓ **Axe 3** | L'accessibilité des environnements (bâti et numérique) et des ressources ;
- ✓ **Axe 4** | La sensibilisation de l'ensemble de la communauté universitaire au handicap et à l'inclusion.

Le premier rapport d'exécution annuel a été présenté CA du 12 mars 2024

- L'Université Jean Moulin est partie prenante du **projet Include** - Accélérateur d'inclusion dans l'enseignement supérieur, démonstrateur numérique de l'enseignement supérieur porté par l'Université Claude Bernard Lyon 1 et ses partenaires, lauréat en 2021 de l'AMI DemoES (ANR). Include vise à créer un environnement d'apprentissage plus accessible et à enrichir les pratiques pédagogiques afin de favoriser l'égalité des chances**.** L'objectif est d'offrir des cursus personnalisés, mieux adaptés à la diversité des publics d'apprenants en transcendant les barrières spatiales, temporelles et cognitives. L'idée est de défendre un numérique inclusif au service de l'accessibilité des formations, à destination des publics empêchés, dont les étudiants en dispense d'assiduité ou en situation de handicap. Parmi les 4 axes du projet, **plusieurs actions sont pilotées au sein de l'Université Jean Moulin Lyon 3**, en particulier dans l'axe 3 « Personnaliser les apprentissages et analyser les expériences d'apprentissage/Renforcer Emploi et Handicap ».
  Le bilan de la deuxième année du projet est disponible sur l'intranet.

- **Le Duoday**
  Dans le cadre de l'édition 2022 du Duoday, l'Université Jean Moulin a accueilli des personnes en situation de handicap au sein de ses campus de Lyon et de Bourg-en-Bresse. Plusieurs duos ont ainsi été formés avec des personnels de l'Université pour permettre aux personnes accueillies une immersion dans le monde professionnel, la découverte d'un métier, et avant tout une opportunité de rencontre pour changer les représentations et les regards sur le handicap. Cette opération a été reconduite en 2023.

- **Découverte des métiers** pour les étudiants en situation de handicap
  Le SCUIO-IP, via l'équipe du Bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) a organisé le 15 novembre 2023, en lien avec la Ville de Lyon, une rencontre « découverte des métiers de la Ville de Lyon » à destination de ses étudiants en situation de handicap. L'occasion pour eux de découvrir des métiers et rencontrer des professionnels.

- Signataire de la première **Charte Handicap/Université** en 2007, l'Université Lyon 3 s'est engagée fortement en faveur de l'accès à l'enseignement supérieur des publics en situation de handicap, d'où la mise en place du Pôle Handicap Étudiant. Son équipe accueille et accompagne les étudiants en situation de handicap, il est l'interlocuteur privilégié pour les guider, les informer et les conseiller en travaillant avec les équipes pédagogiques et les services de l'Université à la conception de dispositifs d'aménagement (accessibilité aux locaux, accompagnement pédagogique, aménagement d'examens, aide à l'insertion professionnelle).

- Zoom sur la **clinique juridique** et les fiches "Droit et Handicap"

La clinique juridique est un service d'orientation juridique gratuit et confidentiel ouvert à tous**,** pilotée par la Faculté de Droit et créée avec l'École des avocats de la région Rhône-Alpes**.** Dans le cadre de ses activités et publications, la Clinique juridique a publié une série de fiches autour du thème Droit et Handicap à découvrir sur leur site.

PARTIE III : Actions par axe

Axe 1 : Stratégie et gouvernance

La transversalité même des enjeux liés à la transition écologique nécessite une évolution des méthodologies, tant dans le recueil des données que dans les modalités de décision, qui informent et déterminent nos capacités de pilotage de l'établissement. Aux mesures ponctuelles et visibles, telle l'insertion de modules de formation dans les maquettes de cours à destination des étudiants de Licence, mesure-phare issue du rapport Jouzel et soutenue par le Ministère, correspondent en effet de nombreuses adaptations profondes du mode de fonctionnement des Universités comme des autres établissements publics. L'Université Jean Moulin Lyon 3 a souhaité, dès 2021, déployer une politique volontariste et responsable, en anticipant ces nécessaires adaptations de son fonctionnement. Tel fut le sens de la création, au sein de son organigramme, d'un Service Général de la Transition Ecologique et du recrutement de personnels qualifiés et placés sous la responsabilité politique d'une vice-présidence dédiée à la transition écologique solidaire.
Or, la solidarité environnementale s'éprouve tant dans sa dimension sociale que fonctionnelle : les opérations menées, comme le bilan GES des laboratoires ou le déploiement continu d'une politique d'achat éco-responsable, ont contribué à nourrir, au sein des personnels et des étudiants, un sentiment d'appartenance à une communauté, plus que jamais concernée par les mêmes enjeux contemporains, tout d'abord, enjeux nécessitant ensuite une réponse éminemment collective, consciente et concertée.

Avec ce schéma directeur DD&RSE, la considération accordée aux problématiques du développement soutenable franchit un palier en s'institutionnalisant. La rédaction de ce texte programmatique, qui engage l'avenir de l'établissement en est une première manifestation performative. Le contenu de cette partie, consacrée à la stratégie et à la gouvernance, démontre par ailleurs que nous passons d'une étape de défrichement et d'initiatives locales, à un mode de fonctionnement renouvelé requérant un pilotage spécifique de la vie de l'établissement. Aussi les actions qui suivent doivent-elles également être lues dans un cadre élargi aux engagements pris par ailleurs, dans le Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance (COMP) 2024-2026 comme dans le contrat quinquennal 2022-2026, où des moyens humains et financiers sont dédiés au recueil et au traitement de données, en appui aux grandes orientations stratégiques conformes notamment à l'Accord de Grenoble que nous avons signé en 2023. Agir à la fois sur les fluides, l'immobilier, les achats, le budget, les mobilités, la recherche et la formation des personnels comme des étudiants nécessite en effet une coordination fine de ces activités. Tel est l'enjeu majeur d'une évolution stratégique de la gouvernance au service de la transition écologique.

Liste des actions :

Objectif 1-A Formalisation de la stratégie DD&RSE et son intégration dans le pilotage de l'établissement : trajectoire et état des lieux

1-A.1 : Élaborer un bilan annuel d'activité
1-A.2 : Mettre en place un système d'information complet et cohérent sur les jalons et indicateurs du schéma directeur, y compris ceux du Plan de Transition
1-A.3 : Renseigner annuellement des indicateurs sur le Schéma Directeur DD&RSE et le Plan de Transition
1-A.4 : Proposer dans le cadre des dialogues de gestion des objectifs de réduction de l'impact environnemental aux composantes et aux services
1-A.5 : Obtenir le label DD&RS
1-A.6 : Mettre en place des « ambassadeurs de la TE » dans les promotions
1-A.7 : Institutionnaliser la Commission Transition Écologique
1-A.8 : Mobiliser l'Assemblée Consultative Etudiante sur les sujets de DD&RSE
1-A.9 : Mobiliser le site internet de l'Université pour mieux donner à voir la transition écologique à l'œuvre
1-A.10 : Définir une politique en matière de logiciels libres

Objectif 1-B Mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires.

1-B.1 : Mettre en place un budget consolidé faisant ressortir dépenses et recettes affectées à la transition écologique et au développement durable
1-B.2 : Mettre en place un budget « vert » mesurant l'impact environnemental des différentes dépenses.
1-B.3 : Renforcer la politique RH dans le domaine de la TE à l'Université
1-B.4 : Intégrer des critères DD&RSE dans la politique de recrutement

Objectif 1-C. Contribuer à l'échelle du territoire (avec les parties prenantes externes et internes) à l'élaboration et au déploiement d'un développement responsable.

1-C.1 : Connaître les partenariats et établir un état des lieux (local, national, international)
1-C.2 : Créer un système de gestion des données sur les partenariats
1-C.3 : Développer les partenariats respectueux des enjeux socio-écologiques
1-C.4 : Développer les partenariats dans le domaine du DD&RSE avec la Ville de Lyon, la Métropole de Lyon et la Région Auvergne-Rhône-Alpes
1-C.5 : Multiplier et encourager les actions culturelles, sportives, les initiatives des associations étudiantes intégrant le DD&RSE (théâtre, conférences, expositions…)
1-C.6 : Adopter une charte de l'événementiel écoresponsable
1-C.7 : Développer une communication écoresponsable mettant en avant les enjeux du DD&RSE et les actions de l'Université, respectant elle même ces valeurs
1-C.8 : Encourager les start-ups incubées dans le cadre du soutien à l'entrepreneuriat par le concours « J'M entreprendre » à se saisir des thématiques de la transition écologique
1-C.9 : Inventorier les projets DD&RSE d'entrepreneuriat
1-C.10 : Définir une politique sur les mobilités internationales responsables sur les plans de l'environnement et de l'éthique

Objectif 1-A : Formalisation de la stratégie DD&RSE et son intégration dans le pilotage de l'établissement : trajectoire et état des lieux

Action 1-A.1 : Élaborer un bilan annuel d'activité	
Porteur	SGTE
Planning	Mise en œuvre en 2025 pour le bilan de l'année 2024.
Action	Livrable : Bilan annuel. Ce bilan portera notamment sur l'évolution des émissions de GES et sur le suivi du passage progressif au bilan des actions non encore réalisées inscrites dans le document de l'Accord de Grenoble signé par l'Université. Ce rapport, élaboré par le SGTE, soumis à a commission Transition Écologique, sera présenté en CSAE puis en CA
Moyens	Reproduction et diffusion du bilan
Indicateurs	Rédaction du bilan. Il est structuré en fonction des actions et objectifs définis dans le Schéma Directeur DD-RSE

Action 1-A.2 : Mettre en place un système d'information complet et cohérent sur les jalons et indicateurs du schéma directeur, y compris ceux du Plan de Transition	
Porteur	DIDAP, SGTE
Planning	Mise en œuvre en 2024
Action	Définir les modalités de suivi des jalons et indicateurs SD DD&RSE. Définition du process de mise en place des données. Le système permettra de suivre à la fois l'avancement des projets et du SD, et le bilan de ce qui a été réalisé, de façon à nourrir le bilan annuel d'activité.
Moyens	Recrutement dédié DIDAP, budget inclus au COMP 2024-2026 octroyé
Indicateurs	Réalisation des bilans

Action 1-A.3 : Renseigner annuellement des indicateurs sur le Schéma Directeur DD&RSE et le Plan de Transition	
Porteur	SGTE/DIDAP/DNUM
Planning	À partir de 2025
Action	Mise en place d'un outil partagé et d'un suivi des indicateurs du SD DD&RSE
Moyens	Données CROUS, DRI, SIFAC, DIL, Service achats
Indicateurs	Tableau de bord élaboré à partir des indicateurs suivants, placés en 4-E.3 : pourcentage des repas étudiants viande rouge ; déplacements en avion des personnels, déplacements des étudiants en mobilité internationale ; chauffage ; électricité ; Module « Bilan CO2 » d'OPC

Action 1-A.4 : Proposer dans le cadre des dialogues de gestion des objectifs de réduction de l'impact environnemental aux composantes et aux services	
Porteur	Gouvernance
Planning	À partir de 2025
Action	Décliner dans les composantes et les services les objectifs et les indicateurs à suivre. Les indicateurs pertinents et les cibles seront fixés conjointement avec les composantes, services et unités de recherche. Cela pourra prendre place dans un Contrat Objectifs Moyens (COM), si une telle modalité est mise en œuvre avec les composantes.
Moyens	Prise en compte de cet enjeu dans les réunions de dialogue de gestion
Indicateurs	Suivi du bilan GES des achats des composantes par exemple

Action 1-A.5 : Obtenir le label DD&RS	
Porteur	SGTE
Planning	2024, candidature déposée décembre 2023, dossier complété en mai-juin 2024. Suite au piratage du site CIRSES ; processus d'audit prévu à partir d'octobre2024.
Action	Implémentation des données TE dans le système CIRSES, puis audit de la situation à Lyon 3
Moyens	Poursuite adhésion CIRSES
Indicateurs	Obtention du label et renouvellement du label

Action 1-A.6 : Mettre en place des « ambassadeurs de la TE » dans les promotions	
Porteur	Présidence/SGTE
Planning	2025
Action	Mettre en place des éco-délégués à l'image de l'initiative de Bourg en Bresse Proposer à des étudiants de devenir Ambassadeur de la TE pour venir en appui aux évènements organisés par l'Université
Moyens	Budget vacation pour les ambassadeurs étudiants
Indicateurs	Nombre d'étudiants Ambassadeur sur les sites de Lyon et de Bourg-en-Bresse

Action 1-A.7 : Institutionnaliser la Commission Transition Écologique	
Porteur	Présidence
Planning	2025
Action	La Commission sera institutionnalisée par un vote en CA et se réunira une fois par trimestre pour notamment suivre l'avancement des actions portées au schéma directeur et particulièrement celles qui sont relatives aux émissions de GES et à la biodiversité (plus largement les aménagements immobiliers intérieurs et extérieurs). Elle aura un rôle consultatif et de proposition, sur la base d'un ordre du jour proposé par le SGTE et ouvert aux points formulés par la Commission. Elle validera le bilan annuel d'activité. La présence étudiante y sera renforcée.
Moyens	Mise en œuvre des documents explicatif pour validation en CA : lettre de cadrage avec feuille de route de la CTE, liste des membres, agenda.
Indicateurs	Nombre de réunions de la CTE, mise en ligne des comptes-rendus

Action 1-A.8 : Mobiliser l'Assemblée Consultative Étudiante sur les sujets de DD&RSE	
Porteur	SGTE/Présidence
Planning	2025
Action	La Commission Consultative Étudiante sera informée et consultée régulièrement sur les thèmes DD&RSE soulevés par l'actualité de l'action de l'Université et l'avancement du SD.
Moyens	Créer cette commission dans le respect d'un principe de représentation des différentes composantes de l'Université et des différents niveaux de formation
Indicateurs	Nombre de réunions de l'Assemblée Consultative Étudiante

Action 1-A.9 : Mobiliser le site internet de l'Université pour mieux donner à voir la transition écologique à l'œuvre	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats /Gouvernance et SGTE / DIL
Planning	2025
Action	Poursuivre le développement des parties intranet et extranet du site web Lyon 3 pour que l'information et l'actualité soient bien mises en valeur. Améliorer la visibilité sur la page Transition Écologique des éléments présents par ailleurs
Moyens	Interne (groupe de travail)
Indicateurs	Dates d'actualisation du site web transition écologique, statistiques de consultation des pages ; nombre d'actualités hebdomadaires

Action 1-A.10 : Définir une politique en matière de logiciels libres	
Porteur	Gouvernance/ DNUM
Planning	2025
Action	La forte dépendance aux logiciels du commerce, dits "propriétaires" implique des coûts importants, tant en acquisition et abonnements que de mises à jour. Cette dépendance présente un risque de sécurité significatif, à la fois du point de vue des fonctionnalités auxquelles répondent ces logiciels, qui ne peuvent souffrir d'interruption et de celui de la fuite éventuelle d'information ou de l'exposition aux piratages. En parallèle, les logiciels libres présentent des intérêts évidents : coût bien plus modérés, fonctionnalités équivalentes pour la plupart des usages, mises à jour régulières, absence de dépendance.
Moyens	À partir d'un état de la situation, niveau et types d'usage des logiciels libres dans l'Université, incluant une évaluation des risques afférents aux logiciels actuellement utilisés, bilan entrepris, mais qui reste à compléter. Définition d'une politique en matière de logiciels, tant pour les systèmes internes que pour les composantes et les unités de recherche.
Indicateurs	Formalisation de la politique avec moyens associés, Nombre et proportion de logiciels libres utilisés par l'établissement et évolution dans le temps

Objectif 1-B : Mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires.

Action 1-B.1 : Mettre en place un budget consolidé faisant ressortir dépenses et recettes affectées à la transition écologique et au développement durable	
Porteur	Service Budget et SA-DAFA / SGTE
Planning	2026
Action	Mise en place effective d'une présentation de ce budget faisant ressortir dépenses et recettes affectées à la transition écologique et au développement durable. Rassembler le budget propre du SGTE et des autres budgets des directions supports (DIL / DNUM) et les parties relatives à la transition écologique des composantes et des services de l'établissement
Moyens	Groupe de travail ad hoc
Indicateurs	Sommes globales allouées à la transition écologique

Action 1-B.2 : Mettre en place d'un budget « vert » mesurant l'impact environnemental des différentes dépenses	
Porteur	Service budget et SA-DAFA/SGTE
Planning	2026
Action	Classification des dépenses budgétaires et fiscales selon leur impact sur l'environnement et identification des ressources publiques à caractère environnemental. • Dépenses favorables : cette catégorie recouvre 3 types de dépenses : les dépenses ayant un objectif environnemental principal ou participant directement à la production d'un bien ou service environnemental, les dépenses sans objectif environnemental mais ayant un impact indirect avéré, les dépenses favorables mais à impact à long terme controversé en dépit d'impacts favorables à court terme (risque d'effet rebond). • Dépenses neutres : dépenses sans effet significatif sur l'environnement. • Dépenses défavorables : constituent une atteinte directe à l'environnement ou incitent à des comportements défavorables. Il est établi selon six objectifs environnementaux, à la fois à un niveau agrégé, comprenant les dépenses relevant de la norme de dépense de l'État et la totalité des dépenses fiscales, et également au niveau de la mission budgétaire, correspondant au vote parlementaire. • La lutte contre le changement climatique, • L'adaptation au changement climatique et la prévention des risques naturels, • La gestion de la ressource en eau, • La transition vers l'économie circulaire, la gestion des déchets et la prévention des risques technologiques, • La lutte contre les pollutions, • La préservation de la biodiversité et la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles. Prévoir une phase exploratoire à partir des éléments accessibles sur les investissements immobiliers, le BEGES, les bilans Labos1.5, les achats.
Moyens	Le service du budget et le SGTE
Indicateurs	Emission des GES par typologie de dépenses

Action 1-B.3 : Renforcer la politique RH dans le domaine de la TE à l'Université	
Porteur	DRH/SGTE
Planning	2025
Action	Évaluation du nombre d'agents concernés directement dans leur emploi, et nombre au prorata du temps consacré au DD&RSE, dans toutes les parties prenantes de l'Université. Mesure de la part des EqTP consacrée à la TE (BIATSS et EC), nombre et évolution.
Moyens	Les entretiens professionnels peuvent permettre d'évaluer le temps consacré au DD&RSE et en mesurant la part de ressources affectées dans des projets liés à ces sujets
Indicateurs	Mesure de l'implication de l'établissement dans la transition écologique et de son évolution. Cette mesure vise aussi à contribuer à la cohérence de la répartition de l'action entre SGTE et autres services ; Nombre d'EqTP consacré à la TE

Action 1-B.4 : Intégrer des critères DD&RSE dans la politique de recrutement	
Porteur	DRH/SGTE
Planning	2025
Action	Livrable : liste des critères DD&RSE à faire figurer. Éléments présents dans tous les profils de poste et éléments propres aux missions spécifiques à chaque emploi.
Moyens	Modification des fiches type de profil de poste pour afficher systématiquement une rubrique DD&RSE
Indicateurs	Nombre de nouveaux recrutés avec une fiche de poste intégrant des critères DD&RSE / nombre de recrutés sur une année

Objectif 1-C : Contribuer à l'échelle du territoire (avec les parties prenantes externes et internes) à l'élaboration et au déploiement d'un développement responsable.

Action 1-C.1 : Connaître les partenariats et établir un état des lieux (local, national, international)	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats/Composantes/DRED
Planning	2025
Action	Liste par domaine (formations initiale et continue, recherche, prestations de service, autres), connaissance précise des partenariats (stages, alternances, vacataires, taxe d'apprentissage, expertises, conventions, contrats pro, autres), échelles (locale, nationale, internationale). Entreprises, collectivités, associations, établissements publics, parcs et réserves naturelles… Capitalisation de données éparses dans les systèmes des services et des composantes, types de partenaires, contenu des partenariats. Cette connaissance vise en premier lieu à évaluer la place de la DDRS dans les relations de l'Université, pour contribuer à un pilotage affiné des formations et de la recherche. Elle implique une concertation sur le niveau de partage de l'information.
Moyens	Un stage de 4 mois pour l'état des lieux (voir aussi action 1.C.9), bases de données partenaires des composantes (si existantes)
Indicateurs	Nombre de partenariats en fonction de leur typologie

Action 1-C.2 : Créer un système de gestion des données sur les partenariats	
Porteur	DIDAP/Composantes/Service de la communication et des Partenariats/DNUM
Planning	2026
Action	Identification des verrous ayant conduit à l'échec du système précédemment dédié. Définition en concertation des parties prenantes d'un nouveau process de mise en place des données. Le système permettra de suivre la nature des partenariats et leur évolution dans le temps, par extractions automatisées. Il pourra être nourri du *Green Index* établi par la Banque de France sur les entreprises.
Moyens	Mise en place d'un groupe de travail ad hoc et audit de l'existant
Indicateurs	Création et suivi du système de données partagé

Action 1.C.3 : Développer les partenariats respectueux des enjeux socio-écologiques	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats/Composantes/SGTE
Planning	2025-2027
Action	Identifier les partenariats respectueux et/ou qui contribuent aux enjeux socio-écologiques
Moyens	Financement d'un stage
Indicateurs	Part du volet DDRS dans les partenariats et son évolution. Valorisation, notamment en ligne, de partenariats exemplaires [56]

[56] voir aussi mise en place du DU CHEL[s], action 2-B.2

Action 1-C.4 : Développer les partenariats dans le domaine du DD&RSE avec la Ville de Lyon, la Métropole de Lyon et la Région Auvergne-Rhône-Alpes	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats, SGTE
Planning	2025-2027
Action	La Ville de Lyon s'est engagée dans le programme européen pour des villes décarbonées (« Lyon 2030, ville décarbonée ») et l'Université Lyon 3 en est partenaire et à ce titre portera diverses actions concrètes associées à ce partenariat. Il en va de même pour la Métropole de Lyon et la Région AURA.
Moyens	Co-création d'évènements
Indicateurs	Nombre d'actions menées à l'initiative de Lyon 3 dans le cadre du partenariat avec les collectivités territoriales

Action 1-C.5 : Multiplier et encourager les actions culturelles, sportives, les initiatives des associations étudiantes intégrant le DD&RSE (théâtre, conférences, expositions…) [57]	
Porteur	Service des affaires culturelles/SGTE
Planning	2024-2029
Action	Il existe de multiples actions ponctuelles relatives au DD, à la TE et à la RS, en général disjointes. Une réflexion pourrait conduire à la mise en place d'un cycle annuel d'événements portant sur des thématiques « DD, TE et RS » ou d'actions ponctuelles dans le cadre de projets récurrents et annuels transversaux, créant un fil rouge thématique tout au long de la programmation culturelle, sportive, ou organisé par le service de santé de l'établissement.
Moyens	Internes & externes (partenaires du territoire)
Indicateurs	Nombre d'événements et d'ateliers proposés / nombres d'inscriptions / bilan qualitatif

Action 1-C.6 : Adopter une charte de l'événementiel écoresponsable	
Porteur	Service Communication et Partenariats/ Pôle événementiel
Planning	2025
Action	Privilégier les achats en intégrant les critères DD&RSE ; Privilégier une restauration durable ; Limiter au maximum l'empreinte écologique du transport des participants et des intervenants ; Limiter la consommation en ressources de l'événement ; Limiter les cadeaux promotionnels (goodies) et encadrer leur choix par des critères environnementaux et éthiques [58]; Respecter le site et les riverains ; Communiquer et sensibiliser de façon responsable ; Réduire, trier et valoriser ses déchets ; Rendre l'événement accessible à tous et promouvoir l'égalité ; Favoriser les événements dématérialisés ; Produire un bilan environnemental et social de l'événement, cf. l'outil ADEME https://evenementresponsable.ademe.fr/.
Moyens	Groupe de travail pour rédaction de la charte
Indicateurs	Nombre et nature des goodies distribués, calcul du BGES de l'évènement, suivi des déchets, nature du buffet (végétarien, bio)

[57] Action concernant aussi 2-D

[58] Voir 4-D.11

Action 1-C.7 : Développer une communication écoresponsable mettant en avant les enjeux du DD&RSE et les actions de l'Université, respectant elle-même ces valeurs	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats, SGTE, service achats-DAFA, composantes
Planning	2025
Action	La communication sur les achats responsables, doit intégrer : • La communication sur les enjeux et les engagements de l'Université en matière de DD&RSE : impacts environnementaux et sociaux, gouvernance, diversité culturelle, conditions de travail, prise en compte du handicap ; • L'authenticité des messages, la transparence des processus de communication, le respect des parties prenantes. L'éco communication vise à réduire les impacts environnementaux et sociaux liés aux actions de communication : consommation de ressources naturelles (énergie, papier, emballages, goodies, …), utilisation de produits nocifs ou dangereux (encres, solvants…), production de déchets, pollutions liées à la fabrication, aux transports et à l'usage, enjeux d'inclusion et d'accessibilité. Poursuivre les communications sur les dispositifs existants : - Le papier utilisé est uniquement du papier recyclé 70 g ; - La politique d'impression mise en place sur le parc des MFP (photocopieurs et imprimantes connectés en réseau) ; - Mise à disposition de vélos auprès du personnel et des étudiants ; - Affiches explicatives des geste éco-responsables pour réduire la consommation de savon, de papier par ex. ; - Les services doivent privilégier la visio-conférence et tous les outils numériques permettant la communication en distanciel.
Moyens	Prise en main par le service communication et les directions supports de l'Université
Indicateurs	Bilan annuel des actions de communication

Action 1-C.8 : Encourager les start-ups incubées dans le cadre du soutien à l'entrepreneuriat par le concours « J'M entreprendre » à se saisir des thématiques de la transition écologique	
Porteur	Incubateur Manufactory
Planning	2025
Action	Accompagnement spécifique et Prix dédiés sur la thématique transition écologique
Moyens	Définition des modalités d'encouragement, budget pour les prix spécifiques, accompagnateurs formés à la TE.
Indicateurs	Bilan des projets incubés. Inventaire des projets concernés. Pourcentage de projets encouragés et son évolution.

Action 1.C.9 : Inventorier les projets DD&RSE d'entrepreneuriat	
Porteur	Service de la Communication et des Partenariats/SGTE
Planning	2025
Action	Rajouter une rubrique DDRS dans la base de données des partenariats afin de pouvoir recenser d'entrepreneuriat (Voir aussi action 1C1)
Moyens	Un stage de 4 mois SGTE
Indicateurs	Liste et pourcentage de projets encouragés et son évolution, avec valorisation par une mise en ligne des projets concernés.

Action 1-C.10 : Définir une politique sur les mobilités internationales responsables sur les plans de l'environnement et de l'éthique	
Porteur	Gouvernance/DRI
Planning	2025
Action	Réflexion sur la rationalisation des diplômes délocalisés, des voyages des personnels ou encore, des partenariats impliquant des étudiants. Réflexion sur la sanctuarisation des échanges ERASMUS, l'accueil et la formation à la TE des d'étudiants étrangers. Problème des courts séjours d'étudiants à l'étranger à l'instar du programme Erasmus++ encourageant à des séjours courts potentiellement coûteux en GES.
Moyens	Groupe de travail ad hoc
Indicateurs	Nombre de courts séjours d'étudiants à l'étranger/an, nombre de déplacement des personnels dans le cadre des programmes délocalisés, localisation des zones d'échanges (cartographie des flux) et émission GES des déplacements (personnels, étudiants)

Axe 2 : Enseignement et formation

Présentation

L'axe enseignement et formation est, avec celui de la Politique sociale et de la vie universitaire, l'un des plus développés dans les actions menées depuis plusieurs années, avec un riche bilan qui place l'Université Lyon 3 parmi les établissements les plus avancés. L'enseignement en formation initiale ou continue étant déjà riche d'un nombre important de parcours, le schéma directeur contribuera à renforcer la formation en DU et à mettre en place le module Transition Ecologique et Développement Soutenable (TEDS) pour la rentrée 2025, un chantier dont l'ampleur va mobiliser un investissement très important dans les composantes à partir de la rentrée 2024. Au sein de l'Université Lyon 3, les formations de premier cycle occupent une place remarquable avec près de 67% de l'effectif étudiant. Soucieuse de renforcer le socle de connaissances et de compétences de ses étudiants, leur réussite et leur insertion professionnelle, l'Université a engagé un important travail de refonte du cycle de Licence en privilégiant l'individualisation des parcours. Elle entame aujourd'hui la deuxième phase de ce chantier en intégrant au sein de ses parcours des enseignements non-disciplinaires permettant notamment d'offrir aux étudiants un socle de connaissances solide en matière de TEDS. Un travail complémentaire sera également mené afin d'affiner la connaissance des missions professionnelles en lien avec la TEDS des jeunes diplômés. Pour le plus long terme, les actions menées en termes de meilleure connaissance des missions professionnelles des diplômés et de partenariats devraient permettre un ajustement plus fin des formations à la demande sociale, en passant d'une connaissance partielle, peu formalisée, à une information permettant des analyses solides.

Un apport important du schéma directeur concerne les formations à destination du personnel, par des actions de sensibilisation, des modules d'une trentaine d'heures, et des formations spécifiques à certains métiers dans les services les plus concernés. Il s'agira par ailleurs de sensibiliser les enseignants-chercheurs au-delà de ceux qui sont déjà engagés dans des enseignements relatifs au DDRS.

Ces actions devront s'étendre sur la durée et nécessitent un investissement de fond, soutenu, pour aboutir au résultat escompté, à savoir une communauté enseignante informée des enjeux DD&RSE et capable d'en tenir compte dans ses enseignements.

Un autre point important est le développement d'actions de sensibilisation à destination des étudiants, sur les métiers, mais aussi sur tous les aspects DD&RSE, particulièrement sur la transition écologique à laquelle les étudiants d'une Université orientée presqu'uniquement sciences sociales sont moins familiarisés.

Liste des actions :

Objectif 2-A. Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation initiale à tous les niveaux.

2-A.1 : Enquêter sur les missions TE et RS des jeunes diplômés
2-A.2 : Mettre en place le module Transition Ecologique et Développement Soutenable en licence
2-A.3 : Intégrer un module TEDS dans les écoles doctorales
2-A.4 : Inventorier les sujets de stages, d'alternance portant sur des thématiques DD&RSE
2-A.5 : Intégrer dans les rapports de stage, de missions ou mémoires de fin d'année une fiche descriptive de la prise en compte de la thématique DD&RSE
2-A.6 : Créer un espace de ressources sur la transition écologique sur Moodle [59]

Objectif 2-B. Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation continue

2-B.1 : Ouvrir un DU « enjeux et dynamiques de la transition écologique »
2-B.2 : Créer un diplôme commun aux huit établissements du CHEL[s]

Objectif 2-C. Favoriser et accompagner le développement des compétences DD&RSE de tout le personnel.

2-C.1 : Former les EC et BIATSS à la TEDS
2-C.2 : Former les EC et BIATSS à la TEDS de façon approfondie
2-C.3 : Augmenter la part des agents ayant suivi un atelier de sensibilisation à leur arrivée (fresque du climat et atelier 2 tonnes)
2-C.4 : Mettre en place une formation métier pour les agents concernés
2-C.5 : Mettre en place une formation de sensibilisation aux impacts environnementaux des missions

Objectif 2-D. Favoriser le développement d'une société de la connaissance respectueuse des principes du DD&RSE

2-D.1 : Développer et mobiliser les ressources documentaires du SCUIO-IP sur les champs de la formation et de l'emploi
2-D.2 : Organiser une journée annuelle sur les métiers de la transition écologique
2-D.3 : Encourager les étudiants à mesurer l'impact environnemental de leurs projets dans le cadre du FSDIE Initiatives
2-D.4 : Participer au prix Lire pour agir de la Maison de l'Environnement

[59] Voir aussi 3-A.10 ; 11 ; 12.

Objectif 2-A : Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation initiale à tous les niveaux

Action 2-A.1 : Enquêter sur les missions TE et RS des jeunes diplômés	
Porteur	DIDAP
Planning	2025
Action	Intégrer dans l'enquête relative à l'insertion professionnelle et le devenir des étudiants diplômés de licence professionnelle et Master, des questions sur la nature de l'emploi et les structures d'accueil. L'enquête présente déjà des éléments sur l'existence de missions en lien avec la transition écologique (missions liées à l'environnement et au développement durable et/ou relevant de la RSE). Pour les diplômés de 2020, les emplois des étudiants sortis diplômés après trois ans comportent pour 24% des missions RS, et 21% des missions TE. Il s'agit de contribuer à aider les conseils de perfectionnement en matière de proposition de création/modification de formations initiales.
Moyens	Intégration de nouvelles questions au sein de l'enquête relative à l'insertion professionnelle et le devenir des étudiants diplômés et réalisation de nouvelles analyses statistiques
Indicateurs	Évolution de la nature et de la part des missions en lien avec la TE

Action 2-A.2 : Mettre en place le module Transition Écologique et Développement Soutenable en licence	
Porteur	EUTRE/Composantes/DEVU/ PAPN
Planning	2025
Action	Sous le pilotage de l'Ecole universitaire de la Transition Ecologique, mise en place en licence d'un module obligatoire en e-learning pour tous les étudiants d'environ 30h comportant une partie « socle » centrée sur le changement climatique et la biodiversité, et une partie faisant le lien entre les grandes questions de la transition écologique et la discipline. Élaboration d'un quiz d'évaluation/compréhension des principaux enjeux présentés.
Moyens	Internes : une ingénieure pédagogique, 100h eqTD pour les capsules vidéo, logiciels, abonnement banques d'images et ressources en ligne (UVED) Développement d'une culture générale en matière de Transition écologique et articulation avec la discipline de formation.
Indicateurs	Mise en place des modules. Nombre d'étudiants du cycle de licence formés à la TEDS.

Action 2-A.3 : Intégrer un module TEDS dans les écoles doctorales	
Porteur	COMUE/écoles doctorales
Planning	2025
Action	Mise en place de modules optionnels formant les doctorants à la transition écologique.
Moyens	Groupe de travail COMUE
Indicateurs	Nombre de doctorants ayant suivi un module TEDS

Action 2-A.4 : Inventorier les sujets de stages, d'alternance portant sur des thématiques DD&RSE	
Porteur	EUTRE/DIDAP/BAIP/Composantes
Planning	2025
Action	Sous le pilotage de l'Ecole universitaire de la Transition Ecologique, inventaire des stages en lien avec la thématique DD&RSE, sujets des stages, structures d'accueil, localisation des structures (AURA, France, international)
Moyens	A partir des données existantes, extraire les sujets en lien avec la TE et référencer les nouveaux projets en lien avec la TEDS pour avoir une meilleure connaissance de l'influence de l'Université sur le territoire et mesurer la réponse des formations à la demande sociale.
Indicateurs	Nombre de stages et d'alternance portant sur la thématique DD&RSE

Action 2-A.5 : Intégrer dans les rapports de stage, de missions ou mémoires de fin d'année une fiche descriptive de la prise en compte de la thématique DD&RSE	
Porteur	EUTRE/DIDAP/BAIP/Bureaux des stages/Composantes
Planning	2025
Action	Retour de l'étudiant sur la prise en compte des objectifs DD&RSE dans son stage ou son alternance, tant de sa part que de celle de la structure d'accueil.
Moyens	Modifier les attendus de rapport de stage pour intégrer une fiche descriptive DD&RSE qui permettra de construire la connaissance des cadres d'intervention dans les structures d'accueil en matière de DD&RSE
Indicateurs	Nombre de rapports de stages, de rapports de missions et de mémoires d'études intégrant le DD&RSE

Action 2-A.6 : Créer un espace de ressources sur la transition écologique sur Moodle	
Porteur	EUTRE/Pôle réussite/PAPN
Planning	2025
Action	L'objectif de cet espace est, en parallèle avec la création de ressources bibliographiques par la BU et documentaires par le SCUIO, de répondre à des demandes variées, des étudiants, des EC et des BIATSS.
Moyens	Construction d'une connaissance partagée pour chaque profil (étudiant, EC, BIATSS) au sein des composantes
Indicateurs	Création de l'espace dédié, Nombre de ressources en lien avec la TE sur Moodle, Taux de consultation de ces ressources par type de public (étudiant, enseignant, BIATSS)

Objectif 2-B : Intégrer le DD&RSE dans l'offre de formation continue

Action 2-B.1 : Ouvrir un DU « enjeux et dynamiques de la transition écologique »	
Porteur	EUTRE/ Service de la communication et des partenariats
Planning	2025
Action	Mise en place d'une formation à destination des professionnels sur les principaux enjeux de la transition écologique.
Moyens	Construire un programme à partir des compétences en interne et la mobilisation du réseau de professionnels
Indicateurs	Ouverture du DU, Nombre d'étudiants inscrits au DU et évolution, Mesure de la satisfaction des formés

Action 2-B.2 : Créer un diplôme commun aux huit établissements du CHEL[s] (Collège des Hautes Etudes Lyon Science) portant sur les Grandes transitions	
Porteur	EUTRE/CHELS
Planning	2025
Action	Mise en place d'une formation inter-établissements et pluridisciplinaire à niveau Bac +3 à destination des étudiants sur les grandes transitions. La formation est construite sur la base de trois axes structurants : « *Comprendre les grandes transitions* », « *Mesurer et suivre les impacts* », « *Agir pour changer* » déclinés en 6 grandes thématiques : transition énergétique, mobilité, transition urbaine/démographique, transition alimentaire, transition économique et transition numérique, appréhendées à travers leurs impacts : sociaux/santé, pollution, ressources, biodiversité, esthétiques, culturels, climat
Moyens	Groupe de réflexion transversal pour construire le programme et mobiliser/mutualiser les compétences au sein des différents établissements
Indicateurs	Ouverture du DIU avec une promotion de 24 étudiants dès la rentrée 2025.

Objectif 2-C : Favoriser et accompagner le développement des compétences DD&RSE de tout le personnel

Action 2-C.1 : Former les EC et BIATSS à la TEDS	
Porteur	DRH/SGTE-EUTRE
Planning	2025-2027
Action	Module de formation de base à destination des personnels enseignants-chercheurs et BIATSS sur les principaux enjeux de la transition écologique, obligatoire pour tous les nouveaux arrivants, facultatif mais recommandée pour les personnels en place qui permet de développer une culture commune autour de la transition écologique
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre de personnels EC et BIATSS ayant suivi le module de formation de base/an

Action 2-C.2 : Former les EC et BIATSS à la TEDS de façon approfondie	
Porteur	DRH/SGTE-EUTRE
Planning	2026-2027
Action	Module de formation à destination des personnels enseignants-chercheurs et BIATSS portant sur environ 30 heures
Moyens	S'appuyer sur des ressources externes (Mooc BA-BA CLIMAT du CNED, Mooc de l'UVED ou formation dédiée proposé par le campus de la transition par exemple) pour accompagner les enseignants-chercheurs et les personnels BIATSS dans la formation à la TEDS. Ressources disponibles via l'espace Moodle qui sera dédié à la formation à la TE (cf. 2.A.6)
Indicateurs	Nombre d'EC et de personnels BIATSS ayant suivi le module de formation de 30h / an

Action 2-C.3 : Augmenter la part des agents ayant suivi un atelier de sensibilisation (fresque du climat, atelier 2 tonnes, fresque du numérique, fresque de la biodiversité…)	
Porteur	RH (Formation continue) /SGTE-EUTRE
Planning	2025-2027
Action	Mobiliser les responsables de services pour amplifier le nombre de personnes sensibilisées
Moyens	Proposer via le service de formation continue ou à la demande des services en fonction des besoin une offre d'animation et de sensibilisation
Indicateurs	Nombre de services et d'agents/services sensibilisés

Action 2-C.4 : Mettre en place une formation métier pour les agents concernés	
Porteur	RH (Formation continue)/SGTE-EUTRE
Planning	2025
Action	Cela concerne les métiers impliqués : achats-sourcing, benchmark, AFB, immobilier, événementiel, numérique…
Moyens	Internes, services concernés
Indicateurs	Nombre d'agents ayant suivi cette formation

Action 2-C.5 : Mettre en place une formation de sensibilisation aux impacts environnementaux des missions	
Porteur	RH (Formation continue)/SGTE-EUTRE
Planning	2026
Action	La formation donnera aux agents concernés les clés de la conception écoresponsable d'une mission (déplacements, moyens mobilisés…).
Moyens	Internes ou externes (en lien avec le plan de mobilité)
Indicateurs	Nombre d'agents ayant été sensibilisés aux impacts environnementaux des missions /an, mesure d'impact sur les choix du mode de transport dans les missions

Objectif 2-D : Favoriser le développement d'une société de la connaissance respectueuse des principes du DD&RSE [60]

Action 2-D.1 : Développer et mobiliser les ressources documentaires du SCUIO-IP sur les champs de la formation et de l'emploi	
Porteur	SCUIO-IP (CIDO)
Planning	2024-2027
Action	Le SCIUO réalise des dossiers thématiques pour aider les étudiants dans leur orientation professionnelle ; il s'agit de d'alimenter le dossier thématique portant sur « Les métiers de la transition écologique ».
Moyens	Rassembler et mettre à disposition des ressources dédiées pour les étudiants (ressources en ligne du SCUIO-IP : CIDO)
Indicateurs	Mise à jour du dossier thématique et nombre de ressources disponibles

Action 2-D.2 : Organiser une journée annuelle sur les métiers de la transition écologique	
Porteur	SCUIO -BAIP / SGTE-EUTRE / composantes / Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2024-2027
Action	Développement d'une action nouvelle à l'échelle de l'Université. Implication d'entreprises, collectivités, associations
Moyens	Mobiliser des salariés en interne et auprès des partenaires pour témoigner sur la diversité des métiers de la transition écologique et éclairer les étudiants dans leurs choix d'orientation.
Indicateurs	Nombre de personnes inscrites à la manifestation, questionnaire de satisfaction

Action 2-D.3 : Encourager les étudiants à mesurer l'impact environnemental de leurs projets dans le cadre du FSDIE Initiatives	
Porteur	DEVU, pôle vie étudiante/ SGTE
Planning	2024-2027
Action	Intégrer dans le formulaire de demande de subventions au titre du FSDIE Initiatives et dans les bilans un volet sur l'impact environnemental du projet proposé. Faire prendre conscience aux étudiants que la transition écologique impacte les activités couvertes par le FSDIE-Initiatives. Par exemple : mode de transport choisi, distribution de goodies...
Moyens	Proposer des formations et des outils de mesures simples (bilan GES par exemple) aux associations étudiantes afin qu'elles s'approprient cette réflexion dans la gestion de leur association et l'organisation de leurs évènements
Indicateurs	Nombre d'association ayant suivi un atelier de sensibilisation, nombre d'association réalisant le bilan GES de leurs évènements et/ou mesurant les conséquences environnementales

[60] Voir 3-A.10 ; 11 ; 12,
Constituer un fonds documentaire en lien avec la thématique du DD&RSE et valoriser les fonds existants (BU)

Action 2-D.4 : Participer au prix « Lire pour agir » de la Maison de l'Environnement	
Porteur	BU/SGTE
Planning	2024-2027
Action	Action annuelle encourageant la lecture associée à la transition écologique. Relai de l'action sur le site Internet de la TE (agenda).
Moyens	Internes BU et ressources communication SGTE
Indicateurs	Nombre d'étudiants impliqués dans le prix « Lire pour agir »

Axe 3 : Recherche et innovation.

Présentation

L'engagement de l'établissement dans le déploiement d'une science ouverte vécue comme un bien commun rejoint les objectifs définis par le SESRI. Cet engagement correspond à la vision d'une recherche avec et pour la société qui pourra compter sur le dynamisme de ses recherches en philosophie des sciences, en éthique sociale ou en sciences juridiques pour éclairer de grandes questions de sociétés telles que la démocratisation des savoirs et la place de la science dans la décision collective. Il s'agit de viser une alliance nouvelle entre science ouverte, communication comme outil de médiation, et programmes scientifiques. Cette alliance repose sur la co-construction entre les différents services et les enseignants-chercheurs d'un projet commun de médiation scientifique répondant aux défis sociaux, politiques, économiques et écologiques de notre temps.
Ces grands enjeux rencontrent d'ores et déjà les orientations majeures des laboratoires appelés à collaborer avec les autres acteurs de la recherche du site Lyon Saint-Étienne ainsi que les grands axes du Projet d'établissement de notre Université.

Depuis son adoption, ce Projet d'établissement a inscrit le développement des liens entre science et société au cœur de sa stratégie. Un recensement des actions initiées dans ce sens a été mené en 2023 auprès des 16 unités de recherche. Outre un premier bilan et des pistes d'action, ce recensement révèle que, face aux changements rapides de nos sociétés, notre Université conjugue opportunément des compétences scientifiques fondamentales de haut niveau et une vision à long terme attachée au pragmatisme du monde économique. Il en résulte une approche résolument orientée projets.
Pour accompagner au mieux cette ambition et les projets qui en émanent, le CA du 17 octobre 2023 a acté la transformation du service général de la recherche, structure auparavant existante, en une Direction de la Recherche et des Études Doctorales (DRED). Celle-ci reconnaît notamment la place centrale du doctorat, des écoles doctorales et des doctorants dans la dynamique de recherche à Lyon 3, tout en consolidant l'accompagnement des chercheurs.
Cette ambition « Recherche » s'accompagne d'une dimension immobilière à travers la création d'un espace dédié à la recherche de d'une surface de près de 300 m^2 au 15 quai Claude Bernard. Cet axe constitue l'un des volets du **Plan Ambition Recherche**[61] présenté le 9 mai 2023. Il fixe un cadre d'ensemble aux principales actions actuelles et futures, organisées autour de quatre axes :

- ✓ **Axe 1** | Redonner du temps
- ✓ **Axe 2** | Redonner des moyens
- ✓ **Axe 3** | Donner de la visibilité
- ✓ **Axe 4** | Créer des espaces dédiés

[61] Voir : https://intranet.univ-lyon3.fr/plan-ambition-recherche-2025

Liste des actions

Objectif 3-A.-Intégrer le DD&RSE dans la stratégie de recherche et d'innovation de l'établissement

3-A.1 : Collecter, enrichir la production scientifique de l'Université Jean Moulin Lyon 3 relevant des axes du DD&RSE
3-A.2 : Renforcer l'implication de Lyon 3 dans la fédération de recherche BioEnviS et les grands projets sur la transition écologique (LIVING LAB ANTHARES, PEPR SOLUBIOD)
3-A.3 : Pérenniser la mise en place d'un travail de recherche collaboratif sur les inégalités, notamment subjectives, face au dérèglement climatique
3-A.4 : Pérenniser les journées de rencontre des doctorants sur la thématique du DD&RSE
3-A.5 : Pérenniser les journées de rencontre entre les étudiants de master et les doctorants sur la thématique du DD&RSE
3-A.6 : Intégrer le GIS Démocratie et Participation
3-A.7 : Développer un fonds d'acquisition papier et électronique spécifique sur le thème du DD&RSE
3-A.8 : Pérenniser l'AAP transition écologique
3-A.9 : Augmenter les budgets de recherche, dont ceux relatifs au DD&RSE
3-A.10 : Réaliser un espace dédié à la recherche
3-A.11 : Offrir à tous les laboratoires une salle de travail pour les enseignants-chercheurs et les doctorants
3-A.12 : Revaloriser le temps propre à la recherche[62]
3-A.13 : Généraliser le bilan gaz à effet de serre des laboratoires

Objectif 3-B.- Développer les interactions sciences et société et l'expertise en appui aux acteurs socio-économiques publics et privés[63]

3-B.1 : Mettre en œuvre un plan communication et diffusion scientifiques
3-B.2 : Valoriser la recherche à Lyon 3 dans le domaine du DD&RSE en incitant plus fortement au dépôt dans HAL des publications relevant du DD&RSE
3-B.3 : Appui au calcul du bonus science ouverte des unités de recherche
3-B.4 : Poursuivre le développement du pôle éditorial PRAIRIAL et le soutien apporté à l'édition en accès ouverte Diamant
3-B-5 : Développer au sein de la cellule CADOR un démonstrateur autour de la production et l'analyse de données
3-B.6 : Participer aux travaux et à la structuration de l'Atelier de la donnée DataLyste du site lyonnais en vue d'une labellisation « Atelier de la donnée » du projet dans le cadre des AMI Recherche Data Gouv
3-B.7 : : Développer les évènements de médiation permettant de sensibiliser la communauté aux enjeux socio-écologiques
3-B.8. : Cartographier les partenariats de recherche DD&RSE
3-B.9 : Développer la cartographie des expertises
3-B.10 : Développer les expertises et les partenariats

Objectif 3-C.-Promouvoir et favoriser un dispositif de réflexion éthique et d'accompagnement déontologique au regard de l'exercice de la RS de la recherche et de l'innovation

3-C.1 : Renouveler le label HRER
3-C.2 : Réviser, Animer et piloter la charte Science Ouverte de l'établissement

[62] Voir le plan ambition recherche
[63] Voir aussi 3-A.10

3-C.3 : Poursuivre la structuration et le développement des activités de la cellule CADOR
3-C.4 : Adopter une charte de la recherche écoresponsable
3-C.5 : Adoption d'une charte des achats à destination des laboratoires (rappel des obligations réglementaires et encadrement des dépenses dans une optique DD&RSE)

Objectif 3-A : Intégrer le DD&RSE dans la stratégie de recherche et d'innovation de l'établissement

Action 3-A.1 : Collecter, enrichir la production scientifique de l'Université Jean Moulin Lyon 3 relevant des axes du DD&RSE	
Porteur	BU/DRED/SGTE/Service de la Communication et des Partenariats
Planning	En cours, à développer en 2025
Action	Action menée notamment avec l'appui de BiblioRef (outil de recensement de la production scientifique de l'Université développé par la BU Lyon 3). L'action comprend une mise à jour annuelle des bibliographies, leur export à destination de la gouvernance et la mise à jour des publications sur les sites web de la DRED et de l'Ecole universitaire de la Transition Ecologique. Elle concerne aussi les thèses soutenues à Lyon 3. Capitalisation de la cartographie et du recensement des ressources internes à Lyon 3 et des partenariats possibles fait par exemple pour l'AAP AMI (UGA, Lille, CNRS, INRAE, CEA) (AAP à succès et AAP sans suite).
Moyens	Outil BiblioRef, sites web de la DRED et de l'EUTRE
Indicateurs	Nombre de documents traitant du DDRS (publications, thèses…)

Action 3-A.2 : Renforcer l'implication de Lyon 3 dans la fédération de recherche BioEnviS et dans et les grands projets sur la transition écologique (LIVING LAB ANTHARES, PEPR SOLUBIOD)	
Porteur	DRED/Laboratoires
Planning	2024-2027
Action	L'UMR EVS y adhère depuis 2016, l'Université Lyon 3 depuis 2021. Ses objectifs principaux sont de gérer des plateformes techniques et centres de ressources d'intérêt commun aux unités constituantes, et d'animer la transversalité des activités de recherche des unités constituantes. Il s'agit notamment de développer l'implication de plusieurs unités de recherche de Lyon 3 dans la FR BioEnviS. En lien avec la FR BioEnviS, Lyon 3 a participé au montage du projet du PEPR Solubiod. Celui-ci a donné lieu à un living Lab Anthares, visant à favoriser les recherches interdisciplinaires sur les solutions fondées sur la nature. Lyon 3 apporte un soutien particulier à ce living lab, via la contribution d'une IGR, et vise à favoriser les recherches interdisciplinaires, notamment doctorales, et les liens entre enseignement et recherche.
Moyens	Implication d'une IGR
Indicateurs	Nombre de collaborations entre les laboratoires de Lyon 3 et les fédérations de recherche et grands projets de recherche

Action 3-A.3 : Pérenniser la mise en place d'un travail de recherche collaboratif sur les inégalités notamment subjectives face au changement climatique	
Porteur	DRED
Planning	2024-2027
Action	Dans le cadre de l'AMI SHS 2024 de l'ANR, les équipes de recherche de l'Université Lyon 3 se sont mobilisées et ont créé une dynamique trans-laboratoires autour des thématiques sur les inégalités climatiques. Cette dynamique leur a permis de rejoindre le projet FORESEE, porté par l'UGA, et d'y être force de proposition, projet passé en phase 2 de la sélection ANR. Le point de départ du projet est le constat que malgré l'accumulation des savoirs et des techniques, ainsi que des dispositifs visant à favoriser l'acceptabilité, les réponses aux conséquences du changement climatique se heurtent fréquemment à des tensions et des conflits profondément enracinés dans le tissu social. Cette dynamique de conflit entrave la mise en place de changements durables et apaisés face aux conséquences du changement climatique (CCC). Face à ce constat**,** l'objet du projet est d'étudier le hiatus existant entre savoirs et actions afin de comprendre les dynamiques sociales conflictuelles qu'entraînent les CCC, et, inversement, les conditions nécessaires à l'émergence de dynamiques positives. La contribution de Lyon 3 dans ce projet porte notamment sur ces vécus, sur les inégalités subjectives (épistémiques, affectives, etc.) et l'appréhension des mesures égalitaires, sur le contentieux (anti)-climatiques, et sur les politiques publiques dans une dimension comparative. L'enjeu est la pérennisation de cette dynamique trans-laboratoire originale.
Moyens	Internes ou via les financements de l'AMI en fonction des résultats de l'AMI
Indicateurs	Résultats issus du projet de recherche (publications)

Action 3-A.4 : Pérenniser les journées de rencontre des doctorants sur la thématique du DD&RSE	
Porteur	DRED/EUTRE
Planning	2024-2027
Action	Journée annuelle de rencontres entre doctorants sur les recherches concernant la transition écologique, en place depuis 2023. Cette journée a pour objectif de renforcer les rencontres et les échanges interdisciplinaires entre doctorants et doctorantes travaillant sur les thématiques de la transition écologique et de l'environnement. Elle est ouverte aux doctorants et doctorantes de toutes disciplines.
Moyens	DRED
Indicateurs	Nombre d'étudiants impliqués

Action 3-A.5 : Pérenniser les journées de rencontre entre les étudiants de masters et les doctorants sur la thématique du DD&RSE	
Porteur	DRED/EUTRE
Planning	2024-2027
Action	Journée annuelle de rencontres entre des étudiants de master et les doctorants sur les recherches concernant les inégalités climatiques. La 1ère édition aura lieu en novembre 2024. Cette journée a pour objectif de renforcer et de prolonger le travail réalisé autour de l'AMI SHS en cours de montage, ainsi que de renforcer les liens entre enseignement et recherche.
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre d'étudiants impliqués

Action 3-A.6 : Intégrer le GIS Démocratie et Participation	
Porteur	DRED/Laboratoires
Planning	2024-2025
Action	Les SHS au sein de l'Université Lyon 3 s'intéressent de longues dates aux enjeux de démocratie au travers d'un certain nombre de projets ou par l'implication de ces enseignants-chercheurs sur le sujet. Par ex : De nombreuses recherches sont menées à Lyon 3 sur les questions de la démocratie, sur l'Etat de droit et les libertés fondamentales, sur la liberté d'expression ou les libertés académiques, sur les démocraties en crise dans une perspective comparatiste et internationale. La richesse de ces recherches a été mise en évidence par la participation de Lyon 3 au projet Democis porté par l'Université de Lille dans le cadre de l'AMI SHS. L'adhésion au Gis *Démocratie et Participation* qui mobilise une large communauté pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales et qui œuvre • à la mise en **réseau des travaux sur la démocratie participative et délibérative**, • à déployer le domaine des études de la participation du public en démocratie, en le dotant des structures d'animation et de diffusion de la recherche, prend tout son sens pour la poursuite de cette dynamique dans cette thématique.
Moyens	Intégration et participation au GIS
Indicateurs	Nombre de projets issus de la collaboration avec le GIS Démocratie

Action 3-A.7 : Développer un fonds d'acquisition papier et électronique spécifique sur le thème du DD&RSE	
Porteur	BU/DRED/Laboratoires/SGTE
Planning	En cours, à développer en 2025
Action	Cette action est menée par la BU avec l'appui des enseignants-chercheurs impliqués. Elle implique la mise en place d'une veille documentaire (BU et E-C) et la formalisation d'une politique documentaire DD&RSE. Il s'agit de mettre à disposition des EC, des administratifs et des étudiants la documentation dédiée au DD&RSE en la rendant clairement visible et plus aisément accessible.
Moyens	Budget dédié, désignation d'un responsable scientifique de la collection
Indicateurs	Nombre de documents dédiés/an et de consultations des ressources dédiées DD&RSE/ an

Action 3-A.8 : Pérenniser l'AAP transition écologique	
Porteur	DRED/SGTE
Planning	En cours, à reproduire chaque année.
Action	Lancement annuel d'un appel à projet dédié aux thématiques du DD&RSE, à destination des unités de recherche de l'Université Lyon 3. Il vise à développer les recherches sur les humanités environnementales. L'AAP doit être présenté par un laboratoire de Lyon 3 et peut associer en interdisciplinarité d'autres laboratoires, de Lyon 3 ou extérieurs. Toutes les disciplines sont concernées.
Moyens	Le budget alloué en 2023 et 2024 a été de 50 k€, auxquels s'ajoute un contrat doctoral
Indicateurs	Nombre de projets financés et publications issues de ces projets de recherche

Action 3-A.9 : Augmenter les budgets de recherche, dont ceux relatifs au DD&RSE	
Porteur	DRED/DRH/DAFA
Planning	2023-2024
Action	Augmentation de 60% de la dotation aux unités de recherche, et en premier lieu à celles qui étaient les moins bien dotées. Cette augmentation quantitative menée en 2024 s'accompagne d'une approche plus qualitative en 2025.
Moyens	Un groupe de travail avait développé des principes de répartition partagés, transparents, équitables et définis collectivement, avec un accompagnement des services centraux. Cette augmentation n'est pas ciblée sur les recherches en DDRS qui profitent toutefois de cette augmentation.
Indicateurs	Nombre de projets de recherche DDRS et publications

Action 3-A.10 : Réaliser un espace dédié à la recherche	
Porteur	DRED/DIL/DAFA
Planning	En cours, achèvement des travaux au printemps 2025.
Action	Aménagement d'un espace de près de 300 m2 pour l'accueil des chercheurs au 15 quai Claude-Bernard, avec le programme qui permettra : • De proposer 2025 un nouvel espace recherche spacieux, confortable et accueillant, qui réunira en un même lieu les services supports de la recherche, de l'incubation au montage de projet et à la valorisation, • Une offre renforcée et centralisée de formation (à la gestion des données, à la science ouverte, à la médiation…), • Une nouvelle visibilité de la recherche par dispositifs d'exposition et des événements science et société. Par une complémentarité des lieux (bureaux individuels, salle de formation, salle de réunion, salon de coworking, cuisine et espace repos), cet espace offrira également un lieu pour les différents rythmes et modes de la recherche, accueillant le travail individuel et favorisant les échanges et le travail collaboratif. Il est principalement destiné aux EC et aux doctorants mais pourra être ouvert à des étudiants de masters dans le cadre d'une initiation à la recherche.
Moyens	L'Université a proposé un plan inédit de 2,5 millions d'euros (plan « Ambition Recherche 2025 »), destiné à accompagner la dynamique de ses unités de recherche avec une partie immobilière (création d'un espace dédié à la recherche
Indicateurs	Construction de l'espace dédié

Action 3-A.11 : Offrir à tous les laboratoires une salle de travail pour les enseignants-chercheurs et les doctorants	
Porteur	DRED/DIL/Laboratoires
Planning	Action en cours
Action	Offrir à tous les laboratoires une salle de travail pour les enseignants-chercheurs et les doctorants. Trois laboratoires ont ainsi été dotés d'une salle spécifique qui leur faisait défaut, et un tiers des laboratoires ont déjà pu rénover leur salle de recherche. Cet effort pourra être poursuivi pour d'autres laboratoires
Moyens	Définir des espaces dédiés aux laboratoires dans un système contraint
Indicateurs	Salle de travail présente pour chaque laboratoire et nombre de salles dédiées aux doctorants et/ou aux EC

Action 3-A.12 : Revaloriser le temps propre à la recherche	
Porteur	DRED/DRH/DAFA
Planning	Action en cours
Action	La nouvelle politique des contrats de valorisation de la recherche permet une véritable reconnaissance du temps dédié à l'animation de la recherche de la part des directeurs d'unité de recherche. Le nombre d'activités éligibles à une prise en compte dans le service ou à une décharge, comme le nombre de collègues potentiellement concernés a ainsi augmenté dans des proportions remarquables.
Moyens	Communiquer sur cette valorisation et faciliter sa mise en œuvre
Indicateurs	Bilan pluriannuel

Action 3-A.13 : Généraliser le bilan gaz à effet de serre des laboratoires Sous-action : Renouveler ces bilans labo 1.5 tous les 3 ans	
Porteur	SGTE/DRED/Laboratoires
Planning	Action en cours, 4 laboratoires à prévoir en 2024, à généraliser pour 2026
Action	Ce bilan a été fait à partir de 2022 pour différentes unités de recherche, avec l'appui de stagiaires, en utilisant l'outil fourni par l'association Labos1.5. Ce qui a été fait en 2022 pour l'UMR EVS et l'IRPhiL a été étendu en 2023 à plusieurs laboratoires de sciences humaines, ce qui est relativement peu commun en SHS : Marge, IHRIM et CIHAM. Trois unités de recherche sont concernées en 2024 (CRDMS, CLHDPP, HISOMA) alors qu'EVS et l'IRPhiL vont établir un nouveau bilan. L'originalité de la démarche de Lyon 3 est d'avoir organisé et financé un système de stage pour réaliser ce bilan et ne pas alourdir la tâche des EC. Ces bilans GES contribuent à une recherche plus écoresponsable par la définition d'actions en relation avec les bilans GES – Sensibilisation aux impacts de la recherche
Moyens	4 stages de 4 mois,
Indicateurs	Proportion d'unités de recherche dotées de leur BEGES et suivi des émissions GES des différentes unités, définition de plan d'actions pour une recherche plus écoresponsable

Objectif 3-B : Développer les interactions sciences et société et l'expertise en appui aux acteurs socio-économiques publics et privés

Action 3-B.1 : Mettre en œuvre un plan de communication et de diffusion scientifiques	
Porteur	DRED/Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2024-2027
Action	Le travail sur le site web de l'Université et sur la visibilité de la recherche est en cours et va être déployé les prochaines années
Moyens	Groupe de travail DRED/Service communication et SGTE – site web
Indicateurs	Dates mise à jour du site web, nombre de consultations du site

Action 3-B.2 : Valoriser la recherche à Lyon 3 dans le domaine du DD&RSE en incitant plus fortement au dépôt dans HAL des publications relevant du DD&RSE	
Porteur	BU/DRED/Laboratoires
Planning	En cours, à développer en 2024-2027
Action	Cette action est menée par la BU. Aide au dépôt prioritaire dans HAL des articles en texte intégral des EC de Lyon 3 relevant de la TE et avec identification claire du rattachement de la publication au champ DDRS (tag, mot-clé, …)
Moyens	Soutien technique et humain de cette ouverture, actions de formation
Indicateurs	Nombre d'articles en lien avec les thématiques DDRS déposées en texte intégral sur HAL

Action 3-B.3 : Appui au calcul du bonus science ouverte des unités de recherche	
Porteur	BU/DRED
Planning	2025
Action	Il y a trois actions à développer : • Formaliser et documenter les différents indicateurs constitutifs du Bonus (en fonction des disciplines) • Venir en appui de la DRED pour le calcul du bonus (fourniture de données HAL et BiblioRef) • Contribuer à la réflexion sur l'évolution et à la mise à jour des indicateurs en tenant compte de l'évolution du contexte légal, des pratiques institutionnelles et des habitudes disciplinaires
Moyens	Groupe de travail DRED / BU
Indicateurs	Valeur du bonus science ouverte

Action 3-B.4 : Poursuivre le développement du pôle éditorial PRAIRIAL et le soutien apporté à l'édition en accès ouvert Diamant	
Porteur	BU/DRED
Planning	En cours - 2025
Action	Renouvellement de la convention de partenariat du pôle éditorial associant les Universités Lyon 2, Lyon 3 et la MSH en envisageant l'entrée de l'UJM de Saint Etienne. Poursuite du travail d'accompagnement et de publication des revues existantes comme l'accueil de nouvelles revues conformes aux exigences de qualité définies par le conseil scientifique. Développement d'un soutien spécifique aux revues juridiques (dont la jurisprudence) sur Prairial en partenariat avec les équipes de la BIU Cujas.
Moyens	Groupe de travail
Indicateurs	Nombre de nouvelles revues

Action 3-B.5 : Développer au sein de la cellule CADOR un démonstrateur autour de la production et l'analyse de données	
Porteur	DRED/BU/PAVM
Planning	2025
Action	La Recherche et les données de la Recherche au sein de notre Université manquent de visibilité. Le faible taux d'ouverture des thèses en 2023 (48%), bien en-dessous du pourcentage recensé à l'échelle nationale (75%), en témoigne. Parmi les outils de valorisation identifiés, CADOR propose de réaliser, en collaboration avec le PAVM, des mini-séries sur des objets de recherches doctorales avec un coup de projecteur porté sur les méthodes et les données. Le sujet des SfN (Solutions fondées sur la Nature) qui rassemble un collectif de jeunes chercheurs (Mastérants-doctorants) de l'Université Lyon 3 dans le cadre d'un Living-Lab local (Anthares) du PERP Solubiod, est envisagé pour constituer une première mini-série.
Moyens	Ce projet s'inscrit dans les projets de médiation scientifique impliquant de jeunes chercheurs, doctorants ou de jeunes docteurs (qui viennent de soutenir leur thèse). L'originalité de ces capsules vidéo reposera sur : • L'appréhension d'un objet de recherche sous des angles disciplinaires multiples ; • L'échange avec la société civile sur le plateau (dimension sciences et société).
Indicateurs	Nombre de capsules vidéo produites et diffusées sur les sites web DRED et transition écologique de l'Université

Action 3-B.6 : Participer aux travaux et à la structuration de l'Atelier de la donnée DataLyste du site lyonnais en vue d'une labellisation « Atelier de la donnée » du projet dans le cadre des AMI Recherche Data Gouv	
Porteur	DRED
Planning	2024-2027
Action	Constitution, dépôt et actualisation du dossier de candidature à la labellisation
Moyens	Mise en place et appui à l'animation des instances de gouvernance de l'atelier ; pilotage et/ou mise en place de services d'accompagnement par les GT thématiques de l'atelier
Indicateurs	Labellisation

Action 3-B.7 : Développer les événements de médiation permettant de sensibiliser la communauté aux enjeux socio-écologiques	
Porteur	DRED
Planning	2024-2027
Action	Manifestations scientifiques (inter)nationales, cycles de conférences, expositions, médiations scientifiques et culturelles, productions audiovisuelles, participation des chercheurs dans les médias
Moyens	Internes
Indicateurs	Dénombrement, liste des actions par typologie et public cible

Action 3-B.8 : Cartographier les partenariats de recherche DD&RSE	
Porteur	DRED/ Service de la communication et des partenariats
Planning	En partie réalisé, à approfondir en 2025
Action	Établir le bilan des collaborations de recherche dans le domaine de la DD&RSE, de façon à les valoriser et à mieux définir à l'avenir les actions d'encouragement. Identifier les expertises à destination des partenaires socio-économiques
Moyens	Internes
Indicateurs	Enquête sur la base des bilans des unités de recherche

Action 3-B.9 : Développer la cartographie des expertises	
Porteur	BU/DRED
Planning	En cours-2027
Action	Inventaire, classification et caractérisation des expertises menées auprès de multiples parties prenantes (ministères, collectivités territoriales, …)
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre d'expertises /an

Action 3-B.10 : Développer les expertises et les partenariats	
Porteur	BU/DRED/Gouvernance/Service des partenariats/Composantes…
Planning	2024-2027
Action	Définition d'une politique des partenariats nourrie par l'état des lieux effectué dans l'action 3-B.4
Moyens	Groupe de travail ad hoc
Indicateurs	Politique partenariale rédigée, dénombrement des partenariats et expertises répondant aux critères définis dans la politique des partenariats

Objectif 3-C : Promouvoir et favoriser un dispositif de réflexion éthique et d'accompagnement déontologique au regard de l'exercice de la RS de la recherche et de l'innovation

Action 3-C.1 : Renouveler le label HRER	
Porteur	DRED
Planning	2024-2025, la demande de renouvellement est en cours
Action	Mise à jour des indicateurs
Moyens	Internes
Indicateurs	Renouvellement du label

Action 3-C.2 : Réviser, Animer et piloter la charte Science Ouverte de l'établissement	
Porteur	DRED
Planning	2025
Action	Mise à jour et révision de la charte de la science ouverte de Lyon 3 intégrant les nouvelles exigences du PNSO 2. Élaboration d'un bilan des actions et réalisations de la charte initiale
Moyens	Internes
Indicateurs	Vote par la CR de la charte

Action 3-C.3 : Poursuivre la structuration et le développement des activités de la cellule CADOR	
Porteur	DRED
Planning	2024-2027
Action	Assurer l'animation et la pérennité des échanges transversaux entre les services impliqués au sein de la cellule, répondre aux nouvelles sollicitations de conseil ou d'accompagnement des unités de recherche, mettre à disposition de nouvelles ressources en ligne destinées à l'orientation ou à l'autoformation des EC de Lyon 3 (Voir 3-A.11)
Moyens	Groupe de travail en cours
Indicateurs	Nombre de sollicitation par les UR, nombre de nouvelles ressources en ligne

Action 3-C.4 : Adopter une charte de la recherche écoresponsable	
Porteur	SGTE/DRED/Laboratoires
Planning	2025
Action	Les bilans GES effectués par les unités de recherche et les actions déterminées dans le Schéma Directeur DDRS serviront de base pour alimenter la création d'une charte de bonnes pratiques pour les unités de recherche.
Moyens	Groupe de travail à mettre en place
Indicateurs	Vote de la charte en CR

Action 3-C5 : Charte des achats à destination des laboratoires (rappel des obligations réglementaires et encadrement des dépenses dans une optique DD&RSE)	
Porteur	DRED/DAFA
Planning	2026
Action	Finalisation, adoption et vote par la commission recherche d'une Charte des achats. Celle-ci a pour vocation de fournir aux décisionnaires (directeurs de laboratoire, chefs de projet scientifique) un guide des bonnes pratiques (notamment DDRS) et un rappel réglementaire. La Charte des achats reprendra synthétiquement les obligations réglementaires concernant la dépense publique, ainsi que les décisions du conseil administratif sur les dépenses de l'établissement. Un volet sera consacré à la thématique DDRS afin d'orienter l'activité des laboratoires et de la DRED dans une optique d'amélioration de notre bilan carbone, du choix des produits et services à proximité et des circuits courts (dans le respect de la réglementation nationale), ainsi qu'une sensibilisation à passer commande auprès des entreprises adaptées.
Moyens	Groupe de travail pour rédaction de la charte
Indicateurs	Adoption de la charte des achats

Axe 4 : Réduction de l'impact environnemental avec un volet décarbonation des activités

Présentation

Cet axe se situe dans le prolongement d'actions déjà largement engagées ou définies, comme celles relatives au Plan de sobriété de Lyon 3 ou au Plan de transition consécutif au Bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES), plan élaboré en avril 2024. De plus, il répond aux points de progression listés dans la circulaire Services Public Écoresponsables (SPE). Une part importante des actions, donc :

- Pérennise le plan de sobriété 2022 pour les mesures non mises en œuvre et celles nécessitant une continuité (particulièrement consignes de température, suppression de l'eau chaude dans les sanitaires, limitation des écrans non-essentiels, extinction des éclairages ornementaux entre 22h et 6h du matin, désignation d'un ambassadeur sobriété sur chaque site de l'Université) (SPE 11.3).
- Reprend les actions du Plan de transition/décarbonation issu du BEGES et celles de la circulaire SPE. La période envisagée par la circulaire SPE, 2024-2027, est ici reprise pour une question de cohérence.

D'autres enjeux moins encadrés figurent aussi nettement, sous la forme de préconisations au titre d'un aménagement immobilier durable, principalement des espaces extérieurs pour une amélioration de la biodiversité, placées aussi en annexe de l'axe. L'axe 4 introduit de plus un objectif 4-B relatif aux déchets.

Les actions du SD DD&RSE tiennent compte des plans spécialisés (Plan de sobriété, Plan QVCT, Plan d'action Égalité, Include, Schéma directeur handicap. Ces plans apparaissent au bilan. Elles prennent également en compte (note de bas de page) les articles de l'Accord de Grenoble signé par l'Université (AG 3.5) et de la circulaire Services Publics Écoresponsables (SPE)

Liste des actions

Objectif 4-A : Développer le numérique écoresponsable, en augmentant la durée d'usage des matériels et en réduisant la consommation énergétique

4-A.1 : Adopter une charte numérique écoresponsable et sensibiliser au numérique écoresponsable
4-A.2 : Intégrer dans les marchés un indice de réparabilité et la possibilité d'utilisation de produit labellisés certifiés
4-A.3 : Développer la mise en place d'un suivi systématique des matériels en vue d'un BEGES numérique
4-A.4 : Augmenter la durée d'utilisation des matériels
4-A.5 : Augmenter la réutilisation du matériel informatique et téléphonique
4-A.6 : Augmenter la valorisation des matériels informatiques dans des filières de réemploi après sécurisation des données
4-A.7 : Inclure l'analyse du cycle de vie et l'empreinte carbone dans les cahiers des charges des marchés
4-A.8 : Mettre en place un « pack numérique » pour tous les agents

Objectif 4-B : Réduire la quantité de déchets et optimiser leur valorisation

4-B.1 : Élaborer un plan de gestion des déchets
4-B.2 : Respecter le tri à la source « 8 flux »
4-B.3 : Sensibiliser et former les personnels et les étudiants aux bonnes pratiques en matière de gestion des déchets
4-B.4 : Installer un arbre à sacs pour le recyclage des tote-bags
4-B.5 : Mettre à disposition de papier de seconde main dans les BU à destination du public étudiant
4-B.6 : Développer le parrainage d'arbres en alternative aux cadeaux promotionnels
4-B.7 : Mettre en place un bac de recueil des déchets organiques
4-B.8 : Atteindre le « sans-gobelet » dans les distributeurs
4-B.9 : Intégrer à l'appli de géolocalisation de la Manufacture les points de collecte des déchets
4-B.10 : Développer des actions culturelles et artistiques engageant une réflexion sur le troc, sur la récupération, sur la réduction, sur le réemploi et la valorisation des déchets

Objectif 4-C : Développer une politique en faveur de la biodiversité et de la préservation du vivant

4-C.1 : Renforcer la gestion durable des espaces extérieurs
4-C.2 : Etablir un cahier des charges pour la gestion écoresponsable des espaces verts
4-C.3 : Réaliser un suivi de la biodiversité dans les sites de l'Université, signer une charte de la biodiversité
4-C.4 : Améliorer le ratio espèces endémiques sur espèces exogènes
4-C.5 : Créer une grainothèque

Objectif 4-D : Favoriser notamment par les marchés publics d'achats et de recyclage une démarche exemplaire

4-D.1 : Établir le SPASER (schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables)
4-D.2 : Rédaction d'une charte des achats responsables
4-D.3 : Cartographie des fournisseurs et des achats renseignés en fonction des critères DD&RSE adoptés pour les marchés

4-D.4 : Mettre en place une condition d'exécution obligatoire des marchés sur la communication d'un BEGES et d'un plan de transition de réduction des émissions de GES pour les entreprises de plus de 500 personnes
4-D.5 : Mettre en place les solutions de consigne et réparation (contenants alimentaires consignés, informatique, vêtements, électroménager, mobilier…)
4-D.6 : Proposer systématiquement des biens et matériels dont l'Université n'a plus l'usage aux organismes publics et aux associations, fondations ou acteur de l'ESS
4-D.7 : Accélérer la réduction des déchets plastiques et l'usage du plastique
4-D.8 : Adopter le recours au bio pour l'alimentation par traiteurs, distributeurs, plats à emporter
4-D.9 : Réduire la consommation d'eau potable
4-D.10 : Équiper en fontaines à eau
4-D.11 : Définir une politique économe en cadeaux promotionnels (goodies), avec des critères environnementaux et éthiques
4-D.12 : Adopter une charte pour les déplacements professionnels des enseignants-chercheurs et BIATSS et pour les déplacements des étudiants en mission

Objectif 4-E : Fixer des objectifs opérationnels en matière de décarbonation de toutes les activités

4-E.1 : Définir une trajectoire bas carbone
4-E.2 : Réaliser au moins tous les trois ans un bilan de gaz à effet de serre (BEGES)
4-E.3 : Réunir annuellement les indicateurs de suivi
4-E.4 : Établir un plan de mobilité durable
4-E.5 : Encourager les agents à décarboner leurs trajets domicile-travail
4-E.6 : Mettre en place un calculateur des émissions de GES à l'amont de tout demande de mission des personnels et des étudiants, présentant autant que possible une alternative bas carbone
4-E.7 : Réduire les déplacements professionnels des agents en avion
4-E.8 : Renforcer le covoiturage professionnel
4-E.9 : Compenser les émissions d'eqGES des trajets aériens des agents par des plantations d'arbres
4-E.10 : Acheter ou louer uniquement des véhicules à faibles émissions (VFE) ou à très faibles émissions (VTFE) pour les missions des personnels
4-E.11 : Déployer des points de recharge électrique pour les véhicules du personnel
4-E.12 : Développer la mutualisation des commandes et des livraisons pour les usagers Lyon 3

Objectif 4-F : Fixer des objectifs opérationnels en matière de sobriété énergétique pour l'immobilier

4-F.1 : Élaborer le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière 2024-2028
4-F.2 : Élaborer le cahier des charges Transition Écologique des opérations de réaménagement et immobilières incluant l'adaptation au réchauffement climatique
4-F.3 : Adaptation au changement climatique pour les nouvelles construction ou rénovation lourdes (>500m2)
4-F.4 : Faire un bilan des risques inondation et canicules
4-F.5 : Mesurer et réduire les consommations énergétiques des bâtiments
4-F.6 : Instaurer un commissionnement pour optimiser la performance du patrimoine bâti

Objectif 4-A : Développer le numérique écoresponsable, en augmentant la durée d'usage des matériels et en réduisant la consommation énergétique

Action 4-A.1 : Adopter une charte numérique écoresponsable et sensibiliser au numérique écoresponsable	
Porteur	DNUM
Planning	2024-2027
Action	Document détaillant le cadre d'action en matière de DD relatif au numérique.
Moyens	Internes
Indicateurs	Présentation de la charte sur le numérique éco-responsable en CSAE

Action 4-A.2 : Intégrer dans les marchés un indice de réparabilité et la possibilité d'utilisation de produit labellisés	
Porteur	DNUM et DAFA
Planning	2024-2027
Action	Obligatoire pour un certain nombre de produits depuis le 1er janvier 2021, l'indice de réparabilité consiste en une note sur 10 visant à informer le consommateur sur le caractère plus ou moins réparable de ses achats. Il constitue un outil de lutte contre l'obsolescence – programmée ou non - pour éviter la mise au rebut trop précoce des produits et préserver les ressources naturelles nécessaires à leur production, en évitant le gaspillage. Cet indice sera intégré dans les marchés.
Moyens	La prise en compte de l'indice de réparabilité peut se faire, au choix de l'acheteur, lors de différentes étapes du marché : • Dans la définition du besoin : inscrire dans l'objet du marché la volonté de favoriser les équipements avec la durée de vie la plus longue possible pour limiter leur renouvellement, ce qui implique de préférer les équipements les plus réparables : « Produits X réparables / à fort potentiel de réparabilité » • Dans les critères d'attribution : inscrire un critère ou sous-critère environnemental relatif à l'indice de réparabilité, ou les éléments équivalents suivants si le produit ne dispose pas d'un indice
Indicateurs	Nombre de marché avec la clause de durabilité

Action 4-A.3 : Développer la mise en place d'un suivi systématique des matériels en vue d'un BEGES numérique	
Porteur	DNUM
Planning	2024-2027
Action	Mettre en place un suivi de tous les matériels informatiques pour collecter la donnée permettant de réaliser un BEGES du numérique
Moyens	Internes ou stage
Indicateurs	Statistiques sur les indicateurs ad hoc.

Action 4-A.4 : Augmenter la durée d'utilisation des matériels	
Porteur	DNUM, DIL, CAI
Planning	2024-2027
Action	Ce travail est partiellement en place pour le mobilier, il s'agit d'identifier les processus (cycle de vie des matériels au sein de l'Université) et des acteurs impliqués pour ensuite proposer des pistes d'amélioration
Moyens	Produire une étude de faisabilité pour identifier les processus et les moyens à mettre en place pour rallonger la durée de vie des matériels
Indicateurs	La durée de vie des différents types de matériels incluant la durée d'utilisation après acquisition à neuf et réutilisation après reconditionnement

Action 4-A.5 : Augmenter la réutilisation du matériel informatique et téléphonique	
Porteur	DNUM
Planning	2024-2027
Action	Les acheteurs publics doivent désormais acquérir des biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou comportant des matières recyclées, selon des proportions fixées par type de produits. Un premier décret, le décret n° 2021-254 du 9 mars 2021, est venu préciser cette obligation.
Moyens	Internes
Indicateurs	Cible 2024 : 20% de matériel informatique et téléphonique issu du réemploi ou de la réutilisation par an, cible 2027 : 25%

Action 4-A.6 : Augmenter la valorisation des matériels informatiques dans des filières de réemploi après sécurisation des données	
Porteur	DNUM
Planning	2024-2027
Action	Le matériel informatique et téléphonique dont l'Université n'a plus l'usage, après avoir toutefois allongé sa durée de vie en fonction des justes besoins des agents, doit être valorisé dans des filières de réemploi après sécurisation des données, en application de l'article 16 de la loi REEN et du décret n°2023-266 du 12 avril 2023.
Moyens	Internes
Indicateurs	Cible 2024 : 35% de matériels informatiques fonctionnels de moins de dix ans orientés vers le réemploi dans l'année, cible 2027 = 50%

Action 4-A.7 : Inclure l'Analyse du Cycle de Vie et l'empreinte carbone dans les cahiers des charges des marchés	
Porteur	DNUM / DAFA
Planning	2024-2027
Action	Rendre les informations sur ces points utiles à la décision d'attribution du marché
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre de marché incluant ces critères

Action 4-A.8 : Mettre en place un « pack numérique » pour tous les agents	
Porteur	DNUM
Planning	2025-2027
Action	Faire en sorte que les agents, enseignants-chercheurs et administratifs, disposent à leur arrivée d'un set de matériels informatiques en fonction de leurs besoins. Action ensuite à étendre aux agents en place. L'objectif est de rationaliser les matériels mis à disposition, de faciliter la gestion prévisionnelle et d'éviter autant que possible les achats non contrôlés
Moyens	Internes. Inventaire des matériels à disposition (en cours)
Indicateurs	Nombre ordinateur/écran/tel par personne

Objectif 4-B : Réduire la quantité de déchets et optimiser leur valorisation

Action 4-B.1 : Élaborer un plan de gestion des déchets	
Porteur	DIL
Planning	2024-2027
Action	Elaboration d'un plan de gestion des déchets, y compris pour les déchets d'équipement électrique et électronique (D3E). Systématiquement proposer les biens et matériels dont il n'y a plus l'usage aux organismes publics et aux associations, fondations ou acteurs de l'ESS en application de l'article 16 de la loi REEN, notamment via la plateforme dédiée aux échanges et aux dons (dons.encheres-domaine.gouv.fr). Etudier la possibilité de don aux personnels. Rédaction d'une charte sur les déchets responsables
Moyens	Internes
Indicateurs	Cible 2024 : +10% par rapport à 2023, cible 2027 : +40% Respect de l'obligation de tri à la source dit « 8 flux », en application du décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 ainsi que la mise en place de l'obligation du tri à la source des biodéchets en application de l'article L.541-21-1 du code de l'environnement. Cible 2024 : 100% de mise en place du tri à la source

Action 4-B.2 : Respect du tri à la source « 8 flux »	
Porteur	Service achats et SA-DAFA/DIL/DENUM/SGTE/Gouvernance
Planning	2024-2026
Action	Le tri 8 flux engendre la collecte séparée des déchets de papier / carton, métal, plastique, verre, bois, (et de textile à partir du 1 er janvier 2025). Il serait pertinent d'augmenter le nombre de flux petit à petit jusqu'en 2025 mais il faut noter que l'Université de Lyon 3 est limitée en termes d'espace, il est donc difficile d'ajouter des poubelles de tri en plus de celles déjà en place dans les locaux de stockage de ces déchets. Des réflexions sur des aménagements sont en cours au sein des services et directions concernés.
Moyens	Étude des dépenses direction / comex avec les prestataires / réorganisation des activités des services intégrant cet objectif Nouvel audit déchets
Indicateurs	Résultat de l'audit, reporting du prestataire sur l'efficacité des collectes

Action 4-B.3 : Sensibiliser et former les personnels et les étudiants aux bonnes pratiques en matière de gestion des déchets	
Porteur	DIL/SGTE/Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2024-2027
Action	Mettre en place un guide en ligne et des sessions de formation
Moyens	Groupe de travail ad hoc
Indicateurs	Nombre de journées de sensibilisation (stands et ateliers fresque de l'économie circulaire) et nombre de consultation du guide en ligne

Action 4-B.4 : Installer un arbre à sacs pour le recyclage des tote-bags	
Porteur	BU/DIL
Planning	2025-2027
Action	Mettre à disposition des étudiants un support (porte-manteau) sur lequel ils pourront déposer ou prendre des sacs (tote-bag) déjà utilisés dans un esprit de recyclage. Baisse du nombre de sacs achetés neufs par les BU. Mise en place d'une économie circulaire des sacs
Moyens	Internes. Achat de 2 porte-manteaux : 1 pour la BU Manufacture et 1 pour la BU du Palais. Campagne de communication
Indicateurs	Indicateur quantitatif : nombre de sacs achetés l'année N / nombre de sacs achetés l'année N-1. Satisfaction des usagers : sondage auprès des étudiants en mars 2025 pour vérifier la connaissance et l'usage du dispositif

Action 4-B.5 : Mise à disposition de papier de seconde main dans les BU à destination du public étudiant	
Porteur	BU/Toutes parties prenantes
Planning	2024-2027
Action	Organiser une collecte dans les services administratifs de l'Université du papier utilisé sur une face pour le mettre à disposition des étudiants qui sont demandeurs. Impact environnemental positif : recyclage de papier.
Moyens	Internes. Bannettes de mise à disposition : recyclées, pas de budget. Campagne de communication : mission communication des BU. Organisation du circuit : correspondants DD&RSE des BU
Indicateurs	Nombre de services participant à l'opération, quantité de papier utilisé mis à disposition.

Action 4-B.6 : Développer le parrainage d'arbres en alternative aux cadeaux promotionnels	
Porteur	SGTE et Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2024-2027
Action	Possibilité pour les étudiants de parrainer la plantation certifiée d'arbres à la place de l'octroi de « goodies ». Enjeu : limiter les objets promotionnels et agir en faveur de la biodiversité et intérêt pédagogique Rendre visible sur le site web ces plantations d'arbres
Moyens	Achat d'arbres auprès d'Ecotree
Indicateurs	Nombre de tonnes d'eqCO2 évitées, nombre d'arbres parrainés

Action 4-B.7 : Mettre en place un bac de recueil des déchets organiques	
Porteur	DIL et SGTE
Planning	2024-2027
Action	Dispositif à étudier, visant à recueillir les matières organiques récupérables au sein de l'Université, complétant celui de la Métropole de Lyon en dehors de Lyon 3. Rationaliser la collecte des déchets, encouragement de l'apport volontaire dans les dispositifs dédiés
Moyens	Marché spécifique à passer
Indicateurs	Quantité de biodéchets récoltés

Action 4-B.8 : Atteindre le « sans-gobelet » dans les distributeurs	
Porteur	DIL, SGTE, Gouvernance
Planning	2024-2026
Action	Sensibiliser pour aller vers le sans gobelet dans les distributeurs et limiter les déchets. Journée de sensibilisation, offre de Mugs réutilisables par l'Université, offrir un prix plus attractif dans le cadre d'un achat sans gobelet par rapport à un achat avec gobelet.
Moyens	Journées de sensibilisation avec le prestataire avec boisson chaude offerte si utilisation du sans gobelet ; Offre de mugs réutilisables ; Offre achat attractive pour le sans gobelet ; Limitation du nombre de gobelet par machine pour signifier l'effet de « rareté ».
Indicateurs	Objectifs : • 50% de sans gobelet en 2025 • 100% sans gobelet en 2026

Action 4-B.9 : Intégrer à l'appli de géolocalisation de la Manufacture les points de collecte des déchets	
Porteur	DIL/DNUM et Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2025
Action	Cette géolocalisation vise à développer le tri volontaire. Les points de collectes vont être identifiés ce qui va faciliter l'apport volontaire des déchets de la part des usagers
Moyens	Internes et prestation – application de géolocalisation
Indicateurs	Nombre d'usagers utilisant l'application

Action 4-B.10 : Développer des actions culturelles et artistiques engageant une réflexion sur le troc, sur la récupération, sur la réduction, sur le réemploi et la valorisation des déchets	
Porteur	Service des affaires culturelles
Planning	2025-2029
Action	Mise en place et valorisation d'une « boîte à dons culturels et artistiques » (give box) à proximité du Point Culture situé sur le site de la Manufacture des Tabacs pour encourager les pratiques de réemploi et de troc. Réduction des achats de goodies et développement de la pratique de la récupération lors des grands événements culturels. Exemple : proposition d'ateliers de sérigraphie mobile à l'occasion des festivals artistiques étudiants pour la personnalisation de sacs en toile (tote bags) personnels et de récupération. Mise en place d'ateliers de pratiques artistiques engageant une réflexion sur la réduction et la valorisation des déchets / fondés sur la réduction, le réemploi et la valorisation des déchets. Exemple : atelier de création plastique à partir de déchets et de réalisation de vidéos en stop motion dirigé par les artistes Vincent Noclin et Némo sur la thématique « Le Kiosque de la consommation » (réflexion sur le militantisme écologique et sur la société de consommation).
Moyens	Internes & externes (partenaires culturels du territoire)
Indicateurs	Nombre d'ateliers proposés / nombres d'inscriptions / bilan qualitatif

Objectif 4-C : Développer une politique en faveur de la biodiversité et de la préservation du vivant

Action 4-C.1 : Renforcer la gestion durable des espaces extérieurs	
Porteur	DIL et SGTE
Planning	2024 : étude de faisabilité des réaménagements de désimperméabilisation, récupération et infiltration des eaux de pluie, extension des plantations, amélioration de la biodiversité par le choix d'espèces de végétaux locales. 2025 : étude de conception et travaux de réaménagement des cours sur sites des quais 2026 : Travaux de réaménagement des cours à la Manufacture
Action	Actions de désimperméabilisation, de déconnexion des réseaux d'eau pluviales pour réutiliser et/ou réinfiltrer ces eaux dans la nappe, de renaturation, de manière à répondre aux enjeux de protection de la biodiversité et de la ressource en eau, de séquestration carbone, d'adaptation au changement climatique et de préservation des continuités écologiques. Enjeux : Amélioration de la biodiversité, de la qualité de vie au travail par l'adaptation au réchauffement climatique, amélioration de la gestion de l'eau.
Moyens	Indicateurs sur espèces endémiques et exogènes Faire un bilan de biodiversité tous les trois ans Charte d'entretien éco-responsable des espaces végétalisés
Indicateurs	*Cible 2025 :* 100% de taux de respect de l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques pour l'entretien des espaces verts, forêts, voiries et promenades, que ces lieux soient ou non ouverts au public, en cohérence avec l'article 1 de la loi n° 2014-110 du 6 février 2014 et l'arrêté du 15 janvier 2021. Respect de l'interdiction d'utilisation d'engrais de synthèse, en application de l'article 269 de la loi climat et résilience. Cible : 2025, mise en œuvre après étude de faisabilité 2024. Cible : 2027, réduction de 15% de la consommation d'eau potable par rapport à 2022 ; Volumes d'eau réinfiltrée suite à la déconnexion des réseaux d'eau pluviale

Action 4-C.2 : Etablir un cahier des charges pour la gestion écoresponsable des espaces verts	
Porteur	DIL et SGTE
Planning	2025
Action	Document écrit détaillant les attendus. Explicitation de la démarche Lyon 3 en matière d'espaces extérieurs plantés Enjeux : Amélioration de la biodiversité, amélioration de la gestion de l'eau.
Moyens	Internes
Indicateurs	Cahier des charge rédigé et validé

Action 4-C.3 : Réaliser un suivi de la biodiversité dans les sites de l'Université, signer une charte de la biodiversité	
Porteur	SGTE
Planning	2026
Action	Enquête sur le terrain, et auprès les étudiants et personnels, reprenant les postes renseignés dans l'enquête sur la situation en 2023. L'objectif est de mesurer l'amélioration de la situation.
Moyens	Internes et avec l'aide d'une association naturaliste
Indicateurs	Production d'un document de suivi (nombre d'espèces et de variétés (locales) Devenir refuge LPO sur les différents sites de l'Université Signature d'une charte de la biodiversité

Action 4-C.4 : Améliorer le ratio espèces endémiques sur espèces exogènes	
Porteur	SGTE
Planning	2027
Action	L'objectif est de mesurer l'amélioration de la situation des espèces endémiques, nombre et évolution.
Moyens	Formation en interne pour développer les plantations avec des espèces locales et résistantes Mise en place d'habitats pour la faune (nichoirs et nid pour les oiseaux et chauves-souris, point d'eau). Développer les inventaires participatifs (Cf. actions du Muséum d'Histoire naturelle)
Indicateurs	Nombre de variétés et d'espèces endémiques présentes Nombre de participants pour les inventaires participatifs

Action 4-C.5 : Créer une grainothèque	
Porteur	DIL, SGTE et BU
Planning	2024-2027
Action	Mise en place de l'installation ad hoc. L'objectif est de mettre à disposition des étudiants et personnels des graines issues des cultures personnelles, dans une logique d'échange et de formation. Sessions d'accompagnement/sensibilisation
Moyens	Internes et animation par associations naturaliste à prévoir
Indicateurs	Nombre de participants ; suivi du nombre d'échanges sur une période donnée

Objectif 4-D : Favoriser notamment par les marchés publics d'achats et de recyclage une démarche exemplaire

Action 4-D.1 : Etablir le SPASER (schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables)	
Porteur	SA-DAFA et SGTE
Planning	2024-2025
Action	Le SPASER (Schéma de Promotion des Achats publics Ssocialement et Ecologiquement Responsables), aide à déterminer les objectifs de passation de marchés publics comportant des dispositifs à caractère social, écologique et visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs défavorisé ou handicapé. Cet outil structure la démarche d'achats durables des collectivités qui vise à faire de la commande publique un levier en faveur des transitions sociales économique et écologique.
Moyens	Étude des dépenses direction / mobilisation ressources humaines et réorganisation des activités des services intégrant cet objectif
Indicateurs	Présentation du SPASER devant les instances compétentes

Action 4-D.2 : Rédaction d'une charte des achats responsables	
Porteur	SA-DAFA, SGTE et composantes
Planning	2024-2025
Action	Intégration des critères environnementaux lors de l'attribution des marchés, le cas échéant en mobilisant un critère unique « coût » fondé sur l'approche en cycle de vie, à chaque fois que c'est possible. En application de l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES en définissant une condition d'exécution obligatoire des marchés sur la communication d'un BEGES et d'un plan de transition associé de réduction des émissions GES, pour toutes les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes. Pour les marchés mobilisant des produits consommateurs d'énergie, définition d'une condition d'exécution obligatoire sur la performance énergétique des produits et des plans de progrès, en application de la circulaire du 10 novembre 2022 relative au plan de sobriété énergétique de l'Etat. Application des mesures résultant de la future loi « industrie verte » au sujet de la commande publique. Intégration également des considérations relatives au transport et à la logistique, en s'appuyant notamment sur l'initiative FRET 21. Enjeux : - Lisibilité des principes fondateurs de la politique achat responsable de l'Université, également susciter l'adhésion des fournisseurs ; - Réduction des impacts environnementaux des achats, des services et des travaux achetés par l'Université ; - Amélioration significative de la qualité de son patrimoine par des achats de travaux contribuant à améliorer les conditions d'accueil sur les campus ; - Réduction des consommations d'énergie ; - Intégrer les problématiques environnementales et sociales ; - Meilleure gestion des déchets ;

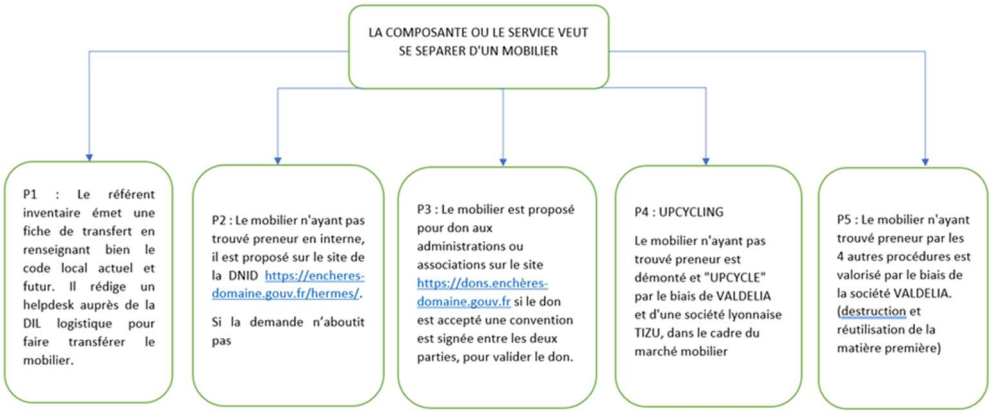
	- Optimiser les dépenses de l'Université en prenant en compte le coût complet et le cycle de vie d'un achat.
Moyens	SIHA OPC et acheteurs du SA-DAFA, statistiques des titulaires communiqués lors des comités exécutifs (COMEX)
Indicateurs	Livrable : Charte détaillant la systématisation de l'intégration de considérations environnementales dans les contrats (marchés publics et contrats de concession), selon les objectifs du Plan national pour des achats durables (PNAD) et en anticipation de l'article 35 de la Climat et résilience et du décret n° 2022-767 du 2 mai 2022. Cible 2023 :60% de contrats avec au moins une considération environnementale, 2024 : 80%, cible 2025 : 100%. Rappel cible sociale 2023 : 20%, 2024 : 25%, cible 2025 : 30% Cible 2024 : 100% des marchés respectent ces obligations

Action 4-D.3 : Cartographie des fournisseurs et des achats renseignés en fonction des critères DD&RSE adoptés pour les marchés	
Porteur	Service achats, DAFA et CAI
Planning	2025 puis suivi dans le temps
Action	Vérification des labels présentés, normes environnementales respectées… • Attention cela pourrait contrevenir aux 3 principes de la commande publique : transparence, liberté d'accès à la commande publique et égalité de traitement En effet, il est vivement conseillé par la réglementation achats durables, que les opérateurs économiques se dotent de label ou équivalent mais cela ne doit pas empêcher l'analyse objective des offres de l'ensemble des opérateurs économiques qui peuvent présenter de bonnes solutions DD mais sans label. • Un sourcing doit être organisé dans la mesure du possible pour connaitre l'offre des opérateurs économiques et faire connaître le besoin de Lyon 3 en termes d'achats. Le sourcing permet de vérifier l'adéquation, la cohérence entre le besoin de Lyon 3 et la réalité de l'offre du marché
Moyens	SIHA, OPC, DID de Lyon 3, statistiques des titulaires communiquées lors des COMEX Obtenir une meilleure connaissance du marché sur un segment d'achat donné / meilleure sélection des candidats en ayant procéder préalablement à une meilleure analyse fonctionnelle du besoin et à un sourcing permettant de déterminer si le marchés (au sens large) peut répondre aux besoins de Lyon3, sans limiter la concurrence. Rationalisation des commandes.
Indicateurs	Cartographie des fournisseurs

Action 4-D.4 : Mettre en place une condition d'exécution obligatoire des marchés sur la communication d'un BEGES et d'un plan de transition de réduction des émissions de GES pour les entreprises de plus de 500 personnes	
Porteur	SA-DAFA
Planning	2025 puis suivi régulier
Action	Intégration de la condition d'exécution obligatoire de communication d'un BEGES pour les entreprises de plus de 500 salariés, dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) de tous les MP. Le SA-DAFA doit vérifier sa remise lors de la réception des offres des candidats et sa date de validité auprès du titulaire du marché
Moyens	Intégration dans les DCE et vérification de l'existence du BEGES auprès des opérateurs économiques par les SP et le SA-DAFA Enjeux : Limiter l'impact des émissions de GES des opérateurs économiques titulaires des marches publics.
Indicateurs	Objectif 100% des marchés concernés en 2026

Action 4-D.5 : Mettre en place des solutions de consigne et réparation (contenants alimentaires consignés, informatique, vêtements, électroménager, mobilier…)	
Porteur	SA-DAFA-CAI/DIL/DNUM et SGTE
Planning	2025-2027
Action	Dans les DCE : - Demander de communiquer des indices de réparabilité/durabilité pour allonger la durée de vie des objets électroniques (s'assurer que la conception du produit électronique ainsi que des pièces électroniques suivantes (composants électroniques) sont facilement accessibles, réparables et remplaçables à l'aide d'outils disponibles dans le commerce, assurant une capacité de réparation, réutilisation et amélioration des produits). - Demander de préciser le pourcentage de matière recyclée dans la fabrication du matériel électrique/électronique proposé ; Appliquer un indice de réparabilité et tendre vers un indice de durabilité. - Les vendeurs d'équipements électriques et électroniques (y compris les vendeurs en ligne) affichent un indice de réparabilité sur 9 catégories de produit. Grace à cet indice, le consommateur est en capacité de savoir si son produit est plus ou moins réparable. Différents critères sont pris en compte dans le calcul comme le prix des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement du produit. L'indice est déployé dans les magasins et sur internet depuis le 1er janvier 2021.
Moyens	Vérification lors de la remise des offres et de leur analyse par le groupe de travail Vérification au cours de l'exécution du marché public via les COMEX Enjeux : Limiter les GES et Prolonger la durée de vie des matériels électriques et électroniques.Cette mesure permettra de proposer progressivement un indice de durabilité : à compter du 1er janvier 2024, certains équipements électriques et électroniques devront afficher un indice de durabilité. Celui-ci viendra remplacer l'indice de réparabilité. Cet indice inclura de nouveaux critères comme la fiabilité et la robustesse du produit.
Indicateurs	Nombre d'objets consignés / réparés

Action 4-D.6 : Proposer systématiquement des biens et matériels dont l'Université n'a plus l'usage aux organismes publics et aux associations, fondations ou acteur de l'ESS	
Porteur	DNUM, CAI, DAFA et DIL
Planning	2025-2027
Action	**1) <u>Initiative de réemploi et réutilisation des matériels informatiques</u>** La question du réemploi et de la réutilisation des matériels informatiques a été depuis très longtemps une question au sein de la DAFA. Pendant des années, la CAI-DAFA a œuvré auprès des associations de parent d'élèves (PEEP, FCPE) pour leur céder certains matériels informatiques obsolètes (PC, écrans …). Aujourd'hui, cette pratique est suspendue du fait de la RGPD. En effet, il est difficile de faire un don de PC sans la possibilité de laisser un disque dur à l'intérieur, car jusqu'à maintenant, les solutions en interne ne permettent pas d'effacer les données de celui-ci en toute sécurité. Actuellement, la DNUM n'a pas les ressources en interne ni de prestataires pour procéder à l'effacement des données des disques durs de matériels informatiques qui permettrait leur réutilisation. Cependant, elle a intégré une prestation de reconditionnement, dans le nouveau marché notifié en juillet 2024, qui pourrait servir ce but. Pour le moment, le coût semble élevé, mais une fois le marché exécuté, il sera possible d'approfondir cette piste de travail avec le prestataire retenu. • Conformément au Règlement UE n°2016/679 relatif à la protection générale des données personnelles (RGPD) et au principe de protection de la vie privée, tous les matériaux électroniques (smartphones, ordinateurs et matériels assimilés, etc.) hors service doivent être détruits : les disques durs doivent être détruits en toute sécurité par des entreprises spécialisées qui délivrent ensuite un certificat de destruction et de bonne gestion environnementale des déchets ; • Conformément au Règlement UE n°2016/679 relatif à la protection générale des données personnelles (RGPD) et au principe de protection de la vie privée, tous les smartphones hors service doivent être détruits. Cette opération inclut l'ensemble des disques durs et autres dispositifs permettant le stockage de données. Toutes les données personnelles stockées sont par conséquent détruites ; • L'entreprise agréée sollicitée par l'Université pour assurer ces opérations transmet pour chaque appareil réformé un certificat de destruction et de bonne gestion de l'environnement. **2) <u>Initiative de réemploi et réutilisation des mobiliers</u>** Depuis 2016, la CAI-DAFA a recours à des méthodes de réemploi et de réutilisation facilitées par l'inventaire du mobilier lancé en 2012. L'introduction de la plateforme logistique SCANIMMO a permis une amélioration de la gestion et du suivi des mobiliers, rendant ainsi ces processus éco-responsables plus efficaces. Aujourd'hui, les services, les instituts, les composantes de l'Université ainsi que les organisations, contactent directement la CAI-DAFA pour évaluer leurs besoins en mobilier. En fonction des meubles disponibles, ils peuvent recevoir des dons ou acheter les articles nécessaires.

	• Le référent inventaire émet une fiche de transfert en renseignant bien le code local actuel et futur. Il rédige un helpdesk auprès de la DIL logistique pour faire transférer le mobilier. Ce mobilier est proposé en interne par la CAI-DAFA aux services qui souhaitent acquérir ce type de mobilier. • Le mobilier n'ayant pas trouvé preneur en interne, est proposé : o Sur le site de la DNID (Direction Nationale d'Interventions Domaniales) : https://encheres-domaine.gouv.fr/hermes/. o Pour don aux administrations ou associations sur le site https://dons.encheres-domaine.gouv.fr. Si le don est accepté, une convention est signée entre les deux parties, pour valider le don. • Les mobiliers n'ayant pas trouvé preneur dans les deux cas de figure susmentionnés, sont démontés et "*upcyclés*", par le biais de VALDELIA et d'une société lyonnaise TIZU, dans le cadre du marché mobilier. • Les autres mobiliers ne pouvant pas rentrer dans les dispositifs susmentionnés, sont valorisés par le biais de la société VALDELIA : destruction et réutilisation de la matière première, dans le cadre de l'accord-cadre tri sélectif de Lyon3.  LOGIGRAMME DES DIFFERENTS PROCESS :
Moyens	Mise en place de politiques de consommation Mise en place de GT pour établir et assurer le suivi des différents indicateurs Calcul du bilan carbone des achats Lyon 3
Indicateurs	Mesure du réemploi des matériels de Lyon3 : proportion par rapport au matériel neuf

Action 4-D.7 : Accélérer la réduction des déchets plastiques et l'usage du plastique	
Porteur	DAFA et CAI, DIL, SGTE
Planning	2023 - 2027
Action	Couverts, assiettes, pailles, barquettes alimentaires, bouteilles et gobelets, touillettes à café, blisters, cotons-tiges, chips de calage… Les plastiques à usage unique sont une des cibles principales de la loi AGEC, de la loi climat et résilience, du décret de la stratégie « 3R » … Ils sont interdits s'il existe des alternatives. Si ce n'est pas le cas, réduire leur consommation et revoir leur conception et leur étiquetage sont les orientations à privilégier.
Moyens	Participer à la dynamique impulsée par la métropole de Lyon et du plan zéro plastique qu'elle porte et mener une réflexion interne pour réduire l'usage du plastique. Identifier les usages de plastiques et chercher des alternatives
Indicateurs	Cible dès 2023 : 100% de taux de respect de cette obligation (En application de l'article 77 de la loi AGEC et du décret du 4 janvier 2022) Volume/poids de déchets plastiques jetés (en partenariat avec le prestataire déchet et son reporting)

Action 4-D.8 : Adopter le recours au bio pour l'alimentation par traiteurs, distributeurs, plats à emporter	
Porteur	SA-DAFA, Gouvernance et composantes
Planning	2027
Action	Inclusion dans les causes des marchés concernés pour permettre aux usagers de commander des produits issus de l'agriculture biologique, Communiquer et inciter les usagers à utiliser les produits issus de l'agriculture biologique proposés dans les marchés. Enjeux : santé pour les personnels et les étudiants et préservation de l'environnement
Moyens	Clauses produit biologique à mettre en place dans les nouveaux marchés
Indicateurs	Suivi des prestations de repas : nombre de prestations bio/ prestations totale

Action 4-D.9 : Réduire la consommation d'eau potable	
Porteur	DIL, SGTE
Planning	2024-2027, en fonction du planning des opérations immobilières
Action	Augmenter les dispositifs pour économiser l'eau potable Utiliser l'eau pluviale
Moyens	Installer des économiseurs d'eau, sensibiliser sur l'utilisation de la ressource, mettre en place du stockage d'eau pluviale
Indicateurs	Objectif de -10% 2024 par rapport à 2022 ; -15% 2027 par rapport à 2022.

Action 4-D.10 :[64]: Équiper en fontaines à eau	
Porteur	DIL
Planning	2024-2026
Action	Equiper d'au moins une fontaine d'eau potable librement accessible au public par tranche de 300 personnes pouvant être accueillies, dès lors qu'ils seront raccordés à un réseau d'eau potable. Communication, sensibilisation pour l'arrêt de l'usage des bouteilles d'eau en plastique
Moyens	Achat et installation des fontaines (en cours) – sensibilisation pour limiter l'usage des bouteilles plastiques aux distributeurs
Indicateurs	Cible : 100% de taux de respect de cette obligation en 2025 Nombre d'actions de sensibilisation Zéro bouteille d'eau en vente dans les distributeurs en 2026

Action 4-D.11 : Définir une politique économe en cadeaux promotionnels (goodies), avec des critères environnementaux et éthiques	
Porteur	Gouvernance, SA-DAFA, événementiel, communication et composantes
Planning	2025
Action	Politique à définir en concertation, identifiant les verrous actuels dans le passage des commandes : définition des clauses des marchés, choix des produits dans les marchés, passage des commandes. Critères environnementaux et éthiques
Moyens	Groupe de travail et sensibilisation auprès des composantes
Indicateurs	Proportion de goodies éco-responsables, nombre de goodies sur l'année n/année n-1

Action 4-D.12 : Adopter une charte pour les déplacements professionnels des enseignants-chercheurs et BIATSS et pour les déplacements des étudiants en mission	
Porteur	SGTE et Gouvernance
Planning	2025
Action	Politique à définir en concertation, de façon à réduire l'usage de véhicules automobiles à moteur thermique ou hybride, et l'usage de l'avion. Imposer par exemple, en cas d'usage de l'automobile, un nombre minimum de passagers (trois étudiants si véhicule non purement électrique, etc.). Imposer le train en Europe occidentale, etc.
Moyens	S'appuyer sur le travail réalisé par la Comue et l'adapté aux particularités de l'Université Lyon 3
Indicateurs	Charte de déplacement adoptée Suivi du nombre de missions (BEGES)

[64] SPE 7.6

Objectif 4-E : Fixer des objectifs opérationnels en matière de décarbonation de toutes les activités

Action 4-E.1 : Définir une trajectoire bas carbone, Plan de transition/décarbonation	
Porteur	SGTE et Gouvernance
Planning	2024
Action	Actions en vue de la réduction des émissions de GES de l'établissement.
Moyens	Internes
Indicateurs	Pourcentage de baisse des émissions de CO2eq et échéances

Action 4-E.2 : Réaliser au moins tous les trois ans un bilan de gaz à effet de serre (BEGES)	
Porteur	SGTE
Planning	2026 sur données 2025
Action	Bilan des émissions de Gaz à effet de serre, diagnostic des émissions et un plan de transition, afin de respecter la trajectoire de décarbonation des services publics et en application de l'article L. 229-25 du code de l'environnement. Selon préconisations ADEME. Comparaison avec le BEGES 2023 (données 2022) permettant de piloter les plans de transition.
Moyens	Internes (formation nécessaire pour un groupe de personnes en charge du BEGES) ou prestataire extérieur
Indicateurs	Bilan des émissions GES et trajectoire

Action 4-E.3 : Réunir annuellement les indicateurs de suivi : **- pourcentage des repas étudiants viande rouge** **- déplacements en avion des personnels** **- déplacements des étudiants en mobilité internationale** **- chauffage** **- électricité** **- Module « Bilan CO2 » d'OPC**	
Porteur	SGTE, DIL, DRI, SA-DAFA
Planning	Tous les ans
Action	Indicateurs permettant de mesurer sur une base partiel la trajectoire de réduction des émissions de GES entre les BEGES complets tous les trois ans. Sources des données : CROUS/SIFAC-OPC/DRI/DIL/DIL/SIFAC-OPC
Moyens	Internes ou prestataire extérieur
Indicateurs	Indicateurs cités dans l'action

Action 4-E.4 : Établir un plan de mobilité durable	
Porteur	SGTE et DIL
Planning	Etude 2025, Réalisation 2026 et 2027
Action	Livrable : Bilan des mobilités et plan d'action. Réaliser un diagnostic sur les trajets domicile -travail des personnels et des étudiants, identifier les flux pour proposer des solutions visant à décarboner les mobilités. Prise en considération des déplacements intersites Sensibilisation à la mobilité douce
Moyens	Prestataire extérieur
Indicateurs	Rédaction d'un Plan d'action Cible : 2027, au moins 18% des agents indemnisés pour un abonnement de transports en commun (17% de FMD en 2022, 50% de remboursement domicile-travail en 2022). Cible : 2027, -10% de la consommation de carburant en volume par rapport à 2022. Cible : 2027, -30% de trajets allers réalisés en avion par rapport à 2019.

Action 4-E.5 : Encourager les agents à décarboner leurs trajets domicile-travail	
Porteur	Gouvernance et DRH
Planning	2025
Action	Développement de campagnes de sensibilisation à la mobilité douce
Moyens	Sensibilisation à mettre en place dans le cadre du plan de mobilité
Indicateurs	Nombre d'évènements de sensibilisation et nombre d'agents sensibilisés

Action 4-E.6 : Mettre en place un calculateur des émissions de GES à l'amont de toute demande de mission, présentant autant que possible une alternative bas carbone	
Porteur	Gouvernance, DRH, DNUM et SGTE
Planning	2025
Action	Calcul des émissions de GES à l'amont des missions, de façon à retenir la solution de transport optimale, compromis entre temps, coût financier et coût GES. Présentation si possible d'au moins deux solutions alternatives. Public ciblé : personnels en mission et étudiants en mobilité (y compris les projets financés par le FSDIE, etc.). Ce calculateur devra être facilement accessible sur le site web de l'Université, page transition écologique Outil permettant de calculer les émissions CO2 en fonction du moyen de transport au moment de la saisie de la mission.
Moyens	Mise en place d'un outil de calcul des émissions lors de la saisie de la mission pour réaliser le bon de commande
Indicateurs	Emission des GES en lien avec les missions des personnels chaque année

Action 4-E.7 : Réduire les déplacements professionnels des agents en avion	
Porteur	Gouvernance, DRH et DAFA
Planning	2025-2027
Action	• Inciter à remplacer l'usage de l'avion en France métropolitaine par le train, et pour les pays étrangers lorsqu'une alternative en train existe à moins de 4h pour l'Université de Lyon3 (cf. politique voyage de l'Université) • Paramétrer un calculateur des émissions carbone lié au transport lors de la demande de déplacement
Moyens	Politique voyage de l'établissement Communication gouvernance et DRH vers les missionnaires
Indicateurs	Objectif de baisse de 20% de dépenses 2024 par rapport à 2019, -30% 2027 par rapport à 2019.

Action 4-E.8 : Renforcer le covoiturage professionnel	
Porteur	Gouvernance, DIL et DNUM
Planning	2025-2027
Action	Définir comment mesurer le nombre de passagers par véhicule dans le cadre du logiciel sur les missions (voir 4-E.7)
Moyens	Mise en place d'un logiciel de suivi du nombre de passagers par trajet
Indicateurs	Objectif 1,5 passager par trajet véhicule de service, de location, ou privé en 2024 ; 1,7 en 2027. Possible utilisation du logiciel Odrive. Cela concerne aussi les véhicules privés utilisés lors de missions.

Action 4-E.9 : Compenser les émissions d'eqGES des trajets aériens des agents par des plantations d'arbres	
Porteur	SGTE
Planning	2024
Action	Financement des projets de réduction et/ou séquestration d'émissions de gaz à effet de serre d'un montant équivalent aux émissions issues des vols des agents (GES+effet de réchauffement dû aux trainées des avions), soit par l'achat de crédits carbone selon une stratégie achat à définir par la DAE en cohérence avec les orientations de la DGEC, soit par le financement de projets de séquestration carbone sur le patrimoine de l'Etat, selon une méthodologie approuvée, qui pourront faire l'objet de partenariats avec les administrations détentrices de foncier. Ces crédits et projets doivent répondre aux critères de l'article R. 229-102-1 du code de l'environnement. Les projet labellisés "Bas Carbone" dans le cadre du décret n° 2018-1043 du 28 novembre 2018 respectent ces critères.
Moyens	Création d'un marché de la compensation carbone
Indicateurs	Cible 2024 : 100% des émissions de l'année précédente couvertes

Action 4-E.10 : Acheter ou louer uniquement des véhicules à faibles émissions (VFE) ou à très faibles émissions (VTFE)	
Porteur	DIL
Planning	2024
Action	En application de la circulaire du 13 novembre 2020 relative à la nouvelle gestion des mobilités de l'Etat. Respecterez chaque année la part règlementaire d'achats ou de location longue durée de véhicules à très faibles émissions (VTFE), et en dernier recours, de véhicules à faibles émissions (VFE), en application des articles L224-7 et L224-8 du code de l'environnement. Adoption d'une circulaire d'information pour les personnels.
Moyens	Application du plan de sobriété
Indicateurs	Cible 2024 : 100%.

Action 4-E.11 : Déployer des points de recharge électrique pour les véhicules du personnel	
Porteur	DIL
Planning	2025-2026
Action	Installation de points de recharge pour véhicules électriques dans les sites. Donner la possibilité d'accès aux points de recharge des agents d'une part et des usagers du service public (hors sites sécurisés) d'autre part, selon les dispositions règlementaires applicables.
Moyens	Faire un bilan des REX des ESR avant mis en place l'action pour définir les modalités de mise en œuvre à Lyon 3
Indicateurs	Cible 2025 : 30% de véhicules professionnels à recharge électrique couverts Recensement des points de recharge installés, cible 2027 : 50%.

Action 4-E.12 : Développer la mutualisation des commandes et des livraisons pour les usagers Lyon 3	
Porteur	SA-DAFA, CAI et composantes
Planning	2024-2027
Action	Organisation à mettre en place avec les fournisseurs pour limiter le nombre de livraisons
Moyens	Travail en cours à poursuivre
Indicateurs	Objectif réduction des émissions de GES de 22% en 2027 par rapport à 2022

Objectif 4-F : Fixer des objectifs opérationnels en matière de sobriété énergétique pour l'immobilier.

Action 4-F.1 : Élaborer le Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière 2024-2027	
Porteur	DIL et Gouvernance
Planning	2024
Action	Stratégie environnementale (et notamment énergétique) des bâtiments publics du parc immobilier au sein des Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière (SPSI). La stratégie d'intervention intègrera une programmation pluriannuelle des rénovations lourdes, par exemple pour les bâtiments les plus énergivores, et une programmation de travaux à gains rapides (outils de régulation et de pilotage, isolation, passage de l'éclairage en LED, changement de système de chauffage, etc.) pour les bâtiments ne pouvant faire l'objet d'une rénovation lourde à court terme. Ces travaux doivent contribuer à l'adaptation des bâtiments aux conséquences du changement climatique, notamment pour limiter le recours à la climatisation. Globalement, les objectifs suivants seront pris en compte : baisse des émissions de GES, économie d'énergie, amélioration de la biodiversité, adaptation aux sur-chaleurs, récupération de l'eau pluviale, désimperméabilisation des sols, augmentation de la végétation, introduction de sources d'énergies renouvelables.
Moyens	Internes
Indicateurs	Vote en Conseil d'administration du SPSI

Action 4-F.2 : Elaborer le cahier des charges Transition Ecologique des opérations de réaménagement et immobilières incluant l'adaptation au réchauffement climatique	
Porteur	DIL et SGTE
Planning	2024
Action	Eléments à prendre en compte dans les opérations immobilières, en particulier les réaménagements extérieurs, du point de vue de la biodiversité, de la réutilisation des eaux de pluie, de la désimperméabilisation, de l'adaptation au réchauffement climatique.
Moyens	Prestataire extérieur
Indicateurs	Cahier des charges en lien avec les opérations immobilières prenant en compte l'adaptation au changement climatique

Action 4-F.3 : Adaptation au changement climatique pour les nouvelles constructions ou rénovations lourdes (>500m2)	
Porteur	DIL et DAFA
Planning	2024-2027, en fonction du planning des opérations immobilières
Action	Insertion dans les cahiers des charges des réalisations en lien avec la mise en place de panneaux photovoltaïques ou la végétalisation des toitures selon un mode cultural qui ne nécessite pas d'utilisation d'eau potable
Moyens	Intégrer l'adaptation au CC dans les opérations immobilières de plus de 500 m^2
Indicateurs	Nombre de réalisations permettant la mise en place de panneaux photovoltaïques ou la végétalisation des toitures

Action 4-F.4 : Faire un bilan des risques inondations et canicules	
Porteur	DIL et SGTE
Planning	2026
Action	Bilan sur le risque inondation et préconisations Identification des risques au titre de l'inondation (sous-sols concernés) et des sur-chaleurs (en particulier parties des bâtiments les plus exposées, avec mise en place d'un ensemble de capteurs), pour mieux définir les travaux futurs. Etablir un recueil des incidents en fonction de la typologie des incidents (malaise étudiants / surchaleur / inondations…°
Moyens	Prestataire extérieur
Indicateurs	Production du Bilan

Action 4-F.5 : Mesurer et réduire les consommations énergétiques des bâtiments	
Porteur	DIL
Planning	2024
Action	Suivi de l'exactitude des données présentes pour ces bâtiments au sein du Référentiel technique (RT) ou du Référentiel Technique-ESR pour l'enseignement (RT-ESR). Pour les établissements ou opérateurs, en cas de rattachement à un outil de suivi équivalent, les données énergétiques devront être versées dans le RT ou le RT-ESR.
Moyens	Outil de gestion centralisée et poste économe de flux
Indicateurs	Suivi des consommations énergétiques par le raccordement de l'ensemble des bâtiments au sein de l'outil de suivi des fluides interministériel (OSFi), *Cible interministérielle 2024 : 70% de bâtiments raccordés à l'OSFI (ou équivalent pour les opérateurs), cible 2027 : 85% (suivi DIE)*.

Action 4-F.6 : Instaurer un commissionnement pour optimiser la performance du patrimoine bâti	
Porteur	DIL
Planning	2025-2027
Action	Définir l'ensemble des tâches pour mener à terme les installations neuves afin qu'elles atteignent le niveau de performances contractuelles et créer les conditions pour les maintenir. Maintenir à disposition des utilisateurs la documentation et les instructions d'utilisation et de maintenance, incluant l'initiation et la formation des intervenants Coût (entre 0,5% et 1% du montant de l'opération) amorti dès la première année d'exploitation par les multiples gains (diminution de la consommation d'énergie, moins de travaux modificatifs ou curatifs, baisse du budget de maintenance, augmentation de la productivité des occupants...). Une étape ultérieure sera la mise en place d'une modélisation BIM des bâtiments et espaces extérieurs de l'Université.
Moyens	Internes
Indicateurs	Taux de réalisation des travaux

Axe 5 : Politique sociale et qualité de vie au travail

Présentation

La gouvernance de l'Université Jean Moulin Lyon 3, qui est entrée en fonction en pleine crise sanitaire, a choisi de faire de la politique sociale et de la qualité de vie universitaire des priorités de la mandature débutée en 2021, comme en témoigne le projet d'établissement 2021-2026, décliné en 7 axes dont « Qualité de la vie universitaire » (axe 3), « Accessibilité » (axe 4), et « Une Université éthique dans un écosystème durable » (axe 7). L'axe 3 élargit la notion de qualité de vie au travail pour englober l'ensemble de la communauté universitaire, et propose des pistes d'amélioration pour les personnels comme pour les usagers. L'axe 4 concerne également les personnels et les usagers et vise à favoriser l'inclusion en luttant contre toute forme de discrimination. Enfin, l'axe 7 fixe l'objectif de l'obtention de la labellisation DD&RS et trace une trajectoire allant d'un schéma directeur énergie à un plan d'action écologie. Un des premiers chantiers de la gouvernance a été la conduite d'une Conférence sociale destinée à améliorer progressivement les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble des personnels en actionnant les leviers dont dispose l'établissement, notamment ses ressources propres. Plusieurs schémas directeurs et plans d'actions, initiés par le MESR ou par l'Université elle-même, sont ensuite venus préciser et approfondir les orientations du projet d'établissement. Si le premier plan d'égalité entre les femmes et les hommes (2021-2024) est arrivé à son terme, le schéma directeur du handicap (2023-2027) est en cours. Le nouveau plan d'action égalité (2024-2027), ainsi que le plan QVCT (2024-2028), le plan de lutte contre les VSS, le schéma directeur de la vie étudiante et le présent schéma directeur DD&RSE seront présentés dans les instances de l'établissement avant la fin de l'année 2024. Ces différents documents sont en cohérence avec le projet d'établissement et entrent en résonnance les uns avec les autres. Ils fixent un cadre temporel et décrivent les actions concrètes mises en œuvre par l'établissement en faveur des personnels et des usagers.

L'enjeu de l'axe 5 du présent schéma directeur DD&RSE est de permettre à l'ensemble de la communauté universitaire de s'emparer des questions environnementales et touchant au vivant pour promouvoir les bonnes pratiques et inventer de nouvelles manières de travailler et d'étudier qui permettent de restaurer des équilibres essentiels aujourd'hui menacés. L'urgence d'agir impose de former les personnels et les usagers aux enjeux de la transition écologique, d'opérer des changements nécessaires dans les espaces de travail et d'étude afin de contrer les effets délétères du réchauffement climatique, de susciter chez tous les membres de la communauté universitaire des comportements respectueux de l'environnement, en d'autres termes d'inscrire autant que faire se peut la politique sociale de l'Université dans la perspective du développement durable.

Liste des actions

Objectif 5-A : Renforcer une politique des RH favorisant l'égalité et la diversité au sein des personnels

Objectif 5-B : Prendre en compte les besoins des étudiants pour renforcer la qualité de leur accueil et des services rendus au sein des campus

5-B.1 : Renforcer les services aux étudiants : Projet BASE (Bureau d'Accompagnement Social des Etudiants)

5-B.2 : Augmenter le nombre de prêts longue durée de PC portables pour les étudiants

Objectif 5-C : Favoriser et accompagner le développement des compétences, dont DD&RSE, dans l'évolution de toutes les activités professionnelles

5-C.1 : Mettre en place un hub de bonnes idées et bonnes pratiques pour le soutien et le partage d'expériences

5-C.2 : Organiser des ateliers sur des thématiques en lien avec la transition écologique (conférences, films, bricolage écologique, visites de sites durables, etc.)

Objectif 5-D. Développer une politique de la qualité de vie dans l'établissement

5-D.1 : Construire un environnement de travail durable et responsable : une crèche pour les personnels et les étudiants

5-D.2 : Construire un environnement de travail durable et responsable : le tiers-lieu dans l'avant-corps

5-D.3 : Améliorer le bien-être des personnels et des étudiants avec le réaménagement des espaces extérieurs des sites des quais (Athéna et Palais des Quais)

5-D.4 : Créer un jardin partagé

5-D.5 : Promouvoir une alimentation plus respectueuse de l'environnement

5-D.6 : Créer un point de collecte de paniers de produits alimentaires biologiques et locaux

Objectif 5-E. Mettre en place une politique d'égalité des chances et de prise en compte de la diversité des publics pour les personnes en formation

5-E.1 : Mettre en place un certificat niveau 2 ou un DU Softskills

5-E.2 : Ouvrir des activités culturelles de l'Université vers les établissements secondaires partenaires pour faciliter la transition Université-lycée

5-E.3 : Mettre en place un parrainage étudiant pour réduire l'isolement et faciliter l'intégration des jeunes issus de la diversité

5-E.4 : Développer la série de vidéos YouTube : « les modules du pôle réussite »

Objectif 5-A : Renforcer une politique des RH favorisant l'égalité et la diversité au sein des personnels

Cet objectif est déjà très largement couvert par des actions engagées, formalisées dans d'autres plan ou schémas directeurs, en particulier :

- Le PAE : Plan d'action égalité hommes-femmes 2024-2027, qui sera voté en Conseil d'Administration avant la fin 2024 ;
- La Conférence sociale votée en 2022 et mise en œuvre depuis (cf. Bilan) ;
- Le Schéma directeur de la vie étudiante voté à l'automne 2024 ;
- Le Schéma directeur handicap ;
- Le projet Include récemment notifié.

Objectif 5-B : Prendre en compte les besoins des étudiants pour renforcer la qualité de leur accueil et des services rendus au sein des campus.

Action 5-B.1 : Renforcer les services aux étudiants : Projet BASE (Bureau d'Accompagnement Social des Etudiants)	
Porteur	DIL
Planning	Démarrage des travaux en 2025, achèvement et livraison en 2026
Action	Ce projet immobilier vise à réunir un certain nombre de services aux étudiants en un même lieu, pour leur en faciliter l'accès. Il vise notamment, mais pas seulement, les étudiants handicapés.
Moyens	Budgété à concurrence de 250 k€ (PPI BR2 2023), il devrait démarrer en 2024 et être achevé en 2025.
Indicateurs	Livraison de l'espace dédié

Action 5-B.2 : Augmenter le nombre de prêts longue durée de PC portables pour les étudiants	
Porteur	BU et DNUM
Planning	Cette action déjà en cours (200 ordinateurs par an) sera développée jusqu'à 300 matériels en 2024-25, avec une augmentation ensuite progressive, pour un objectif de 1000 à terme.
Action	Les matériels concernés sont des ordinateurs alloués pendant cinq ans à des personnels enseignants ou BIATSS, puis reconditionnés de façon à servir aux étudiants au minimum deux années.
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre d'ordinateurs disponibles au prêt longue durée

Objectif 5-C : Favoriser et accompagner le développement des compétences, dont DD&RSE, dans l'évolution de toutes les activités professionnelles

Cet objectif rejoint pour une grande partie les actions définies dans le cadre de l'AXE 2 sur la Formation, en particulier sous les aspects suivants :

- Former les EC et BIATSS à la TEDS (Action 2-C.1) ;
- Part des agents ayant suivi un atelier de sensibilisation à leur arrivée (fresque du climat et atelier 2 tonnes) (Action 2-C.2) ;
- Part des agents ayant suivi une formation métier (permettant de prendre en compte les enjeux DD&RSE dans son métier) (action concernant aussi 5-C) (achats -sourcing, benchmark, AFB-, immobilier, événementiel, numérique…) (Action 2-C.3).

Action 5-C.1 : Mettre en place un hub de bonnes idées et bonnes pratiques pour le soutien et le partage d'expériences	
Porteur	SGTE et DNUM
Planning	2025
Action	Le hub est un dispositif de soutien, de formation et de conseil pour les agents qui créent ou animent des communautés de la transformation publique entendue au sens large. Il ambitionne de faire connaître plus largement l'offre communautaire et il doit aider à faire grandir les communautés publiques. Cet outil peut servir pour animer une communauté autour de la transition écologique.
Moyens	Développement ad hoc du site web
Indicateurs	Nombre d'utilisateurs

Action 5-C.2 : Organiser des ateliers sur des thématiques en lien avec la transition écologique (conférences, films, bricolage écologique, visites de sites durables, etc.)	
Porteur	Service des affaires culturelles et SGTE
Planning	2024-2029
Action	Organisation d'ateliers de pratiques artistiques ponctuels, semestriels et annuels à destination des étudiants et des personnels de l'Université. Exemples : • Atelier d'écriture et théâtre dirigé par les artistes de la Cie Candolle autour de la question de l'engagement (2024-2025) ; • Représentation du spectacle Timlideur (une histoire de militantisme) par la Cie Candolle, spectacle sur les questions de l'engagement et du militantisme écologique; • Organisation de rencontres et projections débats dans le cadre du cycle mensuel de ciné-rencontres « Ciné Kozmos » ; • Organisation de conférences et d'ateliers dans le cadre de la Fête de la Science.
Moyens	Internes & externes (partenaires culturels du territoire)
Indicateurs	Nombre d'événements et d'ateliers proposés / nombres d'inscriptions / bilan qualitatif

Objectif 5-D : Développer une politique de la qualité de vie dans l'établissement.

Pour cet objectif également, de multiples actions sont déjà menées dans l'établissement, tout particulièrement via le plan Qualité de Vie et des Conditions de Travail, adopté à l'automne 2024, et dont plusieurs actions entrent pleinement dans la thématique du développement durable.
Voir aussi :

- Baromètre QVCT : enquête de satisfaction sur la qualité de vie auprès de l'ensemble des personnels ;
- Adapter les locaux aux évolutions climatiques (Action 4-F.2 ; QVCT) ;
- Plan de mobilité (Action 4-E.4, QVCT) ;
- Améliorer la végétation et la biodiversité (voir 4-C.1, QVCT).

Action 5-D.1 : Construire un environnement de travail durable et responsable : une crèche pour les personnels et étudiants	
Porteur	DIL et gouvernance
Planning	2020-2027
Action	Ce projet a été élaboré sur la base d'une enquête auprès des étudiants et personnels. Ce projet vise à procurer un service nouveau aux étudiants et personnels.
Moyens	Etude de faisabilité à finaliser
Indicateurs	Réalisation de la crèche

Action 5-D.2 : Construire un environnement de travail durable et responsable : le tiers-lieu dans l'avant-corps	
Porteur	DIL
Planning	Travaux à partir de 2024
Action	Ce projet immobilier d'ampleur a fait l'objet en 2021 d'une soumission dans le cadre du DSG2. Lors de la phase de concertation avec les étudiants, les designers et sociologues ont relevé plusieurs facteurs pouvant avoir un impact sur la réussite universitaire. Parmi ces facteurs figure le manque de tiers lieux permettant aux étudiants de se rencontrer, s'entraider, se reposer, manger des repas apportés, rencontrer des associations, etc. Sur un site qui accueille 12 000 étudiants par jour, et qui est en tension immobilière, l'acquisition de l'avant-corps de la Manufacture des Tabacs par l'Université à la Métropole de Lyon offre la possibilité de répondre à ce besoin. Ce projet vise à la création d'espaces dédiés à la vie étudiante et la vie de campus (fonction sociale, coworking, lieu de restauration, entrepreneuriat, culture, etc.). Le CROUS de Lyon est un partenaire majeur du projet. Les étudiants, les associations et l'ensemble des membres de la communauté universitaire, sont également impliqués. Ce projet a été élaboré sur la base d'une concertation avec les étudiants, les designers et des sociologues.
Moyens	Ce projet est inscrit au PPI BR2 de 2023 pour 3,65 M€ (2.7 M€ financés par le CPER).
Indicateurs	Ouverture du Tiers lieu

Action 5-D.3 : Améliorer le bien-être des personnels et des étudiants avec le réaménagement des espaces extérieurs des sites des quais (Athéna et Palais des Quais)	
Porteur	DIL et rectorat
Planning	La réalisation est prévue en 2025 dans la cour du bâtiment Athéna et au Palais de la recherche.
Action	Réaménagement visant plusieurs objectifs : aménager des espaces pour les personnels et étudiants, le développement de la biodiversité par le biais d'espèces autant que possible locales et d'une gestion écoresponsable, des plantations plus abondantes, la désimperméabilisation, une gestion des eaux de pluie de façon à les conserver en partie pour la végétation et à les réinfiltrer dans la nappe phréatique, l'adaptation au réchauffement climatique en créant des espaces plus confortables de ce point de vue (ombre, humidité…). Plusieurs travaux préparatoires ont été engagés : sondage sur les sols, étude de faisabilité 2024, cadrage des aménagements des espaces extérieurs (cf. Action 4-F.2).
Moyens	Financement État 400 k€ (CPER)
Indicateurs	Aménagement des cours

Action 5-D.4 : Créer un jardin partagé	
Porteur	SGTE et DIL
Planning	Plusieurs travaux préparatoires ont été engagés : faisabilité juridique par des étudiants en Master Droit de l'Environnement, sondage sur les sols (à venir en 2024), cadrage des aménagements des espaces extérieurs (cf. Action 4-F.2). La réalisation est prévue en 2026 dans la cour du bâtiment Athéna.
Action	Espace dédié à la végétation, tant d'ornement qu'alimentaire, avec une vocation pédagogique et de sensibilisation des publics personnels et étudiants. Une partie de l'espace dédié pourrait être consacré à un jardin sensoriel. Une action particulière sera menée pour la ressource en eau nécessaire, provenant du toit voisin.
Moyens	Inclus dans les travaux d'aménagement de la cour du bâtiment Athéna
Indicateurs	Surface dédiée au jardin partagé ; nombre d'usagers impliqués

Action 5-D.5 : [65]: Promouvoir une alimentation plus respectueuse de l'environnement	
Porteur	SGTE et Service de Santé Etudiante
Planning	2025
Action	Notamment action de sensibilisation et de pédagogie sur les bienfaits de la réduction de l'alimentation carnée et les bienfaits des produits issus de l'agriculture biologique.
Moyens	Interne et prestation
Indicateurs	Nombre d'actions de sensibilisation

[65] SPE 10.2

Action 5-D.6 : Créer un point de collecte de paniers de produits alimentaires biologiques et locaux	
Porteur	SGTE, SACSO et DIL
Planning	2025
Action	Proposer des paniers bio en partenariat avec une AMAP à des prix accessibles à tous les personnels de l'Université. Ce dispositif est déjà mis en place sur le site de Bourg-en-Bresse.
Moyens	Interne
Indicateurs	Nombre de personnels ayant bénéficié d'un panier

Objectif 5.E : Mettre en place une politique d'égalité des chances et de prise en compte de la diversité des publics pour les personnes en formation.

Le bilan présenté en introduction au Schéma Directeur montre l'action menée par l'Université Lyon 3 dans le sens de l'égalité des chances. Plus récemment, cette action a été déclinée sous la forme du **Schéma Directeur Handicap**, approuvé en CA le 31/01/2023.

Action 5-E.1 : Mettre en place un certificat niveau 2 ou un DU pour les Softskills	
Porteur	Pôle réussite-DEVU et PAPN, DNUM
Planning	2025
Action	L'Université via le pôle réussite décerne un certificat soft skills attestant l'initiation des étudiants certifiés à des compétences de savoir-être professionnels. Ce certificat peut ensuite être présenté sur un CV et faciliter une future recherche de stage ou d'emploi, les soft skills étant très recherchées depuis quelques années. Le certificat ne décerne qu'une initiation à des compétences. Vu le succès rencontré, il s'agit de proposer une version encore plus complète et professionnelle du certificat. Soit un certificat niveau 2, soit un D. U. centré sur les soft skills. Enjeux : meilleure insertion professionnelle des étudiants, meilleure estime de soi, plus grande implication dans la vie de l'Université et rapport à la société grâce aux outils appris. Des étudiants d'autres Universités peuvent aussi en bénéficier, sous réserve de suivre les modules à la Manufacture. Pour Lyon 3, nous continuons de nous positionner comme un acteur de référence sur ce champ de compétences.
Moyens	COMP 2024-2026
Indicateurs	Mise en place de la formation. Nombre d'étudiants inscrits et de DU délivrés

Action 5-E.2 : Ouvrir des activités culturelles de l'Université vers les établissements secondaires partenaires pour faciliter la transition Université-lycée	
Porteur	Pôle réussite et Service des affaires culturelles
Planning	2025
Action	• Étudier la faisabilité de l'itinérance dans les lycées de l'exposition « Dessiner le droit dans l'anthropocène », réalisée à l'occasion de la Fête de la Science 2023 en associant des juristes et des artistes autour de la création d'affiches portant sur des articles de loi ou des cas en lien avec des problématiques environnementales ; • Inviter les publics scolaires aux événements de la programmation culturelle, gratuite et ouverte à tous les publics, et organiser des temps de rencontre – échanges en amont et en aval de ces événements ; • Organiser des sessions d'ateliers de pratiques artistiques mêlant étudiants et lycéens.
Moyens	Internes & externes (partenaires culturels du territoire)
Indicateurs	Nombre d'actions proposées / nombres de partenaires scolaires et de lycéens impliqués / bilan qualitatif

Action 5-E.3 : Mettre en place un parrainage étudiant pour réduire l'isolement et faciliter l'intégration des jeunes issus de la diversité	
Porteur	Pôle réussite et Service des affaires culturelles
Planning	2025
Action	Cette action déjà développée dans le département en Histoire sera étendue à toutes les composantes
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre d'étudiants bénéficiant du dispositif

Action 5-E.4 : Développer la série de vidéos YouTube : « les modules du pôle réussite »	
Porteur	Pôle réussite-DEVU, PAVM, DNUM et Service de la Communication et des Partenariats
Planning	2025
Action	En complément des vidéos déjà existantes il s'agit de poursuivre le développement de celles-ci et de travailler sur d'autres ressources, comme des podcasts et conférences sur les domaines d'activité du pôle réussite. Le pôle possède aujourd'hui un réseau de partenaires, notamment des professionnels de la santé et de l'accompagnement et nous pouvons proposer aux étudiants d'autres ressources : • Des conférences sur l'aide à la réussite, la motivation et des témoignages de sportifs, auteurs, chercheurs ; • Des podcasts issus de ces conférences et des interviews pour étoffer l'offre distancielle et numérique de ressources. Enjeux : Comme les vidéos, les podcasts sont facilement accessibles. Ils offrent une possibilité d'obtenir des outils qui aident à améliorer l'estime de soi et la confiance en soi, entre autres. Ils sont aussi le préalable à des échanges, des contacts et favorisent l'ambition et l'insertion professionnelle en mettant en avant métiers et parcours professionnels
Moyens	Internes
Indicateurs	Nombre de vues, nombre de personnes présentes, commentaires, likes

LISTE DES ABREVIATIONS

AAP	Appel A Projets
AG	Accords de Grenoble
AMI	Appel à Manifestations d'Intérêt
AMUE	Agence de mutualisation des universités et établissements
BAIP	Bureau d'Aide à l'Insertion Professionnelle
BASE	Bureau d'Accompagnement Social des Etudiants
BPI	Banque Publique d'Investissement
B.U.T.	Bachelor Universitaire de Technologie
BEGES	Bilan des émissions de gaz à effet de serre
CADH	Cellule d'Accompagnement contre les Discriminations et le Harcèlement
CADOR	Cellule d'Appui à la Gestion des Données de Recherche
CAI	Centrale des Achats et Immobilisations
CCC	Conséquences du Changement Climatique
CHEL[s]	Collège des Hautes Etudes Lyon Science[s]
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CIFRE	Convention Industrielle de Formation par la Recherche
CIRSES	Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale et du développement durable dans l'Enseignement Supérieur.
COM	Contrat d'Objectifs et de Moyens
COMP	Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance
ComUE	Communauté d'Universités et Etablissements
CNOUS	Centre National des Oeuvres Universitaires et Scolaires
CROUS	Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires
CNU	Conseil National des Universités
CPER	Contrat Plan Etat Région
CPI	Classe Préparatoire Intégrée
CR	Commission Recherche
CRI	Centre de Ressources Informatiques
CSI	Comités de Suivi Individuel
CTE	Commission Transition Ecologique
DAFA	Direction des Affaires Financières et des Achats
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DD&RS	Développement Durable et Responsabilité Sociétale
DD&RSE	Développement Durable et Responsabilité Sociétale et Environnementale
D3E	Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (aussi appelés DEEE)
DEVU	Direction des Etudes et de la Vie Universitaire
DGESIP	Direction Générale de l'Enseignement Supérieur et de l'Insertion Professionnelle
DID	Direction de l'Innovation et du Développement
DIDAP	Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Appui au Pilotage
DIL	Direction de l'Immobilier et de la Logistique
DNUM	Direction du Numérique
DRED	Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales
DRI	Direction des Relations Internationales
DSG2 :	dialogue stratégique de gestion
EC	Enseignant-chercheur

ED	Ecole Doctorale
ESS	Economie Sociale et Solidaire
EUA	*European Universities Association*
EuTRE	École universitaire de la Transition Ecologique
FNEGE	Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion
2IF	Institut International de la Francophonie
EVS	Environnement Ville Société
FR	Fédération de Recherche
FS-CSAE	Formation spécialisée-Comité Social d'Administration d'Établissement
GES	Gaz à Effet de Serre
GIS	Groupement d'Intérêt Scientifique
GTC	Gestion Technique Centralisée
HAL	Hyper-Articles en Ligne
HCERES	Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur
HRER	*Human Resources Excellence in Research*
HRS4R	*Human Resources Strategy for Researchers* (labellisation)
IMU	Intelligence des Mondes Urbains (Labex)
L3DD	Association Lyon3 Développement-Durable
MSH	Maison des Sciences de l'Homme
MESR	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
NBGEN	Nouveau Baccalauréat Général
ODD	Objectifs de Développement Durable
PAE	Plan d'Action Egalité hommes-femmes
PEPR	Programmes et Equipements Prioritaires de Recherche
PNSO	Plan National pour la Science Ouverte
PPP	Projet Professionnel Personnalisé
PRIME	(ou PRME) Principes pour une Éducation au Management Responsable (ou *Principles for Responsible Management Education*)
OFIP	Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle
OTHU	Observatoire de Terrain en Hydrologie Urbaine
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RIS	Référente Intégrité Scientifique
RS	Responsabilité Sociétale
RT	Référentiel Technique
SA-DAFA	Service Achats et Direction des Affaires Financières et des Achats
SAJGA	Service des Affaires Juridiques, Générales et des Archives
SAPS	Sciences Avec et Pour la Société
SATT	Société d'Accélération du Transfert de Technologies
SCUIO-IP	Service Commun Universitaire d'Information, d'Orientation et d'Insertion Professionnelle
SGRI	Service Général des Relations Internationales
SGTE	Service Général de la Transition Ecologique
SHON	Surface Hors-Œuvre Nette
SMERAA	Société Mutualiste Etudiante Régionale Rhône Alpes Auvergne
SPASER	Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Ecologiquement Responsables
SPE	Services Publics Ecoresponsables
SPSI	Schéma Pluriannuel Stratégie immobilière
SRESRI	Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation
SSE	Service Santé Etudiants

SUB	Surface Utile Brute
TE	Transition Ecologique
TEDS	Transition Écologique pour un Développement Soutenable
THE	*Times Higher Education* (Classement international)
U3E	Université, Étudiants-Entreprises-Emploi
VAPP	Validation des Acquis Professionnels & Personnels
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience)
VIE	Volontariat International en Entreprise
VIA	Volontariat International en Administration
VSS	Violences Sexistes et Sexuelles
ZABR	Zone d'Atelier du Bassin du Rhône

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs proposés pour un tableau de bord DD&RSE à l'échelle du site Lyon St-Etienne. Légendes : en vert, indicateurs remplis, en orange : en cours ou projetés, en rouge : à prévoir 25

Tableau 2 : Données 2022-2023 du service statistique et décisionnel sur le financement des thèses 45

Tableau 3 : Nombre de conventions en cours au total et sur les thématiques DD&RSE. Sur les conventions en cours en 2023, 26% sont en lien avec les thématiques DD&RSE 46

Tableau 4 : Insertion de clauses sociales dans les marchés de 2021 à 2023 52

Tableau 5 : Détails de clauses sociales dans les marchés de 2021 à 2023 53

Tableau 6 : Evolution des postes informatiques entre 2016 et 2022 ..... **Erreur ! Signet non défini.**

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Sources de financement de l'Université Lyon 3 en 2023-2024 11

Figure 2 : Répartition Femme/Homme du personnel de l'Université 11

Figure 3 : Répartition Femme/Homme de l'effectif étudiant 12

Figure 4 : Répartition par cursus de l'effectif étudiants (Année 2023-2024) 12

Figure 5 : Nouveaux bacheliers par série de baccalauréat 13

Figure 6 : Taux de réussite par niveau de diplôme à a session 2023 13

Figure 7 : Taux d'insertion professionnelle par niveau de diplôme (2020) 14

Figure 8 : Effectifs alternants et formation continue 14

Figure 9 : Effectifs doctorants par Ecole Doctorale (2023-2024) 15

Figure 10 : Effectifs étudiants internationaux (2023-2024) 15

Figure 11 : Effectifs étudiants étrangers par nationalité 16

Figure 12 : Distribution des étudiants étrangers par niveau de diplôme (2023-2024) 16

Figure 13 : Budget annuel TTC et achat HTR de 2021 à 2023 50

Figure 14 : Part des dépenses achats en pourcentage par famille en 2023 50

Figure 15 : Taux de couverture par des marchés entre 2021 et 2023 51

Figure 16 : Marchés avec des clauses DD par rapport au nombre total de marché lancés 51

Figure 17 : Consommation annuelle d'eau en m3 pour l'ensemble des sites de l'Université. 59

Figure 18 : Les indicateurs pour le CROUS de la Manufacture en 2022 sur les produits durables 61

Figure 19 : Données du mois d'octobre 2023 sur le site de la Manufacture 61

Figure 20 : Répartition produits classiques/bio ou sains entre septembre et novembre 2023 63

Figure 21 : Évolution de la consommation liée au chauffage depuis 2013 en kWh (en énergie finale) 67

Figure 22 : Évolution de la consommation liée au chauffage depuis 2013 en kWh/m^2 (à climat constant) 67

Figure 23 : Évolution des consommations d'énergie électrique depuis 2013 en kWh/m^2 (énergie finale)..... 68

Figure 24 : Schéma des missions de l'économe de flux – Université Lyon 3 69

Délibération n° D2024-11-04-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 711-1, L. 712-3, L. 719-51 et suivants, R. 719-66 et suivants ;
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-Ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

D'approuver la structure budgétaire 2025 de l'université Jean Moulin Lyon 3, telle qu'annexée à la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 19
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 5

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

STRUCTURE BUDGETAIRE 2025

(CA du 19 novembre 2024)

Centre financier		Désignation	Description	Observations
CRB	**900**	**Services centraux**	**Services centraux**	
SO	900004	Serv. Edition	Service Edition	
SO	**900007**	**DRHRS Pôle ACSO**	**DRHRS Pôle Action Culturelle et Sociale**	**Le pôle Action culturelle et sociale a été intégré dans le périmètre de la Diretion des Ressources Humaines en 2024 mais on conserve deux S.O**
SO	**900008**	**DRHRS**	**Direction Ress. Humaines & Rel. Sociales**	
SO	900010	DNUM	Direction du Numérique	
SO	900013	DAFA CAI	DAFA Centrale Achats & des Immo.	
SO	900018	DAJI	Direction des Aff. Jur. & Instit.	
SO	900020	Finances	Finances et comptabilité	
CRB	**901**	**Fac. Droit**	**Faculté de Droit**	
SO	901101	DROIT Gouvernance	DROIT Gouvernance et administration	
SO	901102	UR EDPL	Equipe de Droit Public de Lyon	
SO	901103	UR ELJ	Equipe Louis Josserand	
SO	901106	UR CLHDPP	Ctre Lyonnais Hist. Droit & Pensée Polit	
SO	901107	UR EDIEC	Equipe de Droit Internat. Europ. & Comp.	
SO	901109	UR CRDMS	CR Droit & Management Services de Santé	
SO	901111	DROIT IDCEL	Institut de Droit Comparé E. Lambert	
SO	901120	DROIT IDEA	Institut de Droit & d'Economie des Aff.	
SO	901121	DROIT IDPI	Institut de Droit Patrimonial & Immo.	
SO	901122	DROIT IAL	Institut des Assurances de Lyon	
SO	901123	DROIT IEJ	Institut d'Etudes Judiciaires	
SO	901124	DROIT IFROSS	IFR Organisations Sanitaires et Sociales	
SO	901126	DROIT IDAC	Institut du Droit de l'Art & de la Cult.	
SO	901127	DROIT FI Hors Inst.	DROIT Formation Initiale Hors Instituts	
SO	901128	DROIT FC Hors Inst.	DROIT Formation Continue Hors Instituts	
CRB	**902**	**iaelyon**	**iaelyon School of Management**	
SO	902201	IAE Gouvernance	IAE Gouvernance et administration	
SO	902206	IAE FI	IAE Formation Initiale	
SO	902207	IAE FPRO	IAE FC et Alternance	
SO	902208	IAE EUGINOV	IAE EUGINOV	
SO	902210	IAE CLEA	IAE CLEA	
SO	902211	IAE CLUBB	IAE CLUBB	
SO	902212	UR MAGELLAN	UR MAGELLAN	
SO	902213	UMR 5205 LIRIS	UMR 5205 LIRIS	
CRB	**903**	**IUT Jean Moulin**	**IUT Jean Moulin**	
SO	903301	IUT Gouvernance	IUT Gouvernance et administration	
SO	903302	IUT CARJU	IUT Département Carrières Juridiques	
SO	903303	IUT GACO	IUT Département Gestion Adm. et Comm.	
SO	903304	IUT INFOCOM	IUT Département Info. & Communication	
SO	903305	IUT FC	IUT Formation Continue	
SO	903306	IUT ALT	IUT Alternance	
SO	903308	IUT Innovation Péda.	IUT Innovation pédagogique	
CRB	**904**	**Fac. Langues**	**Faculté des Langues**	
SO	904401	LANGUES Gouvernance	LANGUES Gouvernance et administration	
SO	904404	LANGUES FI	LANGUES Formation Initiale	
SO	904405	LANGUES ALT	LANGUES Alternance	
CRB	**905**	**Fac. Humanités**	**Faculté Humanités, Lettres et Sociétés**	
SO	905501	HLS Gouvernance	HLS Gouvernance et administration	**Prise en compte du changement de dénomination de la Faculté des Lettres et des civilisations courant 2024**
SO	905506	UR ELICO	UR ELICO	
SO	905508	HLS FI	HLS Formation Initiale	
SO	905509	HLS ALT	HLS Alternance	
SO	**905512**	**UR MARGE**	**UR MARGE**	**S.O rattaché à la DRED à partir du 01/01/2025**
CRB	**906**	**Fac. Philosophie**	**Faculté de Philosophie**	
SO	906601	PHILO Gouvernance	PHILO Gouvernance et administration	
SO	906604	PHILO Formation	PHILO Formation	

Centre financier	Désignation	Description	Observations

CRB	908	BU	Bibliothèque universitaire	
SO	908801	BU DT Admin. & Ress.	BU Département de l'adm. & des ress.	
SO	908807	BU DT Serv. Publics	BU Département des services aux publics	
SO	908808	BU DT Collections	BU Département des collections	
SO	908809	BU DT Appui Rech.	BU Département appui recherche & projets	
SO	908810*	BU Missions	BU Missions	

CRB	910	Gouvernance	Gouvernance et pilotage	
SO	910X001	Présidence	Présidence	
SO	**910X002**	**FC3**	**FC3 - FC & Professionnalisation**	**Modification du périmètre suite intégration du pôle Ingénierie de la DID**
SO	**910X003**	**DID**	**Direction de l'Innovation et du Dévelop.**	**Suppression au 1er janvier 2025**
SO	**910X004**	**Serv. Comm. & Part.**	**Service Communication & Partenariats**	**Modification du périmètre suite intégration du Pôle Partenariats de la DID**
SO	910X005	Serv. Affaires Cult.	Service des Affaires Culturelles	

CRB	913	DRED	Direction de la Rech. & des Etudes Doc.	
SO	913X301	DRED Soutien Rech.	DRED Soutien à la Recherche	
SO	913X303	DRED Aides Rech.	DRED Aides à la Recherche	
SO	913X307	ED 492 Droit	ED de Droit	
SO	913X308	ED 486 S.E.G.	ED Sc.Economiques & de Gestion	
SO	913X309	ED 487 Philosophie	ED de Philosophie	
SO	913X319	UR IETT	Institut Etudes Transtext. & Transcult.	
SO	913X320	UMR 5600 EVS	UMR 5600 EVS	
SO	913X322	UR CEL	Centre d'Etudes Linguistiques	
SO	913X323	UR IRPhiL	Institut de Recherches Philo. de Lyon	
SO	913X324	UMR 5190 LARHRA	UMR 5190 LARHRA	
SO	913X326	UMR 5189 HiSoMa	UMR 5189 HiSoMa	
SO	913X327	UMR 5648 CIHAM	UMR 5648 CIHAM	
SO	913X328	UMR 5317 IHRIM	UMR 5317 IHRIM	
SO	**913X329**	**UR MARGE**	**UR MARGE**	**S.O rattaché à la Faculté des Humanités jusqu'au 31/12/24**

CRB	914	DRI	Direction des Relations Internationales	Changement de dénomination
SO	914X401	DRI 2IF	DRI 2IF : Instit. Internat. Francophonie	
SO	914X402	DRI Gouvernance	DRI Gouvernance et pilotage	
SO	914X403	DRI Pôle Déloc.	DRI Pôle Programmes Délocalisés	
SO	914X404	DRI Projets Inter.	DRI Projets Internationaux et Bourses	
SO	914X405	DRI Formation&Accueil	DRI Formations et Accueil	

CRB	915	Gestion des sites	Gestion des sites	
SO	915X501	DIRPAT	Direction du Patrimoine	
SO	915X502	DIRLOG	Direction de la Logistique	
SO	915X503	SHS	Service Hygiène et Sécurité	

CRB	916	Scol. & Vie Etu.	Scolarité et vie étudiante	
SO	916X601	DEVU	Direction des Etudes & de la Vie Univ.	
SO	916X602	SCUIO-IP	Information, Orientation & Insertion Pro	
SO	916X603	Serv. des Sports	Service Commun des Sports	
SO	916X604	SSE	Service de Santé Étudiante	
SO	916X606	CCL	Centre de Compétences en Langues	

CRB	918	SGTE	Serv. Gén. pour la Transition Ecologique	
SO	918X801	Ecole Tr. Ecologique	Ecole univ. de la transition écologique	

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-05-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022 relative au seuil des remises gracieuses et admission en non-valeur,

Après avis favorable partiel de la composante,
Après avis défavorable de la direction des affaires financières,
Après avis défavorable de M. l'agent comptable

Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre défavorablement à la demande de remise gracieuse suivante :

Montant Convention	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
6 800,00 €	210066240/210067532/ 210067371/210068081/ 210068664	Master 1 MIPTM	IAE	Difficultés financières évoquées qui ne sont pas corroborées par les pièces justificatives du dossier	6 800,00 €	6 800,00 €	Défavorable	Défavorable	Favorable partiel pour une remise de 1360€

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse totale : 1
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise partielle : 6
- ✓ Nombre de voix en défaveur d'une remise gracieuse : 17
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI



Délibération n° D2024-11-06-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022 relative au seuil des remises gracieuses et admission en non-valeur,

Après avis favorable partiel de la composante,
Après avis défavorable de la direction des affaires financières,
Après avis défavorable de M. l'agent comptable

Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre défavorablement à la demande de remise gracieuse suivante :

Montant Convention	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
6 800,00 €	210066241/210067554/ 210068082	Master 1 MIPTM	IAE	Difficultés financières évoquées qui ne sont pas corroborées par les pièces justificatives du dossier	6 800,00 €	6 800,00 €	Défavorable	Défavorable	Favorable partiel pour une remise de 1360€

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse totale : 1
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse partielle : 6
- ✓ Nombre de voix en défaveur d'une remise gracieuse : 17
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-07-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022 relative au seuil des remises gracieuses et admission en non-valeur,

Après avis favorable partiel pour un montant de 1 900€ de la composante,
Après avis favorable partiel pour un montant de 3 325€ de la direction des affaires financières,
Après avis favorable partiel pour un montant de 3 325€ de M. l'agent comptable

Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre favorablement pour un montant partiel de 3 325€ à la demande de remise gracieuse suivante :

Montant Convention	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
9 500,00 €	210066678/210067522 /210068080	Master 2 Contrôle de Gestion et audit organisationnel	IAE	difficultés financières étayées par des justificatifs	9 500,00 €	9 500,00 €	favorable partiel pour 3 325€	favorable partiel pour 3 325€	favorable partiel pour 1900€

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse intégrale : 2
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse partielle pour 3 325€ : 17
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse partielle pour 1 900€ : 5
- ✓ Nombre de voix en défaveur d'une remise gracieuse : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-08-fin
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3, L. 719-9 et R. 719-89 ;
Vu le décret n° D2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 193 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-09-09-fin du 20 septembre 2022 relative au seuil des remises gracieuses et admission en non-valeur,

Après avis défavorable de la composante,
Après avis favorable partiel pour un montant de 3 750€ de la direction des affaires financières,
Après avis favorable partiel pour un montant de 3 750€ de M. l'agent comptable

Après en avoir délibéré,

Décide

de répondre favorablement pour un montant partiel de 3 750€ à la demande de remise gracieuse suivante :

Montant Convention	N° Facture	Nature prestation	Composante	Motivation de la demande de remise gracieuse	Montant à recouvrer	Montant de la remise demandée	Avis DAF	Avis AC	Avis composante
7 500,00 €	210068100/ 210068655	Master 2 MIPTIM	IAE	difficultés financières. Etudiante libanaise contexte international. Remise intégrale obtenue pour son M1.	7 500,00 €	7 500,00 €	favorable partiel pour 3 750€	favorable partiel pour 3 750€	défavorable

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse intégrale : 3
- ✓ Nombre de voix en faveur d'une remise gracieuse partielle pour 3 750€ : 16
- ✓ Nombre de voix en défaveur d'une remise gracieuse : 5
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-09-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE du 14 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver le rapport social unique 2024 annexé à la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

HISTORIQUE 2021-2023



UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN

ÉDITION **2024**

PRÉAMBULE

Depuis trois ans, le Rapport Social Unique (ou RSU) remplace le bilan social produit les années antérieures, conformément au décret paru le 30 novembre 2020. Il s'appuie sur une base de données sociales qui sera constituée à terme de près de 200 indicateurs (fixés par l'arrêté du 7 mai 2021) et qui regroupe des informations qui concernent les emplois, recrutements, parcours professionnels, les formations et les rémunérations, mais également la santé et la sécurité au travail, l' organisation du travail, l'action sociale et le dialogue social.

Le RSU est un outil de connaissance partagée, utile à l'ensemble de la communauté. Il alimente en effet le dialogue social sur la base d'informations transparentes, objectivées et accessibles à chacun dans l'établissement. Il apporte des éléments de suivi et d'analyse de la mise en œuvre de notre projet d'établissement dans les dimensions des ressources humaines, de la politique sociale et et de la qualité de vie et des conditions de travail : autant de champs pour lesquels cet outil permet de construire une stratégie pluriannuelle. Il offre également une vision temporelle des indicateurs, avec un historique de 3 ans, de 2021 à 2023.

Notre établissement pilote une masse salariale soumise à un double plafond, en euros et en emplois, qui représente 81% du budget sur charges de fonctionnement ; elle atteint 106,5 millions d'euros sur l'année 2023, dont près de 6,2 millions consacrés au régime indemnitaire et à l'intéressement.

En 2023, la dotation de l'Etat pour notre établissement est de 1 216 emplois. À celle-ci s'ajoute un plafond de 194 emplois sur ressources propres. C'est donc un plafond de 1 410 emplois qui est voté par le conseil d'administration et consommé à 97% pour assumer les missions de formation, de recherche et d'insertion professionnelle.

Derrière cette notion d'emplois, on trouve 1 467 personnes (hors contrats étudiants), pour moitié des enseignants et des chercheurs, pour moitié des personnels administratifs et techniques. De plus, près de 2 300 professionnels extérieurs interviennent dans nos formations. Les femmes et les hommes sont à part égale parmi les enseignants et les enseignants-chercheurs, avec des variations selon le corps. En revanche, on compte 64% de femmes chez les personnels administratifs avec, là encore, des différences entre filières et catégories.

SOMMAIRE (1/2)

Données de cadrage 6

L'Université Jean Moulin Lyon 3 en quelques chiffres 7
Étudiants par cursus et par discipline 8
Enseignants des universités par fonction et par discipline 9
Personnels des BIATS des établissements de l'enseignement supérieur 10
Taux d'encadrement : nombre de titulaires pour 1 000 étudiants 11

Thème 1 : Emploi 12

Emplois : Plafond et consommation 13
Ensemble du personnel : évolution des effectifs 14
Ensemble du personnel : répartition Femmes / Hommes en effectif et ETP 15
Ensemble du personnel non rémunéré par l'université. 16
Emploi de personnels en situation de handicap 17

a. Le personnel ENSEIGNANT 18

Enseignants selon le statut et le corps : historique 19
Zoom sur les enseignants chercheurs : proportion des femmes selon le corps et le grade 20
Enseignants par groupe de disciplines CNU 21
Enseignants par discipline CNU 22
Enseignants par composante 23
Enseignants : ancienneté à l'université Jean Moulin 24
Enseignants par tranche d'âge et par sexe 25
Zoom sur les enseignants de 55 ans et plus 26
Enseignants : nombre de demandes d'autorisation d'exercice d'une activité accessoire . +++ 27
Professeurs invités par origine : historique 28
Vacataires d'enseignement : historique 29

b. Le personnel BIATS 30

BIATS par statut, filière, et catégorie : historique 31
Zoom sur la filière AENES : historique pour les titulaires 32
Zoom sur la filière BIBLIOTHEQUE : historique pour les titulaires 33
Zoom sur la filière ITRF : historique pour les titulaires 34
BIATS dans les composantes 35
BIATS : ancienneté à l'université Jean Moulin 36
BIATS par tranche d'âge, statut et sexe 37
Zoom BIATS titulaires par tranche d'âge, catégorie, filière et sexe 38
Zoom BIATS contractuels par tranche d'âge, catégorie, filière et sexe 39
Zoom sur les BIATS titulaires de 55 ans et plus 40
BIATS exerçant une activité accessoire . . . . . +++ 41

Thème 2 : Recrutements 42

a. Le personnel ENSEIGNANT 43

Enseignants titulaires : recrutements internes et externes 44
Enseignants : historique des recrutements 45
Professeurs d'université : motifs de recrutement 46
Maîtres de conférences : motifs de recrutement 47
Enseignants du second degré : motifs de recrutement 48

b. Le personnel BIATS 49

BIATS : postes publiés comme vacants, candidatures reçues et postes pourvus . . . +++ 50
BIATS : historique des recrutements 51
BIATS titulaires : motifs de recrutement 52

Thème 3 : Parcours professionnels 53

a. Mobilité 54

Ensemble du personnel accompagné dans leur évolution professionnelle . . . . . +++ 55

b. Avancements de grade et promotions internes 56

Enseignants chercheurs : avancements de grade et changements de corps 57
Enseignants du second degré : avancements de grade et changements de corps 58
BIATS titulaires : avancements de grade 59
BIATS titulaires : changements de corps 59
BIATS titulaires : type de mobilité des agents 59

c. Départs 60

Enseignants : historique des arrivées et des départs 61
Enseignants : historique des départs selon le motif 62
BIATS : historique des arrivées et des départs 63
BIATS : historique des départs selon le motif. 64

Thème 4 : Formation 65

Plan de formation : historique 66
Secteurs de formation 67
Répartition du nombre de stagiaire : historique 68
Agents formés et stagiaires : historique 69
Agents formés et stagiaires selon le sexe et la catégorie 70

SOMMAIRE (2/2)

Thème 5 : Rémunérations 71

Masse salariale (ensemble des dépenses de rémunérations et charges sociales) 72
Masse salariale brute annuelle cumulée des dix rémunérations les plus élevées 73
Autres indemnités 74
Zoom sur le nombre d'agent bénéficiant de la GIPA 74
Distribution des rémunérations nettes 75
Rémunérations annuelles brutes versées pour les agents sur emploi permanent 76
Zoom sur la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) 76
Rémunérations principales : indices de rémunération des personnels titulaires 77
Rémunérations principales des agents contractuels 78
Régime indemnitaire et intéressement : enveloppe globale 79
Primes moyennes 80
Ecart global de rémunération entre les femmes et les hommes pour les fonctionnaires . . +++ 81
Ecart global de rémunération entre les femmes et les hommes pour les non titulaires . . . +++ 82
Index égalité Femme-Homme . . . . . +++ 83

Thème 6 : Santé et sécurité au travail 84

Médecine du travail et actions de prévention 85

Thème 7 : Organisation du travail et temps de travail 86

a. Télétravail et travail à distance 87
BIATS : demandes de télétravail et profil des télétravailleurs 88

b. Temps plein, temps partiel et temps incomplet 89
Enseignants : répartition des effectifs selon la modalité de service 90
Enseignants : quotité de travail 91
BIATS Titulaires : répartition des effectifs selon la modalité de service 92
BIATS Titulaires : quotité de travail 93
BIATS Contractuels : répartition des effectifs selon la modalité de service 94
BIATS Contractuels : quotité de travail 95
BIATS Contractuels : temps partiel et contrats à temps incomplet 96

c. Compte Épargne Temps (CET) 97
Compte Épargne Temps (CET) 98

d. Absences au travail hors raisons de santé 99
Enseignants : absences hors raisons de santé des agents titulaires et contractuels 100
Enseignants-chercheurs : congés pour recherche et conversion thématique (CRCT) et des contrats valorisation recherche (CVR) 100
BIATS : Absences hors raisons de santé des agents titulaires et contractuels 101

e. Absences au travail pour raisons de santé 102
Enseignants : absences pour raisons de santé des agents titulaires et contractuels 103
Enseignants : zoom congés de maladie ordinaire (CMO) par filière 104
BIATS : absences pour raisons de santé des agents titulaires et contractuels 105
BIATS : zoom pour accident de trajet, de service ou du travail 106
BIATS : zoom congés de maladie ordinaire (CMO) par filière 107
BIATS : répartition des congés de maladie ordinaire (CMO) selon la durée 108

f. Jours de carence 109
Jours de carence imputés aux agents suite à un congé de maladie ordinaire (CMO) 110

Thème 8 : Action sociale et protection sociale 111

Service d'Action Culturelle et Sociale - SACSO 112
Commission sociale des personnels 112
Activité de l'assistante sociale des personnels 112
Cellule de Veille Sociale - CVS 112
Prestations sociales et Actions culturelles gérées par le SACSO 113
Focus sur l'aide à la restauration des personnels 113
Protection sociale complémentaire des agents . . . . . +++ 114

Thème 9 : Dialogue social 115

Instances de dialogue social 116
Relations professionnelles 117

(+++ : nouveaux indicateurs)

Lexique 118

DONNÉES DE CADRAGE

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 EN QUELQUES CHIFFRES

3 Campus
Campus Manufacture des tabacs
Campus Quais du Rhône
Campus de Bourg-en-Bresse

6 composantes
Faculté de Droit
Faculté des Langues
Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés
Faculté de Philosophie
Institut d'Administration des Entreprises - iaelyon
Institut Universitaire de Technologie - IUT Jean Moulin

ÉTUDES ET RECHERCHE

Offre de formation *(rentrée universitaire 2023-24)*

3 BUT
9 mentions de licence générale
12 mentions de licence professionnelle
52 mentions de master
37 doctorats
86 diplômes d'université et certificats
+ 1 Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires - DAEU
+ 1 Diplôme Supérieur de Notariat - DSN
+ 26 Préparations aux concours : Filière comptable, Filière Enseignement, Filière Judiciaire)

⇨ **44 programmes de formations délocalisés à l'étranger**

26 983 étudiants...

1 174 en formation continue
1 896 en alternance
4 736 internationaux (étrangers + sortants)

... et **28 142** inscriptions pédagogiques

25 227 en diplômes nationaux (DN)
1 017 en préparation au concours
1 898 diplômes universitaires (DU)

Inscriptions au moment de la remontée SISE au 15 janvier 2024

Recherche

18 unités de recherche labélisées
7 écoles doctorales
470 doctorants *(au 15 janvier 2024)*
60 thèses *(au 15 janvier 2024)*

PERSONNEL ET FINANCES

Plafond d'emplois :

1 410 *au 31/12/2023*
dont Dotation état : **1 216**
dont Ressources propres : **194**

Personnel *au 31/12/2023*

633 personnel enseignants
718 personnels BIATS
107 doctorants contractuels et contrat recherche
9 apprentis

112 *contrats étudiants (2022-23)*
2 281 *vacataires d'enseignement (2022-23)*

Budget *dépenses en droits constatés*

162,6 millions d'euros en 2023
81% de masse salariale sur charges de fonctionnement

Étudiants par cursus et par discipline

		Universités en 2022-23 (France métrop. & DOM)		Lyon 3 en 2022-23 (Effectifs au 15 janvier)	
		Effectif	%	Effectif	%
Cursus	DUT	107 256	7%	727	3%
	Cursus Licence	851 570	53%	17 721	66%
	Cursus Master	585 378	37%	7 665	29%
	Cursus Doctorat	53 487	3%	679	3%
Disciplines	Droit, sciences politiques	214 660	13%	9 358	35%
	Sciences économiques, gestion, AES	219 217	14%	8 063	30%
	Lettres, sciences du langage	89 357	6%	495	2%
	Langues	102 647	6%	4 369	16%
	Sciences humaines et sociales	302 057	19%	3 178	12%
	Pluri-lettres, langues, sciences humaines	14 019	1%	1 250	5%
	Autres	655 734	41%	79	0%
TOTAL		1 597 691	100%	26 792	100%

Sources : MEN - MESR (Repères et références statistiques 2023) et LYON 3 (Effectifs officiels au 15 janvier 2023)

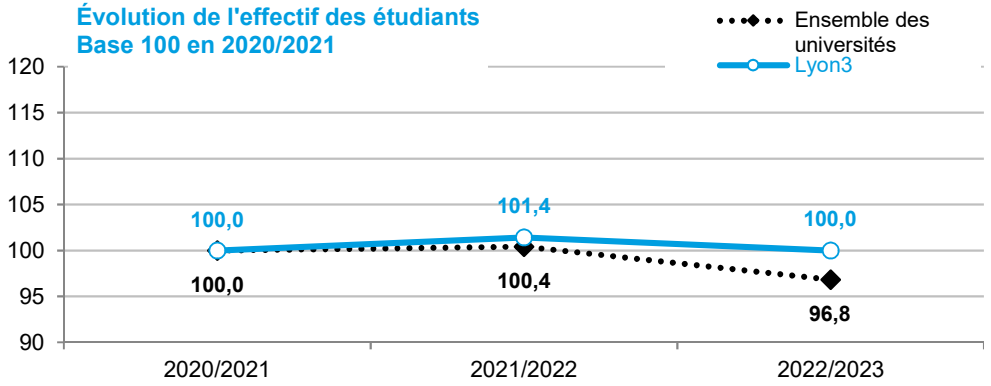
Ensemble des étudiants inscrits à une formation donnant lieu à la délivrance d'un diplôme national ou d'université au terme d'une formation d'au moins un an, ainsi que les préparations aux concours de la fonction publique.
Seules les inscriptions principales sont comptabilisées. Les inscriptions en Classe Préparatoire aux Grandes Ecoles ne sont pas comptabilisées.

Toutes les formes d'enseignement sont prises en compte (à distance, formation continue, alternance).

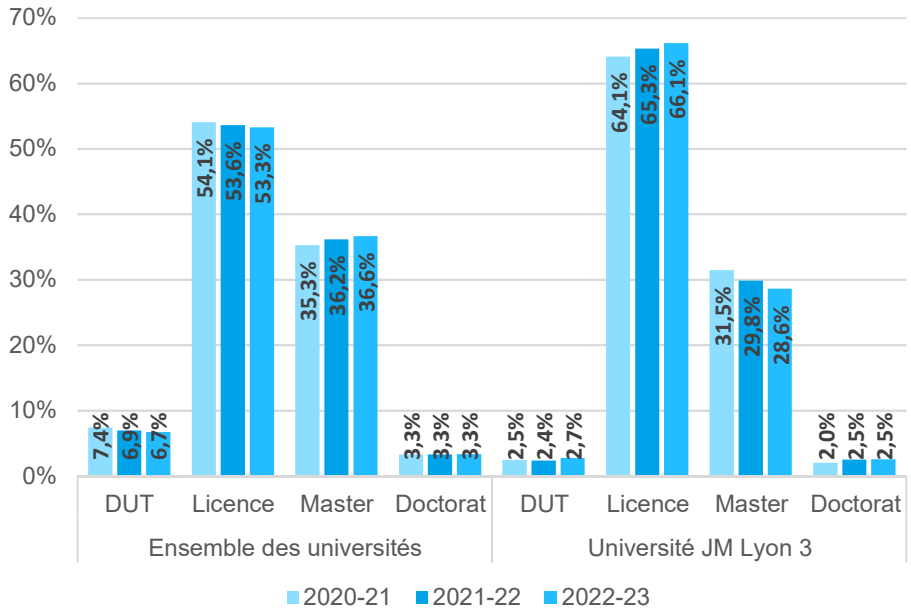
Les données et les évolutions portent sur l'ensemble des universités.

Pour Lyon 3, la discipline "Pluri-lettres, langues, sciences humaines" regroupe pour l'essentiel les étudiants entrants en échange (DEUF) et les étudiants en DAEU.

Évolution de l'effectif des étudiants
Base 100 en 2020/2021



Répartion des étudiants par cursus



Evolution des effectifs étudiants sur les 3 dernières années :

Après une légère progression en 2021-22, les effectifs de Lyon 3 décroissent en 2022-23 de 1,4 points tandis que les effectifs nationaux en perdent presque 4.
Alors que la part des cursus Licence diminue au niveau national perdant 2 points entre 2016 et 2022, celle de Lyon 3 augmente de plus de 5 points de pourcentage. La part des masters de Lyon 3 quant à elle se réduit de 6 points, conséquence de la sélection en master dès la première année suite à la loi de 2019.

Enseignants des universités par fonction et discipline

Note : les données ministérielles ne sont disponibles que jusqu'au 31/12/2021 à la date de publication.

		France entière* au 31/12/2022		Lyon 3 au 31/12/2022	
		Effectif	%	Effectif	%
Fonction	Professeurs	20 816	23%	136	22%
	Maîtres de conférences	34 314	37%	253	40%
	Enseignants du second degré	12 746	14%	86	14%
	Chefs de clinique, AHU, PHU	4 345	5%	0	0%
	Enseignants associés	2 698	3%	51	8%
	ATER, contractuels doct. avec ens.	11 717	13%	75	12%
	Autres**	5 073	6%	25	4%
Discipline	Droit - Economie - Gestion	12 966	14%	299	48%
	Lettres - Langues - Sc. humaines	27 194	30%	266	42%
	Sciences yc STAPS	34 511	38%	21	3%
	Santé	12 760	14%	0	0%
	Non ventilé	4 278	5%	40	6%
TOTAL		91 709	100%	626	100%

Champ France entière : enseignants des universités, instituts nationaux polytechniques, universités de technologie et instituts universitaires de technologie (hors instituts ou écoles rattachées aux universités)

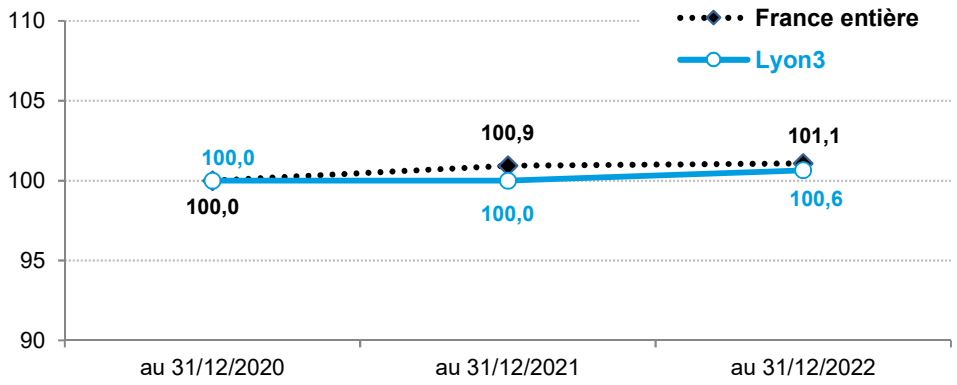
Champ Lyon 3 : enseignants rémunérés par Lyon 3, hors contractuels doctorants sans enseignement et chercheur CDD

** France entière = France métropolitaine + DOM + COM + Nouvelle-Calédonie. * France métropolitaine + DOM + COM + Nouvelle-Calédonie*

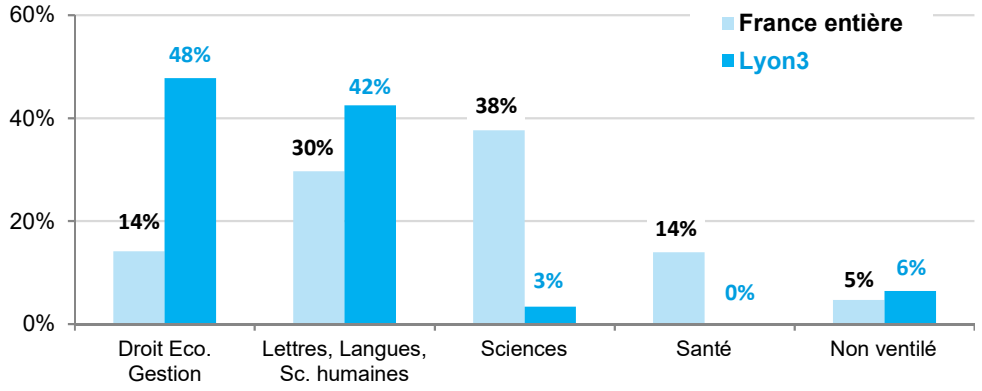
*** Lecteurs et maîtres de langues, Professeurs contractuels sur emplois vacants du second degré, Contractuels LRU*

Sources : MESRI-DGRHA1-1-données au 31/12/2022 pour les titulaires et mai 2022 pour les enseignants contractuels) et LYON 3 (SIDRH au 31/12/2022)

Évolution de l'effectif des enseignants Base 100 au 31/12/2020



Répartition des enseignants par discipline en 2022

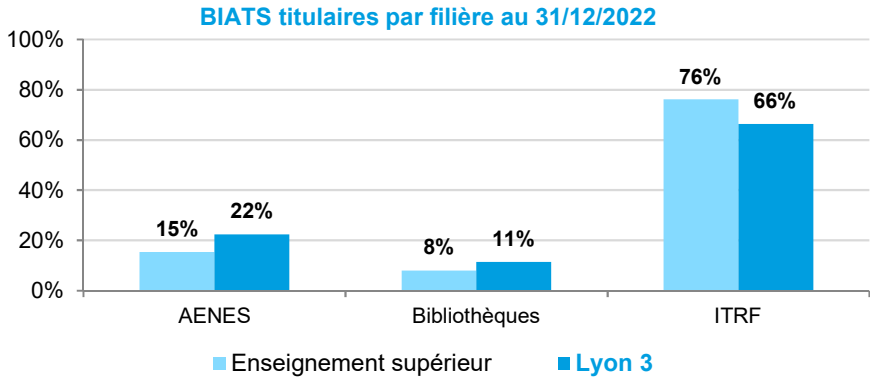


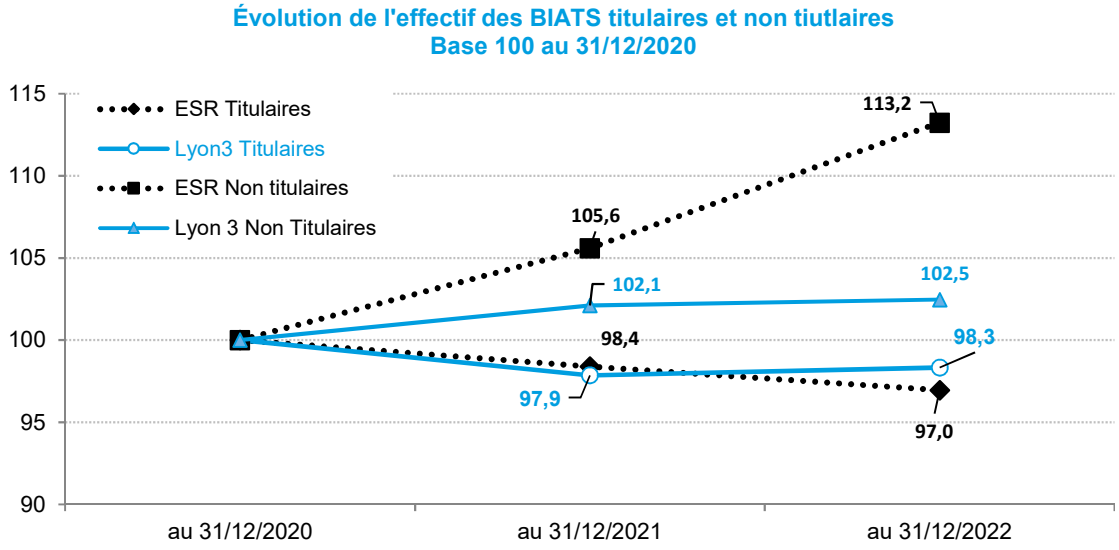
On notera une hausse du nombre d'enseignants en 2022 au niveau national comme pour l'établissement, même si cette hausse est de moindre importance pour ce dernier : +0,6 point d'indice contre 1,1 point d'indice pour l'ensemble des établissements.
La structure par discipline de l'ensemble des enseignants n'évolue pas : elle reste identique à celle de 2021 et 2020 et reste donc majoritaire en Droit/Economie/Gestion avec 48%, suivie par les Lettres, Langues et Sciences Humaines (42%).

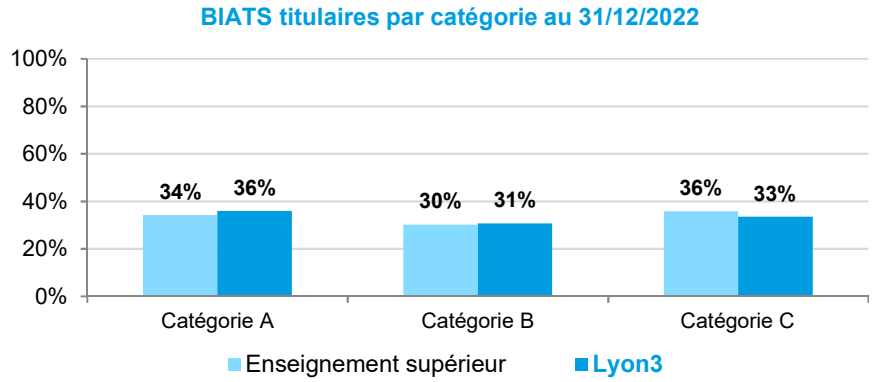
		Enseignement Supérieur au 31/12/2022		Lyon 3 au 31/12/2022	
		Effectif	%	Effectif	%
Titulaires	AENES	8 285	15%	92	22%
	Bibliothèques	4 321	8%	47	11%
	ITRF	41 303	76%	273	66%
	Autres	333	1%		0%
	Catégorie A	18 509	34%	148	36%
	Catégorie B	16 356	30%	126	31%
	Catégorie C	19 377	36%	138	33%
TOTAL TITULAIRES		54 242	100%	412	100%
Non Titulaires		42 787	44%	291	41%
TOTAL		97 029		703	

Sources : MEN - MESR (DGRH Bureau A1) et LYON 3 (SIDRH au 31 décembre 2022)

Enseignement supérieur :
- personnels titulaires administratifs, techniques et d'encadrement
- agents en position d'activité dont l'imputation relève du MESR (hors CROUS et Administration centrale)
Lyon 3 :
nombre total d'agents titulaires







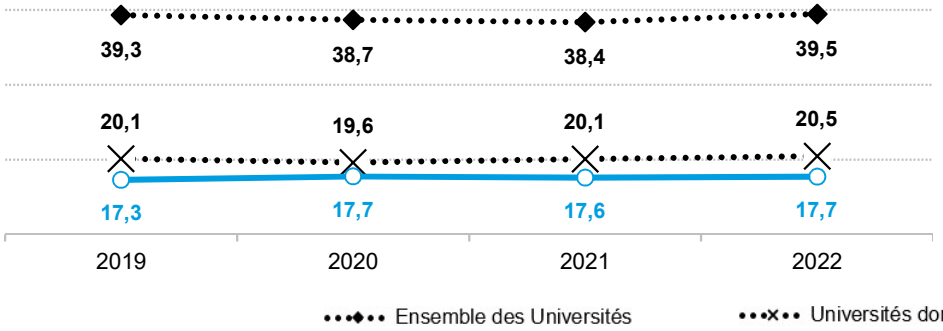
Les personnels BIATS de l'établissement sont à 59% titulaires contre 56 % pour l'ensemble de l'ESR. Les BIATS titulaires avec 412 personnes sont en légère hausse cette année mais restent en dessous du niveau de 2020 (419). L'évolution nationale est quant elle sur une tendance décroissante sur cette population.
Les non titulaires croissent fortement au niveau national (+13 points d'indice depuis 2020) tandis que, pour Lyon 3, la progression prend 2,5 points d'indice depuis 2020 mais reste quasiment stable entre 2021 et 2022 (+0,4 point).

Taux d'encadrement : nombre de titulaires pour 1 000 étudiants

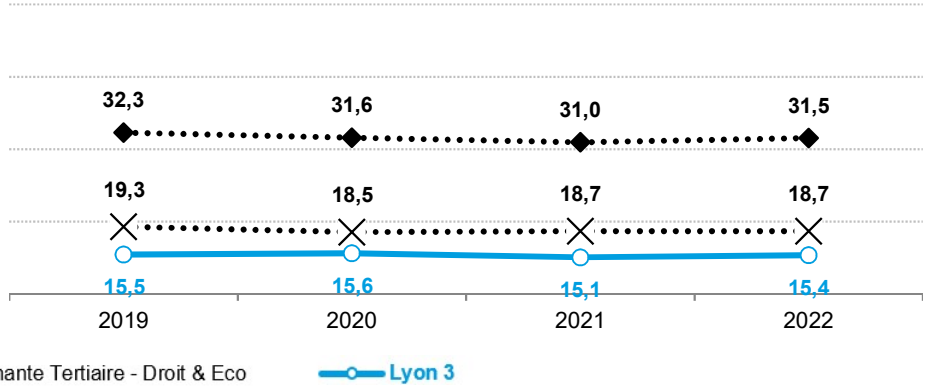
	2019	2020	2021	2022
Nombre d'étudiants au 15 janvier n+1	*27 348*	*26 817*	*27 208*	*26 810*
Nombre d'enseignants titulaires à Lyon 3	*473*	*476*	*479*	*475*
Nombre de BIATS titulaires à Lyon 3	*423*	*419*	*410*	*412*
Nombre d'enseignants titulaires pour 1 000 étudiants à Lyon 3	**17,3**	**17,7**	**17,6**	**17,7**
Universités dominante Tertiaire - Droit & Eco	20,1	19,6	20,1	20,5
Ensemble des Universités	**39,3**	**38,7**	**38,4**	**39,5**
Nombre de personnels administratifs pour 1 000 étudiants à Lyon 3	**15,5**	**15,6**	**15,1**	**15,4**
Universités dominante Tertiaire - Droit & Eco	19,3	18,5	18,7	18,7
Ensemble des Universités	**32,3**	**31,6**	**31,0**	**31,5**

Sources : MEN - MESR - DGRH -Bureau A1 / SIDRH au 31 décembre / Scolins au 15 janvier n+1

ENSEIGNANTS titulaires pour 1 000 étudiants



BIATS titulaires pour 1 000 étudiants



Ensemble des Universités — Universités dominante Tertiaire - Droit & Eco — Lyon 3

Taux d'encadrement : toujours très inférieurs aux références nationales

Lyon 3 compte moins de 18 enseignants titulaires pour 1 000 étudiants alors que la moyenne est à 20,5 dans les universités à dominante Droit Economie et atteint 39,5 pour l'ensemble des universités.

Le décalage est tout aussi important sur le taux d'encadrement BIATS, puisque le ratio est à 15,4 pour 1 000 étudiants à Lyon 3 alors que la moyenne est de 18,7 pour les universités à dominante Droit Economie et est en dessus de 31,5 pour l'ensemble des universités.

Les dotations en emplois Fioraso obtenues par Lyon 3 jusqu'en 2018 (88 emplois d'enseignants et de BIATS créés sur les 4 premières vagues), mais aussi les 60 titularisations Sauvadet, n'ont fait qu'accompagner notre croissance en nombre d'étudiants durant ces années spécifiques mais elles n'ont pas eu pour effet de réduire notre déficit en emplois par rapport aux autres universités. C'est donc uniquement notre baisse d'effectifs étudiants qui expliquent la relative progression de nos taux d'encadrement depuis 2019.

THÈME 1

EMPLOI

Au 31 décembre	2019	2020	2021	2022	2023	Evolution annuelle 2020	2021	2022	2023
Plafond Etat	**1 207**	**1 203**	**1 206**	**1 210**	**1 216**	**-4**	**3**	**4**	**6**
dont emplois Enseignants	*647*	*643*	*644*	*645*	*651*	*-4*	*1*	*1*	*6*
dont emplois BIATS	*560*	*560*	*562*	*565*	*565*	*0*	*2*	*3*	*0*
Plafond Ressources Propres	**161**	**165**	**165**	**194**	**194**	**4**	**0**	**29**	**0**
Plafond d'emplois Etablissement	**1 368**	**1 368**	**1 371**	**1 404**	**1 410**	**0**	**3**	**33**	**6**

Le Plafond d'emplois de l'établissement est de 1 410 emplois. Il est consommé à 97%

Source : Notifications & Conseil d'administration

Consommation en ETPT* - *Au 31 décembre en moyenne annualisée*

Sur plafond Etat	**1 171**	**1 186**	**1 192**	**1 183**	**1 216**
Sur plafond Ressources Propres	135	141	147	161	151
Sur plafond Etablissement	**1 306**	**1 327**	**1 339**	**1 344**	**1 367**
dont BIATS	*651*	*659*	*664*	*666*	*677*
dont ENSEIGNANTS	*583*	*598*	*602*	*605*	*690*
dont CONTRATS DOCTORAUX	*72*	*70*	*73*	*73*	

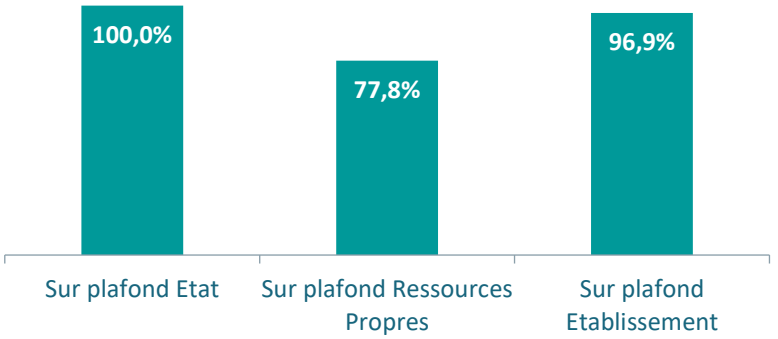
Source : KX jusqu'en 2022, délibérations du CA pour 2023

Taux de consommation - *ETPT consommés rapportés au plafond d'emplois*

Sur plafond Etat	**97,0%**	**98,6%**	**98,8%**	**97,8%**	**100,0%**
Sur plafond Ressources Propres	83,9%	85,5%	89,1%	83,1%	77,8%
Sur plafond Etablissement	**95,5%**	**97,0%**	**97,7%**	**95,7%**	**96,9%**

(*) ETPT : Emplois travaillés au prorata du temps de travail (prise en compte de la quotité et de la durée annuelle de travail)

Taux de consommation des emplois en 2023



Le conseil d'administration de l'université vote chaque année un plafond d'emplois global composé du plafond « Etat » (plafond 1, notifié par le MESR) majoré du nombre d'emplois supplémentaires que l'établissement peut financer sur ses ressources propres (plafond 2, ou « ressources propres »).
Le plafond global s'élève en fin d'année 2023 à 1410 emplois pour Lyon 3 en nette hausse par rapport aux années antérieures sous l'effet d'une subvention pour charges de service public (SCSP) octroyant à l'établissement quelques emplois supplémentaires (contrats doctoraux notamment) sur le plafond Etat le faisant passer de 1210 à 1216.
Le plafond sur ressources propres n'a pas fait l'objet de variations ; pour rappel, il avait été augmenté en 2022 pour l'ajuster aux besoins liés à la forte dynamique des financements sur projets, notamment en recherche et en formation. Est démontrée ainsi une réelle capacité de l'université, reconnue par l'Etat, à poursuivre son développement sur les ressources propres qu'elle génère.
En moyenne annualisée, 97% des emplois sont occupés sur l'année 2023. C'est notre plafond sur ressources propres qui nous permet de dégager des marges de manoeuvre car le plafond Etat est consommé à 100%

ENSEIGNANTS

		Déc. 2021	En ETP Déc. 2021	Déc. 2022	En ETP Déc. 2022	Déc. 2023	En ETP Déc. 2023
Fonctionnaire sur emploi permanent	Professeur des universités	130	129,5	136	135,5	141	140,5
	Maître de conférences	263	261,7	253	250,9	256	254,7
	PRAG PRCE	86	84,6	86	84,0	85	83,7
	Total Enseignants titulaires	**479**	**475,8**	**475**	**470,4**	**482**	**478,9**
Contractuel sur emploi permanent	Professeur associé 50%	15	7,5	16	8,0	16	8,0
	Maître de conférences associé 50%	37	18,5	35	17,5	38	19,0
	ATER	63	63,0	74	74,0	69	69,0
	ATER 50%	2	1,0	1	0,5	1	0,5
	Lecteur et M. de langues	22	22,0	22	22,0	24	24,0
	Total sur emploi permanent	**139**	**112,0**	**148**	**122,0**	**148**	**120,5**
Contractuel sur emploi non permanent	Enseignant contractuel	4	3,5	3	2,5	3	2,5
	Total sur emploi non permanent	**4**	**3,5**	**3**	**2,5**	**3**	**2,5**
	Total Enseignants contractuels	**143**	**115,5**	**151**	**124,5**	**151**	**123,0**
Total ENSEIGNANTS		**622**	**591,3**	**626**	**594,9**	**633**	**601,9**
	Doctorant contractuel sans ens.	*82*	*82,0*	*82*	*82,0*	*79*	*79,0*
	Contrat recherche	*25*	*23,8*	*23*	*21,1*	*28*	*25,8*

Doctorants contractuels sans ens. : il s'agit de ceux qui occupent un emploi délégué à l'université Lyon 3 et qui n'ont pas de service d'enseignement à l'université

BIATS

		Déc. 2021	En ETP Déc. 2021	Déc. 2022	En ETP Déc. 2022	Déc. 2023	En ETP Déc. 2023
Fonctionnaire sur emploi permanent	Catégorie A	144	138,3	148	142,4	160	155,5
	Catégorie B	129	123,4	126	120,6	126	120,4
	Catégorie C	137	130,3	138	131,6	130	124,6
Total BIATS titulaires		**410**	**392,0**	**412**	**394,6**	**416**	**400,5**
Contractuel sur emploi permanent	Catégorie A	93	89,4	84	81,0	89	86,1
	Catégorie B	62	60,5	73	70,7	78	75,8
	Catégorie C	130	125,5	130	125,9	128	121,9
	Total sur emploi permanent	**285**	**275,4**	**287**	**277,6**	**295**	**283,8**
Contractuel sur emploi non permanent	Catégorie A	2	2,0			2	1,5
	Catégorie B					3	2,8
	Catégorie C	3	2,5	4	3,6	2	2,0
	Total sur emploi non permanent	**5**	**4,5**	**4**	**3,6**	**7**	**6,3**
Total BIATS contractuels		**290**	**279,9**	**291**	**281,2**	**302**	**290,1**
Total BIATS		**700**	**671,9**	**703**	**675,8**	**718**	**690,6**
	Apprenti	*5*	*5,0*	*8*	*8,0*	*9*	*9,0*
ENSEMBLE DES PERSONNELS		**1 434**	**1374,0**	**1 442**	**1381,8**	**1 467**	**1406,3**

L'université emploie 1 467 personnes au 31 décembre 2023

Au 31 décembre 2023, 1 467 personnels travaillent dans l'établissement (+25 personnels par rapport à 2022). On dénombre 898 agents titulaires : 54% d'enseignants et enseignants-chercheurs et 46% de personnels BIATS.

On observe une relative stabilité de la proportion des titulaires : 76% pour les enseignants et 58% pour les BIATS.

53% des personnels enseignants titulaires sont maîtres de conférences, 29% sont professeurs des universités et 18% des enseignants de statut second degré sans changement par rapport à 2022.
Les enseignants chercheurs (PR et MCF) représentent 63% du total des enseignants et 82% chez les titulaires.

Sur la période, la part des enseignants contractuels est de 24%, sans évolution par rapport à 2022.
A noter que les associés (professeurs et maitres de conférences) représentent 8,5% du total et 35,7% des enseignants contractuels, chiffres en progression en 2023.

Parmi les BIATS titulaires, on compte 38,5% de catégorie A, 30,3% de catégorie B et 31,2% de catégorie C.
Les BIATS contractuels sont majoritairement des personnels de catégorie C (43%).

La part des BIATS contractuels a progressé d'un point par rapport à 2022 et s'établit donc à 42% en 2023.

Attention : le nombre de personne ne doit pas être confondu avec le nombre de poste (impact des temps partiels).

Source : SIDRH

Ensemble du personnel : répartition Femmes / Hommes

		Déc. 2021	En ETP Déc. 2021	% ETP Déc. 2021	Déc. 2023	En ETP Déc. 2023	% ETP Déc. 2023
ENSEIGNANTS	Femme	312	305,0	52%	318	308,7	51%
	Homme	310	286,3	48%	315	293,2	49%
	Total Enseignants	**622**	**591,3**	**100%**	**633**	**601,9**	**100%**
Nombre et % de femmes	**Enseignants titulaires**	**243**	**241,0**	**51%**	**248**	**245,7**	**51%**
	dont PR des Universités	*53*	*52,5*	*41%*	*62*	*61,5*	*44%*
	dont Maître de conférences	*142*	*141,7*	*54%*	*141*	*140,2*	*55%*
	Enseignants contractuels	**69**	**64,0**	**55%**	**70**	**63,0**	**51%**
	dont associés	*10*	*5,0*	*4%*	*14*	*7,0*	*6%*
	dont ATER	*39*	*39,0*	*34%*	*37*	*37,0*	*30%*
BIATS	Femme	458	433,3	64%	468	445	64%
	Homme	242	238,6	36%	250	245,6	36%
	Total BIATS	**700**	**671,9**	**100%**	**718**	**690,6**	**100%**
Nombre et % de femmes	AENES	75	71,1	80%	71	67,7	79%
	Bibliothèques	33	31,1	71%	34	32,1	72%
	ITRF	156	145,4	56%	165	156,6	58%
	Catégorie A	88	83,0	60%	97	92,8	60%
	Catégorie B	88	82,8	67%	87	82,4	68%
	Catégorie C	88	81,8	63%	86	81,2	65%
	BIATS titulaires	**264**	**247,6**	**63%**	**270**	**256,4**	**64%**
	BIATS contractuels	**194**	**185,7**	**66%**	**198**	**188,6**	**65%**
Total ENSEIGNANTS et BIATS	Femme	770	738,3	58%	786	753,7	58%
	Homme	552	524,9	42%	565	538,8	42%
	Total	**1 322**	**1 263,2**	**100%**	**1 351**	**1 292,5**	**100%**

Hors doctorants contractuels sans enseignement, chercheurs en CDD, postdoctorants et apprentis

Source : SIDRH

65% de femmes parmi les BIATS et 50 % parmi les enseignants

Note : les commentaires ci-dessous ne concernent que les effectifs physiques

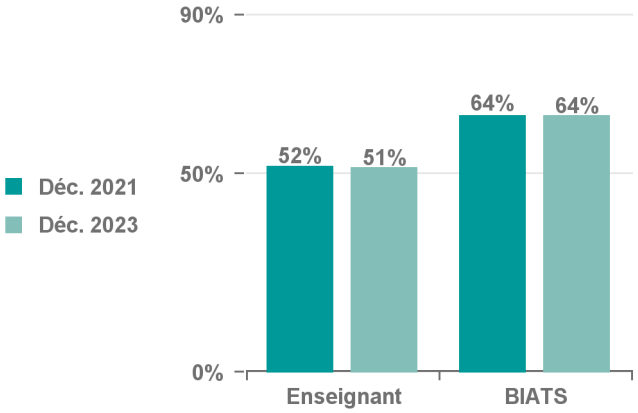
Entre 2021 et 2023, 11 enseignants supplémentaires sont arrivés dont 6 sont des femmes. Ces dernières représentent 50% de l'effectif "physique" des enseignants sans changement par rapport aux années antérieures.

On observe une quasi parité entre les hommes et les femmes parmi l'ensemble des enseignants titulaires, 51% de femmes. Toutefois, les femmes sont plus nombreuses parmi les enseignants du second degré (53%) et les MCF (55% contre 45% au niveau national) que les PR (44% contre 29% au niveau national).

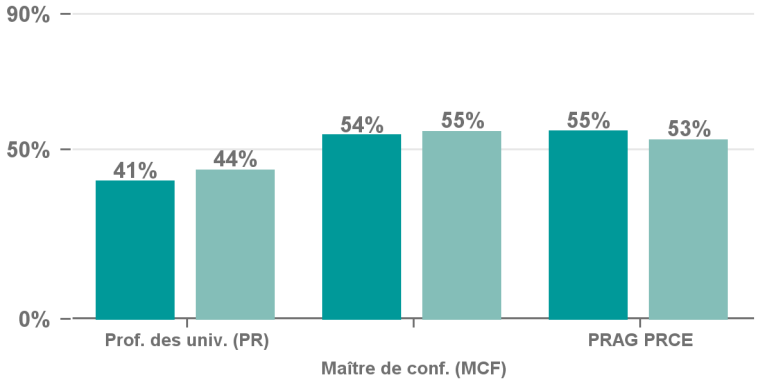
Contrairement à la population des personnels enseignants, la part des femmes au sein de la population BIATS (titulaires et contractuels confondus) reste encore très largement majoritaire en 2023 avec 65% de femmes.
Parmi les titulaires, la féminisation de la population est plus marquée parmi les AENES (79%), et les personnels de bibliothèques (72%) mais plus équilibrée pour la filière ITRF (59%), même si elles restent plus nombreuses que les hommes.
La répartition par catégorie montre que près de 7 femmes sur 10 sont de catégorie B ou C; elles sont 6 sur 10 à être de catégorie A.

Les personnels non titulaires femmes représentent près de 7 agents sur 10 (65,5%).

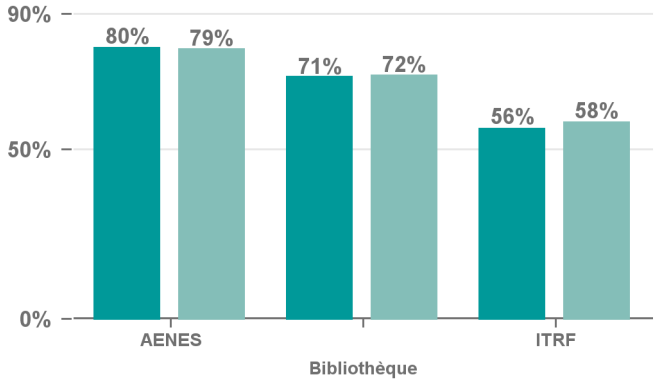
Evolution de la proportion des femmes (ETP)



Enseignants titulaires : évolution de la proportion des femmes (ETP)



BIATS titulaires : évolution de la proportion des femmes (ETP)



Ensemble du personnel non rémunéré par l'université

			Déc. 2021		Déc. 2022		Déc. 2023	
			Total	*dont femmes*	Total	*dont femmes*	Total	*dont femmes*
Enseignant Titulaire	**Détachement Sortant**	Maître de conférences	1	1	3	2	5	3
		Professeur des universités	6	2	5	2	7	2
		Total Détachement Sortant	**7**	**3**	**8**	**4**	**12**	**5**
	Disponibilité	Assistant de l'ens. sup.	1	1	1	1		
		Maître de conférences	4	2	7	3	7	3
		PRAG PRCE	1	1	2	2		
		Professeur des universités	2		4	1	4	1
		Total Disponibilité	**8**	**4**	**14**	**7**	**11**	**4**
	Congé parental	Maître de conférences	2	2	1	1		
		Total Congé parental	**2**	**2**	**1**	**1**		
		Total Enseignant Titulaire	**17**	**9**	**23**	**12**	**23**	**9**
BIATS Titulaire	**Détachement Sortant**	AENES	1		3	2	1	1
		Bibliothèque	4	2	3	1	3	1
		ITRF	12	7	12	8	10	7
		Total Détachement Sortant	**17**	**9**	**18**	**11**	**14**	**9**
	Disponibilité	AENES	3	2	3	1	4	3
		Bibliothèque	3	3	2	2	3	2
		ITRF	8	4	12	7	14	8
		Total Disponibilité	**14**	**9**	**17**	**10**	**21**	**13**
	Congé parental	AENES	1	1	2	2		
		ITRF	1	1			1	1
		Total Congé parental	**2**	**2**	**2**	**2**	**1**	**1**
		Total BIATS Titulaire	**33**	**20**	**37**	**23**	**36**	**23**
BIATS Contractuel	**Congé parental**	CDD					2	2
		CDI			2	2		
		Total Congé parental			**2**	**2**	**2**	**2**
		Total BIATS Contractuel			**2**	**2**	**2**	**2**
		Total des personnels non rémunérés par l'université	**50**	**29**	**62**	**37**	**61**	**34**

Source : SIDRH

Au 31 décembre 2023, on remarque que :
- sur 3 ans, les détachements des enseignants chercheurs ont presque doublé. 5 concernent des femmes en 2023. A l'inverse pour les BIATS, ils sont moins nombreux mais 9 concernent des femmes (64%).
- 11 enseignants sont en disponibilité, 4 sont des femmes. Pour les BIATS, on recense 21 disponibilités, chiffre qui est en augmentation sur les 3 ans et ce sont pour 62% des femmes qui les prennent.
- les congés parentaux sont exclusivement féminins à l'image de la situation française tout secteur confondu. Dans l'établissement, il ne concerne que les personnels BIATS en 2023.

Personnels déclarés en situation de handicap	2021	2022	2023
Titulaires	37	48	**54**
Contractuels	10	14	**10**
ENSEMBLE DES PERSONNELS	**47**	**62**	**64**
dont Enseignants Chercheurs	7	7	**12**
dont BIATS	40	55	**52**
dont Femmes	33	47	**47**
dont Hommes	14	15	**17**
dont Moins de 25 ans	0	2	**0**
dont de 25 à 39 ans	9	13	**14**
dont de 40 à 54 ans	23	31	**31**
dont de 55 ans et plus	15	16	**19**

Source : SACSO - Situation au 31 décembre

Contrats décret de 1995	2021	2022	2023
Candidats éligibles	24	21	**16**
Candidats auditionnés	6	6	**3**
Recrutements	1	2	**2**

Source : SACSO

Recrutements	2021	2022	2023
Contrats Article 4 & 6 Loi 84-16	0	5	**2**

Source : SACSO

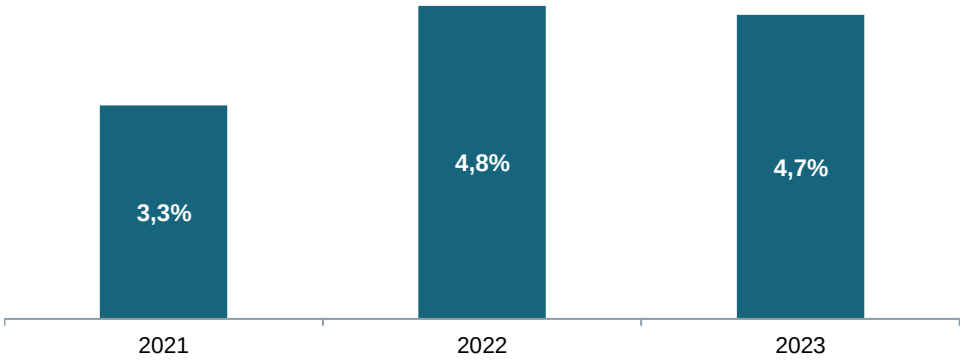
Personnels par typologie de reconnaissance**	2021	2022	2023
Travailleur reconnu handicapé par la CDAPH	36	52	**58**
Titulaire de la carte mobilité inclusion*	5	7	**5**
Titulaire de l'Allocation Adultes Handicapés	0	1	**0**
Victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle	0	3	**3**

*CMI Invalidité + CMI priorité

Source : SACSO

**Une même personne peut être déclarée dans plusieurs typologies de reconnaissance

Taux d'emploi direct de personnels handicapés



64 agents employés à Lyon 3 sont déclarés en situation de handicap en 2023.
Ils étaient 30 en 2014, 52 en 2018.
C'est 17 personnes de plus par rapport à 2021

L'université Lyon 3 a un taux d'emploi direct de 4,7%, en très léger retrait par rapport à l'année dernière ; l'établissement compense l'écart à la cible de 6% en effectuant des dépenses "équivalents bénéficiaires" et en s'acquittant d'une contribution auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique (FIPHFP).

Thème 1

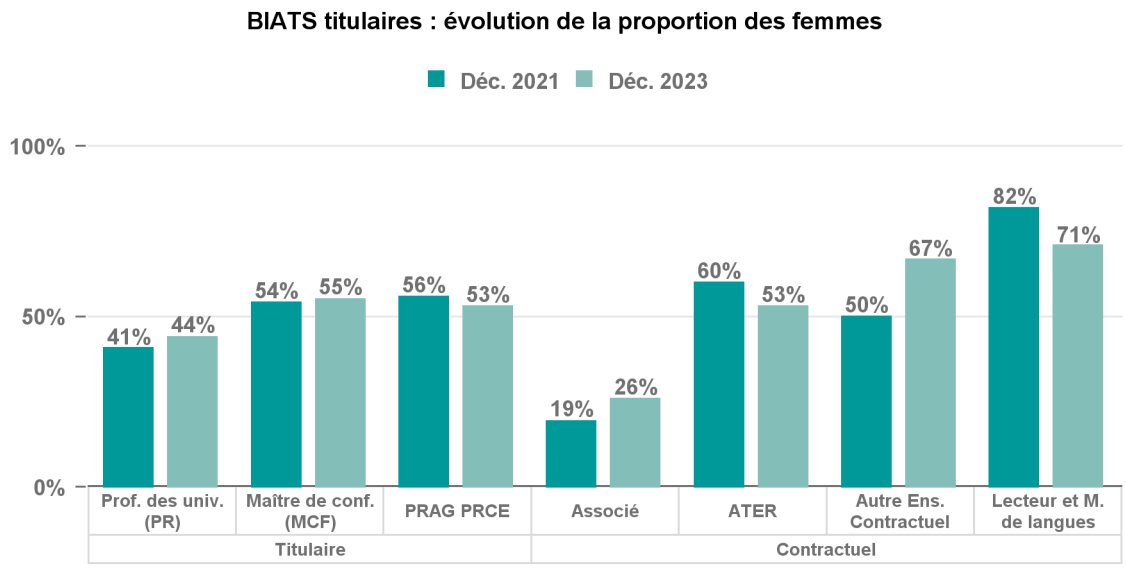
a. Le personnel ENSEIGNANT

Enseignants selon le statut et le corps : historique

Statut		Corps	Déc. 2021		Déc. 2023		Nombre d'ETP Déc. 2021	Nombre d'ETP Déc. 2023
			Total	Femmes	Total	Femmes		
Titulaire	Tout service de Lyon 3	Professeur des universités	127	52	134	57	126,5	134,0
		Maître de conférences	260	139	254	140	258,7	252,7
		PRAG PRCE	86	48	85	45	84,6	83,7
		Total Tout service de Lyon 3	**473**	**239**	**473**	**242**	**469,8**	**470,4**
	Délégations IUF / CNRS	Professeur des universités	3	1	7	5	3,0	6,5
		Maître de conférences	3	3	2	1	3,0	2,0
		Total Délégations IUF / CNRS	**6**	**4**	**9**	**6**	**6**	**8,5**
		Total Titulaire	**479**	**243**	**482**	**248**	**475,8**	**478,9**
Contractuel	Contractuels	Professeur associé 50%	15	3	16	3	7,5	8,0
		Maître de conférences associé 50%	37	7	38	11	18,5	19,0
		ATER	63	39	69	37	63,0	69,0
		ATER 50%	2		1		1,0	0,5
		Lecteur et M. de langues	22	18	24	17	22,0	24,0
		Enseignant contractuel	4	2	3	2	3,5	2,5
		Total Contractuels	**143**	**69**	**151**	**70**	**115,5**	**123**
		Total Contractuel	**143**	**69**	**151**	**70**	**115,5**	**123**
Total Enseignants			**622**	**312**	**633**	**318**	**591,3**	**601,9**

Note : tous les tableaux sur les personnels Enseignants portent sur les personnels en activité.

Source : SIDRH



Entre 2021 et 2023, la structure de la population des enseignants a évolué :

- parmi les PR, les femmes ont gagné 3 points de %. Pour les MCF, leur part progresse d'un point sur les 3 ans pour s'établir à 55%.

- Les PRAG/PRCE ont vu leur population se masculiniser puisque la part des femmes s'est réduite de 3 points passant de 56% à 53%.

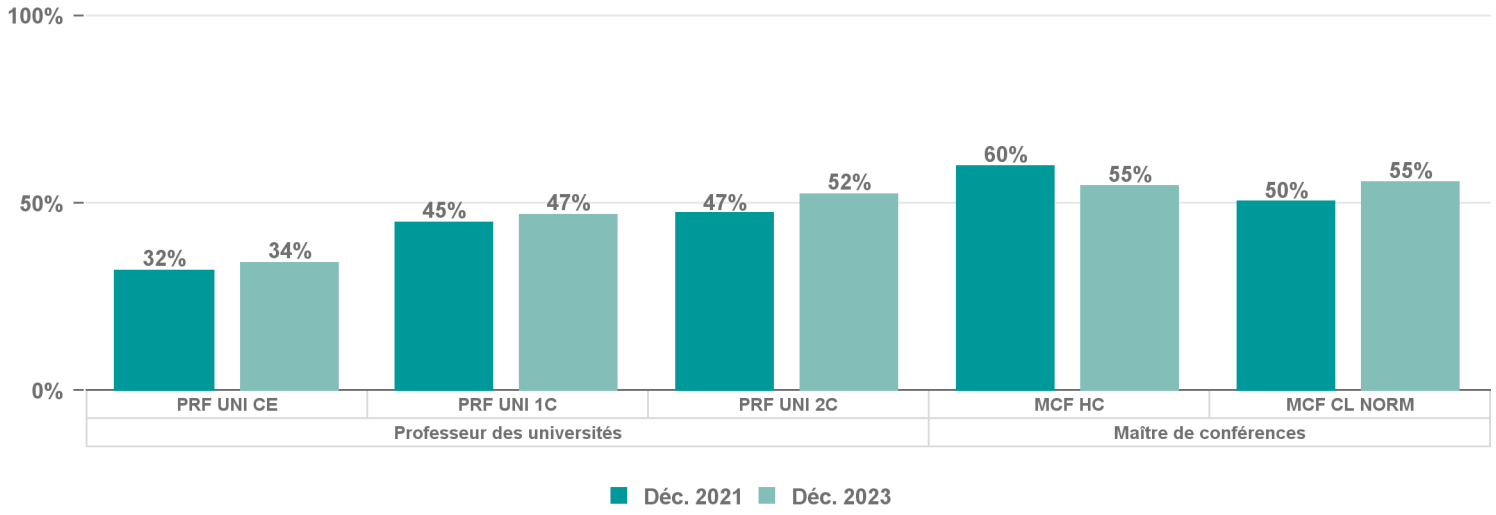
- Pour les contractuels, ce sont dans les catégories des enseignants associés que la part des femmes a progressé passant de 19% à 26% sur les 3 années observées. A l'inverse elle a fortement baissé parmi les ATER où elles ne sont plus que 53% en 2023 contre 60% en 2021.

Zoom sur les enseignants chercheurs : proportion des femmes selon le corps et le grade

ENSEIGNANTS

			Déc. 2021		Déc. 2023	
			Total	*dont % Femmes*	Total	*dont % Femmes*
Titulaires	Maître de conférences	MCF HC	102	60%	99	55%
	Maître de conférences	MCF CL NORM	161	50%	157	55%
	Professeur des universités	PRF UNI CE	47	32%	50	34%
	Professeur des universités	PRF UNI 1C	47	45%	47	47%
	Professeur des universités	PRF UNI 2C	36	47%	44	52%
	Total Titulaire		**393**	**50%**	**397**	**51%**
Total ENSEIGNANTS titulaires			**393**	**50%**	**397**	**51%**

Enseignants-chercheurs par corps et par grade - Part des femmes



Sources : SIDRH - Les références nationales proviennent de la revue "Panorama des personnels enseignants de l'enseignement supérieur" publié par la DGRH en Mai 2024. Les chiffres nationaux concernent l'année 2022.

La part des femmes dans les personnels enseignants-chercheurs a progressé de 1 point entre 2021 et 2023 mais elle est stable entre 2022 et 2023 à 51%. (Pour rappel en 2020, elle était de 49%).

On observe, comme au niveau national, que plus le corps est élevé et plus la part des femmes diminue (effet "leaky pipeline") notamment chez les professeurs des universités.

L'étude par grade montre que les professeures d'université de seconde classe voient leur part progresser de 47 à 52% . Cela situe l'établissement au-dessus de la moyenne nationale toute discipline confondue (37%).

Après avoir stagné entre 2021 et 2022 à 32%, la part des femmes PR classe exceptionnelle passe à 34 % (national toute discipline confondue: 25%).

Concernant les maitresses de conférences, elles conservent leur prépondérance dans les différents grades. Néanmoins, leur part baisse de 5 points pour la hors classe et progresse de 5 points pour la classe normale.
Notre part de 55% de femmes pour les MCF de CN est supérieure à la moyenne nationale toute discipline confondue (45%).

Relativement à la part des femmes MCF HC, l'établissement est très largement au-dessus de la moyenne nationale toute discipline confondue, 55% à comparer à 45,5%.

Enseignants par groupe de discipline CNU

Groupes de disciplines CNU	Titulaires											
	Déc. 2021					Déc. 2023						
	Prof. des univ. (PR)	Maître de conf. (MCF)	PRAG PRCE	Total Titulaires		Prof. des univ. (PR)	Maître de conf. (MCF)	PRAG PRCE	Total Titulaires	
				Effectif	% Femmes				Effectif	% Femmes
01-Droit et Science Politique	44	72		**116**	**41%**	44	72		**116**	**41%**
02-Sciences éco et de gestion	21	54	24	**99**	**45%**	25	50	25	**100**	**46%**
03-Langues et Littératures	36	77	42	**155**	**70%**	40	81	41	**162**	**69%**
04-Sciences humaines	23	35		**58**	**38%**	22	34		**56**	**39%**
05-Mathématiques et Informatique	1	8	8	**17**	**35%**	2	6	7	**15**	**40%**
12-Groupe interdisciplinaire	5	17	12	**34**	**44%**	8	13	12	**33**	**45%**
Total Titulaires	**130**	**263**	**86**	**479**	**51%**	**141**	**256**	**85**	**482**	**51%**

Groupes de disciplines CNU	Contractuels														
	Déc. 2021							Déc. 2023							
	Prof. assoc	MC assoc	ATER	Lecteur	Prof. contr.	Total Contractuels		Prof. assoc	MC assoc	ATER	Lecteur	Prof. contr.	Total Contractuels	
						Effectif	% Femmes						Effectif	% Femmes
01-Droit et Science Politique	4	14	26			**44**	**39%**	5	17	29			**51**	**35%**
02-Sciences éco et de gestion	8	17	10		2	**37**	**38%**	8	14	13		2	**37**	**38%**
03-Langues et Littératures		1	17	22	1	**41**	**76%**		1	14	24	1	**40**	**73%**
04-Sciences humaines	3		6			**9**	**33%**	3		9			**12**	**33%**
05-Mathématiques et Informatique		2	3			**5**	**40%**		2	2			**4**	**50%**
12-Groupe interdisciplinaire		3	3		1	**7**	**29%**		4	3			**7**	**43%**
Total Contractuels	**15**	**37**	**65**	**22**	**4**	**143**	**48%**	**16**	**38**	**70**	**24**	**3**	**151**	**46%**

Note : les doctorants contractuels n'apparaissent plus dans ce tableau. Ceux recrutés à partir de 2017 sont réglementairement sous contrat sans enseignements.

Source : SIDRH

La répartition entre enseignants titulaires et contractuels diffère d'une discipline à l'autre mais reste largement à l'avantage des titulaires puisqu'ils représentent globalement 76,1%. Ce sont dans les disciplines Sciences humaines et Langues et Littératures qu'ils sont les plus nombreux, 82% pour la première et 80% pour la seconde. Les disciplines Droit/Sciences Politiques et Sciences Eco/Gestion enregistrent des proportions un peu plus basses, respectivement 69% et 73%. Il est à noter néanmoins que, concernant le CNU 01 Droit et science politique, la part des titulaires a fortement baissé : elle était de 73,5% en 2021.

La discipline Langues et Littératures dénombre une part plus importante de femmes que d'hommes que l'on soit titulaire ou contractuel sur la période même si on observe pour les contractuelles une perte de 3 points entre 2021 et 2023.
Les Sciences humaines voient leur part de femmes progresser sur la période (+1 point) pour les titulaires et rester stable pour les contractuelles.
En Droit/Science politique, la part des femmes se stabilise à 41% pour les titulaires mais baissent pour les contractuels passant de 39% à 35%.

Enseignants par discipline CNU en 2023

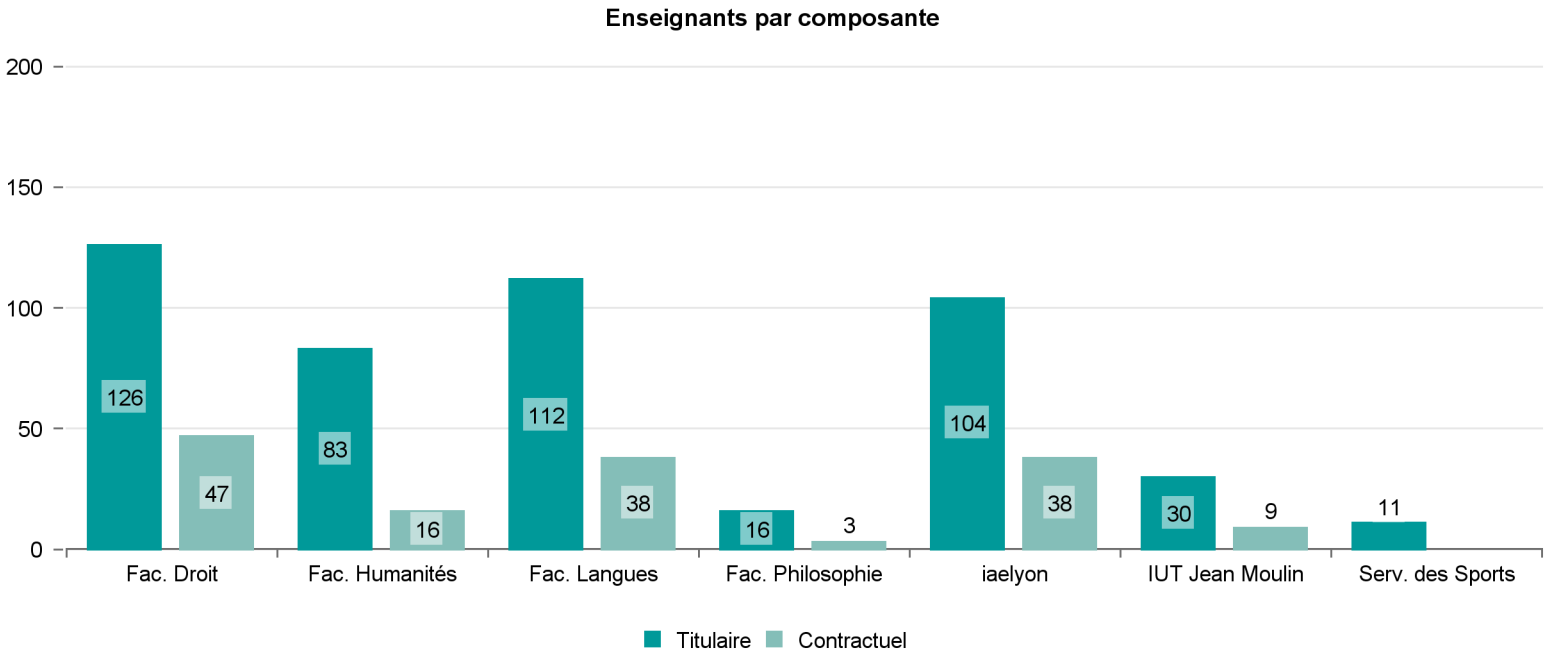
Disciplines CNU	Titulaire					Contractuel							Ensemble		Rappel Déc. 2020	
	Prof. des univ. (PR)	Maître de conf. (MCF)	PRAG PRCE	Total	% femmes	Prof. assoc	MC assoc	ATER	Lecteur	Prof. contr.	Total	% femmes	Total	% femmes	Total	% femmes
01-Droit privé et sciences criminelles	19	40		**59**	**41%**	3	10	13			**26**	**50%**	**85**	**44%**	81	41%
02-Droit public	19	22		**41**	**46%**	2	4	10			**16**	**25%**	**57**	**40%**	55	47%
03-Histoire du droit et des institutions	4	5		**9**	**33%**			2			**2**		**11**	**27%**	11	27%
04-Science politique	2	5		**7**	**14%**		3	4			**7**	**14%**	**14**	**14%**	13	15%
05-Sciences économiques	3	4	7	**14**	**43%**		1	1		1	**3**	**33%**	**17**	**41%**	17	41%
06-Sciences de gestion	22	46	18	**86**	**47%**	8	13	12		1	**34**	**38%**	**120**	**44%**	119	44%
07-Sciences du langage : linguistique et phonétique générales	1	1		**2**	**100%**								**2**	**100%**	2	100%
08-Langues et littératures anciennes	4	6		**10**	**60%**								**10**	**60%**	11	64%
09-Langue et littérature françaises	8	9	6	**23**	**65%**			3		1	**4**	**50%**	**27**	**63%**	27	59%
10-Littératures comparées	2	1		**3**	**100%**								**3**	**100%**	2	100%
11-Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes	9	19	24	**52**	**67%**		1	6	7		**14**	**79%**	**66**	**70%**	63	73%
12-Langues et littératures germaniques et scandinaves	2	3	4	**9**	**89%**								**9**	**89%**	10	90%
13-Langues et littératures slaves	1	5	1	**7**	**86%**			2	4		**6**	**83%**	**13**	**85%**	11	73%
14-Langues et littératures romanes : espagnol, italien, portugais, autres langues romanes	7	16	4	**27**	**74%**			1	2		**3**	**67%**	**30**	**73%**	30	77%
15-Langues et littératures arabes, chinoises, japonaises, hébraïques, d'autres domaines linguistiques	6	21	2	**29**	**59%**			2	11		**13**	**69%**	**42**	**62%**	40	65%
17-Philosophie	7	6		**13**	**31%**			3			**3**	**33%**	**16**	**31%**	16	31%
19-Sociologie, démographie															1	
21-Histoire, civilisation, archéologie et art des mondes anciens et médiévaux	4	7		**11**	**55%**			2			**2**	**50%**	**13**	**54%**	13	54%
22-Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain ; de l'art ; de la musique	4	9		**13**	**31%**			2			**2**	**50%**	**15**	**33%**	14	29%
23-Géographie physique, humaine, économique et régionale	6	9		**15**	**40%**	1		1			**2**	**50%**	**17**	**41%**	18	44%
24-Aménagement de l'espace, urbanisme	1	3		**4**	**50%**	2		1			**3**		**7**	**29%**	5	20%
25-Mathématiques		1	7	**8**	**13%**								**8**	**13%**	8	13%
26-Mathématiques appliquées et applications des mathématiques		1		**1**									**1**		1	
27-Informatique	2	4		**6**	**83%**		2	2			**4**	**50%**	**10**	**70%**	13	54%
71-Sciences de l'information et de la communication	6	12	1	**19**	**63%**		4	3			**7**	**43%**	**26**	**58%**	26	54%
72-Epistémologie, histoire des sciences et des techniques	2	1		**3**	**33%**								**3**	**33%**	3	33%
74-Sciences et techniques des activités physiques et sportives			11	**11**	**18%**								**11**	**18%**	11	18%
99-Divers															1	
Total Enseignants	**141**	**256**	**85**	**482**	**51%**	**16**	**38**	**70**	**24**	**3**	**151**	**46%**	**633**	**50%**	**622**	**50%**

Source : SIDRH

Enseignants par composantes en 2023

Composantes ou services	Titulaires					Contractuels							Ensemble		% UFR
	Prof. des univ. (PR)	Maître de conf. (MCF)	PRAG PRCE	Total	dont femmes	Prof. assoc	MC assoc	ATER	Lecteur	Prof. contr.	Total	dont femmes	Total	dont femmes	
Faculté de Droit	46	73	7	**126**	**52**	7	13	27			**47**	**13**	**173**	**65**	27%
Faculté de Philosophie	9	7		**16**	**5**			3			**3**	**1**	**19**	**6**	3%
Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés	33	47	3	**83**	**43**	3	2	11			**16**	**5**	**99**	**48**	16%
Faculté des Langues	26	65	21	**112**	**80**		2	12	24		**38**	**27**	**150**	**107**	24%
iaelyon School of Management	26	50	28	**104**	**48**	6	14	15		3	**38**	**17**	**142**	**65**	22%
IUT Jean Moulin	1	14	15	**30**	**18**		7	2			**9**	**7**	**39**	**25**	6%
Service Commun des Sports			11	**11**	**2**								**11**	**2**	2%
Total Enseignants	**141**	**256**	**85**	**482**	**248**	**16**	**38**	**70**	**24**	**3**	**151**	**70**	**633**	**318**	**100%**

Source : SIDRH



C'est la faculté de Droit qui regroupe le plus d'enseignants (27%) ; viennent ensuite la faculté des langues avec 24% et l'iae (22%).

Parmi les enseignants-chercheurs (PR +MCF), c'est à la Faculté de Philosophie (100%), à la faculté des Humanités (96%) et à la faculté de Droit (94%) que l'on trouve les ratios les plus élevés. Viennent ensuite la faculté des Langues (81%), puis l'IAE avec 73%. L'IUT avec 14 MCF et 1 PR se singularise des autres composantes puisqu'il comprend autant d'enseignants-chercheurs que d'enseignants du 2d degré.

Enseignants : ancienneté à l'université Jean Moulin en 2023

Ancienneté* en années		Titulaires						Total Titulaires		Total Contractuels	
		Professeur des universités		Maître de conférences		PRAG PRCE					
		Effectif	% femmes	Effectif	% femmes	Effectif	% femmes	Effectif	% femmes	Effectif	% femmes
Moins de 5 ans	Moins d'1 an	1	100%	10	40%	3	100%	14	57%	30	53%
	1 à 4 ans	22	32%	30	63%	16	44%	68	49%	50	58%
	Moins de 5 ans	**23**	**35%**	**40**	**58%**	**19**	**53%**	**82**	**50%**	**80**	**56%**
De 5 à 9 ans	5 à 9 ans	16	44%	45	53%	19	53%	80	51%	51	35%
	De 5 à 9 ans	**16**	**44%**	**45**	**53%**	**19**	**53%**	**80**	**51%**	**51**	**35%**
10 ans et plus	10 à 14 ans	29	55%	36	61%	17	53%	82	57%	14	29%
	15 à 19 ans	14	50%	41	63%	7	57%	62	60%	2	
	20 à 24 ans	17	41%	48	46%	9	44%	74	45%	2	100%
	25 à 29 ans	28	36%	25	52%	5	80%	58	47%	2	50%
	30 ans ou plus	14	50%	21	52%	9	44%	44	50%		
	10 ans et plus	**102**	**46%**	**171**	**55%**	**47**	**53%**	**320**	**52%**	**20**	**35%**
Total		**141**	**44%**	**256**	**55%**	**85**	**53%**	**482**	**51%**	**151**	**46%**
Ancienneté moyenne		**17,0**	**17,0**	**15,6**	**15,1**	**13,5**	**13,3**	**15,67**	**15,3**	**5,14**	**4,5**

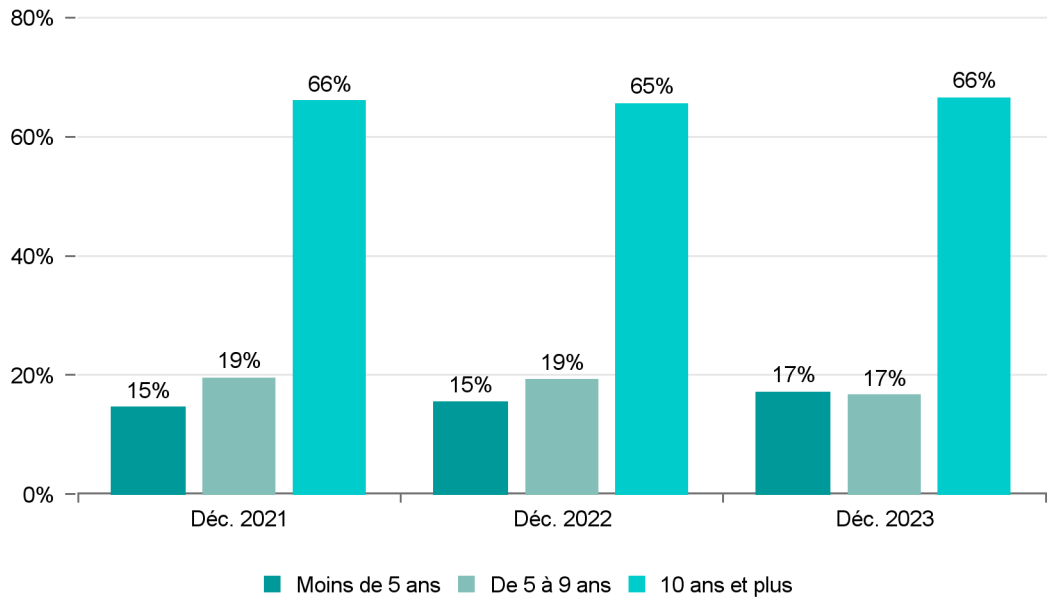
* L'ancienneté est calculée à partir de la date d'entrée à Lyon 3.

Source : SIDRH

66 % des enseignants titulaires sont à Lyon3 depuis plus de 10 ans et parmi eux 52% sont des femmes

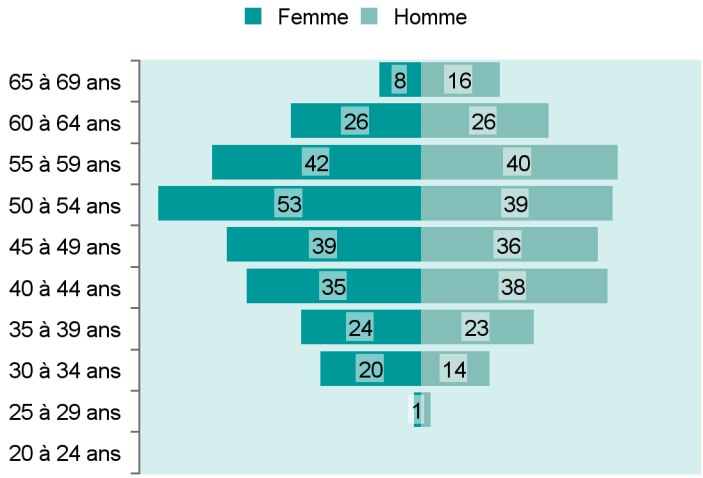
L'ancienneté des enseignants titulaires ne montre pas une évolution marquante entre 2021 et 2023. Sur 3 ans, il est constaté une part des enseignants titulaires avec une ancienneté supérieure à 10 ans se situant entre 65 et 66%. Rappelons que cette part était de 61% en 2017. En moyenne, les enseignants titulaires restent dans l'établissement entre 15 et 16 ans mais plus le corps d'appartenance est élevé plus on reste longtemps que l'on soit un homme ou une femme.
On constate que parmi les PR, 35% des femmes ont une ancienneté inférieure à 5 ans.
Pour les MCF, la répartition par genre dans chaque classe d'ancienneté est comprise entre 40% et 63% avec une moyenne autour de 55%. Les plus forts pourcentages de femmes se situent plutôt sur les classes d'ancienneté se situant entre 1 à 4 ans et entre 10 et 20 ans.
Les enseignantes du second degré quant à elles sont plus présentes dans les classes d'ancienneté supérieures à 5 ans.
Pour les contractuels, l'ancienneté moyenne augmente entre 2022 et 2023, passant de 4,6 ans à 5,1 ans. Les femmes voient également leur ancienneté croitre : de 4,3 à 4,5 ans.

Évolution de l'ancienneté à Lyon 3 des enseignants titulaires

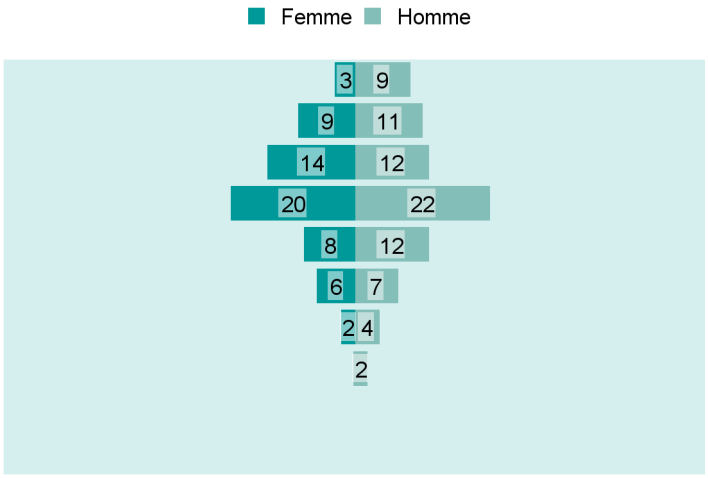


Enseignants par tranche d'âge au 31 décembre et par sexe 2023

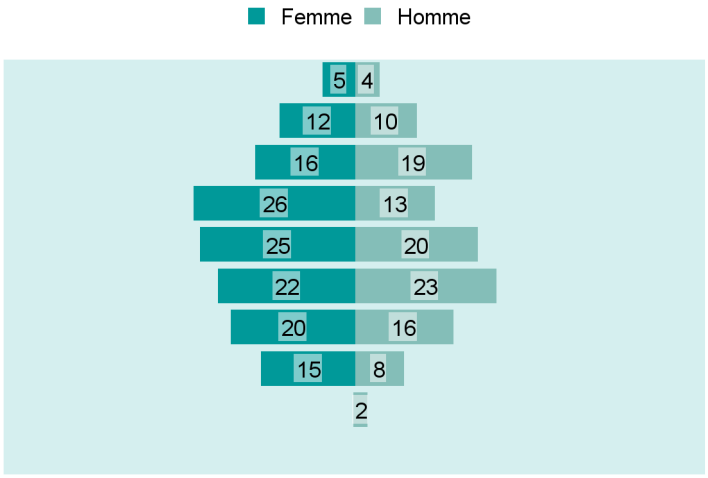
Ensemble des enseignants titulaires



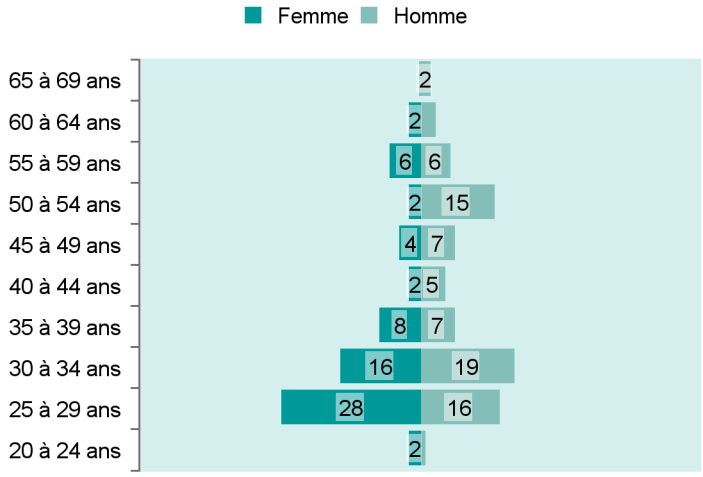
Zoom Professeurs des universités



Zoom Maître de conférences



Ensemble des enseignants contractuels



Tranche d'âge	Titulaire						Total Titulaire		Total Contractuel		Ensemble	
	Prof. des univ. (PR)		Maître de conf. (MCF)		PRAG PRCE							
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes	**Total**	**dont femmes**	**Total**	**dont femmes**	**Total**	**dont femmes**
20 à 24									**3**	**2**	**3**	**2**
25 à 29			2		1	1	**3**	**1**	**44**	**28**	**47**	**29**
30 à 34	2		23	15	9	5	**34**	**20**	**35**	**16**	**69**	**36**
35 à 39	6	2	36	20	5	2	**47**	**24**	**15**	**8**	**62**	**32**
40 à 44	13	6	45	22	15	7	**73**	**35**	**7**	**2**	**80**	**37**
45 à 49	20	8	45	25	10	6	**75**	**39**	**11**	**4**	**86**	**43**
50 à 54	42	20	39	26	11	7	**92**	**53**	**17**	**2**	**109**	**55**
55 à 59	26	14	35	16	21	12	**82**	**42**	**12**	**6**	**94**	**48**
60 à 64	20	9	22	12	10	5	**52**	**26**	**5**	**2**	**57**	**28**
65 à 69	12	3	9	5	3		**24**	**8**	**2**		**26**	**8**
Total	**141**	**62**	**256**	**141**	**85**	**45**	**482**	**248**	**151**	**70**	**633**	**318**
Effectif 64+	14	4	14	9	6		34	13	5	2	39	15
Age moyen	53,0	53,1	47,4	47,5	49,4	49,1	49,4	49,2	38,3	35,3	46,7	46,1
Age médian	53,0	53,0	47,0	47,0	50,0	51,0	50,0	50,5	33,0	30,5	48,0	47,0

Les pyramides des âges permettent d'évaluer les départs à la retraite prévisibles dans les 5 prochaines années. Elles montrent la nécessité d'anticiper le renouvellement des enseignants chercheurs et permettent de piloter la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Source : SIDRH

39 enseignants dont 34 titulaires ont au moins 64 ans fin 2023 parmi lesquels figurent 15 femmes. Sur cette tranche d'âge de 64 ans et +, on comptabilise 28 enseignants chercheurs (PR+MCF) dont 13 femmes.
Ce constat permet d'anticiper les évolutions à prévoir notamment en termes de départ à la retraite au cours des prochaines années.

Zoom sur les enseignants de 55 ans et plus au 31 décembre 2023

	Âgés de 55 ans et plus												Total 60 et +		Total 64 et +		Rappel effectif enseignants
	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66 et +	Effectif	%	Effectif	%	
Titulaires	18	17	21	17	9	14	8	8	12	10	10	14	**76**	16%	**34**	7%	**482**
Contractuels	3	1	3	3	2			1	1	3	2		**7**	5%	**5**	3%	**151**
Total Enseignants	**21**	**18**	**24**	**20**	**11**	**14**	**8**	**9**	**13**	**13**	**12**	**14**	**83**	**13%**	**39**	**6%**	**633**

Zoom sur les enseignants chercheurs (professeurs des universités et maîtres de conférences) par groupe de disciplines CNU

01-Droit et Science Politique	5	4	1	3	1	2	3		2	1	1	2	**11**	9%	**4**	3%	**116**
02-Sciences éco et de gestion		2	8	4	2		1		3	1	2	5	**12**	16%	**8**	11%	**75**
03-Langues et Littératures	5	3	5	6	3	4	2	4	1	3	4	3	**21**	17%	**10**	8%	**121**
04-Sciences humaines	3	2	1			4		1	3	1	1	2	**12**	21%	**4**	7%	**56**
05-Mathématiques et Informatique		2				1	1						**2**	25%			**8**
12-Groupe interdisciplinaire	1					1		2		1		1	**5**	24%	**2**	10%	**21**
Tous groupes de disciplines	**14**	**13**	**15**	**13**	**6**	**12**	**7**	**7**	**9**	**7**	**8**	**13**	**63**	**16%**	**28**	**7%**	**397**

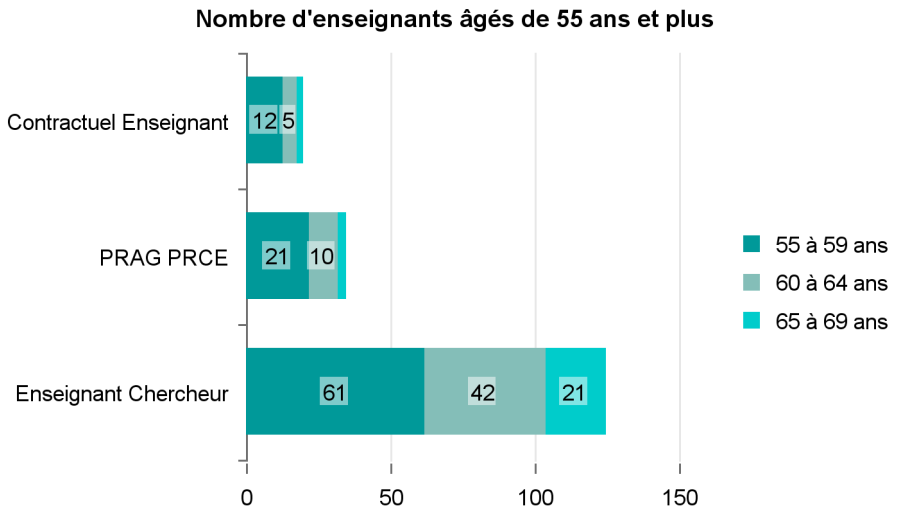
Source : SIDRH

Au 31/12/2023, on constate que 16% des enseignants titulaires ont plus de 60 ans (soit 76 d'entre eux), 5% pour les contractuels (soit 7 d'entre eux).

Les plus de 64 ans sont au nombre de 34 chez les titulaires dont 28 sont PR ou MCF. C'est parmi cette classe d'âge que peuvent se prévoir les futurs départs en retraite même si l'on sait que les enseignants titulaires ont tendance à partir au-delà de cet âge. Au niveau national*, l'âge moyen de départ se situe à 64,2 ans pour les PRAG, 64,8 ans pour les PRCE, 65,9 ans pour un MCF et 66,9 ans pour un PR. Les femmes ont néanmoins tendance à partir plus tôt (en moyenne 1 an en moins pour les PR et MCF).

L'approche par groupe de disciplines CNU, montre que les départs prévisibles des PR et MCF concerneraient les disciplines Langues et Littératures et les Sciences économiques et de gestion puisque, pour ces 2 disciplines, 18 d'entre eux appartiennent à la classe d'âge 64 ans et plus, avec une attention particulière pour la discipline "Langues et Littératures" puisqu'elle est constituée majoritairement de femmes.

* cf. note flash du SIES "les départs en retraite des titulaires de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2022" parue en juin 2023.



13% des enseignants ont 60 ans ou plus fin 2023 avec une proportion supérieure pour les enseignants chercheurs, 16%

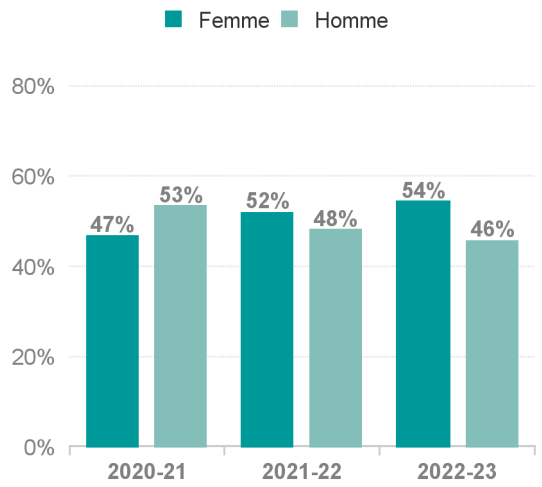
Enseignants : nombre de demandes d'autorisation d'exercice d'une activité accessoire

	Année universitaire 2020-21					Année universitaire 2021-22					Année universitaire 2022-23				
	PR	MCF	PRAG / PRCE	Ens. Contractuels	**Total**	PR	MCF	PRAG / PRCE	Ens. Contractuels	**Total**	PR	MCF	PRAG / PRCE	Ens. Contractuels	**Total**
Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif	7	15	1		**23**		5	1		**6**	4	16	3	2	**25**
Enseignement et formation	54	106	16	69	**245**	68	118	18	84	**288**	54	114	14	84	**266**
Expertise et consultation	2			1	**3**	6	8	1	1	**16**	13	10	3	2	**28**
Autres	4	4	3	5	**16**	3	5	3	1	**12**	1	3		4	**8**
Total	**67**	**125**	**20**	**75**	**287**	**77**	**136**	**23**	**86**	**322**	**72**	**143**	**20**	**92**	**327**

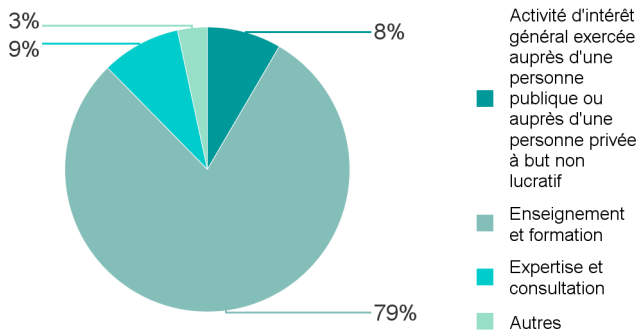
Note : ne figurent pas ici les demandes refusées. En effet, les demandes sont quasiment toutes acceptées, les agents se conformant à la réglementation en amont de la demande. Un agent peut faire plusieurs demandes dans l'année.

Source : DRHRS

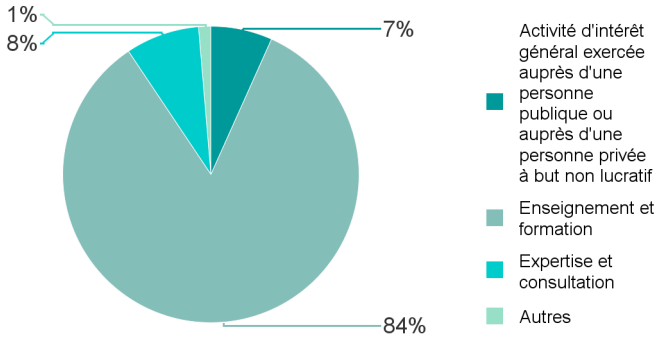
Nombre de demandes par sexe



Types d'activité accessoire exercée par les femmes en 2022-23



Types d'activité accessoire exercée par les hommes en 2022-23



327 personnels enseignants ont fait une demande d'autorisation afin d'exercer une activité accessoire. Ce chiffre est stable depuis 2 ans. Il était moindre en 2020/21 : 287 enseignants avaient fait cette démarche.
Plus de 50% de ces demandes sont faites par des femmes depuis 2 ans.
Enfin, ces autorisations concernent principalement des activités d'enseignement et de formation puisqu'en moyenne, 8 sur 10 relèvent de ce domaine.

Professeurs invités par origine : historique

CONTINENT	PAYS D'ORIGINE	2019	2020	2021	2022	2023	Cumul sur 5 ans
EUROPE	ALLEMAGNE	4	3	4	2	3	16
	AUTRICHE					1	1
	BELGIQUE	1				1	2
	DANEMARK					1	1
	ESPAGNE	2	2	2	2	2	10
	FRANCE	3	2	5	5	5	20
	GRECE	1	1	1		1	4
	HONGRIE					1	1
	ITALIE	3	4	4	4	5	20
	PAYS-BAS	1		1	1	1	4
	ROYAUME-UNI	2	3	3	4	2	14
	SERBIE	1					1
	TCHEQUE (REPUBLIQUE)	1	1	1	1		4
	EUROPE	**19**	**16**	**21**	**19**	**23**	**98**
AFRIQUE	ALGERIE	1	1	1	2	2	7
	BENIN				1	1	2
	CAMEROUN		1	1	1	1	4
	MAROC	4	1		3	2	10
	NIGER	1	1				2
	SENEGAL		1		1		2
	TUNISIE	2	2			2	6
	AFRIQUE	**8**	**7**	**2**	**8**	**8**	**33**
AMÉRIQUE	ARGENTINE	1					1
	BRESIL					1	1
	CANADA	2	1		2	1	6
	CHILI	1					1
	ETATS-UNIS	5	4	4	4	4	21
	AMÉRIQUE	**9**	**5**	**4**	**6**	**6**	**30**
ASIE	CHINE	1	1	1			3
	ISRAEL					1	1
	JAPON		1	1		1	3
	TURQUIE			1	1		2
	ASIE	**1**	**2**	**3**	**1**	**2**	**9**
	TOTAL	**37**	**30**	**30**	**34**	**39**	**170**

Source : KA-KX

Pour donner une image pertinente de l'origine des professeurs invités, les pourcentages portés sur le graphique sont calculés en cumulant les effectifs sur 5 ans.

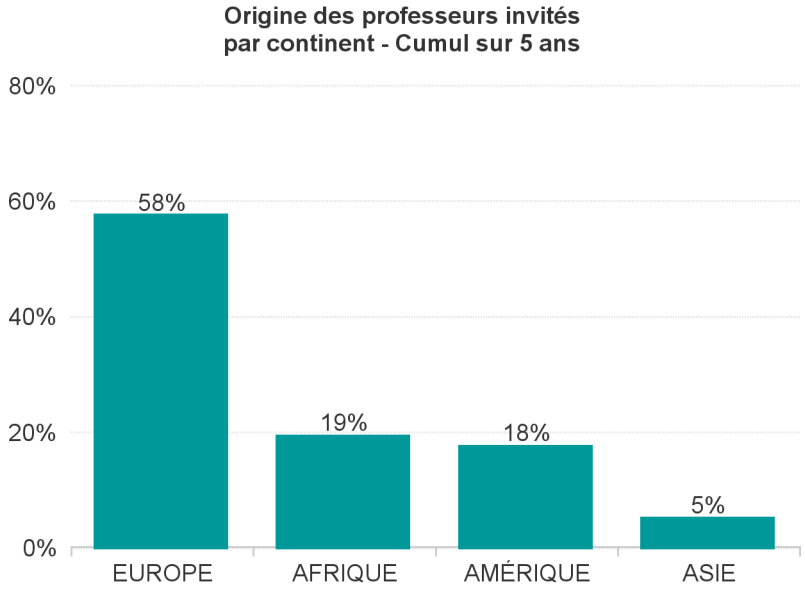
Méthode :
Sont comptabilisés les professeurs invités rémunérés. Chaque invité compte pour 1 par année, indépendamment de la durée.
L'année correspond à l'année civile de rémunération.

L'origine des professeurs invités correspond à leur nationalité.

En moyenne 34 professeurs invités accueillis chaque année depuis 5 ans

170 professeurs ont été invités ces 5 dernières années au sein de l'établissement et ils proviennent pour plus de la moitié d'entre eux de la zone Europe.

La crise sanitaire et les restrictions mises en place concernant les déplacements inter pays ont fortement impacté cette population en 2020 et 2021. Une reprise progressive est constatée les années suivantes.



Source : KA-KX

Vacataires d'enseignement : historique (année universitaire)

Type de vacataires		2020	2021	2022
Agents temporaires vacataires	AGENT TEMPORAIRE VACATAIRE ETUDIANT	95	100	107
	AGENT TEMPORAIRE VACATAIRE RETRAITE	17	20	25
	Total Agents temporaires vacataires	**112**	**120**	**132**
Chargés d'enseignement vacataires (CEV)	AGENT DE L'ETAT AUXILIAIRE NON-ENSEIGNANT	56	77	77
	AGENT DE L'ETAT FONCTIONNAIRE TITULAIRE NON-ENSEIG	153	209	217
	ENSEIGNANT CONTRACTUEL ETABLISSEMENT PRIVE	92	5	
	ENSEIGNANT ETABLISSEMENT PUBLIC HORS SUPERIEUR	156	2	
	ENSEIGNANT FONCTIONNAIRE EN ETABLISSEMENT PRIVE	37		
	ENSEIGNANT HORS LYON III ETABLISSEMENT SUPERIEUR	105	225	228
	ENSEIGNANT LYON III TITULAIRE	2		
	SALARIE NON ENSEIGNANT SECTEUR PRIVE	544	629	640
	TRAVAILLEUR INDEPENDANT	594	609	635
	Total Chargés d'enseignement vacataires (CEV)	**1 739**	**1 756**	**1 797**
Chargés d'enseignement vacataires occasionnels (moins de 10 heures)	AGENT DE L'ETAT AUXILIAIRE NON-ENSEIGNANT	24	22	21
	AGENT DE L'ETAT FONCTIONNAIRE TITULAIRE NON-ENSEIG	45	67	67
	ENSEIGNANT CONTRACTUEL ETABLISSEMENT PRIVE	2		
	ENSEIGNANT ETABLISSEMENT PUBLIC HORS SUPERIEUR	18		
	ENSEIGNANT HORS LYON III ETABLISSEMENT SUPERIEUR	24	31	28
	SALARIE NON ENSEIGNANT SECTEUR PRIVE	94	101	106
	TRAVAILLEUR INDEPENDANT	95	89	118
	AGENT TEMPORAIRE VACATAIRE ETUDIANT	10	8	8
	AGENT TEMPORAIRE VACATAIRE RETRAITE	4	6	4
	Total Chargés d'enseignement vacataires occasionnels (moins de 10 heures)	**316**	**324**	**352**
	TOTAL	**2 167**	**2 200**	**2 281**

Source : GHC

Note méthodologique : L'année correspond à l'année universitaire de réalisation des heures et on comptabilise les vacataires d'enseignement habilités et qui ont effectué des heures.

Près de 2 300 vacataires d'enseignement employés en 2022/2023, chiffre en augmentation sur la période

Thème 1

b. Le personnel BIATS

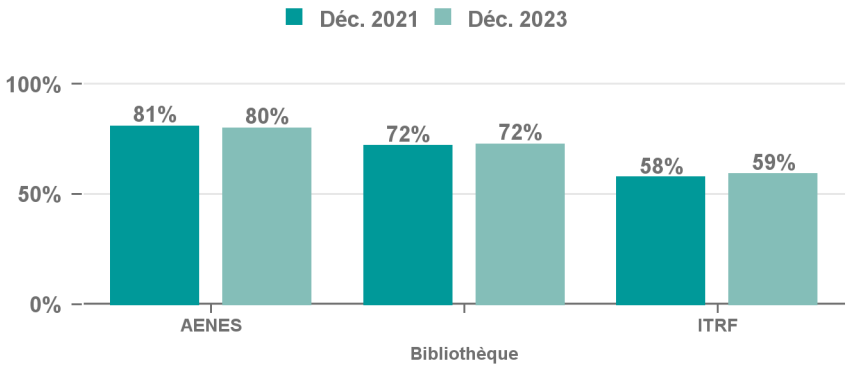
BIATS par statut, filière et catégorie : historique

Statut	Filière	Catégorie	Déc. 2021		Déc. 2023		Nombre d'ETP Déc. 2021	Nombre d'ETP Déc. 2023
			Total	Femmes	Total	Femmes		
Titulaire	AENES	Cat. A	26	15	26	15	25,3	25,8
		Cat. B	26	23	27	24	25,1	25,4
		Cat. C	41	37	36	32	38,7	34,0
		Total AENES	**93**	**75**	**89**	**71**	**89,1**	**85,2**
	Bibliothèque	Cat. A	14	12	17	13	13,6	16,6
		Cat. B	16	11	16	11	15,1	15,0
		Cat. C	16	10	14	10	14,9	13,1
		Total Bibliothèque	**46**	**33**	**47**	**34**	**43,6**	**44,7**
	ITRF	Cat. A	104	61	117	69	99,4	113,1
		Cat. B	87	54	83	52	83,2	80,0
		Cat. C	80	41	80	44	76,7	77,5
		Total ITRF	**271**	**156**	**280**	**165**	**259,3**	**270,6**
		Total Titulaire	**410**	**264**	**416**	**270**	**392**	**400,5**
Contractuel	**Catégorie A**		95	68	91	60	91,4	87,6
	Catégorie B		62	41	81	49	60,5	78,6
	Catégorie C		133	85	130	89	128,0	123,9
	CDI		92	59	69	45	87,9	64,6
	CDD		198	135	233	153	192,0	225,5
		Total Contractuel	**290**	**194**	**302**	**198**	**279,9**	**290,1**
Nombre de CDD transformés en CDI			*3*	*2*	*4*	*3*	*3*	*3,3*
Total BIATS			**700**	**458**	**718**	**468**	**671,9**	**690,6**

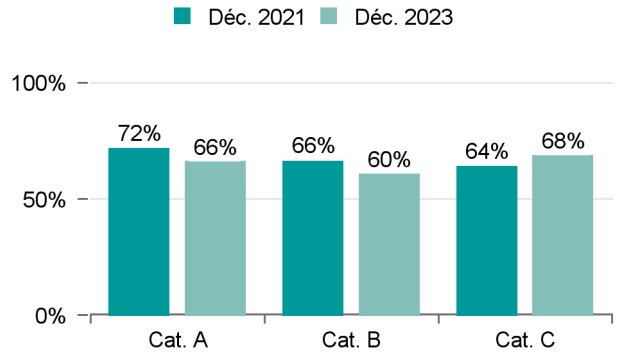
Note : tous les tableaux sur les personnels BIATS portent sur les personnels en activité.

Source : SIDRH

BIATS titulaires : évolution de la proportion des femmes



Contractuels : évolution de la proportion des femmes



En 2023, l'établissement dispose de 718 BIATS dont 57,6% sont titulaires, cette part ayant tendance à diminuer d'un point par an sur la période 2021 à 2023. La part des femmes s'établit à 65,2% en 2023 contre 65,4% en 2021.

Parmi les titulaires, les effectifs gagnent 6 unités au global sur la période, cette évolution bénéficiant aux personnels ITRF au détriment des personnels AENES. Par conséquent, la part des personnels AENES perd encore 1 point par rapport à 2022 (23% en 2021, 22% en 2022, 21% en 2023); quant à celle des ITRF elle passe de 66% en 2021 à 67,3% en 2023. Le poids des AENES est légèrement supérieur aux établissements de la typologie Droit-Eco (19%) mais très en deçà de la moyenne nationale (15%). Concernant les ITRF, ils restent en dessous de la moyenne nationale (76%) mais sur représentés en référence aux établissements de la typologie Droit Economie (63%).

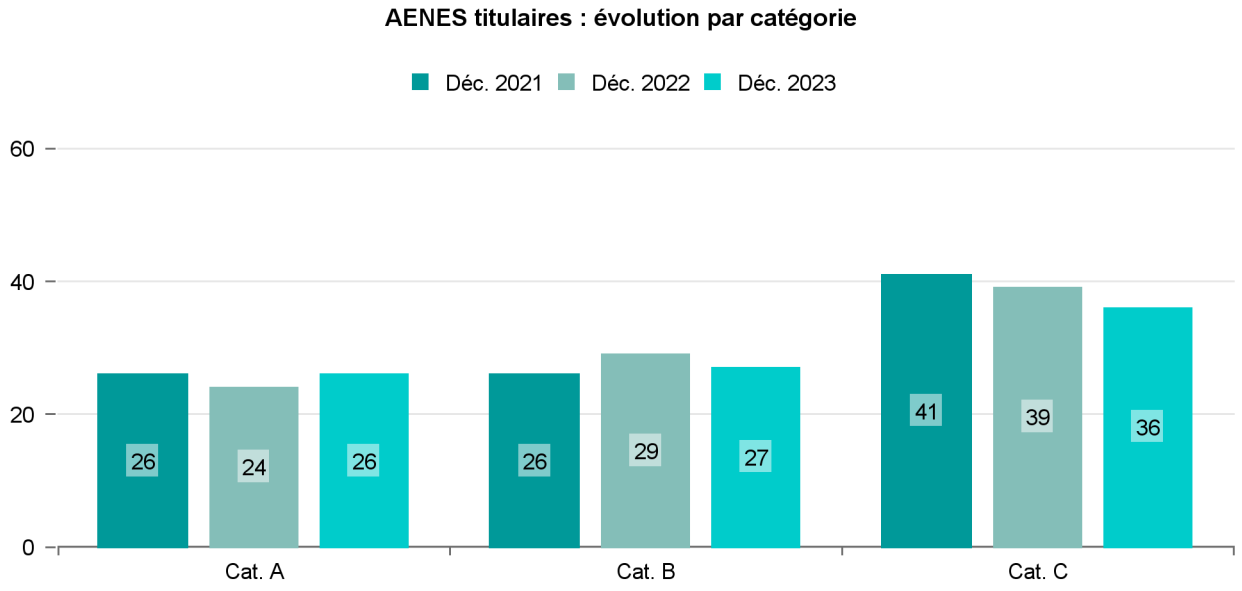
La part des catégories A titulaires, 35% en 2021 et 38% en 2023, est supérieure aux établissements relevant de la même typologie que Lyon 3, 34%. A l'inverse, les catégories C qui représentant plus de 36% dans les établissements de notre typologie, ne rassemblent que 31% de nos effectifs. En 3 ans les personnels de catégorie C ont perdu 2 points de % dans notre établissement.

Sur la période, la part des femmes dans les personnels BIATS titulaires reste stable à 65%. On notera que les femmes titulaires sont fortement représentées dans la catégorie C notamment chez les AENES (88% en 2023) et Bibliothèques (71% en 2023). Elles représentent la moitié des effectifs de la catégorie C pour la filière ITRF sans véritable évolution sur la période observée.

Le nombre de contractuels s'établit à 302 pour l'année 2023 (+12 en 3 ans) et représente 290 ETP. La proportion de personnel de catégorie C est de 43% en 2023 contre 46% en 2021. Tout comme chez les titulaires les personnels de catégorie C voient donc leur part diminuer. En moyenne, plus des 2 tiers des effectifs contractuels sont des femmes.

Filière et Cat.	Grade	Déc. 2021		Déc. 2022		Déc. 2023		Nombre d'ETP Déc. 2021	Nombre d'ETP Déc. 2022	Nombre d'ETP Déc. 2023
		Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes			
TOTAL BIATS (titulaires et contractuels)		**700**	**458**	**703**	**459**	**718**	**468**	**671,9**	**675,8**	**690,6**
BIATS TITULAIRES		**410**	**264**	**412**	**264**	**416**	**270**	**392**	**394,6**	**400,5**
Dont filière AENES - Titulaires		**93**	**75**	**92**	**75**	**89**	**71**	**89,1**	**88,2**	**85,2**
AENES Catégorie A	Encadrement supérieur	4	3	4	2	4	2	4	4,0	4,0
	Attaché	21	11	19	11	22	13	20,8	19,0	21,8
	Personnel médico-social	1	1	1	1			0,5	0,5	
	Total AENES Catégorie A	**26**	**15**	**24**	**14**	**26**	**15**	**25,3**	**23,5**	**25,8**
AENES Catégorie B	Secrétaire administratif	26	23	29	25	27	24	25,1	28,1	25,4
	Total AENES Catégorie B	**26**	**23**	**29**	**25**	**27**	**24**	**25,1**	**28,1**	**25,4**
AENES Catégorie C	Adjoint administratif	41	37	39	36	36	32	38,7	36,6	34,0
	Total AENES Catégorie C	**41**	**37**	**39**	**36**	**36**	**32**	**38,7**	**36,6**	**34**

Source : SIDRH



89 titulaires pour la filière AENES, dont 72 femmes représentant 85,2 Equivalents Temps Plein en 2023

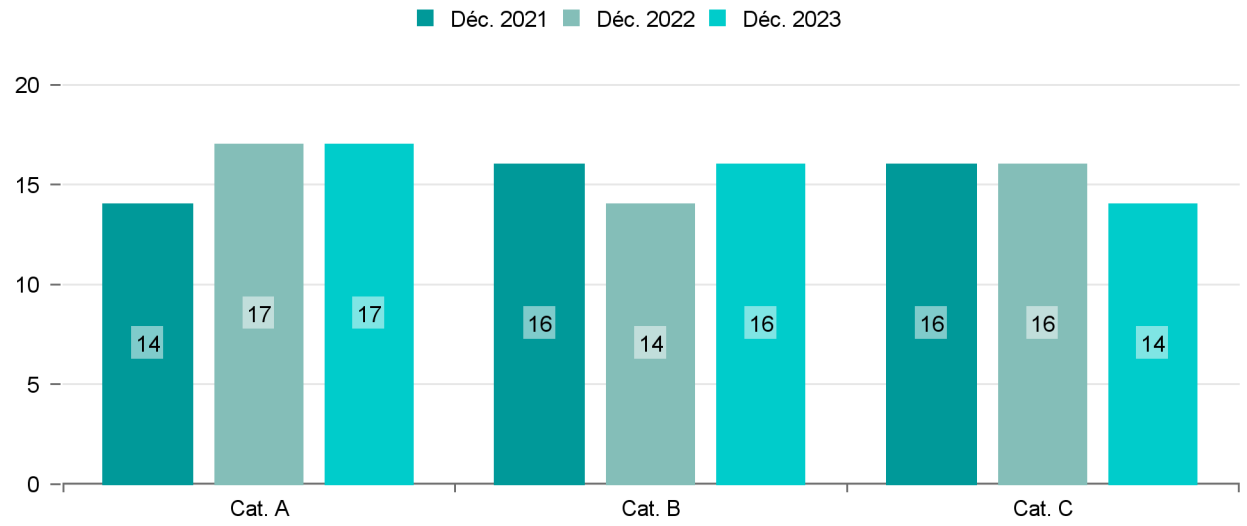
Sur les 3 ans, le nombre de personnels AENES titulaires diminue et c'est principalement en catégorie C que les effectifs fondent.

Zoom sur la filière BIBLIOTHEQUE : historique pour les titulaires

Filière et Cat.	Grade	Déc. 2021		Déc. 2022		Déc. 2023		Nombre d'ETP Déc. 2021	Nombre d'ETP Déc. 2022	Nombre d'ETP Déc. 2023
		Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes			
TOTAL BIATS (titulaires et contractuels)		**700**	**458**	**703**	**459**	**718**	**468**	**671,9**	**675,8**	**690,6**
BIATS TITULAIRES		**410**	**264**	**412**	**264**	**416**	**270**	**392**	**394,6**	**400,5**
Dont filière Bibliothèque - Titulaires		**46**	**33**	**47**	**33**	**47**	**34**	**43,6**	**44,1**	**44,7**
Bibliothèque Catégorie A	Conservateur	7	6	9	7	9	7	6,8	8,6	8,8
	Bibliothécaire	7	6	8	6	8	6	6,8	7,8	7,8
	Total Bibliothèque Catégorie A	**14**	**12**	**17**	**13**	**17**	**13**	**13,6**	**16,4**	**16,6**
Bibliothèque Catégorie B	Assistant bibliothèques	16	11	14	10	16	11	15,1	13,1	15,0
	Total Bibliothèque Catégorie B	**16**	**11**	**14**	**10**	**16**	**11**	**15,1**	**13,1**	**15**
Bibliothèque Catégorie C	Magasinier	16	10	16	10	14	10	14,9	14,6	13,1
	Total Bibliothèque Catégorie C	**16**	**10**	**16**	**10**	**14**	**10**	**14,9**	**14,6**	**13,1**

Source : SIDRH

BIBLIOTHEQUE titulaires : évolution par catégorie

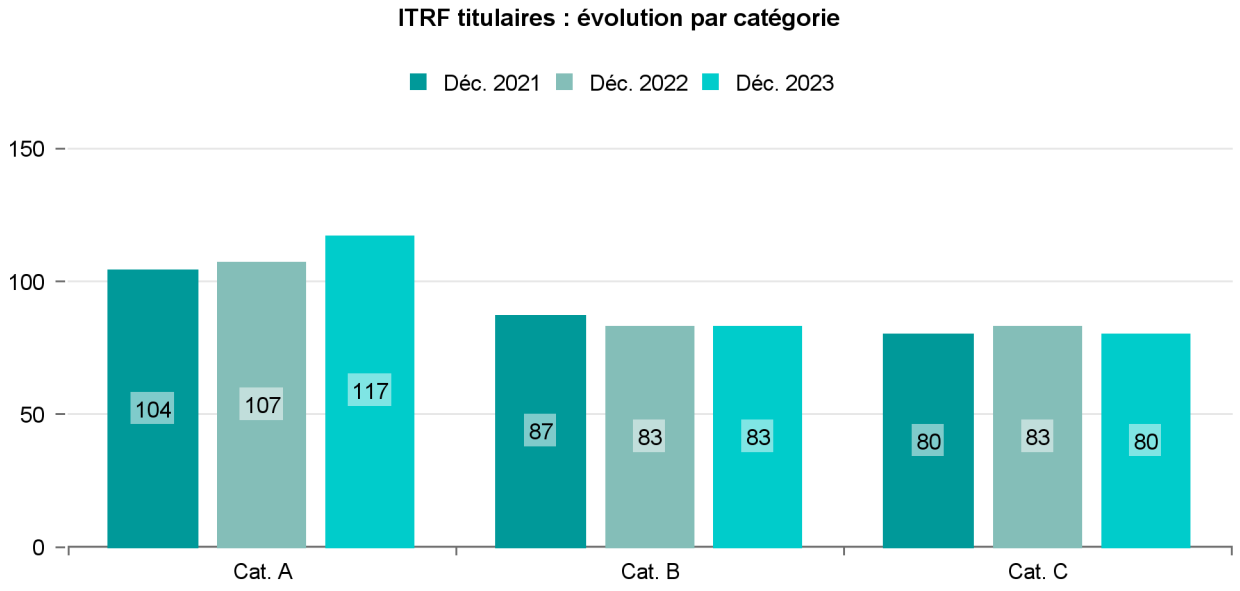


47 titulaires pour la filière BIBLIOTHEQUE, dont 34 femmes représentant 44,7 Equivalents Temps Plein en 2023

Globalement, les effectifs n'évoluent pas sur les 3 ans avec une baisse des effectifs en catégorie C, des personnels de catégorie B stables et une hausse des personnels en catégorie A. Les personnels travaillant en Bibliothèque sont très majoritairement des femmes (72%).

Filière et Cat.	Grade	Déc. 2021		Déc. 2022		Déc. 2023		Nombre d'ETP Déc. 2021	Nombre d'ETP Déc. 2022	Nombre d'ETP Déc. 2023
		Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes			
TOTAL BIATS (titulaires et contractuels)		**700**	**458**	**703**	**459**	**718**	**468**	**671,9**	**675,8**	**690,6**
BIATS TITULAIRES		**410**	**264**	**412**	**264**	**416**	**270**	**392**	**394,6**	**400,5**
Dont filière ITRF - Titulaires		**271**	**156**	**273**	**156**	**280**	**165**	**259,3**	**262,3**	**270,6**
ITRF Catégorie A	Ingénieur de recherche	13	10	13	10	14	11	12,8	12,8	13,8
	Ingénieur d'études	69	38	69	37	73	39	65,5	65,5	70,1
	Assistant ingénieur	22	13	25	15	30	19	21,1	24,2	29,2
	Total ITRF Catégorie A	**104**	**61**	**107**	**62**	**117**	**69**	**99,4**	**102,5**	**113,1**
ITRF Catégorie B	Technicien (ITRF)	87	54	83	50	83	52	83,2	79,4	80,0
	Total ITRF Catégorie B	**87**	**54**	**83**	**50**	**83**	**52**	**83,2**	**79,4**	**80**
ITRF Catégorie C	Adjoint technique (ITRF)	80	41	83	44	80	44	76,7	80,4	77,5
	Total ITRF Catégorie C	**80**	**41**	**83**	**44**	**80**	**44**	**76,7**	**80,4**	**77,5**

Source : SIDRH



280 titulaires pour la filière ITRF, dont 165 femmes représentant 270,6 Equivalents Temps Plein en 2023

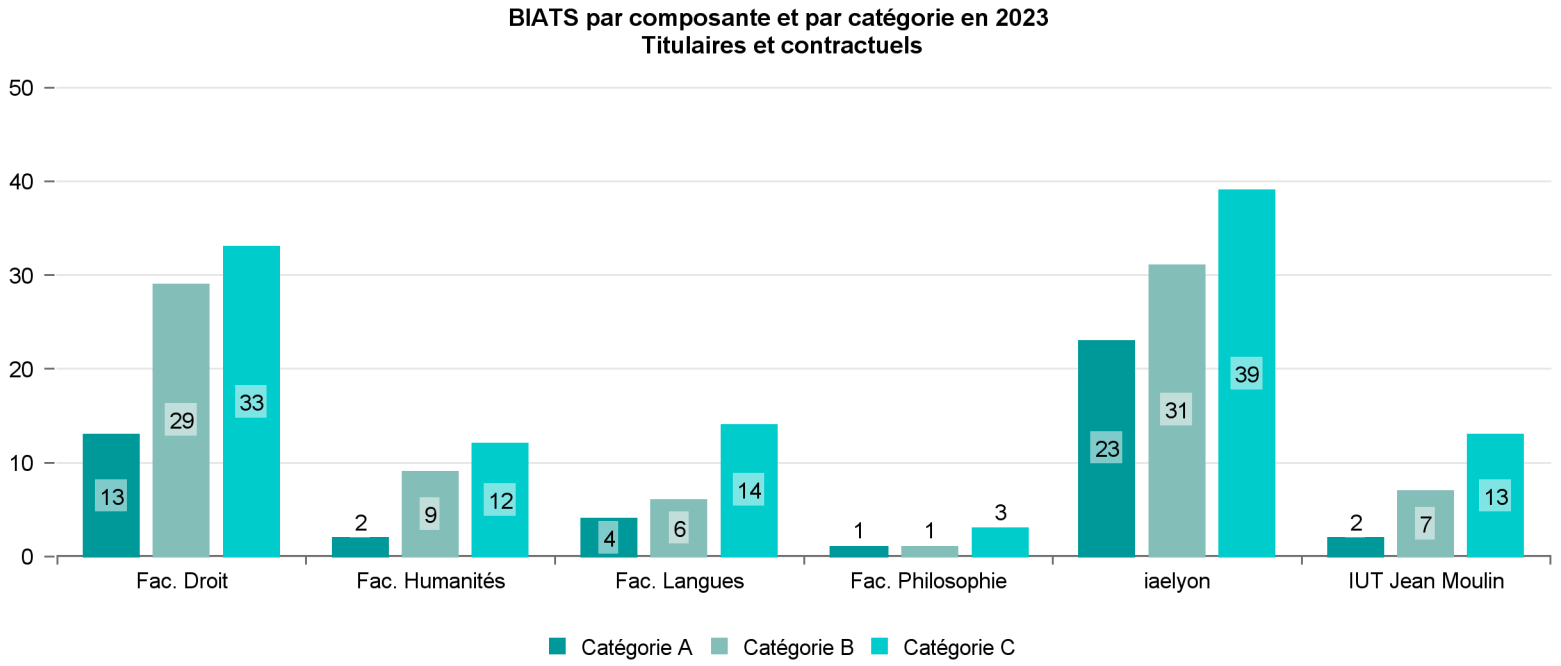
Après une stabilisation des effectifs en 2021 et 2022, la population ITRF a gagné 9 personnels en 2023 ; la présence féminine est moins présente que dans les autres types de personnels (59%) même si elle a tendance à augmenter sur la période.

Le personnel BIATS dans les composantes en 2023

Composantes ou services	Titulaires					Contractuels					Ensemble					
	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	en ETP	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	en ETP	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Total	En ETP	% titulaire
Faculté de Droit	6	16	15	**37**	**35,7**	7	13	18	**38**	**35,3**	13	29	33	**75**	**71,0**	**49%**
Faculté de Philosophie	1		3	**4**	**3,4**		1		**1**	**1,0**	1	1	3	**5**	**4,4**	**80%**
Faculté des Humanités, Lettres et Sociétés	2	6	2	**10**	**9,8**		3	10	**13**	**12,7**	2	9	12	**23**	**22,5**	**43%**
Faculté des Langues	2	4	6	**12**	**11,6**	2	2	8	**12**	**12,0**	4	6	14	**24**	**23,6**	**50%**
iaelyon School of Management	11	16	14	**41**	**40,2**	12	15	25	**52**	**49,2**	23	31	39	**93**	**89,4**	**44%**
IUT Jean Moulin	1	6	5	**12**	**11,3**	1	1	8	**10**	**9,8**	2	7	13	**22**	**21,1**	**55%**
Total BIATS	**23**	**48**	**45**	**116**	**112,0**	**22**	**35**	**69**	**126**	**120,0**	**45**	**83**	**114**	**242**	**232,0**	**48%**

La Présidence est désignée sous "Université Jean Moulin Lyon 3"

Source : SIDRH



248 BIATS dans les composantes dont 48% sont titulaires

Au sein de l'établissement, on dénombre 248 agents administratifs affectés dans les composantes soit 1/3 de la population BIATS.

Parmi cet effectif, 48% sont des agents titulaires. Les 116 titulaires se répartissent pour 19,8% en catégorie A, 41,3% en catégorie B et 38,7% en catégorie C.

La composante "Philosophie" n'emploie quasiment que des titulaires alors que, dans les autres, les titulaires et contractuels sont à part quasi égale. Seule l'iaelyon montre une différence avec 56% de contractuels.

Statut	Ancienneté * en années	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Ensemble	
		Effectif	dont femmes	Effectif	dont femmes	Effectif	dont femmes	Effectif	dont femmes
Titulaire	Moins d'1 an	4	*4*	4	*4*	4	*4*	**12**	*12*
	1 à 4 ans	27	*19*	12	*10*	12	*7*	**51**	*36*
	5 à 9 ans	21	*10*	19	*11*	29	*22*	**69**	*43*
	10 à 14 ans	39	*25*	27	*20*	18	*10*	**84**	*55*
	15 à 19 ans	21	*12*	29	*18*	33	*19*	**83**	*49*
	20 à 24 ans	25	*13*	16	*10*	10	*7*	**51**	*30*
	25 à 29 ans	11	*6*	9	*6*	10	*5*	**30**	*17*
	30 ans ou plus	12	*8*	10	*8*	14	*12*	**36**	*28*
Total Titulaire		**160**	**97**	**126**	**87**	**130**	**86**	**416**	**270**
Contractuel	Moins d'1 an	22	*10*	25	*16*	34	*18*	**81**	*44*
	1 à 4 ans	30	*22*	34	*23*	59	*46*	**123**	*91*
	5 à 9 ans	21	*15*	11	*5*	23	*17*	**55**	*37*
	10 à 14 ans	11	*10*	7	*3*	12	*6*	**30**	*19*
	15 à 19 ans	2	*1*	1		1	*1*	**4**	*2*
	20 à 24 ans	3	*1*	1		1	*1*	**5**	*2*
	25 à 29 ans	1	*1*	1	*1*			**2**	*2*
	30 ans ou plus	1		1	*1*			**2**	*1*
Total Contractuel		**91**	**60**	**81**	**49**	**130**	**89**	**302**	**198**
Ensemble		**251**	**157**	**207**	**136**	**260**	**175**	**718**	**468**

Source : SIDRH

Ancienneté moyenne des BIATS	Déc. 2021		Déc. 2022		Déc. 2023	
	Total	Femmes	Total	Femmes	Total	Femmes
BIATS Titulaire	14,8	**14,9**	15,0	**15,1**	15,2	**14,9**
BIATS Contractuel	4,7	**4,4**	4,5	**4,3**	4,6	**4,5**
Ancienneté moyenne	**10,6**	**10,5**	**10,7**	**10,5**	**10,7**	**10,5**

Source : SIDRH

L'ancienneté moyenne continue d'augmenter

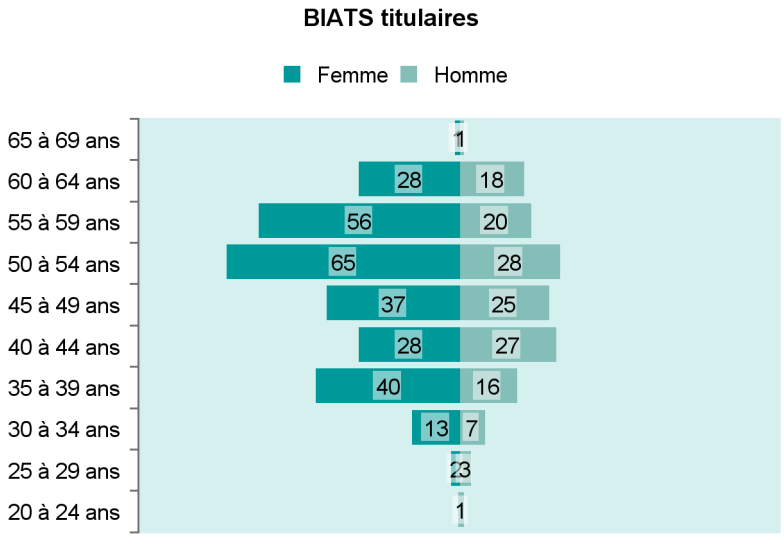
Fin 2023, l'ancienneté moyenne à l'université est de 15 ans pour les personnels titulaires et progresse sur la période, passant de 14,8 ans à 15,2 ans.
Elle reste inférieure à 5 ans pour les contractuels.

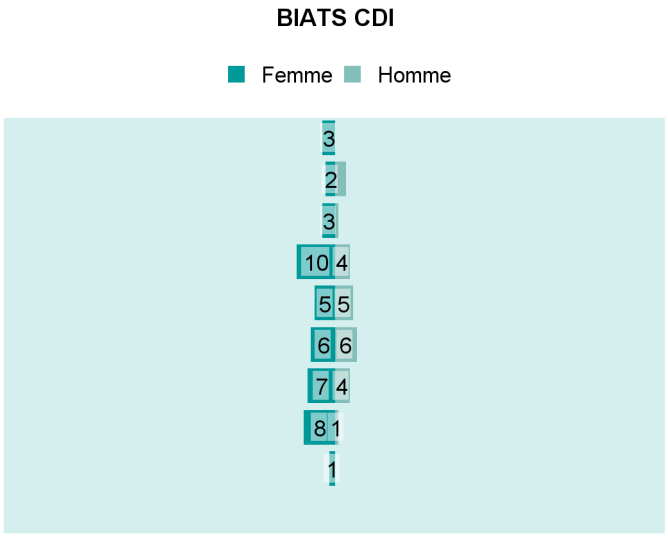
Parmi les titulaires, la répartition par durée d'ancienneté montre que 68,3% d'entre eux reste plus de 10 ans dans l'établissement. Mais on note une différence par sexe dans cette classe d'ancienneté : les femmes titulaires sont 66% alors que les hommes, 72%.

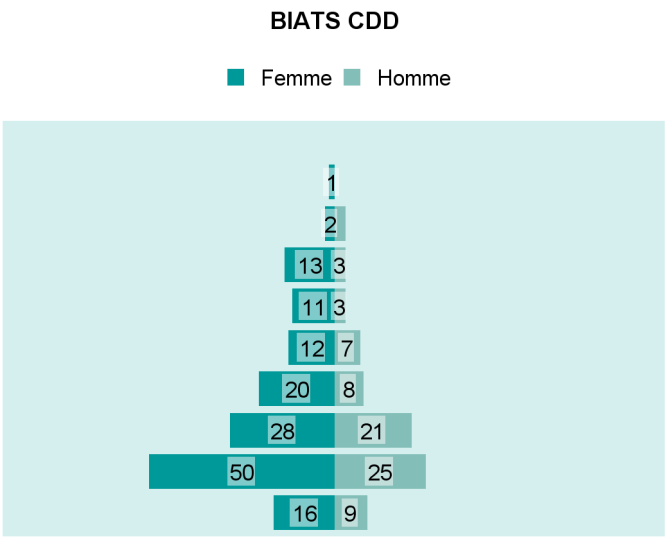
Pour les contractuels, 67,5% d'entre eux restent moins de 5 ans et les hommes sont plus représentés dans les classes d'ancienneté supérieures ou égales à 5 ans que les femmes.

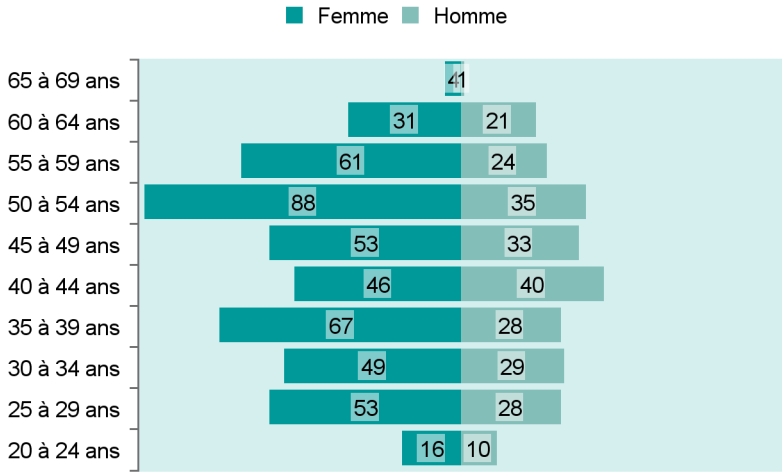
**Méthode : L'ancienneté est calculée à partir de la date d'entrée à Lyon 3, donc pour un personnel contractuel devenu titulaire, c'est l'ancienneté cumulée qui est retenue.*

BIATS par tranche d'âge, statut et sexe en 2023









Tranche d'âge	BIATS Titulaire		BIATS CDI		BIATS CDD		Ensemble	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes
15 à 19 ans					1		**1**	
20 à 24 ans	1				25	16	**26**	**16**
25 à 29 ans	5	2	1	1	75	50	**81**	**53**
30 à 34 ans	20	13	9	8	49	28	**78**	**49**
35 à 39 ans	56	40	11	7	28	20	**95**	**67**
40 à 44 ans	55	28	12	6	19	12	**86**	**46**
45 à 49 ans	62	37	10	5	14	11	**86**	**53**
50 à 54 ans	93	65	14	10	16	13	**123**	**88**
55 à 59 ans	76	56	4	3	5	2	**85**	**61**
60 à 64 ans	46	28	5	2	1	1	**52**	**31**
65 à 69 ans	2	1	3	3			**5**	**4**
Total	**416**	**270**	**69**	**45**	**233**	**153**	**718**	**468**
Effectif 62+	24	15	5	4	1	1	30	20
Age moyen	48,7	49,1	45,8	45,4	33,7	34,1	43,6	43,9
Age médian	50,0	51,0	45,0	45,0	31,0	32,0	44,0	45,0

Pour les personnels BIATS, l'âge moyen (43,6 ans) est quasiment égal à l'âge médian (44 ans).

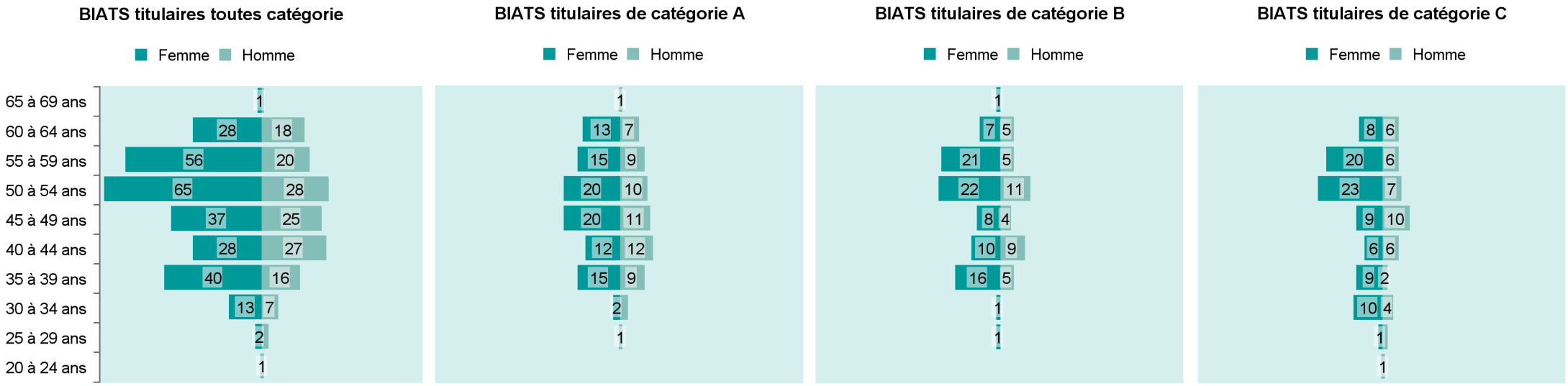
Cette donnée varie selon le statut : la moyenne d'âge est plus élevée pour les titulaires (48,7 ans) et les agents en CDI (45,8 ans), que pour les agents en CDD (33,7 ans). Les chiffres suivent la même tendance pour les femmes.

La part des effectifs BIATS ayant 62 ans et plus est de 30 agents dont 20 femmes.

Source : SIDRH

30 personnes ont plus de 62 ans fin 2023
dont 30 femmes.

Zoom BIATS titulaires par tranche d'âge, catégorie, filière et sexe en 2023



Tranche d'âge	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Ensemble	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont Femmes
20 à 24 ans					1		**1**	
25 à 29 ans	1		1	1	3	1	**5**	**2**
30 à 34 ans	5	2	1	1	14	10	**20**	**13**
35 à 39 ans	24	15	21	16	11	9	**56**	**40**
40 à 44 ans	24	12	19	10	12	6	**55**	**28**
45 à 49 ans	31	20	12	8	19	9	**62**	**37**
50 à 54 ans	30	20	33	22	30	23	**93**	**65**
55 à 59 ans	24	15	26	21	26	20	**76**	**56**
60 à 64 ans	20	13	12	7	14	8	**46**	**28**
65 à 69 ans	1		1	1			**2**	**1**
Total	**160**	**97**	**126**	**87**	**130**	**86**	**416**	**270**
Effectif 62+	10	5	7	6	7	4	24	15
Age moyen	48,7	49,1	49,2	49,4	48,3	48,8	48,7	49,1
Age médian	49,0	49,0	51,0	51,0	51,0	52,0	50,0	51,0

Source : SIDRH

	AENES		Bibliothèque		ITRF	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes
Total	**89**	**71**	**47**	**34**	**280**	**165**
Effectif 62+	9	6	4	2	11	7
Age moyen	50,9	50,9	51,4	51,6	47,6	47,8
Age médian	53,0	53,0	53,0	53,0	48,0	49,0

Source : SIDRH

24 agents ont plus de 62 ans fin 2023 dont 15 femmes

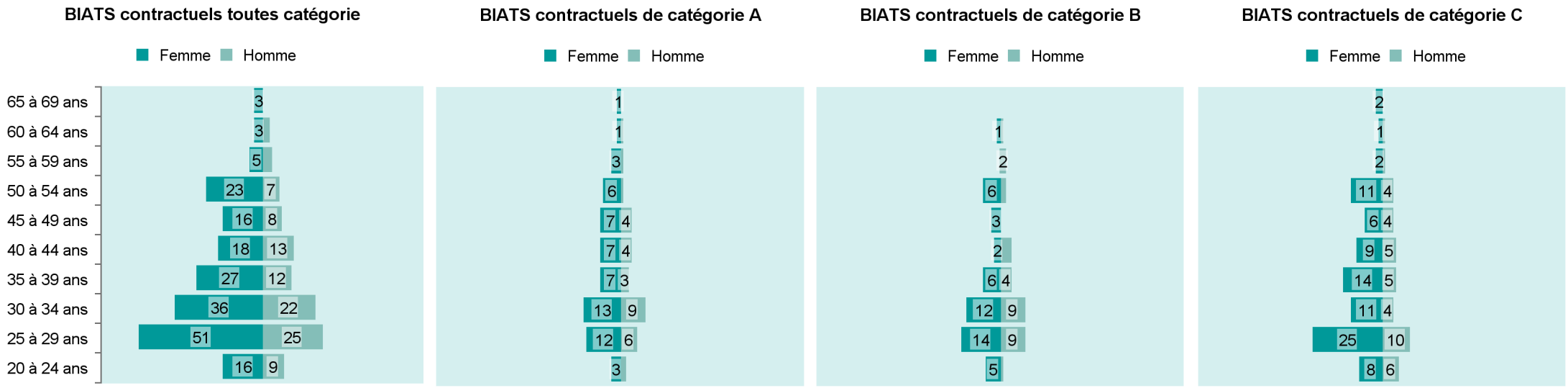
L'âge moyen des BIATS titulaires est de 48,7 ans au 31 décembre 2023. A cette date, la moitié des agents ont 50 ans ou moins (médiane).
Ces résultats sont légèrement plus élevés pour les femmes (âge moyen : 49,1 ans et âge médian : 51 ans)

Les agents de la filière AENES et Bibliothèque sont dans l'ensemble plus âgés : avec des moyennes respectivement de 50,9 et 51,4 ans, et un âge médian de 53 ans. Pour la filière ITRF, l'âge moyen est de 47,6 ans et l'âge médian de 49 ans.

Il est à noter que 24 titulaires ont plus de 62 ans fin 2023 et que cela concerne principalement la filière AENES et ITRF (respectivement 9 et 11) et plus particulièrement les femmes.

Note : les personnels BIATSS titulaires ont tendance à partir plus tôt à la retraite que les enseignants-chercheurs car ils commencent leur carrière plus tôt. En 2020, d'après le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, leur âge moyen de départ en retraite était de 62,9 ans pour cette catégorie de personnel. Il serait de 63,4 ans en 2027 sachant que presqu'un tiers partent avant l'âge légal.

Zoom BIATS contractuels par tranche d'âge, catégorie, filière et sexe en 2023



Tranche d'âge	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Ensemble	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont Femmes
15 à 19 ans					1		**1**	
20 à 24 ans	5	3	6	5	14	8	**25**	**16**
25 à 29 ans	18	12	23	14	35	25	**76**	**51**
30 à 34 ans	22	13	21	12	15	11	**58**	**36**
35 à 39 ans	10	7	10	6	19	14	**39**	**27**
40 à 44 ans	11	7	6	2	14	9	**31**	**18**
45 à 49 ans	11	7	3	3	10	6	**24**	**16**
50 à 54 ans	7	6	8	6	15	11	**30**	**23**
55 à 59 ans	4	3	2		3	2	**9**	**5**
60 à 64 ans	2	1	2	1	2	1	**6**	**3**
65 à 69 ans	1	1			2	2	**3**	**3**
Total	**91**	**60**	**81**	**49**	**130**	**89**	**302**	**198**
Effectif 62+	2	2			4	3	6	5
Age moyen	37,8	38,3	35,0	34,5	36,5	36,9	36,5	36,7
Age médian	35,0	35,0	32,0	31,0	34,5	35,0	34,0	34,0

Source : SIDRH

	CDI		CDD	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes
Total	**69**	**45**	**233**	**153**
Effectif 62+	5	4	1	1
Age moyen	45,8	45,4	33,7	34,1
Age médian	45,0	45,0	31,0	32,0

Source : SIDRH

6 personnes ont 62 ans ou plus fin 2023 dont 5 femmes

Au 31 décembre 2023, l'âge moyen des BIATS contractuels est de 36,5 ans et l'âge médian de 34 ans. Contrairement aux années précédentes, les femmes ne sont pas plus jeunes que les hommes mais ont un âge médian égal (34) et un âge moyen légèrement plus élevé (36,7).

Par catégorie, la moyenne d'âge varie peu : elle est de 37,8 ans pour la catégorie A, 35 ans pour les catégories B et de 36,5 ans, pour les catégories C.

On constate qu'en moyenne les agents en CDI sont plus âgés que ceux en CDD : respectivement 45,8 ans et 33,7 ans

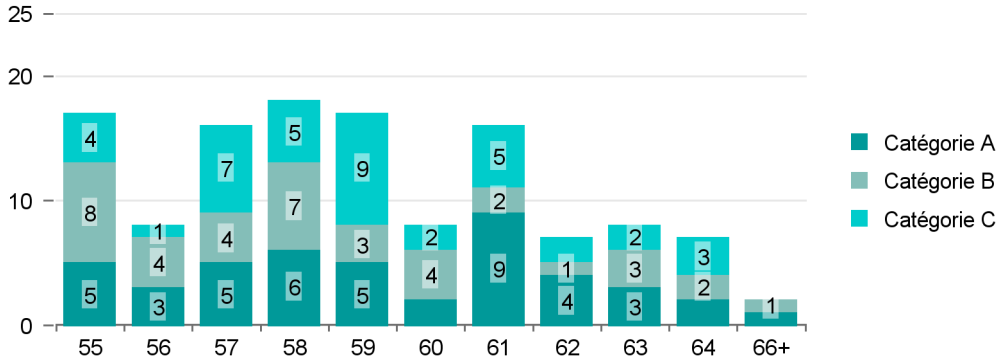
En lien avec ces constats, les contractuels sont moins nombreux dans la catégorie d'âge de + de 60 ans.

Zoom sur les BIATS titulaires de 55 ans et plus au 31 décembre 2023

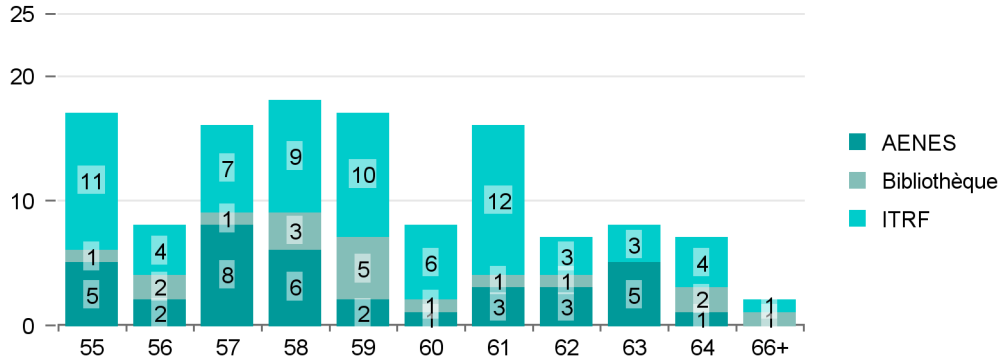
	Âgés de 55 ans et plus											Total 60 et +		Total 62 et +		Rappel effectif total
	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	66 et +	Effectif	%	Effectif	%	
Catégorie A	5	3	5	6	5	2	9	4	3	2	1	**21**	13%	**10**	6%	**160**
Catégorie B	8	4	4	7	3	4	2	1	3	2	1	**13**	10%	**7**	6%	**126**
Catégorie C	4	1	7	5	9	2	5	2	2	3		**14**	11%	**7**	5%	**130**
AENES	5	2	8	6	2	1	3	3	5	1		**13**	15%	**9**	10%	**89**
Bibliothèque	1	2	1	3	5	1	1	1		2	1	**6**	13%	**4**	9%	**47**
ITRF	11	4	7	9	10	6	12	3	3	4	1	**29**	10%	**11**	4%	**280**
Femme	13	6	8	14	15	3	11	3	7	4	1	**29**	11%	**15**	6%	**270**
Homme	4	2	8	4	2	5	5	4	1	3	1	**19**	13%	**9**	6%	**146**
	17	**8**	**16**	**18**	**17**	**8**	**16**	**7**	**8**	**7**	**2**	**48**	**12%**	**24**	**6%**	**416**

Source : SIDRH

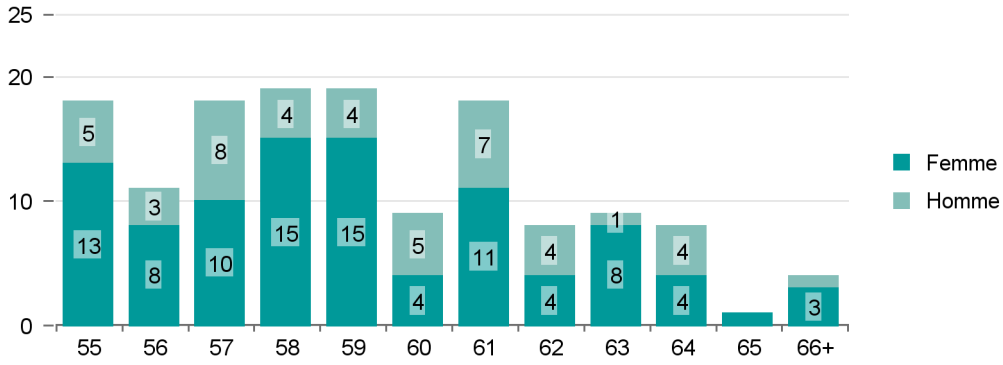
Répartition des personnels de 55 ans et plus par tranche d'âge et catégorie



Répartition des personnels de 55 ans et plus par tranche d'âge et filière



Répartition des personnels de 55 ans et plus par tranche d'âge et sexe



12% des BIATS titulaires ont 60 ans ou plus
24 agents titulaires ont plus de 62 ans fin 2023

48 titulaires ont 60 ans ou plus au 31 décembre 2023. Parmi ces agents, la moitié ont plus de 62 ans.
Ces chiffres alertent sur les départs à la retraite prévisibles au cours des prochaines années qui concerneront plus les femmes que les hommes : elles sont 29 à avoir plus de 60 ans en 2023 dont 15 ont plus de 62 ans.
Note : les personnels BIATSS titulaires ont tendance à partir plus tôt à la retraite que les enseignants-chercheurs car ils commencent leur carrière plus tôt. En 2020, d'après le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, leur âge moyen de départ en retraite était de 62,9 ans. Il serait de 63,4 ans en 2027 sachant que presqu'un tiers part avant l'âge légal.

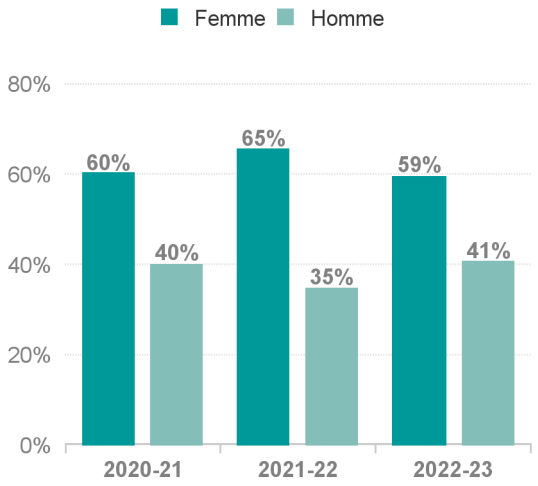
BIATS : nombre de demandes d'autorisation d'exercice d'une activité accessoire

	Année universitaire 2020-21				Année universitaire 2021-22				Année universitaire 2022-23			
	A	B	C	Total	A	B	C	Total	A	B	C	Total
Activité à caractère sportif ou culturel										1		**1**
Activité agricole					1			**1**				
Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif	8	4	9	**21**	5	4	7	**16**	3	5	7	**15**
Vente de biens produits personnellement par l'agent			1	**1**	1			**1**			1	**1**
Enseignement et formation	62	16	7	**85**	63	15	9	**87**	49	18	6	**73**
Expertise et consultation	5	1		**6**	3	2		**5**	4	2		**6**
Total	**75**	**21**	**17**	**113**	**73**	**21**	**16**	**110**	**56**	**26**	**14**	**96**

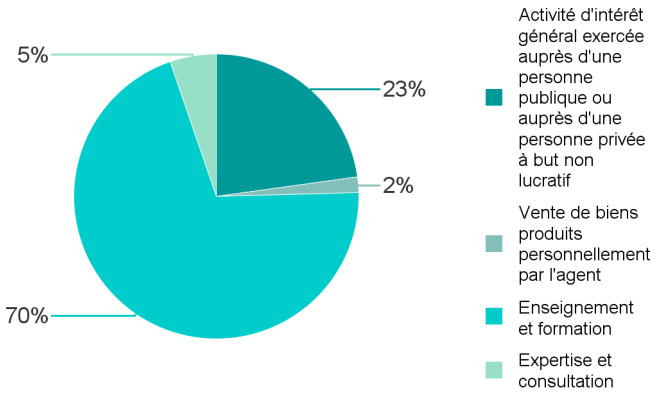
Note : ne figurent pas ici les demandes refusées. En effet, les demandes sont quasiment toutes acceptées, les agents se conformant à la réglementation en amont de la demande. Un agent peut faire plusieurs demandes dans l'année.

Source : DRHRS

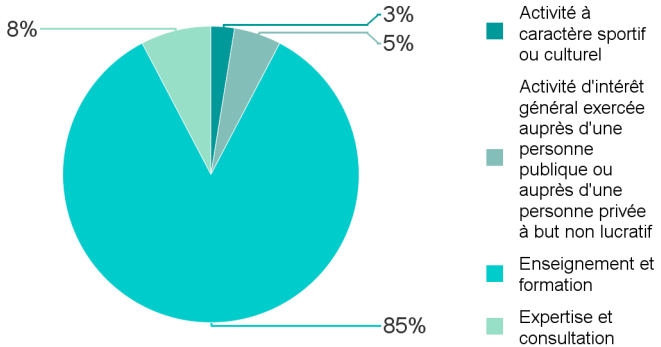
Nombre de demandes par sexe



Types d'activité accessoire exercée par les femmes en 2022-23



Types d'activité accessoire exercée par les hommes en 2022-23



96 personnels BIATS ont demandé une autorisation d'exercice d'une activité accessoire en 2022/23 contre 110 en 2021/22 et 113 en 2020/21.

Ce sont principalement des personnels de catégorie A qui font cette démarche et majoritairement des femmes.

Ces demandes sont orientées principalement vers l'enseignement et la formation (76%)

THÈME 2

RECRUTEMENTS

Thème 2

a. Le personnel ENSEIGNANT

Enseignants titulaires : recrutements internes et externes

Professeurs d'universités

Campagne de recrutement	Postes publiés	Candidats		Postes pourvus		% non pourvus
		Total	%Femme	Total	%Femme	
Année universitaire 2020-21	12	56	43%	12	50%	0%
Année universitaire 2021-22	8	47	38%	8	38%	0%
Année universitaire 2022-23	11	50	52%	11	55%	0%
Recrutements cumulés de 2018-2022*	**29**	**183**	**45%**	**29**	**48%**	**0%**
Typologie* de 2018 à 2022	**195**	**1130**	**38%**	**179**	**41%**	**8%**
National* de 2018 à 2022	**2929**	**10056**	**35%**	**2718**	**39%**	**7%**

Source : DRHRS - Données Lyon 3 sur l'année universitaire ; MESRI-DGRH au 31/12 pour les recrutements cumulés, données nationales et typologie

Sur les trois dernières années, les postes publiés pour le recrutement de professeurs des universités sont de 10 par an en moyenne. On compte entre 4 à 5 candidatures par poste publié sur ces trois années. Selon les chiffres du Ministère de l'enseignement supérieur et sur 5 ans, pour 1 poste de PU, l'établissement recueille un peu de plus 6 candidatures pour un poste, ce qui est légèrement supérieur à celle des universités de même typologie (5,7) et très éloigné de la référence nationale, un peu plus de 3 candidatures par poste.
En moyenne sur les 3 dernières années, 45% des candidats sont des femmes et 48% des postes pourvus le sont par des femmes. C'est deux chiffres sont en progression.
Enfin, on notera que chaque poste publié est pourvu alors que ce n'est pas le cas au niveau des universités de même profil et au niveau national.

Maîtres de conférences

Campagne de recrutement	Postes publiés	Candidats		Postes pourvus		% non pourvus
		Total	%Femme	Total	%Femme	
Année universitaire 2020-21	15	588	52%	15	53%	0%
Année universitaire 2021-22	15	743	52%	13	62%	0%
Année universitaire 2022-23	15	778	51%	15	60%	0%
Recrutements cumulés de 2018-2022*	**58**	**2353**	**52%**	**58**	**59%**	**0%**
Typologie* de 2018 à 2022	**332**	**8507**	**48%**	**316**	**50%**	**5%**
National* de 2018 à 2022	**5865**	**41736**	**47%**	**5561**	**47%**	**5%**

Source : DRHRS - Données Lyon 3 sur l'année universitaire ; MESRI-DGRH au 31/12 pour les recrutements cumulés, données nationales et typologie

45 postes de MCF ont été publiés ces 3 dernières années et ils ont tous été pourvus.
En moyenne, 47 candidatures sont enregistrées par poste de MCF dans notre établissement sur les 3 dernières années, 40 sur les 5 dernières années selon le Ministère. On notera qu'au niveau national, le nombre de candidatures par poste est de 7 ; pour les universités du même domaine, il est de 26.
Plus de la moitié des femmes sont candidates et les postes sont pourvus, pour plus de la moitié ,par elles, ce qui est largement au-dessus de la moyenne nationale et de celle des établissements du même domaine.

PRAG/PRCE

Campagne de recrutement	Postes publiés	Candidats		Postes pourvus		% non pourvus
		Total	%Femme	Total	%Femme	
Année universitaire 2020-21	6	82	39%	5	80%	17%
Année universitaire 2021-22	6	45	42%	6	50%	0%
Année universitaire 2022-23	6	42	40%	6	33%	0%

Source : DRHRS - Données Lyon 3 sur l'année universitaire

18 postes de PRAG/PRCE ont été publiés en 3 ans.
Le nombre de candidatures par poste se maintient autour de 7 pour les 2 dernières années.
40% de femmes postulent en moyenne par an ; par contre on notera que d'une année à l'autre, le pourcentage de femmes recrutées varie beaucoup, allant de 80% en 2020/21 à 33% en 2022/23.

**Les chiffres ministériels sur 5 ans sont sur année civile pour l'établissement et sont données sur les universités tertiaires "Droit Economie" (Typologie) et sur l'ensemble des universités (National).*

Enseignants : historique des recrutements

		Année universitaire 2020-21			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
		Femme	Homme	**Total**	Femme	Homme	**Total**	Femme	Homme	**Total**
Enseignant Titulaire	**Professeur des universités**	6	6	**12**	3	5	**8**	6	5	**11**
	Maître de conférences	8	7	**15**	8	5	**13**	9	6	**15**
	PRAG PRCE	4	1	**5**	3	3	**6**	2	4	**6**
	Total Enseignant Titulaire	**18**	**14**	**32**	**14**	**13**	**27**	**17**	**15**	**32**
Enseignant Contractuel	**Professeur associé 50%**		1	**1**		1	**1**		3	**3**
	Maître de conférences associé 50%		3	**3**		3	**3**	1	3	**4**
	ATER	26	14	**40**	25	20	**45**	18	29	**47**
	ATER 50%					2	**2**		1	**1**
	Lecteur et M. de langues	9	1	**10**	10	3	**13**	8	3	**11**
	Enseignant contractuel					1	**1**			
	Total Enseignant Contractuel	**35**	**19**	**54**	**35**	**30**	**65**	**27**	**39**	**66**
Ensemble des enseignants recrutés au cours de l'année*		**53**	**33**	**86**	**49**	**43**	**92**	**44**	**54**	**98**

Note : Hors doctorants contractuels sans enseignement, chercheurs en CDD

Sources : SIDRH, DRHRS

98 enseignants recrutés en 2022-23 dont 45% de femmes

32 enseignants titulaires ont été recrutés en 2022-23, parmi lesquels une majorité sont des femmes et 34% sont des professeurs des universités, 47% des maîtres de conférences et 19% des enseignants du second degré.

66 enseignants contractuels ont été recrutés en 2022-23, dont 41% sont des femmes et près de deux contractuels sur trois sont ATER.

Professeurs d'université : motifs de recrutement

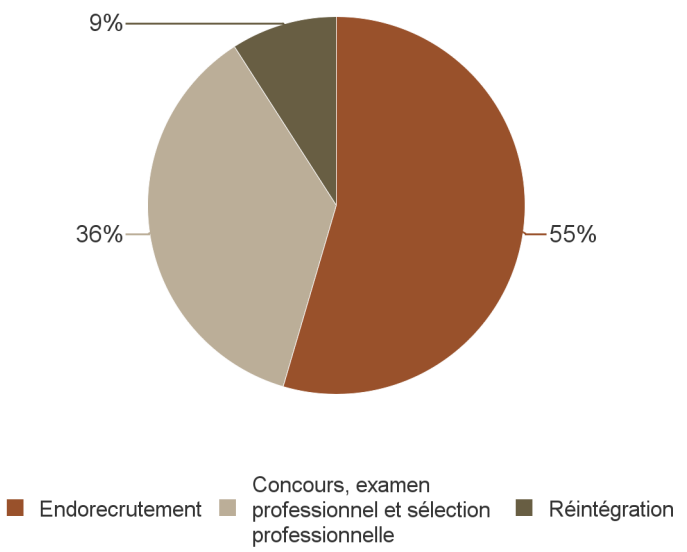
	Année universitaire 2020-21		Année universitaire 2021-22		Année universitaire 2022-23	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes
Endorecrutement	2	2	4	2	6	5
Détachement						
Mutation	3		1			
Concours**	7	4	3	1	4	1
Réintégration					1	
Travailleur handicapé						
Ensemble PU	**12**	**6**	**8**	**3**	**11**	**6**
% Endorecrutement	**17%**	**33%**	**50%**	**67%**	**55%**	**83%**
% Mutation	**25%**		**13%**			

Sources : SIDRH, DRHRS

Recrutements cumulés sur 5 ans***	Etablissement	Typologie	National
Endorecrutement	13	42	1 297
Détachement		2	5
Mutation	6	87	452
Ex-MCF	10	32	731
Autre		16	233
Ensemble PU	**29**	**179**	**2 718**
% Endorecrutement	**45%**	**23%**	**48%**
% Mutation	**21%**	**49%**	**17%**

ɐ : MESRI-DGRH au 31/12 - hors concours et article 46.3

Motif de recrutement des professeurs d'université en 2022-23



En 2022/23, 11 postes ont été pourvus dont 6 par des femmes. Les modes de recrutement des professeurs d'université dans l'établissement se font principalement par concours et endorecrutement, ce dernier se situant dans des pourcentages proches des références nationaes.

Pour les établissements de même typologie, la mutation est la principale voie de recrutement.

**Un professeur d'université est en situation d'endorecrutement quand, au moment de son recrutement dans l'établissement, il est déjà en fonction dans ce même établissement en tant que MCF.*
***Concours, examen professionnel et sélection professionnelle*
****Les références sont données sur les universités tertiaires "Droit Economie" (Typologie) et sur l'ensemble des universités (National).*

Maîtres de conférences : motifs de recrutement

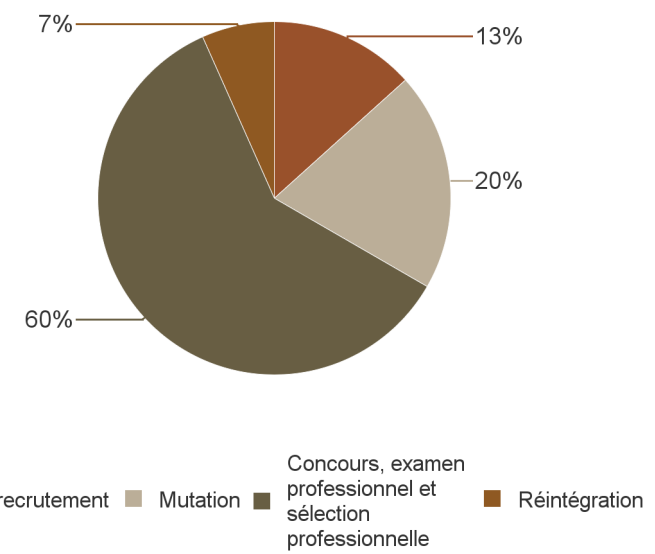
	Année universitaire 2020-21		Année universitaire 2021-22		Année universitaire 2022-23	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes
Endorecrutement	3	2			2	1
Détachement	1	1				
Mutation			1	1	3	2
Concours**	10	5	11	7	9	5
Réintégration	1		1		1	1
Travailleur handicapé						
Ensemble MCF	**15**	**8**	**13**	**8**	**15**	**9**
% Endorecrutement	**20%**	**25%**			**13%**	**11%**
% Mutation			**8%**	**13%**	**20%**	**22%**

Sources : SIDRH, DRHRS

Recrutements cumulés sur 5 ans***	Etablissement	Typologie	National
Endorecrutement	13	103	1 030
Détachement	1	1	15
Mutation	9	33	634
Nouveau	35	179	3 882
Ensemble MCF	**58**	**316**	**5 561**
% Endorecrutement	**22%**	**33%**	**19%**
% Mutation	**16%**	**10%**	**11%**

ɐ : MESRI-DGRH au 31/12 - hors concours et article 46.3

Motif de recrutement des maîtres de conférences en 2022-23



En 2022/23, 15 maîtres de conférences ont été recrutés principalement par voie de concours (60%). Vient ensuite la mutation pour 20%.
Les références nationales publiées par le Ministère de l'enseignement supérieur (hors concours) montrent que, sur les 5 dernières années, c'est par endorecrutement et par mutation que les MCF sont recrutés dans notre établissement.
Pour les établissements de même typologie, la mutation représente 11% des modes de recrutement et 33% par endorecrutement. Au niveau national, 19% sont recrutés par endorecrutement et 11% par mutation.

**Pour les maîtres de conférences, l'endorecrutement correspond aux personnes ayant soutenu leur doctorat ou un titre jugé équivalent dans l'établissement de recrutement.*
***Concours, examen professionnel et sélection professionnelle*
****Les références sont données sur les universités tertiaires "Droit Economie" (Typologie) et sur l'ensemble des universités (National).*

Enseignants du second degré : motifs de recrutement

	Année universitaire 2020-21		Année universitaire 2021-22		Année universitaire 2022-23	
	Total	dont femmes	Total	dont femmes	Total	dont femmes
Détachement						
Mutation	5	4	6	3		
Concours*					5	1
Réintégration						
Travailleur handicapé						
Ensemble Enseignants du second degré	**5**	**4**	**6**	**3**	**5**	**1**
% Mutation	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**		

**Concours, examen professionnel et sélection professionnelle*

Sources : SIDRH, DRHRS

En 2022-23, le recrutement des PRAG/PRCE s'est fait exclusivement par concours, contrairement aux années précédentes où le mode de recrutement était la mutation.

Thème 2

b. Le personnel BIATS

BIATS : nombre de postes publiés comme vacants, candidatures reçues et postes pourvus

	2023		
	Nombre de postes publiés	Nombre de candidatures	Nombre de postes pourvus
Administration et Pilotage	65	1 741	56
Affaires juridiques	2	52	2
Documentation	1	35	1
Edition et graphisme	2	34	1
Formation continue, orientation et insertion professionnelle	15	348	10
Gestion financière et comptable	8	102	6
Informatique et numérique	1	7	1
Ingénierie logicielle	1	15	1
Médiation scientifique, culture et communication	1	71	0
Partenariat, valorisation de la recherche, coopération internationale	2	98	2
Patrimoine immobilier, Logistique et Prévention	11	384	13
Productions audiovisuelles, productions pédagogiques et web	6	172	6
Production, traitement et analyse de données	1	10	1
Ressources Humaines	6	162	7
Total	**122**	**3 231**	**107**

Note : un poste publié ne correspond pas forcément à un seul recrutement. Par exemple pour un poste d'agent d'accueil, on peut rechercher plusieurs personnes

Sources : Calculs DIDAP et DRHRS

Sur l'année civile 2023, 122 postes ont été publiés au recrutement à l'université. 107 ont été pourvus.

3 231 candidatures ont été reçues, ce qui représente en moyenne un taux de pression pour un poste de 26 candidatures.

C'est dans le domaine "Administration et Pilotage" que le nombre de postes publiés est le plus important puisqu'il en représente plus de la moitié (53%).

BIATS : historique des recrutements

			Année universitaire 2020-21			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
			Femme	Homme	**Total**	Femme	Homme	**Total**	Femme	Homme	**Total**
BIATS Titulaire	**AENES**	Cat. A	1		**1**	1	1	**2**	1		**1**
		Cat. B	1	1	**2**	4		**4**		1	**1**
		Cat. C	2		**2**	3		**3**	5	1	**6**
		Total AENES	**4**	**1**	**5**	**8**	**1**	**9**	**6**	**2**	**8**
	Bibliothèque	Cat. A	2		**2**	2		**2**	1	1	**2**
		Total Bibliothèque	**2**		**2**	**2**		**2**	**1**	**1**	**2**
	ITRF	Cat. A	5	2	**7**	6		**6**	6	3	**9**
		Cat. B	4		**4**	3	1	**4**	4	2	**6**
		Cat. C	3	3	**6**		5	**5**	4	1	**5**
		Total ITRF	**12**	**5**	**17**	**9**	**6**	**15**	**14**	**6**	**20**
	Total BIATS Titulaire		**18**	**6**	**24**	**19**	**7**	**26**	**21**	**9**	**30**
BIATS Contractuel	**CDD**	Cat. A	14	7	**21**	17	6	**23**	21	9	**30**
		Cat. B	15	11	**26**	14	7	**21**	22	13	**35**
		Cat. C	32	10	**42**	37	25	**62**	40	17	**57**
		Total CDD	**61**	**28**	**89**	**68**	**38**	**106**	**83**	**39**	**122**
	CDI	Cat. A	1		**1**						
		Cat. C	1		**1**						
		Total CDI	**2**		**2**						
	Total BIATS Contractuel		**63**	**28**	**91**	**68**	**38**	**106**	**83**	**39**	**122**
Ensemble des agents recrutés au cours de l'année*			**81**	**34**	**115**	**87**	**45**	**132**	**104**	**48**	**152**

Note : Hors apprentis et contrats étudiants.

Sources : SIDRH, DRHRS

**Un agent recruté en tant que contractuel puis en tant que titulaire au cours de la même année universitaire ne compte qu'une seule fois dans l'ensemble des agents recrutés*

152 agents recrutés en 2022-23 dont 68% de femmes

30 agents titulaires BIATS ont été recrutés en 2022-23, parmi lesquels 70% sont des femmes. Comme les années précédents, les agents recrutés font principalement partie de la filière ITRF (67%).

Parmi les 122 agents contractuels recrutés en 2022-23, 100% sont des CDD et près de la moitié sont des agents de catégorie C. Les agents de catégories A et de B représentent quant à eux respectivement 25% et 29% des contractuels recrutés. Enfin, comme chez les titulaires, les femmes sont majoritaires parmi les contractuels recrutés (68%).

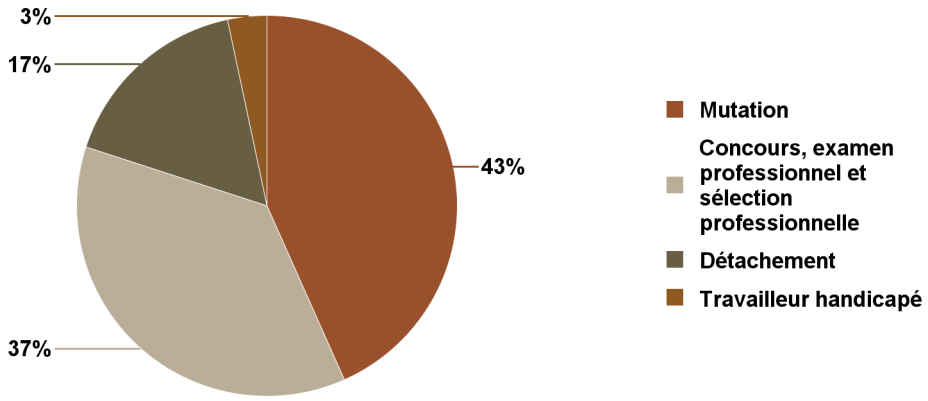
BIATS titulaires : motifs de recrutement en 2022-23

		Détachement	Mutation	Concours*	Recrutement direct (dont PACTE)	Réintégration	Travailleur handicapé	Total
AENES	Catégorie A		1					1
	Catégorie B		1					1
	Catégorie C	3		3				6
	Total AENES	**3**	**2**	**3**				**8**
Bibliothèque	Catégorie A		2					2
	Total Bibliothèque		**2**					**2**
ITRF	Catégorie A	2	4	3				9
	Catégorie B		4	2				6
	Catégorie C		1	3			1	5
	Total ITRF	**2**	**9**	**8**			**1**	**20**
	Total BIATS titulaires	**5**	**13**	**11**			**1**	**30**
	dont femmes	***5***	***9***	***6***			***1***	***21***
	Rappel 2021-22	**1**	**7**	**13**	**3**	**2**		**26**
	dont femmes	***1***	***6***	***10***		***2***		***19***

**Concours, examen professionnel et sélection professionnelle*

Sources : SIDRH, DRHRS

Motif de recrutement des BIATS titulaires de l'année universitaire 2022-23



La mutation et les concours, examens professionnels ou sélections professionnelles ont été les modes de recrutements principaux des BIATS titulaires en 2022-23. C'est particulièrement le cas pour les ITRF, dont 45% des recrutements sont des mutations et 40% ont été recrutés sur concours. Les 2 titulaires de la filière bibliothèques ont quant-à-eux été recrutés exclusivement par mutation.
Enfin, pour les 8 titulaires AENES recrutés, les voies d'accès principales ont été le détachement (38%), les concours (38%) et enfin la mutation (25%).

THÈME 3

PARCOURS PROFESSIONNELS

Thème 3

a. Mobilité

Ensemble du personnel accompagné dans leur évolution professionnelle

			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant	Titulaire	Professeur des universités	1	1	**2**			
		Maître de conférences	1		**1**	2		**2**
		PRAG PRCE	2		**2**	1		**1**
		Total Titulaire	**4**	**1**	**5**	**3**		**3**
	Contractuel	Enseignant contractuel	2		**2**		1	**1**
		Lecteur et M. de langues	1		**1**	1		**1**
		Total Contractuel	**3**		**3**	**1**	**1**	**2**
		Total Enseignant	**7**	**1**	**8**	**4**	**1**	**5**
BIATS	Titulaire	AENES	2	1	**3**	7	1	**8**
		Bibliothèques				3		**3**
		ITRF	28	3	**31**	24	10	**34**
		Total Titulaire	**30**	**4**	**34**	**34**	**11**	**45**
	Contractuel	A	11	1	**12**	13	1	**14**
		B	5	2	**7**	6	2	**8**
		C	11	2	**13**	12		**12**
		Total Contractuel	**27**	**5**	**32**	**31**	**3**	**34**
		Total BIATS	**57**	**9**	**66**	**65**	**14**	**79**
Ensemble des personnels			**64**	**10**	**74**	**69**	**15**	**84**

Source : DRHRS Pôle Métiers et Formation

Chiffres clés 2022-23 :

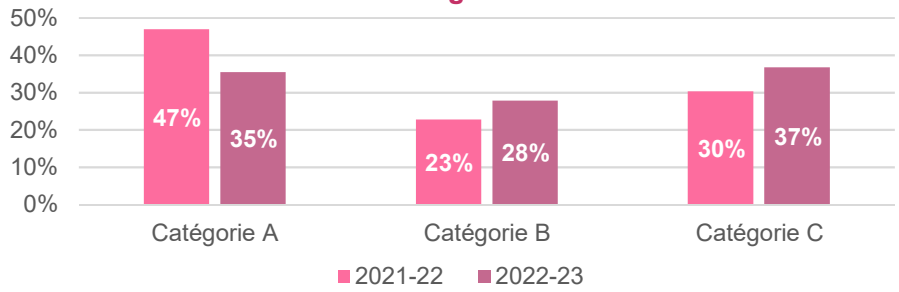
Accompagnement individuel en évolution professionnelle

- **84 agents accompagnés** dont 69 nouveaux en 2022-23
- **310 entretiens réalisés**, soit **3,7 entretiens par agent** en moyenne

Accompagnement collectif

- **100 agents** ont partipé aux actions d'accompagnement collectif (forums métiers et ateliers sur le parcours professionnel, les compétences comportementales, l'aide au recrtuement...)

BIATS : répartition des agents accompagnés par catégorie



84 agents accompagnés en 2022-23, dont 82% de femmes

En 2022-23, 5 enseignants et 79 BIATS ont été accompagnés. Parmi les agents BIATS accompagnés, 57% sont des titulaires et 43% des contractuels. Les trois quarts des BIATS titulaires accompagnés font parti de la filière ITRF.

Thème 3

b. Avancements de grade et promotions internes

Enseignants chercheurs : avancements de grade

Professeurs des universités et MCF :
107 avancements de grade dont 49 pour des femmes sur les 3 dernières années

Historique des avancements de grade

		2021			2022			2023		
		Promou-vables	Candidats	Promus	Promou-vables	Candidats	Promus	Promou-vables	Candidats	Promus
PU	Accès 1ère classe	42	18	10	40	11	5	48	16	9
	Dont femmes	*19*	*8*	*4*	*18*	*6*	*2*	*25*	*9*	*5*
	Accès classe exceptionnelle 1er échelon	38	21	6	35	24	6	37	17	4
	Dont femmes	*19*	*9*	*2*	*16*	*12*	*2*	*17*	*8*	*2*
	Accès classe exceptionnelle 2ème échelon	26	11	7	23	10	6	22	11	4
	Dont femmes	*6*	*3*	*1*	*9*	*5*	*3*	*7*	*3*	*1*
MCF	Accès Hors classe	73	27	15	68	26	16	62	16	7
	Dont femmes	*36*	*13*	*9*	*34*	*12*	*5*	*33*	*9*	*5*
	Accès Classe exceptionnelle	13	5	4	16	9	4	22	7	4
	Dont femmes	*8*	*4*	*3*	*10*	*6*	*4*	*12*	*2*	*1*
Total Enseignants chercheurs		**192**	**82**	**42**	**182**	**80**	**37**	**191**	**67**	**28**
Dont femmes		**88**	**37**	**19**	**87**	**41**	**16**	**94**	**31**	**14**

Source : DRHRS - Données au 1er septembre

41% des professeurs d'universités promouvables sont candidats à un avancement de grade en 2023, proportion en baisse de 5 points par rapport à l'an dernier. En 2023, le ratio candidats / promouvables est le même pour les femmes et les hommes (41%). Contrairement à 2022, le taux de promus est lui légèrement plus élevé pour les femmes (40%) que pour les hommes (38%). La durée moyenne dans le grade pour les professeurs d'universités est de 5 ans.
En 2023, seuls 27% des maîtres de conférences promouvables ont été candidats (contre 42% en 2022). Le ratio candidats / promouvables est de 24% pour les femmes contre 31% pour les hommes. Comme pour les professeurs, le taux de promus est supérieur pour les femmes (55%) à celui constaté pour les hommes (42%). Enfin, pour les MCF, la durée moyenne dans le grade est d'environ 12 ans.

3 voies pour l'avancement de grade :
- locale : l'université dispose d'un quota pour les avancement de grade et ce sont les instances de l'université qui les attribuent aux agents remplissant les conditions.
- nationale : le Conseil National des Universités (CNU) attribue des avancements de grade au niveau national aux agents remplissant les conditions.
- spécifique, pour les enseignants chercheurs exerçant des fonctions qui ne sont pas principalement de l'enseignement ou de la recherche et remplissant les conditions.

Enseignants chercheurs : changements de corps

Historique des avancements de corps

	2021	2022	2023
Ensemble	**3**	**3**	**3**
Dont femmes	**2**	**2**	**2**

Source : DRHRS - Données au 1er septembre

9 promotions de corps en 3 ans

La promotion dans le corps des MCF dont on parle ici concerne les repyramidages qui ont eu lieu dans le cadre de la loi de programmation de la recherche (LPR)

Enseignants du second degré : avancements de grade

21 avancements de grade pour les PRAG, PRCE et Professeurs d'EPS sur les 3 dernières années

Historique des avancements de grade

		2021			2022			2023		
		Promou-vables	Candidats	Promus	Promou-vables	Candidats	Promus	Promou-vables	Candidats	Promus
PRAG	Accès Hors classe	-	-	1	-	-	3	2	2	2
	Dont femmes	*-*	*-*		*-*	*-*	*2*	*1*	*1*	*1*
	Accès Classe exceptionnelle	-	-		-	-	3	11	11	2
	Dont femmes	*-*	*-*		*-*	*-*	*3*	*5*	*5*	*2*
PRCE	Accès Hors classe	-	-	1	-	-		1	1	1
	Dont femmes	*-*	*-*		*-*	*-*		*1*	*1*	*1*
	Accès Classe exceptionnelle	-	-	1	-	-	1	3	3	1
	Dont femmes	*-*	*-*	*1*	*-*	*-*	*1*			
PROF EPS	Accès Hors classe	-	-		-	-	1	-	-	
	Dont femmes	*-*	*-*		*-*	*-*		*-*	*-*	
	Accès Classe exceptionnelle	-	-	2	-	-	1	4	4	1
	Dont femmes	*-*	*-*	*1*	*-*	*-*		*1*	*1*	
Total Enseignants du second degré		**-**	**-**	**5**	**-**	**-**	**9**	**21**	**21**	**7**
Dont femmes		**-**	**-**	**2**	**-**	**-**	**6**	**8**	**8**	**4**

Note : pas de données sur les promouvables et candidats en 2021 et 2022.

Source : DRHRS - Données au 1er septembre

Professeurs Agrégés - PRAG : En 2023, on compte 4 promus dont 3 femmes. Cela représente moins d'un tiers des candidats.

Professeurs certifiés - PRCE : Sur les 4 candidats en 2023, 2 ont été promus, contre un seul promu en 2022.

Professeurs EPS : Un seul promu en 2023, contre 2 les années précédentes.

Pour les enseignants du second degré, la procédure d'avancement est nationale et arrêtée en commission administrative paritaire

Enseignants chercheurs : changement de corps

Une seule promotion de corps sur les 3 dernières années

Historique des avancements de corps

	2021	2022	2023
Ensemble			**1**
Dont femmes			

Source : DRHRS - Données au 1er septembre

La promotion de corps s'effectue par concours (recrutement dans le corps des professeurs agrégés par un jury national) ou par liste d'aptitude (avancement dans le corps des professeurs agrégés arrêté au niveau national en commission administrative paritaire).

BIATS titulaires : avancements de grade en 2023

Filière	Catégorie	Agents promouvables	Dont femmes	Agents promus	Dont femmes	% Agents promus	% Femmes promues
AENES	Catégorie A	5	2	0	0	-	-
	Catégorie B	15	13	3	3	20%	*23%*
	Catégorie C	15	15	5	5	33%	*33%*
Total AENES		***35***	***30***	***8***	***8***	**23%**	***27%***
BIBLIO	Catégorie A	2	2	1	1	50%	*50%*
	Catégorie B	5	2	2	1	40%	*50%*
	Catégorie C	5	2	1	1	20%	*50%*
Total Bibliothèques		***12***	***6***	***4***	***3***	**33%**	***50%***
ITRF	Catégorie A	37	20	4	2	11%	*10%*
	Catégorie B	34	18	6	6	18%	*33%*
	Catégorie C	31	20	8	7	26%	*35%*
Total ITRF		***102***	***58***	***18***	***15***	**18%**	***26%***
TOTAL		***149***	***94***	***30***	***26***	***20%***	***28%***

Source : DRHRS

BIATS titulaires : changements de corps

	Concours interne	Examens professionnel	Liste d'aptitude	TOTAL	*Dont Femmes*
Nb d'agents 2021	8	8	4	20	*14*
Nb d'agents 2022	6	16	6	28	*18*
Nb d'agents 2023	**12**	**12**	**13**	**37**	**24**

Source : DRHRS

BIATS titulaires : type de mobilités des agents

	Mobilité géographique (mutations)			Mobilité catégorielle (changement de corps)	Mobilité statutaire (titularisation)*	Mobilité structurelle (changement de filière)
	Mobilité dans l'établissement	Mobilité dans l'académie	Mobilité extra académique			
Nb d'agents 2021	4	4	1	10	15	1
Nb d'agents 2022	3	7	0	10	12	2
Nb d'agents 2023	**3**	**3**	**0**	**17**	**12**	**1**
Dont femmes	***2***	***3***	***0***	***10***	***8***	***1***

(*) Mobilité statutaire (titularisation) : Concours internes

Source : DRHRS

30 avancements de grade et 37 promotions de corps en 2023

Avancements et changements de grade

20% des 149 agents promouvables ont été promus en 2023. Cette proportion est plus élevée pour les femmes que pour les hommes, respectivement 28% et 7%.

Les femmes représentent 63% des agents promouvables

Avancements et changements de corps

85 agents concernés sur les 3 dernières années, dont 66% de femmes. En 2023, les changements de corps sont à part quasiment égale le résultat des listes d'aptitudes, d'examens professionnels et de concours internes.

Mobilité

36 mobilités sont observées en 2023 dont 24 concernaient des femmes. En moyenne sur les 3 dernières années, la mobilité statutaire représente 37% et la mobilité catégorielle 35%. La mobilité géographique extra Lyon3 représente quant-à-elle 14% des mobilités.

Thème 3

c. Départs

Enseignant : historique des arrivées et des départs par filière

		Année universitaire 2021-22		Année universitaire 2022-23	
		Arrivées	Départs	Arrivées	Départs
Enseignant Titulaire	**Assistant de l'ens. sup.**				1
	Professeur des universités	4	4	4	5
	Maître de conférences	8	11	9	15
	PRAG PRCE	4	7	7	5
	Enseignant Titulaire	**16**	**22**	**20**	**26**
	Dont femmes	**7**	**9**	**11**	**14**
Enseignant Contractuel	**Associé**	2	6	2	5
	ATER	29	29	23	38
	Lecteur et M. de langues	12	7	10	12
	Autre Ens. Contractuel		1		
	Enseignant Contractuel	**43**	**43**	**35**	**55**
	Dont femmes	**24**	**26**	**16**	**25**
Total Enseignant		**59**	**65**	**55**	**81**
	Dont femmes	**31**	**35**	**27**	**39**

Source : SIDRH

Enseignant : historique des départs selon l'ancienneté

		Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
		Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant Titulaire	**Moins d'1 an**				2	1	3
	1 à 9 ans	5	6	11	4	3	7
	10 à 19 ans	1	4	5	2	4	6
	20 ans ou plus	3	3	6	6	4	10
	Enseignant Titulaire	**9**	**13**	**22**	**14**	**12**	**26**
	Ancienneté moyenne	**13,2**	**11,7**	**12,3**	**17,2**	**16,4**	**16,8**
Enseignant Contractuel	**Moins d'1 an**	6	4	10	4	7	11
	1 à 9 ans	20	13	33	21	23	44
	Enseignant Contractuel	**26**	**17**	**43**	**25**	**30**	**55**
	Ancienneté moyenne	**3,1**	**4,1**	**3,5**	**3,4**	**3,0**	**3,2**
Total Enseignant		**35**	**30**	**65**	**39**	**42**	**81**

Source : SIDRH

Le premier tableau met en parallèle les nouvelles arrivées dans l'établissement et les départs. Il permet donc d'appréhender le taux de remplacement des personnels partant par des nouveaux entrants dans l'établissement.

En 2022/23, 81 personnels enseignants ont quitté l'établissement (26 titulaires et 55 contractuels), tandis que 55 nouvelles arrivées (20 titulaires et 35 contractuels), ont été enregistrées. Soit un taux de remplacement par les nouveaux entrants de 68%.
Parmi les 26 départs des enseignants titulaires, 15 d'entre eux concernent des maîtres de conférences. La répartition par genre montre que 53% des mouvements sont attribués à des enseignantes titulaires. L'ancienneté moyenne au moment du départ est en moyenne de 16,8 ans en 2022/23 contre 12,3 ans en 2021/22.

Concernant les enseignants contractuels 35 nouvelles arrivées et 55 départs (dont 38 ATER) sont constatés pour l'année universitaire 2022/23. On remarque que concernant les ATER, en 2022/23, les nouvelles entrées ont été moins nombreuses (23 entrées contre 38 sorties). En effet, le remplacement des départs s'est fait par l'intermédiaire des renouvellements de contrat, et donc d'ATER déjà présents dans l'établissement.
L'ancienneté moyenne au moment du départ reste stable : elle est en moyenne de 3 ans et demi.

Enseignant : historique des départs selon le motif

			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant Titulaire	Départs définitifs	Admission à la retraite	4	4	8	4	2	6
		Autres motifs cess. déf. fonction ss radiat.		3	3		1	1
		Détachement				2	2	4
		Mutation	2	4	6	4	3	7
		Rupture conventionnelle	1		1			
		Total Départs définitifs	**7**	**11**	**18**	**10**	**8**	**18**
	Départs provisoires	Congé parental				1		1
		Disponibilité	2	2	4	3	4	7
		Total Départs provisoires	**2**	**2**	**4**	**4**	**4**	**8**
		Total Enseignant Titulaire	**9**	**13**	**22**	**14**	**12**	**26**
Enseignant Contractuel	Départs définitifs	Démission	1	1	2		2	2
		Fin de contrat	22	11	33	25	28	53
		Mutation	3	4	7			
		Rupture conventionnelle		1	1			
		Total Départs définitifs	**26**	**17**	**43**	**25**	**30**	**55**
		Total Enseignant Contractuel	**26**	**17**	**43**	**25**	**30**	**55**
		Total Enseignant	**35**	**30**	**65**	**39**	**42**	**81**

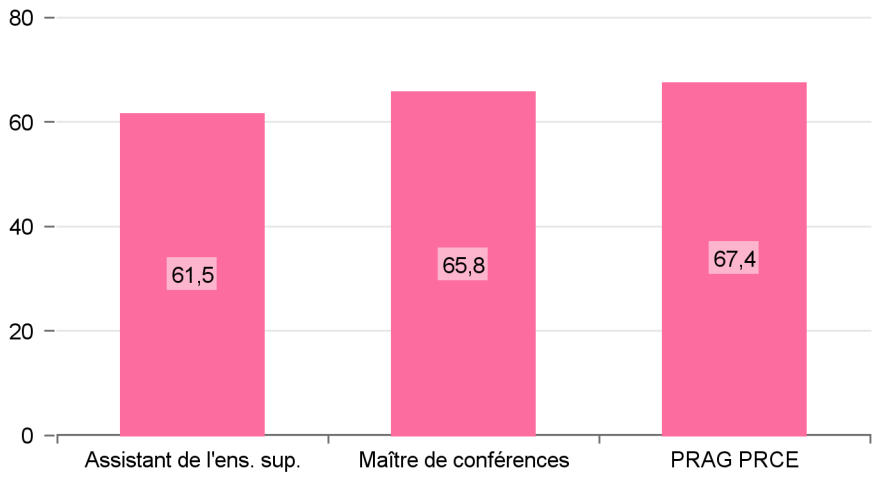
Source : SIDRH

Pour l'ensemble des personnels enseignants, on décompte 81 départs dont 26 pour les enseignants titulaires et 55 pour les enseignants contractuels.
Parmi les 26 départs des enseignants titulaires, 18 sont définitifs. On constate que près de 40% sont liés à une mutation et 33% à une admission à la retraite. On comptabilise également 8 départs provisoires dont 7 pour motif de disponibilité.

Parmi les 55 départs définitifs des enseignants contractuels, 96% sont liés à des fins de contrats. Sur cette même population, aucun départ à la retraite ni départ provisoire n'est enregistré.

L'âge moyen de départ à la retraite des enseignants du second degré (67,4 ans) est supérieur à l'âge moyen de départ à la retraite des enseignants chercheurs (64,9 ans). L'établissement est à l'inverse de la situation nationale où plus les enseignants sont gradés plus l'âge moyen de départ en retraite est élevé. Ainsi, l'âge de départ moyen d'un PR est de 66,9 ans, pour un MCF de 65,9 ans, pour un PRAG de 64,2 ans et pour un PRCE de 64,8 ans.

Enseignant Titulaire : Age moyen de départ à la retraite en 2022



BIATS : historique des arrivées et des départs par filière

		Année universitaire 2021-22		Année universitaire 2022-23	
		Arrivées	Départs	Arrivées	Départs
BIATS Titulaire	**AENES**	7	4	6	20
	Bibliothèque		2	2	4
	ITRF	5	24	14	33
	BIATS Titulaire	**12**	**30**	**22**	**57**
	Dont femmes	**10**	**18**	**17**	**37**
BIATS Contractuel	**CDD**	99	96	110	75
	CDI		13		6
	BIATS Contractuel	**99**	**109**	**110**	**81**
	Dont femmes	**63**	**74**	**75**	**49**
	Total BIATS	**111**	**139**	**132**	**138**
	Dont femmes	**73**	**92**	**92**	**86**

Source : SIDRH

BIATS : historique des départs selon l'ancienneté

		Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
		Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
BIATS Titulaire	**Moins d'1 an**	1	1	2			
	1 à 9 ans	6	7	13	14	8	22
	10 à 19 ans	7	2	9	13	9	22
	20 ans ou plus	4	2	6	10	3	13
	BIATS Titulaire	**18**	**12**	**30**	**37**	**20**	**57**
	Ancienneté moyenne	**12,6**	**11,4**	**12,1**	**15,0**	**14,0**	**14,6**
BIATS Contractuel	**Moins d'1 an**	25	15	40	21	15	36
	1 à 9 ans	46	16	62	26	16	42
	10 à 19 ans	2	4	6	2	1	3
	20 ans ou plus	1		1			
	BIATS Contractuel	**74**	**35**	**109**	**49**	**32**	**81**
	Ancienneté moyenne	**2,7**	**3,1**	**2,8**	**2,3**	**2,7**	**2,5**
	Total BIATS	**92**	**47**	**139**	**86**	**52**	**138**

Source : SIDRH

Le premier tableau met en parallèle les nouvelles arrivées dans l'établissement et les départs. Il permet donc d'appréhender le taux de remplacement des personnels partant par des nouveaux entrants dans l'établissement.

Au global, la population BIATS enregistre 132 nouvelles arrivées et 138 départs sur l'année 2022-23, soit un taux de nouveaux entrants de 96%. On notera que ce taux est près de 40% pour les titulaires et de 135% pour les contractuels. Les contractuels viennent donc pour partie suppléer au manque de titulaires.

Près de 60% des départs concernent des BIATS contractuels et plus particulièrement des agents en CDD (75 sorties). Concernant les BIATS titulaires, les départs sont répartis entre la filière ITRF (33 sorties) et la filière AENES (20 sorties).

L'ancienneté moyenne est de 15 ans chez les titulaires et près de 2 ans et demi pour les contractuels.

BIATS : historique des départs selon le motif

			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
BIATS Titulaire	Départs définitifs	Admission à la retraite	3	2	5	8	3	11
		Autres motifs cess. déf. fonction ss radiat.	4	2	6	3	3	6
		Clôture dossier agent payé à l'acte / tâche	1		1			
		Décès					1	1
		Détachement				10	5	15
		Licenciement		1	1			
		Mutation	6	1	7	4	1	5
		Rupture conventionnelle				1		1
		Total Départs définitifs	**14**	**6**	**20**	**26**	**13**	**39**
	Départs provisoires	Congé parental	1		1	3		3
		Détachement Sortant	2	3	5			
		Disponibilité	1	3	4	8	7	15
		Total Départs provisoires	**4**	**6**	**10**	**11**	**7**	**18**
		Total BIATS Titulaire	**18**	**12**	**30**	**37**	**20**	**57**
BIATS Contractuel	Départs définitifs	Admission à la retraite	1	1	2			
		Congé non rémunéré				3	3	6
		Démission	21	9	30	19	11	30
		Fin de contrat	49	20	69	27	18	45
		Licenciement (Période d'essai)	3	2	5			
		Mutation		1	1			
		Rupture conventionnelle		1	1			
		Rupture du contrat de travail		1	1			
		Total Départs définitifs	**74**	**35**	**109**	**49**	**32**	**81**
		Total BIATS Contractuel	**74**	**35**	**109**	**49**	**32**	**81**
Total BIATS			**92**	**47**	**139**	**86**	**52**	**138**

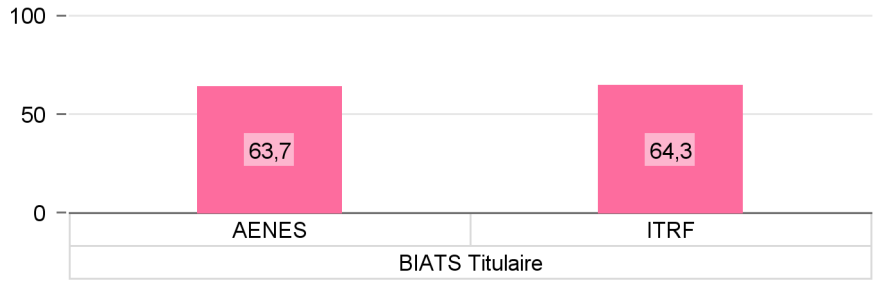
Source : SIDRH

Comme en 2021/22, la nature des départs définitifs pour les BIATS titulaires reste hétérogène en 2022/23. En effet, 38% des sorties sont des détachements, 28% des admissions à la retraite, 15% d'autres motifs et 13% des mutations. Quant aux départs provisoires, 83% d'entre eux sont des disponibilités.

Pour les BIATS contractuels, on décompte 81 départs définitifs qui sont répartis comme suit : 55% sont des fins de contrats, 37% des démissions et 7% des congés non rémunérés. Ce sont en majorité des femmes (en moyenne 60% des départs).

L'âge moyen de départ à la retraite des agents titulaires varie peu selon la filière : 64,3 ans pour la filière ITRF et 63,7 ans pour la filière AENES.

BIATS : Age moyen de départ à la retraite en 2022



THÈME 4

FORMATION

Plan de formation : historique

		2021	2022	2023
Formations Professionnelles	Nombre de stagiaires	729	1 136	1 080
	Heures de formation	6 661 h	9 059 h	7 189 h
	Dépenses y compris Frais de missions	142 470 €	141 286 €	136 920 €
Formations Hygiène Sécurité et Santé au Travail	Nombre de stagiaires	228	419	418
	Heures de formation	1 289 h	2 926 h	2 654 h
	Dépenses y compris Frais de missions	17 941 €	31 198 €	25 058 €
Préparation aux concours	Nombre de stagiaires	160	144	142
	Heures de formation	572 h	487 h	499 h
	Dépenses y compris Frais de missions	3 085 €	2 250 €	2 175 €
TOTAL	**Nombre de stagiaires**	**1 117**	**1 699**	**1 640**
	Heures de formation	**8 522 h**	**12 472 h**	**10 342 h**
	Dépenses y compris Frais de missions	**163 496 €**	**174 734 €**	**164 153 €**
	Nombre moyen de formations par agent formé	**2,0**	**2,6**	**2,4**

Source : LAGAF - DRHRS Pôle Métiers et Formation

Les dépenses correspondent à des formations organisées par Lyon 3. Elles peuvent accueillir des stagiaires hors Lyon 3 dans le cadre de la mutualisation entre établissements.

En revanche les données relatives aux stagiaires et aux heures de formation concernent uniquement des personnels de Lyon 3 (formations suivies à Lyon 3 ou dans le cadre de la mutualisation entre établissements ou externalisées).

Chaque individu est comptabilisé comme stagiaire autant de fois qu'il a suivi de formations.

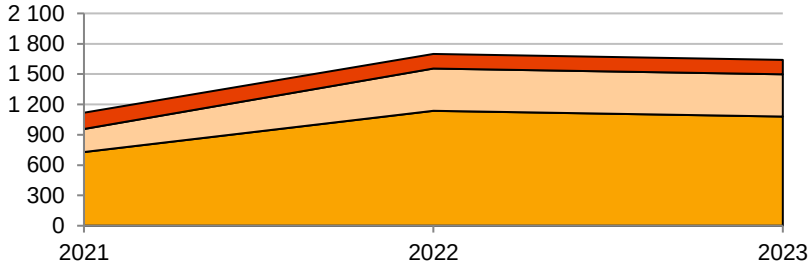
Pour l'année 2023, plus de 10 340 heures de formation ont été réalisées pour 1 640 stagiaires. Le coût de l'ensemble des formations s'élève à 164 153 euros, soit -6% par rapport à l'année précédente.

Les formations professionnelles : (environnement professionnel, bureautique, informatique mais aussi formations au développement personnel) peuvent être collectives ou individuelles, à la demande de l'agent ou du service. Elles représentent 2/3 des stagiaires.

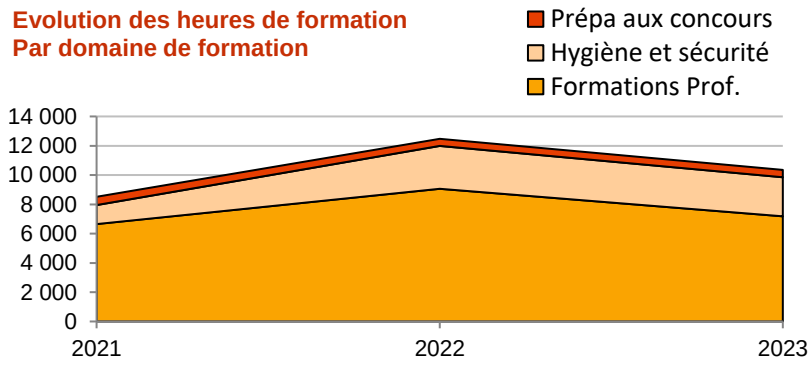
Les formations Hygiène Sécurité et Santé au Travail : regroupent les formations obligatoires et règlementaires, les formations aux risques psychosociaux, les formations en lien avec la politique et l'approche du handicap ainsi que les actions de sensibilisation à la santé et la sécurité au travail. Elles concernent 1 stagiaire sur 4 en 2023.

Les préparations aux concours : comptent la même proportion de stagiaire entre 2022 et 2023 (en moyenne 140 stagiaires).

Evolution du nombre de stagiaires
Par domaine de formation



Evolution des heures de formation
Par domaine de formation

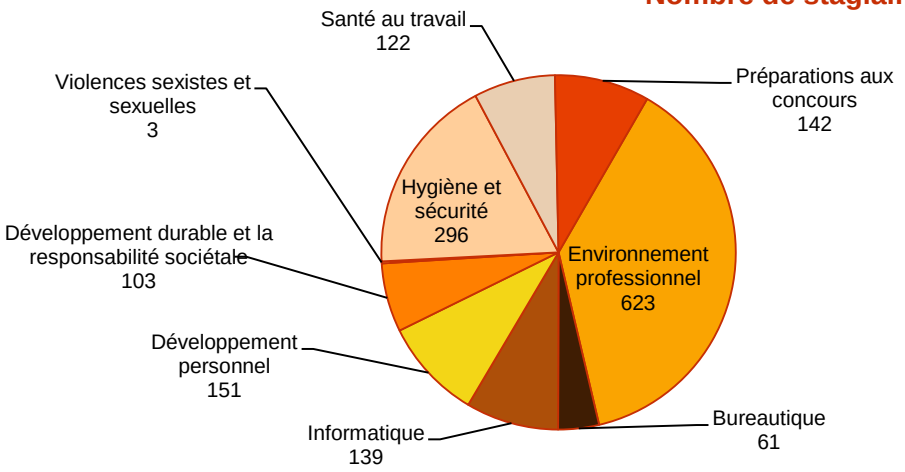


Secteur de formation	Nb de Stagiaires	Heures de formation	Dépenses en euros (1)
Formations professionnelles	**1 080**	**7 189 h**	**136 920 €**
Formations à l'environnement professionnel	623	3 787 h	64 359 €
Formations bureautiques	61	304 h	2 020 €
Formations informatiques	139	964 h	16 897 €
Développement personnel	151	1 801 h	53 284 €
Développement durable et responsabilité sociétale	103	298 h	360 €
Violences sexistes et sexuelles	3	36 h	0 €
Hygiène, Sécurité et Santé au Travail	**418**	**2 654 h**	**25 058 €**
Formations hygiène et sécurité	296	1 710 h	15 892 €
Santé au travail	122	944 h	9 166 €
Préparations aux concours	**142**	**499 h**	**2 175 €**
Tous secteurs	**1 640**	**10 342 h**	**164 153 €**

Champ : totalité des dépenses de formation - stagiaires de Lyon 3
(1) y compris frais de missions hors dépenses de masse salariale

Source : LAGAF - DRHRS Pôle Métiers et Formation

Nombre de stagiaires en 2023



Les dépenses correspondent à des formations organisées par Lyon 3. Elles peuvent accueillir des stagiaires hors Lyon 3 dans le cadre de la mutualisation entre établissements.

En revanche les données relatives aux stagiaires et aux heures de formation concernent uniquement des personnels de Lyon 3 (formations suivies à Lyon 3 ou dans le cadre de la mutualisation entre établissements ou externalisées).

Chaque individu est comptabilisé comme stagiaire autant de fois qu'il a suivi de formations.

Formations professionnelles 66% des stagiaires

38% des stagiaires ont suivi des formations liées à l'environnement professionnel. Ce domaine englobe un certain nombre de formations comme par exemple des formations relatives au management, l'utilisation de l'outil SIFAC ou encore la conduite de réunion.

Face aux préoccupations environnementales, l'université propose plusieurs formations dans ce domaine : 103 stagiaires en suivies cette année contre 13 l'an dernier.

Les formations en bureautique et informatique sont toujours autant suivies.

Hygiène sécurité et santé au travail 25% des stagiaires

En 2023, près de 20% des stagiaires ont été accueillies dans les formations hygiène et sécurité avec entre autres des formations à la sécurité tout public et des formations pour les professionnels. Leur part est stable par rapport à l'an dernier.

Les formations liées à la santé au travail* représentent 7% des stagiaires. Leur poids est quasi identique depuis plusieurs années.

**Gestion du stress, gestion des comportements agressifs, développer son bien-être au travail, mais aussi les formations liées aux politiques publiques, à la prise en charge et à l'approche du handicap.*

Préparations aux concours 9% des stagiaires

Le nombre de participants aux préparations au concours est stable par rapport à l'an dernier (142 stagiaires).

	2021	2022	2023
Formations professionnelles	**729**	**1 136**	**1 080**
Formations à l'environnement professionnel	459	649	623
Formations bureautiques	66	97	61
Formations informatiques	75	74	139
Développement personnel	128	229	151
Développement durable et responsabilité sociétale	0	13	103
Violences sexistes et sexuelles	1	74	3
Formations Hygiène et Sécurité	**175**	**340**	**296**
Sécurité Lyon 3 pour les personnels	79	211	180
Sécurité au travail pour les professionnels	45	82	84
Sécurité incendie pour les professionnels	8	10	3
Sécurité incendie tout public	16	0	0
Formations secourisme	27	27	29
Autres Formations hygiène et sécurité	0	10	0
Formations Santé au Travail	**53**	**79**	**122**
Santé au travail	21	63	66
Politique + Prise en charge + Approche du handicap	32	16	56
Préparations aux concours	**160**	**144**	**142**
Nombre total de stagiaires	**1 117**	**1 699**	**1 640**

Source : LAGAF - DRHRS Pôle Métiers et Formation

1 640 stagiaires en 2023

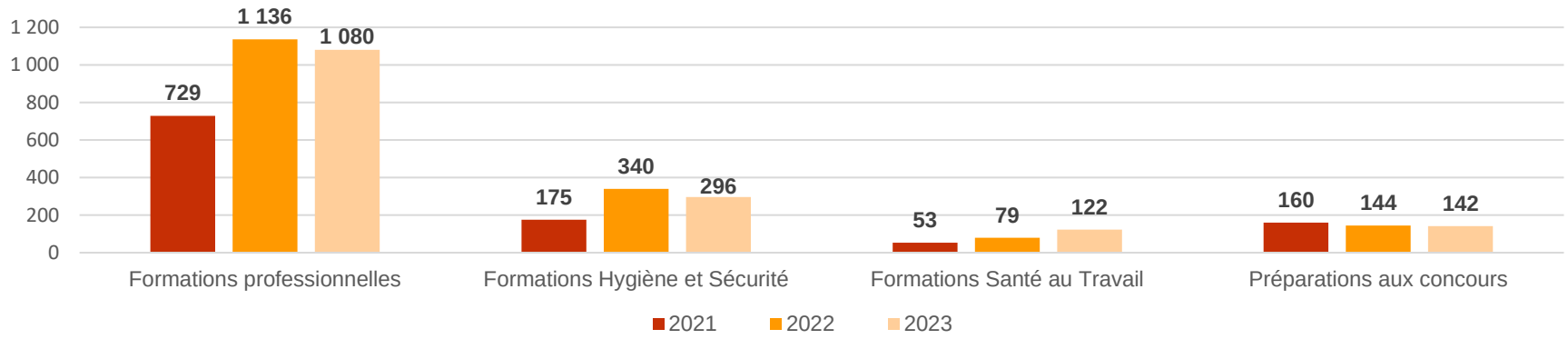
Entre 2022 et 2023, la répartition du nombre de stagiaires dans certains domaines de formations s'est sensiblement modifiée :

Concernant la formation professionnelle, une diminution d'une cinquantaine de stagiaires est observée. Notamment en matière de formations liées à l'environnement professionnel, à la bureautique et au développement personnel. En revanche, on note une hausse sur les thématiques du développement durable et responsabilité sociétale (103 stagiaires contre 13 en 2022) et de l'informatique (139 stagiaires contre 74 en 2022). Sur ce dernier domaine, les formations suivies concernent principalement nos logiciels de gestion actuels ou sur l'implantation de futurs outils.

Concernant les formations hygiène sécurité, elles enregistrent une baisse global -13% soit 44 stagiaires en moins. Celle-ci est principalement concentrée sur les formations sécurité Lyon 3 accessible à tous les personnels (-30 stagiaires). Le domaine santé au travail quant à lui a plus que doublé (122 stagiaires contre 79 en 2022). Face à l'évolution de notre société et de ses nouveaux maux, les stagiaires ont plébiscité les formations de premiers secours en santé mentale, de bien-être mais aussi du handicap.

Les préparations aux concours sont stables par rapport à l'an dernier.

Répartition du nombre de stagiaires par domaine de formation



Agents formés et stagiaires : historique

	LES AGENTS FORMÉS[1]					LES STAGIAIRES[2]				
	BIATS Cat. A	BIATS Cat. B	BIATS Cat. C	Autres[3]	Ensemble	BIATS Cat. A	BIATS Cat. B	BIATS Cat. C	Autres[3]	Ensemble
	Nombre d'AGENTS FORMÉS					**Nombre de STAGIAIRES**				
2021	149	121	184	97	**551**	290	259	397	171	**1 117**
2022	171	154	222	110	**657**	453	415	642	189	**1 699**
2023	**183**	**169**	**213**	**132**	**697**	**436**	**465**	**512**	**227**	**1 640**
	Nombre moyen d'heures de formation par AGENT FORMÉ					**Nombre moyen d'heures de formation par STAGIAIRE**				
2020	17,7	12,2	12,1	22,4	**15,5**	9,1	5,7	5,6	12,7	**7,6**
2021	19,0	20,5	19,4	16,1	**19,0**	7,2	7,6	6,7	9,4	**7,3**
2022	**18,2**	**16,3**	**13,1**	**11,0**	**14,8**	**7,7**	**5,9**	**5,5**	**6,4**	**6,3**
	Total d'heures de formation									
2021	2 637	1 478	2 231	2 177	**8 523**					
2022	3 244	3 152	4 301	1 775	**12 472**					
2023	**3 339**	**2 757**	**2 800**	**1 446**	**10 342**					
	Total de jours de formation[4]									
2021	440	246	372	363	**1 421**					
2022	541	525	717	296	**2 079**					
2023	**557**	**460**	**467**	**241**	**1 724**					

Source : LAGAF - DRHRS Pôle Métiers et Formation

Chiffres clés 2023 :

Agents formés

- **697 agents** (BIATS et enseignants, titulaires et contractuels) ont suivi au moins une formation.
- **15 heures de formation** en moyenne par agent

Stagiaires

- **1 640 stagiaires** ont suivi une formation soit en moyenne près de 3 formations par agent formé.
- **6 heures de formation** en moyenne par stagiaire

Champ : Agents Lyon 3, y compris ceux qui ont suivi une formation dans un autre établissement ou externalisée

[1] *Chaque individu n'est comptabilisé qu'une seule fois, quel que soit le nombre de formations suivies.*

[2] *Chaque individu est comptabilisé comme stagiaire autant de fois qu'il a suivi des formations.*

[3] *Enseignants notamment.*

[4] *Estimé par calcul sur la base de 6 heures par journée de formation.*

697 agents formés en 2023 contre 657 en 2022 soit une augmentation de 6% d'agents formés. En revanche le nombre d'heures et de jours de formation enregistrent une baisse de 17%.

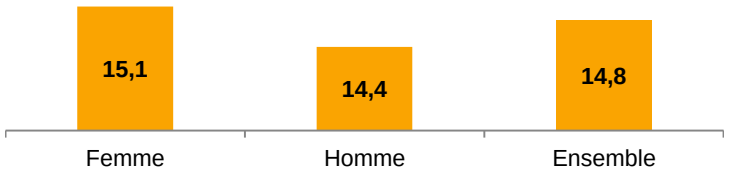
L'approche par catégorie met en évidence que les catégories C (38%) se forment davantage que les catégories A et B (respectivement 33% et 30%). Aussi, le taux d'agents formés par catégorie (rapport entre le nombre d'agents formés aux effectifs) passe de 73% pour les catégories A à 82 % pour les catégories B et C.

Agents formés et stagiaires en 2023 selon le sexe et la catégorie

	LES AGENTS FORMÉS[1]					LES STAGIAIRES[2]				
	BIATS Cat. A	BIATS Cat. B	BIATS Cat. C	Autres[3]	Ensemble	BIATS Cat. A	BIATS Cat. B	BIATS Cat. C	Autres[3]	Ensemble
Nombre d'AGENTS FORMÉS						**Nombre de STAGIAIRES**				
Femme	126	114	143	81	**464**	337	330	347	125	**1 139**
Homme	57	55	70	51	**233**	99	135	165	102	**501**
Ensemble	**183**	**169**	**213**	**132**	**697**	**436**	**465**	**512**	**227**	**1 640**
Nombre moyen de formations suivies par AGENT FORMÉ										
Femme	2,7	2,9	2,4	1,5	**2,5**					
Homme	1,7	2,5	2,4	2,0	**2,2**					
Ensemble	**2,4**	**2,8**	**2,4**	**1,7**	**2,4**					
Nombre moyen d'heures de formation par AGENT FORMÉ						**Nombre moyen d'heures de formation par STAGIAIRE**				
Femme	19,9	17,1	11,7	10,7	**15,1**	7,4	5,9	4,8	7,0	**6,1**
Homme	14,7	14,7	16,1	11,3	**14,4**	8,5	6,0	6,8	5,7	**6,7**
Ensemble	**18,2**	**16,3**	**13,1**	**11,0**	**14,8**	**7,7**	**5,9**	**5,5**	**6,4**	**6,3**
Total d'heures de formation										
Femme	2 502	1 948	1 670	869	**6 989**					
Homme	837	809	1 130	577	**3 353**					
Ensemble	**3 339**	**2 757**	**2 800**	**1 446**	**10 342**					
Total de jours de formation[4]										
Femme	417	325	278	145	**1 165**					
Homme	140	135	188	96	**559**					
Ensemble	**557**	**460**	**467**	**241**	**1 724**					

Source : LAGAF - DRHRS Pôle Métiers et Formation

Nombre moyen d'heures de formation par agent formé en 2023



Champ : Agents Lyon 3, y compris ceux qui ont suivi une formation dans un autre établissement ou externalisée

[1] *Chaque individu n'est comptabilisé qu'une seule fois, quel que soit le nombre de formations suivies.*

[2] *Chaque individu est comptabilisé comme stagiaire autant de fois qu'il a suivi des formations.*

[3] *Enseignants notamment*

[4] *Estimé par calcul sur la base de 6 heures par journée de formation.*

En 2023, parmi les 697 agents (BIATS et enseignants) qui ont suivi au moins une formation, 68% étaient des femmes (leur part est de 65% sur l'ensemble des personnels de l'université).

Contrairement aux années précédentes, on n'observe plus de différence marquée par genre concernant le nombre moyen de formation suivie (en moyenne 2,5 jours de formation) et le nombre moyen d'heures de formation par agent formé (en moyenne 15 heures de formation).

On observe la même tendance sur le nombre moyen d'heures de formation par stagiaire (6,1 heures pour les femmes et 6,3 heures pour les hommes).

THÈME 5

RÉMUNÉRATIONS

Masse salariale (ensemble des dépenses de rémunérations et charges sociales)

	2021		2022		2023		Evolution	
	en euros	%	en euros	en %	en euros	en %	en euros	en %
Rémunérations principales	44 723 056 €	*46,2%*	46 465 206 €	*45,9%*	48 263 227 €	*45,3%*	1 798 021 €	*3,9%*
Régime indemnitaire & intéressement	4 718 875 €	*4,9%*	5 452 134 €	*5,4%*	6 178 411 €	*5,8%*	726 278 €	*13,3%*
Contractuels Doctorants	1 609 642 €	*1,7%*	1 681 475 €	*1,7%*	2 053 912 €	*1,9%*	372 437 €	*22,1%*
Rémunérations accessoires	6 664 694 €	*6,9%*	6 799 928 €	*6,7%*	6 976 607 €	*6,5%*	176 678 €	*2,6%*
Autres indemnités	883 261 €	*0,9%*	1 268 864 €	*1,3%*	1 775 019 €	*1,7%*	506 155 €	*39,9%*
Cotisations patronales	38 170 909 €	*39,4%*	39 552 133 €	*39,1%*	41 286 335 €	*38,8%*	1 734 202 €	*4,4%*
Total	**96 770 437 €**	**100%**	**101 219 741 €**	**100%**	**106 533 512 €**	**100%**	**5 313 771 €**	**5,2%**

Source : KX

En 2023, la masse salariale affiche une croissance forte, +5,2% et s'établit à 106,5 millions d'euros.

Les rémunérations principales ont progressé de 3,9% en 2023. L'évolution de 1,8 millions d'€ s'explique :
- pour les titulaires : principalement par l'augmentation du point d'indice qui a eu lieu en juillet 2023 (revalorisation de 1,5% du point d'indice) et par la refonte des grilles indiciaires des catégories B, C et des assistants ingénieurs).
- pour les contractuels, par l'augmentation du SMIC et par une revalorisation de 8 points d'indice pour les catégories B.

Le montant global du régime indemnitaire et intéressement est en hausse de 13,3% entre les deux années. Cette augmentation de 726 278 € s'explique pour partie par la poursuite de la mise en place du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC) induite par la Loi Programmation Recherche (LPR) mais également par la mise en œuvre des mesures de la conférence sociale prises en 2022, et notamment pour les BIATS la revalorisation du RIFSEEP.

Les contrats doctoraux avec une part de 2% de la masse salariale voient leur masse en euros augmenter de 22,1% (en lien avec les augmentations nationales).

Les rémunérations accessoires sont en hausse de 2,6% dont une part provient de la hausse des heures complémentaires de 2,5%.

La forte évolution de la rubrique "Autres indemnités", plus de 500 K€ en plus, est due en grande majorité à la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat versée à certains agents de la fonction publique en 2023.

Les cotisations patronales suivent le rythme des rémunérations principales (impact de la hausse du point d'indice).

** **Rémunérations principales** : Traitement brut, Traitement brut NBI, indemnité de résidence et SFT*
** **Régime indemnitaire et intéressement** : complément du traitement distinct des autres éléments de rémunération. Il s'agit des indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire pour les titulaires et de l'intéressement pour les non titulaires BIATS. Il s'agit des "primes".*
** **Indemnités des Contractuels Doctorants** y compris extensions.*
** **Rémunérations accessoires** : sur le budget Etat, il s'agit pour l'essentiel des cours complémentaires sur chaires vacantes ; sur le budget de l'université, cette rubrique englobe des heures complémentaires, des heures supplémentaires et des indemnités de formation continue.*
** **Autres indemnités** : indemnité compensatrice CSG, remboursement domicile travail, garantie individuelle du pouvoir d'achat, indemnité différentielle du SMIC, aides au retour à l'emploi et quelques autres indemnités, indemnités de fin de contrat.*

Masse salariale brute annuelle cumulée des dix rémunérations les plus élevées

	2021		2022		2023	
	Masse salariale en €	Nombre de personnes	Masse salariale en €	Nombre de personnes	Masse salariale en €	Nombre de personnes
Femme	279 219 €	3	398 065 €	4	298 928 €	3
Homme	642 646 €	7	594 167 €	6	706 923 €	7
Total	**921 866 €**	**10**	**992 232 €**	**10**	**1 005 850 €**	**10**

Source : KX

Note : Les rémunérations principales et accessoires brutes versées effectivement dans l'année sont toutes prises en compte (hors rappels de l'année antérieure). Il n'y aucune exception, notamment vis-à-vis de la quotité de travail, de la présence de l'agent au début ou à la fin de l'année, du type d'indemnité, etc.

La structure par rapport au sexe n'évolue pas ou peu sur les 3 années figurant ici : les hommes sont plus nombreux que les femmes parmi les 10 rémunérations les plus élevées.
Seuls les montants varient fortement d'une année sur l'autre. Ces variations sont inhérentes à la structure par corps, par grade et par âge de notre population. Néanmoins, on notera qu'à l'inverse des 2 dernières années où, en moyenne, les montants en euros (masse salariale/nombre) étaient à l'avantage des femmes, ce n'est plus le cas en 2023 avec un écart moyen non négligeable puisqu'il est de 1 346 €.

Autres indemnités

Ces indemnités résultent de l'application de la règlementation nationale.

	2021		2022		2023	
	Nb d'agents concernés	Montant total versé	Nb d'agents concernés	Montant total versé	Nb d'agents concernés	Montant total versé
GIPA[1]	93	34 514 €	103	67 307 €	96	85 458 €
Indemnité Inflation[5]/Prime de pouvoir d'achat[6]	0	0 €	770	77 000 €	770	435 334 €
Indemnité différentielle SMIC	209	79 516 €	20	-49 €	1	-28 €
Rembours. domicile travail	627	154 491 €	762	208 852 €	739	303 622 €
dont Forfait mobilité durable	*38*	*3 492 €*	*98*	*17 986 €*	*230*	*59 100 €*
Congés non pris	272	110 182 €	290	123 969 €	277	128 427 €
Indemnités Fin de contrat[2]	20	11 436 €	45	64 231 €	38	61 242 €
Indemnités compensatrices CSG	1 014	368 546 €	989	370 269 €	970	383 595 €
Indemnités de télétravail[3]	0	0 €	526	44 520 €	432	55 990 €
Prise en charge Mutuelle[4]	0	0 €	675	112 007 €	707	123 618 €
Subrogation	75	98 071 €	75	66 487 €	93	70 283 €

Source : KX

1-La Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat a été instituée en 2008 . En 2023, un arrêté du 13 août proroge l'application de la GIPA pour l'année 2023. La GIPA permet de maintenir le niveau de rémunération des agents publics lorsque leur traitement brut a évolué moins vite que l'indice des prix à la consommation sur une période de référence de 4 ans.
2-mise en place au 1er janvier 2021 dans le cadre de la loi de transformation de la fonction publique
3-mise en place le 1er septembre 2021 (décret 2021-1123 du 26/08/2021 et arrêté d'application daté du même jour)
4-mise en place le 1er janvier 2022 (décret 2021-1164 du 8 septembre 2021)
5-aide exceptionnelle et individuelle non reconduite de 100€ versée au 1er trimestre 2022 (loi de finance rectificative du 2 décembre 2021 et décret du 12 décembre 2021
6-prime exceptionnelle dont le montant varie de 300 à 800 euros attribué aux agents de la fonction publique de l'Etat sous certaines conditions en octobre 2023.

En 2023, le versement de la GIPA concerne 96 agents contre 103 l'année dernière mais le montant moyen par agent progresse de 36% (890 euros contre 650 euros en 2022). Le tableau-ci dessous montre que ce sont principalement des femmes qui la perçoivent et qu'elle concerne plutôt les catégories A et B. D'autre part, en 2023, une prime de pouvoir d'achat a été distribuée à 770 agents pour un montant total de 453,3 K€.

L'indemnité différentielle de SMIC complète la rémunération d'agents qui se retrouvent avec un traitement inférieur au SMIC. Avec l'augmentation du point d'indice et les mesures prises suite à la conférence sociale concernant les contractuels, cette indemnité marque le pas depuis 2 ans tant en euros qu'en nombre de personnes.

Le nombre de personnes percevant l'indemnité de transport est de 739 et son montant revient à la situation observée avant la crise sanitaire de la COVID. On notera également la poussée du forfait mobilité : son montant a été multiplié par 3 et ses bénéficiaires par 2,4.

Depuis 2016, l'université verse aux agents contractuels les indemnités journalières de sécurité sociale, que l'assurance maladie rembourse à l'établissement. C'est la subrogation. Ils ont été 93 agents à être concernés en nette augmentation par rapport à l'année dernière pour un montant de 70,3 K€.

Les indemnités de fin de contrat, versées aux agents contractuels de droit public en CDD non renouvelable de moins d'un an remplaçant un agent titulaire ou recruté en l'absence de corps de fonctionnaires susceptibles d'exercer les fonctions confiées, s'élèvent à 62 242 euros en baisse par rapport à 2022. Elles ont concerné 38 agents.

Le montant des indemnités de télétravail concerne 432 personnes en 2023 pour un montant de 55,9 K€

La prise en charge d'une partie des frais de mutuelle concerne 707 agents cette année contre 675 en 2022 avec un montant global évoluant de 5,7%.

Zoom sur le nombre d'agent bénéficiant de la GIPA

	2021		2022		2023	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Catégorie A	19	17	26	20	34	22
Catégorie B	8	4	11	10	20	11
Catégorie C	30	15	28	8	5	4
TOTAL	**57**	**36**	**65**	**38**	**59**	**37**

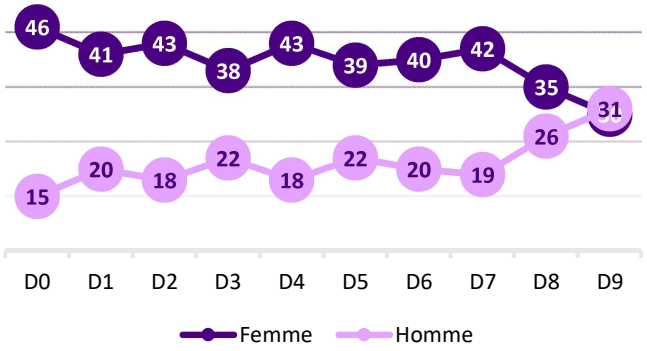
Source : KX

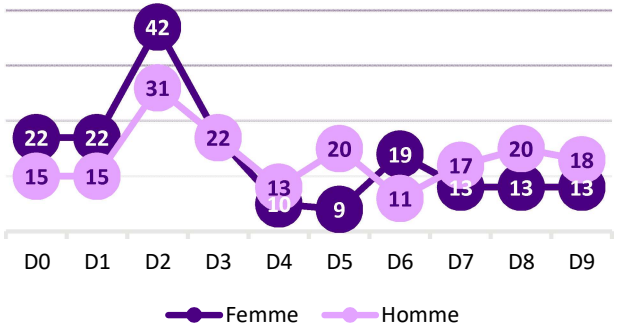
Note : sont considérés ici l'ensemble des personnels rémunérés par l'établissement
Sont éligibles à la GIPA les personnels titulaires qui relèvent d'un grade dont l'indice sommital est inférieur ou égal à la hors échelle B (HEB). Ils doivent, de surcroît, avoir été rémunérés sur un emploi public pendant au moins trois ans sur la période de référence. Les agents publics non titulaires sont également éligibles à la GIPA, à la condition qu'ils soient rémunérés de manière expresse par référence à un indice. De surcroît, ils doivent avoir été employés de manière continue par le même employeur public sur la période de référence.

Distribution des rémunérations nettes

BIATS	2023	
	Femme	Homme
D0 [10 429;18 876[	75%	25%
D1 [18 876;19 862[	67%	33%
D2 [19 862;20 953[	70%	30%
D3 [20 953;22 704[	63%	37%
D4 [22704;24 040[	70%	30%
D5 [24 040;25 526[	64%	36%
D6 [25 526;27 468[	67%	33%
D7 [27 468;31 797[	69%	31%
D8 [31 797;38 190[	57%	43%
D9 [>=38 190]	49%	51%
Ensemble	**65%**	**35%**

ENSEIGNANTS-CHERCHEURS	2023	
	Femme	Homme
D0 [<39 107[	59%	41%
D1 [39 107;42 737]	59%	41%
D2 [42 737;45 046]	58%	42%
D3 [45 046;48 383]	50%	50%
D4 [48 383;51 879]	43%	57%
D5 [51 879;55 206]	31%	69%
D6 [55 206;58 652]	63%	37%
D7 [58 652;64 416]	43%	57%
D8 [64 416;70 108]	39%	61%
D9 [>70 108]	42%	58%
Ensemble	**50%**	**50%**





Définition : Les rémunérations nettes s'entendent comme étant les rémunérations brutes auxquelles ont été retirés tous les prélèvements sociaux et autres retenues, mais pas le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.
La distribution en décile permet de situer les agents sur l'échelle des salaires : D0 est la fourchette de salaire au-dessous de laquelle se situent 10% des salaires.

La répartition des rémunérations par décile des enseignants-chercheurs montre que, sur les 3 premiers déciles, ce sont les femmes qui sont les plus nombreuses. A partir du 4e décile et excepté le 7e décile, ce sont les hommes qui deviennent majoritaires (pour rappel, la part des femmes dans les enseignants chercheurs est de 50%).

Concernant les BIATS, seul le denier décile (D9) montre une quasi égalité entre homme (31) et femme (30). Néanmoins, la tendance montre que plus les tranches de revenus augmentent, moins les femmes sont nombreuses. Constat renforcé si l'on regarde la part des femmes dans nos personnels BIATS. En effet, les femmes représentent 65% de ces personnels ; or elles ne sont que 37% à être présentes dans les 4 derniers déciles ; les hommes sont 45% sur ces mêmes déciles alors même qu'ils ne représentent que 35% des BIATS. Les hommes sont donc proportionnellement plus nombreux que les femmes sur ces 4 derniers déciles.

Rémunérations annuelles brutes versées pour les agents sur emploi permanent

Situation sur l'année civile		Rémunération pricipale				Indemnités et Primes	Total des rémunérations annuelles brutes
		Traitement indiciaire brut	NBI	Indemnité de résidence	Supplément familial de traitement		
2021	A	33 339 401 €	51 874 €	333 090 €	324 121 €	5 835 047 €	39 883 532 €
	B	4 081 383 €	5 331 €	41 274 €	56 934 €	922 777 €	5 107 699 €
	C	4 976 621 €	1 470 €	50 450 €	60 324 €	864 414 €	5 953 278 €
	Total	**42 397 405 €**	**58 675 €**	**424 813 €**	**441 379 €**	**7 622 238 €**	**50 944 510 €**
2022	A	34 390 849 €	57 028 €	342 984 €	310 759 €	6 804 849 €	41 906 469 €
	B	4 475 868 €	5 639 €	44 974 €	54 200 €	963 870 €	5 544 551 €
	C	5 225 509 €	1 052 €	52 569 €	57 234 €	858 492 €	6 194 856 €
	Total	**44 092 226 €**	**63 719 €**	**440 527 €**	**422 193 €**	**8 627 211 €**	**53 645 876 €**
2023	A	35 751 482 €	55 722 €	356 596 €	312 441 €	7 667 574 €	44 143 815 €
	B	4 813 843 €	6 100 €	48 211 €	55 284 €	1 209 949 €	6 133 388 €
	C	5 426 012 €	1 173 €	54 718 €	61 597 €	1 110 908 €	6 654 407 €
	Total	**45 991 337 €**	**62 995 €**	**459 525 €**	**429 322 €**	**9 988 431 €**	**56 931 610 €**

Source : Fichier KX

Le total des rémunérations annuelles brutes versées aux agents sur emploi permanent a progressé de 6% cette année, conséquence des mesures gouvernementales mais également locales (conférence sociale)
Les indemnités et primes représentent en moyenne 17,5% des rémunérations brutes versées aux agents en 2023, en augmentation régulière depuis 3 ans.

Zoom sur la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI)

En décembre de chaque année considérée		Total		dont Femmes	
		Effectif	Nombre de points	Effectif	Nombre de points
2021	A	37	870	19	465
	B	5	75		
	C	3	30		
	Total	**45**	**975**	**19**	**465**
2022	A	44	971	26	597
	B	8	122	1	22
	C	2	20		
	Total	**54**	**1 113**	**27**	**619**
2023	A	42	917	23	501
	B	7	107	1	22
	C	2	20		
	Total	**51**	**1 044**	**24**	**523**

Source : Fichier KX

Pour rappel, la Conférence sociale organisée en 2022 a permis la remise à plat de l'attribution de la NBI.
De nouvelles fonctions se sont vues attribuées une NBI. Cette enveloppe étant fixe d'une année sur l'autre, certaines fonctions détentrices de la NBI ont fait l'objet d'un écrêtage de leur valeur en points d'indice facilitant ainsi cette redistribution.
51 agents bénéficient d'une NBI en 2023 ; 82% appartiennent à la catégorie A.
Globalement, on observe une quasi-parité Femme/Homme : 24 femmes la percevant (soit 47%) contre 27 hommes. Néanmoins, les fonctions éligibles à une NBI ne reflètent pas la répartition Femmes/Hommes des effectifs globaux des personnels BIATS de l'établissement (65,2% de femmes)
On notera la prépondérance des hommes en catégorie B : 6 hommes la touchant contre une seule femme ; quant à la catégorie A, 23 femmes en sont détentrices contre 19 hommes.

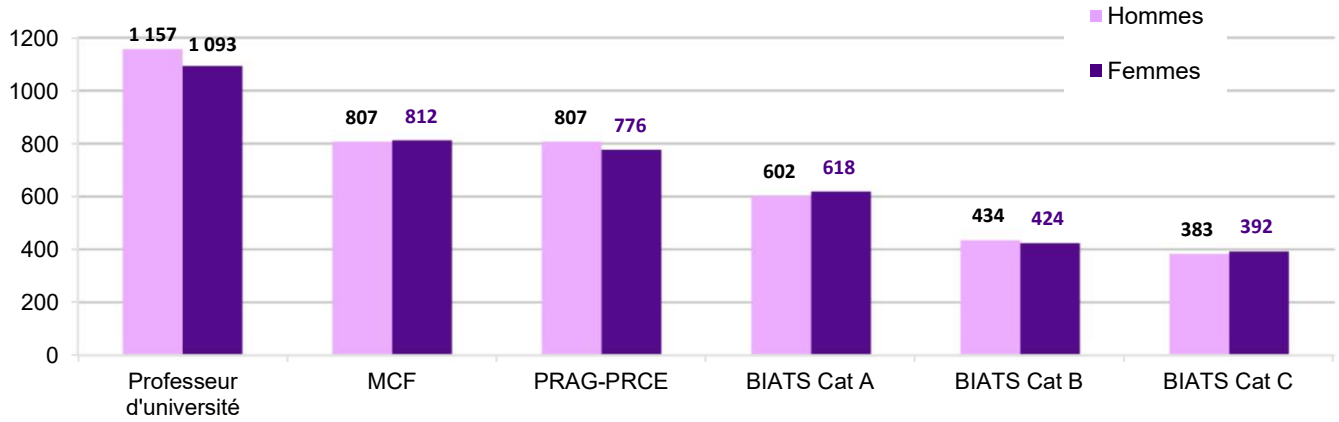
La NBI est un complément de rémunération attaché à l'exercice de certaines fonctions définies règlementairement.
Elle ne peut concerner que les BIATS titulaires. Les attributions sont décidées sur la base de critères par les instances de l'établissement et prennent la forme d'un certain nombre de points d'indices. Les sommes correspondant aux points d'indices non consommés au titre de la NBI sont intégrées dans l'enveloppe indemnitaire globale.

Rémunérations principales : indices de rémunération des personnels titulaires en 2023

	Nb d'agents rémunérés	Indice moyen	Médiane (*)	Indice moyen		Ancienneté moyenne	
				Homme	Femme	Homme	Femme
Enseignants Titulaires	**480**	**897**	**830**	**919**	**876**		
Professeurs d'université	136	1 128	1 173	1 157	**1 093**	26,7	**27,7**
Maîtres de conférences	264	810	803	807	**812**	20,5	**20,1**
PRAG PRCE	80	790	800	807	**776**	21,9	**20,1**
BIATS Titulaires	**445**	**481**	**431**	**486**	**478**		
Catégorie A	158	612	577	602	**618**	21,7	**20,9**
Catégorie B	145	427	415	434	**424**	22,0	**20,6**
Catégorie C	142	389	380	383	**392**	16,7	**18,6**

Source : SIDRH et KX

Indices moyens de rémunération des personnels titulaires selon le sexe



Méthode : ces indicateurs sont calculés indépendamment du temps travaillé dans l'année : un agent compte pour 1 quel que soit le nombre de mois où il a été rémunéré.

L'ancienneté, donnée en années, est calculée par rapport à la date d'entrée dans l'Education nationale. La date d'observation est le 31 décembre 2023

Ce tableau sur la rémunération principale est complété plus loin par celui sur les primes.
En effet, les différences entre indices moyens sont à relativiser avec la part des primes dans la rémunération globale : 9,5% pour les enseignants titulaires et 18% pour les BIATS titulaires (voir détail page suivante).

** médiane : 50% des agents perçoivent un indice de rémunération inférieur ou égal à la médiane.*

Globalement, les indices de rémunérations ne montrent pas de divergences trés importantes ; on notera les éléments suivants :
- **les professeurs d'université** masculins ont un indice de rémunération supérieur à leurs collègues femmes (+5,5%) alors que le nombre d'années d'ancienneté est supérieure d'un an pour les femmes. Le différentiel d'indices se creuse cette année : 25 points en 2022 contre 64 points cette année.
- **les enseignants du second degré**, avec, pour les hommes, un indice de rémunération supérieur de 4% à celui des femmes mais avec une ancienneté légèrement supérieure.
- L'indice moyen comme l'ancienneté sont proches pour les **maîtres de conférences** entre les femmes et les hommes, à l'avantage des femmes.
- **Pour les personnels BIATS**, la différence d'indices des catégories A est de 16 points à l'avantage des femmes malgré une ancienneté moins longue. Avec un écart de 9 points, les femmes de catégorie C ont une ancienneté supérieure d'un an par rapport aux hommes. Les personnels de catégorie B montrent une différence de 10 points d'indice à l'avantage des hommes s'expliquant par le différentiel d'ancienneté.

Rémunérations principales des agents contractuels

	2021	2022	2023
Nombre d'agents différents rémunérés*	356	385	**371**
Nombre moyen de mois travaillés par agent - hors CDI	9,5	8,6	**9,0**
Indice moyen des agents contractuels	384	402	**409**
Indice médian des agents contractuels	340	366	**375**

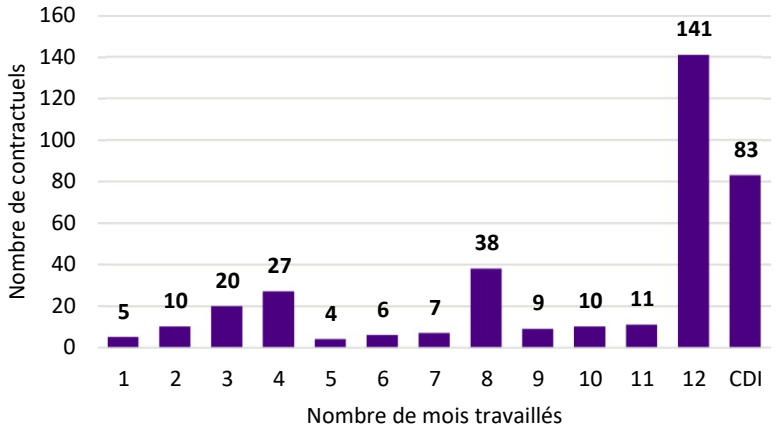
Sources : DIDAP - KX et SIDRH

Calculs effectués indépendamment de la durée travaillée

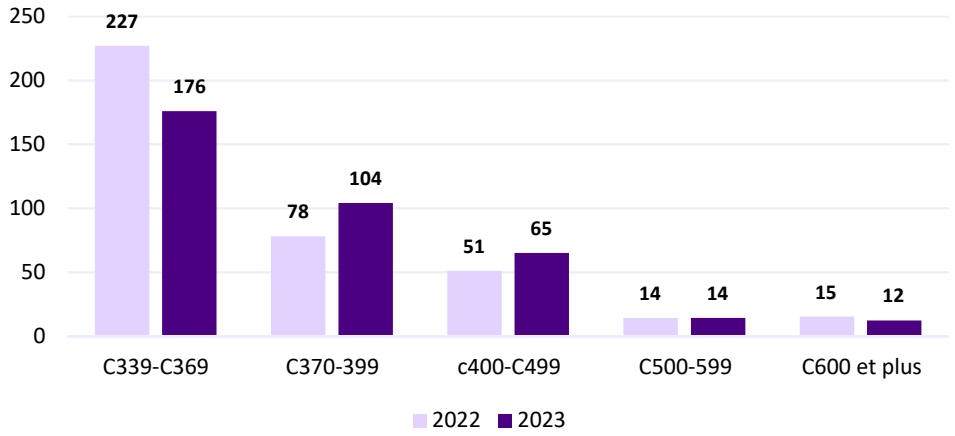
Hors champ : contrats étudiants, contrats d'apprentissage, post-doctorants et contrats horaires.

**1 agent compte pour 1 quel que soit le nombre de mois travaillés*

Répartition des contractuels en fonction du nombre de mois travaillés en 2023



Evolution de la répartition des contractuels en fonction des indices de rémunération



La moitié des agents contractuels a un indice inférieur à 375

371 agents contractuels différents ont été rémunérés en 2023, dont 288 en CDD et 83 en CDI. La part de CDI et de CDD 12 mois se situe à 57% en hausse cette année mais on n'atteint pas les niveaux de 2020 et 2021 (63% en 2020, 59% en 2021. Ces deux dernières années ont été marqués par des départs d'agents en CDI et de personnels en CDD n'ayant pas souhaité renouveler leur contrat.

Pour les agents en CDD, le nombre moyen de mois travaillés est de 9 ans sur l'année civile 2023 et 49% des contrats sont sur toute l'année. 25% des agents en CDD ont été employés moins de 6 mois cette année.

En 2023, l'indice moyen des rémunérations perçues par les agents contractuels est de 409 soit une augmentation de 7 points. La moitié des agents contractuels perçoit une rémunération à un indice inférieur à 375 en progression de 9 points par rapport à 2022. C'est l'effet conjugué d'une réévaluation des grilles de recrutement des contractuels A, B et C en mai 2023, de l'attribution de points d'indices supplémentaires pour les contractuels B déjà présents dans l'établissement afin de rétablir l'écart de rémunération

ENSEIGNANTS	2021	2022	2023	Evolution 2022/2023
Prime de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) en 2021 devenant RIPEC-C1-Prime statutaire à partir de 2022 pour les E.C. uniquement*	868 322 €	1 571 465 €	1 624 537 €	3%
Prime pour Charges Administratives (PCA) et Prime pour Responsabilité Pédagogique (PRP) en 2021 qui deviennent RIPEC-C2-Prime fonctionnelle à partir de 2022 pour les E.C. uniquement **	943 936 €	968 099 €	1 051 165 €	9%
PEDR/Prime d'excellence scientifique (PES) pour 2021 devenant RIPEC - C3 - Prime individuelle à partir de 2022 pour les E.C.	250 208 €	261 000 €	444 996 €	70%
Autres indemnités	66 411 €	61 825 €	71 284 €	15%
Transfert Primes / Points	-178 611 €	-179 516 €	-180 894 €	1%
Total Enseignants	**1 950 267 €**	**2 682 873 €**	**3 011 088 €**	**12%**
BIATS				
Régime indemnitaire - RIFSEEP + CIA	2 492 225 €	2 531 990 €	2 795 681 €	10%
Prime Contractuels (Interressement+prime mensuelle créée en 2022)	341 577 €	292 941 €	383 889 €	31%
Autres primes (prime inflation en 2022, prime pouvoir d'achat en 2023)	43 294 €	51 918 €	96 598 €	86%
Transfert Primes / Points	-108 487 €	-107 589 €	-108 845 €	1%
Total BIATS	**2 768 608 €**	**2 769 261 €**	**3 167 324 €**	**14%**
Total régime indemnitaire	**4 718 875 €**	**5 452 134 €**	**6 178 411 €**	**13%**

Source : KX

Note : pour rappel, 2021 a été marquée par le versement d'une prime exceptionnelle à l'ensemble des personnels BIATS titulaires ou non (plus de 300 000 euros) qui n'a pas été reconduite en 2022. De ce fait, la comparaison entre 2021 et 2022 n'est pas pertinente.
* La PRES perdurera pour les PRAG/PRCE/ATER après 2022
** Pour les EC, une partie de la PRP perdurera pour certaines activités non prises en compte par la C2 ; elle perdurera dans sa globalité pour les enseignants du second degré

6,2 millions d'euros pour les primes en 2023

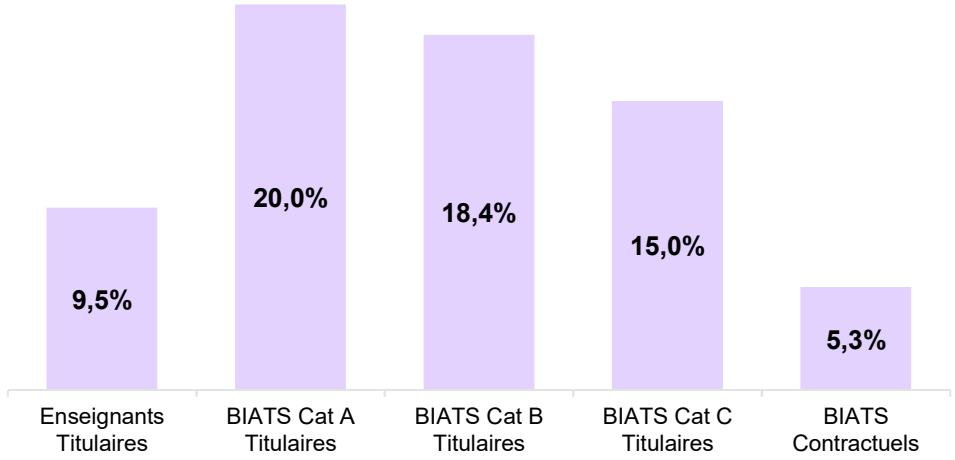
Le régime indemnitaire statutaire enseignant est encore en progression cette année (+12%) mais moindre que l'année dernière (+38%). Pour rappel : ces évolutions sont le résultat des changements induits par la Loi Pour la Programmation de la Recherche qui vont perdurer jusqu'en 2027 et la conférence sociale de 2022 qui prévoient une revalorisation du montant des primes des enseignants-chercheurs (PR et MCF) et qui prend la forme de 3 primes : la prime statutaire C1, la prime fonctionnelle C2 (dont les montants ont été revus à la hausse en 2023 d'où l'évolution de 12%) et la prime individuelle C3 (financée sur budget propre). Pour cette dernière, la forte évolution constatée cette année provient principalement de la mise en place progressive de son paiement. Les enseignants du second degré ne bénéficient pas de l'ensemble de ce dispositif, les primes habituelles (PRES, PCA et PRP) sont donc maintenues pour eux.

Concernant les BIATS, les effets des mesures prises lors de la conférence sociale organisée par l'établissement en 2022 expliquent également les hausses constatées. Cela s'est concrétisé de la manière suivante en 2023 :
- pour les titulaires, une revalorisation de l'IFSE en septembre 2023,
- pour les contractuels, une augmentation au 1er septembre 2023 de la prime mensuelle instaurée en 2022.
Globalement, l'évolution 2023 des primes des personnels BIATS s'élève donc à 14%.

Le transfert Primes / Points évolue peu durant ces 3 dernières années.

	2022	2023	Evolution en %	% de la rémunération hors charges - 2022
Enseignants Titulaires	**5 529 €**	**6 065 €**	**9,7%**	**9,5%**
BIATS Titulaires	**6 367 €**	**6 958 €**	**9,3%**	**18,3%**
Catégorie A	*9 199 €*	*9 858 €*	*7,2%*	20,0%
Catégorie B	*5 661 €*	*6 256 €*	*10,5%*	18,4%
Catégorie C	*3 837 €*	*4 347 €*	*13,3%*	15,0%
BIATS Contractuels	**1 224 €**	**1 477 €**	**20,7%**	**5,3%**

Source : KX



Primes en % de la rémunération globale hors charges - 2023

Primes moyennes en hausse

Le montant moyen des primes perçues par les enseignants titulaires est de 6 065 euros en 2023 en forte hausse (9,7%) en lien avec la mise en place de la loi LPR et de la conférence sociale qui, toutes deux revalorisent le montant des primes des enseignants chercheurs.
Pour les enseignants titulaires, les primes représentent désormais 9,5% de leur rémunération contre 6,7% en 2021.

Pour les personnels BIATS titulaires, la prime moyenne est de 6 958 euros en 2023 et elle progresse de 9,3% par rapport à l'année dernière. Les primes pèsent près de 18% dans leur rémunération. On notera la plus forte progression sur les catégories B et C, résultat d'une volonté politique issue de la conférence sociale.

La prime versée aux personnels BIATS non titulaires est d'un montant annuel moyen de 1 477 euros en 2023 correspondant à 5% de leur rémunération. Elle est en forte augmentation cette année : 20,7%.

Note méthodologique : dans ce calcul, toutes les primes perçues par les agents sont prises en compte : régime indemnitaire pour les personnels titulaires et prime d'intéressement pour les personnels contractuels BIATS.
Champ : personnes présentes toute l'année 2022 et toute l'année 2023 dans le même corps.

** RIFSEEP : Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel. Il vise à rationaliser et simplifier le paysage indemnitaire de la fonction publique.* Il est *composé de deux primes : d'une part, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, d'autre part, un complément indemnitaire annuel (CIA). Celles-ci sont cumulatives mais diffèrent dans leur objet comme dans leurs modalités de versement.*

Ecart global de rémunération entre les femmes et les hommes pour les fonctionnaires

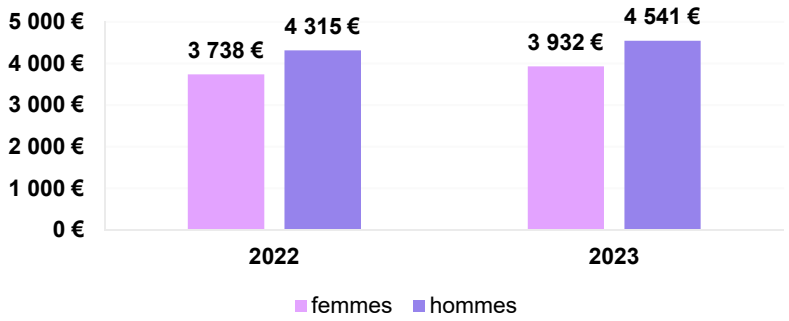
	2022	2023
Rémunération brute payée (1) femmes	3 738 €	**3 932 €**
Rémunération brute payée (1) hommes	4 315 €	**4 541 €**
Ecart	-577 €	**-608 €**
Ratio écart (% (F-H)/H)	-13,4%	**-13,4%**
Ratio écart (% (F-H)/H) en EQTP (2)	-10,8%	**-10,8%**
Effet temps partiel	-101 €	**-112 €**
Effet ségrégation des corps	-385 €	**-415 €**
Effet démographique au sein des corps	-39 €	**-23 €**
Effet primes à corps-Grade-échelon identique	-52 €	**-58 €**
Ratio écart (% (F-H)/H) en EQTP corrigé des effets ségrégation des corps et démographie au sein des corps	-1,2%	**-1,3%**

Source : Outil DGAFP sur fichiers KX

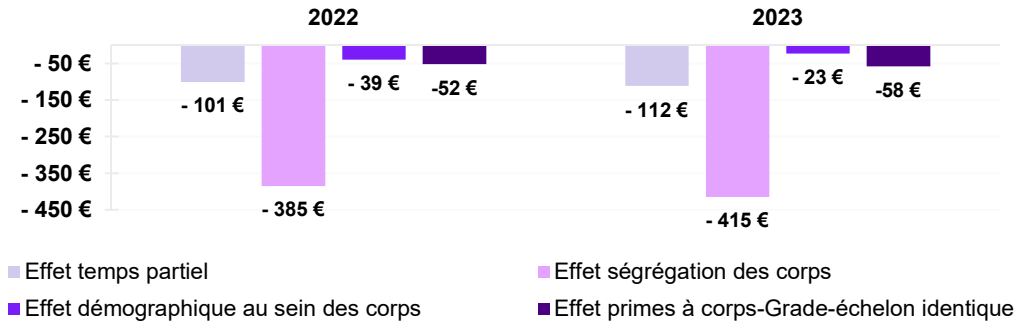
En 2023, l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes fonctionnaires augmente passant de 577 à 608 euros en défaveur des femmes.
Sur l'année 2023 comme pour l'année 2022, c'est l'effet de ségrégation des corps qui explique l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, c'est-à-dire la partie de l'écart de rémunération liée à une différence de proportion femme-homme dans chaque corps en fonction du niveau de rémunération de ces corps. Ici, il est négatif, cela signifie que les femmes sont sous-représentées dans les corps les mieux rémunérés (par exemple les professeurs d'université) et/ou sur-représentées dans les corps les moins rémunérés (notamment dans les catégories B et C).
Vient ensuite l'effet temps partiel, les femmes étant le plus souvent à temps partiel que les hommes et cela quelle que soit la catégorie.
L'effet primes à corps-grade-échelon identique vient se placer en 3e position à l'avantage des hommes.
Enfin, l'écart démographique au sein des corps se situe à 58 euros en défaveur des femmes : les indices moyens des hommes sont plus hauts que ceux des femmes, provenant d'une différence d'ancienneté indiciaire moyenne entre les femmes et les hommes à l'avantage des hommes.

Notes :
(1) "La rémunération brute payée" correspond à la rémunération brute mensuelle moyenne attribuée aux agents.
(2) La rémunération brute en équivalent temps plein EQTP correspond à "la rémunération brute payée" corrigée du temps travaillé.

Evolution de la rémunération mensuelle moyenne brute par sexe



Evolution des différents effets sur les écarts de rémunération



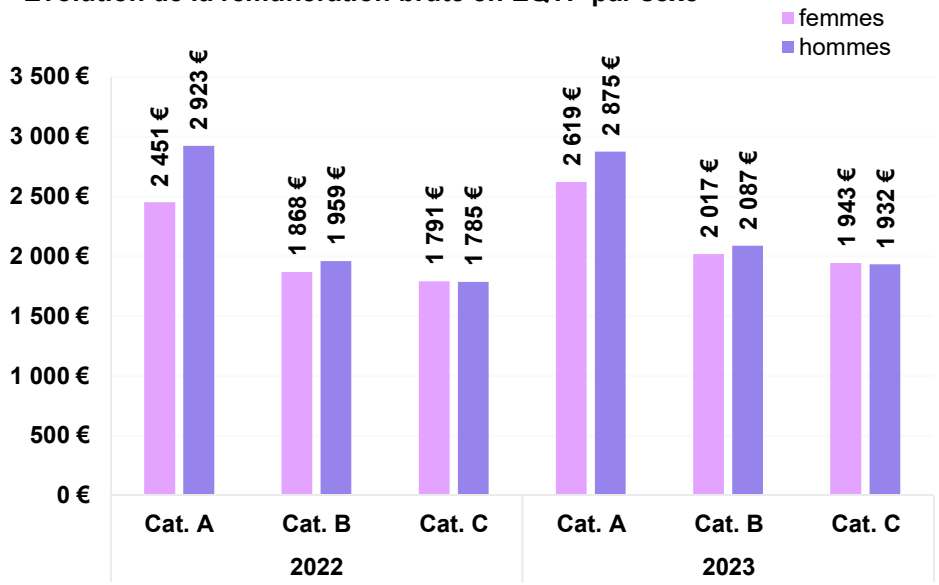
Ecart global de rémunération entre les femmes et les hommes pour les non titulaires

	2022			2023		
	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Cat. A	Cat. B	Cat. C
Rémunération brute en EQTP femmes	2 451 €	1 868 €	1 791 €	2 619 €	2 017 €	1 943 €
Rémunération brute en EQTP hommes	2 923 €	1 959 €	1 785 €	2 875 €	2 087 €	1 932 €
Ecart	-472 €	-91 €	6 €	-256 €	-70 €	11 €
Ratio écart (% (F-H)/H) en EQTP	-16,1%	-4,6%	0,3%	-8,9%	-3,4%	0,6%
Ratio écart moyen (% (F-H)/H) en EQTP	**-8,9%**			**-5,0%**		
Effectif ETPT femmes	*115*	*40*	*81*	*114*	*48*	*80*
Effectif ETPT hommes	*79*	*24*	*42*	*89*	*26*	*43*

Note : La rémunération brute en équivalent temps plein EQTP correspond à "la rémunération brute payée" corrigée du temps travaillé.

Source : Outil DGAFP sur fichiers KX

Evolution de la rémunération brute en EQTP par sexe



La rémunération brute mensuelle en EQTD des femmes reste sur la période observée en dessous de celle des hommes. Mais globalement, le ratio entre la différence des 2 écarts Femme/Homme rapportée à la rémunération mensuelle moyenne des hommes passe de -8,9% en 2022 à -5% en 2023. Ce constat se voit également par catégorie.

Ainsi, l'écart de rémunération a fortement diminué notamment dans les catégories A puisqu'il passe de -472 à -256 euros, soit une baisse de près de la moitié (216 euros, -45,7%). Ceci est d'autant plus remarquable que la proportion des hommes dans cette catégorie est plus forte qu'en 2022 (ils représentent 43% en 2023 contre 40% en 2022).
Cet écart baisse également en catégorie B (70 euros en 2023 contre 91 euros en 2022). En catégorie C, il est à l'avantage des femmes.

Calcul de l'index en nombre de points à partir des 3 indicateurs

	Note maximale initiale	Score 2022	Score 2023
Nombre de points obtenus pour l'écart de rémunération pour les fonctionnaires	40	38	**38**
Nombre de points obtenus pour l'écart de rémunération pour les contractuels	40	29	**35**
Nombre de points obtenus pour l'indicateur des dix plus hautes rémunérations	20	16	**8**
Index	**100**	**83**	**81**

Source : Outil DGAFP sur fichiers KX

Nombre d'équivalent temps plein

	2022	2023
Nb EQTP fonctionnaires (1)	858	**861**
NB EQTP contractuels (2)	381	**400**
Correctif sur la pondération (1)/(1+2)	0,69	**0,68**

Source : Outil DGAFP sur fichiers KX

Score corrigé du poids des fonctionnaires

	2022		2023	
	Note maximale	Score final	Note maximale	Score final
Nombre de points obtenus pour l'écart de rémunération pour les fonctionnaires	55	52,3	54	**51,3**
Nombre de points obtenus pour l'écart de rémunération pour les contractuels	25	18,1	26	**22,8**
Nombre de points obtenus pour l'indicateur des dix plus hautes rémunérations	20	16,0	20	**8,0**
Total	**100**	**86,4**	**100**	**82,1**

Source : Outil DGAFP sur fichiers KX

Un index égalité de 81 points largement au-dessus de la cible de 75 points imposée par le Ministère de la Fonction Publique

En 2023, l'index égalité Femme-Homme a baissé de 2 points en valeur absolue, de 4,3 points en valeur pondérée. L'établissement obtient un score de 81 en 2023 (82 pour le score pondéré).

Cette situation est la conséquence de la baisse de l'indicateur du nombre de femmes dans les 10 rémunérations les plus hautes. Nous en comptions 4 en 2022, alors qu'en 2023, on en recense 3 (voir pages antérieures). En conséquence, nous perdons 8 points par rapport au score obtenu en 2022.

Cette baisse est en partie compensée par la hausse du score obtenu sur l'indicateur des écarts de rémunération des contractuels puisqu'il passe de 29 à 35 points.

THÈME 6

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

	2020		2021		2022	
Nombre d'agents convoqués	**324**		**711**		**580**	
Nombre d'agents effectivement vus	197	*61%*	442	*62%*	321	*55%*
dont Téléconsultations			89	*13%*	27	*5%*
Rendez-vous excusés ou annulés	49	*15%*	148	*21%*	259	*45%*
Nombre d'absents	78	*24%*	121	*17%*	259	*45%*

Source : Rapport de santé au travail 2022

Le nombre d'agents convoqués est de 580 contre 711 en 2021. Les téléconsultations ont été moins privilégiées cette année (fin de la période Covid).
Il est à noter que 45% des agents convoqués ne se sont pas rendus à leur convocation, soit en procédant à une annulation soit ne s'y rendant pas ; ce chiffre est en forte augmentation par rapport à l'année dernière.

(les chiffres 2023 ne sont connus à la date de publication de ce rapport)

THÈME 7

ORGANISATION DU TRAVAIL ET TEMPS DE TRAVAIL

Thème 7

a. Télétravail et travail à distance

BIATS : demandes de télétravail et profil des télétravailleurs

Note : Cette modalité de travail est formalisée par une convention individuelle de télétravail par chaque télétravailleur. Le télétravail est régi par une charte qui a été mise en place en 2017 et revue en 2022. Deux possibilités s'offrent au télétravailleur : télétravail ponctuel avec un contingent de 20 jours sur l'année ou télétravail régulier (jusqu'à 2,5 jours) auquel s'ajoutent 10 jours ponctuels
Périmètre : personnels BIATS titulaires et contractuels

au 01/09	Campagne 2021			Campagne 2022			Campagne 2023		
Type de télétravail	**Acceptées**	**Refusées**	**Total**	**Acceptées**	**Refusées**	**Total**	**Acceptées**	**Refusées**	**Total**
Ponctuel	37	1	38	57	2	59	64	2	66
Régulier	270	11	281	342	4	346	364	1	365
Total	**307**	**12**	**319**	**399**	**6**	**405**	**428**	**3**	**431**
Télétravail proche aidant*				2	0	2	1	0	1
Télétravail médical	13	3	16	1	0	1	3	0	3

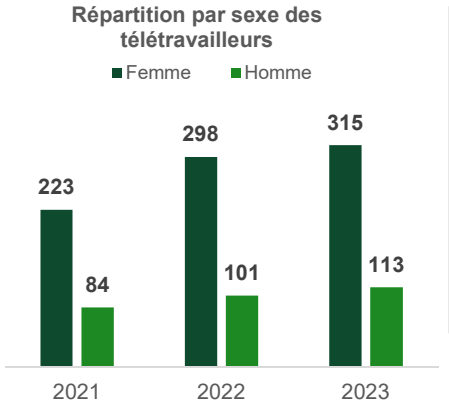
*mis en place à la campagne 2022

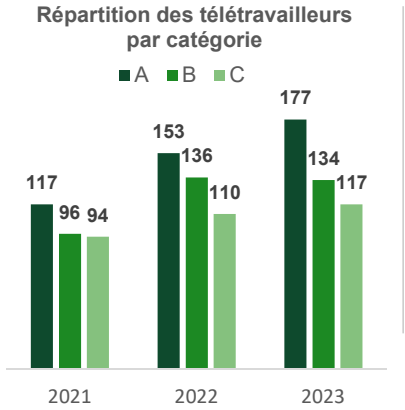
Source : DRHRS - Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Appui au Pilotage

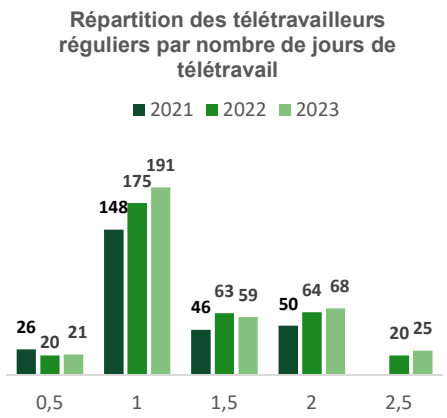
428 demandes de télétravail lors de la campagne 2023 ont été acceptées sur les 431 demandes. C'est 7,3% de plus que l'année dernière.

En 2023, 85% concernent le télétravail régulier et 15% du télétravail ponctuel. La part de ce dernier est plus élevée cette année que l'année dernière (14%)

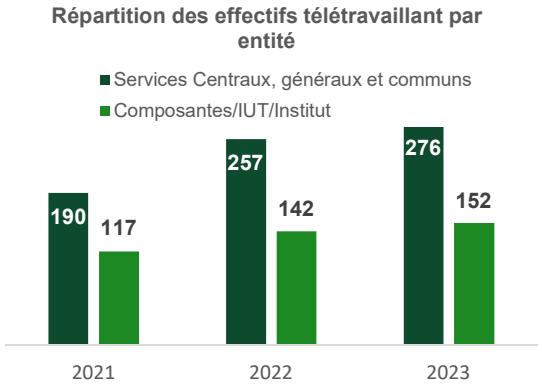
Profil des télétravailleurs (hors télétravail médical et télétravail pour proche aidant)

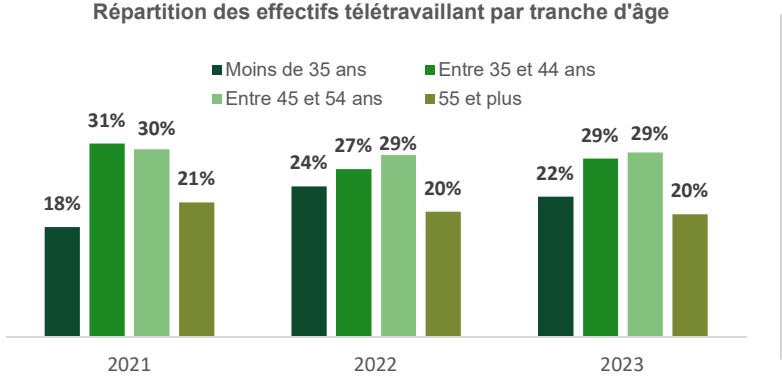


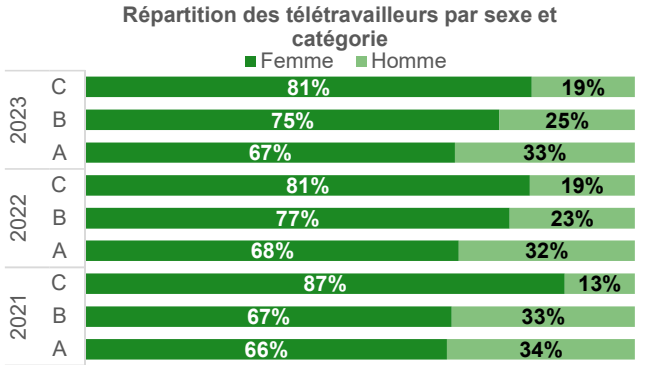




315 télétravailleuses contre 113 télétravailleurs soit 74% de femmes alors que leur poids dans l'établissement est de 65 %. On constate donc une surepréresentation de femmes engagées dans cette nouvelle modalité de travail et elle s'accentue quand on appartient à un niveau hiérarchique bas.
Les catégories A et B sont les plus nombreuses à télétravailler par rapport à leur poids dans l'établissement : 177 demandes pour 251 catégories A soit 70 % alors qu'ils ne représentent que 35 % des effectifs BIATS; pour les B, 31 % des demandes mais 29 % des BIATS. A l'inverse les catégories C avec 117 télétravailleurs ne sont que 27,3% des BIATS à télétravailler alors qu'ils représentent 36 % des BIATS.
Lors de la campagne 2023, 58% des télétravailleurs proviennent des classes d'âge se situant entre 35 et 54 ans; les moins de 35 ans voient leur part diminuer à 22% contre 24% en 2022.
En moyenne, 1,1 jours par semaine sont télétravaillés, c'est un peu moins que ces 2 dernières années. 64% des télétravailleurs se situent dans les services centraux ou communs. Enfin, c'est à leur domicile que les personnels télétravaillent.







Source : DRHRS - Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Appui au Pilotage

Thème 7

b. Temps plein, temps partiel et temps incomplet

Enseignants : répartition des effectifs selon la modalité de service

			Déc. 2023			Rappel Déc. 2022		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant Titulaire	Temps plein	Temps plein	241	232	473	233	230	463
		Temps plein	**241**	**232**	**473**	**233**	**230**	**463**
	Temps partiel	Temps partiel de droit (temps partiel de droit + naissance + handicap)	1		1			
		Temps partiel sur autorisation	4	2	6	6	3	9
		Temps partiel thérapeutique	2		2	3		3
		Temps partiel	**7**	**2**	**9**	**9**	**3**	**12**
Enseignant Titulaire			**248**	**234**	**482**	**242**	**233**	**475**
Enseignant Contractuel	Temps plein	Temps plein	56	39	95	49	49	98
		Temps plein	**56**	**39**	**95**	**49**	**49**	**98**
	Temps incomplet	Temps incomplet	14	42	56	11	41	52
		Temps incomplet	**14**	**42**	**56**	**11**	**41**	**52**
Enseignant Contractuel			**70**	**81**	**151**	**60**	**91**	**151**

Source : SIDRH

Au 31 décembre 2023, 473 des 482 enseignants titulaires exercent leur fonction à temps plein, soit 98%.
Cette proportion est stable depuis plusieurs années.

A noter que 63% des enseignants contractuels sont à temps plein et 37% à temps incomplet. Parmi ces derniers, les hommes sont majoritaires (75%).

Enseignants : quotité de travail en 2023

par Sexe		50%	70%	80%	100%	Ensemble
Enseignant Titulaire	Femmes	2	3	2	241	248
		1%	*1%*	*1%*	*97%*	100%
	Hommes	1	1		232	234
		0%	*0%*		*99%*	100%
Enseignant Contractuel	Femmes	14			56	70
		20%			*80%*	100%
	Hommes	42			39	81
		52%			*48%*	100%

par Corps		50%	70%	80%	100%	Ensemble
Enseignant Titulaire	Professeur des universités	1			140	141
		1%			*99%*	100%
	Maître de conférences	1	2	1	252	256
		0%	*1%*	*0%*	*98%*	100%
	PRAG PRCE	1	2	1	81	85
		1%	*2%*	*1%*	*95%*	100%
Enseignant Contractuel	ATER	1			69	70
		1%			*99%*	100%
	Associé	54				54
		100%				100%
	Lecteur et M. de langues				24	24
					100%	100%
	Autre Ens. Contractuel	1			2	3
		33%			*67%*	100%

	50%	70%	80%	100%	Ensemble
Total Enseignant Titulaire	3	4	2	473	482
	1%	1%	0%	98%	100%
Total Enseignant Contractuel	56			95	151
	37%			63%	100%

Source : SIDRH

Temps partiel ou temps incomplet par corps en Déc. 2023



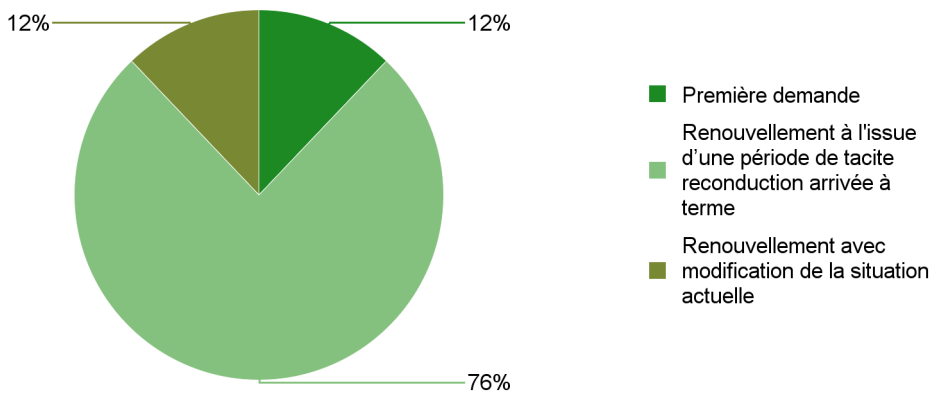
Peu d'enseignants titulaires travaillent à temps partiel et ce sont plutôt des MCF et des professeurs du 2d degré. Concernant les contractuels, ce sont principalement les enseignants "associés" qui représentent la majorité des temps incomplets (liés au statut de ce type d'enseignants)

BIATS Titulaire : répartition des effectifs selon la modalité de service

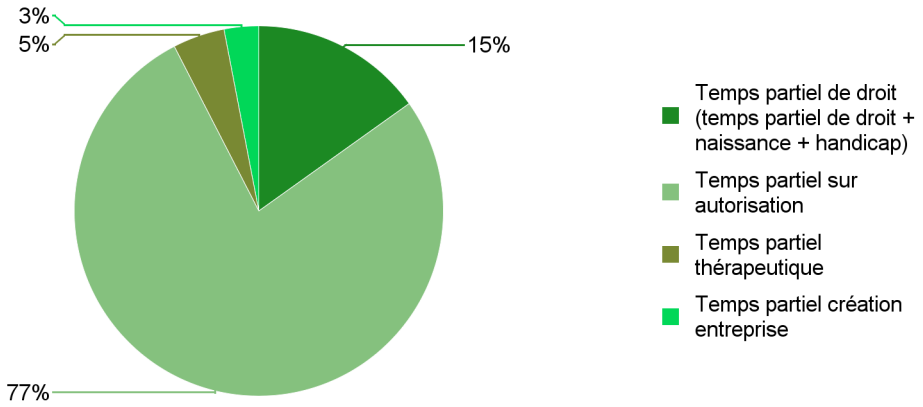
			Déc. 2023			Rappel Déc. 2022		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
BIATS Titulaire	Temps plein	Temps plein	211	139	350	202	139	341
		Temps plein	**211**	**139**	**350**	**202**	**139**	**341**
	Temps partiel	Temps partiel de droit (temps partiel de droit + naissance + handicap)	9	1	10	8	4	12
		Temps partiel sur autorisation	48	3	51	51	4	55
		Temps partiel thérapeutique	1	2	3	2	1	3
		Temps partiel création entreprise	1	1	2			
		Temps partiel	**59**	**7**	**66**	**62**	**9**	**71**
		BIATS Titulaire	**270**	**146**	**416**	**264**	**148**	**412**

Source : SIDRH

Temps partiel par type de demande
BIATS Titulaire en Déc. 2023



Temps partiel par motif de la demande
BIATS Titulaire en Déc. 2023



En 2023, la proportion des BIATS titulaires qui travaillent à temps complet est de 84% sans grand changement par rapport à l'an dernier (83%).
Le temps partiel quant à lui représente 16% de l'effectif.

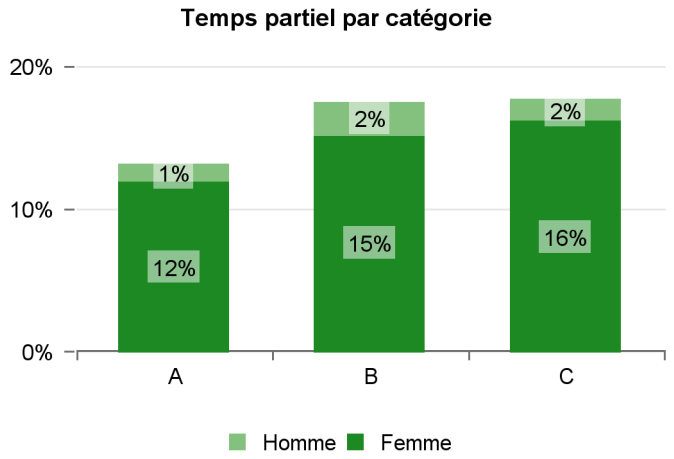
Parmi les agents à temps partiel, les femmes ont davantage recours à cette modalité de service que les hommes : respectivement 89 % et 11%.
Le temps partiel sur autorisation reste majoritaire, puisqu'il représente 77% des temps partiels.

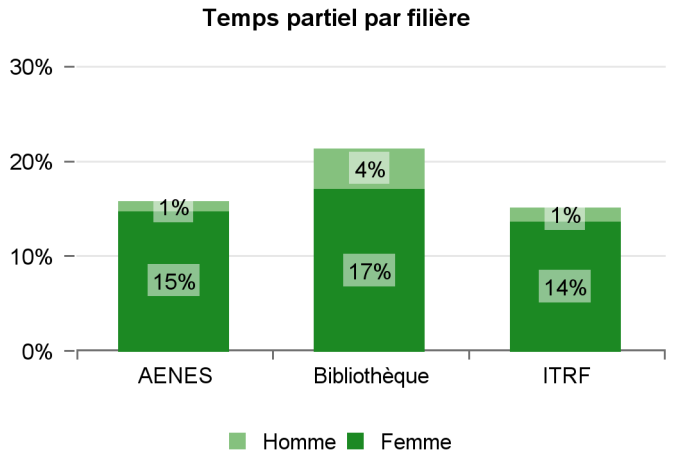
BIATS Titulaire : quotité de travail en 2023

par Sexe	50%	60%	70%	80%	90%	100%	Ensemble
Femmes	4	2	2	51		211	270
	1%	*1%*	*1%*	*19%*		*78%*	100%
Hommes	2		1	2	2	139	146
	1%		*1%*	*1%*	*1%*	*95%*	100%
par Catégorie							
Catégorie A		2		18	1	139	160
		1%		*11%*	*1%*	*87%*	100%
Catégorie B	3		3	16		104	126
	2%		*2%*	*13%*		*83%*	100%
Catégorie C	3			19	1	107	130
	2%			*15%*	*1%*	*82%*	100%
par Filière							
AENES	3		1	10		75	89
	3%		*1%*	*11%*		*84%*	100%
Bibliothèque	1		1	7	1	37	47
	2%		*2%*	*15%*	*2%*	*79%*	100%
ITRF	2	2	1	36	1	238	280
	1%	*1%*	*0%*	*13%*	*0%*	*85%*	100%
Total BIATS Titulaire	**6**	**2**	**3**	**53**	**2**	**350**	**416**
	1%	**0%**	**1%**	**13%**	**0%**	**84%**	**100%**

Source : SIDRH

16% des titulaires sont à temps partiel
22% pour les femmes
et 5% pour les hommes





Au global, en moyenne 13% des BIATS titulaires exercent leur fonction avec une quotité de 80% ; la filière bibliothèque reste la filière où l'on trouve le moins d'agents à temps partiel (10 agents contre 42 pour les ITRF et 14 pour les AENES).

78% des femmes travaillent à temps plein contre 95% pour les hommes ; parmi les femmes, 19% travaillent à 80%. A noter que les hommes ne sont que 5% à temps partiel quelle que soit la quotité.

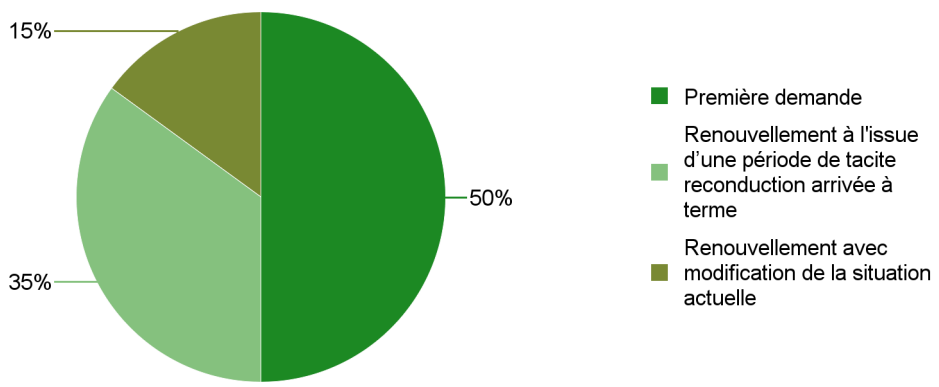
L'analyse par catégorie montre que plus la catégorie augmente, moins on travaille à temps partiel : 87% de temps complet pour les catégories A, 83% pour les catégories B et 82% pour les catégories C.

BIATS Contractuel : répartition des effectifs selon la modalité de service

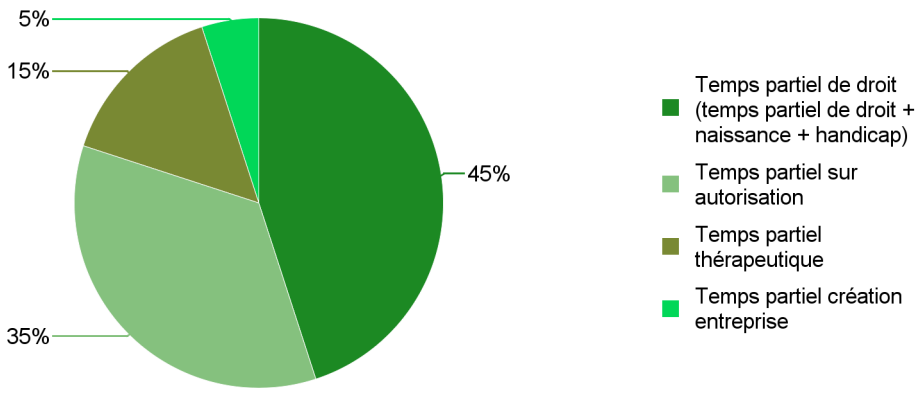
			Déc. 2023			Rappel Déc. 2022		
			Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
BIATS Contractuel	Temps plein	Temps plein	166	96	262	170	88	258
		Temps plein	**166**	**96**	**262**	**170**	**88**	**258**
	Temps partiel	Temps partiel de droit (temps partiel de droit + naissance + handicap)	8	1	9	2	1	3
		Temps partiel sur autorisation	6	1	7	8		8
		Temps partiel thérapeutique	3		3	4		4
		Temps partiel création entreprise	1		1			
		Temps partiel	**18**	**2**	**20**	**15**	**1**	**16**
	Temps incomplet	Temps incomplet	14	6	20	10	7	17
		Temps incomplet	**14**	**6**	**20**	**10**	**7**	**17**
BIATS Contractuel			**198**	**104**	**302**	**195**	**96**	**291**

Source : SIDRH

Temps partiel par type de demande
BIATS Contractuel en Déc. 2023



Temps partiel par motif de la demande
BIATS Contractuel en Déc. 2023



Au 31 décembre 2023, 87% des BIATS contractuels de l'établissement travaillent à temps plein, le temps partiel et le temps incomplet concernent 13% d'entre eux.

Parmi les 20 agents qui travaillent à temps partiel, 18 d'entre eux sont des femmes. Bien que cela reste marginal, les hommes commencent à avoir recours également au temps partiel (2 en 2023 et 1 en 2022).
Selon le motif de la demande, 45% sont liés à du temps partiel de droit et 35% du temps partiel sur autorisation.

BIATS Contractuel : quotité de travail en 2023

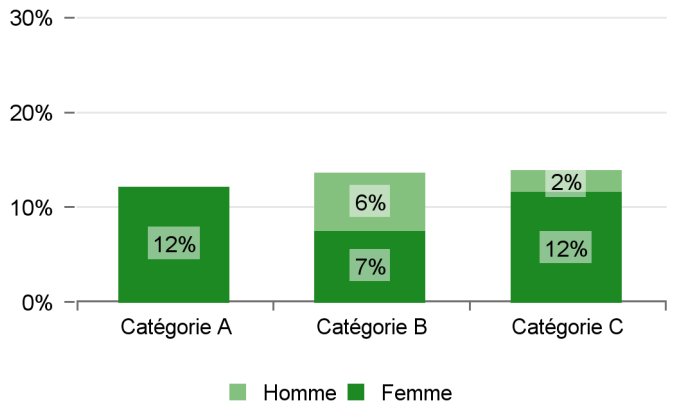
par Sexe	40%	50%	60%	70%	80%	90%	100%	Ensemble
Femmes	1	7		5	19		166	198
	1%	4%		3%	10%		84%	100%
Hommes		1	3	1	2	1	96	104
		1%	3%	1%	2%	1%	92%	100%
par Catégorie								
Catégorie A	1	2		2	6		80	91
	1%	2%		2%	7%		88%	100%
Catégorie B			1	1	8	1	70	81
			1%	1%	10%	1%	86%	100%
Catégorie C		6	2	3	7		112	130
		5%	2%	2%	5%		86%	100%
par Filière								
CDI	1	3	1	2	6	1	55	69
	1%	4%	1%	3%	9%	1%	80%	100%
CDD		5	2	4	15		207	233
		2%	1%	2%	6%		89%	100%
Total BIATS Contractuel	**1**	**8**	**3**	**6**	**21**	**1**	**262**	**302**
	0%	**3%**	**1%**	**2%**	**7%**	**0%**	**87%**	**100%**

Source : SIDRH

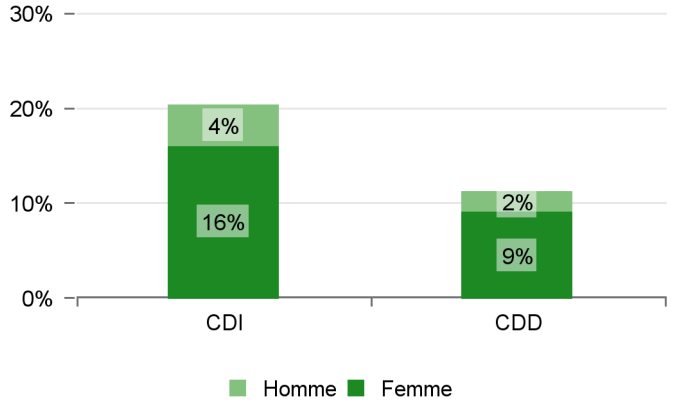
13% des BIATS contractuels sont à temps partiel ou temps incomplet

16% pour les femmes et 8% pour les hommes

Temps partiel ou temps incomplet par catégorie



Temps partiel ou temps incomplet par type de contrat



Comme pour les BIATS titulaires, les contractuels sont pour la majorité à temps plein (87%). Les 13% restant sont à temps partiels/temps incomplets avec des quotités réparties entre 40% et 90%.

Tant chez les femmes que chez les hommes, la plupart des contractuels travaillent à temps complet (respectivement 84% et 92%), on remarque que la différence par genre est moins prononcée que pour les titulaires : 8 points de différence pour les contractuels, 17 pour les titulaires.

En 2023, la part du travail à temps partiel/temps incomplet entre les catégories varie très peu (en moyenne 13%) alors qu'un agent sur cinq de catégorie B y avait recours en 2019.

En fonction du type de contrat, la proportion des agents à temps partiel/temps incomplet est plus élevée pour les CDI (20%) que les CDD (11%).

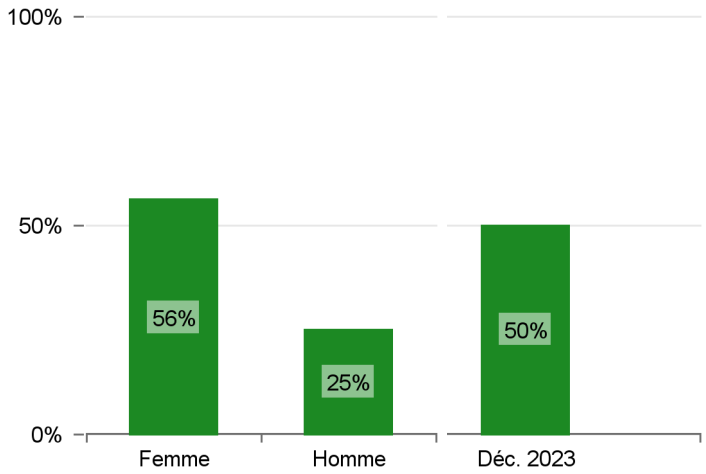
BIATS Contractuel : temps partiel et contrats à temps incomplet en 2023

		40%	50%	60%	70%	80%	90%	Ensemble	Dont Femmes	Dont CDI
Temps partiel	Catégorie A				1	4		5	5	4
	Catégorie B			1		4		5	4	
	Catégorie C		3	1		6		10	9	3
Temps partiel			**3**	**2**	**1**	**14**		**20**	**18**	**7**
% Femmes			*100%*		*100%*	*100%*		*90%*		*86%*
Temps incomplet	Catégorie A	1	2		1	2		6	6	3
	Catégorie B				1	4	1	6	2	3
	Catégorie C		3	1	3	1		8	6	1
Temps incomplet		**1**	**5**	**1**	**5**	**7**	**1**	**20**	**14**	**7**
% Femmes		*100%*	*80%*		*80%*	*71%*		*70%*		*71%*
Total		**1**	**8**	**3**	**6**	**21**	**1**	**40**	**32**	**14**
% Femmes		*100%*	*88%*		*83%*	*90%*		*80%*		*79%*

Source : SIDRH

Le temps partiel concerne 56% des agents contractuels femmes qui ont une quotité inférieure à 100% en 2023 et 25% pour les hommes

% de temps partiel sur les agents à moins de 100%



Parmi les 40 contractuels dont la quotité de travail est inférieure à 100%, la moitié sont à temps partiel et l'autre moitié à temps incomplet. Au cumul, pour ces deux modalités de services, on compte 14 agents en CDI.

Ce sont majoritairement des femmes qui optent pour ces modalités de services : 18 choisissent le temps partiel, 14 sont à temps incomplet. Concernant les contrats à temps incomplet, ce sont pour l'essentiel des agents de catégorie A et C.

Définition : le temps partiel est par définition choisi et réversible, avec possibilité de revenir à 100%. Sinon on parle de contrats de travail à temps incomplet selon les besoins de l'établissement.

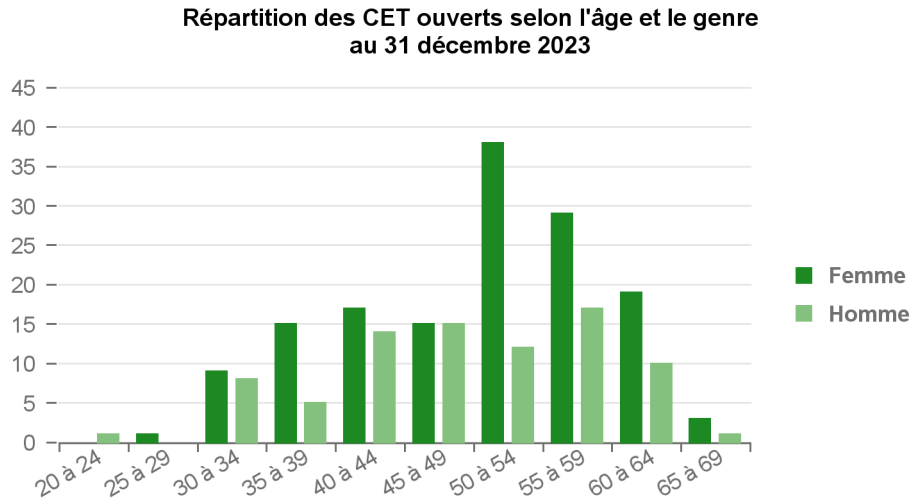
Thème 7

c. Compte Épargne Temps (CET)

BIATS : Nombre de CET par catégorie au 31/12/2023

Situation sur l'année civile 2023		Femme	Homme	Ensemble
Catégorie A	Nombre de CET ouverts au 01/01/2023	49	35	84
	Nombre de nouveaux CET en 2023	7	3	10
	Nombre total de CET ouvert au 31/12/ 2023	**56**	**38**	**94**
Catégorie B	Nombre de CET ouverts au 01/01/2023	46	21	67
	Nombre de nouveaux CET en 2023	3	2	5
	Nombre total de CET ouvert au 31/12/ 2023	**49**	**23**	**72**
Catégorie C	Nombre de CET ouverts au 01/01/2023	35	19	54
	Nombre de nouveaux CET en 2023	6	3	9
	Nombre total de CET ouvert au 31/12/ 2023	**41**	**22**	**63**
	Nombre de CET ouverts au 01/01/2023	**130**	**75**	**205**
	Nombre de nouveaux CET en 2023	**16**	**8**	**24**
	Nombre total de CET ouverts au 31/12/ 2023	**146**	**83**	**229**

Source : DRHRS



Utilisation des CET (en jours)

	En 2021	En 2022	En 2023
Solde de CET après option au 1er janvier de l'année	**3 138**	**3 618**	**3 605**
Nb de jours de CET épargnés (versés) dans l'année	1 224	881	1 042
Nb de jours de CET utilisés en congés dans l'année	45	30	55
Nb de jours de CET de nouveaux arrivants*	56	167	116
Nb de jours de CET indemnisés**	614	574	573
Nb de jours de CET transférés au RAFP**	45	51	94
Nb de jours sorties établissement**	97	406	180
Solde de CET après option au 31 décembre de l'année	**3 618**	**3 605**	**3 861**

*Jours épargnés avant leur arrivée à Lyon 3 par les personnels recrutés au cours de l'année
**Nb de jours retirés = Jours indemnisés, RAFP et sorties établissement

Méthode retenue :
On constate en début d'année le stock d'agents avec CET ouverts et on suit les flux sur l'année civile concernée. On fait donc abstraction de l'historique (agents partis), en revanche on intègre dans ce stock de début d'année les nouveaux arrivants.

Droits d'option pour l'utilisation des jours cumulés

	En 2023
Solde de CET avant option au 31 décembre	**4 528**
Nombre de jours inscrits sur le CET <= 15 jours	889
Nombre de jours inscrits sur le CET > 15 jours	3 639
dont nombre de jours indemnisés	573
dont nombre de jours maintenus sur le CET	2 985
dont nombre de jours RAFP sur le CET	94

Près d'un tiers des personnels BIATS possèdent un CET au 31 décembre 2023

Au titre de la campagne 2023, 24 nouveaux CET ont été ouverts. L'établissement totalise 229 agents BIATS ayant un CET contre 211 agents l'année précédente. Parmi eux, on compte 195 titulaires et 34 contractuels. On observe que ce sont les femmes entre 50 et 54 ans qui en sont majoritairement détentrices.

Sur cette période, 113 agents ont alimenté leur CET en épargnant 1 042 jours, ce qui représente une moyenne de 9 jours par agent.

Le nombre de jours indemnisés s'élève à 573 jours pour un montant de 59 085 € (57 agents sont concernés).

Définition : Le CET concerne uniquement les personnels BIATS titulaires et contractuels (CDI), les personnels Enseignants-chercheurs et Enseignants ne sont pas éligibles à ce dispositif. Le CET permet d'épargner des jours de congés non utilisés. Il peut comporter 60 jours maximum. En 2020, en raison des effets de la pandémie de Covid 19, ce plafond a été porté à 70 jours maximum. Au delà de 15 jours épargnés, les jours dépassant ce seuil peuvent être indemnisés ou convertis en point de retraite RAFP (pour les fonctionnaires uniquement).

Thème 7

d. Absences au travail hors raisons de santé

Enseignants : absences hors raisons de santé des agents titulaires et contractuels

	Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
	Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés*		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés*	
	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
Congés maternité, paternité, adoption, parental	**11**	**7**	**11**	**7**	**462**	**418**	**14**	**7**	**13**	**7**	**1 157**	**1 022**
dont congés pour évènements familiaux supérieurs à 6 mois							2	2	2	2	530	530
dont congé de paternité et d'accueil de l'enfant	4		4		44		7		6		135	
dont congé maternité	6	6	6	6	401	401	6	6	6	6	688	688
dont congé parental	1	1	1	1	17	17	1	1	1	1	334	334

Source : SIDRH

Note : Hors doctorants contractuels sans enseignement, chercheurs en CDD.

* On décompte le nombre de jours d'arrêt sur la période d'observation (du 1er septembre au 31 août de chaque année), même si le congé "déborde" de cette période.

En 2022/23, globalement les congés hors raison de santé se répartissent entre femme et homme de manière égale.

Enseignants chercheurs : historique des congés pour recherche et conversion thématique (CRCT) et des contrats valorisation recherche (CVR)

	CRCT Etablissement				CRCT CNU				CRCT sur Fonction	CVR	
	Nb de semestres alloués	Nb de semestres consommés	Consommés par des Femmes	Consommés par des jeunes MC**	Nb de semestres alloués	Nb de semestres consommés	Consommés par des Femmes	Consommés par des jeunes MC**	Nb de semestres consommés	Nb Contrats Valorisation Recherche alloués	Alloués à des Femmes
2020-21	3	3	0	0	2	2	1	0	1	3	1
2021-22	7	7	2	0	1	1	0	0	0	1	1
2022-23	**6**	**6**	**2**	**0**	**6**	**6**	**4**	**0**	**0**	**3**	**1**

Source : DRHRS

** On considère qu'un jeune maître de conférences (MC) est un MC titulaire depuis 5 ans maximum

Les CRCT sont des périodes de temps (1 ou 2 semestres par an et par personne) allouées aux enseignants chercheurs pour bénéficier de congés pour recherche ou conversion thématique et qui se substituent aux charges statutaires pendant la durée accordée.
Il existe deux contingents : un local (propre à chaque université) et un national dont la gestion est confiée au CNU. Chaque section du CNU se prononce annuellement sur la base de dossiers élaborés par les candidats. Les dossiers sont transmis au CNU par l'université via le ministère.

Pour l'année universitaire 2022/23, 12 CRCT ont été allouées dont 6 au titre de l'établissement et 6 au titre du CNU. Les disciplines CNU concernées sont : Langues et Littératures, Sciences humaines, Droit et Science Politique, Mathématiques et Informatique.

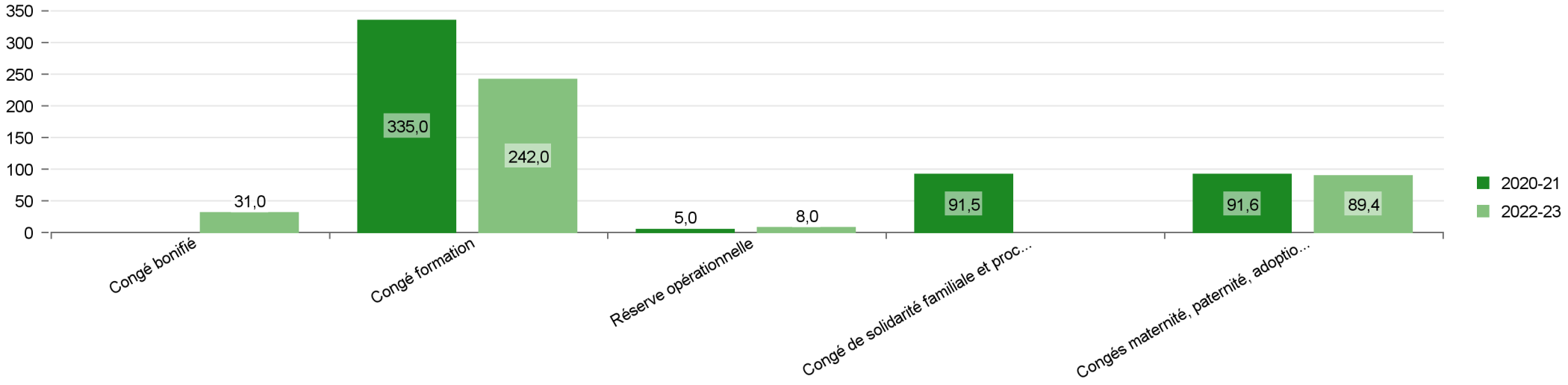
BIATS : absences hors raisons de santé des agents titulaires et contractuels

	Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
	Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés	
	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
Congé bonifié							**1**		**1**		**31**	
Congé formation	**1**		**1**		**335**		**2**		**2**		**484**	
Réserve opérationnelle	**3**		**1**		**15**		**1**		**1**		**8**	
Congé de solidarité familiale et proche aidant	**2**	**1**	**2**	**1**	**183**	**92**						
Congés maternité, paternité, adoption, parental	**37**	**33**	**25**	**21**	**3 391**	**3 349**	**34**	**29**	**22**	**17**	**3 040**	**2 940**
dont congés pour évènements familiaux supérieurs à 6 mois	5	5	5	5	1 091	1 091	5	5	5	5	1 160	1 160
dont congé de paternité et d'accueil de l'enfant	4		4		42		5		5		100	
dont congé maternité	22	22	18	18	2 084	2 084	21	21	16	16	1 543	1 543
dont congé parental	11	11	10	10	1 265	1 265	8	8	8	8	1 397	1 397

Note : Hors apprentis et contrats étudiants

Source : SIDRH

Absences par motif : durée moyenne des congés (en jours)



L'année 2022 confirme la tendance des années précédentes, les congés pour évènements familiaux supérieurs à 6 mois et les congés parentaux concernent exclusivement des femmes.

Thème 7

e. Absences au travail pour raisons de santé

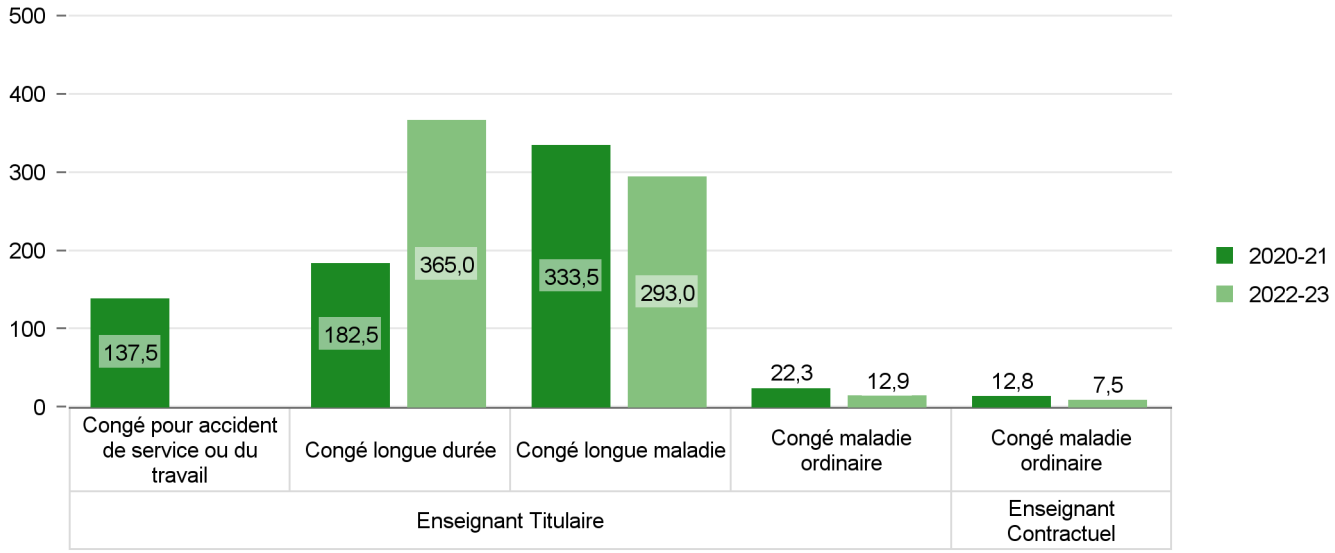
Enseignants : absences pour raisons de santé des agents titulaires et contractuels

		Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés	
		Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
Enseignant Titulaire	Congé pour accident de service ou du travail	2	1	2	1	275	64						
	Congé longue durée	4	4	2	2	730	730	3	2	3	2	1 095	730
	Congé longue maladie	2	2	2	2	667	667	3	2	3	2	879	726
	Congé maladie ordinaire	68	56	52	41	1 513	1 080	71	49	57	41	919	692
	Total Enseignant Titulaire	**76**	**63**	**57**	**46**	**3 185**	**2 541**	**77**	**53**	**63**	**45**	**2 893**	**2 148**
Enseignant Contractuel	Congé maladie ordinaire	9	5	9	5	115	25	14	4	13	4	105	20
	Total Enseignant Contractuel	**9**	**5**	**9**	**5**	**115**	**25**	**14**	**4**	**13**	**4**	**105**	**20**
Total Enseignant		**85**	**68**	**66**	**51**	**3 300**	**2 566**	**91**	**57**	**76**	**49**	**2 998**	**2 168**

Note : Hors doctorants contractuels sans enseignement, chercheurs en CDD.

Source : SIDRH

Absences par motif : durée moyenne des congés (en jours)



Définition : on décompte le nombre de jours d'arrêt sur la période d'observation (du 1er septembre au 31 août de chaque année), même si le congé "déborde" de cette période.

En 2022/23, 76 enseignants se sont absentés pour raison de santé (66 en 2020/21) dont 92% pour congé de maladie ordinaire.

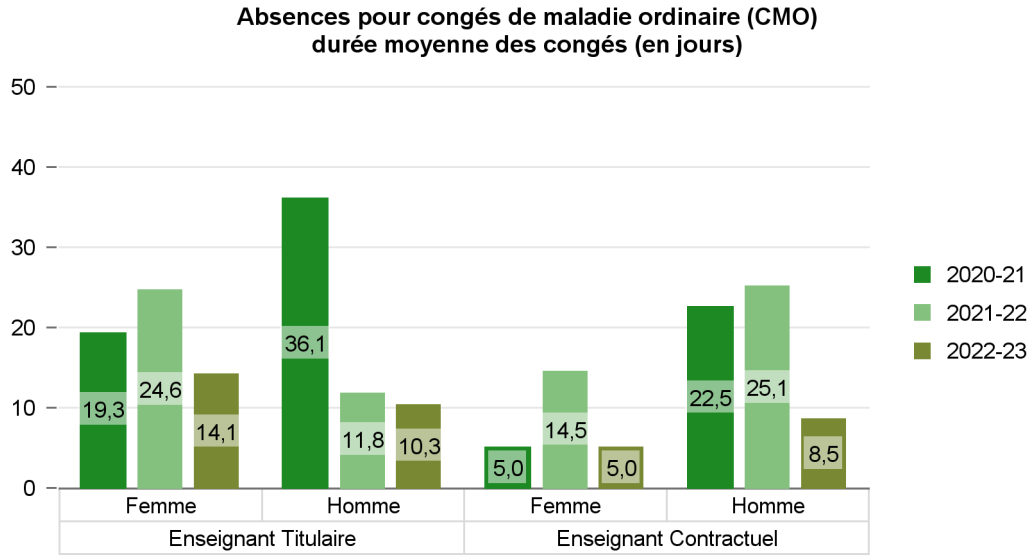
83% des absences pour raison de santé concernent des enseignants titulaires.

Enseignants : zoom congés de maladie ordinaire (CMO) par filière

		Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
		Nb congés		Nb d'agents		Nb de jours de		Nb congés		Nb d'agents		Nb de jours de	
		Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
Enseignant Titulaire	Professeur des universités	9	8	9	8	186	129	17	13	16	12	312	284
	Maître de conférences	32	26	28	22	798	521	27	18	23	17	357	223
	PRAG PRCE	27	22	15	11	529	430	27	18	18	12	250	185
	Total Enseignant Titulaire	**68**	**56**	**52**	**41**	**1 513**	**1 080**	**71**	**49**	**57**	**41**	**919**	**692**
Enseignant Contractuel	Associé	3		3		80		2		2		13	
	ATER	4	4	4	4	24	24	8	1	7	1	66	1
	Lecteur et M. de langues	2	1	2	1	11	1	4	3	4	3	26	19
	Total Enseignant Contractuel	**9**	**5**	**9**	**5**	**115**	**25**	**14**	**4**	**13**	**4**	**105**	**20**
Total Enseignant		**77**	**61**	**61**	**46**	**1 628**	**1 105**	**85**	**53**	**70**	**45**	**1 024**	**712**

Note : Hors doctorants contractuels sans enseignement, chercheurs en CDD.

Source : SIDRH



Taux d'absence pour congé de maladie ordinaire : 1% en 2022/23 pour les enseignants titulaires

Il s'agit des congés de maladie ordinaire déclarés auprès du service des personnels enseignants.

Sur l'année universitaire 2022/23, on observe que 57 enseignants titulaires dont 41 femmes ont eu au moins un arrêt de travail pour congé de maladie ordinaire (CMO), ce qui représente 12% des enseignants titulaires.
Les arrêts pour CMO des enseignants titulaires représentent 919 jours d'absence, soit un taux d'absentéisme de 1%. La durée moyenne d'arrêt est plus longue chez les femmes que les hommes (respectivement 14,1 jours et 10,3 jours).

Pour les enseignants contractuels, 13 d'entre eux dont 4 femmes ont été arrêtés pour maladie, soit 9% des enseignants contractuels.

** Taux d'absence :calculé en rapportant le nombre de jours d'absence au nombre total de jours travaillés dans l'année multiplié par les effectifs de la population concernée au 31/12 de chaque année.*

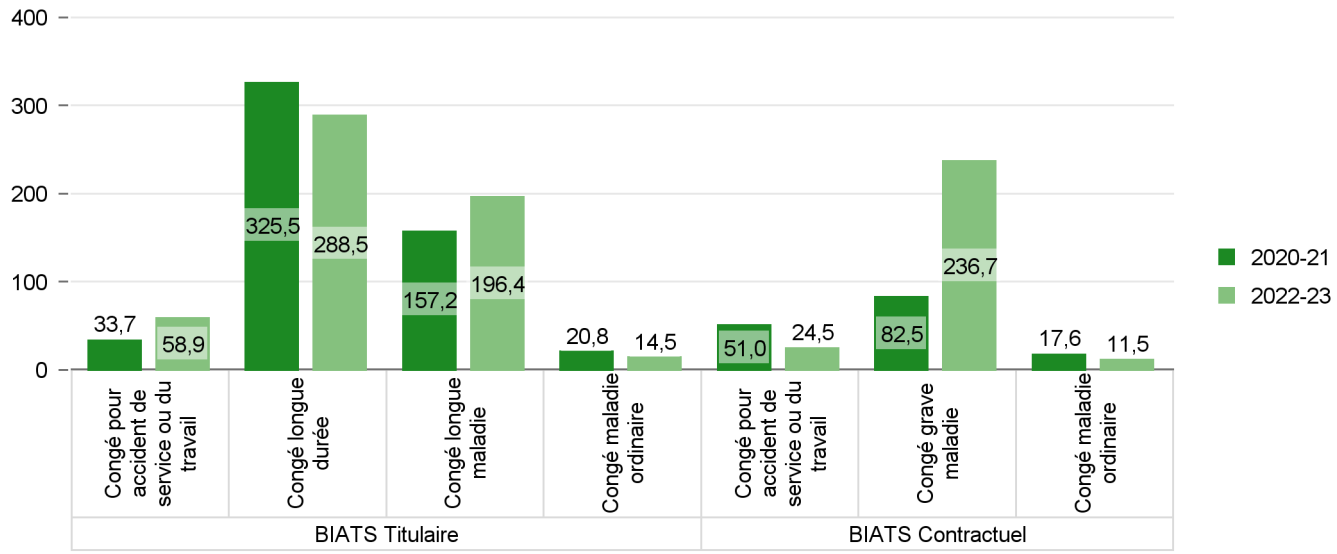
BIATS : absences pour raisons de santé des agents titulaires et contractuels

		Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés	
		Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
BIATS Titulaire	Congé pour accident de service ou du travail	10	8	9	7	337	218	12	7	11	6	707	217
	Congé longue durée	2		2		651		6	4	6	4	1 731	1 184
	Congé longue maladie	6	4	6	4	943	769	5	4	5	4	982	799
	Congé maladie ordinaire	189	124	133	94	3 932	2 534	249	176	160	117	3 599	2 827
	Total BIATS Titulaire	**207**	**136**	**143**	**99**	**5 863**	**3 521**	**272**	**191**	**172**	**125**	**7 019**	**5 027**
BIATS Contractuel	Congé pour accident de service ou du travail	4	3	4	3	204	89	8	4	7	4	196	142
	Congé grave maladie	2	2	2	2	165	165	3	3	3	3	710	710
	Congé maladie ordinaire	103	79	80	59	1 809	1 446	175	133	122	93	2 017	1 465
	Total BIATS Contractuel	**109**	**84**	**83**	**61**	**2 178**	**1 700**	**186**	**140**	**130**	**99**	**2 923**	**2 317**
	Total BIATS	**316**	**220**	**226**	**160**	**8 041**	**5 221**	**458**	**331**	**302**	**224**	**9 942**	**7 344**

Note : Hors apprentis et contrats étudiants

Source : SIDRH

Absences par motif : durée moyenne des congés (en jours)



Définition : on décompte le nombre de jours d'arrêt sur la période d'observation (du 1er septembre au 31 août de chaque année), même si le congé "déborde" de cette période.

Au cours de l'année 2022/23, 302 agents BIATS (contre 226 en 2020) ont pris au moins un congé pour raison de santé dont 93% au titre des maladies ordinaires (CMO).

Les titulaires sont plus nombreux que les contractuels à avoir des arrêts maladie pour raison de santé (respectivement 57% et 43%).

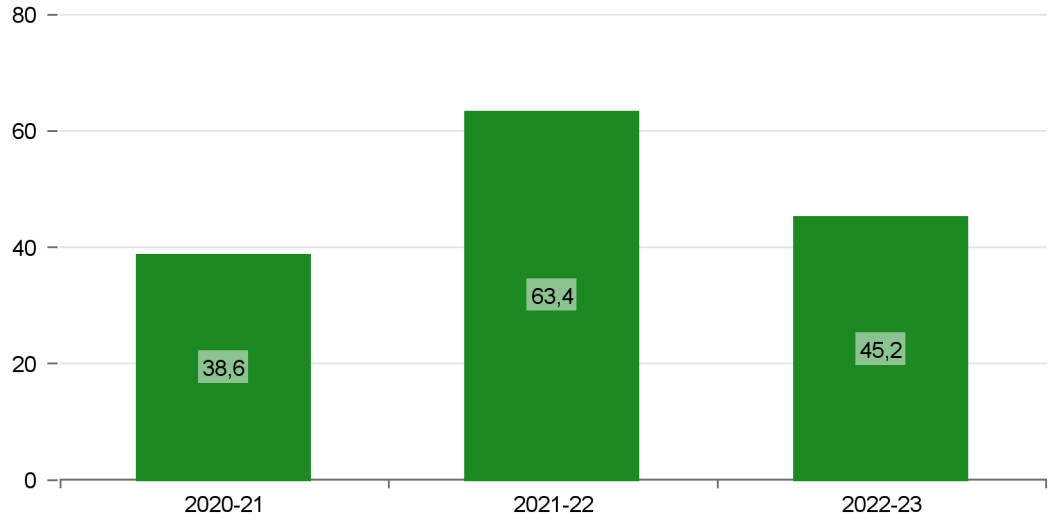
Plus de 9 940 jours de congés ont été déposés pour raison de santé, ce qui représente un taux d'absentéisme de 6,8%.

BIATS : zoom pour accident de trajet, de service ou du travail

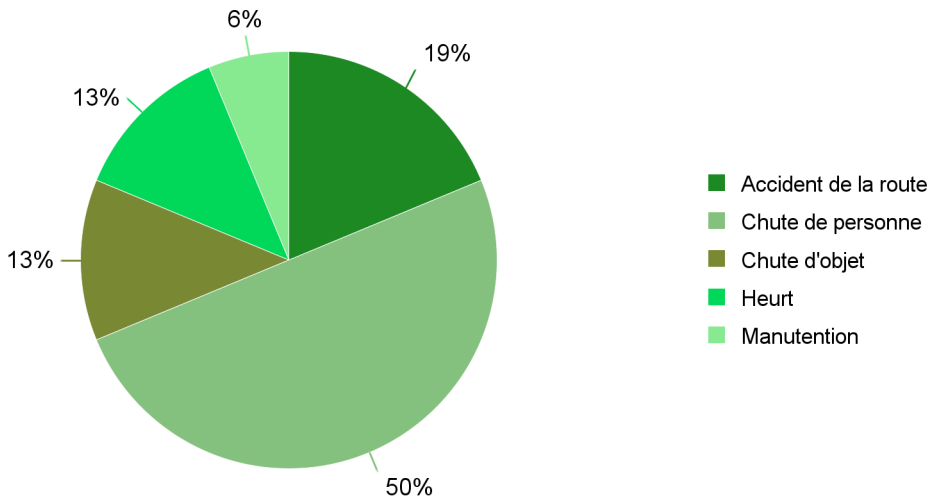
	Année universitaire 2020-21			Année universitaire 2021-22			Année universitaire 2022-23		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Accident de service dans locaux de travail	6	1	**7**	4	3	**7**	1	4	**5**
Accident de service en mission	3		**3**		1	**1**	1		**1**
Accident de trajet	6	2	**8**	6	5	**11**	7	3	**10**
Total nombre d'accidents	**15**	**3**	**18**	**10**	**9**	**19**	**9**	**7**	**16**
Dont nb d'arrêt de travail	*11*	*3*	***14***	*12*	*8*	***20***	*11*	*9*	***20***
Dont nb d'agents arrêtés	*10*	*3*	***13***	*9*	*8*	***17***	*10*	*8*	***18***
Dont nb de jours d'arrêts de travail	*307*	*234*	***541***	*882*	*385*	***1 267***	*359*	*544*	***903***

Sources : SIHAM et SIDRH

BIATS - Absences pour accident de trajet, de service ou du travail
durée moyenne des congés (en jours)



BIATS - Causes des absences pour accident de trajet, de service ou du travail
Année universitaire 2022-23



Au cours de l'année universitaire 2022/23, 16 accidents du travail ont été recensés (contre 19 en 2021). Parmi ces accidents, 10 sont attribués à un accident de trajet, stables par rapport l'année dernière.
Au total, l'ensemble de ces accidents a généré 903 jours d'arrêts de travail.
50 % des accidents du travail sont liés à des chutes de personnes, 19% à des accidents de la route et 13% pour cause de chutes d'objet et heurt.

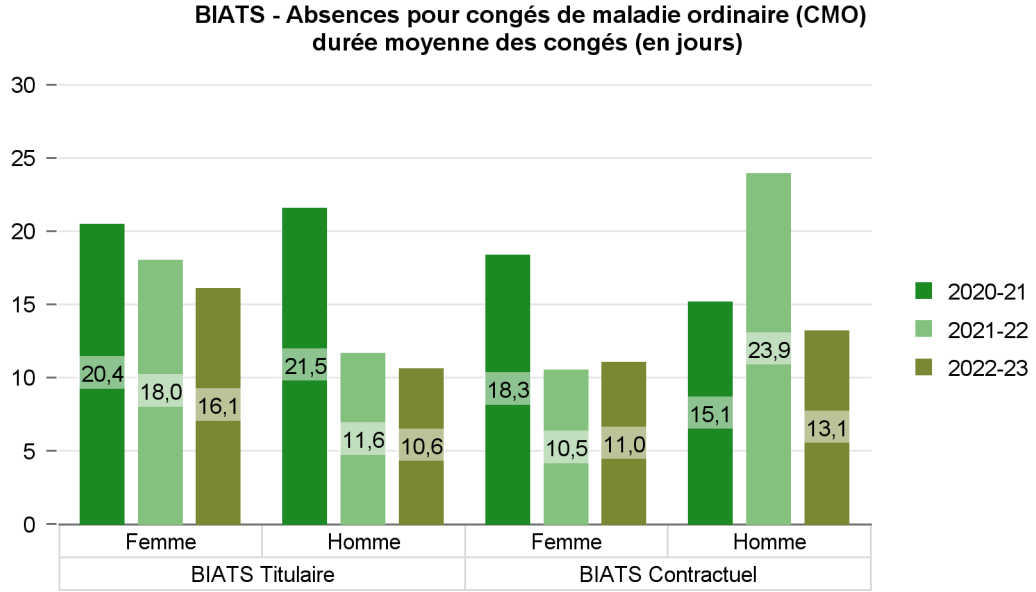
Définition : on décompte le nombre de jours d'arrêt sur la période d'observation (du 1er septembre au 31 août de chaque année), même si le congé "déborde" de cette période.

BIATS : zoom congés de maladie ordinaire (CMO) par filière

		Année universitaire 2020-21						Année universitaire 2022-23					
		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés		Nb congés		Nb d'agents arrêtés		Nb de jours de congés	
		Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme	Total	Femme
BIATS Titulaire	AENES	45	36	35	28	947	862	62	55	35	31	946	902
	Bibliothèque	24	15	15	11	149	104	47	30	24	19	603	449
	ITRF	120	73	83	55	2 836	1 568	140	91	101	67	2 050	1 476
	Total BIATS Titulaire	**189**	**124**	**133**	**94**	**3 932**	**2 534**	**249**	**176**	**160**	**117**	**3 599**	**2 827**
BIATS Contractuel	CDD	60	47	45	34	760	512	136	102	97	74	1 390	945
	CDI	43	32	35	25	1 049	934	39	31	25	19	627	520
	Total BIATS Contractuel	**103**	**79**	**80**	**59**	**1 809**	**1 446**	**175**	**133**	**122**	**93**	**2 017**	**1 465**
Total BIATS		**292**	**203**	**213**	**153**	**5 741**	**3 980**	**424**	**309**	**282**	**210**	**5 616**	**4 292**

Note : Hors apprentis et contrats étudiants

Source : SIDRH



Taux d'absence* pour congés de maladie ordinaire : 3 % en 2022/23 pour les BIATS titulaires et contractuels

Au cours de l'année 2022/23, on décompte 282 agents absents au moins une fois dans l'année pour congé de maladie ordinaire (CMO), soit 40% des agents de la population BIATS (703 personnels BIATS au 31 décembre 2023). Ce sont près de 60% des agents titulaires qui ont été arrêtés pour CMO.

Sur la période observée, la durée moyenne des CMO varie en fonction de la population et du sexe. Chez les titulaires, les femmes sont en moyenne absentes 16,1 jours contre 10,6 jours pour les hommes. On observe la tendance inverse chez les contractuels (10,5 jours pour les femmes contre 13,1 jours pour les hommes).

Par rapport à 2020/21, le nombre de jours de congé pour maladie ordinaire est en légère baisse (-2%), soit -125 jours.

** Taux d'absence :calculé en rapportant le nombre de jours d'absence au nombre total de jours travaillés dans l'année multiplié par les effectifs de la population concernée au 31/12 de chaque année.*

BIATS : répartition des congés de maladie ordinaire (CMO) selon la durée

Durée du congé Titulaires et contractuels	2020-21		2021-22		2022-23	
	Nb de congés	%	Nb de congés	%	Nb de congés	%
1 jour	7	2%	13	3%	21	5%
2 jours	20	7%	36	8%	43	10%
3 jours	23	8%	40	9%	50	12%
4 jours	14	5%	23	5%	41	10%
5 à 6 jours	43	15%	46	11%	56	13%
7 à 13 jours	84	29%	190	44%	118	28%
14 à 20 jours	34	12%	22	5%	25	6%
21 à 30 jours	23	8%	10	2%	27	6%
31 à 60 jours	24	8%	24	6%	29	7%
61 à 90 jours	10	3%	14	3%	9	2%
+ de 90 jours	10	3%	10	2%	5	1%
Total	**292**	**100%**	**428**	**100%**	**424**	**100%**

Note : Hors apprentis et contrats étudiants

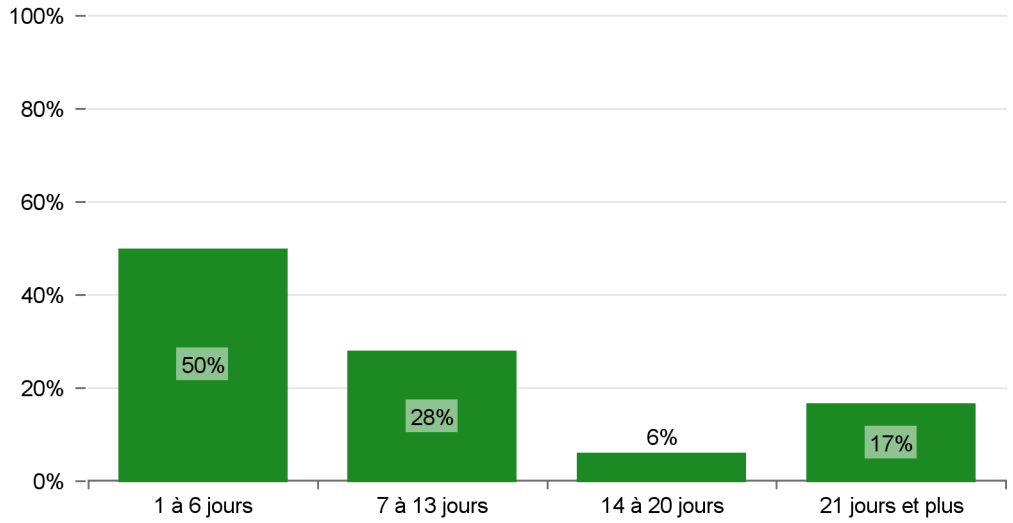
Source : SIDRH

Entre 2020/21 et 2022/23

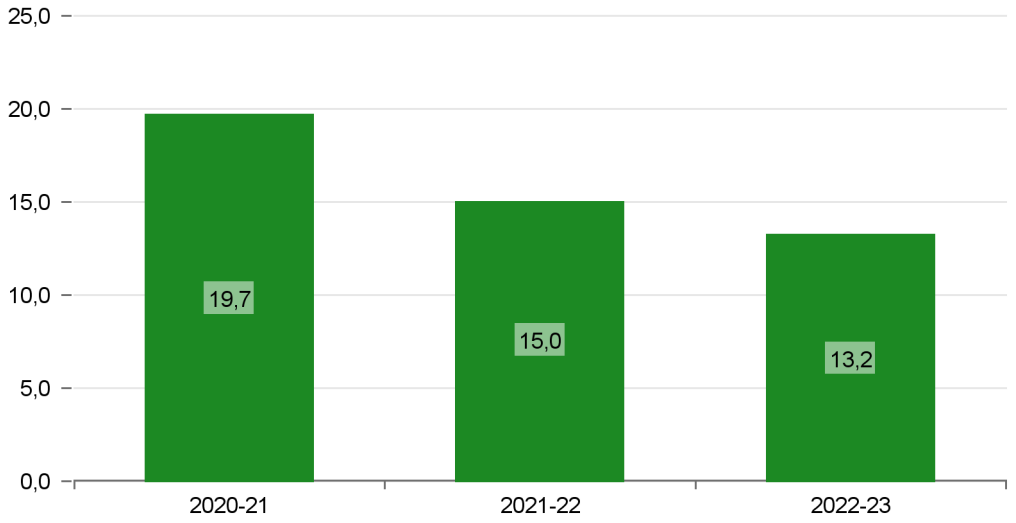
Nombre de congés : +45%

Durée moyenne : + 33%

Répartition des congés de maladie ordinaire des BIATS selon la durée en 2022-23



Evolution de la durée moyenne (en jours) des congés de maladie ordinaire des BIATS



1 congé sur 2 est inférieur à une semaine et près d'un congé sur cinq durent 3 semaines et plus.
En 2022/23, la durée moyenne des congés maladie est de 13,2 jours contre 19,7 jours en 2020/21. Soit une baisse de 32%. En revanche, le nombre de congés a augmenté sur cette même période.

Définition : on décompte le nombre de jours d'arrêt sur la période d'observation (du 1er septembre au 31 août de chaque année), même si le congé "déborde" de cette période.

Thème 7

f. Jours de carence

Jours de carence* imputés aux agents suite à un congé de maladie ordinaire (CMO)

Situation sur l'année civile 2023		Femme			Homme			Ensemble			Rappel 2022		
		Nb agents	Nb jours	Montant brut retenu	Nb agents	Nb jours	Montant brut retenu	Nb agents	Nb jours	Montant brut retenu	Nb agents	Nb jours	Montant brut retenu
Enseignant	Titulaire	32	36	4 951 €	14	20	2 806 €	46	56	7 757 €	40	59	7 480 €
	Contractuel	6	9	592 €	4	4	289 €	10	13	880 €	20	23	1 536 €
Total Enseignant		**38**	**45**	**5 543 €**	**18**	**24**	**3 094 €**	**56**	**69**	**8 637 €**	**60**	**82**	**9 016 €**
BIATS	A	53	76	6 039 €	15	20	1 864 €	68	96	7 903 €	60	81	7 093 €
	B	43	59	3 671 €	22	33	2 121 €	65	92	5 793 €	56	81	4 827 €
	C	75	117	6 985 €	27	44	2 618 €	102	161	9 603 €	94	131	7 333 €
Total BIATS		**171**	**252**	**16 695 €**	**64**	**97**	**6 603 €**	**235**	**349**	**23 298 €**	**210**	**293**	**19 253 €**
Ensemble		**209**	**297**	**22 238 €**	**82**	**121**	**9 697 €**	**291**	**418**	**31 935 €**	**270**	**375**	**28 269 €**

Source : KA-KX

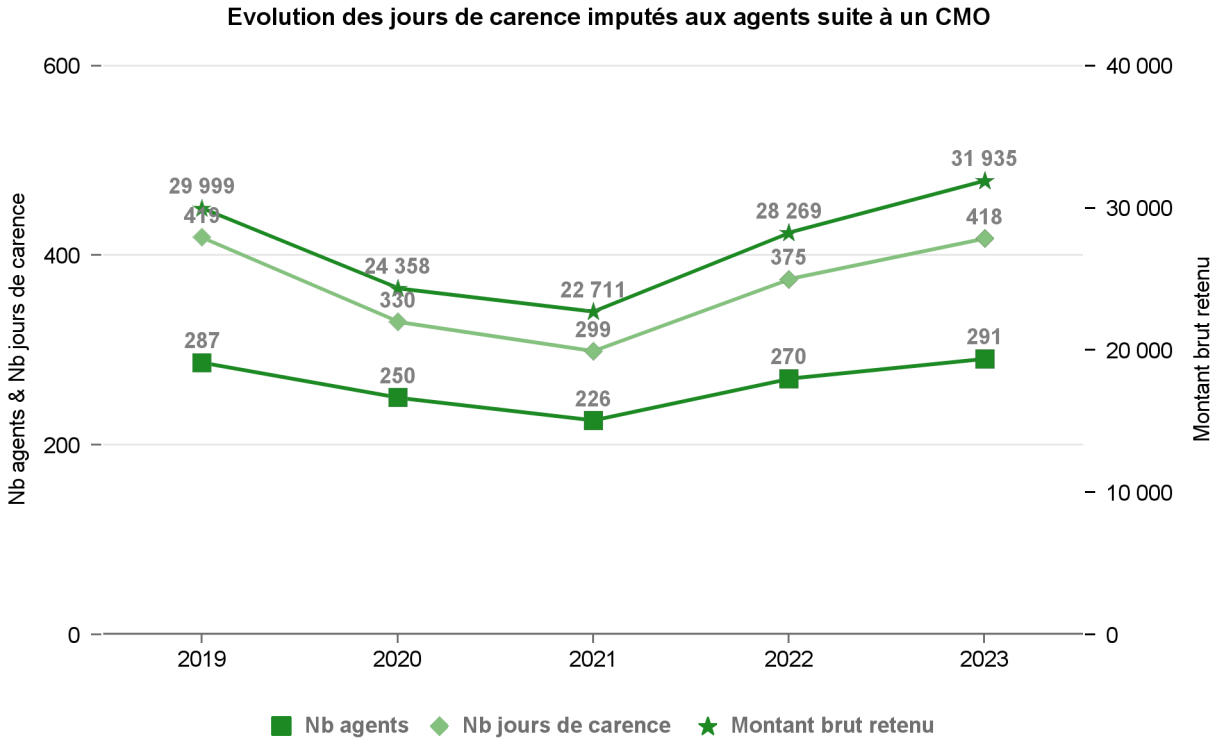
** Le jour de carence a été réintroduit par la Loi de finances pour 2018. Ainsi, en cas de maladie, les agents publics bénéficient, depuis le 1er janvier 2018, de leur traitement ou de leur rémunération à compter du 2ème jour de l'arrêt maladie.*
Les CMO pour cause COVID ne sont pas concernés par le jour de carence. Pour les personnels avec une ALD, le jour de carence s'applique uniquement au 1er arrêt de travail émis au cours de l'année civile.

418 jours de carence enregistrés pour les personnels titulaires et contractuels de l'établissement, pour l'année 2023

En 2023, 418 jours de carence ont été imputés aux agents (349 jours pour les BIATS et 69 pour les enseignants). 291 personnels dont 235 BIATS et 56 enseignants sont concernés pour un montant de 31 935 €.

Le montant total a donc augmenté de 3 666 € par rapport à 2022 et le nombre d'agents concernés de 21.

Méthode retenue :
On compte les jours de carence retenus sur les bulletins de paie de l'année civile observée (l'année correspond à l'année de retenue et non à l'année observée).



THÈME 8

ACTION SOCIALE ET PROTECTION SOCIALE

Service d'Action Culturelle et Sociale - SACSO

Les missions de ce service général consistent à gérer les actions sociales, culturelles et d'animations et à informer les personnels dans ces domaines. Il est administré par un conseil présidé par le président de l'université ou son représentant et dirigé par un Directeur.

Commission sociale des personnels

Mission de la commission : elle décide de l'attribution d'aides individuelles sur proposition de l'assistante sociale des personnels.

Commission Sociale	2021	2022	2023
Nb de réunions	7	8	6
Nb d'aides accordées	17	22	21
Montant total en euros	8 182 €	8 500 €	9 750 €

Source : SACSO

Composition de la commission sociale des personnels

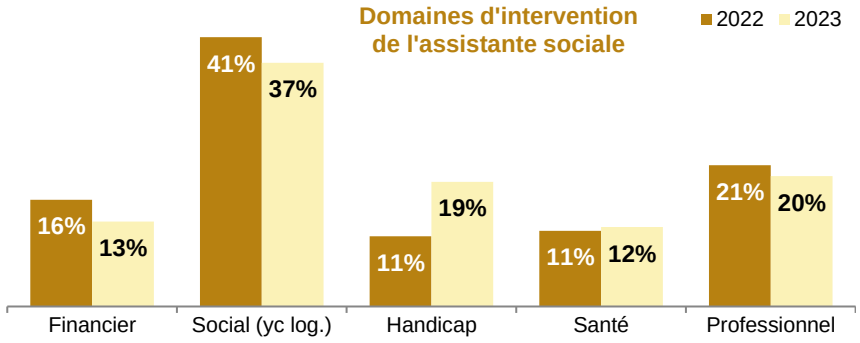
Directeur(trice) Général des Services
Directeur(trice) des Ressources Humaines
Directeur(trice) du SACSO
Assistante Sociale des personnels
Deux représentants des personnels siégeant au conseil du SACSO
Un des personnels du SACSO, désigné par le(la) Directeur(trice) du SACSO.

Activité de l'assistante sociale des personnels

Activité assistante sociale	2021	2022	2023
Nb de personnes reçues	127	184	190
Nb d'entretiens réalisés	ND	505	563

ND : non disponible (absence de l'assistante sociale durant l'année)

Source : SACSO



Cellule de Veille Sociale - CVS

Missions de la CVS

Accompagner une démarche de prévention des Risques Psychosociaux
Répondre à la politique de l'établissement en matière de bien-être au travail
Prendre en compte des situations identifiées
de **tout personnel** en difficulté dans son environnement professionnel

CVS	2021	2022	2023
Nombre de saisines	2	1	0
Nombre total de situations évoquées	5	4	0
Nombre de réunions	5	5	0

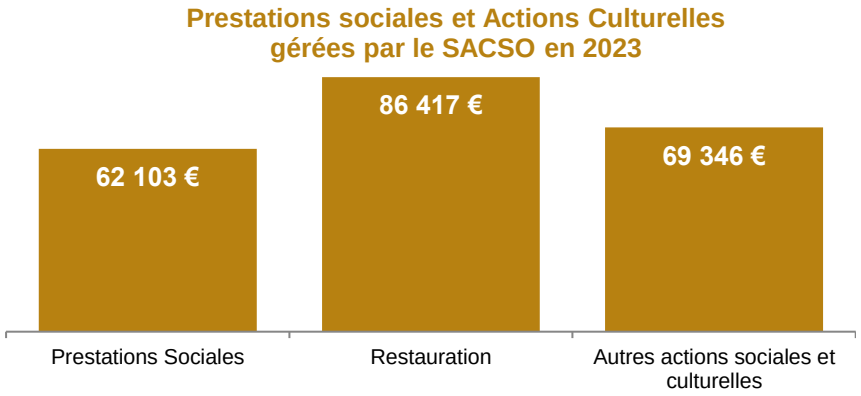
Composition de la CVS

Directeur(trice) des Ressources Humaines
Responsable administratif du SACSO
Assistante sociale des personnels
Médecin du travail
Directeur(trice) général(e) des services
Vice-président(e) en charge des Relations Humaines et du Dialogue Social
Deux représentants des personnels

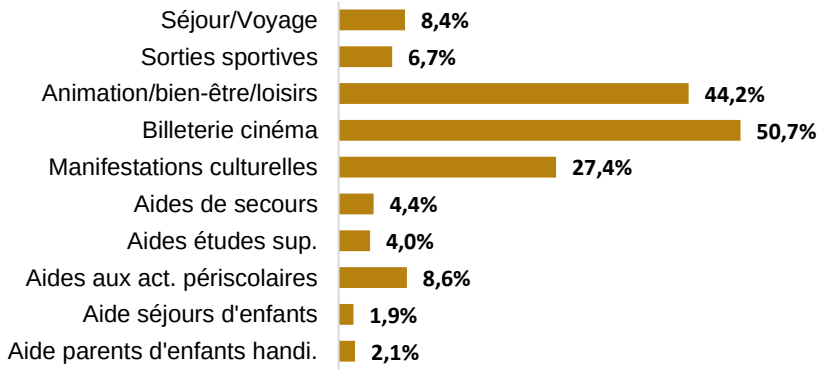
Prestations sociales et Actions culturelles gérées par le SACSO

	Dépenses réalisées		
	2021	2022	2023
Prestations Sociales	**48 647 €**	**56 262 €**	**62 103 €**
Allocation Parents d'Enfants Handicapés (APEH)	18 974 €	14 742 €	**23 341 €**
Séjours d'enfants	991 €	3 094 €	**1 890 €**
Les secours d'urgence	8 182 €	8 550 €	**9 750 €**
Aide aux activités périscolaires	9 638 €	16 677 €	**13 222 €**
Aides aux études supérieures	5 500 €	13 200 €	**11 500 €**
Aménagement handicap	5 362 €	0 €	**2 400 €**
Capital décès*	5 906 €	0 €	**0 €**
Restauration	**16 413 €**	**58 475 €**	**86 417 €**
Autres actions sociales et culturelles	**51 929 €**	**65 647 €**	**69 346 €**
Noël	32 651 €	36 240 €	**29 956 €**
Billetterie cinéma	1 759 €	6 750 €	**11 939 €**
Activités Sorties et Animations	17 519 €	22 657 €	**27 452 €**

Source : SACSO



430 personnels (hors restauration) ont bénéficié d'au moins une prestation du SACSO en 2022/23.
85% d'entre eux ont consommés au moins une prestation liées à la culture (cinéma, manifestations culturelles, animations,...)
11% obtiennent au moins une aide en lien avec l'éducation de leurs enfants (séjours, activités périscolaires, études supérieures, etc.)



Focus sur l'aide à la restauration des personnels

	Dépenses réalisées		
Restaurant	2021	2022	2023
Association CORAIL (DGFIP)	9 673 €	14 245 €	**27 877 €**
Restaurant Universitaire CROUS	5 290 €	41 240 €	**52 823 €**
Restaurant des Agents des Finances	1 451 €	2 990 €	**5 716 €**

Source : SACSO

L'université est liée par convention avec certains restaurants inter-administratifs. Les personnels de l'université peuvent prendre leur repas de midi dans ces restaurants.
L'université, en reversant aux restaurants conventionnés la subvention interministérielle (1,39€ en 2023), permet aux personnels rémunérés à un indice (INM) inférieur ou égal à 480 d'acquitter un prix de repas minoré du montant de ladite subvention.

Protection sociale complémentaire des agents : historique

Montant du financement de l'employeur Etat	2022			2023		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant	23 310 €	20 250 €	**43 560 €**	26 895 €	23 850 €	**50 745 €**
BIATS	45 107 €	23 250 €	**68 357 €**	47 583 €	25 290 €	**72 873 €**
Total	**68 417 €**	**43 500 €**	**111 917 €**	**74 478 €**	**49 140 €**	**123 618 €**

Nombre d'agents adhérents à la ou aux garanties de protection sociale complémentaire	2022			2023		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Enseignant	144	123	**267**	158	133	**291**
BIATS	271	136	**407**	275	142	**417**
Total	**415**	**259**	**674**	**432**	**275**	**707**

Source : DIDAP - Traitements des fichiers KX

707 agents en 2023 ont perçu ce remboursement mensuel contre 674 en 2022, soit une augmentation de près de 5% et c'est notamment chez les enseignants que cette hausse est la plus marquée (+11%). Néanmoins, même si la part des enseignants ayant fait cette demande augmente en 2023 passant de 43% à 46%, elle reste inférieure à celle des BIATS qui est de 58%.
Les femmes sont les plus nombreuses à avoir fait la démarche puisqu'elles représentent 66% des agents qui l'ont faite.
Le montant total de cette contribution s'élève à 123 618 euros en 2023 en augmentation par rapport à 2022, résultat de la hausse du nombre de bénéficiaires.

Note : Depuis janvier 2022, l'Etat prend en charge une partie des cotisations de complémentaire santé de ses agents à hauteur de 15 euros par mois. Cette participation se fait sur simple demande de l'agent. A partir du 1er janvier 2025, c'est un contrat collectif obligatoire qui devra être mis en place et les cotisations seront prises en charge à hauteur de 50%. Cette réforme a été initiée en 2019 dans le cadre de la loi de transformation de la Fonction Publique pour améliorer la couverture santé des agents de l'Etat. Cette réforme aligne le secteur public sur les standards du secteur privé.

THÈME 9

DIALOGUE SOCIAL

Comité Sociale D'Administration de l'Etablissement (CSAE)

Depuis janvier 2023, c'est désormais le Comité Social d'Administration de l'Etablissement (CSAE) qui est la nouvelle instance de représentation du personnel (disparition du Comité Technique Paritaire et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail). Cette nouvelle instance consultative traite des questions collectives en lien avec le fonctionnement et l'organisation des services, l'égalité professionnelle femmes-hommes, le plan de formation, les conditions d'accessibilité des services et la qualité des services rendus, la prévention des risques professionnels, la santé au travail, les conditions de travail, le temps de travail, les orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines.
Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée au sein du CSAE.

La composition du CSAE

2 représentants de l'administration : le président et le(la) directeur(trice) des ressources humaines
Des représentants de l'établissement exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité social d'administration de l'établissement.
10 représentants des personnels + 10 suppléants

Commission paritaire d'établissement (CPE)

La Commission Paritaire d'Établissement (CPE) rend un avis pour les questions d'ordre individuel concernant les personnels fonctionnaires BIATS, notamment :
► pour les décisions défavorables concernant : les refus de temps partiel, les refus de titularisation, la révision du compte-rendu de l'entretien professionnel
Après avis de la CPE, l'agent peut solliciter l'avis de la CAP (Commission Administrative Paritaire) de son corps de rattachement.
Les CPE sont composés de manière paritaire de représentants de l'établissement et de représentants élus ou désignés des personnels.

La composition de la CPE

15 membres titulaires et 15 suppléants représentants l'établissement

15 membres titulaires et 15 suppléants représentants élus ou désignés des personnels dont :

- 6 représentants titulaires et suppléants pour les ITRF
- 6 représentants titulaires et suppléants pour les AENES
- 3 représentants titulaires et suppléants pour la BU

Les dernières élections professionnelles désignant les représentants des personnels ont eu lieu en décembre 2022.

Commission Consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels (CCP)

La Commission Consultative Paritaire des agents Contractuels (CCP) rend un avis pour les questions d'ordre individuel concernant les personnels contractuels, notamment :
► à l'occasion d'une décision refusant : un temps partiel, les demandes de certains congés spécifiques, le renouvellement du contrat des agents investis d'un mandat syndical
► et aussi lors d'un licenciement intervenant postérieurement à la période d'essai, d'un examen de sanctions disciplinaires, d'une demande de révision d'un compte-rendu d'évaluation professionnelle
Il est composé de manière paritaire des représentants de l'administration et des représentants des personnels.

La composition de la CCP

9 représentants titulaires et 9 suppléants pour l'administration

9 représentants titulaires et 9 suppléants pour les représentants élus des personnels :

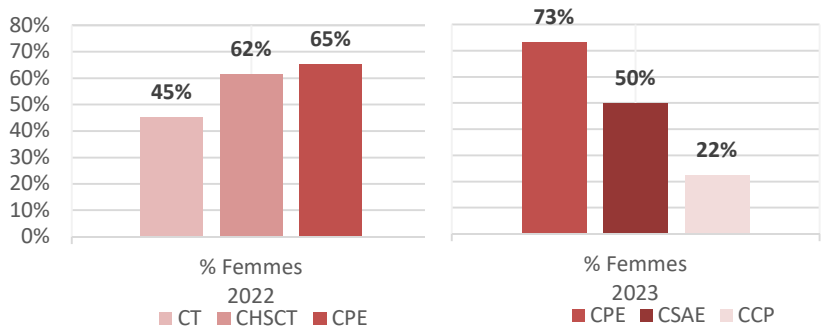
- 3 titulaires et 3 suppléants pour la catégorie A
- 3 titulaires et 3 suppléants pour la catégorie B
- 3 titulaires et 3 suppléants pour la catégorie C

Les dernières élections professionnelles désignant les représentants des personnels ont eu lieu en décembre 2022.

		2023			
		Homme	Femme	Total	% Femmes
Représentants du personnel titulaires	CT				
	CHSCT				
	CPE	4	11	15	73%
	CSAE	5	5	10	50%
	Formation spécialisée du CSAE	8	5	13	38%
	CCP	7	2	9	22%

Source : Arrêtés de l'établissement disponibles sur le site Internet

Part des femmes parmi les représentants des personnels titulaires

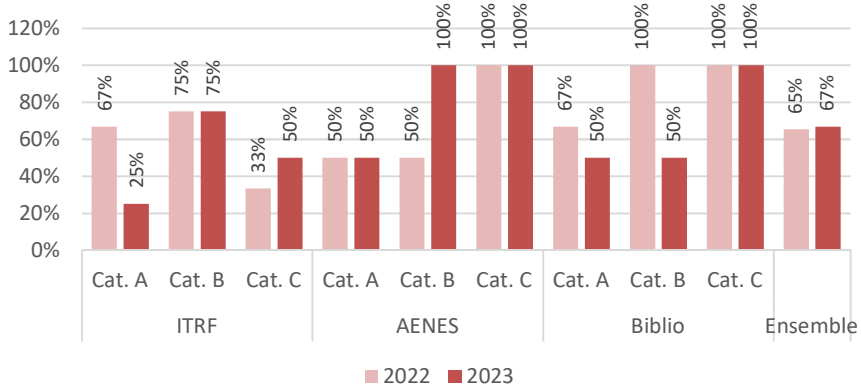


Composition du CPE par filière et par catégorie en 2023 - Titulaires et suppléants

	Filière	Catégorie	Homme	Femme	Total	% Femmes
Zoom CPE	ITRF	Cat. A	3	1	4	25%
		Cat. B	1	3	4	75%
		Cat. C	2	2	4	50%
	AENES	Cat. A	2	2	4	50%
		Cat. B	0	4	4	100%
		Cat. C	0	4	4	100%
	Biblio	Cat. A	1	1	2	50%
		Cat. B	1	1	2	50%
		Cat. C	0	2	2	100%
	Ensemble		10	20	30	67%

Source : DIDAP / Arrêtés de l'établissement

Evolution de la part des femmes dans la composition de la CPE



Nombre de réunions des instances représentatives du personnel

	En 2021	En 2022	En 2023
CT	10	7	
CHSCT	8	6	
CSAE			9
Formation spécialisée du CSAE			3
CPE	5	2	5
CCP			2

Source : DRHRS

Locaux syndicaux

	En 2021	En 2022	En 2023
Surface des locaux	23,2 m²	23,2 m²	23,2 m²

LEXIQUE (1/2)

AENES	Corps de l'administration de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur
ALE	Affection de Longue Durée
ATER	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche
BIATS	Personnels de bibliothèque, ingénieur, administratif, technicien, ouvrier, de service
BIBLIO	Bibliothèques
BUT	Bachelor Universitaire de Technologie
CET	Compte épargne-temps
Cat.	Catégorie (il existe 3 catégories : A, B ou C)
CDAPH	Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CEV	Chargé d'enseignement vacataire
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CIA	Complément indemnitaire annuel
CM	Cours magistraux
CMI	Carte Mobilité Inclusion
COM	Collectivités d'outre-mer
CNU	Conseil national des universités
CPE	Commission Paritaire d'Etablissement
CRCT	Congé pour recherche et conversion thématique
CROUS	Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires
CSAE	Comité Social d'Administration de l'Etablissement
CVR	Contrat Valorisation Recherche
DAEU	Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires
DN	Diplôme national
DOM	Départements d'outre-mer
DPE	Direction des Personnels Enseignants
DRH	Direction des Ressources Humaines
DU	Diplôme d'université
Eco.	Économie
Eff	Effectif
Ens.	Enseignement
EPS	Éducation physique et sportive
EqTD	Équivalent travaux dirigés
ETP	Équivalent Temps Plein - Quotité travaillée
ETPT	Équivalent Temps Plein Travaillé
Fac.	Faculté
FC3	Formation Continue Langues | Lettres | Philosophie
FC	Formation Continue
FIPH	Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées
GIPA	Garantie individuelle du pouvoir d'achat

LEXIQUE (2/2)

iaelyon	iaelyon School of Management
IFSE	Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise
ITRF	Ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation
IUT	Institut universitaire de technologie
LPR	Loi Programmation Recherche
MCF	Maître de conférences
MEN	Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et de la vie associative
MESRI	Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation
Nb	Nombre
NBI	Nouvelle bonification indiciaire
PCA	Prime de charge administrative
PES	Prime d'excellence scientifique
Plafond Emplois	Nombre d'emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer
PU	Professeur des universités
PRAG	Professeur agrégé
PRCE	Professeur certifié
PRES	Prime de recherche et d'enseignement supérieur
PRP	Prime de responsabilité pédagogique
RAFP	Retraite Additionnelle de la Fonction Publique
RH	Ressources humaines
RIFSEEP	Régime Indémnitaire tenant compte des Fonctions, Sujétions, Expertises et Engagement Professionnel
RIPEC	Régime Indémnitaire des Personnels Enseignants Chercheurs
SACSO	Service d'Action Culturelle et Sociale
Sc.	Sciences
SFT	Supplément familial de traitement
SIDRH	Système d'Information Décisionnel des Ressources Humaines
SISE	Système d'information statistique de l'éducation
STAPS	Sciences et techniques des activités physiques et sportives
TD	Travaux dirigés
TP	Travaux pratiques
UFR	Unité de formation et de recherche
yc	y compris



UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Manufacture des Tabacs
Campus des **Quais**
Campus de **Bourg-en-Bresse**

WWW.**UNIV-LYON3**.FR

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-10-rh
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, et notamment l'article L.714-55 et suivants ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre d'activité accessoire, à des activités de formation et de recrutement ;
Vu l'arrêté du 9 août 2012 fixant la rémunération des intervenants participant à titre d'activité accessoire à des activités de formation et de fonctionnement de jurys relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, et notamment son article 18 ;
Vu l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle, et notamment son article 13 ;
Vu l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie », et notamment l'article 4-6 de l'annexe 1 ;
Vu la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi ;
Vu le décret n° 2023-1275 du 27 décembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience ;
Vu le décret n° 2024-332 du 10 avril 2024 relatif au jury et au congé de validation des acquis de l'expérience ;
Vu la délibération n°D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n°D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis du CSAE en date du 14 novembre 2024 ;

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs :

Le décret n° 2023-1275 du 27 décembre 2023 relatif à la validation des acquis de l'expérience et le décret n° 2024-332 du 10 avril 2024 relatif au jury et au congé de validation des acquis de l'expérience, pris en application de l'article 10 de la loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi, ont modifié la procédure de validation des acquis de l'expérience et précisé la composition et les modalités de fonctionnement du jury de validation des acquis de l'expérience. Ce projet de délibération a pour objet de préciser pour l'université Jean Moulin Lyon 3, le cadre de mise en œuvre de ces nouvelles modalités de fonctionnement des procédures et des jurys de validation des acquis de l'expérience.

Décide

Article 1 :

Les dispositifs pédagogiques de validation des acquis de l'expérience mobilisent les intervenants suivants :

- Le référent pédagogique : représentant du certificateur, l'université Jean Moulin, c'est le responsable pédagogique du diplôme concerné par la VAE. Il ne peut pas être membre du jury de VAE. Son activité dans le cadre d'une VAE est intégrée dans l'activité de « pilotage de diplôme », valorisé dans le cadre du Référentiel des équivalence horaire. Sa mission est de s'assurer de la recevabilité de la candidature à une VAE, c'est-à-dire de la cohérence entre le parcours du candidat et les attendus du diplôme. Il émet un avis qui ne substitue pas à la décision du jury souverain. Il peut également être accompagnateur méthodologique et est dans ce cas rémunéré à ce titre.

- L'accompagnateur professionnel : personnel de l'établissement ou extérieur, c'est l'expert métier qui accompagne le candidat, ponctuellement et sur demande du référent pédagogique, pour l'identification et l'analyse des activités présentées dans le cadre de la rédaction du dossier de validation. Il ne peut pas être membre du jury de VAE. Son activité donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2. S'il est personnel de l'établissement, il doit préalablement formuler une déclaration de cumul auprès de l'établissement.

- L'accompagnateur méthodologique : personnel de l'établissement ou extérieur, il accompagne le candidat dans la rédaction du dossier de validation/mémoire VAE et dans la préparation de la soutenance devant le jury. Il ne peut pas être membre du jury de VAE. Cet accompagnement méthodologique se fait en lien avec le référent pédagogique, qui reste garant de l'adéquation entre les choix du candidat et les attendus de la certification. Son activité donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2. Si l'accompagnateur méthodologique est un personnel BIATS de l'établissement, cette activité ne peut être rémunérée que si elle ne fait pas partie des activités prévues dans sa fiche de poste et qu'elle est effectuée en dehors des obligations de service. Dans ce cas, elle doit donner lieu à transmission préalable d'une déclaration de cumul auprès de l'établissement.

- Les membres de jury : le jury de VAE comprend au minimum 3 membres, dont un est désigné président (avec voix prépondérante en cas de partage des voix) et dont un au moins est une personne qualifiée au titre de la certification visée. Le jury de VAE est composé dans le respect des dispositions régissant le diplôme, le titre à finalité professionnelle ou le certificat de qualification professionnelle visés, telles que précisées notamment à l'article 18 de l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence, à l'article 13 de l'arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle et à l'article 4-6 de l'annexe 1 de l'arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelor universitaire de technologie ». Ne peuvent participer au jury de VAE en qualité de membre ou de président ni les responsables pédagogiques, ni les accompagnateurs professionnels, ni les accompagnateurs méthodologiques. Cette activité de membre de jury de VAE donne lieu à une rémunération mise en œuvre dans le respect des dispositions prévues à l'article 2.

Article 2 :

La phase d'accompagnement d'un candidat à une VAE donne lieu à une valorisation maximum équivalente à un forfait de 20 HETD par candidat, répartie entre les accompagnateurs professionnels et méthodologiques au prorata du service fait attesté par la composante ou le service porteur du diplôme.

Les membres du jury de soutenance sont rémunérés de manière forfaitaire à hauteur de 2 HETD chacun.

L'état liquidatif transmis à la DRHRS doit être accompagné des feuilles d'émargement signées par les intéressés.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et
du pilotage



Marc BONINCHI

Délibération n° D2024-11-11-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

d'approuver les montants de rémunération spécifique des intervenants de la formation continue de l'IAE au titre de l'année universitaire 2024-2025, présentés en annexe de la présente délibération.

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage



Marc BONINCHI

REMUNERATION DES INTERVENANTS
en Formation Continue des Professionnels en Activité ou Reconversion

Année universitaire 2024 – 2025

Conseil de l'iaelyon du mercredi 20 novembre 2024

1. Rémunération des heures d'enseignement de Formation Continue

1.1 Tarifs horaires

NATURE DE LA FORMATION	Tarifs horaires bruts
Tous les Masters (1 et 2), DU ou formations courtes certifiantes en cycles spécifiques Formation Continue	**85 €**
Master 2 : Mention Management et Administration des Entreprises (parcours management général) - International Master of Business Administration FC (IMBA)	**100 €**
Certificat Manager IFRS FC	**130 €**

Le tarif de 85 €/H s'applique aussi à tous les nouveaux cycles diplômants ou DU en Formation Continue de l'offre Executive Education, ou actions de formation courte certifiante qui seraient ouverts au cours de l'année, sauf cas particuliers qui feraient l'objet d'un vote spécifique.

La rémunération correspond à la réalisation des missions suivantes :

- Elaboration du régime de cours et d'examen (public visé, modalités de sélection, programme avec les contenus et les méthodes, compétences développées, dispositif de validation...) en lien avec les équipes de la Direction Formation Continue
- Participation aux actions de communication (réunions, site iaelyon, réseaux sociaux, vidéos, rédaction d'articles, plaquettes de présentation...)
- Participation au recrutement des participants (une rémunération spécifique est prévue pour la participation aux jurys)
- Recrutement, animation et évaluation de l'équipe pédagogique
- Recueil et validation des programmes détaillés fournis par chaque intervenant, en veillant la cohérence des contenus et le respect de la charte iaelyon
- Participation à la conception du planning et des emplois du temps en lien avec le gestionnaire de scolarité
- Régulation du groupe en formation (évaluation de la satisfaction des participants et propositions d'actions correctives en cas de disfonctionnement)
- Evaluation de l'acquisition des compétences pour l'obtention du diplôme
- Réponse ponctuelle à des problèmes rencontrés par un participant en lien avec le gestionnaire de scolarité concerné.
- Participation à la cérémonie de remise des diplômes si diplômant

1.2 - Prestations complémentaires

Nature	Montant forfaitaire
Jurys de sélection des participants (entretiens) en FC	110,00 € par demi-journée de 4 heures
Tutorat de participant en FC (diplômes) **	190,00 €
Suivi en entreprise*	185,00 €
Suivi de mémoire	190,00 €
Participation à la soutenance	37,50 €

(*) sur justificatif signé des 3 parties (minimum 3 rendez-vous)

(**) au maximum 3 participants par intervenant

Il est à noter que pour les participants en FC qui restent dans leur entreprise d'origine, le suivi « en entreprise » est vivement conseillé mais n'est pas obligatoire. Il implique à minima :

- une visite physique sur site en présence d'un « tuteur / référent » de l'entreprise,
- un échange à distance
- et un dernier contact lors de la soutenance du mémoire.

2. Rémunération des intervenants de Formation continue Intra-Entreprise :

Ingénierie pédagogique / accompagnement entreprise **:**

- Ingénierie / accompagnement projet complexe : 190 € / heure
- Ingénierie / accompagnement projet simple : 85 € / heure
- Coordination pédagogique : 85 € / heure

Le nombre d'heures total, la complexité du projet et le nombre d'heures de coordination seront définis en amont pour chaque action par le Directeur de la Formation Continue en accord avec l'enseignant.

La création ou l'actualisation des plans de cours dans le cadre des formations existantes est de la responsabilité de chaque enseignant concerné. Sa rétribution est intégrée au tarif horaire d'enseignement. Ces plans de cours doivent respecter la charte de présentation de iaelyon et être transmis après validation par le responsable pédagogique du diplôme aux services de la Formation Continue et de la Communication pour diffusion aux participants (actuels et futurs) et mise en ligne sur le site internet.

3. E-LEARNING et MOOC en Formation Continue

- Conception élaboration et droits d'auteur : 1 heure de cours produite = 1 heure rémunérée à 85 €/H.

- Heures synchronisées (visioconférence, chats, téléphone …) : 85 €/H
- Forums - heures asynchrones (suivi téléphonique, réponses aux mails, FAQ, …) : 42,86 €/H en général 1H par candidats inscrits

Le nombre d'heures total sera défini en amont pour chaque action par le directeur de la Formation Professionnelle Continue en accord avec l'enseignant.

4. Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des intervenants

Prise en charge selon la politique voyage de l'université Jean Moulin Lyon 3.

5. Primes de responsabilités pédagogiques – Formation Continue

Code diplôme	Intitulé formation DN ou DU	Prime pédagogique (brute)
	Coordination pédagogique FC	2 000 €
	Coordination pédagogique VAE	1 100 €
5504182CL	**Master 2 MAE - Management Général**	2 000 €
5504185CL	**Master 2 MAE - Management Général - International Management Business & Administration (IMBA)**	2 000 €
5504122CL	**Master 2 Gestion des Ressources Humaines**	2 000 €
5504023CL	**Master 2 Contrôle de Gestion et Audit Organisationnel**	2 000 €
5504122CL	**Master 2 Coaching et Organisation**	2000€
5504083CL	**Master 2 Gestion de Patrimoine**	2 000 €
5504084CL	**Master 2 Gestion de Patrimoine (IFOR)**	2 000 €
5504041CL	**Master 2 Entrepreneuriat et management de projets - Management de l'Innovation et des Projets Complexes**	2 000 €
5504246CL	**Master 2 Marketing, vente - Management et Direction Commerciale**	2 000 €

Délibération n° D2024-11-12-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-3 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu les avis rendus par le conseil de l'IAE le 18 juin 2024 et le 16 septembre 2024 ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 5 novembre 2024 ;

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 :

d'approuver :

- d'une part les tarifs de la formation professionnelle, alternance et formation continue (diplômes nationaux, universitaires et certificats) de l'IAE, au titre de l'année universitaire 2024-2025, tels que présentés en annexe 1 de la présente délibération ;

- d'autre part, les tarifs de formation au titre des années 2022-2023 et 2023-2024, tels que présentés en annexe 2 de la présente délibération.

Article 2 :

d'approuver les tarifs des nouvelles formations continues courtes ou certifiantes au titre de l'année universitaire 2024-2025 tels que présentés en annexe 3 de la présente délibération.

Article 3 :

d'approuver, suite à modification du volume horaire de la formation, les tarifs modifiés pour le master 2 « Executive Master Cadre Hospitalier » au titre de l'année 2024-2025 tels que présentés en annexe 3 de la présente délibération.

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

Annexe 1

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et Alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2024-2025
Tarifs actualisés - Sous réserve de validation par les instances de l'Université - 06/09/2024

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge

Les modifications sont indiquées en jaune ainsi que les ajouts

Fiche RNCP	Code diplôme CFA	MENTION	PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	Coûts 2024-2025	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
30141	25023227	LP METIERS DU BTP : BATIMENT ET CONSTRUCTION	LP Chargé d'Affaires en Bâtiment (CAB)	561	8 100,00 €	14,44 €	4 050,00 €
30117	25025024	LP METIERS DE L'ELECTRICITE ET DE L'ENERGIE	LP Conception et Management de l'Eclairage (CME)	620	8 000,00 €	12,90 €	4 000,00 €
30086	25031099	LP MANAGEMENT ET GESTION DES ORGANISATIONS	LP Office Manager	512	8 000,00 €	15,63 €	4 000,00 €
29631	2503123D	LP COMMERCIALISATION DES PRODUITS ET SERVICES (LP LYON 3)	LP Métiers de la Vente (Vente)	520	7 750,00 €	14,90 €	3 875,00 €
30101	25032053	LP METIERS DE LA COMMUNICATION	LP Communication Multimedia - C2M	600	7 000,00 €	11,67 €	3 500,00 €
30181	25031395	LP ASSURANCE BANQUE FINANCE	LP Commerce en Banque Assurance (Bourg et Lyon)	537	9 000,00 €	16,76 €	4 500,00 €
30106	25031435	LP METIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITE : COMPTABILITE ET PAIE (LP LYON 3)	LP Ressources Humaines et Paie (Bourg et Lyon)	640	7 000,00 €	10,94 €	3 500,00 €
29740	2503123A	LP COMMERCE ET DISTRIBUTION	LP Commerce en B to B des Produits de l'Industrie (BtoB) Lyon	561	7 750,00 €	13,81 €	3 875,00 €
			LP Commerce en B to B des Produits de l'Industrie (BtoB) Bourg en Bresse	561	7 750,00 €	13,81 €	3 875,00 €
			LP Management et Gestion de Rayon (DISTRISUP)	595	7 750,00 €	13,03 €	3 875,00 €
35526	26031403	COMPTABILITE GESTION	DCG L2 (Bourg et Lyon)	550	7 750,00 €	14,09 €	3 875,00 €
			DCG L3 (Bourg et Lyon)	554	7 750,00 €	13,99 €	3 875,00 €
			DCG L2 et L3 (Bourg et Lyon)	1 104	15 500,00 €	14,04 €	7 750,00 €
35044	16031401		DSCG M1 (Lyon)	668	8 000,00 €	11,98 €	4 000,00 €
			DSCG M2 (Lyon)	468	8 000,00 €	17,09 €	4 000,00 €
			DSCG M1 et M2 (Lyon)	1 136	16 000,00 €	14,08 €	8 000,00 €
35921	13531113	GPLA	M1 Gestion de production logistique Achats (Lyon et Bourg en Bresse)	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Management des achats en PME-PMI (Bourg)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Management Industriel et Logistique (Bourg-en-Bresse)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 + M2 MIL (Bourg en Bresse) 2023/2025	910	15 340,00 €	16,86 €	7 670,00 €
			M1 + M2 MIL (Bourg) 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 + M2 Management des Achats (Lyon) 2023/2025	910	15 340,00 €	16,86 €	7 670,00 €
			M1 + M2 Management des Achats (Lyon et Bourg) 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 Management des Achats - deux parcours (Lyon)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
35907	13531276	MARKETING, VENTE	M1 Marketing Stratégique et Opérationnel	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Marketing Stratégique et Opérationnel	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 et M2 Marketing Stratégique et Opérationnel - 2023/2025	910	15 920,00 €	17,49 €	7 960,00 €
			M1 et M2 Marketing Stratégique et Opérationnel - 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 Marketing Connecté et Communication Digitale	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Vente et Management Commercial	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 Marketing, vente - Commercialisation et Marketing dans l'entreprise en Transition - Bourg en Bresse	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Marketing et Vente - BtoB - Bourg en Bresse	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 et M2 Marketing, Vente - Bourg en Bresse - 2023/2025	910	15 920,00 €	17,49 €	7 960,00 €
			M1 et M2 Marketing, Vente - Bourg en Bresse - 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
35919	13531392	GESTION DE PATRIMOINE	M1 Gestion de patrimoine et Banque (GP)	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Gestion de patrimoine (GP)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Conformité bancaire et contrôle interne des risques (CBCIR)	510	7 768,00 €	15,23 €	3 884,00 €
			M2 Chargé d'Affaires Entreprises en Banque (CAEB)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 ET M2 Gestion de patrimoine 2023/2025 (GP et CAEB)	910	15 336,00 €	16,85 €	7 668,00 €
			M1 GP + M2 GP 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 GP + M2 CAEB 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
35913	13531391	FINANCE	M1 Audit Financier	462	8 250,00 €	17,86 €	4 125,00 €
			M2 Audit Financier 2024/2025	448	8 250,00 €	18,42 €	4 125,00 €
			M1 M2 Audit financier 2023/2025	910	16 220,00 €	17,82 €	8 110,00 €
			M1 M2 Audit financier 2024/2026	910	16 500,00 €	18,13 €	8 250,00 €
			M1 Animation et Développement de Réseaux de Franchises - ADRE (M1)	462	8 250,00 €	17,86 €	4 125,00 €
			M2 Animation et Développement de Réseaux d'Enseignes - ADRF	448	8 250,00 €	18,42 €	4 125,00 €
			M1 et M2 Animation et Développement de Réseaux de Franchises 2023/2025	910	16 128,00 €	17,72 €	8 064,00 €
			M1 et M2 Animation et Développement de Réseaux de Franchises 2024/2026	910	16 500,00 €	18,13 €	8 250,00 €
			M1 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE)	462	8 850,00 €	19,16 €	4 425,00 €
			M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE)	448	8 850,00 €	19,75 €	4 425,00 €
			M1 et M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE) 2023/2025	910	17 700,00 €	19,45 €	8 850,00 €
			M1 et M2 Manager Qualité Sécurité Environnement (QSE) 2024/2026	910	17 700,00 €	19,45 €	8 850,00 €
			M1 Management en Hôtellerie, Restauration et de Loisirs -HRL	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Management en Hôtellerie, Restauration et de Loisirs -HRL	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 et M2 Management de centres de profit en activité d'Hôtellerie, Restauration et de Loisirs - HRL 2023/2025	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 et M2 Management en Hôtellerie, Restauration et de Loisirs - HRL 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 Management et Communication	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et Alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2024-2025
Tarifs actualisés - Sous réserve de validation par les instances de l'Université - 06/09/2024

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge

Les modifications sont indiquées en jaune ainsi que les ajouts

Fiche RNCP	Code diplôme CFA	MENTION	PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	Coûts 2024-2025	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
35911	1353103F	MANAGEMENT SECTORIEL	M1 MEQ2D Management des Equipes, Qualités et Développement Durable	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 MEQ2D Management des Equipes, Qualité et Développement Durable	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MEQ2D 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MEQ2D 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MC2 Management, Conseil et Changement	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 MC2 Management, Conseil et Changement	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 MC2 + M2 MC2 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MC2 + M2 MC2 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MC2 + M2 MEQ2D 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M2 CTERSAMS Conduite du Changement dans les Territoires, Etablissements et réseaux sanitaires et médico-sociaux -	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 MC2 + M2 CETERSAMS 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MEQ2D + M2 CETERSAMS 2023/2025	910	12 740,00 €	14,00 €	6 370,00 €
			M1 MEQ2D + M2 CETERSAMS 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MEQ2D + M2 RSEO 2023/2025	910	14 458,00 €	15,89 €	7 229,00 €
			M1 MEQ2D + M2 RSEEO 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MC2 + M2 RSEEO 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 MEQ2D + M2 MC2 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
35912	13531550	GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	M1 Management des ressources humaines et organisation	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Management des ressources humaines et organisation	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 et M2 Management des ressources humaines et organisation - 2 parcours 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 et M2 Management des ressources humaines et organisation - 2 parcours 2023/2025	910	15 980,00 €	17,56 €	7 990,00 €
			M2 Responsabilité Socio-économique et Environnementale des Organisations - RSEEO	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
35908	•	MANAGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION	M2 Systèmes d'Information Avancés - SIA	518	8 250,00 €	15,93 €	4 125,00 €
			Master 2 Human & System Intelligence for Management - HSIM	448	8 250,00 €	18,42 €	4 125,00 €
			M2 Management et Stratégie des Systèmes d'Information - MS2I	448	8 250,00 €	18,42 €	4 125,00 €
35918	13531445	CGAO	M1 et M2 CONSEIL STRATEGIE ET EXPERTISE (CSE) 2023/2025	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 et M2 CONSEIL SOUTENABILITE ET EXPERTISE (CSE) 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 CONSEIL SOUTENABILITE ET EXPERTISE (CSE)	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 CONSEIL SOUTENABILITE ET EXPERTISE (CSE)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M1 CGAO & M2 Contrôle de Gestion (CdG) 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 CGAO & M2 DAO 2024/2026	910	16 000,00 €	17,58 €	8 000,00 €
			M1 Contrôle de Gestion (CdG)	462	8 000,00 €	17,32 €	4 000,00 €
			M2 Contrôle de Gestion (CdG)	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
			M2 Diagnostic et Audit des Organisations - DAO	448	8 000,00 €	17,86 €	4 000,00 €
35922	1353103P	ENTREPRENEURIAT et MGT DE PROJETS	M2 Entrepreneuriat et Développement des Entreprises Nouvelles - EDEN	448	8 750,00 €	19,53 €	4 375,00 €
35915	13 531 275	MGT et COMMERCE INTERNATIONAL	M2 Manager des Affaires Européennes	448	8 500,00 €	18,97 €	4 250,00 €
35924	•	LICENCE GESTION	L2 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable	500	7 000,00 €	14,00 €	#REF!
			L3 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable	500	7 000,00 €	14,00 €	3 500,00 €
35924	•		L2 &L3 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable	1 000	14 000,00 €	14,00 €	7 000,00 €
35918	•	CGAO	Executive Master 2 - Contrôle de Gestion Audit (FC Pure)	312,5	9 500,00 €	30,40 €	4 750,00 €
35919	•	GESTION DE PATRIMOINE	Executive Master 2 - Gestion de Patrimoine (FC Pure)	305	9 500,00 €	31,15 €	4 750,00 €
			Executive Master 2 - Gestion de Patrimoine - IFOR (FC Pure)	210	6 500,00 €	30,95 €	3 250,00 €
35912	•	RESSOURCES HUMAINES ET ORGANISATION	Executive Master 2 - Management des Ressources Humaines et Organisation (FC Pure)	360	9 500,00 €	26,39 €	4 750,00 €
			Executive Master 2 - Coaching et Organisation (FC Pure)	360	9 500,00 €	26,39 €	4 750,00 €
35922	•	ENTREPRENEURIAT et MGT DE PROJETS	Executive Master 2 Management de l'Innovation et des Projets Complexes - (FC Pure)	280	9 500,00 €	33,93 €	4 750,00 €
35916	•	MANAGEMENT ET ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	Executive Master 2 - MAE - Management Général - (FC Pure)	437	9 500,00 €	21,74 €	4 750,00 €
35916	•		Executive Master 2 - MAE - Management Général parcours Cadre Hospitalier - (FC Pure)	185,5	4 400,00 €	23,72 €	2 200,00 €
35916	•		Master 2 MAE - Etudes et recherche en Management - (FC Pure)	344,0	4 000,00 €	11,63 €	2 000,00 €
35916	•		Executive Master 2 - MAE - IMBA (International Master of Business Administration) (FC Pure)	450	13 500,00 €	30,00 €	6 750,00 €
			Executive Doctorate in Business Administration - DBA		24 500,00 €		NC
35907	•	MARKETING, VENTE	Executive Master 2 - Management et Direction Commerciale (FC Pure)	340	9 500,00 €	27,94 €	4 750,00 €

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et Alternance (DN/DU/CERTIFICATS) - A partir de l'année universitaire 2024-2025
Tarifs actualisés - Sous réserve de validation par les instances de l'Université - 06/09/2024

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge

Les modifications sont indiquées en jaune ainsi que les ajouts

Fiche RNCP	Code diplôme CFA	MENTION	PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	Coûts 2024-2025	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
		LP METIERS DE LA GESTION ET DE LA COMPTABILITE : COMPTABILITE ET PAIE (LP LYON 3)	Parcours Conseil RH et Social - IFAURA (FC Pure)	38,50	1 760,00 €	320€ (cout journée	NC
*	*		Parcours Audit Social F - IFAURA (FC Pure)	31,50	1 140,00 €	320€ (coût journée)	non concerné
*	*	Master Contrôle de gestion et audit organisationnel	Parcours Conseil en coûts et analyse de données - IFAURA (FC Pure)	38,50	1 600,00 €	320€ (coût journée)	non concerné
			Parcours Conseil en diagnostic financier, investissement et financement - IFAURA (FC Pure)	42,00	1 920,00 €	320€ (coût journée)	NC
		Licence Gestion	Parcours intégration "fondamentaux pour collaborateurs comptables débutants" : comptabilité des opérations courantes et fiscalité - IFAURA (FCPure)	35,00	1 125,00 €	225€ (coût journée)	NC
			Parcours intégration "fondamentaux pour collaborateurs comptables débutants" : comptabilité des opérations d'inventaire et social - IFAURA (FC Pure)	35,00	1 125,00 €	225€ (coût journée)	NC
			Parcours intégration collaborateur audit légal débutants - IFAURA (FC Pure)	49,00	1 750,00 €	250€ (coût journée)	NC
		Master Gestion de Patrimoine	Certificat Conseil patrimonial - IFAURA (FC Pure)	154,00	8 300,00 €	53,90 €	NC
*	*	CCA	Certificat Manager IFRS - IFAURA (FC Pure)	48	2 280,00 €	380€ (coût par journée)	non concerné
*	*	CGAO	Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Comptabilité Générale	10,5	300,00 €	-	150,00 €
*	*	CGAO	Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Comptabilité analytique	10,5	300,00 €	-	150,00 €
*	*	CGAO	Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Politique financière	21,0	450,00 €	-	225,00 €
*	*	CGAO	Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Stratégie	14,0	300,00 €	-	150,00 €
*	*	CGAO	Master 2 - Contrôle de Gestion et Audit - FC Pure - Remise à niveau - Forfait totalité des modules	56,0	1 200,00 €	-	600,00 €
		Tous diplômes	Accompagnement VAE (coaching, constitution dossier VAE - 3 étapes : Recevabilité 200€ + Rédaction du dossier de VAE : 1200€ + le jury : 1000€)		2 400,00 €		1 200,00 €
			Heures de cours POST-VAE			25 €	non concerné
*	*		Forfait mémoire FC (VAE, Validation partielle, redoublement pour UE Professionnalisation non validée)	6,0	500,00 €	-	non concerné
*	*		Autres Master 2 FC/FI	En fonction de la formation	7 500,00 €	En fonction du volume horaire	#REF!
*	*		Autres Master 1 FC/FI	En fonction de la formation	6 800,00 €	En fonction du volume horaire	#REF!
*	*		Autres Licences 1 FC/FI	En fonction de la formation	1 800,00 €	En fonction du volume horaire	#REF!
*	*		Autres Licences 2 FC/FI	En fonction de la formation	3 000,00 €	En fonction du volume horaire	#REF!
*	*		Autres Licences 3 FC/FI	En fonction de la formation	6800,€00	En fonction du volume horaire	#REF!
*	*		CERTIFICATS FC	En fonction de la formation	*	45,00 €	non concerné
			Formation certifiante Manager Coach (Ce prix a été construit sur CA NOV.2022)	8	3 400,00 €	425,00 €	non concerné
*	*		SEMINAIRES INTERNATIONAUX - Participants de formation continue	18	1 650,00 €	91,67 €	825,00 €
35916	*	RNCP35916BC02 Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés	Certificat 1 Définir un projet et un design de recherche FC	40	1 000,00 €	25,00 €	500,00 €
35916	*	RNCP35916BC01 S'approprier les usages avancés et spécialisés des outils numériques	Certificat 2 Collecter les données FC	40	1 000,00 €	25,00 €	500,00 €
35916	*	RNCP35916BC07 Mesurer et contrôler via des outils et méthodes de gestion en	Certificat 3 Analyse des données FC	53	1 325,00 €	25,00 €	662,50 €
35916	*	RNCP35916BC03 Communiquer en contexte professionnel	Certificat 4 Communiquer les résultats d'une recherche FC	27	675,00 €	25,00 €	337,50 €
35916	*	RNCP35916BC01 - RNCP35916BC02 - RNCP35916BC03 - RNCP35916BC07	DU METHODE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT - FC	160	3 500,00 €	25,00 €	1 750,00 €
*	*		DU METHODE DE RECHERCHE EN MANAGEMENT - FC : Pour les étudiants FI/FA et participants FC déjà inscrits sur l'année universitaire 2024/2025	160	500,00 €	25,00 €	NC
*	*		Certificat Professionnel en Entreprise - post M2	_	500,00 €	non concerné	non concerné
*	*		Modularisation FC Pures		45,00 €	45,00 €	NC
*	*		Modulatisation autres diplômes		25,00 €	25,00 €	NC
*	*		Intra sur mesure		2 500,00 €		NC

ECOLE JEAN MOULIN LYON
Marie-Christine CHALUS
Directrice Générale de l'iaelyon

SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

Annexe 2

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et Alternance oubliés sur l'année 2022/2023 et 2023/2024 à faire voter (pour pouvoir facturer les dossiers en cours)

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge

Fiche RNCP	Code diplôme CFA	MENTION	PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	Coûts	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
35911	1353103F	Management sectoriel	M2 CTERSAMS Conduite du Changement dans les Territoires, Etablissements et réseaux sanitaires et médico-sociaux - **2022/2023**	388	7 500,00 €	19,33 €	3 750,00 €
				306**	7 500,00 €	24,51 €	3 750,00 €
			M1 Management des Equipes et Qualité (M1 MEQ2D) - **2023/2024**	392**	5 488,00 €	14,00 €	2 744,00 €
				393**	5 502,00 €		2 751,00 €
				447**	6 258,00 €		3 129,00 €
				452**	6 328,00 €		3 164,00 €
				455**	6 370,00 €		3 185,00 €
		Licence Gestion	L2 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable, hybride FI Miguel DELATRE - **2023/2024**	455**	6 370,00 €	14,00 €	3 185,00 €
35924			L3 MEQ 2D Management des Equipes, qualité et Développement Durable, hybride FI Alexis ROCHE - **2023/2024**	455**	6 370,00 €		3 185,00 €
		CCA	Certificat Manager IFRS - IFAURA (FC Pure) - **2023/2024**	48***	2280***	380€ (coût par journée)	non concerné

** Volume différent car certains participants ont été exemptés de cours (notamment sur les projets tutorés totalement ou partiellement)
*** Volume et tarif ont été modifiés sur l'année 2023/2024. Mais c'est l'ancien tarif qui a été voté en 2023/2024



Marie-Christine CHALUS
Directrice Générale de l'iae

Annexe 3

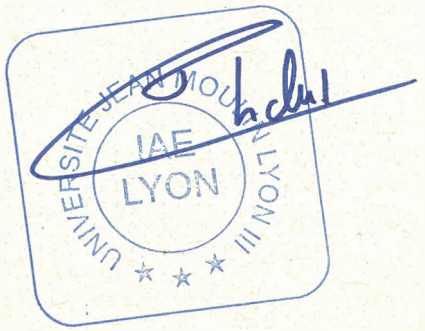
SCHOOL OF MANAGEMENT
iaelyon | JEAN MOULIN

Tarifs de la Formation Professionnelle FC et Alternance

* En cas de facturation sur la base du coût horaire, le montant total des factures sera ajusté au montant forfaitaire.
** Demi-tarif pour les demandeurs d'emploi : Pour tous les diplômes, un demi-tarif est prévu pour les demandeurs d'emploi qui financent personnellement leur formation et peuvent à ce titre éventuellement mobiliser leur CPF (Compte Personnel Formation), sous réserve de présentation d'un justificatif d'inscription à Pôle Emploi, daté du jour de la rentrée. Dans le cas d'un pack M1/M2 consécutifs, le justificatif sera demandé pour chacune des deux années.
*** Hors droits d'inscriptions à l'université lorsqu'ils sont applicables - le CFA se charge d'assumer le possible reste à charge

Fiche RNCP	MENTION	PARCOURS	VOLUME HORAIRE MAQUETTE	Coûts	TARIF HORAIRE*	1/2 TARIF FC POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI**
35916	Management et Administration des Entreprises	Executive Master 2 - MAE Management Général parcours Cadre Hospitalier *	165	4 400,00 €	26,67 €	2 200,00 €
Bloc RNCP35917BC01		Formation certifiante IA pour marketeurs (prix construit sur CA NOV 2022)*	21	1 275,00 €	60,71 €	NC
		Formation courte - Dirigeants et Manager de la Santé : Travail du care et système de soin*	14	955,00 €	68,21 €	NC
		Formation courte - Dirigeants et Manager de la Santé : Numérique et impacts sur les compétences*	14	955,00 €	68,21 €	NC
		Formation courte - Dirigeants et Manager de la Santé : Soin entre mesure et démesure*	14	955,00 €	68,21 €	NC
		Formation courte - Maître d'apprentissage : Manager un apprenti.e *	16	900,00 €	56,25 €	NC

*Tarif horaire modifié suite à modification du volume horaire de la formation - 2024/2025
** Nouveau Tarif 2024/2025



Délibération n° D2024-11-13-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 5 novembre 2024,

Sur proposition du président de l'université Jean Moulin,

Après en avoir délibéré,

Exposé des motifs

Le gouvernement a mis en place depuis la rentrée 2019 une stratégie nationale d'attractivité pour les étudiants internationaux. Cette stratégie intitulée « Bienvenue en France » repose sur trois piliers : l'amélioration des conditions d'accueil des étudiants internationaux ; la mise en place de droits d'inscription différenciés acquittés par certains étudiants internationaux, accompagnée d'une politique d'exonération et d'allocation de bourses confiée aux ambassades et aux établissements publics d'enseignement supérieur, qui permettra de financer ces mesures d'accueil ; et enfin, le renforcement de la présence de l'enseignement supérieur français à l'étranger.

Pour information, les montants des droits d'inscriptions retenus au niveau national pour 2024-2025

	Droits d'inscription nationaux	Droits d'inscription différenciés pour les étudiants internationaux
1er grade Licence	175€ / an	2 850€ / an
2ème grade Master	250€ / an	3 879€ / an
3ème grade Doctorat	391€ / an	391€ / an

Certaines catégories d'étudiants ne sont pas concernées par le paiement de droits différenciés.

Ces étudiants acquitteront, en application des textes règlementaires, les mêmes montants de droits d'inscription que les étudiants français :

- les ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;
- les ressortissants d'Etats ayant conclu un accord international avec la France prévoyant l'acquittement de droits d'inscription identiques aux étudiants français (par exemple Andorre, Québec) ;
- les doctorants ;
- les personnes préparant l'habilitation à diriger les recherches ;
- les étudiants inscrits en troisième cycle long des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques ;

- les étudiants en classes préparatoires aux grandes écoles ayant une double inscription en licence ;
- les étudiants réfugiés ou bénéficiant de la protection subsidiaire (qui pourront, comme aujourd'hui, bénéficier également d'exonérations totales des droits d'inscription) ;
- les étudiants durablement établis en France : les titulaires d'une carte de résident et leurs enfants mineurs, les étudiants ayant déclaré leur foyer fiscal en France depuis plus de deux ans ou les étudiants rattachés à un foyer fiscal en France depuis plus de deux ans ;
- l'ensemble des étudiants inscrits en France en 2019-2020 pour préparer un diplôme national ou un diplôme d'établissement ou pour suivre une formation dans un centre de français langue étrangère ; ces étudiants s'acquitteront des mêmes montants de droits que les étudiants français et étudiants ressortissants de l'Union européenne jusqu'à la fin de leurs études, dès lors que ces dernières sont effectuées sans discontinuité au sein de l'enseignement supérieur français

La délibération fixant les critères généraux d'exonération ne concerne pas les étudiants pouvant être exonérés en vertu d'autres dispositions

D'autre part , conformément aux dispositions ouvertes par les articles R. 719-49 à R. 719-50-1 du code de l'éducation et selon l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, **certains étudiants étrangers en mobilité internationale devant être assujettis à ces droits d'inscription différenciés peuvent être totalement ou partiellement exonérés par le chef d'établissement des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national**.

Les décisions d'exonérations totales et partielles de droits d'inscription sont accordées par le chef d'établissement dans le respect d'un plafond de 10% des étudiants inscrits hors personnes boursiers de l'Etat et pupilles de la Nation.
Les étudiants accueillis dans le cadre d'accords de partenariat, de programmes d'accueil d'étudiants, les étudiants formés à distance et empêchés ne sont pas comptabilisés dans ce plafond. De même les étudiants « qui suivent un enseignement dispensé dans un établissement étranger en application d'une convention conclue avec un établissement français » (cas des étudiants inscrits dans les diplômes délocalisés).

L'Université Jean Moulin Lyon 3 a décidé d'appliquer l'exonération partielle des droits différenciés depuis 2019.

Décide

d'approuver que l'ensemble des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés sur l'année universitaire 2025-2026 bénéficieront d'une exonération partielle, leur permettant d'acquitter un montant de droits égal à celui acquitté par les étudiants nationaux, dans la limite de 10% des étudiants inscrits hors boursiers de l'Etat.
Cette exonération est accordée pour la durée de préparation d'un diplôme d'un même grade (BUT, Licence, Master).

La présente délibération a été adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage



Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-14-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-09-G-168	Ville de Lyon	Convention cadre de partenariat pédagogique 2024-2026

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE
POUR LES ANNEES UNIVERSITAIRES 2024-2025 et 2025-2026

N°2024-09-G-168

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA VILLE DE LYON / LE POLE DES MUSEES D'HISTOIRE ET DE SOCIETES DE LA VILLE DE LYON, dont le siège social est Place de la Comédie 69205 Lyon cedex 01, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Grégory Doucet autorisé aux fins des présentes par la délibération D_24_ 0528 adoptée en séance du Conseil Municipal du 27 juin 2024.

Ci-après désignée « la Ville de Lyon » d'une part,

ET D'AUTRE PART :

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 6, Cours Albert Thomas, 69008 LYON,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,

Ci-après désignée « **l'Université** » ;

PREAMBULE :

Gadagne et ses deux musées, le musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique et le musée de l'Automobile Henri Malartre se sont regroupés en 2016 au sein d'un pôle des Musées d'Histoires et de Sociétés (MHS) de la Ville de Lyon. Ils conservent des collections et conduisent des projets touchant autant au patrimoine historique de la Ville de Lyon qu'aux techniques, arts et savoir-faire français, occidentaux, voire extra-européens.

Le projet de ce pôle muséal s'appuie sur plusieurs axes stratégiques : mettre les publics au cœur de la mission des musées, transmettre un patrimoine en mouvement et faire des musées des lieux vivants et hospitaliers.

Ils ont pour souhait et vocation, par la nature des collections présentées, leurs expositions et leur programmation culturelle annuelle à travailler étroitement avec le monde universitaire qu'ils considèrent comme un public stratégique, porteur d'interactions à la fois scientifiques, pédagogiques et culturelles.

Lieu de production de savoirs, de transmission et de démocratisation des connaissances et des arts, l'Université Jean Moulin Lyon 3 est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle intègre notamment des formations en lien avec le patrimoine, la muséographie et la médiation culturelle.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

L'Université Jean Moulin Lyon 3 et le pôle des Musées d'Histoires et de Sociétés de la Ville de Lyon souhaitent développer un partenariat pédagogique, scientifique et culturel à destination des enseignants chercheurs et des étudiants inscrits dans l'ensemble des filières de l'Université Jean-Moulin Lyon 3. Un partenariat similaire avait déjà été conclu en 2021 entre Gadagne et l'Université Jean-Moulin Lyon 3.

Ces actions ont pour objectif d'encourager les échanges et permettre l'acquisition de connaissances par les étudiants, notamment, mais non exclusivement, les étudiants dépendant des UFR en lien avec les thématiques Patrimoine, Médiations culturelles, Muséographie, Droit de la culture.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre l'Université Jean-Moulin Lyon 3 et la Ville de Lyon, pour la mise en œuvre de projets pédagogiques, scientifiques et culturels en commun.

ARTICLE 2 : MODALITES D'ORGANISATION DU PARTENARIAT

2.1 Définition du projet et des objectifs annuels

En début d'année universitaire, les professeurs de l'Université Jean-Moulin Lyon 3 et les représentants des services médiation des Musées d'Histoires et de Sociétés de la Ville de Lyon fixent ensemble les objectifs et les modalités du projet, précisent les formations concernées.

Chaque année, le projet est susceptible de prendre une forme différente, s'étalant sur plusieurs séances pouvant combiner visites, sorties, ateliers, mises en situation, restitutions...

Le responsable du service médiation et développement des publics de chaque musée assure la coordination entre les professeurs et les médiateurs.

2.2 Champs d'intervention du projet

Chaque musée du pôle des Musées d'Histoires et de Sociétés de la Ville de Lyon valorise à travers ses collections une partie de l'histoire lyonnaise :

Le musée d'histoire de Lyon à Gadagne peut constituer un lieu ressource et de repères sur l'histoire de la Ville de Lyon, à travers sa collection permanente constituée d'environ 80 000 item aux typologies particulièrement variées : tableaux, sculptures, photographies, manuscrits, objets, médailles, dessins, photographies, etc. Le musée permet d'appréhender les différentes visages de la ville : capitale des Gaules, ville de la soie, des révoltes ouvrières, des industries de l'automobile puis chimiques et pharmaceutiques, etc.

Le musée des arts de la marionnette à Gadagne permet de découvrir le monde du spectacle vivant à travers celui de l'art de la marionnette, art historique et universel, notamment grâce à la collection de marionnettes aux typologies et techniques variées.

Le musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique (MICG) se propose de donner des points de repère, historiques, esthétiques, techniques, des débuts de l'imprimerie à la Renaissance jusqu'à la pratique graphique contemporaine. Ce patrimoine est vivant et donne du sens aux mutations technologiques actuelles.

Le musée de l'Automobile Henri Malartre présente principalement des véhicules anciens, notamment les 1ères automobiles, datant d'avant 1914, mais également des cycles, des motos et des transports en commun lyonnais. La richesse des collections du musée permet d'aborder des préoccupations actuelles autour des mobilités, que ce soit en matière d'énergie ou dans la conciliation des usages.

2.3 Mise en œuvre du projet

Ce partenariat prend la forme :

- D'un accueil facilité au sein des établissements des musées d'Histoires et de sociétés pour les étudiants et pour les enseignants-chercheurs, afin de favoriser la connaissance et l'étude des collections présentées dans le parcours permanent et celles conservées en réserve, dans la limite des capacités d'accueil des musées,
- D'une mise en forme en commun de projets pédagogiques et de projets culturels en lien avec l'actualité des expositions des différents musées et celle développée par le service des affaires culturelles de L'Université Jean Moulin Lyon 3.

La mise en œuvre du partenariat comprend trois temps :

- Une rencontre annuelle entre les partenaires au cours de laquelle sont définies les modalités du projet pour l'année en cours et les formations spécifiquement concernées.
- Un cycle d'activités de médiations ou de rencontres professionnelles selon les modalités suivantes :
    - Accueil spécifique dans les collections et/ou expositions
    - Mise à disposition d'espaces d'étude
    - Production de documents, outils de médiation ou programmation en lien avec les collections du musée
- Une évaluation annuelle du projet

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 L'Université Jean-Moulin Lyon 3 s'engage dans le respect des consignes et des règles des musées de la Ville de Lyon, à mettre en œuvre le partenariat :

- en réservant dans les délais, auprès des services concernés, et en informant de toute annulation,
- en apportant ses savoir-faire et compétences, notamment dans la connaissance et la définition des besoins et attentes des étudiants concernés,
- en diffusant les informations sur les activités au sein de sa structure et en mobilisant son public autour du projet,
- en informant le musée de toute modification pouvant entrainer un changement de programme,
- en assurant l'encadrement des activités impliquant son public
- en associant autant que de besoin les médiateurs accompagnant le projet à l'évaluation des travaux des étudiants conduits en lien avec les collections.

3.2 La ville de Lyon s'engage dans le respect des consignes et des règles de l'Université Jean-Moulin Lyon 3, à mettre en œuvre le partenariat :

- en coopérant avec les enseignants et enseignants-chercheurs de l'Université,
- en apportant ses savoir-faire et compétences dans la conception et la conduite des activités se déroulant au musée,
- en facilitant l'accès à ses expositions et ses collections, en salles et en réserves, pour les enseignants-chercheurs participants au partenariat, qui bénéficieront d'un libre accès pour préparer les activités prévues dans le cadre de la présente convention.
- Les visites accompagnées dans le cadre des projets pédagogiques, scientifiques et/ou culturels spécifiques définies par l'Université et le pôle des musées d'histoires et de sociétés sont consenties à titre gracieux.
- La mise à disposition d'espaces d'étude au plus près des collections, est consentie à titre gracieux, dans la limite des capacités d'accueil des musées.

3.3 - Présence de personnels de l'une des parties dans les locaux d'une autre partie

La présence de personnels de l'une des parties dans les locaux de l'autre partie, pour les besoins d'exécution de la présente collaboration et/ou d'une action spécifique, obéira aux conditions suivantes :

- La présence de personnels devra faire l'objet d'un accord préalable de la partie accueillante, étant entendu que cet accord ne sera donné qu'en fonction des dates de disponibilité existant sur le site d'accueil, et que tous les frais afférents à ce déplacement seront à la charge de la partie qui emploie ces personnels, sauf convention expresse contraire.

- Les dits personnels devront respecter le règlement intérieur ainsi que toutes les règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité en vigueur sur leur lieu d'accueil qui leur seront communiquées par la partie accueillante.

En tout état de cause, les personnels accueillis demeureront sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire de leur employeur qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

Tout projet de communication dans les médias ou de publicité est soumis à l'accord préalable des signataires. Conformément à la législation, il est rappelé qu'aucune photo ou prise de vue ne pourra être réalisée sans autorisation.

Chaque partie s'engage, dans tous ses supports de communication interne ou externe, à faire état de sa collaboration avec l'autre partie à l'occasion d'événements qu'elles auront coconstruits, pour en assurer la visibilité en les rendant publics, ouverts sur la cité et la société. La présente convention emporte autorisation d'utilisation des logos et autres éléments d'identification visuelle à destination d'outils de communication.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit, sans accord écrit de l'autre partie, les informations de quelques natures qu'elles soient dont elles pourraient avoir eu connaissance de l'autre partie à l'occasion de l'exécution de l'objet du présent accord, et ce tant que lesdites informations n'auront pas été protégées par un droit de propriété intellectuelle ou ne seront pas tombées dans le domaine public. Cette disposition est sans effet si la partie concernée peut apporter la preuve :

- Qu'elle avait déjà connaissance desdites informations avant la date de signature des présentes
- Que ces informations ont fait l'objet d'une publication, d'une communication,
- Ou qu'elles sont tombées dans le domaine public.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur nonobstant l'échéance du contrat. Il est convenu que les dispositions du présent article ne pourront faire obstacle à l'obligation qui incombe aux chercheurs des établissements publics d'établir un rapport d'activité pédagogique.

Les technologies, méthodes, savoir-faire, données de toute nature mis à disposition d'une partie par l'autre dans le cadre de la présente convention et/ou des actions spécifiques restent sa propriété et ne pourront donner lieu à publication sous quelque forme que ce soit qu'après accord express du détenteur des droits.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le pôle des MHS est assuré au titre des dommages aux biens et aux personnes dans les termes des polices souscrites à ce titre par la Ville de Lyon. Il demeure responsable de ses intervenants et les assure. La responsabilité du musée ne peut être recherchée pour les accidents ou dommages susceptibles de survenir aux personnes et aux choses sous la garde du partenaire durant les interventions du musée.

L'Université Jean-Moulin Lyon 3 est assurée au titre de sa responsabilité civile. Elle est seule responsable des accidents et dommages pouvant être causés aux personnes et aux choses du fait de ses biens mobiliers et immobiliers, et de son personnel.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue pour les années universitaires 2024-2025 et 2025-2026. Elle prendra effet à compter de la date de la signature des deux parties.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La convention peut être résiliée au terme de chaque année, sur décision motivée de l'un ou l'autre des partenaires.
La partie qui souhaite mettre un terme à la présente convention devra respecter un délai de prévenance de 3 mois et adresser sa lettre de dénonciation de la convention en lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues à la présente convention, chacune des parties, après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, peut résilier la convention de plein droit.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de litige, une solution sera recherchée à l'amiable avant de saisir la juridiction compétente.
Dans le cas contraire, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon en deux exemplaires

Le 10/10/2024

Pour la Ville de Lyon,
L'Adjointe déléguée aux
Finances, à la Culture et aux
Grands Évènements

Audrey Hénocque

Pour L'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

Gilles Bonnet

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN
LYON 3

Délibération n° D2024-11-15-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-09-G-176	Lyon 3 Orchestra	Convention de subvention FSDIE

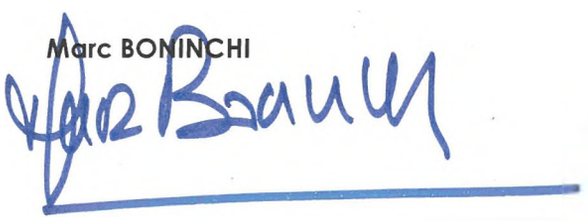
La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon 3 Orchestra
N°2024-09-G-176

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Hugo PAYERNE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691092249
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Préambule
L'Association souhaite créer un ensemble instrumental. Pour être en mesure de le réaliser, l'Association a formulé une demande de subvention de 3 950 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 17 septembre 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 24 septembre 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 4 000 €.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001. L'association ayant bénéficié de 19 100 € de subvention de la part de l'Université pour l'année 2024, la conclusion d'une convention est donc nécessaire.

Article 1er – Objet de la subvention
La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 4 000 € attribuée à l'Association par l'Université pour financer la mise en place de l' « Ensemble instrumental » qui se déroulera du 05/10/2024 au 28/06/2025.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet
L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.
  Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET[3] et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention

L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Ensemble instrumental ».
En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.
Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.
Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « *aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations* », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'événement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.
Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 07/10/2024

M. le président de l'Université
Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

M. le Président de l'association
Lyon 3 Orchestra

Hugo PAYERNE

Délibération n° D2024-11-16-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-10-G-192	Lyon 3 Orchestra	Convention de subvention FSDIE, concert caritatif

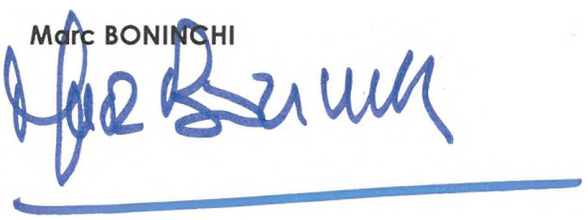
La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon 3 Orchestra
N°2024-10-G-192

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Hugo PAYERNE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691092249
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Préambule
L'Association souhaite organiser un concert caritatif. Pour être en mesure de réaliser ce projet, l'Association a formulé une demande de subvention de 4 841 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 22 octobre 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 5 novembre 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 4 000 €.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Le montant des subventions versées par l'université à l'association Lyon 3 orchestra au titre de l'année 2024 s'élève à 19 100€. L'octroi de cette nouvelle aide, porte désormais le montant total des subventions perçues à 23 100€. En application des dispositions légales et réglementaire précitées, la conclusion d'une convention spécifique est donc nécessaire.

Article 1er – Objet de la subvention
La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 4 000 € attribuée à l'Association par l'Université au titre de l'année 2024 pour financer la mise en place du « Concert caritatif » qui se déroulera le 13/03/2025.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet
L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.
  Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET3 et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention
L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Concert caritatif ».
En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.
Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.
Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « *aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations* », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'événement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.
Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité
Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données
Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.
Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.
Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.
A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.
En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 04/11/2024

M. le président de l'Université Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

M. le Président de l'association Lyon 3 Orchestra

Hugo PAYERNE

Délibération n° D2024-11-17-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-10-G-193	Lyon 3 Orchestra	Convention de subvention FSDIE, ciné-musique

La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon 3 Orchestra
N°2024-10-G-193

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Hugo PAYERNE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691092249
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Préambule

L'Association souhaite organiser un concert ciné-musique. Pour être en mesure de réaliser ce projet, l'Association a formulé une demande de subvention de 2 500 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 22 octobre 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 5 novembre 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 2 400 €.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Le montant des subventions versées par l'université à l'association Lyon 3 orchestra au titre de l'année 2024 s'élève à 23 100€. L'octroi de cette nouvelle aide, porte désormais le montant total des subventions perçues à 25 500€. En application des dispositions légales et réglementaire précitées, la conclusion d'une convention spécifique est donc nécessaire.

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Article 1er – Objet de la subvention
La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 2 400 € attribuée à l'Association par l'Université, au titre de l'année 2024, pour financer la mise en place du « Concert ciné-musique » qui se déroulera le 01/12/2024.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet
L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.
  Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET3 et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention
L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Concert ciné-musique ».
En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.
Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.
Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « *aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations* », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'événement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.
Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité

Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 04/11/2024

M. le président de l'Université
Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN
LYON 3

M. le Président de l'association
Lyon 3 Orchestra

Hugo PAYERNE

Délibération n° D2024-11-18-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021 modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Décide

d'approuver la convention suivante :

NUMERO	PARTENAIRES	OBJET
2024-10-G-194	Lyon 3 Orchestra	Convention de subvention FSDIE, concert salle Molière

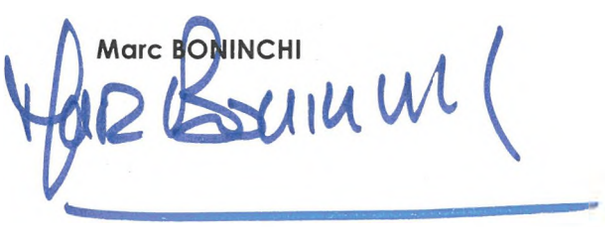
La présente délibération est adoptée par :

- ✓ Nombre de membres présents et représentés : 24
- ✓ Nombre de voix pour : 24
- ✓ Nombre de voix contre : 0
- ✓ Nombre d'abstention : 0

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI



Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Lyon 3 Orchestra
N°2024-10-G-194

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Lyon 3 Orchestra
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Hugo PAYERNE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691092249
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Préambule
L'Association souhaite organiser un concert à la salle Molière. Pour être en mesure de réaliser ce projet, l'Association a formulé une demande de subvention de 4 489 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 22 octobre 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 5 novembre 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 4 000 €.

Selon les dispositions de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, « L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ». Ce seuil a été fixé à 23 000 € par an, selon le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Le montant des subventions versées par l'université à l'association Lyon 3 orchestra au titre de l'année 2024 s'élève à 25 500€. L'octroi de cette nouvelle aide, porte désormais le montant total des subventions perçues à 29 500€. En application des dispositions légales et réglementaire précitées, la conclusion d'une convention spécifique est donc nécessaire.

Article 1er – Objet de la subvention
La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 4 000 € attribuée à l'Association par l'Université, au titre de l'année 2024, pour financer la mise en place du « Concert salle Molière » qui se déroulera le 09/04/2025.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet
L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;
- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.
  Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention
L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Concert salle Molière ».
En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.
Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.
Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « *aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations* », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'événement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.
Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité
Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données
Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.
Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.
Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.
A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.
En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 04/11/2024

M. le président de l'Université
Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

M. le Président de l'association
Lyon 3 Orchestra

Hugo PAYERNE

Délibération n° D2024-11-19-acc
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2 et L. 712-3 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2021-01-05-ins du 26 janvier 2021modifiée portant approbation de la délégation de pouvoir du conseil d'administration au président,

Les conventions suivantes ont été signées par le président, sur délégation de pouvoir du conseil d'administration, et transmises pour information aux membres :

NUMERO	PARTENAIRE	OBJET
2024-08-F-047	Sopra Steria Group	Avenant n°2 à la convention de partenariat avec l'IAE
2024-09-F-049	Collège Emile Cizain	Convention groupe de travail
2024-09-F-050	ANAP	Convention de partenariat en formation continue Master « direction et pilotage stratégique de la performance organisationnelle sanitaire, sociale et médico-sociale »
2024-09-F-052	Baker Tilly Strego	Convention de partenariat avec l'IAE
2024-09-F-053	Cogeparc	Convention de partenariat avec l'IAE
2024-09-F-054	Ministère de l'Intérieur et des outre-mer	Convention 2024-2025 d'attribution de subvention DU « religion-liberté religieuse et laïcité »
2024-10-F-055	Université Jean Monnet	Convention de co-accréditation Sentinelles
2024-06-G-099	Université Bordeaux Montaigne	Avenant n°1 au contrat de cession entre les établissements et L'AMUE
2024-06-G-100	Université Bordeaux Montaigne	Avenant n°1 au contrat de licence des établissements sur les développements Sirocco pour Pégase
2024-06-G-101	Université Bordeaux Montaigne	Avenant n°1 à la convention de co-construction SID Sirocco
2024-06-G-102	Université Bordeaux Montaigne, Association Cocktail	Avenant n°1 contrat de cession entre les établissements et COCKTAIL

2024-08-G-153	LexisNexis	Contrat d'édition
2024-08-G-158	HumaniMaux	Convention de prestation de service HumaniMaux
2024-09-G-169	CROUS de Lyon	Avenant n°4 à la convention d'autorisation d'occupation du domaine public n°18-CC-794
2024-09-G-171	Ministère de l'Intérieur	Convention de transfert de biens mobiliers réformés
2024-09-G-175	Ecole de théâtre universelle, Le Théâtre du Point du Jour	Convention de partenariat Festival Meraki 3ème édition
2024-09-G-177	Rectorat de Lyon	Convention de groupement de commandes, projet de rénovation énergétique du Palais de la Recherche et de l'Inspection Académique
2024-09-G-178	COMUE de Lyon	Convention de refacturation abonnement annuel Compilatio 2024-2025
2024-10-G-179	TNG de Lyon, Office national des combattants et des victimes de guerre	Contrat de cession d'exploitation, Histoire sous casques
2024-10-G-181	Association L3DD	Convention projet associatif « jardin de biodiversité sur les toits »
2024-10-G-182	Association Droit Philosophie ADPH	Avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de locaux
2024-10-G-183	Association ESN CosmoLyon	Avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire de locaux
2024-10-G-184	Stéphanie BULIN	Convention Atelier Chant Choral
2024-10-G-185	Association des géographes et aménageurs de Lyon 3 AGEAM	Convention de don d'archives privées
2024-10-G-186	Compagnie 13ème Quai, IUT Lyon 1 site Bourg en Bresse	Convention d'actions culturelles, cession de droits d'exploitation de spectacle
2024-10-G-187	Artiste Némo	Convention Atelier Stop Motion
2024-10-G-188	Association BDE Histoire Lyon 3	Avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire des locaux
2024-10-G-189	Association Patrimuse	Avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire des locaux
2024-10-G-190	Théâtre Les Célestins	Convention de partenariat, Faculté des Langues
2024-10-G-190A	Préfecture du Rhône	Convention cession amiable sirène dispositif « RNA »
2024-10-G-195	Association Ecran Droit	Convention de subvention FSDIE
2024-10-G-197	Compagnie Le Rayon Vert	Convention atelier de création théâtrale
2024-10-G-198	Compagnie Drôle de Trame	Convention atelier de théâtre

2024-10-G-199	Ilaria Moretti	Convention atelier de théâtre en italien
2024-10-G-200	Association TAIM'	Convention Atelier « la voix des mots »
2024-10-G-201	Maison de la Danse	Convention de partenariat
2024-10-G-202	Elise Bonnard	Convention atelier écriture de fictions
DRED	Ministère des Armées	Convention de partenariat avec l'IESD
DRED	ERE 43	Avenant au contrat de collaboration de recherche CIFRE n°2020/0605
DRED	Université Lumière Lyon 2, CNRS	Avenant n°1 à la convention de partenariat création Pôle Editorial
DRED	CNRS, COMUE de Lyon	Mandat négociation et signature contrats réalisation d'études et de travaux de recherche
DRED	Ecole nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne	Convention de collaboration occasionnelle de service
DRI	Académie royale de justice du Cambodge	Convention de partenariat, DU délocalisé et Master d'études judiciaires
DRI	ESTEM, Maroc	Convention de coopération programme délocalisé Master Droit et Finance de l'entreprise et Master Droit des affaires

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration et du pilotage

Marc BONINCHI

Avenant n°1
N°2024-06-G-099
au Contrat n° 2023-12-G-198 de cession
entre l'ensemble des Etablissements et l'AMUE

ENTRE :

L'Université Bordeaux-Montaigne
Dont le siège social se situe au Dom Universitaire 33600 Pessac
N° de SIRET : 19331766600017
Représentée par son Président Alexandre PERAUD,

Ci-après désignée « université Bordeaux Montaigne »

D'une part

ET

L'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (AMUE)
Dont le siège social se situe au 2 rue Albert Einstein 75013 Paris,
N° de SIRET : 18004312700083
Représentée par son Directeur, Simon LARGER,

Ci-après désignée la Cessionnaire

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08
N° Siret : 196924377 00282,
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET,

Aix-Marseille Université
Dont le siège social se situe Jardin du Pharo 58, bd Charles Livon -13284 Marseille Cedex 07,
N° de SIRET : 13001533200013
Représentée par son Président Eric BERTON,

Nantes Université
Dont le siège social se situe au 1, quai de Tourville BP 13522 44035 Nantes Cedex 1,
N° de SIRET : 13002974700016

Représentée par sa Présidente Carine BERNAULT,

L'Université Paris-Nanterre
Dont le siège social se situe au 200, avenue de la République 92000 Nanterre,
N° de SIRET : 19921204400010
Représentée par sa Présidente Caroline ROLLAND-DIAMOND,

L'Institut national des sciences appliquées -INSA Lyon
Dont le siège social se situe au 20, avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne,
N° de SIRET : 19690192000013
Représentée par son Directeur Frédéric FOTIADU,

L'Université Côte d'Azur
Dont le siège social se situe au 28, avenue de Valrose 06103 Nice Cedex 2,
N° de SIRET : 13002566100013
Représentée par son Président Jeanick BRISSWALTER,

L'Université de Strasbourg
Dont le siège social se situe au 4 rue Blaise Pascal CS 90032 67081 Strasbourg cedex,
N° de SIRET : 13000545700010
Représentée par son Président Michel DENEKEN,

L'Université Grenoble Alpes
Dont le siège social se situe au 621, avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères,
N° de SIRET : 13002608100013
Représentée par son Président Yassine LAKHNECH

Ci-après désignées ensemble les Cédants

D'autre part,

Préambule

Dans le cadre du projet de co-construction d'un Système d'Information Décisionnel Communautaire (SID) « Sirocco », une première convention n° 2013-12-G-195 détermine le rôle de chaque établissement ainsi que leur participation aux travaux de développement.

En complément, une convention n° 2023-12-G-198 prévoit une cession de l'intégralité des droits patrimoniaux relatifs aux développements informatiques réalisés dans le cadre du projet précité de la part des établissements partenaires définis comme « les cédants » au profit de l'agence AMUE définie comme « la cessionnaire ».

Le présent avenant intègre l'université Bordeaux Montaigne parmi les établissements co-constructeurs « cédants »

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'ajouter l'Université Bordeaux-Montaigne dans les cédantes dans le cadre du projet de co-construction de la solution SID Sirocco.

Au même titre que l'ensemble des cédants, l'université Bordeaux Montaigne cède à titre exclusif à la Cessionnaire l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et/ou leurs quotes-parts de droits patrimoniaux de propriété intellectuelle dont elles sont titulaires ou cotitulaires portant sur :

- Tout Développement existant dont L'Etoile SUIVI PIECE COMPTABILITE GENERALE de la brique SIDGFC du projet SIROCCO ;
- Les Développements nouveaux Propres s'appuyant sur des Développements existants ;
- Les Développements nouveaux conjoints sauf les connecteurs Sirocco pour les applications Cocktail.

Article 2 : Modification des articles du contrat de cession

Le présent avenant modifie le paragraphe DEFINITIONS de la convention n° 2023-12-G-198 en ces termes :
[…]
DEFINITIONS
Co-constructeurs :
Les co-constructeurs sont les organismes (université, écoles d'ingénieurs, AMUE, Association Cocktail) impliqués dans la co-construction du Système d'Information Décisionnel Communautaire Sirocco. Les co-constructeurs sont à ce jour les universités Lyon 3, Aix-Marseille, Nantes, Paris Nanterre, Côte d'Azur, Strasbourg, Grenoble Alpes, Bordeaux-Montaigne, l'INSA-Lyon, l'Amue, et l'Association Cocktail.
[…]

Article 3 : Prise d'effet de l'avenant

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de la date du 1er septembre 2024.
Les articles du contrat de cession non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

Article 4 : Signatures des parties

Pour l'Université Bordeaux-Montaigne,

Pour l'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (Amue),

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Pour Aix-Marseille Université,

Pour Nantes Université,

Pour l'Université Paris-Nanterre,

Pour l'INSA-Lyon,

Pour l'Université Côte d'Azur,

Pour l'Université de Strasbourg,

Pour l'Université Grenoble Alpes,

Avenant n°1
N°2024-06-G-100
au Contrat n°2023-12-G-199 de licence au bénéfice des Etablissements
sur les Développements nouveaux Conjoints du connecteur Sirocco pour Pégase

ENTRE :

L'Université Bordeaux-Montaigne
Dont le siège social se situe au Dom Universitaire 33600 Pessac
N° de SIRET : 19331766600017
Représentée par son Président Alexandre PERAUD,

Ci-après désignée « université Bordeaux Montaigne »

L'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (AMUE)
Dont le siège social se situe au 2 rue Albert Einstein 75013 Paris,
N° de SIRET : 18004312700083
Représentée par son Directeur, Simon LARGER,

L'association COCKTAIL
Dont le siège social se situe au 4 Place Sadi-Carnot 13002 Marseille
N° de SIRET : 51788953100037
Représentée par son Président Jean-Christophe BURIE

Ci-après également désignée les Copropriétaires

D'une part,

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
N° Siret : 196924377 00282,
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET,

Aix-Marseille Université
Dont le siège social se situe Jardin du Pharo 58, bd Charles Livon -13284 Marseille Cedex 07,
N° de SIRET : 13001533200013
Représentée par son Président Eric BERTON,

Nantes Université
Dont le siège social se situe au 1, quai de Tourville BP 13522 44035 Nantes Cedex 1,
N° de SIRET : 13002974700016
Représentée par sa Présidente Carine BERNAULT,

L'Université Paris-Nanterre
Dont le siège social se situe au 200, avenue de la République 92000 Nanterre,
N° de SIRET : 19921204400010
Représentée par sa Présidente Caroline ROLLAND-DIAMOND,

L'Institut national des sciences appliquées -INSA Lyon
Dont le siège social se situe au 20, avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne,
N° de SIRET : 19690192000013
Représentée par son Directeur Frédéric FOTIADU,

L'Université Côte d'Azur
Dont le siège social se situe au 28, avenue de Valrose 06103 Nice Cedex 2,
N° de SIRET : 13002566100013
Représentée par son Président Jeanick BRISSWALTER,

L'Université de Strasbourg
Dont le siège social se situe au 4 rue Blaise Pascal CS 90032 67081 Strasbourg cedex,
N° de SIRET : 13000545700010
Représentée par son Président Michel DENEKEN,

L'Université Grenoble Alpes
Dont le siège social se situe au 621, avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères,
N° de SIRET : 13002608100013
Représentée par son Président, Yassine LAKHNECH

Ci-après également désignées ensemble les Licenciées

D'autre part,

Préambule

Dans le cadre du projet de co-construction d'un Système d'Information Décisionnel Communautaire (SID) « Sirocco », une première convention n° 2013-12-G-195 détermine le rôle de chaque établissement ainsi que leur participation aux travaux de développement.

En complément, une convention n° 2023-12-G-199 prévoit que l'AMUE et Cocktail concèdent, en tant que copropriétaires des Développements nouveaux Conjoints du connecteur Sirocco pour Pégase, à chaque Licenciée une licence non exclusive d'utilisation et d'exploitation pour ses besoins propres sur lesdits Développements.

Dans ce cadre, il est établi qu'une cession de droit de propriété intellectuelle doit être effectuée pour l'ensemble des développements existants et à venir.

Le présent avenant intègre l'université Bordeaux Montaigne parmi les établissements co-constructeurs « Licenciés ».

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'ajouter l'Université Bordeaux-Montaigne au sein des Licenciées dans le cadre du projet de co-construction de la solution SID Sirocco.

Les Copropriétaires concèdent aux Licenciées pour leurs besoins propres uniquement, les droits ci-après sur les Développements nouveaux Conjoints du connecteur Sirocco pour Pégase :

- d'utilisation par quelque procédé que ce soit et sur tout support, y compris en réseau ;

- d'évaluation, d'adaptation, d'observation, de test, de modification, de correction, d'intégration, de transcription, d'affichage, de stockage, d'exécution, de décompilation, d'assemblage, de transcription dans tout langage de programmation, de traduction, d'interfacer avec tout logiciel, base de données ou produit informatique, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ;

Les droits concédés par les copropriétaires aux licenciées n'incluent pas le droit de commercialiser les Développements nouveaux Conjoints du connecteur Sirocco pour Pégase, les droits étant consentis pour les besoins propres de chacune des Licenciées.

S'agissant des Développements nouveaux Conjoints du connecteur Sirocco pour Pégase constitués de Logiciels, il est expressément convenu entre les Parties et accepté par elles que les droits concédés au titre de la licence porteront sur les Codes source.

Article 2 : Modification des articles du contrat de cession

Le présent avenant modifie le paragraphe DEFINITIONS de la convention n° 2023-12-G-199 en ces termes :
[…]
DEFINITIONS
Co-constructeurs :
Les co-constructeurs sont les organismes (université, écoles d'ingénieurs, AMUE, Association Cocktail) impliqués dans la co-construction du Système d'Information Décisionnel Communautaire Sirocco. Les co-constructeurs sont à ce jour les universités Lyon 3, Aix-Marseille, Nantes, Paris Nanterre, Côte d'Azur, Strasbourg, Grenoble Alpes, Bordeaux-Montaigne, l'INSA-Lyon, l'Amue, et l'Association Cocktail.
[…]

Article 3 : Prise d'effet de l'avenant

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de la date du 1er septembre 2024.
Les articles du contrat de cession non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

Article 4 : Signatures des parties

Pour l'Université Bordeaux-Montaigne,

Pour l'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (Amue),

Pour l'Association Cocktail,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Pour Aix-Marseille Université,

Pour Nantes Université,

Pour l'Université Paris-Nanterre,

Pour l'INSA-Lyon,

Pour l'Université Côte d'Azur,

Pour l'Université de Strasbourg,

Pour l'Université Grenoble Alpes,

AVENANT N°1
N°2024-06-G-101
à la CONVENTION N°2023-12-G-195
(CONVENTION RELATIVE A LA CO-CONSTRUCTION DE LA SOLUTION SID SIROCCO)

Entre :

L'Université Bordeaux-Montaigne
Dont le siège social se situe au Dom Universitaire 33600 Pessac
N° de SIRET : 19331766600017
Représentée par son Président Alexandre PERAUD,

D'une part,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669,
N° Siret : 196924377 00282,
Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET agissant dans le cadre d'un projet porté par la Direction de l'Information Décisionnelle et de l'Aide au Pilotage,

Et

« L'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (Amue) »,
Dont le siège social se situe au 2 rue Albert Einstein 75013 Paris,
N° de SIRET : 18004312700083
Représentée par son Directeur, Simon LARGER,

Et

« Aix-Marseille Université »,
Dont le siège social se situe Jardin du Pharo 58, bd Charles Livon -13284 Marseille Cedex 07,
N° de SIRET : 13001533200013
Représentée par son Président Eric BERTON,

Et

« Nantes Université »,
Dont le siège social se situe au 1, quai de Tourville BP 13522 44035 Nantes Cedex 1,
N° de SIRET : 13002974700016
Représentée par sa Présidente Carine BERNAULT,

Et
« L'Université Paris-Nanterre »,
Dont le siège social se situe au 200, avenue de la République 92000 Nanterre,
N° de SIRET : 19921204400010
Représentée par sa Présidente Caroline ROLLAND-DIAMOND,

Et

« L'Institut national des sciences appliquées -INSA Lyon »,
Dont le siège social se situe au 20, avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne,
N° de SIRET : 19690192000013
Représentée par son Directeur Frédéric FOTIADU,

Et

« L'Université Côte d'Azur »,
Dont le siège social se situe au 28, avenue de Valrose 06103 Nice Cedex 2,
N° de SIRET : 13002566100013
Représentée par son Président Jeanick BRISSWALTER,

Et

« L'Université de Strasbourg »,
Dont le siège social se situe au 4 rue Blaise Pascal CS 90032 67081 Strasbourg cedex,
N° de SIRET : 13000545700010
Représentée par son Président Michel DENEKEN,

Et

« L'Université Grenoble Alpes »,
Dont le siège social se situe au 621, avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères,
N° de SIRET : 13002608100013
Représentée par son Président, Yassine LAKHNECH

Et

« **L'association COCKTAIL** »
Dont le siège social se situe au 4 Place Sadi-Carnot 13002 Marseille
N° de SIRET : 51788953100037
Représentée par son Président Jean-Christophe BURIE

D'autre part,

Ci-après également dénommées individuellement la Partie ou ensemble les Parties

VISAS

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L. 2511-6
Vu Code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles L. 323-1 à R. 323-7

Préambule

En vertu de la convention relative à la co-construction de la solution SID Sirocco 2023-12-G-195, plusieurs établissements ont mutualisé leurs ressources pour réaliser les objectifs de déploiement communautaire fixés. Ayant fait le constat qu'un établissement supplémentaire permettrait d'avancer plus vite sur la construction de la solution, notamment en jouant le rôle de pilote sur une nouvelle brique métier et/ou en complétant une brique existante, il a été décidé d'inviter l'université Bordeaux-Montaigne à rejoindre la communauté des co-constructeurs.

Article 1 : Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet l'intégration de l'Université Bordeaux-Montaigne dans les co-constructeurs de la solution SID Sirocco.

Article 2 : Modification des articles de la convention

Le présent avenant modifie les articles suivants de la convention de co-construction :

a. Le préambule de la convention n° 2023-12-G-195 est ainsi rédigé comme suit :

[…]

DEFINITIONS

Co-constructeurs :

Les co-constructeurs sont les organismes (université, écoles d'ingénieurs, AMUE, Association Cocktail) impliqués dans la co-construction du Système d'Information Décisionnel Communautaire Sirocco. Les co-constructeurs sont à ce jour les universités Lyon 3, Aix-Marseille, Nantes, Paris Nanterre, Côte d'Azur, Strasbourg, Grenoble Alpes, Bordeaux-Montaigne, l'INSA-Lyon, l'Amue, et l'Association Cocktail.

[…]

b. L'article 5 : Moyens humains sur le projet, de la convention n° 2023-12-G-195 est rédigé comme suit :

[…]

Pour se mettre en situation de réaliser les objectifs de déploiement communautaire, l'équipe projet est organisée comme suit à partir de la rentrée universitaire 2023-2024. Les quotités précisées par profil pourront être modifiées en fonction des besoins du projet.

Etablissement	Profil	Quotité affectée	Total etp
Lyon 3	1 Référent produit 1 Analyste Décisionnel – développeur 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 80% 20%	1,5
	Sur financement Amue 1 Chef de projet	100%	1,0
Nantes	1 Architecte Décisionnel 1 Analyste Décisionnel – Développeur 1 Expert métier dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Aix-Marseille	1 Analyste Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Paris Nanterre	1 Architecte Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	20% 80% 50%	1,5
Amue	Moyens Amue (support, soutien, déploiement) 1 Expert métier	50%	0,5
INSA-Lyon	1 Architecte Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier	50% 50% 50%	1,5
Côte d'Azur	1 Analyste Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Strasbourg	1 Analyste Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Grenoble Alpes	1 Analyste Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Association Cocktail	1 Analyste Décisionnel 1 Ingénieur Décisionnel 1 Expert métier, dont conduite de projet	50% 50% 50%	1,5
Bordeaux-Montaigne	1 Développeur ETL 1 Ingénieur Décisionnel, dont conduite de projet 1 Expert métier	50% 50% 50%	1,5

[…]

Article 3 : Prise d'effet de l'avenant

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de la date du 1er septembre 2024 et pour la durée restant à couvrir par la convention n°2023-12-G-195.

Les articles de la Convention n° 2023-12-G-195 non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

Article 4 : Signatures des parties

Pour l'Université Bordeaux-Montaigne,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Pour l'Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements (Amue),

Pour Aix-Marseille Université,

Pour Nantes Université,

Pour l'Université Paris-Nanterre,

Pour l'INSA-Lyon,

Pour l'Université Côte d'Azur,

Pour l'Université de Strasbourg,

Pour l'Université Grenoble Alpes,

Pour l'Association Cocktail,

Avenant N°1
N°2024-06-G-102
Contrat de cession n° 2023-12-G-196
entre l'ensemble des Etablissements et COCKTAIL

ENTRE :

L'Université Bordeaux-Montaigne
Dont le siège social se situe au Dom Universitaire 33600 Pessac
N° de SIRET : 19331766600017
Représentée par son Président Alexandre PERAUD,

Ci-après désignée « université Bordeaux Montaigne »

D'une part,

ET

L'association COCKTAIL
Dont le siège social se situe au 4 Place Sadi-Carnot 13002 Marseille
N° de SIRET : 51788953100037
Représentée par son Président Jean-Christophe BURIE

Ci-après également désignée la Cessionnaire

ET

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
N° Siret : 196924377 00282,
Représentée par son Président, le Professeur Gilles BONNET,

Aix-Marseille Université
Dont le siège social se situe Jardin du Pharo 58, bd Charles Livon -13284 Marseille Cedex 07,
N° de SIRET : 13001533200013
Représentée par son Président Eric BERTON,

Nantes Université
Dont le siège social se situe au 1, quai de Tourville BP 13522 44035 Nantes Cedex 1,
N° de SIRET : 13002974700016
Représentée par sa Présidente Carine BERNAULT,

L'Université Paris-Nanterre
Dont le siège social se situe au 200, avenue de la République 92000 Nanterre,
N° de SIRET : 19921204400010
Représentée par Présidente Caroline ROLLAND-DIAMOND,

L'Institut national des sciences appliquées -INSA Lyon
Dont le siège social se situe au 20, avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne,
N° de SIRET : 19690192000013
Représentée par son Directeur Frédéric FOTIADU,

L'Université Côte d'Azur
Dont le siège social se situe au 28, avenue de Valrose 06103 Nice Cedex 2,
N° de SIRET : 13002566100013
Représentée par son Président Jeanick BRISSWALTER,

L'Université de Strasbourg
Dont le siège social se situe au 4 rue Blaise Pascal CS 90032 67081 Strasbourg cedex,
N° de SIRET : 13000545700010
Représentée par son Président Michel DENEKEN,

L'Université Grenoble Alpes
Dont le siège social se situe au 621, avenue Centrale 38400 Saint-Martin-d'Hères,
N° de SIRET : 13002608100013
Représentée par son Président, Yassine LAKHNECH

Ci-après également désignées ensemble les Cédants

D'autre part,

Préambule

Dans le cadre du projet de co-construction d'un Système d'Information Décisionnel Communautaire (SID) « Sirocco », une première convention n° 2013-12-G-195 détermine le rôle de chaque établissement ainsi que leur participation aux travaux de développement.

Une convention n° 2023-12-G-196 prévoit une cession de l'intégralité des droits patrimoniaux relatifs aux développements nouveaux conjoints de connecteurs Sirocco pour les applications Cocktail réalisés dans le cadre du projet précité de la part des établissements partenaires définis comme « les cédants » au profit de l'association Cocktail définie comme « la cessionnaire ».

Le présent avenant intègre l'université Bordeaux Montaigne parmi les établissements co-constructeurs « cédants ».

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'ajouter l'Université Bordeaux-Montaigne dans les cédants dans le cadre du projet de co-construction de la solution SID Sirocco.

Au même titre que l'ensemble des cédants, l'université Bordeaux Montaigne cède à titre exclusif à la Cessionnaire l'intégralité des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle et/ou leurs quotes-parts de droits patrimoniaux de propriété intellectuelle dont elles sont titulaires ou cotitulaires portant sur les Développements nouveaux conjoints de connecteurs Sirocco pour les applications Cocktail.

Article 2 : Modification des articles du contrat de cession

Le présent avenant modifie le paragraphe DEFINITIONS de la convention n° 2023-12-G-196 en ces termes :
[…]
DEFINITIONS
Co-constructeurs :
Les co-constructeurs sont les organismes (université, écoles d'ingénieurs, AMUE, Association Cocktail) impliqués dans la co-construction du Système d'Information Décisionnel Communautaire Sirocco. Les co-constructeurs sont à ce jour les universités Lyon 3, Aix-Marseille, Nantes, Paris Nanterre, Côte d'Azur, Strasbourg, Grenoble Alpes, Bordeaux-Montaigne, l'INSA-Lyon, l'Amue, et l'Association Cocktail.
[…]

Article 3 : Prise d'effet de l'avenant

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur à compter de la date du 1er septembre 2024.
Les articles du contrat de cession non modifiés par le présent avenant demeurent inchangés.

Article 4 : Signatures des parties

Pour l'Université Bordeaux-Montaigne,

Pour l'Association Cocktail,

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3,

Pour Aix-Marseille Université,

Pour Nantes Université,

Pour l'Université Paris-Nanterre,

Pour l'INSA-Lyon,

Pour l'Université Côte d'Azur,

Pour l'Université de Strasbourg,

Pour l'Université Grenoble Alpes,

Avenant n°2 (n° 2024-09)
à la Convention de partenariat n° 2022-10-G-140

n°2024-08-F-047

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, enregistré auprès de la Préfecture de Lyon sous le n° 8269P000769, N° Siret : 19692437700282, dont le siège est sis 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 69372 - Lyon Cedex 08,

représentée par son Président Gilles BONNET, agissant dans le cadre d'un projet porté par l'Institut d'Administration des Entreprises - **iaelyon School of Management** - , représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS , dûment habilités à l'effet des présentes,

désignée ci-après par « **iaelyon** »,

d'une part,

et

Sopra Steria Group, Société Anonyme au capital de 20 547 701 euros, dont le siège social est sis à 74940 Annecy, PAE Les Glaisins, Annecy-le-Vieux, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés d'Annecy, sous le numéro 326 820 065,

représentée par Frédéric MOUTON, Directeur Vertical Industrie et Services, dûment habilité à l'effet des présentes,

désignée ci-après par « **Sopra Steria** »,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

© Sopra Steria Group, 2024 / DJ / V20 / Convention de partenariat

PREAMBULE

Vu les articles L. 123-4, L. 123-5 et L.718-16 du Code de l'Education :

Vu la Convention de partenariat n°2022-10-G-140 signée le 9 novembre 2022 entre l'Université Jean Moulin Lyon 3, et plus particulièrement l'iaelyon, et Sopra Steria (ci-après « la Convention »).

Vu l'Avenant n°1 à la Convention conclu entre les Parties le 09/10/2023

Les Parties ont souhaité à nouveau proroger la durée de la Convention et modifier certains de ses articles à cette occasion. Après une phase de discussion, les Parties sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

Le présent Avenant a pour objet de :

- proroger la durée de la Convention pour une période d'un (1) an (l'année universitaire 2024-2025) à compter du 1er septembre 2024, jusqu'au 31 août 2025 (conformément à l'article 4 « Durée » de la Convention) ;

- modifier les articles 1 « Objet » et 3 « Engagements des Parties » de la Convention :

L'article 1 « Objet » de la Convention est modifié comme suit :

« Le présent Contrat a pour objet de définir les conditions et modalités du partenariat entre l'iaelyon et Sopra Steria pour l'année scolaire/universitaire 2024-2025, et notamment de définir les obligations respectives des Parties.

A cet égard, la collaboration entre l'iaelyon et Sopra Steria vise notamment à :

- *Faire bénéficier les étudiants de l'iaelyon d'informations sur les métiers exercés et les opportunités de carrières au sein de Sopra Steria,*
- *Permettre aux étudiants de l'iaelyon de connaître les activités de Sopra Steria,*
- *Valoriser les actions menées dans le cadre de ce partenariat sur les outils de communication respectifs des Parties.*

L'objectif général du présent Contrat est de favoriser l'optimisation des partages et échanges entre les étudiants de l'iaelyon et Sopra Steria.

Il est précisé que les Parties s'engagent dans une démarche partenariale entre elles, mais qu'elles ne s'accordent pas d'exclusivité sur les actions convenues dans le cadre des présentes. »

Le paragraphe 3.2 « Engagements de Sopra Steria » de l'article 3 « ENGAGEMENTS DES PARTIES » de la Convention est modifié comme suit :

« En contrepartie des engagements de l'iaelyon tels que précisés à l'article 3.1 ci-dessus, Sopra Steria s'engage à :

- *Apporter une contribution financière forfaitaire, ferme, pour l'année scolaire/universitaire, via le versement d'un montant total de **cinq mille Euros (5 000 €)** à l'iaelyon ;*

- *Proposer à l'iaelyon les offres correspondant à ses besoins en termes de stages, d'alternance et d'emploi ;*
- *S'impliquer dans au moins une des actions décrites ci-dessus au 3.1 et tout mettre en œuvre pour sa bonne réalisation ;*
- *Renforcer les relations avec les étudiants en vue d'intégrer de nouvelles compétences dans son organisation ;*
- *Fournir à l'iaelyon un kit de communication clé en main pour permettre la réalisation du plan de communication de l'iaelyon sur ses réseaux sociaux ;*
- *Fournir à l'iaelyon le logo de Sopra Steria, et autoriser l'iaelyon à l'utiliser en respectant les éléments de la charte graphique tels qu'indiqués en Annexe 1 du présent Contrat ;*
- *Mettre à disposition de l'iaelyon un kit de bienvenue*
- *Désigner parmi son personnel un contact, qui sera l'interlocuteur de l'iaelyon, et devra être remplacé dans les meilleurs délais en cas de défaillance/d'absence prolongée.*

La contribution financière susvisée est réglée par Sopra Steria, selon l'échéancier de facturation suivant :

- *5 000 Euros facturés le 31/03/2025*

dans un délai de quarante-cinq (45) jours fin de mois, à compter de la date d'émission de facture.
La facture est envoyée à : *Sopra Steria Group*
PAE Les Glaisins
Annecy-le-Vieux
74940 Annecy

Le défaut de paiement, pour toute facture conforme et non-contestée, entraînera le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement et d'intérêts de retard calculés à compter de la date de ladite échéance et jusqu'à paiement intégral sur la base d'un taux égal à trois fois (x3) le taux d'intérêt légal. »

ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR, DATE D'EFFET ET DUREE

Le présent Avenant entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties. Il prend effet à compter du 1er septembre 2024. Il est conclu jusqu'à la fin de l'année universitaire 2024-2025 (jusqu'au 31 août 2025).

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les autres dispositions de la Convention non modifiées par le présent Avenant restent inchangées et de plein effet entre les Parties. En cas de contradiction entre les dispositions de la Convention et celles du présent Avenant, ce sont ces dernières qui prévaudront.

© Sopra Steria Group, 2024 / DJ / V20 / Convention de partenariat

Fait à LYON,
Le 26/09/2024, en trois (3) exemplaires[1],

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 :

Gilles BONNET

Président Université Jean Moulin Lyon 3

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Pour Sopra Steria Group :

Frédéric MOUTON

Directeur Vertical Industrie et Services

Pour l'iaelyon :

Marie-Christine CHALUS

Directrice Général iaelyon School of Management

[1] *Signature et paraphe de chaque page de l'Avenant par les signataires*

© Sopra Steria Group, 2024 / DJ / V20 / Convention de partenariat

CONTRAT D'EDITION

N°2024-08-G-153

Entre

LEXISNEXIS SA,
Société anonyme de droit français, au capital de 1 584 800 Euros,
Ayant son siège social au 141 rue de Javel, 75747 Paris cedex 15, France
Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris, sous le numéro B 552 029 431,
représentée par Madame Anne-Laurence Monéger, Directrice éditoriale

Ci- après dénommée « **l'Éditeur** », d'une part,

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Etablissement public à caractère scientifique culturel et professionnel
Dont le siège social se situe IC avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon cedex 08
Représentée par son Président, le Professeur Gilles Bonnet

Ci-après dénommée le « **Commanditaire** », d'autre part,

Ci-après dénommés ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** »

ÉTANT PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT

Le présent contrat d'édition (ci-après le « Contrat ») a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles le Commanditaire participe au financement de l'édition imprimée de l'ouvrage illustré, intitulé « Les grandes figures lyonnaises du droit » (ci-après l'« Ouvrage »).

En conséquence de quoi, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les Parties pour la publication et la diffusion de l'Ouvrage illustré, intitulé « Les grandes figures lyonnaises du droit ».

LexisNexis détient les droits sur l'Ouvrage en vertu du contrat d'auteur conclu avec l'auteur et elle gérera les relations contractuelles avec l'auteur et les contributeurs de l'Ouvrage.

Article 2 – Durée du contrat

Le présent Contrat est conclu pour une durée de trois (3) ans à compter de sa signature. A l'issue de cette durée initiale, il se renouvellera automatiquement par tacite reconduction pour des périodes d'un an chacune, sauf dénonciation par l'une des Parties par lettre recommandée avec avis de réception trois (3) mois avant l'échéance du terme.

Article 3 – Détail des prestations

L'Editeur assurera le suivi éditorial, la fabrication et la commercialisation exclusive de l'Ouvrage en édition imprimée.

L'Éditeur s'emploiera à lui procurer par une diffusion dans le public et auprès des tiers susceptibles d'être intéressés, les conditions favorables à son exploitation.

3.1- Préparation et fabrication de l'Ouvrage.

a. Préparation

A partir du manuscrit sous forme de fichier Word remis par l'auteur, LexisNexis assurera la préparation et la fabrication de l'Ouvrage suivant les règles et normes typographiques en vigueur et suivant les prescriptions ci-après.

LexisNexis effectuera :

- la vérification orthographique, grammaticale et syntaxique du texte et procédera aux corrections correspondantes, étant précisé qu'au-delà de ces corrections, le texte du manuscrit ne pourra être modifié sans l'accord préalable de l'auteur ;
- la mise en page du texte selon les normes de la typographie française, incluant l'harmonisation des références ;
- la finalisation de la couverture, comportant le titre de l'Ouvrage, le nom de son auteur et le logo des Parties, ainsi que tous les éléments nécessaires à la bonne commercialisation de l'Ouvrage (prix public TTC, ISBN, code barre, code article, code de gestion LexisNexis) ;
- la réalisation de la 4ème de couverture ; L'auteur communiquera à LexisNexis les informations nécessaires à la rédaction du texte de la 4ème de couverture et du texte de présentation de l'auteur ;
- l'envoi d'un jeu d'épreuves au format PDF qui sera adressé à l'auteur de l'Ouvrage aux fins de relecture et bon à publier et LexisNexis intégrera les corrections portées par l'auteur sur ces jeux d'épreuves.

b. Fabrication

LexisNexis fera procéder à la fabrication des exemplaires de l'Ouvrage selon les spécifications suivantes :

- Format fini relié 158x240 mm
- Impression intérieur : quadri recto verso sur couché demi-mat 115g
- Couverture quadri 4 couleurs recto, papier rembordé sur carton 20/10°

LexisNexis procèdera au dépôt légal.

L'édition imprimée de l'Ouvrage comportera en sa couverture le logo et la marque de l'Editeur et ceux du Commanditaire.

Le tirage est fixé d'un commun accord entre les Parties à 400 exemplaires.

3.2- Commercialisation

LexisNexis diffusera l'Ouvrage selon les méthodes habituelles de promotion employées pour les ouvrages de son fonds :

- en vente par correspondance à partir du site Internet de LexisNexis,
- auprès de certaines librairies spécialisées en France métropolitaine et dans les pays francophones (Belgique, Suisse, Canada).

LexisNexis se chargera ainsi seul de la diffusion-distribution des exemplaires de l'Ouvrage auprès de son circuit de diffusion, le réseau libraire et de la vente par correspondance.

Le prix de vente provisoire de l'Ouvrage est fixé par l'Éditeur au prix de 39€ TTC.

L'Ouvrage sera considéré comme mis en vente dès lors qu'il sera proposé à la vente sur le site de LexisNexis. La mise en vente devra intervenir dans un délai de six (6) mois à compter de la remise du manuscrit.
A la mise en vente, LexisNexis adressera gratuitement, en contrepartie du versement par le commanditaire de la somme de 9706 € TTC:

- 200 exemplaires de l'Ouvrage au Commanditaire,

Le Commanditaire et l'auteur pourront acquérir des exemplaires supplémentaires de l'Ouvrage qui leur seront facturés avec une remise de 20 % sur le prix public hors taxes de l'Ouvrage.
Ces exemplaires sont incessibles et ne pourront être commercialisés.

3.3- Durée de la production

La production de l'Ouvrage s'étalera sur six (6 en chiffre) mois depuis la remise du manuscrit définitif par l'auteur jusqu'à la livraison des exemplaires de l'Ouvrage.

Article 4 – Coût des prestations

Le coût financier lié à la publication et à la commercialisation de l'Ouvrage est défini à l'annexe 1.

Le Commanditaire s'engage à verser la somme de **9200 € HT (soit 9706 € TTC – TVA 5,5 %)** au titre du financement de l'édition de l'Ouvrage. Le coût financier restant sera à la charge de l'Editeur.

Le règlement se fera sur facture émise par LexisNexis et devra être réalisé par le Commanditaire par virement bancaire ou chèque bancaire dans un délai de trente (30) jours fin de mois à compter de la livraison des exemplaires de l'Ouvrage au Commanditaire.

En cas retard de paiement, le Commanditaire sera redevable de pénalités de retard à hauteur d'un montant maximal de trois (3) fois le taux d'intérêt légal à compter du jour suivant la date de paiement figurant sur la facture et d'une indemnité forfaitaire pour frais d'un montant de quarante (40) euros.

Article 5 – Réimpressions-Vente en solde et arrêt de commercialisation

Une fois le premier tirage épuisé, l'Éditeur aura seul la faculté de déterminer les conditions de réimpression de l'Ouvrage tant sur le chiffre de tirage, la date de réimpression que toute modification du prix public.

Passé un délai de trois années, l'Éditeur pourra décider de la vente en solde des exemplaires ou de leur arrêt de commercialisation.
Dans l'un ou l'autre cas, le Commanditaire sera informé du choix laissé à l'auteur de l'exercice du droit de préemption dont bénéficie l'auteur de l'Ouvrage, de racheter tout ou partie du stock.

Article 6 – Références

A compter de l'entrée en vigueur du Contrat et pour toute sa durée, le Commanditaire autorise l'Editeur à utiliser son logo et sa dénomination pour son(leurs) apposition(s) sur l'Ouvrage ainsi que son(leurs) utilisation(s) dans le cadre des opérations commerciales autour de l'Ouvrage.
L'EDITEUR s'engage à indiquer à l'intérieur de l'ouvrage « Ouvrage publié avec le concours de l'université Jean Moulin Lyon 3 ».

Article 7 – Remise des Ouvrages

L'Éditeur réalisera un tirage de 400 exemplaires et fera parvenir au Commanditaire, 200 exemplaires à l'adresse communiqué par le Commanditaire.

Article 8 – Modification

Toute modification au Contrat fera l'objet d'un avenant.

Article 9 – Résiliation pour manquement

Le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.

Cette résiliation ne deviendra définitive que deux (2) mois après l'envoi par une Partie d'une lettre recommandée avec accusé réception exposant les motifs de la plainte à l'autre Partie, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.
L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas les Parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation du Contrat.

Article 10 – Confidentialité

Chaque Partie ne communiquera les informations confidentielles communiquées comme telles par l'autre Partie qu'aux seules personnes intervenant dans le cadre du Contrat et uniquement dans la

mesure nécessaire à leur intervention.

Les Parties sont tenues de préserver le caractère confidentiel desdites informations, en prenant au moins les mêmes dispositions que celles qu'elles prennent habituellement, pour protéger leurs propres informations confidentielles de nature analogue et devront faire respecter à l'ensemble de leur personnel, quel que soit leur statut, la même obligation de secret et de confidentialité pour l'ensemble des informations visées ci-dessus.

De manière expresse, les Parties conviennent que ne seront pas considérées comme confidentielles :
a) les informations tombées dans le domaine public par une voie autre que le non-respect de l'engagement de confidentialité prévu au Contrat ;
b) les informations précédemment connues de la Partie réceptrice qui ne sont pas soumises à une obligation de confidentialité ;
c) les informations obtenues de manière licite auprès d'un tiers ou indépendamment de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie pourra communiquer, sous la stricte confidentialité, ce Contrat et les documents y afférents à son courtier d'assurance, à ses partenaires financiers ou bancaires, à ses commissaires aux comptes, aux organismes fiscaux en cas de contrôle et éventuellement à leur maison mère respective.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur pendant toute la durée du Contrat et deux (2) ans à compter de son expiration ou résiliation pour quelque cause que ce soit.

Article 11 – Responsabilité

Chaque Partie est responsable de tout dommage qu'elle-même cause à l'autre Partie ou à des tiers du fait de l'exécution du Contrat dans les conditions du droit commun et de la jurisprudence des tribunaux français. Les Parties conviennent expressément que les dommages indirects n'ouvrent pas droit à réparation.

Article 12 – Données Personnelles

Chaque Partie s'engage à respecter les Lois sur la protection des données personnelles.
Chacune des Parties est informée de ce que les données recueillies par l'autre Partie au titre du Contrat font l'objet d'un traitement informatique destiné à assurer notamment le suivi des relations contractuelles et l'exécution de ses obligations légales et réglementaires. Dans la mesure où le Commanditaire fournit des données personnelles à LexisNexis, les Parties reconnaissent et conviennent que ces informations seront traitées par LexisNexis conformément aux Lois sur la protection des données et à la politique de confidentialité de LexisNexis à l'adresse https://www.lexisnexis.com/global/privacy/privacy-policy.page et à l'avenant relatif au traitement des données LexisNexis à l'adresse https://www.lexisnexis.com/global/privacy/processing-terms.page (l'"Avenant "). Les termes utilisés mais non définis dans cette section auront la signification qui leur est attribuée dans l'Avenant.

Article 13 – Ethique

Chaque Partie déclare et garantit que, elle et chacune de ses filiales, dirigeants, directeurs, managers, salariés, respecter l'ensemble des lois et règlementations applicables (ci-après la « Législation »)

relatives à la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le trafic d'influence et toutes autres infractions de probité ou pratiques interdites.

Chaque Partie déclare et garantit que, elle et chacune de ses filiales ont mis en place et maintiennent, des politiques et procédures de lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux, le trafic d'influence et toutes autres infractions de probité ou pratiques interdites, destinées à mettre en œuvre et à assurer leur conformité avec la Législation.

LexisNexis, en sa qualité de filiale du Groupe Relx, a pris les engagements qui ressortent des guides, codes et principes d'éthique et de compliance applicables à l'ensemble des sociétés du Groupe Relx, disponibles sur le lien suivant : https://www.relx.com/corporate-responsibility/engaging-others/policies-and-downloads. Le Commanditaire reconnaît avoir pris connaissance des guides, codes et principes d'éthique et de compliance applicables à LexisNexis et s'engage à respecter à minima les mêmes standards d'éthique et de compliance que LexisNexis.

En cas de non-respect par le Commanditaire des obligations susmentionnées, LexisNexis se réserve tous les droits, et notamment le droit de résilier le Contrat sans délai, sans indemnités pour le Commanditaire et sans préjudice de tous dommages et intérêts qu'elle pourrait réclamer à ce dernier.

Article 14 – Droit applicable et juridiction compétente

Le Contrat est soumis à la loi française.

Les Parties s'efforceront de rechercher systématiquement une solution amiable à leurs éventuels différends relatifs au présent Contrat. A défaut d'accord amiable, tout litige ou toute contestation entre les Parties sera soumis à la compétence exclusive des Tribunaux de Paris.

Fait à Paris, le 5 juillet 2024
En deux exemplaires originaux

Pour l'Éditeur,
Anne-Laurence Monéger
Directrice éditoriale

Pour le Commanditaire,
Gilles Bonnet
Président de l'Université Jean Moulin

Annexe 1 : Devis
Edition et commercialisation de l'Ouvrage

13/12/2023

DEVIS PUBLICATION (VERSION RELIE)
Les grandes figures lyonnaises du droit

Caractéristiques de l'ouvrage
- Collection : Hors Collection
  > format fini : 158 x240 mm
  > Impression intérieur : quadri recto verso sur couché demi-mat 115g
  > couverture quadri 4 couleurs recto, papier rembordé sur carton 20/10e
  > finition Relié Dos carré
- 380/400 pages imprimées, pour un ouvrage de 1 215 000 signes espaces compris (compte tenu d'un total de 61 notices de 15 000 s. + 10 études de 30 000 s.)

	Tirage 400 ex
Préparation et coordination éditoriale	
Réception et préparation des contributions sous Word stylé selon notre DTD, coordination et suivi éditorial, relecture et BAT	3 000 €
Composition	
Mise en pages des contributions 380/400 pages Corrections d'auteur (10 heures) Création couverture	1 900 € 400 € 400 €
Papier / impression / livraison	
Impression numérique Livraison 2 points : 1 point distributeur, 1 point Université (80 exemplaires)	3 500 €
Commercialisation	
Commercialisation VPC (e-boutique LexisNexis) et Librairies françaises	Coût total pris en charge par l'éditeur
TOTAL HT	**9 200 €**
TOTAL TTC (TVA 5.5 %)	**9 706 €**

Fait à Paris, le .....

Pour le Client

Pour l'Éditeur

Convention de prestation de service HumaniMaux

n°2024-08-G-158

Convention entre les soussignés :

HumaniMaux
4 bis rue des lilas
69008 Lyon
Marion Picot

et

Université Jean Moulin Lyon 3
Manufacture des tabacs
1C Avenue des frères Lumières
CS 78242
69372 Lyon Cedex 8

Article 1

Le prestataire organise des ateliers de médiation animale au profit du SSU de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Nombre d'ateliers de prévus : 8 ateliers de deux heures

14 novembre 2024
21 novembre 2024
28 novembre 2025
5 décembre 2025
27 mars 2025
3 avril 2025
10 avril 2025
17 avril 2025

Article 2 Obligation du prestataire

L'intervenant se doit de venir avec le matériel nécessaire au bon déroulement des séances.
Les séances seront organisées entre Marion Picot et les professionnels du SSU de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Ces séances seront au profit de : du SSU de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Une séance peut être annulé en cas de météo extrême (neige ou canicule)
Les carnets de vaccinations et attestations de bonne santé des animaux sont réalisés annuellement en septembre.
Le prestataire se doit de les fournir aux structures/particuliers sur demande de leur part.

Une personne du SSU de l'**Université Jean Moulin Lyon 3** sera présente lors de la séance.
Les groupes ne doivent pas excédés 6 personnes.

Article 3 Montant et paiement des factures
Nos séances ou ateliers de médiation animale s'élèvent à 220 €
Ces frais sont pris en charge par le SSU de l'**Université Jean Moulin Lyon 3**

Facture payable à 30 jours date de facture maximum, sur présentation de la facture.

Merci de noter ci-contre les coordonnées du service ou de la personne en charge de la facturation ainsi que l'adresse mail et le numéro de téléphone à joindre :

->

En cas de non-respect de ce délai, des pénalités de retard de paiement seront ajoutées à la facture.

Art. D. 441-5. – Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue au douzième alinéa du I de l'article L. 441-6 est fixé à 40 euros

Règlement par virement :

RIB : IBAN FR76 1382 5002 0004 7278 3748 926

BIC : CEPAFRPP382

Règlement par chèque : le mettre à l'ordre de Marion Picot

Article 4 Assurance

Le prestataire se doit d'être assuré professionnellement, et être en mesure de fournir son attestation d'assurance à la structure concernée sur demande.
Contrat MEDINANT n° 114 241 615
Adhésion : MDN14207

Article 5 Photographie et droit à l'image

Tous films ou photographies effectués pendant les séances seront soumis à des droits à l'image.

Article 6 Annulation du contrat

La convention se doit d'être respecté par les deux parties.

L'annulation du fait de la structure bénéficiaire l'obligation de reversé la totalité des prestations sur lesquels vous vous étiez engagés.

La présente convention prend effet à compter de la réception de cette dernière signée par les deux parties. Pour toute contestation pouvant naître entre le prestataire zoothérapeute Marion Picot et le du SSU de l'Université Jean Moulin Lyon 3 , seul le tribunal administratif de Lyon sera compétent.

Fait à Lyon le 20/09/2024

Faire précéder les signatures de la mention « lu et approuvé »

L'intervenant
Marion Picot

Le demandeur Cachet + signature



Collège Emile CIZAIN

CONVENTION GROUPE DE TRAVAIL
UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
COLLEGE EMILE CIZAIN

Convention N° 2024-09-F-049

Préambule :

Les partenaires, ci-après désignés, sont pleinement engagés dans la réussite des jeunes et dans l'accompagnement de ces derniers dans l'enseignement supérieur et vers l'insertion professionnelle
Dans le cadre du développement du lien entre les établissements d'enseignements secondaires et l'Université, le Pôle Réussite propose, après sollicitation du collège Emile Cizain, la mise en place de groupes de travail destinés aux élèves sur l'apprentissage et la gestion des émotions.

Entre les soussignés :

l'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
dont le siège social est situé 1C avenue des frères Lumière, CS 78242
69372 LYON CEDEX 08.

représentée par son Président, le Professeur Gilles Bonnet
dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration.
d'une part,

et
le Collège Emile Cizain,
1 Avenue d'Ostfildern, 01120 Montluel
représenté par sa Principale, Madame Frédérique Cosentino
dûment autorisée à signer la présente convention par délibération du conseil d'administration de l'établissement.
d'autre part,

Considérant,

d'une part que l'Université Jean Moulin Lyon 3 est attachée au développement de l'égalité des territoires par ses différentes antennes et partenariats dans la région Auvergne Rhône Alpes,

D'autre part, que le Collège Emile Cizain souhaite renforcer sa coopération avec l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels locaux, et notamment avec les établissements d'enseignement supérieur et aider ses élèves à développer au mieux l'ensemble de leurs compétences dont des compétences interpersonnelles.

En conséquence de quoi, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet du partenariat

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles l'université Jean Moulin Lyon 3, par l'intermédiaire de son Pôle Réussite, animera des groupes de travail à destination des élèves du collège Emile Cizain sur la thématique de l'intelligence émotionnelle.

Article 2 : Définition des modalités pédagogiques

Le collège Emile Cizain confie à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et plus particulièrement à son Pôle Réussite l'animation de plusieurs groupes de travail sur l'intelligence émotionnelle.

Article 3 : Organisation de l'intervention

Les groupes de travail se dérouleront durant la pause méridienne sur différents jours de la semaine à raison d'une heure par séance de travail. Les groupes concerneront de trois à cinq élèves.
L'animateur du groupe de travail sera M. Fabien Lafay, responsable du pôle réussite de le DEVU de l'université Jean Moulin Lyon 3.
Chaque élève souhaitant participer devra compléter une fiche d'inscription.
Il pourra ensuite participer à une ou plusieurs séances.
Les séances seront réalisées par M. Fabien Lafay.
Les entretiens seront confidentiels.
Les séances se réaliseront sur l'ensemble de l'année scolaire.

Article 4 : Modalités financières

L'Université Jean Moulin Lyon 3 facturera une participation financière au collège Emile Cizain pour la réalisation de la prestation. La facturation comprendra la prise en charge de l'intervenant et des frais de fonctionnement des séances d'intervention à hauteur de **1800 Euros** pour dix séances d'une heure. Les frais de déplacement de l'intervenant de l'Université seront pris en charge par l'université.

Le collège Emile Cizain s'acquittera de la somme visée ci-dessus en précisant les références « CF 916X601/OTP 916REU-DIV» :

- par chèque libellé à l'ordre de « Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3 »
- ou par virement bancaire IBAN FR7610071690000000100433460.

RIB	Titulaire du compte UNIVERSITÉ LYON 3 - JEAN MOULIN 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU RHÔNE TPLYON 3 rue de la Charité 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
Code BIC	TRPUFRP1
Code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 5 : Responsabilité pédagogique

La responsabilité pédagogique des séances visées par la présente convention est du ressort de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Le référent pédagogique pour l'université sera M. Fabien LAFAY. Le référent pédagogique au sein du collège Emile Cizain sera Mme. Frédérique COSENTINO.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une exécution ponctuelle.

Article 7 : Exécution de la convention

Pour le collège Emile Cizain Mme. COSENTINO ou son représentant désigné, s'assurera du bon déroulement du dispositif pédagogique.
Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, M. LAFAY, responsable du Pôle réussite, s'assurera du bon déroulement de la présente convention.

Article 9 : Modifications

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant, approuvé par les instances compétentes de l'Université et du collège.

Article 10 : Compétence juridictionnelle

Tous litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu devront faire l'objet d'un examen amiable préalable entre les parties. A défaut, le tribunal administratif de Lyon sera seul compétent pour connaître le litige.

Fait à Lyon en 2 exemplaires, le 26/03/2024

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon 3

Gilles Bonnet

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

La Principale du Collège Emile Cizain

Frédérique Cosentino

Convention de partenariat en formation continue
Master « Direction et pilotage stratégique de la performance organisationnelle sanitaire, sociale et médico-sociale »

N° 2024-09-F-050

Entre d'une part,

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel dont le siège social se situe 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08, représentée par son Président, **le Professeur Gilles BONNET**, agissant ès qualités pour le compte de l'IFROSS, institut de la Faculté de Droit représenté par son Doyen, **le Professeur Olivier GOUT**.

ci-après désignée l'« **IFROSS** »

et d'autre part

L'Agence nationale d'appui à la performance, groupement d'intérêt public, n° SIRET 13001077000027dont le siège social se situe 23 avenue d'Italie, 75013 Paris représentée par son Directeur général, **M. Stéphane PARDOUX**.

ci-après désigné « **ANAP** »

L'ensemble des parties au présent avenant sont dénommées conjointement ci-après par « les Parties »

Plan de la convention

Préambule **3**

Article I. Objet de la convention **3**

Article II. Axes de partenariat et types d'actions **4**

Article III. Mise en place et suivi des actions **4**

a. L'Anap s'engage à : 4

b. L'IFROSS s'engage à : 4

Article IV. Comité de suivi **5**

Article V. Éléments financiers **5**

a. Rémunération des parties 5

b. Rémunération des enseignants proposés par l'Anap 6

Article VI. Échange d'informations **6**

Article VII. Confidentialité et propriété intellectuelle **6**

a. Confidentialité 6

b. Propriété intellectuelle 6

Article VIII. Modification de la convention **6**

Article IX. Signature et promotion de la convention **6**

Article X. Durée de la convention et clauses de dénonciation **7**

Article XI. Litiges **7**

Préambule

L'Anap (Agence nationale d'appui à la performance), GIP institué par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, dite loi HPST, a pour objet « d'aider les établissements de santé et les établissements et services médico-sociaux à améliorer le service rendu aux patients et aux usagers, en élaborant et en diffusant des recommandations et des outils dont elle assure le suivi de la mise en œuvre, leur permettant de moderniser leur gestion, d'optimiser leur patrimoine immobilier et de suivre et d'accroître leur performance, afin de maitriser leurs dépenses ». Pour remplir cette mission, l'Anap s'appuie sur des professionnels de santé issus du terrain qui soutiennent, outillent et accompagnent les établissements sanitaires et médico-sociaux dans l'amélioration de leur performance globale, dont les facteurs peuvent être économiques, organisationnels, territoriaux, sociaux, environnementaux et numériques.

L'IFROSS (Institut universitaire de formation et de recherche sur les organisations sanitaires et sociales), créé en 1994, conduit des travaux de recherche et des missions d'expertise sur les organisations sanitaires et médico-sociales dans une perspective pluridisciplinaire associant juristes, gestionnaires, historiens et sociologues. La connaissance intime du secteur sanitaire et médico-social ainsi produite, qui bénéficie également des échanges constants avec les étudiants et un réseau de plus de 6 000 anciens, constitue un atout considérable pour aider les professionnels à développer leurs compétences et à imaginer des solutions face aux mutations profondes qui affectent leurs organisations. Ce savoir-faire original s'exprime au travers d'une offre diversifiée de formations spécialisées diplômantes, dédiées aux professionnels du secteur sanitaire et médico-social allant du DU jusqu'au doctorat.

Article I. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la coopération entre l'Anap et l'IFROSS dans le cadre du déploiement du parcours de Master en formation continue intitulé « Direction et pilotage stratégique de la performance organisationnelle sanitaire, sociale et médico-sociale ».

Article II. Axes de partenariat et types d'actions

Le partenariat repose sur trois axes complémentaires, destinés à adapter la formation des professionnels aux évolutions constantes du secteur :

1. le transfert des compétences et savoir-faire spécifiques des experts de l'Anap aux auditeurs du Master, en particulier par leur participation aux enseignements ;
2. le partage d'expériences entre l'Anap et l'IFROSS dans l'ingénierie de formations centrées sur la performance globale des établissements sanitaires et médico-sociaux ;
3. la participation des étudiants de l'IFROSS à des travaux de réflexion conjoints autour de la performance organisationnelle des établissements sanitaires et médico-sociaux.

Article III. Mise en place et suivi des actions

a. L'Anap s'engage à :

- Participer au contenu pédagogique du Master objet du partenariat en proposant des intervenants parmi ses experts afin d'assurer des enseignements sur les thèmes de la performance. Ces interventions sollicitées par l'IFROSS correspondront à 78h de cours magistraux ;
- Proposer des thèmes de réflexion et perspectives de travail autour de la performance aux étudiants du Master de l'IFROSS ;
- Communiquer sur le parcours de Master en le valorisant dans ses outils de communication ;
- Communiquer sur le partenariat, en faisant notamment figurer le nom et l'identité visuelle de l'IFROSS sur le site de l'Anap, dans le respect de la charte graphique communiquée par l'IFROSS. Toute initiative de communication fera l'objet d'une information à l'IFROSS et d'une validation le cas échéant.

b. L'IFROSS s'engage à :

- Mettre en place un comité annuel de suivi de la formation afin d'être force de proposition pour répondre aux attentes des étudiants et apporter les actions correctives nécessaires au bon déroulement du partenariat ;
- Faire figurer sur les supports de communication externe du master Direction et pilotage stratégique de la performance organisationnelle sanitaire, sociale et

médico-sociale (plaquette et site web) la mention « en collaboration avec l'Anap », dans le respect de la charte graphique communiquée par cette dernière. Toute initiative de communication fera l'objet d'une information auprès de l'Anap et d'une validation le cas échéant.

Article IV. Comité de suivi

Il est constitué un comité de suivi de la formation, composé à parité de :

Pour l'IFROSS :

- le directeur de l'IFROSS ou son représentant
- le responsable du parcours

Pour l'Anap :

- le directeur général de l'Anap ou son représentant
- le responsable de l'offre pédagogique

Le comité est présidé par le directeur de l'IFROSS (ou son représentant), qui a voix prépondérante en cas de partage. Il se réunit sur convocation du directeur de l'IFROSS, à la demande de l'une ou l'autre des parties, pour examiner et répondre à toutes questions et problèmes afférents à l'exécution de la présente convention. Il peut s'adjoindre ponctuellement des personnes compétentes en fonction des dossiers examinés.

Article V. Éléments financiers

a. Rémunération des parties

En contrepartie de l'ensemble des activités de promotion et de participation à l'organisation et à l'animation de la formation réalisées par l'Anap, l'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage à verser à l'Anap, pour chaque promotion du Master ayant réuni au moins 10 participants, la somme forfaitaire de 8 700 euros hors taxe.

Le règlement des sommes dues sera effectué à réception de facture selon la répartition suivante :

- 30% (2 610 euros) au 1er mars de l'année de début de formation de la promotion considérée (année n)
- Et le solde (6 090 euros) au 1er octobre de l'année n+1, année de fin de formation de la promotion considérée.

b. Rémunération des enseignants proposés par l'Anap

Les 78 heures d'intervention prévues par l'article III.a sont à la charge de l'Anap. Le cas échéant, les experts de l'Anap intervenant au-delà de ces 78h sont rémunérés comme vacataires selon les conditions en vigueur à l'université Jean Moulin Lyon 3.

Article VI. Échange d'informations

Les deux parties s'engagent à assurer un échange régulier d'informations sur les activités, projets ou actualités en rapport avec les thèmes développés dans la convention.

Article VII. Confidentialité et propriété intellectuelle

a. Confidentialité

Les parties sont tenues au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, commerciales, financières ou organisationnelles) auxquelles elles auraient accès dans le cadre du présent partenariat.
Elles s'engagent à faire respecter ces dispositions par leurs personnels, préposés et éventuels sous-traitants.
Cet engagement des parties est valable durant la période de validité de la présente convention ainsi qu'à son expiration pour une durée de 10 ans.

b. Propriété intellectuelle

L'Anap est, et demeure propriétaire de tous droits de propriété intellectuelle sur les formations qu'elle dispense auprès des étudiants de l'IFROSS en application de la présente convention.
La présente convention n'emporte aucun transfert de droit de propriété intellectuelle au profit de l'IFROSS sur ces éléments.

Article VIII. Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention donnera lieu à la conclusion d'un avenant signé par les parties.

Article IX. Signature et promotion de la convention

La signature de la convention donnera lieu, dans la mesure du possible, à un communiqué de presse conjoint.

Les deux parties s'engagent à en assurer la promotion, notamment via une communication sur leurs sites web respectifs.

Article X. Durée de la convention et clauses de dénonciation

La présente convention est établie pour une période de 36 mois à compter du 1er janvier 2025. La prise d'effet de la convention est subordonnée d'une part à son approbation par le Conseil d'administration de l'Université et d'autre part à sa signature par les parties.

A échéance, la convention sera reconduite pour une période identique par reconduction expresse.

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

Dans l'hypothèse où l'habilitation ministérielle accordée à l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour la formation visée serait retirée, la présente convention deviendrait caduque pour ce qui concerne le diplôme en cause.

Article XI. Litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Lyon sera seul compétent.

Fait à Lyon, en 3 exemplaires, le 01/10/2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président
Professeur Gilles Bonnet

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Pour l'Anap
Le Directeur général
Monsieur Stéphane Pardoux

Pour la Faculté de Droit,
Le Doyen
Professeur Olivier Gout

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2024-09-F-052

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Agissant dans le cadre d'un projet porté par **L'iaelyon School of Management**
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,
Ci-après dénommée « **iaelyon** »
Agissant pour le compte du Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit,
Représenté par son Directeur, François LANTIN
Ci-après dénommée « **CLEA** »

D'une part,

Et

La société **BAKER TILLY STREGO**, cabinet d'expertise-comptable et d'audit,
N° Siret : 06320088500943
Domiciliée au 4 rue Papiau de la Verrie – 49000 ANGERS
Représentée par son DRH, M. RIMAUD Thibaut
Ci-après désignée **BAKER TILLY STREGO**

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Vu les articles L.123-4 et L.718-16 du Code de l'Éducation

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Cette convention traduit la volonté commune du Cabinet **BAKER TILLY STREGO** et du **CLEA de l'iaelyon** de développer des actions en faveur de l'insertion professionnelle des étudiants issus des filières de formations universitaires aux métiers de la finance, de l'expertise comptable et de l'audit. Cette convention a pour objectif d'associer les efforts de chacune des parties en

vue de la mise en œuvre d'une action dénommée « rencontre métiers » d'échanges entre les étudiants et des professionnels.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'énoncer les principes et de préciser les modalités générales de la mise en œuvre d'une « rencontre métiers » entre le Cabinet BAKER TILLY STREGO et le CLEA.

Les principaux objectifs annoncés d'une « rencontre métiers » sont, en vue de leur insertion professionnelle à venir, de faire bénéficier aux étudiants :

- D'une présentation du Cabinet BAKER TILLY STREGO
- De témoignages et d'échanges avec des représentants du Cabinet BAKER TILLY STREGO
- D'une prise de connaissance des modalités pratiques de candidature pour des stages ou des embauches

Afin de mettre en œuvre cette « rencontre métiers » liée aux objectifs communs d'insertion professionnelle des étudiants du CLEA, le Cabinet BAKER TILLY STREGO décide de soutenir financièrement le CLEA de l'iaelyon dans son action en faveur de la filière expertise-comptable et audit.

En contrepartie, le Cabinet BAKER TILLY STREGO bénéficiera du soutien nécessaire à la mise en œuvre et à l'organisation de la « rencontre métiers » demandée.

Article 2 – Modalités financières

L'iaelyon adressera à la société BAKER TILLY STREGO une facture de 2500 euros TTC pour chaque parrainage de promotion organisé. Le règlement devra être établi à l'ordre de Monsieur l'Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Titulaire du compte	UNIVERSITE Jean MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRESORERIE GENERALE DU RHONE TPLYON 3 rue de la Charité - 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
code BIC	TRPUFRP1
code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 3 - Mise en œuvre et suivi de la convention

La présente convention est conclue pour l'organisation d'une « soirée métiers » au date et horaire convenus avec l'iaelyon pour la tenue de cette rencontre selon la disponibilité des espaces et des étudiants concernés. La date pour l'organisation de cette soirée est prévue le 9 septembre 2024.

Les parties conviennent d'échanger suite à la tenue du parrainage de promotion afin de procéder à un bilan de l'opération et à évaluer son éventuelle reconduction à la demande de la société BAKER TILLY STREGO.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la société BAKER TILLY STREGO conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et pédagogiques afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. À ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux délégué(e)s à la protection des données personnelles des deux établissements partenaires :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour la société BAKER TILLY STREGO : dpo@bakertilly.fr

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

À l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024. Elle prend fin à l'issue de la « rencontre métiers », y compris après d'éventuels reports.
Elle est modifiable par voie d'avenant.
Toute reconduction de convention pour d'autres « rencontre métiers » à venir ferait l'objet d'une nouvelle convention.

ARTICLE 6 : Résiliation

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des

clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 01/10/2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président, UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 **Gilles BONNET**	**Pour la société BAKER TILLY STREGO,** Le Directeur des Ressources Humaines, **Thibaut RIMAUD**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**

CONVENTION DE PARTENARIAT
N°2024-09-F-053

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3,
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel enregistré en préfecture avec le numéro de déclaration d'activité 8269P000669, N° Siret : 196 924 377 00282,
Sise 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08,
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Agissant dans le cadre d'un projet porté par **L'iaelyon School of Management**
Représentée par sa Directrice Générale, Marie-Christine CHALUS,
Ci-après dénommée « **iaelyon** »
Agissant pour le compte du Centre Lyonnais d'Expertise et d'Audit,
Représenté par son Directeur, François LANTIN
Ci-après dénommée « **CLEA** »

D'une part,

Et

La société **COGEPARC**, cabinet d'expertise-comptable et d'audit,
N° Siret : 964 501 308 00057
Domiciliée : 12 quai du commerce – 69009 LYON
Représentée par sa Présidente, Mme Chantal SOPENA
Ci-après désignée **COGEPARC**

D'autre part,

Ci-après désignés collectivement « les Parties »,

Vu les articles L.123-4 et L.718-16 du Code de l'Éducation

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Cette convention traduit la volonté commune de la société **COGEPARC** et du **CLEA** de l'iaelyon de développer des actions en faveur de l'insertion professionnelle des étudiants issus des filières de formations universitaires aux métiers de l'expertise comptable, de l'audit et de

la paie. Cette convention a pour objectif d'associer les efforts de chacune des parties en vue de la mise en œuvre d'une action dénommée « parrainage de promotion » de la préparation au DSCG en formation initiale.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'énoncer les principes et de préciser les modalités générales de la mise en œuvre d'un parrainage de promotion entre la société COGEPARC et le CLEA.

Les principaux objectifs annoncés sont, en vue de leur insertion professionnelle à venir, de faire bénéficier aux étudiants :

- Participation aux jurys de sélection
- Invitation et mise à l'honneur du parrain lors du séminaire de rentrée des promotions
- Organisation d'une conférence à destination des étudiants sur un thème d'actualité
- Discours du parrain lors de la remise des diplômes à l'iaelyon

Afin de mettre en œuvre ce parrainage de promotion lié aux objectifs communs d'insertion professionnelle des étudiants du CLEA, la société COGEPARC décide de soutenir financièrement le CLEA de l'iaelyon dans son action en faveur de la filière expertise-comptable et audit.

En contrepartie, la société COGEPARC bénéficiera du soutien nécessaire à la mise en œuvre et à l'organisation du parrainage de promotion demandée.

Article 2 – Modalités financières

L'iaelyon adressera à la société COGEPARC une facture de 2500 euros TTC pour chaque parrainage de promotion organisé. Le règlement devra être établi à l'ordre de Monsieur l'Agent comptable de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Titulaire du compte	UNIVERSITE Jean MOULIN LYON 3 AGENCE COMPTABLE 1, rue de l'Université BP 0638 69239 LYON Cedex 02
Domiciliation	TRESORERIE GENERALE DU RHONE TPLYON 3 rue de la Charité - 69002 LYON
Compte	10071 - 69000 – 00001004334 – 60
code BIC	TRPUFRP1
code IBAN	FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Article 3 - Mise en œuvre et suivi de la convention

La présente convention est conclue pour l'organisation d'un parrainage de la promotion 2024/2025 DSCG en formation initiale de l'iaelyon.

Les parties conviennent d'échanger suite à la tenue du parrainage de promotion afin de procéder à un bilan de l'opération et à évaluer son éventuelle reconduction à la demande de la société COGEPARC.

ARTICLE 4 : Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la société COGEPARC conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et pédagogiques afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. À ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées, l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif, et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment aux délégué(e)s à la protection des données personnelles des deux établissements partenaires :

- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour la société COGEPARC : referentrgpd@cogeparc.com

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.

À l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2024. Elle prend fin à l'issue de la remise des diplômes de la promotion 2024/2025 du DSCG en formation initiale.
Elle est modifiable par voie d'avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de 3 mois. Elle peut également être résiliée de plein droit, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai d'un mois, sans préjudice des dommages et intérêts auxquelles la partie lésée peut avoir droit.

ARTICLE 7 : Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à chercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait, en quatre exemplaires originaux, à Lyon, le 01/10/2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3, Le Président, **Gilles BONNET**	**Pour la société COGEPARC,** La Présidente, **Chantal SOPENA**
Pour l'iaelyon, La Directrice Générale, **Marie-Christine CHALUS**	**Pour le CLEA,** Le Directeur, **François LANTIN**

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des libertés publiques
et des affaires juridiques
Sous-direction des cultes et de la laïcité

Convention 2024/2025 d'attribution de subvention
portant sur le diplôme d'université/ le certificat « Religion – Liberté religieuse et Laïcité »
de l'université Jean Moulin Lyon 3
n°2024-09-F-054

Entre, d'une part,

L'Etat, Ministère de l'intérieur et des outre-mer, direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ), place Beauvau-75800 Paris cedex 08, représenté par Pascale LEGLISE, directrice des libertés publiques et des affaires juridiques, désigné sous le terme « la DLPAJ »,

Et d'autre part,

L'université **Jean Moulin Lyon 3** établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), dont le siège est situé IC Avenue des Frères Lumière - CS78242 - 69372 Lyon Cedex 08, représentée par son Président ***Gilles Bonnet***, dont le numéro SIRET est n°19692437700282, désignée sous le terme « l'Établissement »,

Ou conjointement dénommées « les Parties »,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que l'Etablissement a initié et conçu un projet conforme à son objet statutaire, à savoir le diplôme d'université (DU)/le certificat intitulé « Religion, Liberté religieuse et Laïcité » ;

Considérant que la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) du ministère de l'intérieur et des outre-mer, créée par décret n°85-1057 du 2 octobre 1985 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et de la décentralisation et modifiée par le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, est chargée de définir et de mettre en œuvre la politique publique de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridiques auprès de l'ensemble des services du ministère et, par ailleurs, de promouvoir la formation au principe de laïcité, notamment pour les cadres religieux ;

Considérant que **le DU**/le certificat intitulé **« Religion, Liberté religieuse et Laïcité »** de l'Etablissement s'inscrit dans le réseau national des formations « laïcité, religion et citoyenneté » réglementées par l'arrêté du 5 mai 2017 modifié relatif aux diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations ;

Considérant que la mise en œuvre des diplômes de formation « laïcité, religion et citoyenneté » destinés à former notamment les cadres religieux, les responsables associatifs et les agents du secteur public a un double objectif : transmettre des connaissances relatives au contexte socio-historique, au droit et aux institutions de la République et fournir des instruments aux responsables religieux en vue de faciliter la gestion des institutions cultuelles ;

Considérant que, pour la mise en œuvre de cette politique, le ministère de l'intérieur et des outre-mer s'appuie, notamment, sur les universités ;

Considérant que ce cursus a pour objectif de faire dialoguer des professionnels, qui ont à traiter dans le cadre de leurs fonctions des situations mettant en jeu la connaissance de la diversité culturelle et religieuse, avec des cadres religieux et des responsables associatifs de tous les cultes, en prise avec des questions touchant au principe de laïcité ;

Considérant qu'à cet égard la mixité des publics doit être recherchée et nécessite de la part des intervenants un souci constant de pédagogie ;

Considérant que le décret n°2017-756 du 3 mai 2017 relatif aux aumôniers militaires, hospitaliers et pénitentiaires et à leur formation civile et civique et l'arrêté du 5 mai 2017 modifié relatif aux diplômes de formation civile et civique suivie par les aumôniers militaires d'active et les aumôniers hospitaliers et pénitentiaires et fixant les modalités d'établissement de la liste de ces formations, créent, pour les aumôniers rémunérés et nouvellement recrutés, une obligation de suivi d'une formation « laïcité, religion et citoyenneté » figurant sur une liste référencée et fixée, annuellement, par décision conjointe des ministres de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

Considérant que l'action ci-après présentée par la formation portée par l'Etablissement participe de cette politique.

Article 1 - Objet de la convention

Par la présente convention, l'Établissement s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, le projet suivant, bénéficiant notamment à des cadres religieux, des responsables associatifs et des agents du secteur public

Mise en œuvre du diplôme d'université/du certificat intitulé
« Religion, Liberté religieuse et Laïcité »
pour l'année universitaire 2024/2025

- Descriptif :

Cette formation comprend 130 heures et 6 unités d'enseignements (UE) conformes à la réglementation en vigueur.

Le DU/le certificat est sanctionné selon les modalités de contrôle des connaissances adoptées par le Conseil d'administration, propres à chacun des établissements. En l'occurrence, cette formation sera validée par le biais de : **Un contrôle sur table pour l'ensemble des modules (M1 à M4) et un mémoire de fin d'étude.** (ex : *la rédaction d'un mémoire, le passage d'un grand oral sur un sujet concernant l'ensemble des matières du diplôme d'université,...).*

Dans ce cadre, la DLPAJ contribue financièrement à la réalisation de ce projet. Cette aide financière a notamment pour objet de faciliter l'inscription des cadres religieux, notamment les aumôniers, en faisant tendre, autant que possible, les frais d'inscription vers un coût résiduel. L'engagement financier de l'État inscrit dans la présente convention porte sur l'année 2024. La DLPAJ n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année universitaire 2024/2025.

Durant cette période, l'Établissement s'engage à notifier à la DLPAJ tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts, de ses organes statutaires ou de ses coordonnés bancaires.

Article 3- Dispositif de reconnaissance des parcours personnels des candidats au DU de formation « laïcité, religion et citoyenneté »

L'Établissement veillera à favoriser la mise en œuvre d'un dispositif de reconnaissance des parcours personnels pour les candidats au diplôme de formation « laïcité, religion et citoyenneté », sans oublier toutefois l'objectif de dialogue entre les publics auquel le suivi de cette formation répond. Les modalités de validation seront fixées par l'Établissement, dans le respect du principe d'autonomie des universités.

Article 4 –Conditions de détermination du coût de l'action

4.1 Le coût total estimé du projet sur la durée de la convention est évalué à 41917 euros [page 14 du dossier de demande de subvention].

4.2 Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action. Le budget prévisionnel de l'action indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de l'administration, établis en conformité avec les règles définies à l'article 4.3, et l'ensemble des produits affectés.

4.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action, notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre des actions qui :
  - sont liés à l'objet des actions ;
  - sont nécessaires à la réalisation des actions ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de réalisation des actions ;
  - sont dépensés par les organismes ;
  - sont identifiables et contrôlables.

- et le cas échéant, les coûts indirects. Il s'agit des coûts qui ne sont ou ne peuvent être directement rattachés aux actions et ne sont pas directement identifiables, mesurables et justifiables. Le taux des coûts indirects affectés à l'action sera de 5% du montant total des coûts directs.

4.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'Établissement peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel et les frais de déplacement. Cette adaptation des dépenses, réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionnés au point 4.1, ne doit pas affecter la réalisation du projet et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du projet, l'organisme contractant peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son budget prévisionnel, à condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle.

L'Établissement notifie ces modifications à la DLPAJ par écrit (par mail ou par voie postale) dès qu'elle peut les évaluer, et en tout état de cause avant la fin de l'action. Le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de ces modifications par la DLPAJ.

Article 5 – Condition de détermination de la contribution financière de la DLPAJ

Pour l'exercice budgétaire de cette année (2024), la DLPAJ contribue financièrement pour un montant total **de 15 000 euros *(quinze mille euros)***, équivalent à 35,7 % du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature de la présente convention, tels que mentionnés à l'article 4.1.

La contribution financière de l'administration mentionnée au paragraphe ne sera applicable que sous réserve des deux conditions suivantes :

- le respect par l'Établissement des obligations mentionnées dans la convention ;
- et que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

Article 6 – Modalités de versement de la contribution financière

La subvention **de 15 000 euros - *quinze mille euros*** - pour l'année 2024, fera l'objet d'un seul versement à la notification de la convention, sous réserve des ajustements prévus à l'article 4.4.

Cette dépense est imputable sur les crédits du Budget 2024 de la mission « Administration générale et territoriale de l'Etat », programme 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », action 7 « cultes et laïcité », domaine fonctionnel 0216-07-02 « Laïcité », activité 021607020201 « Laïcité », axe ministériel 1 = 09-CL0000003, axe ministériel 2 = DU – compte PCE n°6311000000.

La contribution financière sera créditée, selon les procédures comptables en vigueur, au compte de l'Etablissement *(mentions à compléter + RIB de l'établissement à fournir)* :

Banque : TRESOR PUBLIC
Titulaire : UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON 3
Agence : agence comptable
Code établissement : 10071
Code guichet : 69000
N° de compte : 0000 0010 0433 460 **Clé RIB** : 60
IBAN / FR76 1007 1690 0000 0010 0433 460

Tout changement de coordonnées bancaires devra être notifié à : Ministère de l'intérieur et des outre-mer - Secrétariat Général - Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction des cultes et de la laïcité - Bureau de la laïcité - 1 bis place des Saussaies – 75 800 Paris Cedex 08.
L'ordonnateur de la dépense est la DLPAJ.
Le comptable assignataire chargé de la dépense est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer.

Article 7 : Reversement

Il est interdit de reverser, sous forme de subvention, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne morale ou physique). Il n'y a pas de reversement lorsque l'Établissement rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'il souhaite mettre en œuvre dans le cadre du projet financé.

Article 8 – Compte-rendu financier et justificatifs

L'Établissement s'engage à fournir, avant toute nouvelle demande de subvention ou dans les six mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **le compte rendu financier des actions**, conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (CERFA n°15059*02), composé d' :
  - ✓ ***un bilan qualitatif de l'action***, qui comporte une description des conditions de réalisation et un certain nombre d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats obtenus. Il doit retracer de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention ;
  - ✓ ***un tableau de synthèse***, qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes relatives à l'action financée ;
  - ✓ ***une fiche « données chiffrées : annexe »,*** qui permet de donner des explications sur le tableau de synthèse (clés de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée, explication des écarts constatés entre le budget prévisionnel et le budget final, nature des contributions volontaires en nature).
- Le rapport annuel des comptes approuvé par le commissaire aux comptes du dernier exercice clos.
- Le plus récent rapport annuel d'activité approuvé uniquement s'il mentionne la formation subventionnée.
  Les statuts de l'Établissement.

- Les données relatives au suivi quantitatif et qualitatif de la promotion pour laquelle la subvention a été attribuée.

Ces documents sont signés par le représentant légal de l'Établissement (ou toute personne ayant un pouvoir écrit de ce dernier) et il engage l'Établissement. Il est rappelé que toute fausse déclaration à une administration publique ou à un organisme chargé d'une mission de service public est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 7 du code pénal.

Si la totalité des subventions publiques affectées au projet visé à l'article 1 n'a pas été utilisée, c'est-à-dire si les recettes sont supérieures aux dépenses, les sommes qui dépassent ce seuil seront systématiquement reversées à la DLPAJ (au prorata de sa contribution aux subventions d'exploitation affectées au compte 74 du point 2. « Tableau de synthèse » du compte-rendu financier).

Article 9 – Information légale – Règlement général à la protection des données (RGPD)

Les données à caractère personnel seront conservées pendant un délai de trois ans dans les archives courantes du bureau de la laïcité du ministère de l'intérieur et des outre-mer. A l'issue de ce délai, ces données seront supprimées.

Le traitement de ces données est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement (article 6 du Règlement général à la protection des données - RGPD).

Conformément au Règlement général à la protection des données (RGPD) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, l'Etablissement dispose de droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, et d'un droit à la limitation du traitement des données.

Le bureau de la laïcité se tient à disposition à l'établissement pour toute question, *via* l'adresse : formations-lrc@interieur.gouv.fr

Article 10 – Publicité des subventions

Les financements accordés par le ministère de l'intérieur et des outre-mer au projet conduit par l'Établissement doivent être portés obligatoirement à la connaissance des bénéficiaires et du grand public.

L'Établissement s'engage à faire figurer, de manière lisible, la mention du concours apporté par le ministère de l'intérieur et des outre-mer et son logo sur tous les documents de promotion et de communication (programmes, flyers, revues, publications, affiches, site internet, dossier de presse, communiqué de presse, documents audiovisuels), produits dans le cadre de cette convention. Ces documents seront soumis à l'avis de la DLPAJ avant publication.

Article 11 – Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation du projet auquel l'État a apporté son concours est réalisée par le ministère de l'intérieur et des outre-mer, sur un plan quantitatif et qualitatif. Elle porte notamment sur la conformité des résultats visés à l'objet mentionné à l'article 1 et les conditions définies d'un commun accord entre la DLPAJ et l'Établissement.

Dans le cadre de l'évaluation, la DLPAJ communique les conclusions finales de son évaluation et indique à l'Établissement, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. Cette communication n'intervient qu'après audition de leurs représentants.

Article 12 - Restitutions

- **En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution et retard pris par l'Établissement**

En cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle ou d'actions non conformes à celles pour lesquelles la subvention a été attribuée, par l'Établissement, pour une raison quelconque, celui-ci est tenu d'en informer, sans délai, la DLPAJ, par lettre recommandée avec accusé de réception et par voie dématérialisée à l'adresse : formations-lrc@interieur.gouv.fr.

Au regard des éléments fournis, la DLPAJ peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Établissement et avoir préalablement entendu ses représentants, le cas échéant.

La DLPAJ informe l'Établissement de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception et par voie dématérialisée.

- **Résiliation de la convention par l'une ou l'autre des parties**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie dès la constatation de l'irrégularité et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles le cas échéant et restée infructueuse au bout d'un mois.

La DLPAJ pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Article 13 – Études de suivi et contrôles de l'administration

- **Études de suivi**

Le ministère de l'intérieur et des outre-mer peut être amené à réaliser des études annuelles de suivi sur certains programmes ou thématiques. Ces études sont réalisées par des agents du ministère de l'intérieur et des outre-mer ou par des prestataires mandatés par celui-ci. L'Établissement s'engage à répondre à toutes sollicitations pour la réalisation de ces études.

- **Contrôles de l'administration**

L'Établissement s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la DLPAJ de la réalisation de l'action et de l'emploi des fonds. Il s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le ministère de l'intérieur et des outre-mer se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par lui, sur pièces ou sur place, à toute vérification ou tout audit qu'elle jugerait utile.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la DLPAJ ou ses prestataires mandatés, en vue de vérifier l'exactitude des comptes rendus financiers et la mise en œuvre de l'action soutenue, et qui contrôle(nt) annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

Au cas où les vérifications feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1 de la présente convention, la DLPAJ exigera le reversement des sommes indûment perçues.

Article 14 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 de cette convention et aux contrôles prévus à l'article 13. Aucun versement ne sera effectué tant que toutes les actions des années antérieures terminées au jour de la mise en paiement de la présente subvention, ne sont pas justifiées (voir modalités de justification à l'article 8).

Article 15 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la DLPAJ et l'Établissement. La demande de modification de la présente convention par l'une des parties est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 16 – Litiges

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative.

Fait en deux exemplaires originaux.

Paris, le

Pour l'Établissement,
Le président de l'université

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Pour le ministre et par délégation,
L'adjoint à la directrice des libertés publiques et des affaires juridiques

Vincent PLOQUIN-DUCHEFDELAVILLE

AVENANT N° 4
n°2024-09-G-169
A LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N° 18-CC-794

Entre les soussignés :

Université Jean Moulin Lyon 3, dont le siège social est situé 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON Cedex 08, représentée par Monsieur Gilles BONNET en sa qualité de Président ;

Ci-après dénommée : « l'Université »,

D'une part,

Et :

Le **Centre Régional des Œuvres Universitaires de Lyon** établissement public de l'Etat, dont le siège est situé 59 rue de la Madeleine 69365 Lyon Cedex 07 et le n° 18690156700013 SIRET est représenté par M. Christian CHAZAL en sa qualité de Directeur général du CROUS de Lyon.

Ci-après dénommé « l'Occupant » dans la présente convention,

D'autre part,

Objet de l'avenant 4 :

L'avenant 4 a pour objet :

- d'enregistrer le changement de locaux mis à disposition de l'Occupant par l'Université en vue de l'exploitation d'une cafétéria « Bistrot de la Manu » installée sur le site de la Manufacture des Tabacs à Lyon 8ème, du 01er/09/2024 à une date convenue entre les parties compte tenu des travaux qui se tiennent en sous-sol de l'aile C pour l'ouverture du tiers lieu Manufacture,
- de revoir la redevance liée à cette exploitation au vu de la modification de surface.

A l'issue des travaux, une nouvelle convention prendra en charge les modalités de fonctionnement et gestion du futur lieu.

Article 1 : Changement de localisation

L'Occupant se voit attribuer pour l'exercice de ses missions l'ancienne cafeteria mise à disposition de la société Delisaveurs sur le site de la Manufacture de 190 m², y compris l'ensemble des locaux de stockage. Dans le cadre de ce changement de prestataire l'Université a pris à sa charge les travaux de remise en état des locaux.

Le plan des locaux est en annexe au présent avenant.

Le temps des travaux le CROUS garde l'accès aux locaux de stockage et frigos en sous-sol de l'aile C.

Article 2 : Modification de la redevance

La nouvelle surface mise à disposition de l'Occupant est inférieure à la surface actuelle du Bistrot'U, ceci conduit à revoir la redevance facturée. La précédente redevance de 23 400 € TTC s'applique pour refacturation de septembre 2023 à août 2024. La révision de cette redevance l'aurait portée pour la même surface à 44 311 €, en intégrant l'augmentation du coût des fluides. La redevance révisée s'appliquera à partir de septembre 2024.

Le montant annuel révisé pour l'année universitaire 2024-2025 est ainsi fixé à 10 500 € TTC au prorata des nouvelles surfaces occupées.

Pendant toute la durée d'occupation de ce nouvel espace, les consommations de fluides des surfaces de stockage et installations frigorifiques auxquels l'Occupant accède encore dans la zone en sous-sol de l'aile C, ainsi que le pourcentage sur la participation aux charges d'investissement, ne sont pas refacturés.

L'Occupant assure la petite maintenance dans l'espace dédié. L'Université assume la maintenance des armoires électriques et installations techniques auxquelles l'Occupant n'a pas accès.

Il n'y aura pas sur la période d'application de participation aux charges d'investissement.

Toutes les autres clauses de la convention ci-dessus référencée restent inchangées.

Fait à Lyon, en trois exemplaires originaux,

A Lyon, le 10/10/2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

A Lyon le .....,

Pour l'occupant CROUS de Lyon,
Le Directeur du CROUS Lyon St Etienne

Christian CHAZAL

CONVENTION DE TRANSFERT DE BIENS MOBILIERS RÉFORMÉS ENTRE SERVICES DE L'ETAT
ENTRE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN3 ET DCCRS / DZE / CRS46
N°2024-09-G-171

Entre les soussignés

L'université Jean Moulin Lyon3, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège social se situe au 1C, Avenue des frères lumière 69372 CEDEX08 ci-après dénommé le SERVICE CEDANT, représenté par son président, Monsieur Gilles BONNET

D'une part,

et

Ministère de l'intérieur et des outre-mer
Yannick DESCOMBES
Responsable cellule Budget / Finances
Assistant de Prévention
DCCRS / DZE / CRS46
Impasse Georges Clémenceau
69110 SAINTE FOY LES LYON
Ci-après dénommé le SERVICE CESSIONNAIRE

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit.

Cette convention a pour objet de procéder au transfert de propriété entre le cédant et le cessionnaire des biens énoncés à l'article premier. L'enlèvement sera réalisé par le cessionnaire sur le lieu de dépôt.

Ce transfert est consenti et accepté, à titre gratuit et selon les conditions suivantes.

1/ Description des biens

Les biens désignés ci-après demeureront sous la garde et la responsabilité du service cédant jusqu'à leur enlèvement.

Désignation	Quantité	Lieu de dépôt	Date d'enlèvement
Poubelles Tulipe Area	4	1C, Avenue des frères Lumière, 69008 LYON	19/09/2024
Poubelles tri papiers	24		
Poubelles classiques	3		
Poubelles en fer	1		

2/ Etat des matériels - absence de garantie

Le cessionnaire prend les biens cédés dans l'état où ils se trouvent et s'engage expressément à

n'exercer aucun recours en garantie contre le cédant, notamment en cas de défaut, apparent ou caché, que pourraient comporter les biens alloués.

Les biens listés ci-avant ne font pas l'objet d'un déclassement, ils relèvent toujours du domaine public et concours à l'amélioration l'exercice du service public.

3/ Enlèvement des biens - Transfert de propriété

La convention emporte autorisation d'enlèvement par le cessionnaire sur le lieu de dépôt des matériels concernés tel qu'il est précisé à l'article premier de la présente convention.

Le cessionnaire prendra contacts auprès du cédant afin d'établir précisément les conditions de retrait des biens. Les personnes à contacter sont les suivantes :

- Pour le cédant : M. Damien BARBIER
- Pour le cessionnaire : M. Yannick DESCOMBES

L'enlèvement de la totalité des biens cédés aura lieu sur présentation d'un exemplaire original de la présente convention et devra être effectué à la date fixée par les parties.

Le transfert de propriété des biens cédés au profit du cessionnaire interviendra à la date de l'enlèvement effectif.

4/ Règlement des litiges

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Signée à Lyon le …

Le représentant du service cessionnaire Nom, prénom et qualité	Le représentant du service cédant BONNET Gilles, Président de l'université Jean Moulin Lyon 3

THÉÂTRE
POINT DU JOUR

Convention de partenariat tripartite

Université Jean Moulin Lyon 3 – Ecole de théâtre universelle - Théâtre du Point du Jour

Festival international de théâtre universitaire MERAKI – 3ème édition

N°2024-09-G-175

Entre les soussignés :

Université Jean Moulin Lyon 3
Située au 1C avenue des Frères lumière, 69 008 Lyon
N° de SIRET : 19 69 243 77 00019
Code APE : 8542Z
Représentée par Gilles Bonnet, en qualité de Président
ci-après dénommée « **L'Université** ».

d'une part,

Ecole de théâtre universelle (ETU)
Située au 6 rue Bernard Palissy, 31200 Toulouse 05
N° de SIRET 913 855 722 00017
Code APE : 8552Z Enseignement culturel
Représentée par Martin CROS en qualité de président
ci-après dénommée « **l'ETU** ».

et

Le Théâtre du Point du Jour,
Adresse : 7 rue des aqueducs 69005 Lyon
N° SIRET : 848 995 379 00015 APE : 9001 Z
Licence entrepreneur du spectacle : PLATESV-D-2022-006929, PLATESV-D-2022-006930, PLATESV-D-2022-006931
Représenté par sa présidente Dominique Rochette,
Et par délégation de signature Anne-Isabelle Gonzalez, en qualité d'administratrice
Ci-après dénommé « **Le Théâtre du Point du Jour** »

d'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Université Jean Moulin Lyon 3 organise pour la troisième édition le festival Meraki : festival international de théâtre universitaire du 27 mai au 1er juin 2024 autour de la thématique « Quelle normalité ? ».

L'Université Jean Moulin Lyon 3, le Théâtre du Point du Jour et **l'Ecole de théâtre universelle** partagent des missions et des valeurs communes autour du théâtre et de l'inclusion particulièrement autour de la LSF et c'est à ce titre les trois parties ont souhaité collaborer pour organiser certains événements dans le cadre de ce festival autour de la LSF et de l'inclusion.

THÉÂTRE
POINT DU JOUR

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Le Théâtre du Point du Jour et l'Ecole universelle de théâtre prennent part à trois événements organisés dans le cadre du festival Meraki organisés par **l'Université Jean Moulin Lyon 3**, à savoir :

- Mardi 28 mai 2025 de 9h30 à 20h30 à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Manufacture des Tabacs) : journée d'études « Contre la scène, contre ses normes »
- Jeudi 30 mai 2025 de 9h à 21h au théâtre du Point du Jour : répétitions (9h – 18h30) et restitution ouverte au public (19h) des travaux de création des étudiants de l'Université et des élèves de l'ETU, sous la direction de Géraldine Berger, Anne Fromm et Sylvie Mongin-Algan - Trois-Huit & Cie et de Radia Lhoest Darkaoui - ETU
- 1er juin 2025 de 10h à 13h au théâtre du Point du Jour : atelier de danse « vibra-signe », dirigé par Yaya Sanou

La présente convention fixe les rôles et les responsabilités des trois parties lors de ces différents événements.

Article 2 : Engagements des trois parties

L'Université Jean Moulin Lyon 3 s'engage, en tant qu'organisateur du festival à :

- Organiser les différents événements et s'assurer de la rémunération de son personnel et des intervenants
- Garantir la coordination entre les trois partenaires pour le bon déroulé de ces événements
- S'assurer de la disponibilité des élèves et de l'équipe artistique et pédagogique pour les répétitions et la représentation du 30 mai

Le Théâtre du Point du Jour s'engage à :

1- Pour la journée d'études du 28 mai 2025 :

- Prendre en charge l'intervention de Christophe Daloz, formateur en LSF qui donnera une initiation à la LSF de 14h à 16h.
- Prendre en charge l'intervention de Virginie Do Pranto, responsable des relations publiques de la saison nomades au théâtre du Point du Jour lors de la table-ronde « comment rendre les salles de spectacles plus inclusives » de 16h30 à 17h30.

2- Pour la restitution du jeudi 30 mai 2025 à 19h :

- Mettre à sa disposition son plateau et son hall en ordre de marche dès 9h du matin
- Mise à disposition de l'équipe technique permanente à partir de 14h
- Assurer l'ouverture et l'accueil du public pour la restitution à 19h (sécurité, billetterie, agent d'accueil)
- Assurer et prendre en charge les interprètes LSF / français pour l'après-midi de travail
- Prendre en charge le trajet aller / retour des étudiants de l'ETU entre Toulouse et Lyon, sur présentation de facture de la part de l'ETU.
- Prendre en charge le déjeuner du jeudi 30 mai pour les étudiants

3- Pour l'atelier du samedi 1er juin 2025 de 10h à 13h

- Mettre à sa disposition son plateau en ordre de marche de 9h à 13h
- Assurer l'ouverture et l'accueil des participants à l'atelier

- Prendre en charge le salaire des deux artistes intervenants (Yaya Sanou et Géraldine Berger) ainsi que le billet de train de Yaya Sanou.

L'Ecole de théâtre universelle s'engage à :

- S'assurer de la participation de ses élèves et organiser le déplacement de ces étudiants jusqu'à Lyon et refacturer le coût de l'aller/retour au Théâtre du Point du Jour, sur présentation de justificatifs

Article 4 : Rémunérations et prises en charge

L'Université assure la rémunération de son personnel et des intervenantes artistiques lors des répétitions et de la représentation du 30 mai. Il prendra en charge, sur présentation d'un devis et d'une facture de la part du théâtre du Point du Jour, un montant de participation des frais d'organisation pour un montant maximum de 300 € HT (+ TVA à 20%).
L'Université prend en charge l'hébergement et les titres de transports urbains des étudiants de l'ETU pendant leur venue à Lyon, ainsi que le déjeuner du vendredi 1er juin.
L'ETU prend en charge les autres frais de séjours des étudiants de l'ETU pendant leur venue à Lyon.
Le théâtre du point du Jour prend en charge l'intervention de Christophe Daloz lors de la journée d'études du 28 mai ainsi que les rémunérations des deux artistes-intervenants (Géraldine Berger et Yaya Sanou) pour l'atelier de 3h du samedi 1er juin. Il prend également en charge l'interprétariat LSF / français lors de l'après-midi du jeudi 30 mai. De plus, sur présentation de facture de la part de l'ETU, il prendra en charge le trajet aller et retour Toulouse / Lyon des étudiants de l'ETU pour un montant de 585 € HT.
Enfin, en qualité d'employeur le Théâtre du Point du Jour assume les rémunérations et charges sociales de ses employés.

Article 5 : Encadrement et transport des élèves

L'Université et l'ETU assurent l'encadrement et la sécurité de leurs étudiants et élèves respectifs pendant les manifestations et les transports éventuellement prévus dans le cadre de ce partenariat.
Le Théâtre du Point du Jour prendra les mêmes mesures pour ses propres bénévoles, employés et prestataires dont elle se déclare responsable.

Article 6 : Communication

La création des supports de communication (affiches et programme) sera à la charge de l'université. Les partenaires devront faire apparaitre sur les documents de communication leurs logos respectifs.
Les trois parties imprimeront et diffuseront l'information sur leurs supports habituels et respectifs.

Article 7 : Règlement des droits d'auteur

La déclaration des représentations et le règlement des droits et/ou taxes associés des représentations auprès des sociétés d'auteur incombe à **l'Université.**

Article 8 : Assurances

L'Université, **l'Ecole de théâtre universelle** et **Le Théâtre du Point du Jour** attestent avoir souscrit un contrat d'assurance couvrant la protection de leurs membres et personnels et tous les dommages pouvant résulter des activités organisées dans le cadre de ce partenariat, dans la mesure où leur responsabilité serait engagée.

Article 9 : Compétence juridique

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal de Lyon, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est mise en place pour la réalisation de l'événement cité à l'article 1 et prend fin à son issue.

THÉÂTRE
POINT DU JOUR

Fait en trois exemplaires originaux, le 07/10/2024

Pour l'Université Jean-Moulin Lyon 3
Le Président

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Gilles Bonnet

Pour l'école de théâtre universelle
Le Président

Martin Cros

Pour le Théâtre du Point du Jour
L'administratrice

Anne-Isabelle Gonzalez

UNIVERSITÉ DE LYON
UNIVERSITE LYON III
JEAN MOULIN

ACADÉMIE
DE LYON
Liberté
Égalité
Fraternité

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES RELATIVE À LA PASSATION DES MARCHÉS DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PALAIS DE LA RECHERCHE ET DE L'INSPECTION ACADÉMIQUE N°2024-09-G-177

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III, Établissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social est au 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 représenté par Gilles BONNET, Président, dûment habilité par la délibération n° D2020-12-01-Ins

Désigné ci-après « Le Coordonnateur »

D'une part

LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON dont le siège social est domicilié au 92 rue de Marseille BP 7227 69354 LYON CEDEX 07, représenté par Olivier DUGRIP, Recteur de la Région Académique Auvergne Rhône-Alpes, Recteur de l'Académie de Lyon, Chancelier des Universités, nommé par décret du 24 juillet 2019

Désigné ci-après « Le RECTORAT »

D'autre part

PREAMBULE :

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III et LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON envisagent une opération relative à la rénovation énergétique du Palais de la Recherche et de l'Inspection académique, bâtiments contiguës situés sur le même tènement présentant une unité architecturale.

Ce projet répond à une volonté commune de rénover énergétiquement le bâtiment dans lequel se situent le Palais de la Recherche et l'Inspection académique.

Dans le cadre de ce projet, le montage opérationnel retenu par l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III et LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON est le Marché Global de Performance associant des prestations de conception, réalisation et d'exploitation maintenance au sens de l'article L2171-3 du Code de la Commande Publique.

Dans le cadre de cette opération l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III et LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON envisagent notamment la mise en place des acteurs suivants :

- L'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage
- Le Concepteur, Réalisateur et Exploitant-Mainteneur (Marché Global de Performance)
- Le Contrôleur Technique (CT)

- Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
- D'autres prestataires, le cas échéant

L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III et le RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON ont décidé de constituer un groupement de commandes en application des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Les Parties conviennent par la présente Convention de constituer un groupement de commandes (ci-après désigné « le Groupement ») sur le fondement des articles L.2113-6 à L.2113-7 du code de la commande publique, et d'en définir les modalités de fonctionnement.

Il est expressément convenu que les Parties conviennent de constituer un groupement de commandes afin de mutualiser la passation des marchés suivants :

- Le marché d'Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage (ATMO)
- Le Marché Global de Performance (MGP)
- Le marché de Contrôleur Technique (CT)
- Le marché de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)
- D'autres marchés le cas échéant

Il est convenu entre les Parties que la présente convention de groupement de commandes se limite expressément à la passation des marchés susvisés excluant *de facto* l'exécution des marchés.
Chaque Partie exercera sa maîtrise d'ouvrage de manière distincte dans le cadre de l'exécution des marchés susvisés.

Dans une démarche de bonne exécution des contrats, les Parties s'engagent à coopérer afin de poursuivre la cohérence d'ensemble des projets notamment d'un point de vue architectural, technique et fonctionnel. Les Parties s'engagent à se coordonner tant sur les enjeux de calendrier que de validation notamment lors des étapes clés suivantes :

- Validation du programme ;
- Admission de chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 2 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué de :

- L'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III, Établissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège social est au 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08 représenté par Gilles BONNET, Président de l'Université Jean Moulin Lyon III,

- LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON, dont le siège social est domicilié au 92 rue de Marseille BP 7227 69354 LYON CEDEX 07, représenté par le Recteur de la Région Académique Auvergne Rhône-Alpes, Recteur de l'Académie de Lyon, Chancelier des Universités,

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

Le groupement de commandes est constitué à compter de la signature de la présente convention constitutive et ce jusqu'à la réception du bâtiment dans lequel se situent le Palais de la Recherche et l'Inspection académique.

ARTICLE 4 - DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les Parties désignent l'UNIVERSITE JEAN MOULIN LYON III en qualité de coordonnateur du groupement de commandes.
Le siège du coordonnateur est situé : 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 LYON CEDEX 08.

Le Coordonnateur du Groupement est missionné pour toute la durée de la présente convention.
A ce titre, le RECTORAT confie au Coordonnateur les missions qui lui sont dévolues au titre de l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 – MISSIONS DU COORDONNATEUR

5.1 Missions générales

Les missions du Coordonnateur sont définies dans la présente Convention conformément aux dispositions de l'article L.2113-7 du Code de la Commande Publique.

Le Coordonnateur est chargé pour le compte du groupement de commandes de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la Commande Publique, à l'organisation de l'ensemble de la procédure de passation des marchés à conclure.

Il est rappelé que les Parties ne peuvent déléguer leurs attributions relevant du Livre IV *« Dispositions propres aux marchés publics liés à la Maîtrise d'Ouvrage Publique et à la Maîtrise d'œuvre privée »* du Code de la Commande Publique au Coordonnateur du groupement de commandes.

Le Coordonnateur a une mission d'information à l'égard des parties à la présente convention.

Est également confié au coordonnateur le droit d'ester en justice pour le compte des différentes parties aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de la mission.

Il est expressément convenu que le RECTORAT ne peut se voir imposer, par le Coordonnateur ci-dessus désigné, un contrat qui ne correspondrait pas à ses attentes. A cet effet, la validation expresse du Rectorat sera sollicitée à chaque étape clé de la consultation :

- Validation du dossier de consultation avant publication
- Validation des rapports d'analyse des candidatures, selon la procédure choisie
- Validation des rapports d'analyse des offres
- Constitution des éventuelles commissions de négociation
- Validation des procès-verbaux de négociation

5.2 La passation des marchés publics

Il est expressément convenu que les procédures de passation seront menées par le Coordonnateur en concertation avec le RECTORAT par le biais du comité technique défini à l'article 8 de la convention.

5.2.1 Recensement des besoins

Le Coordonnateur et le RECTORAT définissent ensemble leurs besoins en matière de prestations de conseils. Au titre de sa mission, le Coordonnateur procédera à la synthèse des besoins du groupement de commandes, en matière de prestations de conseils, de contrôle technique, de coordination sécurité protection de la santé, études et travaux, en vue de la passation des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération décrite en préambule.

Il est expressément convenu que les Parties ne peuvent déléguer au Coordonnateur la définition des besoins que l'opération doit satisfaire.

5.2.2 Choix du montage contractuel et des procédures adéquates

Le montage opérationnel retenu par l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III et LE RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON est le Marché Global de Performance associant des prestations de conception, réalisation et d'exploitation maintenance au sens de l'article L2171-3 du Code de la Commande Publique.

Au titre de sa mission relative à la préparation des marchés mentionnés à l'article 1er et de leur passation, le Coordonnateur, en concertation avec la Direction régionale académique des achats, devra définir les procédures adéquates qu'il envisage de retenir en vue de sélectionner les prestataires à faire intervenir en application des dispositions du Code de la Commande Publique.

5.2.3 Établissement des dossiers de consultation

Le Coordonnateur supervise, en concertation avec le RECTORAT, la rédaction de l'ensemble des dossiers de consultation. Les pièces des dossiers de consultation seront adaptées en fonction de la prestation, du mode de consultation et de dévolution.

5.2.4 Organisation des consultations

Au titre de sa mission relative à la préparation des marchés et à leur passation, le coordonnateur sera chargé :

- De rédiger et d'envoyer aux organismes chargés de la publication les avis de publicité,
- D'assurer le traitement des questions des opérateurs économiques et des réponses à apporter, le RECTORAT sera informé des questions et apportera les réponses aux questions spécifiques à la DSDEN,
- De réceptionner les candidatures et offres et de procéder à leur ouverture,
- De réaliser ou superviser l'analyse des candidatures et des offres et/ou de superviser la rédaction ou de rédiger les rapports d'analyses,
- D'organiser et animer les séances de négociations, éventuelles auditions ou discussions éventuelles à mener avec les soumissionnaires,
- De présenter les rapports d'analyses des candidatures et d'offres aux membres du groupement de commandes,
- De rédiger les courriers aux candidats et soumissionnaires non retenus,

- De réaliser la mise au point éventuelle des marchés,
- De rédiger et d'envoyer les avis d'attribution le cas échéant.

Le Coordonnateur appliquera les dispositions du Code de la commande publique. Ces différentes missions ne sont pas limitatives et peuvent être utilement complétées sous le contrôle et après accord unanime des membres du Groupement de commandes.

5.2.5. Attribution, notification et signature des marchés

La Commission des Marchés Publics du Coordonnateur est chargée d'attribuer les marchés.

Elle se réunie après avis favorable de l'Équipe Projet concernant le choix des attributaires des marchés. Une fois les attributaires désignés, les étapes clés suivantes seront réalisées :

- Le Coordonnateur notifie les courriers aux candidats non retenus ;
- Chaque membre du groupement signe les marchés passés sur le fondement de la présente convention constitutive ;
- Le Coordonnateur du groupement de commande notifie pour le compte des membres du groupement les marchés aux titulaires retenus.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DU RECTORAT – MEMBRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le RECTORAT s'engage à :

- Indiquer au Coordonnateur la ou les personne(s) désignée(s) pour le représenter et siéger dans les différentes commissions, comités ou groupes de travail ;
- Participer aux réunions des groupes de travail ou commissions pour lequel il est requis ;
- Transmettre au Coordonnateur un état de ses besoins au regard de son rôle dans l'opération décrite en préambule, et de ses besoins éventuels en termes de missions complémentaires ;
- Donner son avis exprès pour toute demande du Coordonnateur pendant la procédure de passation des marchés concernés par la présente convention, dans un délai raisonnable ;
- Régler au Coordonnateur la quote-part des dépenses mises à sa charge dans un délai de 30 jours.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITE

Les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables dans le cadre de la passation des marchés qui sont menés conjointement.

Le Coordonnateur devra mettre en œuvre les décisions prises conjointement et de manière consensuelle par les membres du groupement de Commandes relatives à la passation des marchés publics, à l'exclusion de toute autre décision.

La responsabilité du Coordonnateur sera engagée pour toutes les conséquences générées par des décisions qui n'auront pas été prises conjointement par les deux membres du groupement de Commandes.

ARTICLE 8 – COMITOLOGIE

Pour toute la durée de la présente convention et de manière non exhaustive, sont constitués :

- Une Équipe « Achats » représentée par des membres de l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III et du RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON;
- Une Équipe « Projet » représentée par des membres de l'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON III et du RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE LYON ;
- Le cas échéant, tout autre Comité ou Équipe nécessaire à la bonne réalisation des projets.

Ces Équipes et/ou Comités constitués pourront se réunir à la demande expresse d'un des membres du groupement.

Le groupement s'engage à désigner formellement les membres de chacune des Équipes et Comités constitués. En cas de départ ou d'indisponibilité d'un membre d'une équipe ou d'un comité, chaque membre du groupement de commande est tenu d'informer expressément et dans les plus brefs délais les autres membres du groupement, et d'assurer son remplacement.

Il est constitué une Équipe « Achats » en charge de superviser les procédures de passation des marchés, composée des personnes désignées par le Coordonnateur et le RECTORAT.

Il est constitué une Équipe « Projet » en charge des aspects techniques du projet immobilier, composée des personnes désignées par le Coordonnateur et le RECTORAT.

Ces Équipes « Projet » et « Achat » seront notamment chargées :

- De réaliser l'analyse fonctionnelle du besoin et la rédaction des pièces techniques de la consultation et d'accompagner la rédaction des pièces administratives par l'équipe Achats ;
- De participer à l'analyse des candidatures, et d'émettre un avis consultatif sur les candidatures à retenir et celles à écarter au vu des rapports d'analyse établis ou produits par le coordonnateur ou le prestataire désigné ;
- De participer à l'analyse des offres, et d'émettre un avis consultatif sur le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, au vu des rapports d'analyse établis ou produits par le coordonnateur ou le prestataire désigné ;
- D'émettre un avis consultatif sur la déclaration d'infructuosité ou sans suite des consultation ;
- De participer aux différentes commissions de négociation et de dialogue le cas échéant ;
- De suivre l'exécution des différents marchés et COMEX sans remettre en cause l'exécution de son propre marché par chaque membre du groupement.

ARTICLE 9 – FINANCEMENTS

Le présent projet de rénovation énergétique sera conditionné à l'obtention de financements par les membres du groupement de commandes.

Dans l'éventualité selon laquelle l'un des membres du groupement ne parviendrait pas à obtenir le financement requis, la dissolution du groupement sera prononcée.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être résiliée d'un commun accord entre les parties ou à l'initiative d'une des parties par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de prévenance de deux mois minimums.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

Toute information, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de ce projet, est soumise à une obligation de confidentialité pour les informations reconnues confidentielles d'un commun accord entre les Parties. En tout état de cause, avant toute diffusion d'une information écrite ou verbale appartenant à l'une des parties, une autorisation de divulgation devra être demandée préalablement à l'autre partie.
Les résultats issus du marché sont utilisables de manière indépendante par chacun des membres, c'est-à-dire sans nécessité d'obtenir un accord réciproque préalable.

ARTICLE 12 – CONDITIONS FINANCIERES

La mission exercée par le Coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération.

Toutefois, doivent être répartis entre les membres du groupement :

- Les frais de publicité légale (AAPC, avis d'attribution...) seront répartis à charge égale entre les membres du groupement concernés par la procédure. Le Coordinateur les acquitte puis en sollicite le remboursement auprès des membres ;
- Les primes versées aux candidats évincés seront partagées au prorata du montant des marchés notifiés. Il convient de préciser qu'en cas de paiement échelonné de la prime, une régularisation sera réalisée à l'établissement du montant définitif du marché ;
- Pour toute autre mission spécifique, les membres du groupement seront amenés à définir après concertation la méthode de répartition ainsi que les modalités de paiement appropriées.

Le Coordonnateur établit un état initial prévisionnel des dépenses à prendre en charge par le groupement relatives notamment à la passation des marchés (frais de publicité, primes, etc.). Il le soumet à l'avis favorable du RECTORAT.

Cet état prévisionnel des dépenses est mis à jour par le Coordonnateur semestriellement.
A chaque date anniversaire de la présente convention, l'état des dépenses passées et futures sera soumis à l'avis du RECTORAT.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS

La présente convention constitutive de groupement de commandes peut être modifiée par avenant. Toute modification du présent acte doit être approuvée par l'ensemble des membres du groupement de commandes.

ARTICLE 14 - RETRAIT

En cas de retrait d'un membre du groupement, celui-ci sera dissout.
En tout état de cause, le retrait d'un membre du groupement ne remet pas en cause l'exécution des marchés notifiés. Chaque partie conserve le droit de poursuivre l'opération pour son propre compte.

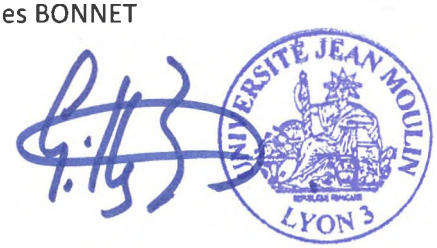
Article 15 – DIFFERENDS

En cas de différend dans l'exécution de la présente convention, les membres du groupement s'engagent à régler ces difficultés en commun et dans les meilleurs délais.
À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le.....07/10/2024

En deux exemplaires originaux

Le Président de l'Université Jean Moulin Lyon III
Gilles BONNET



Le Recteur de la Région Académique Auvergne Rhône-Alpes,
Recteur de l'Académie de Lyon,
Chancelier des Universités,
Olivier DUGRIP

Convention de refacturation relative à l'abonnement annuel Compilatio 2024-2025

n°2024-09-G-178

ENTRE :
La ComUE Lyon Saint-Etienne
Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,
Dont le siège est situé 92 rue Pasteur - CS 30122 – 69361 LYON cedex 07,
N° SIRET 130021 363 00010, Code APE 85.42Z,
Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,
Ci-après désignée par « **ComUE**»,
D'une part

ET
L'Université Jean Moulin Lyon 3
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est situé 1 rue de l'Université, 69007 Lyon,
N° de SIRET 19692437700019, code NAF 85.42Z,
Représentée par son Président, Monsieur Gilles BONNET,
Ci-après désignée par « **Université Lyon 3**»,
D'autre part
Ci-après dénommés individuellement par « la Partie » ou collectivement par « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La ComUE a proposé à ses établissements membres et associés de signer une convention constitutive de groupement de commande en vue d'acquérir un logiciel de détection de similitude (ou logiciel anti-plagiat), leur permettant de bénéficier d'un tarif spécifique sur les prestations fournies par la société Compilatio.

L'accord-cadre conclu avec la société Compilatio porte sur l'achat, le déploiement, la mise en œuvre et l'accompagnement d'une solution logicielle de détection de similitudes, permettant d'analyser les similitudes d'un document avec ceux issus des données disponibles sur internet et ceux préalablement soumis pour les établissements membres de la ComUE. Ces prestations se présentent sous la forme d'un abonnement annuel.

Dans le cadre du marché 2021.051, la durée initiale de l'accord-cadre est de 2 ans et peut être reconduit 2 fois pour une période d'un an par tacite reconduction.

UNIVERSITÉ DE LYON

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet 3
ARTICLE 2 : Rôle de la ComUE 3
ARTICLE 3 : Modalités financières 3
3.1. Echéancier de règlement 3
3.2 Coordonnées bancaires 3
ARTICLE 4 : Durée de la convention 4
ARTICLE 5 : Modification de la convention 4
ARTICLE 6 : Résiliation de la convention 4
ARTICLE 7 : Loi applicable – litige 4

UNIVERSITÉ DE LYON

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Compilatio, la présente convention a pour objet de définir les conditions du versement par l'Université Lyon 3 à la ComUE.

La présente convention définit le rôle des Parties.

ARTICLE 2 : Rôle de la ComUE

La ComUE s'engage à régler l'intégralité de la facture de la société Compilatio et refacturer les établissements ayant signé la convention de refacturation pour l'année universitaire 2024-2025.

ARTICLE 3 : Modalités financières

L'Université Lyon 3 s'engage à verser à **la ComUE** la somme de **11 387,75 euros HT, majorée d'un taux de TVA à 20 %** selon les modalités prévues à l'article 3.1.

Le montant du versement initialement prévu était de 12 264,69 euros HT. Dans le cadre du marché 2021-051, un avenant en moins-value a été signé avec la société Compilatio permettant ainsi le remboursement des frais de déplacement des formations pour l'année universitaire 2024-2025. Le montant total remboursé s'élève à 4 800 euros HT. Il est réparti entre tous les établissements selon la clé de répartition définie pour le calcul du versement initial.

3.1. Echéancier de règlement

L'**Université Lyon 3** s'engage à retourner à la **ComUE** le bon de commande correspondant, dès la signature de la présente convention.

Dès réception de la convention signée et du numéro de commande, la ComUE émettra une facture du montant correspondant. La facture sera à payer sous 30 jours sur le compte bancaire ci-dessous.

3.2 Coordonnées bancaires

Les versements se feront sur le compte bancaire dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

Titulaire du compte	Domiciliation bancaire
Comue Université de Lyon 92 rue Pasteur CS 30122 69361 LYON cedex 07	Trésor Public – TP Lyon trésorerie Générale de Lyon Code banque : 10071 Code guichet : 69000 N° compte : 00001005020 Clé RIB : 39

UNIVERSITÉ DE LYON

ARTICLE 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année à compter du 1er août 2024 jusqu'au 31 juillet 2025.

ARTICLE 5 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 : Résiliation de la convention

Conformément au régime juridique d'un contrat administratif conclu entre personnes publiques, la présente convention pourra être résiliée par l'une des parties pour motif d'intérêt général dûment justifié.
Dans tous les cas, aucune indemnité ne sera versée.
Cette résiliation ne devient effective que dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande transmise par lettre recommandée avec accusé de réception et après remboursement du montant total précisé à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 7 : Loi applicable – litige

La présente convention est soumise au droit français.
En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable par l'intermédiaire de leurs autorités respectives. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend dans un délai de deux (2) mois à compter de la survenance du différend, notifiée par la Partie plaignante aux autres Parties, le litige sera définitivement tranché par les tribunaux compétents.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 30 août 2024.

Pour la Comue Lyon Saint-Etienne

La Présidente
Nathalie DOMPNIER

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Le Président
Gilles BONNET

n°2024-10-F-055

Convention de co-accréditation

Entre

L'Université Jean Monnet, 10 rue Tréfilerie, CS 82301, 42023 Saint-Etienne, Cedex 02, représenté par son Président, M. Florent PIGEON

Et

L'Université Jean Moulin Lyon 3, 1C avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 Lyon Cedex 08
Représenté par son Président, M. GILLES BONNET

Préambule :

Le parcours **SENTINELLES « Santé ENvironnemenT INformations spatiotemporELLES » de la mention GAED (géographie, aménagement, environnement, développement)** vise à former des ingénieurs et des cadres capables de comprendre les enjeux environnementaux et sanitaires auxquels sont confrontés les territoires, contribuer à leur adaptation, et mettre en œuvre les méthodes et outils de l'analyse spatiale dans une démarche d'aide à la décision. Sur le site Lyon-Saint-Etienne, et plus largement à l'échelle régionale, c'est une formation innovante, sans équivalent, qui veut combler un vide de l'offre.

La co-accréditation de la mention GAED par l'Université Jean Monnet et l'Université Jean Moulin Lyon 3 permet la **complémentarité des compétences entre les deux établissements** tout en affichant clairement les compétences spécifiques de l'un et l'autre. L'université Jean Monnet de Saint-Etienne apporte des compétences spécifiques en géographie de la santé. L'Université Jean Moulin Lyon 3, quant à elle, apporte principalement des compétences environnementales et en outils de l'analyse spatiale.

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la co-accréditation entre l'Université Jean Monnet et l'Université Jean Moulin, pour la délivrance du diplôme de Master de la mention Géographie Aménagement Environnement, parcours Sentinelles.

Article 2 : **Modalités d'admission des étudiants**

Pré-requis pour l'admission en Master 1 : Validation d'un cursus de licence ou formation équivalente dans le domaine des sciences humaines et sociales, sciences de la vie, sciences de la terre, métiers de la santé.

Pré-requis pour l'admission en Master 2 : Validation d'un Master 1 ou formation équivalente dans le domaine des sciences humaines et sociales, sciences de la vie, sciences de la terre, métiers de la santé.

Critères de sélection : Bon niveau académique (résultats universitaires supérieurs ou égaux à une moyenne générale de chaque année de 12/20 ou en progression au cours des années d'études) ; clarté et précision de la lettre de motivation présentant et argumentant le projet professionnel ; adéquation entre le projet et les contenus, objectifs et débouchés du diplôme demandé ; rigueur du CV ; socle de compétences en SHS.

Commission d'admission : la sélection des candidats est assurée par les responsables pédagogiques de la formation et un enseignant-chercheur ou professionnel intervenant dans la formation.

Les candidatures se font par le biais des plateformes MonMaster (M1) ou e-candidat (M2).

Article 3 : Conditions d'inscription

Les étudiants suivant le Master 1 seront inscrits à titre principal à l'Université Jean Monnet et les étudiants suivants le Master 2 seront inscrits à titre principal à l'Université Jean Moulin.
Les droits d'inscription sont réglés dans l'établissement d'inscription administrative principal, selon ses propres modalités.

Chaque établissement co-accrédité doit également permettre à l'étudiant.e ayant réalisé son inscription auprès de l'autre établissement co-accrédité l'accès aux services nécessaires aux bonnes conditions pédagogiques.

Une inscription secondaire et gratuite (non comptabilisée dans les inscrits administratifs) dans l'établissement co-accrédité est effectuée pour permettre à l'accès à différentes ressources (Intranets des deux établissements, accès BU, ressources documentaires...), à la gestion pédagogique des étudiant.es et au suivi de la scolarité.

Article 4 : Organisation des enseignements

L'annexe n°1 présente la maquette commune de la mention.

Le M1, en formation initiale, est hébergé sur le site de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne qui a en charge l'organisation des enseignements de la 1ère année du parcours Sentinelles.

Le M2, en alternance, est hébergé sur le site de l'Université Jean Moulin Lyon 3 qui a en charge l'organisation des enseignements de la 2ème année du parcours Sentinelles.

Article 5 : Instances de pilotage

Les instances désignées ci-dessous sont garantes, au travers des différentes fonctions qu'elles occupent, du bon déroulement de la co-accréditation et interviennent toujours au niveau de la mention en co-accréditation.

Article 5 .1 : Coordinateur.trice

Un.une coordinateur.trice sera désigné.e par chacun des établissements co-accrédités.
Conformément à la convention-cadre pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site Lyon-St Etienne, les coordinateurs.trices de la mention « Géographie Aménagement Environnement, Développement » seront chargés.es de :

- mettre en place et présider un comité de pilotage de la mention composé des responsables de parcours et d'au moins un représentant par établissement co-accrédité ;
- coordonner l'action des responsables de parcours ;
- collecter les résultats des évaluations des formations et des enseignements, faites par les étudiants dans le cadre des dispositifs propres à chaque établissement ;
- présider le jury de diplôme, en organiser le calendrier et coordonner le calendrier des jurys d'année avec les responsables de parcours ;
- organiser le conseil de perfectionnement (un par mention et au moins une réunion par an) et être le garant de son bon fonctionnement ;
- coordonner la collecte d'informations pour les évaluations de la mention par les instances nationales comme le HCERES et finaliser les rapports d'évaluation demandés par ces instances.

Article 5 .2 : Comité de pilotage

Tous les établissements co-accrédités doivent être représentés dans le pilotage de la mention de master « Géographie Aménagement Environnement Développement ». Le comité de pilotage de la mention est composé des responsables de parcours et d'au moins un.e représentant.e par établissement co-accrédité. Il est présidé par les coordinateurs.trices de la mention co-accréditée.

En vertu de la convention-cadre pour la mise en œuvre de la co-accréditation des mentions de master du site Lyon-St Etienne, le rôle du comité de pilotage est de :

- assister les coordinateurs.trices du master co-accrédité dans ses missions ;
- délibérer sur les propositions du Conseil de perfectionnement de la mention de master co-accréditée ;
- délibérer sur les principes d'organisation et de gestion de la mention de master co-accréditée dans le respect des règles de fonctionnement en vigueur dans les établissements ;
- donner un avis sur les propositions de convention et de partenariat avec d'autres établissements que ceux qui sont co-accrédités.

Afin d'assurer ses fonctions, le comité de pilotage décide de se réunir selon les conditions suivantes :

- Organisation d'un comité de pilotage par an dans l'un ou l'autre des établissements co-accrédités.
- Les responsables de parcours auront en charge la rédaction des comptes-rendus et de leur diffusion auprès de l'ensemble de l'équipe pédagogique

Article 5 .3 : Conseil de perfectionnement

Il est composé conformément à l'article 11 du cadre national des formations (arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master).

La composition du Conseil de perfectionnement doit respecter l'équilibre entre les parcours, entre les campus (si la formation est dispensée sur plusieurs localisations) et entre les établissements, dans les différentes catégories de membres.

S'agissant de la mention « Géographie Aménagement Environnement Développement », le Conseil de perfectionnement comprendra :

- Les responsables de parcours
- Les représentant.e.s étudiant.e.s de chacun des parcours
- Les gestionnaires de scolarité
- Un.e représentant.e du bureau des stages et de l'alternance
- Un.e maître.sse d'apprentissage minimum
- Des représentants du monde socio-économiques en plus des maîtres d'apprentissage.

Il se réunit à la fréquence d'une fois par an dans l'un des établissements co-accrédités, sous l'autorité des coordinateurs.trices de la mention et a pour rôle :

- De favoriser le dialogue entre les équipes pédagogiques, les étudiants et les représentants du monde socioprofessionnel ;
- D'éclairer sur les objectifs de chaque formation et de contribuer à en faire évoluer les contenus ainsi que les méthodes d'enseignement afin de faciliter l'appropriation des savoirs, des connaissances et des compétences et de permettre d'en améliorer la qualité ;

- De faire la synthèse des résultats des évaluations qui font l'objet de présentations et de débats au sein du conseil de perfectionnement ;
- De proposer au comité de pilotage des réflexions sur l'évolution de la formation dispensée aux étudiants.

Un compte-rendu des réunions est réalisé et diffusé, par les coordinateurs.trices de la mention, au comité de pilotage et aux composantes de rattachement des parcours.

Article 6 : Modalités pédagogiques

Les modalités de contrôle des connaissances et des compétences de la formation sont définies et approuvées dans le règlement des études propre à chaque établissement. Les modifications sont décidées conjointement par les responsables pédagogiques de la formation et approuvées par les instances compétentes.

Article 7 : Organisation des jurys de diplôme

Il est institué un jury de diplôme commun pour la mention « Géographie Aménagement Environnement Développement ». Il est désigné conjointement par les chefs d'établissements co-accrédités et partenaires.

Il est composé de membres des établissements co-accrédités et présidé par l'un.e des coordinateurs.trices de la mention de master co-accrédité. Il.Elle est chargé.e d'en organiser le calendrier et de coordonner le calendrier des jurys d'année ou de parcours avec les responsables de parcours.

Article 8 : Modalités de délivrance du diplôme

Les établissements délivrent conjointement le diplôme national de master signé par les chefs des deux établissements co-accrédités.

Article 9 : Dispositions financières

Un bilan du coût de la formation (précisant le nombre d'inscrits par établissement) et des recettes liées à l'alternance est effectué en juillet de chaque année universitaire et transmis aux chef.fes d'établissement. Ce bilan précise les volumes horaires réellement engagés, les frais spécifiques de fonctionnement et leurs modalités de prise en charge.

L'établissement qui percevra les droits d'inscriptions (Droits d'Inscriptions Nationaux et coûts contrats d'Alternance) rétrocédera la moitié de ces frais à l'autre établissement pour le Master 1 et le Master 2.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue à compter de l'année universitaire 2024/2025 pour la durée de l'accréditation (soit jusqu'en 2026/2027).

Article 11 : Résiliation

Chaque partie a la possibilité de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis d'au moins 3 mois avant l'expiration de l'année universitaire en cours.

Cette résiliation ne sera effective qu'à compter de l'année universitaire suivante, toute année universitaire de partenariat commencée devant être menée à son terme afin de ne pas créer de préjudice aux étudiants.

Aucune des parties ne pourra prétendre à une quelconque indemnité en cas de résiliation.

Article 12 : Modification de la convention

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé des parties.

Article 13 : Litiges

En cas de difficulté sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à St Etienne, le 29/8/2024

Date, cachet et signature de chaque Président des établissements concernés

Président de l'Université
Jean Monnet
Saint-Etienne
Florent PIGEON

Président de l'Université
Jean-Moulin
Lyon 3
GILLES BONNET

ANNEXE 1 Maquette

Semestre 7

Unités d'Enseignement (UE)			Eléments constitutifs d'UE (ECUE)			Indiquer si l'UE ou l'ECUE est obligatoire, optionnel ou facultatif (menu déroulant)	Volumes horaires prévisionnels (temps étudiants)	
							Enseignements	
Intitulés	Crédits	Coefficients	Intitulés	Crédits	Coefficients		CM	TD
UE 1 - Fondamentaux de l'environnement et du développement	**9**	**1**	Adaptation au changement climatique et transition des territoires (mutualisé PGAE)	**3**	1	**Obligatoire**	**24**	
			Réflexions sur l'anthropocène (mutualisé PGAE)	**3**	1	**Obligatoire**	**20**	
			Pollutions environnementales et quantification des impacts	**3**	1	**Obligatoire**	**24**	
UE 2 - Approches spatiales des enjeux environnementaux et sanitaires	**6**	**1**	Modèles et systèmes en géographie de l'environnement (mutualisé GéoNum)	**3**	1	**Obligatoire**	**20**	
			Evolutions environnementales et impacts sur la santé (mutualisé PGAE)	**3**	1	**Obligatoire**	**20**	
UE 3 - Outils et méthodes : production et analyse des données	**7**	**1**	Des données à la carte	**2**	1	**Obligatoire**		**20**
			Techniques d'enquêtes et analyse des données qualitatives	**2**	1	**Obligatoire**		**20**
			Analyse de données : problématiques environnementales	**2**	1	**Obligatoire**		**20**
			Analyse de données et programmation (mutualisé GéoNum)	**1**	1	**Obligatoire**		**9**
UE 4 - Maîtrise langue étrangère	**3**	1	Langue de spécialisation - Anglais	**3**	1	**Obligatoire**		**15**
UE 5 - Professionnalisation : pratiques professionnelles	**5**	1	Terrain et mise en situation professionnelle	**3**	1	**Obligatoire**		**20**
			Outils de professionnalisation	**2**	1	**Obligatoire**		**20**
-	**30**	-	-	**30**	-	-	**108**	**124**

Semestre 8

Unités d'Enseignement (UE)			Eléments constitutifs d'UE (ECUE)			Indiquer si l'UE ou l'ECUE est obligatoire, optionnel ou facultatif (menu déroulant)	Volumes horaires prévisionnels (temps étudiants)	
Intitulés	Crédits	Coefficients	Intitulés	Crédits	Coefficients		Enseignements	
							CM	TD
UE 1 - Enjeux territoriaux et adaptation	6	1	Territoires durables	3	1	Obligatoire	24	
			Aménagement du territoire et enjeux de santé	3	1	Obligatoire	20	
UE 2 - Outils et méthodes : analyse spatiale et visualisation des données	9	1	Analyse critique de modélisations socio-spatiales (mutualisé avec GéoNum)	3	1	Obligatoire		20
			Outils graphiques, outils de présentation	3	1	Obligatoire		20
			Connaître et pratiquer le géoweb	3	1	Obligatoire		20
UE 3 - Professionnalisation : pratiques professionnelles et stage	15	1	Mise en pratique professionnelle	3	1	Obligatoire		25
			Stage et soutenance	4	1	Obligatoire		
			Mémoire	8	1	Obligatoire		
-	30	-	-	30	-	-	44	85

Semestre 9

Unités d'Enseignement (UE)			Eléments constitutifs d'UE (ECUE)			Indiquer si l'UE ou l'ECUE est obligatoire, optionnel ou facultatif (menu déroulant)	Volumes horaires prévisionnels (temps étudiants)
Intitulés	Crédits	Coefficients	Intitulés	Crédits	Coefficients		Enseignements

							CM	TD
UE 1 - Risques environnementaux et sanitaires	**9**	**1**	Controverses environnementales et sanitaires (mutualisé Marges Lyon 3)	**3**	**1**	**Obligatoire**	**20**	
			Evaluation, impacts environnementaux et préservation des milieux	**3**	**1**	**Obligatoire**	**20**	
			De l'aléa à la gestion des risques naturels	**3**	**1**	**Obligatoire**	**20**	
UE 2 - Normes et acteurs de l'environnement et de la santé	**4**	**1**	Enjeux de santé, enjeux de territoire (mutualisé Marges Lyon 3)	**2**	**1**	**Obligatoire**	**20**	
			Droit de l'environnement et de la santé	**2**	**1**	**Obligatoire**	**20**	
UE 3 - Outils et méthodes : analyse et valorisation des données	**10**	**1**	Cartographie dynamique	**2**	**1**	**Obligatoire**		**20**
			Analyse spatiale et santé (mutualisé GéoNum)	**2**	**1**	**Obligatoire**		**30**
			Traitement de données (statistiques et analyse spatiale) (mutualisé GéoNum)	**2**	**1**	**Obligatoire**	**9**	
			Analyse de données environnementales (niv.2)	**2**	**1**	**Obligatoire**		**20**
			Communication et valorisation en environnement	**2**	**1**	**Obligatoire**		**20**
UE 4 - Maîtrise langue étrangère	**2**	**1**	Langue de spécialisation	**2**	**1**	**Obligatoire**		**15**
UE 5 - Professionnalisation : pratiques professionnelles	**5**	**1**	Terrain et mise en situation professionnelle	**2**	**1**	**Obligatoire**		**40**
			Projet géomatique dans les organisations (mutualisé avec GéoNum)	**2**	**1**	**Obligatoire**		**15**
			Journées thématiques de la mention	**1**	**1**	**Obligatoire**		**20**
-	**30**	**-**	**-**	**30**	**-**	**-**	**109**	**180**

Semestre 10

Unités d'Enseignement (UE)	Eléments constitutifs d'UE (ECUE)		Volumes horaires prévisionnels (temps étudiants)

Intitulés	Crédits	Coefficients	Intitulés	Crédits	Coefficients	Indiquer si l'UE ou l'ECUE est obligatoire, optionnel ou facultatif (menu déroulant)	Enseignements	
							CM	TD
UE 1 - Diagnostic et gouvernance territoriale	4	1	Etude d'impacts et normes environnementales	2	1	Obligatoire	20	
			Géointelligence du développement territorial	2	1	Obligatoire	10	10
UE 2 - Prospective sanitaire et gestion environnementale	4	1	Outils et maîtrise du risque sanitaire	2	1	Obligatoire	20	
			Territoires, données et environnement	2	1	Obligatoire		20
UE 3 - Approches géographiques appliquées et approfondies	8	1	Simulation des systèmes spatiaux (mutualisé avec GéoNum)	2	1	Obligatoire		15
			Géoservices et aide à la localisation	2	1	Obligatoire		20
			Projet Géonumérique (mutualisé avec GéoNum)	2	1	Obligatoire		21
			Cartographie approfondissement	2	1	Obligatoire		20
UE 4 - Professionnalisation : stage	14	1	Stage et soutenance	4	1	Obligatoire		
			Mémoire	10	1	Obligatoire		
-	30	-	-	30	-	-	50	106

CONTRAT DE CESSION D'EXPLOITATION

Histoire sous casques

(art. 278-0bis du C.G.I.)

N°2024-10-G-179

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Raison sociale de l'entreprise : **TNG THÉÂTRE NOUVELLE GÉNÉRATION – CDN DE LYON**
Adresse : 23, rue de Bourgogne - 69009 Lyon / Téléphone : 04 72 53 15 10
SIRET : 307 420 463 00027 / Code APE : 9001Z / N° TVA Intracommunautaire : FR48 307 420 463 00027
Licences : PLATESV-R-2021-003839/PLATESV-R-2021-006785/PLATESV-R-2021-003797/PLATESV-R-2021-003798
Représentée par : Joris MATHIEU, en qualité de directeur
Ci-après dénommé(e) le "**PRODUCTEUR**", d'une part

ET

Raison sociale de l'entreprise : **UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3**
Structure juridique : Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Adresse : 1 C avenue des Frères Lumière, 69008 LYON / Téléphone : 04 78 78 71 68
Numéro SIRET : 19 69 243 77 00019 / Code APE : 8542Z / N° TVA Intracommunautaire : FR 75 19 69 243 77
Licences : _____
Représentée par : Gilles BONNET, en qualité de président
Ci-après dénommé(e) le "**L'ORGANISATEUR**" d'autre part,

ET

Raison sociale : **L'Office national des combattants et des victimes de guerre**
Établissement public national à caractère administratif
Régi par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, articles L611.13 et suivants.
Inscrit au répertoire SIRET n° 180 007 015 00019
Dont le siège social est :
ONACVG
Hôtel national des Invalides
Escalier B, 129 rue de Grenelle
75700 PARIS Cedex 07
Représenté par Madame **Marie-Christine VERDIER-JOUCLAS**, directrice générale
Dont le Mémorial National de la prison de Montluc est l'entité intervenant au titre de ce contrat
Représentée par : **Aurélie Dessert**
Qualité : Directrice
Désignée ci-après « **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** »

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

A – Le **PRODUCTEUR** dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours du personnel nécessaire à sa représentation :

HISTOIRE SOUS CASQUES

D'après Fragmentation d'un lieu commun
A partir de **16 ans**
Durée : **2h** (4X30 min)
Jauge : **28 spectateurs** (7 personnes par groupe)
Texte : **Jane Sautière** (éditions Gallimard)
Adaptation et mise en espace **Vincent Hermano**
Interprète et collaboration artistique **Marion Talotti**
Son **Nicolas Thévenet**
Régie générale **Stephen Vernay**

MENTIONS OBLIGATOIRES
Production **Théâtre Nouvelle Génération – Centre dramatique national de Lyon**
Coproduction **Musée des Confluences**
Remerciements **Mémorial National de la Prison de Montluc**
–
Crédits photos **VHO, Mémorial National de la Prison de Montluc / ONACVG, Fréderic Bellay**

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Le **PRODUCTEUR** s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, 4 représentations dans les locaux de **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** :

Le 23 octobre 2024, à 10h, 12h30, 13h et 15h – Lieu : Mémorial National de la Prison de Montluc dans l'aile des femmes

- Le personnel du **PRODUCTEUR** donne son accord de principe pour participer à des rencontres à l'issue des représentations, interviews et photos – ces dernières étant soumises à autorisation auprès du Ministère des Armées – qui seraient nécessaires à l'information, la promotion et la publicité du spectacle. Ces temps devront être organisés en coordination avec **LA STRUCTURE D'ACCUEIL**.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le **PRODUCTEUR** fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, le **PRODUCTEUR** effectuera les démarches administratives liées à l'embauche, assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises (URSSAF, AUDIENS, Pôle Emploi, Congés spectacles, AFDAS, etc.), de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle et d'en justifier auprès de **L'ORGANISATEUR**.
En cas d'accident du travail impliquant les salariés du **PRODUCTEUR**, celui-ci est tenu d'effectuer les formalités légales. **LE PRODUCTEUR** atteste être à jour de ces obligations fiscales et sociales à la date de signature du contrat.

Le **PRODUCTEUR** certifie à ce jour que le spectacle objet du présent contrat, aura, à la date de la représentation, été représenté en France moins de 141 fois au sens défini par l'article 89 ter, annexe III du CGI.

Le **PRODUCTEUR** déclare bénéficier d'un subventionnement public, à ce titre **l'ORGANISATEUR** est exonéré de la taxe fiscale sur les spectacles.

Le spectacle comprendra tous les éléments artistiques (décors, costumes, accessoires...) nécessaires à la représentation du spectacle et validés par **LA STRUCTURE D'ACCUEIL**. Le **PRODUCTEUR** en assurera l'ensemble des transports aller et retour.

En cas d'utilisation dans le spectacle d'éléments nécessitant une autorisation particulière ou une attestation de conformité, le **PRODUCTEUR** sera tenu de respecter la législation française. Le **PRODUCTEUR** s'engage à respecter les normes françaises de sécurité. Il s'engage également à suivre les consignes données par **L'ORGANISATEUR** ou **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** concernant la sécurité tant des biens que des personnes et le respect du lieu.

LE PRODUCTEUR s'engage à respecter les consignes fournies par **L'ORGANISATEUR** ou **LA STRUCTURE D'ACCUEIL**, et plus particulièrement les consignes d'ordre et de sécurité, tant des biens que des personnes, imposées à **L'ORGANISATEUR** et à la ou **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** par la législation du travail, la sécurité ERP, ainsi que les autres règles en vigueur. **LE PRODUCTEUR** s'engage à respecter l'obligation élémentaire de ne pas fumer, ne pas manger et ne pas écouter de musique sur le site.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR ET DE LA STRUCTURE D'ACCUEIL

LA STRUCTURE D'ACCUEIL tiendra le lieu de spectacle à la disposition du **PRODUCTEUR** pour permettre d'effectuer le déchargement et le montage selon le planning défini avec le régisseur général des production et annexé au présent contrat. Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue des représentations.

LA STRUCTURE D'ACCUEIL assurera, en outre, le service général du lieu : accueil ~~et service de sécurité éventuel~~, en se conformant à la législation et à la réglementation en vigueur.

L'ORGANISATEUR assurera les réservations des places auprès des étudiants et des personnels de L'Université Lyon 3, selon les modalités fixées en concertation avec **LA STRUCTURE D'ACCUEIL**.

LA STRUCTURE D'ACCUEIL s'engage à respecter les termes de la fiche technique qui lui sera adressée et en particulier à fournir le lieu de représentation en ordre de marche et au service des représentations. **LE PRODUCTEUR** déclare connaître et accepter les contraintes techniques notamment en termes d'horaires et de planning de **LA STRUCTURE D'ACCUEIL.**

LA STRUCTURE D'ACCUEIL se chargera également de toutes les demandes d'autorisations ou de déclarations administratives nécessaires au bon déroulement du spectacle et du respect des dispositions adéquates en matière de sécurité. En sa qualité d'employeur, il effectuera les démarches administratives liées à l'embauche, assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises (URSSAF, AUDIENS, Pôle Emploi, Congés spectacles, AFDAS, etc.) de ce personnel.

L'ORGANISATEUR et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** s'engagent à ne pas laisser assister un nombre de spectateurs supérieur à celui imposé par la commission de sécurité compétente.

ARTICLE 4 – ASSURANCES

Le **PRODUCTEUR** est tenu d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques. Il est tenu également de s'assurer contre les risques résultant de sa responsabilité civile du fait de son personnel et du matériel lui appartenant, il déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile. En conséquence le **PRODUCTEUR** renonce à tout recours envers et contre **L'ORGANISATEUR** et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL.**

L'ORGANISATEUR et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans les lieux définis au présent contrat et, en conséquence, renonce à tout recours envers et contre le **PRODUCTEUR.**

ARTICLE 5 – PLACES ET INVITATIONS

La jauge maximale est fixée à **28 places** (4 groupes de 7 personnes).
Une adaptation de cette jauge maximum pourra être décidée entre le **PRODUCTEUR**, **L'ORGANISATEUR** et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** en fonction des caractéristiques du lieu et des demandes techniques du **PRODUCTEUR**.

En vertu du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé, et compte tenu du fait que la représentation reçoit du public, **L'ORGANISATEUR** et le **PRODUCTEUR** restent en attente des dernières dispositions ou restrictions particulières transmises par le gouvernement français. De fait, le public sera soumis à l'obligation de porter un masque et la jauge initialement prévue pourra être aménagée en fonction de ces restrictions. **L'ORGANISATEUR**, le **PRODUCTEUR** et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** s'accorderont pour rendre réalisable la représentation prévue au présent contrat dans les meilleures conditions.

ARTICLE 6 – PRIX DE CESSION ET MODALITE DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au **PRODUCTEUR**, en contrepartie des présentes cessions, le montant suivant :

HT	2 240 €
TVA 5,5% :	123,20 €
TTC :	**2 363,20 €**

Le règlement de la somme due sera effectué, après service fait, par mandat administratif selon la règlementation en vigueur sur présentation d'une facture transmise déposée sur la **plateforme CHORUS PRO** ou par courriel à : compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr.

À l'ordre de :

Titulaire du compte : Théâtre Nouvelle Génération TNG
Domiciliation : BNPPARB Lyon Vaise (00690)
Code banque : 30004 / code guichet : 00690 / numéro de compte : 00027600556 / clé RIB : 40
IBAN : FR76 3000 4006 9000 0276 0055 640
BIC : BNPAFRPPTAS

ARTICLE 8 – FRAIS ANNEXES

- **TRANSPORT DU DECOR ET DU PERSONNEL**

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais de transport du décor (location camion) et du personnel pour un montant de :

334,80 € HT, majoré de **18,41** euros (représentant le montant de la TVA à 5,5%) soit
353,21 € TTC

- **FRAIS DE RESTAURATION ET HERBERGEMENT**

L'ORGANISATEUR ne prendra pas en charge les frais de restauration du déjeuner. **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** mettra à disposition de l'équipe une salle de restauration équipée d'un micro-ondes, d'une cafetière et d'un point d'eau.

Les sommes dues au **PRODUCTEUR** seront versées en même temps que le prix de la cession sur présentation d'une unique facture, par virement sur le compte bancaire du **PRODUCTEUR**.

ARTICLE 8 – DROITS D'AUTEURS

Le **PRODUCTEUR** assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs pour le dépôt de l'œuvre et fournira à **L'ORGANISATEUR,** sur demande de sa part, une photocopie du traité conclu avec la ou les sociétés d'auteurs.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les droits d'auteurs et le règlement des sommes auprès du **PRODUCTEUR** qui est en charge de la collecte des droits d'auteurs pour le compte des Editions Gallimard, représentants de Jane Sautière, pour un montant de 12 % HT de la cession, selon la répartition indiquée à l'article 6 du présent contrat (cession à 2 240€ HT), soit un montant de **268,80** € HT, majoré de **14,78** € (représentant le montant de la TVA à 5,5%), soit **283.28** € TTC.

ARTICLE 8 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION – COMMUNICATION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au plus, tout enregistrement pour une diffusion, même partielle, des représentations, objet du présent contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit de la part du **PRODUCTEUR** ainsi que d'une demande d'autorisation préalable adressée à **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** pour validation.

L'ORGANISATEUR et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** s'engagent à faire respecter les interdictions de captation par tout procédé photographique ou d'enregistrement sonore et/ou visuel. En outre, **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** veillera à ce que les téléphones mobiles ne soient pas utilisés dans l'audience.

En matière de publicité, **L'ORGANISATEUR** s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le **PRODUCTEUR** et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** et observera les mentions obligatoires indiquées par le **PRODUCTEUR** et **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** pour les documents édités après la signature du présent contrat.
Pour les médias, il est entendu que toute requête en vue de l'interview des artistes ou de la participation de ceux-ci à une manifestation ou une émission devra être communiqué à l'avance au **PRODUCTEUR** et à **LA STRUCTURE D'ACCUEIL. L'ORGANISATEUR** fournira toutes parutions de presse et mentions médias relatifs aux représentations dans les lieux précités.

ARTICLE 9 – NULLITE ET RESOLUTION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties ayant pour conséquence l'annulation d'une ou plusieurs représentations, dont le défaut ou retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat, entrainerait pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre le remboursement des sommes engagées à la date de rupture du présent contrat par la victime de l'inexécution.

En cas de maladie ou blessure dûment constatée de l'artiste ou du technicien du spectacle, empêchant la représentation d'avoir lieu dans des conditions normales, le **PRODUCTEUR** en qualité d'employeur, pourra transmettre l'arrêt maladie ou la déclaration d'accident du travail à **L'ORGANISATEUR**. Les deux parties mettront tout en œuvre pour envisager une date de report en concertation avec **LA STRUCTURE D'ACCUEIL**. Dans le cas où la représentation ne pourrait pas être reportée, la représentation devra alors être annulée.

Toute annulation du fait de l'une ou l'autre des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais réellement engagés, dont le montant ne pourra, en aucun cas, excéder les sommes convenues au présent contrat.

ARTICLE 10 – CLAUSE PARTICULIERE PANDEMIE – EPIDEMIE

Dans l'éventualité d'une propagation du CORONAVIRUS Covid-19, ou d'une autre pandémie ou épidémie de même ampleur, conformément aux recommandations du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac), voici quelques précisions concernant d'éventuelles annulations de dates de représentations pouvant intervenir dans ce contexte. Que l'annulation survienne pour cause de maladie parmi les membres des équipes artistiques ou de la structure d'accueil, ou bien du fait d'une décision préfectorale de fermeture : **L'ORGANISATEUR** et le **PRODUCTEUR** examineront tout d'abord la possibilité de reporter la programmée.

Si cette solution n'est pas envisageable, un accord amiable sera recherché qui tendra à préserver la solidarité professionnelle d'une part, notamment en ce qui concerne les rémunérations du personnel artistique et technique intermittent, et les équilibres budgétaires du **PRODUCTEUR** et de **L'ORGANISATEUR** d'autre part. Ceci afin que ni le **PRODUCTEUR**, ni **L'ORGANISATEUR** ne se retrouvent en péril financièrement.
L'indemnité versée ne sera pas soumise à TVA, conformément au BOI-TVA-BASE-10-10-10 au X§270 en l'absence de « prestation individualisée de services entrant dans le champ d'application de la taxe ».
En tout état de cause, si les conditions sanitaires ne permettent pas d'ouvrir sur la jauge prévue, les parties conviennent de se rapprocher pour trouver une solution à l'amiable.

ARTICLE 11 – DUREE

Le présent contrat entrera en vigueur à compter de la date de signature par les trois parties et prendra fin après exécution des obligations respectives du **PRODUCTEUR**, de **L'ORGANISATEUR** et de **LA STRUCTURE D'ACCUEIL** soit après la dernière représentation du spectacle, **L'ORGANISATEUR** ne détenant alors plus aucun des droits contractuels ou extracontractuels corporels ou incorporels attachés au spectacle.

ARTICLE 12 – COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux compétents après épuisement des voies amiables.

Fait à Lyon en 3 exemplaires originaux, le 10/10/2024

L'ORGANISATEUR
Université Jean Moulin Lyon 3
Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Le **PRODUCTEUR**
Théâtre Nouvelle Génération - CDN
Joris MATHIEU

LA STRUCTURE D'ACCUEIL
L'Office national des combattants et des victimes de guerre

Convention relative à la mise en place d'un projet associatif
« Jardin de biodiversité sur les toits »

N°2024-10-G-181

Entre les soussignées :
L'Université Jean Moulin, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, LYON 8ème, représentée par son Président, Gilles BONNET,
Ci-après désignée « **l'Université** »
D'une part,

Et

L'Association L3DD, domiciliée 6 rue Professeur ROLLET, 69008 LYON, enregistrée à la Préfecture sous le n°W691069504, représentée par sa Présidente, Faustine MAURIN
Ci-après désignée « **l'Association** »,

Désignées ensemble ci-après par « les Parties ».

Préambule
Dans le cadre de son projet de Jardin de Biodiversité installé sur les toits de l'IUT Lyon 3 qui comprend notamment des jardinières, un hôtel à insectes, un système d'arrosage automatique, des nichoirs et un coffre de rangement, l'Association met en place de nouvelles plantations dans les jardinières existantes et entretient les plantations et équipements déjà en place. Ce projet s'inscrit dans un objectif de biodiversité et de développement durable au sein de l'Université. L'Association organisera également des actions de sensibilisation auprès des étudiants de l'Université et du public extérieur.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention
La présente convention a pour but de définir et de préciser les modalités d'exécution du partenariat entre les Parties, ainsi que leurs engagements dans le cadre de leurs activités réciproques et dans le respect des compétences de chacune des Parties, pour contribuer à développer et à promouvoir le Jardin de biodiversité. Pour rappel il est convenu comme suit que grâce à la présente convention, chacun des partenaires a à sa disposition un énoncé clair des responsabilités de chacun. Elle permet également d'anticiper les problèmes qui pourraient se poser et de prévoir ainsi en amont la réponse à leur apporter.

Article 2 : Durée
La présente convention de partenariat prend effet dès sa signature par l'ensemble des Parties et jusqu'au 31 décembre 2025. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse.

Article 3 : Engagements de l'Association
L'Association s'engage à :
- Respecter le règlement intérieur de l'Université et toutes les consignes de sécurité données par les personnels technique et de sécurité ;
- Informer l'Université de l'avancée du travail qu'elle réalise au moins une fois par semestre ;
- Respecter la hiérarchie de communication de l'Université. Dans ce sens l'Association ne communiquera pas sur l'Université sans son accord ;

- Fournir au Service Hygiène et Sécurité une liste à jour des membres de l'Association désignés comme référents du projet, qui eux seuls seront habilités à accéder au jardin ;
- Maintenir le jardin et ses équipements en bon état d'entretien et de propreté ;
- Respecter les règles de sécurité et d'accès édictées par l'université. Elle s'engage à accéder aux toits exclusivement avec l'accord et la présence d'un agent membre du Service Hygiène et Sécurité de l'Université entre 8h et 17h30, sous réserve des conditions climatiques et la disponibilité d'un agent. Seul le Service Hygiène et Sécurité est en mesure de juger si toutes les conditions sont réunies pour permettre un accès sécurisé aux toits ;
- Entretenir un système d'arrosage automatique avec tuyaux flexibles et sans perçage de la structure du bâtiment. La gestion du hors gel et la vidange annuelle du réseau devra être réalisée avec les services de l'Université ;
- S'occuper des plantations en pots (fleurs, et plantes aromatiques), du désherbage des végétaux qui viendraient à se développer en dehors des pots, de l'arrosage et de l'entretien régulier afin d'offrir le meilleur environnement possible à l'hôtel à insectes ;
- Demander l'autorisation au Service Hygiène et Sécurité pour toute visite de groupe. Cette demande devra être faite au moins une semaine avant, en précisant la date et les horaires de la visite ainsi que la liste des personnes constituant le groupe. Le groupe comptera au maximum 5 personnes, visiteurs et accompagnateurs inclus ;
- Souscrire à une assurance appropriée afin de couvrir tous les risques et tous les dommages liés à son activité ;
- Retirer et évacuer toutes les installations liées au jardin si l'association n'est plus en mesure d'assurer l'entretien et l'animation de celui-ci, ou à la demande de l'Université en cas de non-respect des engagements cités ci-dessus ou en cas de besoin de ces surfaces.

Article 4 : Engagements de l'Université

L'Université s'engage à :

- Accompagner l'Association et la conseiller dans ses choix afin que les objectifs du projet puissent être réalisés dans des conditions optimales ;
- Valider les choix des équipements installés par l'Association, dans le respect des règles de sécurité ;
- Permettre l'accès aux toits du bâtiment situé au 88 rue Pasteur 69007 Lyon, et accompagner les étudiants habilités via un agent membre du Service Hygiène et Sécurité, du lundi au vendredi entre 8h et 17h30.

Article 5 : Aspects techniques

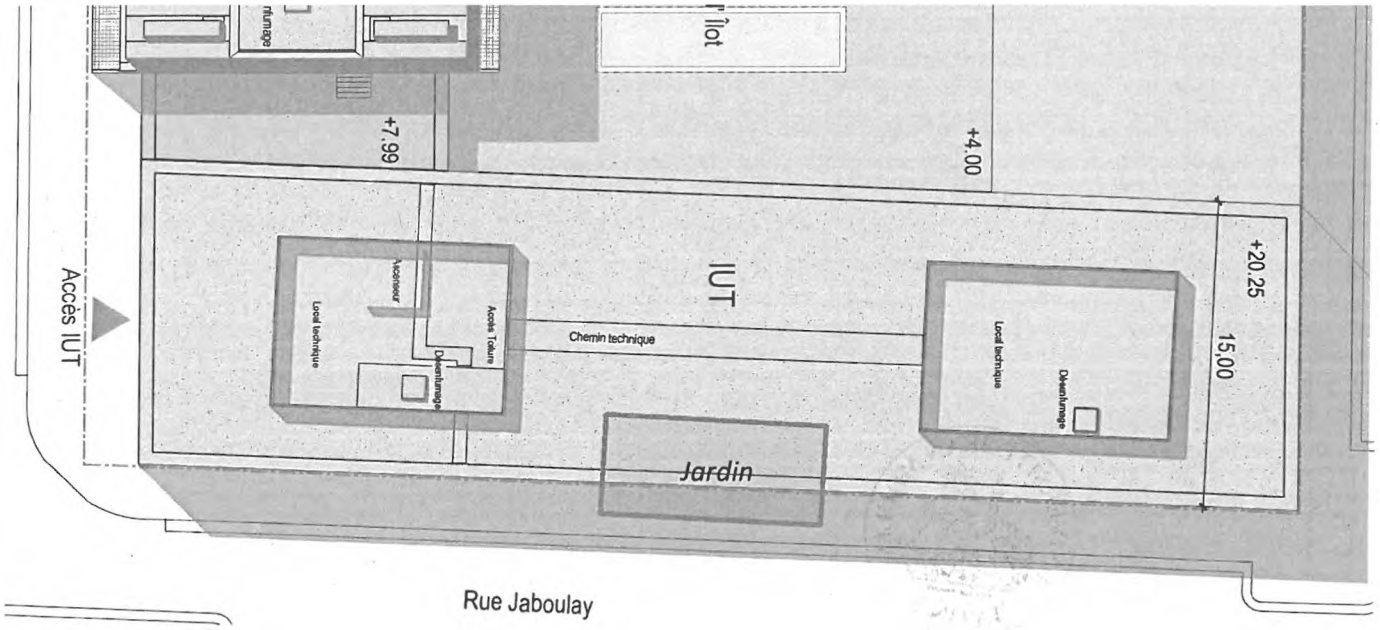
Les 6 bacs en bois utilisés pour ce jardin se situent sur une toiture technique. Elle contient des équipements de ventilation, de climatisation et de chauffage. L'association s'engage respecter l'état de ces équipements.

Le système d'arrosage automatique comprend un compteur d'eau. Les consommations d'eau seront prises en charge par l'université. L'association s'engage avoir une utilisation rationnelle de l'eau et prévoira une relève annuelle de l'index du compteur d'eau.

La mise en service du système d'arrosage se fera en présence d'un agent de la DIL.

La gestion du hors gel et la vidange annuelle du réseau sera réalisée par la direction de l'immobilier et de la logistique de l'Université. La période de hors gel sera entre le 15 octobre et le 15 avril de chaque année, à plus ou moins 15 jours.

L'association pourra installer un équipement de stockage de son matériel en toiture, le type de bac et son mode de pose seront validés au préalable par les services techniques et de sécurité.



Article 6 : Règlement des litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra avoir pour effet de priver l'une ou l'autre partie de l'exercice des voies de recours juridictionnels. En cas d'échec, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon.

Article 7 : Règlement Général sur la Protection des Données

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties agissent en tant que co-responsables de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679. Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, des transferts de données à caractère personnel peuvent être effectués indifféremment par les deux responsables de traitement vers l'autre partie afin de répondre aux finalités administratives et d'information afférentes dans la mesure où ces finalités sont déterminées et légitimes. A ce titre, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées ; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif ; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.

Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.

Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation.

Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.
A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 10/10/2024

M. Le Président de
l'Université Jean Moulin

Gilles BONNET

Mme la Présidente de
l'Association L3DD

Faustine MAURIN

Avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire de locaux N° 2023-10-G-122
N°2024-10-G-182

Entre les soussignées :

L'Université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'Association Droit Philosophie (ADPH)
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par sa Présidente, Winny RIBEIRO
Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691091540
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Modification article n°3

L'Association ne souhaitant plus disposer du local associatif qui lui a été mis à sa disposition, la présente convention est conclue jusqu'au 31 octobre 2024.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 10/10/2024

M. le Président de l'Université
Jean MOULIN

Gilles BONNET

Mme la Présidente de
l'Association Droit Philosophie
(ADPH)

Winny RIBEIRO

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire de locaux N° 2023-10-G-121
N°2024-10-G-183

Entre les soussignées :

L'Université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'Association ESN CosmoLyon
Dont le siège social se situe : 90 rue de Marseille, Lyon 7ème
Représentée par son Président, Flavien MARTINOT
Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691064668
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Modification article n°3

L'Association ne souhaitant plus disposer du local associatif qui lui a été mis à sa disposition, la présente convention est conclue jusqu'au 31 octobre 2024.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 10/10/2024

M. le Président de l'Université
Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

M. le Président de
l'Association ESN CosmoLyon

Flavien MARTINOT

CONVENTION
N°2024-10-G-184
ATELIER CHANT CHORAL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Stéphanie BULIN, entreprise individuelle, sise 86, chemin de Versaillat, 01250 MONTAGNAT
Téléphone : 06 03 30 73 74
Numéro de SIRET : 797 665 122 00017
Ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire, avec le soutien de ses partenaires, une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des artistes en résidence.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratiques artistiques et de master classes.

Stéphanie BULIN se définit comme un électron libre autodidacte de la musique. Chanteuse de jazz et de blues, elle est membre du duo "Soul People". Elle dirige plusieurs chorales sur le département de l'Ain (*) et enseigne la technique vocale ainsi que le chant notamment à l'université Lyon III à Bourg-en-Bresse. Elle prend le pari audacieux de faire découvrir la musique d'une manière totalement différente. En souhaitant s'abstraire d'un enseignement cadré et souvent trop rigide, elle recentre le travail de ses choristes sur l'essentiel : la beauté des textes, les sensations vocales, la pureté de l'émotion. Depuis 20 ans sa vie est rythmée par sa passion pour la musique, la trompette, le chant, le coaching, la technique vocale, la direction de chorales, son groupe "Soul People" et le théâtre. Tout naturellement et en profitant du confinement, elle intègre en 2020 l'Académie de théâtre Charles Dullin à Paris pour se former à la mise en scène.

Elle fonde en 2016 le « Chœur Ballandr'Ain » pour développer la comédie musicale et en 2023 la troupe « 4è Art Company ».

*« La Molégia » à Montrevel en Bresse, une chorale adulte au Foyer Rural de Meillonnas, un ensemble vocal adulte à la MCC de Bourg-en-Bresse, un groupe d'autistes au GEM l'Envol de Bourg-en-Bresse.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger et animer pour les étudiants de Lyon 3 un atelier de chant choral ouvert à la bonification culture.

L'objectif de **L'ATELIER DE CHANT CHORAL** est d'apporter aux participants (étudiants de Lyon 3) détente et confiance pour un bien-être personnel et pour mieux avancer dans la vie.
L'atelier apporte une formation dans les domaines du chant, de la technique vocale et de l'expression scénique.

Cet atelier se déroulera selon les modalités suivantes :

HORAIRE et **JOUR** de l'atelier : **Les lundis de 12h à 14h.**

- **1ÈRE SESSION 2024** :12 séances de 2h + 1 concert en décembre (2h)

- **2ÈME SESSION 2025** :12 séances de 2h + 1 concert à l'occasion du Festival étudiant L'Art au Moulin en avril (2h)

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs – Auditorium Malraux, 1C avenue des Frères Lumière - Lyon 8e.

Le PRODUCTEUR s'engage également à diriger et animer pour les étudiants de Lyon 3 sur le Campus de Bourg-en-Bresse un atelier de chant choral ouvert à la bonification culture.

HORAIRE et **JOUR** de l'atelier : **Les jeudis de 13h à 14h30.**

- **1ÈRE SESSION 2024 :** 12 séances de 1h30

- **2ÈME SESSION 2025** : 12 séances de 1h30 + 1 concert en avril pour les restitutions des ateliers culturels de Bourg-en-Bresse (4h)

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de Bourg-en-Bresse – 2, rue du 23ème RI – 01000 Bourg-en-Bresse

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances. Il s'engage à informer le service des affaires culturelles de Lyon 3 de tout changement concernant les heures et dates des séances ou des concerts.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle de répétition en ordre de marche à partir du **jeudi 19 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue de l'atelier selon un planning pré établi. Il assurera en outre le service général du lieu.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 10/10/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Pour l'entreprise individuelle

Stéphanie BULIN

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique de la salle et le validera avant la première séance de l'atelier.

L'atelier est destiné aux étudiants et aux personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se déroulera sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements **(NOV 2024 – AVRIL 2025)**, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **4530,24 € TTC (quatre mille cinq cent trente euros vingt-quatre centimes)** pour l'année universitaire 2024-2025 incluant 52h de direction de chœur (Coût horaire : 60 €), les achats de partitions ainsi que les frais de transport. Selon l'échéancier suivant :

- Novembre 2024 : 2315,24 €
- Avril 2025 : 2215 €

Pour l'atelier proposé sur le Campus de Bourg, L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en deux versements **(NOV 2024 – AVRIL 2025)**, au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession sur présentation de deux factures, une somme globale de **2400,00 € TTC (deux mille quatre cents euros)** pour l'année universitaire 2024-2025 incluant 24 séances de 1h30 et une restitution. Selon l'échéancier suivant :

- Novembre 2024 : 1200 €
- Avril 2025 : 1200 €

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de 2 factures uniquement déposées sur la plateforme CHORUS PRO à l'ordre de :

Stéphanie BULIN
IBAN (International Bank Account Number) **FR76 1780 6004 4062 2644 7433 276**
BIC (Bank Identification Code) **AGRIFRPP878**
Code Banque **17806**
Code Guichet **00440**
N° du compte **62264474332**
Clé RIB **76**
Domiciliation/Paying Bank **Crédit Agricole Centre Est**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

Le PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Il assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Il devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

CONVENTION DE DON D'ARCHIVES PRIVEES

n°2024-10-G-185

Entre

L'association des Géographes et Aménageurs de Lyon 3 (AGEAM)

Dont le siège est situé 7 Rue Chevreul, 69007 Lyon

représentée par sa coprésidente Manon CAPITAINE

ci-après dénommée « L'association donatrice »,

Et

L'université Jean Moulin Lyon 3,

établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, dont le siège est situé au 1C avenue des frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08

représentée par son président Gilles BONNET,

ci-après dénommée « L'Université »,

Conformément aux dispositions de l'article L. 1121-2 du code général de la propriété des personnes publiques stipulant que *« les établissements publics de l'Etat acceptent et refusent librement les dons et legs qui leur sont faits sans charges, conditions ni affectation immobilière […] ».*

Conformément aux dispositions de l'article L. 712-2 du code de l'éducation et en application de la délibération n°2021-01-05-ins voté le 26 janvier 2021 par le conseil d'administration portant délégation de pouvoir en faveur du président de l'université.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention
L'association donatrice fait don gracieusement à l'Université des documents d'archives dont elle est propriétaire et dont un état succinct est annexé à la présente convention.

Article 2 - Devenir des fonds
L'Université acquiert ces fonds dans le but d'en assurer la conservation et la valorisation. A ce titre, l'Université pourra notamment :

- Effectuer dans les fonds des opérations de tri, classement et élimination.
- Déplacer les fonds.
- Transmettre les fonds, en tant qu'archives historiques, au service des Archives du Département du Rhône ou de la Métropole de Lyon.

Article 3 - Respect de l'identité des fonds
L'Université s'engage à ce que l'association donatrice soit toujours identifiée comme l'entité productrice des fonds donnés, et ce quel que soit leur devenir ou l'usage qui en est fait.

Article 4 - Communicabilité des fonds
Les personnels en charge de la gestion des archives de l'Université auront accès aux documents dans le strict cadre de leurs missions.
Les documents de ce fonds seront communicables sans délai à toute personne pouvant justifier de son appartenance à l'association donatrice. En outre, le/la président-e en exercice de l'association donatrice pourra donner mandat à un tiers nommément désigné, par le biais du modèle de formulaire annexé à la présente convention, afin que cette personne ait accès aux documents sans délai.
Pour toute personne autre, la communicabilité des documents se fera conformément aux restrictions et délais réglementaires en vigueur pour les archives publiques.

Article 5 - Mise en valeur des fonds
L'Université est autorisée à exposer des documents de ce fonds, à les présenter publiquement ou à les diffuser (publications, multimédias, pages mises en ligne sur les sites internet de la Ville) sous réserve de leur communicabilité, conformément à l'article 4 de la présente convention. Cette utilisation est exempte de contrepartie financière.

Fait à Lyon, en deux exemplaires, le 16/09/2024

Pour l'association donatrice,

Pour l'Université,

UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3

ANNEXE 1 A LA CONVENTION DE DON

Etat succinct des archives concernées

Référence	Description	Volume
-	Archives de 1995 à 2004 : affiches, comptes-rendus de réunions	0,3 ml

ANNEXE 2 A LA CONVENTION DE DON

Modèle de mandat pour l'accès aux documents

Je soussigné, ... , président-e de l'association ..... , autorise .... à consulter les archives de l'association ayant été cédées à l'Université Jean Moulin Lyon 3, selon les modalités suivantes :

☐ Ensemble du fonds

☐ Eléments spécifiques :

Fait à Lyon le 16/09/2024,

Signature

CONVENTION D'ACTIONS CULTURELLES ET DE SENSIBILISATION
& DE CESSION DE DROITS D'EXPLOITATION DE SPECTACLE
N°2024-10-G-186

La Compagnie 13ème Quai - IUT Lyon 1 – Université Lyon 3

Entre les soussignés :

Compagnie 13ème Quai
Représentée par :David PIN,agissant en qualité de président
Adresse de la structure: 6 rue des Granges Bardes 01000 BOURG EN BRESSE
Courriel :prod@compagnie13quai.com
Forme juridique : association loi 1901
Tél: 06 80 45 46 87 (Guillaume BERTRAND)
Numéro de S.I.R.E.T. : 418 767 661 000 30
N° de TVA intracommunautaire : FR26 418 767 661
Code APE : 9001Z
Licences :2-1097777 et 3-1097778

Ci-dessous dénommé **LA COMPAGNIE**

IUT Lyon1 site de Bourg en Bresse
Représentée par : Bruno TELLEZ, agissant en qualité de directeur
Adresse du siège social : 71 rue Peter Fink - 01000 BOURG EN BRESSE
Courriel :
Tél :
Numéro de S.I.R.E.T. :
Code APE :
Forme Juridique :
N° de TVA intracommunautaire :

Ci-dessous dénommé **L'IUT**

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
sise 1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles Bonnet

Ci-dessous dénommé **LYON 3**

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Cette convention a pour but de définir les actions culturelles et de sensibilisation menées par Guillaume Bertrand de la Compagnie du13ème Quai, autour de son processus de création du spectacle « Ithaque» pour les **étudiants** de l'IUT Lyon1 site de Bourg en Bresse et de l'Université Jean Moulin Lyon 3. Ces actions porteront sur la découverte et la prise en main des outils et techniques de création de spectacle (son, vidéo, écriture). Les conditions de prises en charge de l'intervenant professionnel seront également définies dans cette convention, ainsi que les conditions de diffusion du spectacle « Ithaque » sur les **deux** sites.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE I : PROJET

Le projet prévoit :

1. **10 heures d'interventions artistiques** pour les **étudiants** de l'IUT et de Lyon 3 dans le cadre d'un accueil en résidence de création, afin d'amener les **étudiants** à établir des convergences entre **la pédagogie et la création**. **Ces interventions** menées par Guillaume Bertrand se dérouleront 5 jours à l'IUT.

   Cette partie du projet est prise en charge par **l'IUT.**

2. **6 représentations** du spectacle « Ithaque » sur 2 jours (3 **représentations** à l'IUT et 3 **représentations** à Lyon 3).

   Cette partie du projet est prise en charge par **l'IUT.**

3. **3 week-ends de masterclasses**, après les représentations, menées par Guillaume Bertrand auprès des **étudiants** de l'IUT et de Lyon 3 pour une **restitution publique le 10 avril 2025**.

   Cette partie du projet est prise en charge par **Lyon 3.**

ARTICLE II : MISE EN ŒUVRE / PLANNING DES INTERVENTIONS

La résidence et les interventionsartistiques se dérouleront selon le calendrier suivant :

- Jeudi 03 octobre (IUT résidence salle demi-lune + atelier 14h30 – 16h30 jauge 12 personnes)
- Jeudi 10 octobre (IUT résidence salle demi-lune + atelier 14h30 – 16h30 jauge 12 personnes)
- Jeudi 17 octobre (IUT résidence salle demi-lune + atelier 14h30 – 16h30 jauge 12 personnes)
- Jeudi 07 novembre (IUT résidence salle demi-lune + atelier 14h30 – 16h30 jauge 12 personnes)
- Jeudi 14 novembre (IUT résidence salle demi-lune + atelier 14h30 – 16h30 jauge 12 personnes Lyon)

- Représentations **du spectacle** « Ithaque » mercredi 11 décembre à l'IUT (foyer à confirmer, bibliothèque, salle demi-lune - horaires à définir) jauge 25 personnes
- Représentations **du spectacle** « Ithaque » jeudi 16 janvier 2025 à Lyon 3 (salles et horaires à définir) jauge 25 personnes

- Samedi 15 mars et dimanche 16 mars : masterclasses 10h00-17h00 salle Magenta jauge 10 personnes
- Samedi 29 mars et dimanche 30 mars : masterclasses 10h00-17h00 salle Magenta jauge 10 personnes
- Samedi 05 avril et dimanche 06 avril : masterclasses 10h00-17h00 salle Magenta jauge 10 personnes
- Jeudi 10 avril : restitution (heures et lieu ?)

ARTICLE III : OBLIGATIONSDE LA COMPAGNIE

LA COMPAGNIE assumera la responsabilité artistique de ce projet.
En sa qualité d'employeur, **LA COMPAGNIE** assurera les rémunérations, charges sociales et

fiscales, charges de transport, de son personnel (administratif et artistique) attaché à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'organisation de ce projet.
LA COMPAGNIE est tenue d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.
Il est de la responsabilité de LA COMPAGNIE de réserver la salle Vietti pour les Masterclasses.

Article IV : OBLIGATIONS DE L'IUT

L'IUTprendra en charge **les interventions d'octobre et novembre 2024** pour un montant de **3 300 € TTC.**
L'IUT mettra à la disposition des intervenants les espaces nécessaires au bon déroulement des interventions, correspondant aux demandes de la compagnie.
L'IUT assumera le montage et le suivi des partenariats nécessaires à la bonne mise en œuvre de ces interventions.
L'IUT assurera l'accueil et la médiation auprès des publics sensibilisés, en lien avec son partenaire, et se prémunira contre tous les risques de dommages matériels que le dit-public pourrait engendrer.

ARTICLE V : OBLIGATIONS DELYON 3 :

LYON 3 prendra en charge **les masterclasses de mars et avril 2025** pour un montant de **3 059.50€ TTC.**
Une facture complémentaire pourra être émise par LA COMPAGNIE en cas de dépassement de couts de location de la salle Magenta, elle sera assumée par LYON 3.
LYON 3 mettra à la disposition des intervenants les espaces nécessaires au bon déroulement des représentations du spectacle Ithaque, correspondant aux demandes de la compagnie.
LYON 3 assurera l'accueil et la médiation auprès de ses **étudiants**, et se prémunira contre tous les risques de dommages matériels que les dits **étudiants** pourraient engendrer.
LYON 3 est tenu d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

ARTICLE VI : PUBLICITE ET INFORMATION.

LA COMPAGNIE fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle sur simple demande de la part de l'**IUT et LYON 3**.
En matière de publicité et d'information, l'**IUT et LYON 3** s'efforceront de respecter l'esprit général de la documentation fournie par LA COMPAGNIE et observeront scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE VII : MENTIONS OBLIGATOIRES.

Sur tous supports de communication, de publicité et d'information liés au spectacle cité au paragraphe A de l'exposé, et objet du présent contrat, l'**IUT et LYON 3** s'engagent à faire apparaître les mentions ci-dessous :

ITHAQUE est produit par La Compagnie du 13ème Quai.

Avec la participation de l'USLD Tempo du Centre Hospitalier de Bourg-en-Bresse, Département du Territoire de Belfort - Service Médiathèque, la résidence La Rosemontoise de Valdoie, l'IUT Lyon1 site de Bourg en Bresse, l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'école primaire publique de Saint-Etienne du Bois, la Médiathèque de Viriat.

Photos : © Sophie Charneau

ARTICLE VII : MONTAGE - DEMONTAGE – REPETITIONS

L'**IUT et LYON 3** tiendront respectivement à la disposition de LA COMPAGNIE un espace à proximité des lieux cités article II du présent contrat 1 heure avant le premier horaire de représentation du spectacle « Ithaque », pour permettre d'effectuer les réglages et faisant office de loge.

ARTICLE VIII : ENREGISTREMENT ET DIFFUSION

En-dehors des émissions d'informations radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations, objet du présent contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit particulier de LA COMPAGNIE et/ou des tiers ayants droits (artistes, sociétés d'auteurs...).
L'IUT et LYON 3 seront responsables de faire respecter par tous tiers, y compris les membres du public, les interdictions de captation du spectacle, par tous procédés photographiques ou d'enregistrements sonores et/ou visuels.

Si LA COMPAGNIE envisage de procéder elle-même à la captation et l'exploitation d'enregistrement du spectacle, elle sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice ; il fera son affaire de toutes les dépenses afférentes à cet enregistrement.

ARTICLE IX : DROITS D'AUTEUR

Ithaque fait l'objet d'un dépôt à la SACD.
LA COMPAGNIE assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs et précisera l'identité de son cocontractant.
L'**IUT** aura à sa charge le versement de tous les droits liés à la représentation du spectacle étant en charge financière de cette partie du projet.
Le prix de cession du spectacle « Ithaque » est de 1 899 euros TTC soit 1 800 euros HT plus 99 euros de TVA à 5,5%, ce prix de cession servira de base pour le calcul de la SACD.

ARTICLE X : REVISION et RESILIATION

- Le présent contrat se trouverait suspendu, résolu ou résilié de plein droit dans tous les CAS DE FORCE MAJEURE. En accord avec les parties, les frais engagés et non couverts par l'assurance seront indemnisés. (La "force majeure" est une situation exceptionnelle à laquelle les parties engagées contractuellement ne peuvent pas faire face. Un cas de force majeure, défini comme tout événement imprévisible, irrésistible et résultant de circonstances extérieures aux parties, rendant impossible l'exécution du contrat)

- Le présent contrat se trouverait suspendu, résolu ou résilié de plein droit notamment par suite d'une modification législative ou réglementaire ouen lien avec le contexte sanitaire du COVID-19, en l'absence de traitement généralisé, et selon les dispositions législatives et réglementaires adoptées, l'une ou l'autre des parties de trouverait dans l'impossibilitéd'exécuter la présente Convention.
  En accord avec les parties et uniquement après épuisement des solutions de report, les frais engagés et non pris en charge par les dispositifs de droit commun seront indemnisés.

- Le présent contrat se trouverait résilié de plein droit dans le cas d'une inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties, HORS cas de force majeure et

COVID-19, ayant pour conséquence l'annulation d'une ou plusieurs séances entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre le remboursement du prix des prestations non effectuées et la prise en charge des frais engagés et le montant intégral des frais engagés.

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Bourg-en-Bresse.

ARTICLE XI : PAIEMENT

LA COMPAGNIE présentera à **L'IUT** une facture d'un montant total de**3 300 €TTC.**
Le règlement des sommes dues à **LA COMPAGNIE, relatives à l'article IV** s'effectuera sur présentation de facture, au plus tard le 11 décembre 2024, à l'issue de la représentation, par virement bancaireà l'ordre de La Compagnie du 13ème Quai.

LA COMPAGNIE présentera à **Lyon 3** une facture d'un montant total de **3 059.50€ TTC.** Le règlement des sommes prévues à l'article V sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation d'une facture déposée sur la plateforme Chorus Pro, à l'ordre de La Compagnie du 13ème Quai.

Crédit Mutuel

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise	
10278	07012	00018708845	26	EUR	CCM BELFORT SUD

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number) FR76 1027 8070 1200 0187 0884 526

BIC (Bank Identifier Code) CMCIFR2A

Domiciliation
CCM BELFORT SUD
47 GR FRANCOIS MITTERRAND
90800 BAVILLIERS
Tél : 08-20-00-08-22

Titulaire du compte (Account Owner)
LA COMPAGNIE DU 13 EME QUAI
6 RUE DES GRANGES BARDES
01000 BOURG EN BRESSE

Remettez ce relevé à tout organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVE

Fait à Bourg en Bresse le en trois exemplaires.

Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »

LA COMPAGNIE **L'IUT** **LYON 3**

lu et approuvé

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Le 22/10/2024

CONVENTION

n°2024-10-G-187

ATELIER DE STOP MOTION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Némo, artiste, sise 345, chemin des Fayes – 69 690 BRULLIOLLES

Numéro de SIRET : 331 054 098 000 16

APE : 923 A

Ci-après dénommé par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la

sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Ce projet est le résultat de la rencontre entre deux artistes désirant mêler leur pratique à travers des stages de pratique avec des étudiants.

Némo, artiste plasticien et scénographe, réalise depuis 40 ans de multiples constructions et figurines à partir d'objets récupérés et recyclés, travail qu'il nomme « bouzingo system ».

Vincent Noclin, photographe et réalisateur indépendant, est impliqué dans plusieurs projets pédagogiques, notamment avec les étudiants de Lyon 3 (photographie – Création documentaire), projets dans lesquels il cherche à interroger la place des images dans nos vies.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR s'engage à diriger un atelier de pratique artistique pour **18 étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3**, sans prérequis, avec bonification possible.

L'objectif de cet atelier participatif est de réaliser, avec les étudiants, de la *stop motion* (animation image par image), en s'inscrivant dans la thématique annuelle des projets culturels de l'université et de s'appuyer sur les notions de « militantisme écologique » et de « folie de la société de consommation » comme axe de travail pour cet atelier.

L'atelier se présente sous la forme de deux sessions intensives de création (2 weekends), d'une session de montage des vidéos et d'installation des créations pour un évènement qui aura lieu au sein du campus de la Manufacture des tabacs, et d'un évènement de restitution sous forme d'une exposition, permettant aux étudiants de s'immerger dans l'ensemble des étapes de création.

Organisé sous la forme d'un kiosque, avec différents pôles (photographie, création graphique, son, montage vidéo, création plastique, peinture, etc.), les ateliers permettront à chaque étudiant de s'emparer d'une technique et de co-créer avec les autres participants des différents pôles. Il s'agit ici de mêler arts plastiques et photographie, peinture et animation vidéo, son, musique, bruitages... Chaque étudiant pourra ainsi s'initier à plusieurs pratiques et apporter ses compétences dans les disciplines qui lui sont plus ou moins familières.

Les séances de pratique artistique auront lieu sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, 1 avenue des Frères Lumière, Lyon 8^{e}, dans la salle d'exposition de la Bibliothèque Universitaire.

Cet atelier donnera lieu à une restitution sous forme d'un évènement dans le cadre duquel les œuvres créées par les étudiants seront exposées sur le campus universitaire de la Manufacture des Tabacs, et sous une forme numérique valorisée sur l'espace CULTURE du site internet et sur les réseaux sociaux de L'ORGANISATEUR.

Calendrier prévisionnel des séances :

- Samedi 28 septembre 2024 de 10h à 16h30
- Dimanche 29 septembre 2024 de 10h à 16h30
- Samedi 26 octobre 2024 de 10h à 16h30
- Dimanche 27 octobre 2024 10h à 16h30
- Vendredi 29 novembre 2024 (après-midi) 2h30 de présence

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

Article 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat, **4 séances** sur les lieux précités et une valorisation des travaux des étudiants sous forme d'une exposition (Manufacture des Tabacs) et d'une présentation numérique (Espace CULTURE du site internet institutionnel).

Article 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

A. GÉNÉRALITÉS

LE PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des répétitions.

En cas d'indisponibilité des intervenants précités pour des raisons de santé ou autres, LE PRODUCTEUR s'engage à déplacer la date de l'atelier ou à remplacer l'intervenant absent.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

A. GÉNÉRALITÉS

L'ORGANISATEUR assurera la mise à disposition d'une salle pédagogique adaptée et unique durant la durée du stage.

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique de la salle précitée et le validera avant le démarrage du stage.

B. AUTORISATIONS

Les ateliers sont destinés aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 exclusivement et se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 4 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente prestation, une somme totale de **2925 €TTC** (deux milles neuf-cent vingt-cinq euros TTC) en **un versement** selon l'échéancier de facturation ci-dessous :

Echéance de paiement :

Novembre 2024 : 2925 € TTC

Article 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation des factures transmises par courrier à : **Université Jean Moulin Lyon 3**, AGENCE COMPTABLE - Service Facturier - 1C avenue des frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08 **ET** par messagerie électronique à compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr, à l'ordre de :

Némo :

IBAN : FR20 2004 1010 0707 3205 7M03 879

Etablissement : 20041 - La Banque Postale – Guichet : 01007 – N° Compte : 0732057M038 –

Clé RIB : 79

Domiciliation : La Banque Postale – Centre Financier – 69900 Lyon Cedex 20

Article 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de L'ORGANISATEUR et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Les intervenants assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elles devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites.

Article 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 22 octobre 2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

L'artiste, Némo

Rémi Monté

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Avenant n° 1
N°2024-10-G-188
à la convention d'occupation temporaire de locaux N° 2023-09-G-110

Entre les soussignées :

L'Université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'Association BDE Histoire Lyon 3
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par ses co-présidents, Maxence CHIMENES HENRI et Clémentine EMERIT
Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691086821
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Modification article n°1

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé à l'entresol sur rez-de-chaussée du Palais de l'université, sur le campus universitaire des Quais.

Article 2 - Modification article n°4.1

Le local mis à disposition de l'Association, sis à l'entresol sur rez-de-chaussée du Palais de l'Université sur le campus universitaire des Quais, et d'une superficie de 22,20 m², consiste en une double salle n° E0042-A et n° E0042 à usage de local de réunions.
L'Association s'engage à prendre et rendre systématique la clé du local auprès de la loge d'accueil du Palais de l'Université.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 22/10/2024

M. le Président de l'Université Jean Moulin

Gilles BONNET



M. le Co-président de l'Association BDE Histoire Lyon 3

Maxence CHIMENES HENRI

Mme. la Co-présidente de l'Association BDE Histoire Lyon 3

Clémentine EMERIT

Avenant n° 1
N°2024-10-G-189
à la convention d'occupation temporaire de locaux N° 2023-09-G-111

Entre les soussignées :

L'Université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'Association Patrimuse
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par sa Présidente, Emeline MARCAND
Numéro d'enregistrement à la Préfecture W691052513
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Modification article n°1

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de mise à disposition par l'Université, à titre précaire et révocable, d'un local situé à l'entresol sur rez-de-chaussée du Palais de l'université, sur le campus universitaire des Quais.

Article 2 - Modification article n°4.1

Le local mis à disposition de l'Association, sis à l'entresol sur rez-de-chaussée du Palais de l'Université sur le campus universitaire des Quais, et d'une superficie de 22,20 m², consiste en une double salle n° E0042-A et n° E0042 à usage de local de réunions.
L'Association s'engage à prendre et rendre systématique la clé du local auprès de la loge d'accueil du Palais de l'Université.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 22 octobre 2024

M. le Président de l'Université
Jean Moulin

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Mme. la Présidente de
l'Association Patrimuse

Emeline MARCAND

Les Célestins, *Théâtre de Lyon.*

CONVENTION DE PARTENARIAT

n°2024-10-G-190

Entre les soussignés

	Les Célestins - Théâtre de Lyon, régie municipale directe de la ville de Lyon
Adresse :	4 rue Charles Dullin – 69002 LYON
Téléphone :	04 72 77 40 40
N° Siret :	216 901 231 03627
Code APE :	9004Z
N° Licence(s) E/S :	1-1119751, 2-1119752 et 3-1119753
Contact médiation :	Madame Juliette MAHUT (juliette.mahut@theatredescelestins.com)
Contact administratif :	Madame Chloé ANTON (chloe.anton@theatredescelestins.com)
Représentés par	**Monsieur Pierre-Yves LENOIR, en qualité de Directeur**

Ci-après dénommés " LE THEATRE ",

ET

	L'Université Jean Moulin Lyon 3
	Faculté des Langues
Adresse géographique :	Manufacture des Tabacs - 6 Cours Albert Thomas – 69355 LYON
Adresse postale :	1C avenue des Frères Lumière – 69372 LYON
Téléphone :	04.78.78.73.45
N° Siret :	196 924 377 00282
Site web :	www.facdeslangues.univ-lyon3.fr
Contact pédagogique :	Madame Simele SOARES RODRIGUES (simele.soares-rodrigues@univ-lyon3.fr)
Contact intendance :	Madame Fatima FERREIRO (fatima.ferreiro@univ-lyon3.fr)
Représentée par	**Monsieur Gilles BONNET, en qualité de Président**

Ci-après dénommé "L'UNIVERSITE LYON 3",

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet

Les Célestins - Théâtre de Lyon et la Faculté des Langues de l'Université Jean Moulin Lyon 3 développent pour la première année un partenariat autour de projets artistiques et culturels. Pour la saison 2024-2025, le partenariat s'établira avec le Département d'Etudes Lusophones autour de la semaine culturelle lusophone, qui se déroulera du 10 au 16 mars 2025.

Dans ce cadre, les étudiants inscrits en 1ère, en 2ème et 3ème année de Licence LEA (Langue Etrangères Appliquées) Portugais proposeront deux visites guidées des Célestins, Théâtre de Lyon en langue portugaise. La première visite sera à destination d'un public étudiant, tandis que la seconde sera envisageable et sera à destination du tout public.
Ce projet permet aux étudiants de mettre en application la langue étrangère appliquée, dans un contexte de médiation culturelle.

Article 2 : Volet à destination des L1, L2 et L3 LEA Portugais

Article 2.1 : Visite guidée des Célestins, Théâtre de Lyon

Afin d'outiller les étudiants dans la préparation de la visite guidée, ils bénéficieront d'une visite guidée détaillé du théâtre.
Accompagnés par un guide, la visite permet de découvrir l'architecture du théâtre, son histoire et celle du spectacle vivant, sa programmation et la vie d'une institution culturelle.

Cette visite se déroulera durant le premier semestre académique, en fonction de la disponibilité d'accès aux salles, à destination de 20 étudiants.

Article 2.2 : Rencontre professionnelle

Afin de prolonger la découverte d'une institution culturelle, les étudiants bénéficieront d'une rencontre avec des professionnels d'une institution culturelle.
Ce rendez-vous abordera les métiers du spectacle vivant, et plus particulièrement celui de médiateur culturel.

Cette rencontre se déroulera durant le premier semestre académique, dans les locaux de l'Université Lyon 3 ou les locaux des Célestins, Théâtre de Lyon.

Article 2.3 : Visite guidée des Célestins, Théâtre de Lyon par les étudiants

Durant le 1er semestre, les étudiants travailleront le contenu des visites à l'aide de documents fournis, mais aussi des différentes rencontres qui ponctuent le parcours.
A partir des contraintes données (temps de visite, discours, impératifs techniques et de sécurité, etc.) ils imagineront leurs propres visites, seul ou en binôme sur différents espaces du théâtre.

Ainsi, deux visites guidées en langue portugaise seront menées par les étudiants ayant suivis le parcours. La première visite sera à destination d'un public étudiant, tandis que la seconde sera à destination du tout public.
Ces visites se dérouleront entre le 10 et le 16 mars 2025.

Article 3 : Dispositions financières

Article 3.1 : La Visite guidée des Célestins, Théâtre de Lyon

Il est convenu que le montant de cette prestation soit fixé à 80 € HT (quatre-vingts euros hors taxe) soit 96 € TTC (taux de TVA applicable : 20 %).

Le règlement sera effectué par l'Université Jean Jaurès Lyon 3, sur présentation d'une facture des Célestins – Théâtre de Lyon, **libellée au nom de l'Université Jean Jaurès Lyon 3 et adressée à la Faculté des Langues, 1C avenue des Frères Lumière – 69372 LYON**, suite à la restitution, par virement administratif sur le compte :

Banque de France Lyon / code Banque : 30001 / Code guichet : 00497
Compte n°C690 000 000 0 / clé RIB 05
Titulaire : recette des finances de Lyon municipale

Article 3.2 : Les Visites guidées des Célestins, Théâtre de Lyon par les étudiants

Il est convenu que les visites guidées réalisées par les étudiants font parties intégrantes du projet de médiation et du parcours culturel suivi par les étudiants. A ce titre, elles ne feront l'objet d'aucune rémunération.

Aussi, les visites en langue portugais seront proposées gratuitement auprès des visiteurs

Article 4 : Obligations du Théâtre

Le THEATRE met à disposition son personnel chargé des relations avec les publics, ainsi qu'un guide pour ces opérations de médiation.
Pour le personnel décrit ci-dessus, le THEATRE assurera exclusivement les rémunérations, charges sociales et fiscales dans la continuité de son activité normale.
Le THEATRE met à disposition son lieu en état de marche pour l'accueil de ces actions de médiation.
Le THEATRE s'engage à faire le lien avec les participants et à garantir le bon déroulé et la bonne communication autour de ces actions de médiation.

Article 5 : Communication

L'UNIVERSITE LYON 3 s'engage à mentionner le nom du partenaire culturel « Les Célestins, Théâtre de Lyon » dès lors qu'il en fait mention sur ses supports de communication et de subvention.
Le THEATRE s'engage à mentionner le nom du partenaire culturel « L'UNIVERSITE LYON 3 » dès lors qu'il en fait mention sur ses supports de communication et de subvention
Le THEATRE envisage d'effectuer quelques photos et vidéos lors des visites guidées et autres rencontres tout au long du parcours. Ces supports seront utilisés en vue de promouvoir les projets de médiation culturelle du théâtre auprès de son public, de ses partenaires institutionnels.

Article 6 : Durée et résiliation

Cette convention prend effet à compter de sa signature et prendra fin le 14 juin 2025, date de la clôture et du dernier spectacle de la saison culturelle 2024-2025 des Célestins – Théâtre de Lyon. Elle peut être résiliée sans donner lieu à indemnisation, par chacune des parties, sous réserve de l'envoi aux autres parties d'un courrier recommandé avec accusé de réception, dans un délai de deux mois avant la date effective de résiliation.

Article 7 : Responsabilité et assurances

L'Université Lyon 3 est responsable des dommages matériels et corporels éventuels que pourraient causer les étudiant.e.s sans préjudice d'une éventuelle action récursoire contre l'auteur du dommage.

L'Université Lyon 3 déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la l'exécution du présent contrat et en fournira une attestation à la signature du présent.

Elle s'engage à assurer, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable de son choix :

1 – Sa responsabilité locative pour les bâtiments (risques locatifs) ainsi que les agencements, mobilier, matériel qui lui sont confiés par la Ville de Lyon et ce à concurrence de 1 000 000 €, sans autre sous limitation pour l'ensemble des risques qu'il peut encourir du fait de son activité, notamment les risques incendies, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, bris de glace, vandalisme, etc. La Ville de Lyon assurera les biens (bâtiments, matériels, agencements, etc.) objets de la présente convention et renoncera à tous recours ainsi que ses assureurs contre l'Université Lyon 3 et ses assureurs au-delà de 1 000 000 €. En deçà de cette somme, la Ville de Lyon et ses assureurs conserveront leur droit à recours contre l'Université Lyon 3 et ses assureurs dans le cas où sa responsabilité serait engagée.

2 – Ses propres biens, agencements, mobilier, matériel, marchandises et tous ceux dont il serait détenteur (autres que ceux confiés par le bailleur et visés au § 1 ci-dessus) pour l'ensemble des risques incendies, explosions, dommages électriques, dégâts des eaux, vol, bris de glace, vandalisme, etc.

3 – Sa responsabilité civile, pour les dommages de toute nature occasionnée aux tiers, du fait de son activité, de son matériel et installations électriques et de son personnel.

L'Université Lyon 3 ainsi que ses assureurs renoncent à tous recours contre la Ville de Lyon et ses assureurs, pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être occasionnés aux biens leur appartenant. L'Université Lyon 3 devra déclarer au plus tard sous 48 heures à l'assureur d'une part, aux Célestins - Théâtre de Lyon d'autre part, tout sinistre, quelle qu'en soit l'importance, même s'il n'en résulte aucun dégât apparent. De même, il devra porter à la connaissance de son assureur et aux Célestins - Théâtre de Lyon, à la signature du contrat, tout risque découlant de son activité qui pourrait être considéré comme aggravant.

La non-possession par l'occupant de ces polices d'assurances, ainsi que le non-paiement des primes d'assurances entraînent la résiliation unilatérale et sans indemnité par les Célestins - Théâtre de Lyon du contrat. Les dégradations éventuelles occasionnées par L'Université Lyon 3 sont à sa charge.

Les Célestins - Théâtre de Lyon souscrira les assurances nécessaires à la couverture des risques liés au lieu où se déroule l'enseignement.

Article 8 : Litige

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Lyon mais seulement après épuisement des voies de recours amiables.

Article 9 : Domiciliation

Les parties déclarent faire élection de domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente.

Fait à LYON, en 2 exemplaires originaux, le 01/10/2024.

Pour le Théâtre
Le Directeur
Pierre-Yves LENOIR

Pour l'Université
Le Président
Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

PRÉFÈTE
DU RHÔNE
Liberté
Égalité
Fraternité

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

Convention relative à la cession à l'amiable à
l'UNIVERSITÉ LYON III JEAN MOULIN
d'une sirène du dispositif « réseau national d'alerte » (RNA) de l'État

n°2024-10-G-190A

Entre les soussignés :

L'État, représenté par la préfète du département du Rhône, d'une part,

ci-après désigné par « le cédant »

et

L'Université Jean Moulin Lyon III, représentée par son président, Monsieur Gilles BONNET, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration, en date du 18 juin 2024 d'autre part,

ci-après désigné(e) par « le cessionnaire »,

Considérant qu'au titre de l'article L. 112-1 du code de la sécurité intérieure, « *la sécurité civile [...] a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'État, des collectivités territoriales et des autres personnes publiques ou privées* » ;

Considérant les dispositions de l'article R. 3211-38 du code général de la propriété des personnes publiques : « *Par dérogation aux dispositions de l'article R. 3211-36, l'aliénation peut être faite à l'amiable soit lorsque des dispositions législatives ou réglementaires spéciales permettent la cession du bien ou du droit mobilier au profit d'un acquéreur ou d'une catégorie d'acquéreurs déterminés, soit pour des motifs d'intérêt général.* » ;

Considérant la demande faite par le président de l'Université Jean Moulin Lyon III le 19 septembre 2024, de conserver le dispositif d'alerte en l'état (voir description infra), non pas aux fins de l'utiliser en tant que moyen d'alerte, la sirène n'étant pas opérationnelle, mais à titre de conservation patrimoniale.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Rappel du contexte

Le Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale. Il s'agit de doter les autorités de l'Etat mais aussi des communes d'un "*réseau d'alerte performant et résistant*", en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP). Il repose sur une logique de bassins de risques et de zones d'alerte, sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus adaptés, dont des sirènes d'alerte, au regard de l'environnement (urbanisme, bruit ambiant, ...).

Les préfectures ont été sollicitées en 2010, puis à nouveau en 2021, pour effectuer un recensement national des sirènes. Le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants.

Ce recensement a notamment permis de déterminer les sirènes du RNA qui ont vocation à être raccordées au SAIP dans les zones d'alerte. En revanche, les autres sirènes du RNA, en raison d'une implantation inadaptée **ne correspondant pas à la planification de gestion des risques dans les départements**, ne seront pas raccordées au nouveau système d'alerte des populations.

A l'appui de leurs pouvoirs de police, les maires peuvent toutefois souhaiter acquérir et maintenir en fonctionnement ces sirènes situées sur le territoire de leur commune et non intégrées dans le SAIP.

Sollicité par la préfète du département du Rhône, le Maire de la commune de Lyon n'a pas souhaité l'acquisition à titre gracieux du dispositif de sirène concerné par la présente convention.

Certains établissements publics peuvent également souhaiter conserver ces matériels dans un but de conservation patrimoniale.

Suite au renoncement par la commune de Lyon, à l'acquisition du dispositif, le président de l'université Lyon III a transmis une demande d'acquisition à titre gracieux de ce dernier dans le but de conservation patrimoniale. La préfète du département du Rhône a accueilli favorablement cette demande donnant lieu à la signature de la présente convention.

Dans ces deux cas, les sirènes restant affectées à une mission d'intérêt général, le cédant donne son accord pour procéder à une cession à l'amiable et de gré à gré de ces matériels.

Article 2 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la cession d'une ou de plusieurs sirènes du réseau national d'alerte par le cédant au profit du cessionnaire.

La cession porte sur l'ensemble des matériels décrits dans le tableau récapitulatif ci-dessous :

Localisation exacte	Description et caractéristiques techniques
Université Jean Moulin Lyon III Manufacture des Tabacs 1A Avenue des Frères Lumière 69008 Lyon Parcelle 388AB38 Latitude:45. 749347 Longitude : 4 ;860444	-de la sirène -de l'armoire électrique - des moyens de déclenchement manuels locaux de la sirène (s'ils existent) -des autres éléments éventuels (câble…)

Le cessionnaire reconnaît avoir réalisé un état des lieux des différents matériels, objets de la cession.

Article 3 - Conditions financières

La sirène du réseau national d'alerte non intégrée au SAIP est cédée à titre gracieux.

Article 4 - Garanties et effet de la cession

Les matériels sont cédés en l'état.

Le cessionnaire prend les biens cédés dans l'état où ils se trouvent et s'engage expressément à n'exercer aucun recours en garantie contre le cédant, notamment en cas de dysfonctionnement et, plus généralement, de tout vice, apparent ou caché, défaut de comportement ou de structure que pourraient comporter les matériels cédés.

Le cessionnaire reconnaît avoir été informé que la liaison louée France Télécom permettant le déclenchement à distance de la sirène a été désactivée. Il lui est donc préconisé de s'assurer dès maintenant que cette liaison a été déconnectée, ceci afin d'éviter tout déclenchement intempestif de la sirène.

Le cessionnaire prend la pleine et entière responsabilité des matériels alloués.

Au cas où le cessionnaire décide de déposer les matériels, objets de la présente convention, toute opération de démontage, de destruction ou de vente des matériels relève exclusivement de la charge et de la responsabilité du cessionnaire.

Article 5 - Date d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa signature par les parties.

Le transfert de propriété et des risques s'effectue à la date de signature de la présente convention par les parties.
La présente convention sera établie en double exemplaire.

Fait à Lyon, le 14 OCT. 2024

La préfète,

La préfète déléguee
pour la défense et la sécurité

Juliette BOSSART-TRIGNAT

Le président de l'Université
Jean Moulin Lyon III

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN
LYON 3

Convention de subvention FSDIE entre l'université Jean Moulin et l'association Ecran Droit
N°2024-10-G-195

Entre les soussignées :

L'université Jean MOULIN, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par son Président, Gilles BONNET
Ci-après nommée « l'Université »
D'une part,

Et

L'association Ecran Droit
Dont le siège social se situe : 1C, avenue des Frères LUMIERE, Lyon 8ème
Représentée par sa Présidente, Mathilde LABORIE
Numéro d'enregistrement à la Préfecture : W691069515
Ci-après nommée « l'Association »
D'autre part,

Préambule
L'Association souhaite organiser une sensibilisation à l'art et l'industrie professionnelle cinématographique en participant au 75e Festival International du Film de Berlin.

Pour être en mesure d'organiser cet évènement, l'Association a formulé une demande de subvention de 12 501 € auprès de la « commission initiatives » du Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Étudiantes (FSDIE) de l'Université.

En tenant compte de l'avis favorable de la commission FSDIE rendu lors de la séance du 22 octobre 2024 et de l'avis favorable de la CFVU rendu lors de la séance du 5 novembre 2024, le président de l'Université, par délégation du Conseil d'Administration, a décidé d'accorder une subvention de 12 500 €.

Article 1er – Objet de la subvention
La présente convention définit les conditions d'utilisation de la subvention d'un montant de 12 500 € attribuée à l'Association par l'Université pour financer le « Sensibilisation à l'art et l'industrie professionnelle cinématographique - Participation au 75e Festival International du Film de Berlin (La Berlinale) » qui se déroulera du 14 au 19/02/2025.

Article 2 – Modalités de versement et bilan du projet
L'Université verse la totalité de la subvention à l'issue de la signature de la présente convention par l'ensemble des parties.

A l'issue du déroulement de l'évènement, l'Association s'engage à présenter à l'Université les éléments suivants :

- Un bilan d'activité détaillant le déroulement de l'action, la répartition des bénéficiaires de l'action (répartition étudiants/autres publics, répartition des étudiants entre établissements d'inscription et entre composantes de l'Université) et les résultats obtenus ;

- Un bilan financier retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Association relatives à l'action, accompagné des factures.
  Le compte rendu financier sera rédigé à partir du modèle disponible sur l'intranet étudiant NET³ et signé par la présidence de l'Association. Il sera envoyé par messagerie électronique au Pôle Vie Etudiante de la Direction des Etudes et de la Vie Universitaire (DEVU) dans un délai maximum d'un mois après la tenue du projet, conformément au règlement applicable aux demandes de subvention à la commission FSDIE initiatives.

Article 3 – Conditions d'utilisation et de remboursement de la subvention
L'Association s'engage à ce que la subvention versée au titre du FSDIE soit uniquement destinée au financement du projet « Sensibilisation à l'art et l'industrie professionnelle cinématographique - Participation au 75e Festival International du Film de Berlin (La Berlinale) ».
En cas de non-respect de cette obligation, l'Association s'expose au remboursement de tout ou partie de la subvention versée, et/ou au refus de l'Université de lui attribuer toute nouvelle subvention.
Dans l'hypothèse où les dépenses présentées au bilan financier de l'évènement seraient inférieures au montant de la subvention allouée, l'Association s'engage à reverser à l'Université la somme indûment perçue.
Selon les dispositions de la circulaire n° 5811-SG du 29 septembre 2015 relative « *aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations* », dans l'hypothèse où le projet générerait un excédent qui ne pourrait être qualifié de raisonnable (excédent supérieur à 10 % du total des coûts du projet effectivement supportés), l'Association s'engage à reverser dans les plus brefs délais à l'Université une partie de cet excédent, dont le montant sera défini en fonction de la part que la subvention FSDIE représente dans l'ensemble des recettes dont disposent l'association pour organiser sa manifestation (hors contribution en nature). Si l'association déclare un excédent inférieur à 10% du total des dépenses réalisées, alors cet excédent sera obligatoirement intégré aux recettes dont l'association dispose pour organiser la prochaine édition de l'événement.

Si le bilan est jugé irrecevable par l'Université, l'Association s'engage à rembourser l'intégralité de la subvention perçue au titre dudit projet.
Lors de la présentation du bilan financier, si des dépenses complémentaires sont ajoutées en sus des dépenses prévisionnelles et ne correspondent pas aux critères du FSDIE, alors l'Association sera tenue d'effectuer un remboursement à l'université. Le montant du remboursement est calculé en fonction du pourcentage que représente la part de la subvention FSDIE au sein des recettes globales (hors contribution en nature), appliqué aux dépenses complémentaires.

Si le projet n'est pas réalisé, ou s'il est reporté lors d'une année civile ultérieure, l'Association s'engage à informer l'Université du report et rembourser intégralement la subvention octroyée dans les plus brefs délais.

Article 4 – Obligation de publicité
Conformément à la réglementation en vigueur, le budget et les comptes de l'Association, la présente convention et le compte rendu financier mentionné à l'article 2, doivent être communiqués par l'Université à toute personne qui en fait la demande.

Article 5 – Règlement Général sur la Protection des Données
Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, l'Université et l'Association conviennent conjointement que chaque partie assure le respect des dispositions de la règlementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27

avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.
Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions prévues par la législation pour assurer les principes de conformité, incluant les principes de minimisation des données collectées, traitées et transférées; l'exécution du droit d'information des personnes concernées dans leur périmètre respectif; et la mise en œuvre des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées.
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle dans le traitement de ces demandes.
Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser au Délégué de l'Université en charge de la protection des données personnelles : dpd@univ-lyon3.fr.
Les parties s'engagent également à se notifier mutuellement toute violation de données à caractère personnel dans les délais les plus brefs et au maximum dans les 72h après la découverte de ladite violation. Elles s'engagent également à s'apporter assistance dans la gestion de cet événement. Chaque partie en supportera le coût pour sa propre structure.
A l'issue de l'année universitaire, chaque partie s'engage à respecter les durées de conservation et de traitement légales qui lui sont opposables. De même, à l'issue de la durée de la convention, chaque partie s'assure du respect de la réglementation applicable quant au sort des données dans son propre périmètre.

Article 6 – Règlement des litiges

En cas de litige né de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.
En cas d'échec d'une solution amiable, tout litige ou contestation en lien avec l'exécution des dispositions de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires originaux, le 04/11/2024

M. le président de l'université Jean MOULIN

Gilles BONNET

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Mme la présidente de l'association Ecran Droit

Mathilde LABORIE

CONVENTION N°2024-10-G-197
ATELIER DE CRÉATION THÉÂTRALE 2024-25
CIE LE RAYON VERT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Éric CARPANO

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Le Rayon Vert – Compagnie d'Arts Vivants
39 Impasse Dorieux - 69380 CHÂTILLON
Numéro de SIRET: 524 874 401 00010
APE : 9001Z
Représentée par son président, Monsieur Bernard BOCH

La C^ie^ **Le Rayon Vert** sera désignée ci- par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'**Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.
Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Corinne GINISTI est comédienne rattachée à la Compagnie « Le Rayon Vert » et metteure en scène depuis 30 ans. Elle a joué avec de nombreux metteurs en scène : Philippe Faure, Françoise Maimone, Sylvie Mongin Algan, Bernard Rozet, Florence Mallet... Elle crée et monte de nombreux spectacles entre autres "Ciel, mon Feydeau", "En plein Cœur" à partir de témoignages sur la guerre, ou encore les "Règles du savoir-vivre dans la société moderne" de JL Lagarce... Avec la Compagnie du Rayon Vert, elle privilégie le théâtre musical avec la création de spectacles pour enfants qui mêlent les chansons et le conte ("1, 2,3 ...Noël", "le Petit Canard Bizarre", "la petite fille et le Loup") et des spectacles pour adultes comme "Un rire a parcouru la Terre", sur des textes poétiques de R. Tagore. En mars 2022 elle a créé et mis en scène le spectacle « Femmes Debout » à l'Université Jean Moulin Lyon 3.
Elle travaille avec les publics dits « empêchés » et avec l'ARFRIPS (école de formation pour les éducateurs spécialisés). Elle est certifiée professeur de Technique FM Alexander et de Coordination Respiratoire MDH.

Rémi ABDELLI, comédien et metteur en scène, a commencé le théâtre au lycée en 2012, puis a continué dans l'atelier de création théâtrale dirigé par Corinne GINISTI à l'université Jean Moulin Lyon 3, durant ses études de philosophie, années durant lesquelles il a aussi rejoint l'association Troupe

Lyon III en tant que comédien. En 2018, en parallèle d'études de psychologie, il a intégré la classe préparatoire de l'école Arts en Scène puis a poursuivi sa formation professionnelle de comédien l'année suivante. Depuis 2018 il participe à des cours amateurs en tant qu'assistant pédagogue et assistant metteur en scène, entre autres auprès de Corinne GINISTI. En 2022, il est assistant metteur en scène et comédien sur « Femmes Debout », spectacle écrit et réalisé par Corinne GINISTI.

Corinne GINISTI et Rémi ABDELLI exercent tous deux leurs activités de metteur en scène en sein de la compagnie « Le rayon vert ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une metteure en scène, **Corinne GINISTI**, et un assistant metteur en scène, **Rémi ABDELLI**, pour la direction d'un atelier de théâtre en français avec la participation des étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à une restitution le **mercredi 21 mai 2025** à l'occasion de la quatrième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, à la MJC Monplaisir – Salle de spectacle Le Karbone.

1. Les répétitions se dérouleront tous les **mercredis** de **18h à 20h30** à compter du **25 septembre 2024** jusqu'au **16 avril 2025**, à l'exception des congés universitaires, soit 24 séances de deux heures trente (ce qui équivaut à **60 heures**).
2. **20 heures** de répétitions complémentaires se dérouleront **entre le 17 avril 2025 et le 21 mai 2025**.

Les étudiants inscrits à l'atelier pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs –1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 24 séances d'ateliers et 20 heures de répétitions complémentaires sur le lieu précité.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité de la metteure en scène et de l'assistant metteur en scène habituels pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer la metteure en scène ou l'assistant metteur en scène par un(e) autre de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

Le PRODUCTEUR s'engage à restituer le travail artistique des étudiants de l'atelier le **mercredi 21 mai 2025** à l'occasion de la quatrième édition du Festival International de Théâtre Universitaire – MERAKI, à la MJC Monplaisir – Salle de spectacle Le Karbone.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche **à partir du mercredi 25 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

Coût horaire : 58,50 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en trois versements, au PRODUCTEUR, en contrepartie des engagements et sur présentation de **trois factures**, une somme globale de **quatre mille six cent quatre-vingt euros (4680 € TTC)**, pour l'année universitaire 2024-2025 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2024 : 12 séances de 2h30 soit 30 heures pour un coût global de **1755 € TTC**
Avril 2025 : 12 séances de 2h30 soit 30 heures pour un coût global de **1755 € TTC**
Mai 2025 : 20 heures pour un coût global de **1170 € TTC**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO** à l'ordre de :

Le Rayon Vert – Compagnie d'Arts Vivants
IBAN (International Bank Account Number) BIC (Bank Identification Code)
FR35 2004 1010 0715 8664 0G03 840 PSSTFRPPLYO
Code Banque Code Guichet N° du compte Clé RIB Domiciliation/Paying Bank
20041 01007 1586640G038 40 La Banque Postale-Centre Financier 69900 Lyon cedex 20

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. La metteure en scène et l'assistant metteur en scène de l'atelier assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Ils devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

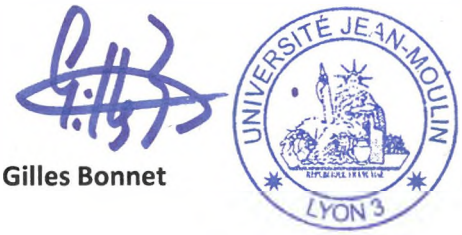
Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 04/11/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président



Gilles Bonnet

Pour la Cie Le Rayon Vert
Le Président

Bernard BOCH

Convention N°2024-10-G-198

ATELIERS DE THÉÂTRE 2024-25

Cie DRÔLE DE TRAME

Entre les soussignés

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON

Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Drôle de Trame - Compagnie d'Arts Vivants

11, rue Lionel Terray, 69600 Oullins

Numéro de SIRET : 820 210 664 00018

APE : 9001Z

Licences d'entrepreneur du spectacle : 2-1095352/ 3-1095353

Représentée par sa présidente, Madame Alice BOSONI

La Cie **Drôle de Trame**, ci-après dénommée par le terme « LE PRODUCTEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'**Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.

Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

DRÔLE DE TRAME est une compagnie créée en 2016 par deux comédiennes qui travaillent ensemble depuis quinze ans, Marion Poincelet et Anne-Laure Pommier

« Nous voyons notre métier changer, mais nous sommes convaincus que le théâtre est encore un art populaire, et nous voulons rendre hommage, par nos créations, à cette tradition de théâtre populaire.

Nous voulons créer les spectacles que nous avons envie de voir sur scène.

Nous voulons jouer dans des « Pièces à évidence, poétiquement vraies » comme l'a dit Ionesco.

Parce que nous écrivons pour nous, ou des amateurs, depuis plusieurs années déjà et que cela nous

stimule... de créer des histoires dans notre univers contemporain.

Parce que nous avons envie de théâtre comme l'enfant Jean-Baptiste Poquelin en a eu envie, lorsque, jouant dans un grenier avec son cousin, il voit ce dernier faire semblant de mourir, blessé par une fausse épée (film *Molière* de Mnouchkine).

Oui, nous voulons jouer avec les codes du théâtre, nous voulons continuer à nous amuser à faire semblant avec sincérité. Le théâtre par ses codes permet tout...

Parce que nous voulons créer aussi bien un spectacle sur la constipation, monter une pièce de Victor Hugo (L'intervention), adapter une nouvelle de Stefan Zweig (Lettre d'une inconnue) ... simplement parce que le projet nous semble évident, sincère, stimulant, juste et populaire, c'est-à-dire qu'ils s'adressent à tous !

Nous ne voulons pas nous reposer sur notre expérience mais être toujours vifs, à l'écoute, afin de sans cesse nous rapprocher du théâtre que l'on aime et que l'on veut défendre et ne pas nous figer dans une posture.

Drôle de trame, parce qu'on souhaite écrire une trame entre le public et nous. »

Marion et Anne-Laure

Il est convenu ce qui suit :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition deux metteuses en scène :

- **Anne-Laure Pommier**, pour la direction d'un atelier annuel de création théâtrale à destination des étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et la création d'un spectacle théâtral qui sera programmé à l'occasion du Festival étudiant *L'Art au Moulin* (Printemps 2025) ;
- **Maud Martin ou Marion Poincelet** pour la direction d'un atelier semestriel de création théâtrale à destination des étudiants inscrits aux dispositif Objectif REO, coordonné par le SCUIO-IP de l'Université Jean Moulin Lyon 3, et la création d'un spectacle théâtral qui sera programmé à l'occasion de la journée de clôture du dispositif Objectif REO (Printemps 2025).

Lieu : Université Jean Moulin Lyon 3, Manufacture des Tabacs, 1 C avenue des Frères Lumière - Lyon 8.
Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.
L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des ateliers précités.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat :

1. **24 séances de 2h** (pour un total de **48h**) + **1 à 2 séances complémentaires de répétitions** (pour un total de **12h**) pour l'atelier de création théâtrale dirigé par **Anne-Laure POMMIER** sur le lieu précité. Les étudiants inscrits pourront demander à bénéficier de la bonification culture. Les répétitions se dérouleront tous les **lundis** de **18h à 20h** à compter du **23 septembre 2024** jusqu'au **3 avril 2025**, date du spectacle programmé à la MJC Monplaisir – Le Karbone.

   Les séances, la répétition générale et le spectacle équivalent à **60 heures** effectuées au total au cours de l'atelier.

1. **4 heures d'initiation théâtrale** (atelier brise-glace) prévues lors de la journée d'intégration d'Objectif REO (janvier 2025) puis **26h de formation théâtrale** qui se dérouleront sur la durée du dispositif à raison de 2h par semaine (entre janvier et avril 2025), répétition générale et représentation théâtrale comprises. Les séances sont dirigées par Maud Martin ou Marion Poincelet.

L'atelier brise-glace, les séances, la répétition générale et le spectacle équivalent à **30 heures.**

Article 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR
Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances des ateliers.

En cas d'indisponibilité des metteuses en scène pré citées pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue ou à remplacer la metteuse en scène par un(e) autre de compétence équivalente.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

Article 3 - OBLIGATIONS DE l'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche :

1. **À partir du lundi 23 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue de l'atelier dirigé par Anne-Laure POMMIER. Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles, qui assurera le service général du lieu.
2. **À partir de la semaine du 6 janvier 2025** pour permettre la bonne tenue de l'atelier dirigé par Maud Martin ou Marion Poincelet. Les séances se dérouleront sous la responsabilité du SCUIO-IP, qui assurera le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR prendra connaissance du dispositif technique des salles et le validera avant la première séance des deux ateliers précités.

Article 4 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser
1. Pour l'atelier dirigé par **Anne-Laure POMMIER**, en deux versements (NOV. 2024 – AVRIL 2025), au PRODUCTEUR, en contrepartie des obligations énoncées à l'article 1-1 de la présente convention, sur présentation de deux factures, une somme globale de **trois mille cinq cent dix euros (3510 €)** pour l'année 2024-2025, pour 60h au taux de 58,50 € de l'heure.
2. Pour l'atelier dirigé par Maud Martin ou Marion Poincelet en deux versements (JANV. 2025 – AVRIL 2025), au PRODUCTEUR, en contrepartie des obligations énoncées à l'article 1-2 de la présente convention, sur présentation de deux factures, une somme globale de **mille sept cent cinquante-cinq euros (1755 €)** pour la période janvier à avril 2025, pour 30h au taux de 58,50 € de l'heure.

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

Article 5 - MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de **3 factures (NOV. 2024 ; JANV. 2025 ; AVRIL 2025) déposées sur la plateforme CHORUS PRO** à l'ordre de :
Drôle de Trame

IBAN : **FR54 2004 1010 0720 5829 3Y03 861** - BIC : **PSSTFRPPLYO**

Etablissement : **20041** – Guichet : **01007** – N° Compte : **2058293Y038** – Clé RIB : **61**

Domiciliation : **La Banque Postale Centre Financier 69900 Lyon Cedex 20**

Article 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. Les metteuses en scène des ateliers assureront leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elles devront souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

Article 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 04/11/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Pour la Cie Drôle de Trame

La Présidente

Alice BOSONI

CONVENTION N°2024-10-G-199
ATELIER DE THÉÂTRE EN ITALIEN 2024-25

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C avenue des Frères Lumière | CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET

L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Ilaria MORETTI, entreprise individuelle sise 252bis rue Paul Bert – 69003 Lyon
Numéro de SIRET : 899 014 054 00014

Ilaria MORETTI, ci-après dénommée par le terme « LA PRODUCTRICE »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, l'**Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.
Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Ilaria MORETTI, Docteur en philosophie, comédienne, metteure en scène.
Diplômée de l'École d'art dramatique du Teatro San Giorgio, Ilaria MORETTI s'est formée en littérature italienne contemporaine à l'Université de Bergame avec un mémoire de Master 2 consacré au théâtre de Beppe Fenoglio. Elle est docteur en philosophie (ED 487 : Philosophie, Histoire, Création, Représentation) et lectrice d'italien à l'Université Jean Moulin Lyon 3 (IHRIM – UMR 5317). Sa thèse porte sur l'œuvre littéraire d'Elena Ferrante analysée par le biais des personnages féminins à la lumière de la méta-biographique et de la philosophie de la narration. Elle est chroniqueuse littéraire pour *Charta Sporca* (Université de Trieste) et elle a collaboré avec *Il fascino degli intellettuali, Doppiozero, Soft Revolution, Il lavoro culturale, Cronache letterarie, Critica letteraria*. Elle a suivi des séminaires centrés sur l'usage de la voix, le jeu de l'acteur et la mise en scène au Piccolo Teatro de Milan sous la direction de Luca Ronconi, Enrico D'Amato, Lydia Stix et Marise Flach. Elle s'est spécialisée en écriture dramaturgique au Teatro dei Filodrammatici de Milan grâce à un séminaire d'écriture et mise en scène centré sur le thème de l'autofiction et de la mémoire. Enseignante de théâtre en collège et au lycée, elle a travaillé pendant dix ans au sein de la compagnie théâtrale

professionnelle Teatro Lavori in Corso en tant que comédienne et metteuse en scène en se confrontant à différents registres théâtraux : répertoire classique, théâtre de rue, théâtre jeune public, itinérant et d'improvisation. Elle a participé aussi à différents festivals d'art dramatique comme In Mota Manens (Salerne) ou Per Amore o per Forza (Bergame). Elle a publié un essai monographique sur le théâtre de Beppe Fenoglio (*Oltre l'ultima quercia*, Unicopli, Milan, 2021) et elle a créé et dirige actuellement l'Atelier de théâtre en Italien de l'Université Jean Moulin Lyon 3 – Service des affaires culturelles.
Elle est actuellement directrice artistique, scientifique et pédagogique de Meraki, le Festival international de théâtre universitaire, initié en 2021 par le service des affaires culturelles de Lyon 3 en partenariat avec le TNP Villeurbanne.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La PRODUCTRICE s'engage à diriger et animer pour les étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 un atelier de théâtre en italien ouvert à la bonification culture.

1. Les répétitions se dérouleront tous les **lundis** de **18h à 20h30** à compter du **23 septembre 2024** jusqu'au **14 avril 2025**, à l'exception des congés universitaires, soit 25 séances de deux heures trente (ce qui équivaut à **62 heures trente**).
2. Une séance supplémentaire de **7 heures trente** se tiendra un samedi entre janvier et avril 2025.
3. **4 séances de deux heures trente** se dérouleront **entre le 14 avril et le 17 mai 2025** (ce qui équivaut à **10 heures**).
4. La restitution de l'atelier se tiendra dans le cadre de la quatrième édition du festival MERAKI le **samedi 24 mai 2025** à la MJC Monplaisir – salle de spectacle Le Karbone (temps de répétition générale et de restitution estimé : **5 heures**).

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs – 1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8e.

Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des séances précitées.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA PRODUCTRICE

La PRODUCTRICE s'engage à diriger, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 31 séances d'ateliers (restitution comprise), ce qui équivaut à **85 heures de direction artistique.**

En cas de séance hors les murs, LA PRODUCTRICE s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

En cas d'indisponibilité de l'intervenante pour des raisons de santé ou autres, LA PRODUCTRICE s'engage à déplacer la séance prévue.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition de LA PRODUCTRICE une salle pédagogique en ordre de marche **à partir du lundi 23 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue de l'atelier. Il assurera en outre le service général du lieu.
LA PRODUCTRICE a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

Coût horaire : 58,50 €

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en trois versements, à LA PRODUCTRICE, en contrepartie de ses engagements, sur présentation de **trois factures**, une somme globale de **quatre mille neuf cent soixante-douze euros cinquante centimes (4972,50 € TTC)**, pour l'année universitaire 2024-2025 selon l'échéancier suivant :

Novembre 2024 : **2340 € TTC**
Mars 2025 : **2047,50 € TTC**
Mai 2025 : 10 heures pour un coût global de **585 € TTC**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO** à l'ordre de :

Ilaria MORETTI
IBAN : **FR76 1009 6180 0200 0619 4630 184** - BIC : **CMCIFRPP**
Etablissement : **10096** – Guichet : **18002** – N° Compte : **00061946301** – Clé RIB : **84**
Domiciliation : **CIC LYON REPUBLIQUE – 8 RUE DE LA REPUBLIQUE, 69001 - LYON**

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LA PRODUCTRICE se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité. Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire la police d'assurance de responsabilité civile adaptée aux actions conduites.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 04/11/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3
Le Président

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles BONNET

Pour l'entreprise individuelle

Ilaria MORETTI

CONVENTION N°2024-10-G-200
ATELIER « LA VOIX DES MOTS » 2024-2025

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1 rue de l'Université, 69007 LYON
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles Bonnet
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Association : **TAIM'** (Théâtre Actuel Insolite Mouvant)
Représentée par : Cécile Guyot de Saint Michel
Qualité : Présidente
Siège social : Auxois 58800 Corbigny
Téléphone : 03 58 05 13 07
Numéro SIRET : 500 491 816 00046
Code APE 9001Z
Licence d'entrepreneur de spectacles : PLATESV-R-2021-007056
Téléphone : 03 58 05 13 07
Ci-après dénommée le « PRODUCTEUR »

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.
Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

L'Association TAIM' a pour mission de développer et soutenir la création et la diffusion de projets artistiques, culturels et socioculturels. Organiser et produire des spectacles vivants ouverts à tous modes d'expressions et pratiques artistiques. Promouvoir la transmission de la lecture à haute voix auprès d'un public d'enfants, de jeunes et d'adultes pour qu'elle devienne un « art des paroles écrites ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le PRODUCTEUR s'engage à mettre à disposition une intervenante (lectrice publique, comédienne & metteure en scène), **Frédérique Bruyas**, pour la direction d'un atelier de lecture à voix haute, « La voix des mots », ouvert aux étudiants de L'Université Jean Moulin Lyon 3. Cet atelier donnera lieu à deux restitutions publiques (décembre 2024 / avril 2025 – Festival étudiant L'Art au Moulin).

Les étudiants inscrits à l'atelier pourront demander à bénéficier de la bonification culture.

Cet atelier sera effectué selon les modalités suivantes :

1ERE SESSION / SEPTEMBRE – DECEMBRE 2024
6 séances de 3 heures (soit un total de 18 heures) et une restitution publique des travaux des étudiants, précédée d'une répétition (soit 4 heures), pour un total de **22 heures**.

2NDE SESSION / JANVIER – AVRIL 2025
6 séances de 3 heures (soit un total de 18 heures) et une restitution publique des travaux des étudiants, précédée d'une répétition (soit 4 heures), pour un total de **22 heures**.

Les séances se tiendront les **lundis** de **17h30 à 20h30** à compter du **23 septembre 2024** jusqu'au **7 avril 2025**, à l'exception des congés universitaires, selon le calendrier suivant :

1ère session : 23 septembre 2024 ; 7, 21 octobre 2024 ; 4, 18, 25 novembre 2024
Restitution : 2 décembre 2024
2nde session : 20 janvier 2025 ; 3, 17 février 2025 ; 10, 24, 31 mars 2025
Restitution : 7 avril 2025

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus de la Manufacture des Tabacs –1, C avenue des Frères Lumière - Lyon 8e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu de l'atelier précité, qui s'appuie majoritairement sur la découverte de grands textes de la littérature universelle et sur les questions suivantes :

- Comment prendre conscience de sa voix dans sa globalité (respiration, registres vocaux, timbres, articulation...) ?
- Comment découvrir la voix des mots propres à notre langue (voyelles, consonnes, mélodie parlée, débit, accentuation et projection de la phrase...) ?
- Comment aborder la mise en voix d'un texte nourrie de sons et de sens, pour que la voix se mette au service des voies possibles d'interprétation d'un texte ?

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à diriger, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat, 12 séances d'atelier et 2 restitutions publiques des travaux des étudiants sur le lieu précité.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR assumera la responsabilité artistique des séances d'atelier.

En cas d'indisponibilité de l'intervenante pour des raisons de santé ou autres, le PRODUCTEUR s'engage à déplacer la séance prévue.

En cas de séance hors les murs, le PRODUCTEUR s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date de ladite séance.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR une salle pédagogique en ordre de marche **à partir du lundi 23 septembre 2024** pour permettre la bonne tenue des ateliers. Il assurera en outre le service général du lieu.

Le PRODUCTEUR a pris connaissance du dispositif technique de la salle et l'a validé.

Les séances se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser en deux versements (novembre 2024 – avril 2025), au PRODUCTEUR, en contrepartie des engagements énoncés à l'article 1er et sur présentation de **deux factures**, une somme globale de **deux mille cinq cent soixante-quatorze euros (2574 € TTC)** pour l'année 2024-2025**,** selon l'échéancier suivant :

Novembre 2024 (1ère session) : 22 heures de direction artistique, pour un coût global de **1287 € TTC**
Avril 2025 (2nde session) : 22 heures de direction artistique, pour un coût global de **1287 € TTC**

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de deux factures **déposées sur la plateforme CHORUS PRO**, à l'ordre de :

COMPAGNIE TAIM'
IBAN : FR7642559100008012201616 63



Relevé d'Identité Bancaire

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire inscrire des opérations à votre compte(virement, paiement de quittance, etc)
Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi les réclamations pour erreurs ou retards d'imputation

42559	10000	08012201616	63	GROUPE CREDIT COOPERATIF
code établ.	*code guichet*	*numéro de compte*	*clé RIB*	*domiciliation*

IBAN

FR76	4255	9100	0008	0122	0161	663

BIC

C	C	O	P	F	R	P	P	X	X	X

PARIS COURCELLES
80 RUE DE COURCELLES
75008 PARIS
Tél.:
Tél.:

Intitulé du compte

TAIM
TAIM
RUE AUXOIS
58800 CORBIGNY

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

LE PRODUCTEUR ainsi que l'intervenante se conformeront au règlement intérieur de L'ORGANISATEUR et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

L'intervenante assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7- ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toutes modifications des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 04/11/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Le Président,

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Gilles Bonnet

Pour L'association TAIM'
La Présidente

Cécile Guyot de Saint Michel

CONVENTION CADRE POUR LA CONDUITE DE PARTENARIATS SPORTIFS, ARTISTIQUES, et CULTURELS
N°2024-10-G-201

Maison de la Danse – Université Jean Moulin Lyon 3

ENTRE D'UNE PART :

La Maison de la danse

Située au 8 avenue Jean Mermoz, 69008 LYON, représentée par Sophie IACCONI, administratrice générale

ET, D'AUTRE PART :

L'Université Jean-Moulin Lyon 3

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Ci-après désignée « Lyon 3 » ;
Représentée par son président, Monsieur Gilles BONNET

PRÉAMBULE :

Lieu de production des savoirs, de transmission et de démocratisation des connaissances et des arts, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de pratique artistique pour ses étudiants. Ouverte sur la société et ses acteurs territoriaux, l'Université Jean Moulin Lyon 3 souhaite inscrire la danse au cœur de cette pratique. Elle propose chaque année des ateliers, des master classes, des spectacles et projections-débat ainsi que des résidences d'artistes qui interagissent avec les membres de la communauté universitaire : étudiants, personnels enseignants, administratifs et techniques, et contribuent au bien commun.

La **Maison de la Danse** a pour missions, entre autres, d'encourager la création et la diffusion d'œuvres chorégraphiques pour les présenter à un public le plus diversifié possible, de sensibiliser les spectateurs notamment les plus jeunes, à la création artistique et d'accompagner les projets d'éducation Artistique et Culturelle en partenariat avec les établissements scolaires et universitaires.

Au regard de leurs missions et vocations respectives ainsi que de leur proximité géographique, les deux établissements souhaitent formaliser leur volonté de partenariat renforcé par une solution de conventionnement permettant aux différentes composantes de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (Services – Facultés – Instituts - Centres de recherche) de s'engager dans une démarche de coopération et de mise en œuvre d'actions communes.

Ces actions permettront de développer la pratique des danses, les collaborations intellectuelles, pédagogiques, artistiques et culturelles et de contribuer à une meilleure connaissance de la Maison de la danse et de ses ressources (Plateforme Numéridanse – Podcasts audio et audiovisuels – Expertises/Danse & Handicap, etc) auprès de la communauté universitaire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir un cadre de coopération entre l'Université Jean-Moulin Lyon 3 et la Maison de la danse, pour la mise en œuvre des projets pédagogiques, culturels, artistiques ou scientifiques destinés aux étudiants et aux personnels d'une part et la valorisation des ressources et évènements de La Maison de la danse, d'autre part.

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DU PARTENARIAT

La mise en œuvre du partenariat comprend trois temps :

- → Une rencontre annuelle au cours de laquelle sont définies les modalités des projets
- → Un cycle d'activités de médiation, d'apprentissage ou de diffusion selon les modalités suivantes :
  - Visites guidées de La Maison de la Danse : *nombre à définir en fonction du projet*
  - Mise à disposition d'espaces au sein de La Maison de la Danse, encadrée par un médiateur ou enseignant de Lyon 3 : *nombre à définir en fonction du projet*
  - Production de matériels pédagogiques, outils de médiation ou programmation en lien avec la vocation et la programmation de La Maison de la Danse : *forme du livrable à définir en fonction du projet*
  - Diffusion de documents imprimés sur La Maison de la Danse et sa programmation
- → Une évaluation annuelle du projet

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE L'ENGAGEMENT

L'Université Jean-Moulin Lyon 3 s'engage dans le respect des consignes et des règles de La Maison de la danse, à mettre en œuvre le partenariat :

- En réservant dans les délais, et en informant de toute annulation,
- En précisant des besoins et attentes des étudiants et personnels concernés
- En diffusant les informations sur les activités et les ressources de La Maison de la danse auprès de la communauté universitaire et en mobilisant ses publics autour du projet,
- En informant La Maison de la danse de toute modification pouvant entrainer un changement de programme.
- En assurant l'encadrement des activités impliquant ses publics.

La Maison de la danse s'engage dans le respect des consignes et des règles de l'Université Jean Moulin Lyon 3, à mettre en œuvre le partenariat :

- En travaillant en coopération avec les représentants des Services – Facultés – Instituts - Centres de recherche, en apportant ses savoir-faire et compétences dans la conception et la conduite des activités.
- En facilitant l'accès à ses ressources pour les enseignants et enseignants-chercheurs participant au partenariat, qui bénéficieront d'un accès facilité pour préparer les activités prévues dans le cadre de la présente convention.

Les visites guidées dans le cadre du projet sont consenties à titre gracieux. La mise à disposition d'espaces de travail est consentie à titre gracieux, dans la limite de 3 séances par année universitaire sous réserve de la disponibilité.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

Tout projet de communication dans les médias ou de publicité est soumis à l'accord préalable des signataires. Conformément à la législation, il est rappelé qu'aucune photo ou prise de vue ne pourra être réalisée sans autorisation préalable.

Chaque partie s'engage, dans tous ses supports de communication interne ou externe, à faire état de sa coopération avec l'autre partie à l'occasion d'événements qu'elles auront préparés en concertation, pour en assurer la visibilité en les rendant publics, ouverts sur la cité et la société. La présente convention emporte

autorisation d'utilisation des logos et autres éléments d'identification visuelle à destination d'outils de communication.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

La Maison de la danse est assurée au titre des dommages aux biens et aux personnes. Elle demeure responsable de ses intervenants et les assure. La responsabilité de La Maison de la Danse ne peut être recherchée pour les accidents ou dommages susceptibles de survenir aux personnes et aux choses sous la garde du partenaire durant les interventions à La Maison de la danse.

L'université Jean-Moulin Lyon 3 est assurée au titre de sa responsabilité civile. Elle est seule responsable des accidents et dommages pouvant être causés aux personnes et aux choses du fait de ses biens mobiliers et immobiliers, et de son personnel.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet, à la date de la signature, pour une durée de trois (3) ans.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

La convention peut être résiliée au terme de chaque année, sur décision motivée de l'un ou l'autre des partenaires.

La partie qui souhaite mettre un terme à la présente convention devra respecter un délai de prévenance de 3 mois et adresser sa lettre de dénonciation de la convention en lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues à la présente convention, chacune des parties, après mise en demeure restée sans effet pendant un mois, peut résilier la convention de plein droit.

ARTICLE 8 : LITIGES

En cas de litige, une solution à l'amiable sera recherchée avant de saisir la juridiction compétente.

Dans le cas contraire, les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon en deux exemplaires originaux, le 04/11/2024

Pour l'Université Jean-Moulin Lyon 3	**Pour La Maison de la danse**
Le président	**Administratrice Générale**
Gilles Bonnet	**Sophie Iacconi**

CONVENTION N°2024-10-G-202
ATELIER ÉCRITURE DE FICTIONS

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, sise 1C, avenue des Frères Lumière - CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son président, Monsieur le Professeur Gilles BONNET
L'Université Jean Moulin Lyon 3 sera désignée ci-après par le terme « L'ORGANISATEUR »,

D'une part,

ET

Elise BONNARD, artiste auteure, sise 36 rue Saint-Philippe, 69003 LYON
Téléphone : 06 33 33 32 17
Numéro de SIRET : 884 229 733 00016
Ci-après dénommée par le terme « LA PRODUCTRICE »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

Lieu de transmission et de démocratisation des arts et du savoir, **l'Université Jean Moulin Lyon 3** est aussi un lieu de culture, vivante et créative. Ouverte sur la Cité, Lyon 3 propose durant l'année universitaire une programmation culturelle gratuite aux étudiants, aux personnels et au grand public. Elle accueille chaque année des résidences d'artistes.
Le service des affaires culturelles de l'Université Jean Moulin Lyon 3 participe à l'accès à la culture pour tous, à la formation à la citoyenneté et au développement de l'esprit critique par l'éveil de la sensibilité artistique et de l'intelligence créative notamment par la mise en place d'ateliers de pratique artistique et de master classes.

Elise BONNARD est écrivaine. Autrice de carnets de poésie, de fictions et de créations sonores (notamment pour différentes émissions sur Radio Canut), Elise BONNARD met également en scène ses textes lors de performances. Depuis 2012, son travail de mise en voix a donné lieu à plusieurs collaborations artistiques avec des musiciens et plasticiens à Lyon. Depuis 2018, elle anime également des ateliers d'écriture.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les fictions sont des planètes fascinantes. Dans cet atelier, un vaisseau collectif sera construit qui permettra aux étudiants d'explorer leurs propres récits. Par le biais de jeux d'écriture proches du jeu de rôle, ils accéderont à leurs univers imaginaires, les connecterons et les transmettrons sous forme de messages écrits et oraux.

Concrètement, il s'agira de réaliser un recueil de fictions poétiques sous une forme qui sera choisie collectivement (éditions, créations sonores...) et également d'imaginer collectivement toujours une performance à la fin de chaque semestre afin de mettre en voix les récits. L'objectif de l'atelier est d'expérimenter la fiction dans une atmosphère créative et bienveillante. Ceci, en prenant conscience que les mots sont des matériaux puissants, un

processus d'émancipation est à l'œuvre : s'approprier la langue et aller vers une écriture proliférante, hybride et décomplexée.

Cet atelier sera effectué selon les modalités suivantes :

1ERE SESSION 2024
10 séances de 2h avec une restitution des travaux des étudiants en décembre (3h).

2EME SESSION 2025
10 séances de 2h avec une restitution des travaux des étudiants à l'occasion du Festival L'Art au Moulin au printemps (3h).

LIEU : Université Jean Moulin Lyon 3 – Campus des quais – LYON 7e. Des ateliers pourront se tenir hors les murs de L'ORGANISATEUR.

HORAIRE et **JOUR** des ateliers : **les mercredis de 11h à 13h**

L'ORGANISATEUR déclare accepter le contenu des ateliers précités.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La PRODUCTRICE s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat 20 séances « ateliers » de 2h sur les lieux précités et concevoir avec les étudiants une restitution de leurs travaux par semestre. En cas d'atelier hors les murs, La PRODUCTRICE s'engage à en informer le service des affaires culturelles et les étudiants inscrits à l'atelier au moins 15 jours avant la date dudit atelier.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE LA PRODUCTRICE

La PRODUCTRICE assumera la responsabilité artistique et pédagogique des ateliers et des restitutions. Elle s'engage à informer le service des affaires culturelles de tout changement concernant les heures et dates des séances selon le calendrier prévisionnel des ateliers transmis par ses soins.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR mettra à disposition de La PRODUCTRICE une salle pédagogique en ordre de marche à partir du mercredi 25 septembre 2024 pour permettre la bonne tenue des ateliers selon un planning pré établi et sous réserve de leurs disponibilités. Il assurera en outre le service général du lieu.

La PRODUCTRICE a pris connaissance du dispositif technique de la salle pédagogique et l'a validé.

Les ateliers sont destinés exclusivement aux étudiants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et se dérouleront sous la responsabilité du service des affaires culturelles. Les étudiants pourront bénéficier de la bonification culture.

ARTICLE 4 - PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser, en **deux versements** (novembre 2024 – avril 2025), à La PRODUCTRICE, en contrepartie des séances « ateliers », sur présentation de deux factures, une somme globale de **deux mille six cent quatre-vingt-dix euros (2 690 €)** pour l'année universitaire 2024-2025 pour 20 séances de 2h et 6h pour le suivi des restitutions, soit 46h au total. Coût horaire : 58,50€.

« TVA non applicable. Article 293 B du Code Général des Impôts »

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE PAIEMENT

Le règlement des sommes prévues à l'article 4 sera effectué après service fait par mandat administratif selon la réglementation en vigueur, sur présentation de 2 factures uniquement déposées sur la plateforme CHORUS PRO à l'ordre de :

Elise BONNARD
IBAN (International Bank Account Number): **76 3000 3001 0000 0518 4098 265**
BIC (Bank Identification Code) : **SOGEFRPP**

Code Banque **30003** Code Guichet **00100** N° du compte **0000 0518 4098 2** Clé RIB **65**
Domiciliation/Paying Bank 18 rue du Chapeau Rouge, 69009 Lyon

ARTICLE 6 - RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

La PRODUCTRICE se conformera au règlement intérieur de Lyon 3 et aux instructions techniques concernant les matériels et la sécurité.

Elle assurera sa couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Elle devra souscrire les polices d'assurance de responsabilité civile adaptées aux actions conduites et fournir une attestation au service des affaires culturelles.

ARTICLE 7 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat est régi par la loi française.
Le présent contrat se trouverait suspendu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution du présent partenariat, défini d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
En cas de non-respect de l'une des clauses du présent partenariat, chaque partie pourra résilier de plein droit l'accord 15 jours francs après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, en explicitant les griefs invoqués et demeurés sans réponse passé le délai d'un mois.

ARTICLE 8 - LOI APPLICABLE – RÉGLEMENT DES LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet d'une recherche de conciliation amiable. A défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Lyon.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon, le 04/11/2024

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3	**Pour l'artiste auteure**
Le Président,	
Gilles BONNET	**Elise BONNARD**

AVENANT N°1
à la Convention de partenariat pour la création d'un PÔLE ÉDITORIAL de soutien aux revues scientifiques en sciences humaines et sociales du site Lyon Saint-Étienne

ENTRE

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, représenté par son président, Monsieur Gilles BONNET.

Ci-après désigné « Université Lyon 3 »,

ET

L'Université Lumière Lyon 2
Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 18 quai Claude Bernard 69365 LYON Cedex 07, représenté par sa présidente, Madame Isabelle von Bueltzingsloewen.

Ci-après désigné « Université Lyon 2 »

ET

Le Centre National de la Recherche Scientifique
Établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange 75794 Paris Cedex 16, représenté par son président directeur général, Monsieur Antoine PETIT, qui a délégué sa signature pour le présent accord à Monsieur Laurent BARBIERI, délégué régional du CNRS Rhône Auvergne.

Ci-après désigné « CNRS »

Agissant dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne, unité d'appui et de recherche située 14 avenue Berthelot - 69363 Lyon cedex 07 et dirigée par Gilles POLLET et dont les tutelles sont l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL), l'Université Lumière Lyon 2, l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'Université Jean Monnet de Saint Étienne (UJM), l'ENS de Lyon et l'IEP de Lyon.
Le CNRS a reçu mandat, dans le cadre la convention de site, de l'Université Claude Bernard Lyon 1 (UCBL), l'Université Lumière Lyon 2, l'Université Lyon 3, l'Université Jean Monnet de Saint Étienne (UJM) et l'ENS de Lyon pour négocier et signer le présent avenant.

Ci-après désignée « MSH LSE »

Ci-après désignés individuellement la « Partie » ou conjointement les « Parties ».

Vu la « convention de partenariat pour la création d'un Pôle Éditorial de soutien aux revues scientifiques en sciences humaines et sociales du site Lyon Saint-Étienne » conclue le 05/10/2021, ci-après désignée la « Convention de création du Pôle Éditorial », et, notamment, les stipulations de son article 9 – Durée et modification.

Vu le Compte rendu du Comité d'orientation du Pôle éditorial réuni le 30/01/2024, approuvant à l'unanimité la prolongation de la Convention de création du Pôle Éditorial.

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article I - Objet

Le présent avenant vise à prolonger la durée de la Convention de création du Pôle Éditorial jusqu'au 31 décembre 2024.

Article II – Modification de l'article 9 « Durée et modification »

Les stipulations de l'article 9 de la Convention de création du Pôle Éditorial :

« La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans, sous réserve de l'application de l'article 10 relatif aux cas possibles de résiliation.

Les Parties s'engagent à se réunir au moins six mois avant l'échéance de la Convention pour analyser les suites éventuelles à donner à leur soutien au Pôle éditorial.

Toute prolongation du soutien au Pôle éditorial au-delà du terme de la Convention donnera lieu à la signature d'un avenant. »

Sont remplacées par :

« La Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties.

Elle prendra fin le 31 décembre 2024, sous réserve de l'application de l'article 10 relatif aux cas possibles de résiliation.

Les Parties s'engagent à se réunir au moins six mois avant l'échéance de la Convention pour analyser les suites éventuelles à donner à leur soutien au Pôle Éditorial.

Toute prolongation du Pôle Éditorial au-delà du terme de la Convention modifiée le cas échéant par avenant donnera lieu à la signature d'un nouvel avenant. »

Article III – Modification de l'article 4 « Ressources »

Les stipulations de l'article 4.2. Moyens financiers de la Convention de création du Pôle Editorial :

« Pour financer les missions et activités du Pôle éditorial, chacune des Parties s'engage à verser à l'Université Lyon 3 sur une ligne dédiée au fonctionnement du Pôle éditorial une contribution annuelle selon le tableau suivant :

	Année 1	***Année 2***	***Année 3***	***Total***
Université Lyon 3	*9 000*	*9 000*	*9 000*	*27 000*
Université Lyon 2	*8 000*	*8 000*	*8 000*	*24 000*
MSH Lyon Saint-Étienne	*3 000*	*3 000*	*3 000*	*9 000*
TOTAL	*20 000*	*20 000*	*20 000*	*60 000*

»

»

Et

« Les fonds non utilisés au terme des 3 ans seront redistribués aux Parties contributrices au prorata de leurs participations. »

Sont respectivement remplacées par :

« Pour financer les missions et activités du Pôle Éditorial, chacune des Parties s'engage à verser à l'Université Lyon 3 sur une ligne dédiée au fonctionnement du Pôle Éditorial une contribution telle que définie dans le tableau suivant :

	Année 1	Année 2	Année 3 prolongée jusqu'au 31 décembre 2024	Total
Université Lyon 3	9 000	9 000	9 000	27 000
Université Lyon 2	8 000	8 000	8 000	24 000
MSH Lyon Saint-Étienne	3 000	3 000	3 000	9 000
TOTAL	20 000	20 000	20 000	60 000

»

Et

Les fonds non utilisés au 31 décembre 2024 resteront acquis à l'Université Lyon 3 sur une ligne dédiée au fonctionnement du Pôle éditorial dès lors que la Convention est reconduite.

En cas de non reconduction de la Convention, ces fonds seront redistribués aux Parties contributrices au prorata de leur participation.

Article IV – Modification de l'article 5 « Gouvernance »

Les stipulations de l'article 5 de la Convention de création du Pôle Éditorial :

Comité d'orientation (5.1.2)
« Le comité comprend onze membres pour un mandat d'une durée de trois ans renouvelables, sous réserve d'une prolongation du Pôle par avenant, en application de l'article 9 – durée. »

« Le Conseil scientifique comprend sept membres de la communauté scientifique francophone en sciences humaines et sociales nommés par le Comité d'orientation pour un mandat d'une durée de trois ans, renouvelable une fois, sous réserve d'une prolongation de la Convention par avenant, en application de l'article 10 et choisis selon les modalités fixées à l'article 5.2.4. »

Sont respectivement remplacées par :

Comité d'orientation (5.1.2)
« Le comité comprend onze membres pour un mandat allant jusqu'au 31 décembre 2024, renouvelable ensuite par périodes de trois ans, sous réserve d'une prolongation du Pôle par avenant, en application de l'article 9 – durée. »

Conseil scientifique (5.2.2)

« Le Conseil scientifique comprend sept membres de la communauté scientifique francophone en sciences humaines et sociales nommés par le Comité d'orientation pour un mandat allant jusqu'au 31 décembre 2024, renouvelable une fois pour une durée de trois ans, sous réserve d'une prolongation de la Convention par avenant, en application de l'article 10 et choisis selon les modalités fixées à l'article 5.2.4. »

Article V – Divers

Les autres stipulations de la Convention de création du Pôle Éditorial restent inchangées.

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Lyon

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3	Pour l'Université Lumière Lyon 2	Pour le CNRS et les tutelles de La MSH et par délégation
Monsieur Gilles Bonnet	**Madame Isabelle von Bueltzingsloewen** Pour la Présidente Par délégation La Directrice Générale des Services **Irène GAZEL**	**Monsieur Laurent BARBIERI** **Délégué régional du CNRS** **Rhône Auvergne**

Copie pour information : Monsieur Gilles Pollet directeur de la MSH Lyon Saint-Etienne

GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

iesd Institut d'études de stratégie et de défense

Institut d'Etudes de Stratégie et de Défense
Université Jean-Moulin Lyon III

Lyon, le lundi 23 septembre 2024

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3
Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP),
Dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 LYON CEDEX 08
Représentée par son Président Gilles BONNET,

Ci-après désignée « **Université Lyon 3** »

Agissant dans le cadre des activités de l'Institut d'Études de Stratégie et de Défense (IESD) dont le directeur est Monsieur Olivier ZAJEC.

ci-après désigné l' « **IESD** »

Et

Le ministère des Armées,
Le général de corps d'armée Denis MISTRAL, gouverneur militaire de Lyon, officier général de zone de défense et de sécurité sud-est et commandant la zone Terre.

ci-après désigné « **Etat-major des Armées** »

Agissant dans le cadre des activités du **CERCLE GENERAL FRERE**,
Situé au 22 avenue Leclerc 69007 Lyon Quartier général Frère Bâtiment 15

ci-après désigné « **Centre Culturel Militaire** »

Ci-après désignées individuellement par la « **Partie** » et collectivement par les « **Parties** ».

Vu le Règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)
Vu le code pénal précisément les articles 413-9 à 413-12 ;
Vu le code de la propriété intellectuelle notamment les articles L. 111-1, L. 112-2 ; L. 611-1, L. 611-10 ;
Vu le code de la défense les articles L. 2311-1 ; article R. 3411-1 ;
Vu le code de l'éducation notamment son article L. 717-1 ;
Vu le décret n° 2009-157 du 10 février 2009 portant attribution de produits aux budgets des ministères concernés en application du décret n° 2009-151 du 10 février 2009 relatif à la rémunération de certains services rendus par l'Etat consistant en une valorisation de son patrimoine immatériel ;
Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale
Vu l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale
Vu l'instruction ministérielle n°900/DEF/CAB/DR du 15 mars 2021 ;

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La présente convention (ci-après « la **Convention** ») s'inscrit dans le cadre général de la conclusion d'un partenariat de recherche entre deux organismes traitant des questions stratégiques et opérationnelles.

LE CENTRE CULTUREL MILITAIRE (CCM)

Mis sur pied en avril 2023 sur décision du commandement militaire de la Zone de Défense de Lyon, implanté depuis cette date sur le Quartier Général Frère, le **Centre Culturel Militaire de Lyon** (CCM) est le support du **Gouverneur Militaire de Lyon** en matière de rayonnement culturel des Armées sur son périmètre de responsabilité. Il est le support privilégié du commandement pour servir de relais entre les Armées et la jeunesse et vise, en s'appuyant sur les trois piliers suivants : pédagogie, mémoire et recherche à devenir un interlocuteur privilégié pour les acteurs locaux orientés vers des thématiques de Défense. Il est ainsi en mesure d'offrir des espaces pédagogiques en lien avec les priorités mémorielles définies par le ministère, d'ouvrir un important fonds documentaire aux chercheurs, de créer des séquences évènementielles ciblées et de contribuer au développement d'un véritable pôle de recherche/innovation. Il se positionne donc comme un acteur participant à la réflexion stratégique et à l'élaboration des futures orientations et doctrines stratégiques des armées.
Le CCM constitue ainsi un véritable outil de rayonnement avec une offre documentaire et culturelle spécifique unique au niveau régional.

L'INSTITUT D'ETUDES DE STRATEGIE & DEFENSE (IESD)

Créé en 2018, l'**Institut d'études de stratégie et de défense (IESD)** est dédié au champ des études stratégiques, vues comme une branche de la Science Politique et des Relations internationales.

Le programme d'étude, de recherche, de formation et de rayonnement vise à consolider les études stratégiques dans la recherche universitaire lyonnaise, en coordination avec les nombreuses organisations militaires et civiles œuvrant dans ce domaine.

Ce programme s'inscrit dans le cadre d'une recherche scientifique réflexive pleinement ancrée dans les sciences sociales. Les objets de recherche sélectionnés sont envisagés sous le prisme d'une interdisciplinarité critique. Bénéficiant d'un financement du ministère des Armées dans le cadre du label « Centre d'Excellence en Etudes Stratégiques », l'objet de recherche principal de l'IESD est la guerre de demain et l'interconnexion des capacités stratégiques hautes.

Le programme de recherche de l'IESD a pour objectif de comprendre les **multiples conséquences politiques et opérationnelles des couplages capacitaires** de haute intensité dans les **espaces homogènes** et les **Contested Commons**. Les chercheurs de l'IESD orientent ainsi leurs travaux sur l'évaluation et la compréhension des transformations politiques, opérationnelles et technologiques de ces capacités structurantes de plus en plus interconnectées, dont dépendent en grande partie la physionomie future des actions de force et des rapports de puissance.

Ces « capacités stratégiques hautes » comprennent, sans exclusive, **la puissance aérienne, les usages militaires de l'espace extra-atmosphérique, les armes nucléaires, les moyens numériques ainsi que la défense anti-missiles**. Elles apparaissent aujourd'hui cruciales pour la compréhension des évolutions stratégiques mondiales et donc pour l'avenir de la défense française et européenne.

Constatant des intérêts communs, le Centre Culturel Militaire et l'IESD se sont rapprochés. Les Parties souhaitent ainsi coopérer et développer des actions communes qui s'inscrivent dans les axes de recherche de l'IESD et dans les axes d'intérêt du Centre Culturel Militaire.

CONFIDENTIEL CONVENTION

GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

iesd Institut d'études de stratégie et de défense

SOMMAIRE DE LA CONVENTION

0. PREAMBULE
1. DEFINITIONS
2. OBJET DE LA CONVENTION
3. CORRESPONDANTS
4. ACTIVITES DU PARTENARIAT
5. DUREE DE LA CONVENTION
6. MOYENS ET RESSOURCES
7. PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS
8. CONFIDENTIALITE
9. PROPRIETE INTELLECTUELLE
10. RESPONSABILITES - ASSURANCES
11. RESILIATION DE LA CONVENTION
12. CESSION
13. INTERPRETATION
14. MODIFICATION – VALIDITE
15. RENONCIATION
16. NOTIFICATIONS OFFICIELLES
17. DROIT APPLICABLE – REGLEMENTS DES DIFFERENTS – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

***

CONFIDENTIEL CONVENTION

1. DEFINITIONS

Activités : actions menées dans le cadre de la **Convention**, telles qu'agréées entre les **Parties**.

Connaissances Propres : désigne toutes les informations et connaissances scientifiques et/ou techniques, telle que notamment, le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, ainsi que les données, les logiciels (y inclut le code source, le code objet, le matériel de conception préparatoire et la documentation associée), les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, les procédés, les méthodes, les composants, les échantillons, les prototypes, les matériels, les données expérimentales et de tests, les représentations graphiques, les spécifications et/ou tout type d'information, de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, protégée ou non par un droit de Propriété Intellectuelle ainsi que tous les droits y afférents :

(i) Appartenant à une **Partie** ou détenue par elle avant l'entrée en vigueur de la **Convention** et/ou
(ii) Développée ou acquise par une **Partie** indépendamment de l'exécution de la **Convention**.

Et nécessaires à l'exécution de la **Convention** et/ou à l'exploitation ultérieure des Résultats, et appartenant à une ou à plusieurs Parties, ou détenues par elles avant la date d'entrée en vigueur de la **Convention** et/ou développées par celles-ci indépendamment de la Convention, et/ou dont elles ont le droit de disposer.

Force Majeure : désigne tout évènement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des **Parties** rendant l'exécution de la **Convention** impossible.

Informations Confidentielles : désigne toutes les informations et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, notamment technique, scientifique, commerciale financière, ou liées aux secrets de la défense nationale, incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non, communiquées par écrit par l'une des **Parties** (ci-après « Partie Emettrice ») à l'autre Partie (ci-après « Partie Réceptrice ») et pour lesquelles la Partie Emettrice a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel, et/ou ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours suivant sa communication. Chaque **Partie** reconnaît que les Connaissances Propres de l'autre Partie constituent des Informations Confidentielles.

Logiciel : désigne l'ensemble des programmes, procédés et règles relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de données entendu sous forme de code source et/ou code objet, assorti de sa documentation associée et de son manuel d'utilisation, comprenant d'une façon générale, tous les éléments, y compris, mais de façon non limitative, les supports quels qu'ils soient, programmes, manuscrits, listes et autres documents qu'ils soient sous forme écrite ou sous toute autre forme lisible par l'homme ou la machine.

Logiciel Libre : désigne un Logiciel diffusé/publié sous Licence Libre.

Logiciel de Base : désigne un Logiciel constituant une Connaissance Propre d'une Partie

Logiciel Dérivé : désigne un Logiciel réalisé à partir d'un Logiciel de Base. On distingue deux catégories de Logiciel Dérivés : les Adaptations et les Extensions.

- Une **Adaptation** est un Logiciel Dérivé utilisant les mêmes algorithmes que le Logiciel de Base dont il dérive et / ou est réécrit dans un autre langage.
- Une **Extension** est un Logiciel Dérivé permettant d'accéder à des fonctions ou à des performances nouvelles comparativement au Logiciel de Base dont il est dérivé.

Logiciel Nouveau : désigne un logiciel créé ex nihilo dans le cadre de la **Convention**.

Personnels des Parties : désigne les personnes ayant comme employeur le ministère des Armées ou l'Université Lyon 3.

Propriété Intellectuelle : désigne tous droits d'auteur tels que la propriété littéraire et artistique ou les logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, tous droits de propriété industrielle tels que brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, et tous autres droits de propriété intellectuelle y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle.

Résultats : désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques issues de l'exécution des activités de la Convention, notamment le savoir-faire, les inventions, les données, les bases de données, les Logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non et/ou brevetés ou non, et tous les droits de Propriété Intellectuelle en découlant, générés par une ou l'autre **Partie** traitant dans le cadre de cette **Convention**.

Résultats Propres : désigne les Résultats obtenus par une seule Partie sans aucune contribution de l'autre Partie qu'elle soit financière, matérielle ou intellectuelle, lors de l'exécution de la **Convention** ainsi que les droits de Propriété Intellectuelle y afférents.

Résultats Communs : désigne l'ensemble des Résultats générés par les deux (2) Parties.

2. OBJET DE LA CONVENTION

Les Parties conviennent de collaborer à des activités communes dans le domaine de la recherche portant sur des études stratégiques/historiques dans le domaine de l'évaluation et de la compréhension des transformations opérationnelles et technologiques des nouvelles capacités structurantes de plus en plus interconnectées, *ci-après désigné Programme de Recherche.*
La **Convention** définit ainsi les conditions et les modalités de cette collaboration entre les Parties dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Recherche.
La description du Programme de Recherche se trouve en annexe 1.

3. CORRESPONDANTS

Tout avis et communication relatifs à l'exécution ou à l'interprétation de la Convention tant dans ses aspects administratifs que scientifiques, devront être faits à l'attention des personnels des **Parties** listés ci-après :

CONFIDENTIEL CONVENTION

Pour l'**Université Lyon 3 :**

Correspondant administratif :	Correspondant scientifique :
Mme Marie-Alice VIROLLEAUD	M. Olivier ZAJEC
Université Jean Moulin Lyon 3 Direction de la Recherche et des Études Doctorales DRED 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08	Université Jean Moulin Lyon 3 Institut d'Etudes de Stratégie et de Défense IESD 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
marie-alice.virolleaud@univ-lyon3.fr	olivier.zajec@univ-lyon3.fr

Pour le **Centre Culturel Militaire** :

Correspondant administratif :	Correspondant scientifique :
LCL Thierry VALLES	M. Christophe CHEVASSUS
22 avenue Leclerc 69007 Lyon Quartier général Frère Bat 15 Tel 04 37 27 20 66	22 avenue Leclerc 69007 Lyon Quartier général Frère Bat 15 Tel 04 37 27 20 66
Thierry1.valles@intradef.gouv.fr	Christophe.chevassus@intradef.gouv.fr

4. ACTIVITES DU PARTENARIAT

Dans le cadre du partenariat les Parties s'engagent à encourager les Activités listées ci-dessous :

- Elaboration de projet de recherche ou d'étude ;
- Valorisation des Résultats ;
- Organisation conjointe de séminaires, conférences, colloques et ateliers ;
- Echange d'informations et de documentations ;
- Mise à dispositions de réseaux.

D'un commun accord entre les Parties, d'autres actions peuvent être développées. Lorsque nécessaire, les actions entreprises dans le cadre de la Convention, ci-après les Projets d'Etude, pourront faire l'objet de Contrats Spécifiques qui préciseront les objectifs, les modalités techniques et financières de mise en œuvre et les droits et obligations des Parties.

Dans le cas de Contrats Spécifiques, les Parties s'efforcent de reprendre les stipulations des articles 8 et 9 concernant la confidentialité et la propriété des Résultats. En cas de contradiction entre les termes des Contrats Spécifiques et de la Convention, les termes des Contrats Spécifiques prévaudront.

CONFIDENTIEL CONVENTION

5. DUREE DE LA CONVENTION

La **Convention** prend effet à compter du 08 octobre 2024, sous réserve de sa signature par les Parties, pour une durée de trois (3) ans, sauf résiliation anticipée conformément à l'Article 11 (Résiliation).

La **Convention** pourra être renouvelée à la fin de cette période de trois (3) ans par avenant qui précisera les conditions dans lesquelles s'inscrit la nouvelle relation entre les **Parties. Les Parties** conviennent de se rencontrer au moins un (1) an avant le terme de la **Convention** pour étudier son renouvellement éventuel. Les dispositions des Articles 8 (« Confidentialité »), 9 (« Propriété Intellectuelle ») et 10 (« Responsabilité – Assurances ») demeureront en vigueur, pour les durées qui leur sont propres, nonobstant la durée ou la résiliation de la **Convention**.

6. MOYENS ET RESSOURCES

6.1. FINANCEMENTS

Il n'est pas prévu de flux financier entre les Parties dans le cadre de la Convention.
Chaque Projet d'Etude fera l'objet d'un financement spécifique détaillé dans le Contrat Spécifique concerné.

6.2. PERSONNELS DES PARTIES

Il est entendu que les personnels qui seront amenés à travailler sur le Programme de Recherche sont Personnels des **Parties**. En cas de participation d'un personnel autre, une convention spécifique devra être conclue.

Chaque **Partie** conserve vis à vis de son personnel toutes obligations civiles, sociales, fiscales et plus généralement toutes ses obligations afférentes à sa qualité d'employeur. Elle exerce envers eux toutes les prérogatives administratives de gestions, d'autorité hiérarchique et disciplinaire vis-à-vis de son personnel. Chacune des **Parties** prendra en charge, pour ce qui la concerne, la couverture de ses personnels conformément à la législation applicable au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles de la Sécurité sociale.

Chacune des **Parties** donne à son personnel au moment de son affectation les instructions nécessaires pour l'application des stipulations de la présente **Convention**. Aucun transfert d'autorité ne peut intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente **Convention**.

Les personnels accueillis dans les locaux de l'une des **Parties**, sont soumis au respect du règlement intérieur, des règles de sécurité, de confidentialité, et à la discipline en vigueur au sein de l'établissement d'accueil, notamment en matière d'hygiène, sécurité et environnement, sans que ceci ne modifie en rien les droits et devoirs qui sont les leurs en application de leurs statuts respectifs.

6.3. GESTION DES CHERCHEURS AFFECTES SPECIFIQUEMENT A UN PROJET D'ETUDE

Les modalités de recrutement, de l'accueil et de gestion des personnels travaillant spécifiquement sur des Projets d'Etude seront précisées dans les **Contrats Spécifiques**.

Il est entendu que les personnels qui seront amenés à travailler sur les Projets d'Etude sont les Personnels des Parties. En cas de participation d'un personnel autre, l'employeur de ce personnel devra être partie au Contrat Spécifique.

CONFIDENTIEL CONVENTION

Pour mener à bien chaque Projet d'Etude, une équipe (ci-après « l'Equipe Projet ») est constituée. Elle peut être composée d'un ou plusieurs :

- doctorants ;
- post-doctorants ;
- chercheurs ou enseignants chercheurs ;
- contractuels de l'une des parties ;

7. PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

Les travaux de recherche et d'innovation réalisés dans le cadre de cette **Convention** pourront faire l'objet de publications, de diffusions et de communications à l'initiative de l'une des **Parties** en accord avec l'autre Partie. Les publications scientifiques des travaux en commun seront favorisées et valorisées. Néanmoins, toute initiative de publication et de communication directement liée au **Programme de recherche** devra être approuvée par l'autre **Partie.**

8. CONFIDENTIALITE

8.1. CONFIDENTIALITE DE LA CONVENTION

Les Parties s'autorisent mutuellement à mentionner l'existence de la **Convention** au public. Toutefois, elles s'interdisent d'en divulguer les conditions et les modalités à des tiers.

8.2. CONFIDENTIALITE DES INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

Chacune des **Parties** s'engage à ne pas divulguer les **Informations Confidentielles**, telles que définies à l'article 1 de la Convention, reçues de l'autre Partie.

Ainsi, la Partie Réceptrice s'engage à ce que les Informations Confidentielles émanant de l'autre Partie :

(a) soient protégées et soient traitées par elle avec le même degré de protection que celui qu'elle accorde à ses propres Informations Confidentielles ;

(b) ne soient divulguées qu'aux seuls membres de son personnel devant nécessairement en connaître et ne soient utilisées par ces derniers que dans le cadre du Programme de Recherche ;

(c) ne soient pas utilisées, totalement ou partiellement, dans un autre but que celui du Programme de Recherche ;

(d) ne soient ni divulguées ni susceptibles d'être divulguées, soit directement, soit indirectement à tout tiers ou à toutes personnes autres que celles mentionnées à l'alinéa (b) ci-dessus ;

(e) ne soient, copiées, reproduites, dupliquées totalement ou partiellement que pour les besoins stricts du Programme de Recherche ;

(f) ne soit pas décompilées *(« reverse engineering »)* totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n'ont pas été autorisées par la Partie Émettrice de manière spécifique et par écrit.

Les informations confidentielles qui nécessiteraient une classification pour le respect des secrets de la défense nationale feront l'objet des dispositions de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Ne sont pas considérées comme confidentielles :

1. les informations transmises par l'une ou l'autre des **Parties** tombées dans le domaine public au moment de leur communication ou celles qui seraient dans le domaine public postérieurement à leur communication sous réserve, dans ce cas, que ce ne soit pas le résultat d'une violation d'une obligation de confidentialité ;

CONFIDENTIEL CONVENTION

2. les informations pour lesquelles celle des **Parties** qui les reçoit peut prouver qu'elle les connaissait déjà préalablement à leur communication ;
3. les informations communiquées ou obtenues d'un tiers par des moyens légitimes ;
4. les informations qui sont le résultat de développements internes entrepris de bonne foi par les membres de son personnel n'ayant pas eu accès aux **Informations Confidentielles** ;
5. les informations devenues accessibles par simple observation visuelle de produits ou appareils mis sur le marché ;
6. les informations dont leur divulgation a été imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou par l'application d'une décision de justice définitive ou d'une sentence arbitrale.

Chacune des **Parties** est tenue à une obligation de confidentialité à l'égard des tiers durant l'application de la **Convention** et pendant une durée de 5 années après son terme. La levée de l'obligation contractuelle de confidentialité ne dégage pas les Parties du respect des dispositions de l'instruction **générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.**

Les informations *« classifiées »* de défense échangées ou générées dans le cadre de la **Convention** sont utilisées, transmises, conservées, traitées et protégées conformément aux dispositions de l'instruction **générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale**.

L'Université Lyon 3 reconnait avoir pris connaissance des textes suivants portant sur les obligations résultant de la connaissance et de la détention d'informations classifiées couvertes par le secret de la défense nationale dans le cas où, pour toute raison, elles ou ses personnels y auraient accès :

- articles 413-9 à 414-9 du code pénal ;
- arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD du 9 août 2021 sur la protection du secret de la défense nationale.

Toute violation ou inobservation par l'Université Lyon 3 de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner l'application des dispositions des articles 413-9 à 413-12 du code pénal à son encontre ou à l'encontre de ses personnels.

8.3. PROTECTION DES INFORMATIONS LORS DES ECHANGES ENTRE LES PARTIES

Les Parties s'accordent pour définir que certaines informations communes issues de leurs études et de leurs échanges oraux pourront être considérées comme confidentielles et devront faire l'objet d'un traitement par l'outil *ACID CRYPTOFILER* avant tout envoi électronique et porteront, en plus éventuellement d'un timbre de classification défense, le timbre suivant : *« Confidentiel Recherche – IESD »*.

En tout état de cause, seules les informations classifiées jusqu'à *« Diffusion Restreinte »* et *« Diffusion Restreinte Spécial France »* incluses pourront transiter via cet outil par le réseau internet.

8.4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

« Données Personnelles » signifie toute information se rapportant à une Personne Concernée.

« Données Personnelles Concernées » signifie les Données Personnelles qui font l'objet d'un Traitement dans le contexte de la Convention, dont les catégories sont les suivantes : données de contact, informations professionnelles, informations financières, données de connexion, relatives aux Personnes Concernées suivantes : les personnels des Parties chargés de l'exécution de la Convention.

« EEE » signifie l'Espace Economique Européen.

« Législation Applicable à la Protection des Données » signifie toute réglementation relative à la protection des données applicable dans le contexte de la Convention, y compris, si applicable, le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (**RGPD**), ainsi que les lois et règlements adoptés pour mettre en œuvre le RGPD.

« Personne Concernée » signifie une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à l'identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

« Responsable du Traitement » signifie la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du Traitement de Données Personnelles.

« Traitement » signifie toute opération ou ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des Données Personnelles ou à des ensembles de Données Personnelles, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Protection des Données Personnelles
Dans le contexte de la Convention, dès lors que l'une des Parties procède à un Traitement des Données Personnelles Concernées de l'autre Partie, les Parties réalisent un tel Traitement, chacune en tant que Responsable du Traitement. Dans ce cadre, chaque Partie s'engage à se conformer à la Législation Applicable à la Protection des Données et à fournir à chacune des Personnes Concernées intéressées la notice d'information telle que fournie par l'autre Partie afin de permettre à cette dernière de se conformer à l'article 14 du RGPD.

9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

9.1. CONNAISSANCES PROPRES

Les Connaissances Propres des Parties restent leur propriété pleine et entière. Sauf disposition contraire, la **Convention** n'emporte aucune cession ou licence des droits de la Partie détentrice sur ses Connaissances Propres. Ainsi, rien dans la **Convention** n'interdit à la Partie détentrice d'utiliser de quelque manière que ce soit ses Connaissances Propres pour elle-même ou avec tout tiers de son choix.
Les stipulations concernant l'utilisation des Connaissances Propres nécessaires à chaque Projet d'Etude et leurs conditions d'exploitation seront détaillées au cas par cas dans chaque Contrat Spécifique.

9.2. RESULTATS PROPRES

Les Résultats Propres sont la propriété de la **Partie** qui les a générés. À ce titre, chaque **Partie** est propriétaire de toutes modifications ou évolutions que son personnel apporte à ses Connaissances Propres.
Les éventuels Brevets nouveaux et autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits Résultats Propres sont déposés aux seuls frais et risques de la Partie propriétaire, à son seul nom et sur sa seule initiative.
Les stipulations concernant l'utilisation des Résultats Propres nécessaires à chaque Projet d'Etude et leurs conditions d'exploitation seront détaillées au cas par cas dans chaque Contrat Spécifique.

9.3. RESULTATS COMMUNS

Les Résultats Communs sont la copropriété des **Parties** au prorata de leurs apports intellectuels et financiers, sous réserve de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur.

Sous réserve des dispositions de l'article 8 de la Convention et de la législation en vigueur concernant notamment le droit d'auteur, chaque Partie pourra utiliser librement et gratuitement les Résultats Communs pour ses besoins propres de recherche et d'enseignement.

Les stipulations concernant la répartition des quotes-parts de copropriété ainsi que les droits d'utilisation et d'exploitation des Résultats Communs obtenus dans le cadre de chaque Projet d'Etude seront déterminés dans chaque Contrat Spécifique.

10. RESPONSABILITES - ASSURANCES

Chacune des **Parties** reste responsable, dans les conditions de droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux **Parties** et/ou aux tiers à l'occasion de l'exécution de la **Convention**, y compris les dommages résultant de l'utilisation de matériels d'équipements appartenant à l'autre **Partie** et mis à la disposition de ce personnel.

11. RESILIATION DE LA CONVENTION

11.1. INEXECUTION

La **Convention** peut être résiliée de plein droit et sans autre formalité judiciaire par l'une des **Parties** en cas d'inexécution par l'autre **Partie**, d'une ou de plusieurs de ses obligations contractuelles.

Cette résiliation devient effective trois (3) mois à compter de la date d'envoi par la **Partie** plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la **Partie** défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la **Partie** défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve d'assumer financièrement les dommages subis par la **Partie** plaignante, du fait de la résiliation anticipée de la **Convention**.

11.2. FAUTE GRAVE

Chacune des **Parties** pourra résilier la **Convention** de plein droit en cas de faute grave de l'autre **Partie**, immédiatement et sans délai. La **Partie** lésée notifie sa résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation n'ouvre pas droit à une quelconque indemnisation.

Nonobstant la résiliation de la **Convention** pour quelque cause que ce soit, les dispositions relatives à la confidentialité (Article 8) et à la propriété intellectuelle (Article 9) resteront en vigueur pour les durées qui leur sont propres.

12. CESSION

La **Convention** et les droits et obligations y afférents, ne peuvent être cédés, concédés, délégués, transférés de quelque manière que ce soit, en tout ou partie par les **Parties**, que par un accord écrit, préalable et unanime de toutes les **Parties**.

13. INTERPRETATION

Toutes les clauses de la **Convention**, ainsi que l'exposé préalable et l'annexe qui en fait partie intégrante, sont des conditions déterminantes de la **Convention** sans laquelle les **Parties** n'auraient pas contracté, sous réserve des stipulations ci-après relatives à la validité.

En cas de contradiction entre les clauses de la Convention et celles de l'annexe, les clauses de la **Convention** prévaudront.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en-tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres sont déclarés inexistants.

Toute modification de l'une quelconque des clauses ou conditions devra être constatée par un écrit signé par chaque **Partie** qui constituera un avenant à la **Convention**.

14. MODIFICATION – VALIDITE

Au cas où l'une quelconque des clauses de la **Convention** serait déclarée nulle ou inapplicable par quelque juridiction que ce soit et ce par une décision définitive, cette clause sera supprimée sans qu'il en résulte la nullité de l'ensemble de la **Convention.** Ainsi, les autres clauses demeureront pleinement en vigueur. Dans ce cas, les **Parties** conviennent de se rencontrer afin de substituer à ladite clause une clause valide qui lui soit aussi proche que possible tant sur le plan juridique qu'économique.

S'il apparaît que l'une des clauses et conditions de la **Convention** va à l'encontre des dispositions d'un traité, d'une loi, une règlementation, nationale ou internationale, les **Parties** conviennent de se rencontrer afin d'y apporter, dans le respect de son équilibre tant juridique qu'économique, toutes les modifications nécessaires pour la mettre en harmonie avec ces dispositions.

15. RENONCIATION

Toute renonciation, quelle qu'en soit la durée, à invoquer l'existence de clauses de la **Convention**, ou leur violation totale ou partielle, ne peut constituer une modification ou une suppression desdites clauses.

16. NOTIFICATIONS OFFICIELLES

Pour l'exécution des dispositions de la **Convention**, les **Parties** font élection de domicile en leurs sièges respectifs. Toute notification officielle faite dans le cadre de la **Convention** est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception aux adresses citées dans l'article 3.

Les **Parties** s'engagent à se notifier mutuellement dans les plus brefs délais tout changement de coordonnées.

17. DROIT APPLICABLE – REGLEMENT DES DIFFERENDS – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

La **Convention** est soumise au droit français.

CONFIDENTIEL CONVENTION

Les **Parties** s'engagent à rechercher en priorité un arrangement amiable à tout différend qui pourrait survenir à propos de l'interprétation ou de l'exécution de la **Convention**, dans un délai de trois (3) mois à compter de sa formalisation par écrit par l'une ou l'autre des Parties.

Tout litige n'ayant pu être réglé à l'amiable dans un délai de trois (3) mois pourra être porté devant les Tribunaux français compétents.

**** Page de signature ci-après ****

CONFIDENTIEL CONVENTION

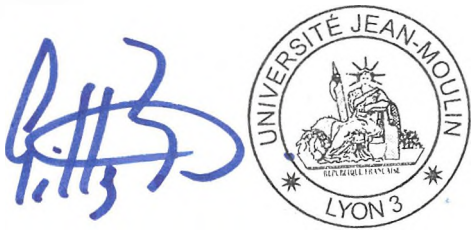
GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

iesd Institut d'études de stratégie et de défense

Fait en deux (2) exemplaires originaux, dont un (1) exemplaire pour chaque Partie.

Pour l'Université Lyon 3

A : Lyon
Date : 27-09-24
Son Président, Gilles BONNET



Pour l'Institut d'études de stratégie et de défense (IESD),

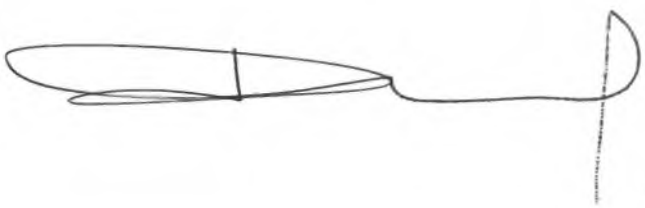
Son Directeur, Olivier ZAJEC le 8 octobre 2024
Visa :



Pour le Cercle général Frère - Centre Culturel Militaire,

Le gouverneur militaire de Lyon, le général de corps d'armée
Denis MISTRAL

A : Lyon le 8/10/2024
Date :



CONFIDENTIEL CONVENTION

GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

iesd Institut d'études de stratégie et de défense

ANNEXE 1

PROGRAMME DE RECHERCHE

L'objectif est de contribuer au développement des programmes de recherche visant l'utilisation du fond d'archive du Centre Culturel Militaire et l'établissement d'évènements de recherche communs (conférences, colloques, expositions, etc.).

L'IESD axe son programme de recherche sur l'interconnexion des capacités stratégiques hautes. L'objectif de recherche commun est ainsi l'évaluation et la compréhension des transformations opérationnelles et technologiques des nouvelles capacités structurantes de plus en plus interconnectées qui apparaissent décisives pour les futures confrontations et rapports de forces.

Cela se traduit par une orientation des travaux d'intérêt commun vers la réalisation de conférences sur l'appréhension de la nouvelle combinaison des opérations multi-domaines, multi-milieux/multi-champs sous forme de combat collaboratif étendu, qui peut se décliner par des études relatives à l'intégration homme-système, la collaboration humain – agent artificiel de type IA, la compréhension et la modélisation du système hybride humain-machine dynamique complexe, mettant en œuvre de nombreux sous-systèmes hétérogènes en interaction, voire autonomes, la guerre algorithmique et le wargame associé mais également la conception de l'activité future et l'analyse de la performance.

Chaque pôle de recherche de l'IESD aura également vocation à utiliser les ressources documentaires et organiser des évènements de recherche au Centre Culturel Militaire (études sur le nucléaire, études sur la puissance aérienne, études d'histoire militaire, études opérationnelles, études sur le volet spatial, etc.).

CONFIDENTIEL DÉFENSE

AVENANT au Contrat de Collaboration de recherche dans le cadre de la CIFRE n°2020/0605

ENTRE

ERE 43, Société Coopérative d'intérêt Collectif S.A.R.L., représentée par son gérant, Monsieur Jacques VILLEVIEILLE, dont le siège social est situé Zone d'Activité La Guide 2, 43200, Yssingeaux, de siret n°440 061 752 00067.

Ci-après désignée « **Entreprise** »

ET

L'**Université Jean Moulin Lyon 3**, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représentée par son président, Monsieur Gilles BONNET, dont le siège social est situé 1C, avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon Cedex 08.

Ci-après désignée « **Université Lyon 3** »

L'Université Lyon 3 agissant dans le cadre des activités du laboratoire Environnement Ville et Société UMR 5600 EVS, dirigé par Monsieur Etienne COSSART, et dont les tutelles principales sont l'Université Lyon 3, l'Université Lyon 2, l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, l'ENSAL, et le CNRS. L'Université Lyon 3 a reçu mandat du CNRS, de l'Université Lyon 2, de l'UJM, de l'ENTPE et de l'ENS Lyon pour la présente convention en application de la convention de site conclue le 06 janvier 2023, pour le signer en leur nom et pour leur compte.

L'Université Lyon 3 et l'Entreprise et sont ci-après désignées individuellement par la « **Partie** » et conjointement par les « **Parties** ».

CONSIDÉRANT QUE

Dans le cadre de la réalisation d'une thèse bénéficiant d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), un contrat de collaboration de recherche a été conclu le 04 janvier 2021 entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et ERE 43 pour la mise en œuvre des travaux de thèse du doctorant Monsieur Nicolas LEPIN.

La CIFRE conclue avec l'ANRT, le contrat de travail de Monsieur Nicolas LEPIN adossé à cette convention ainsi que le contrat de collaboration de recherche prennent fin le 03 janvier 2024.

Néanmoins, lors de son contrat, Monsieur Nicolas LEPIN a bénéficié d'un arrêt de travail de 1 mois et 5 jours du 1er septembre 2021 au 8 octobre 2021. Les conditions d'octroi et de suivi des CIFRE permettent dans ce cas une suspension de la convention CIFRE, suivie d'une prolongation de la durée de la suspension.

À l'issue de la Convention CIFRE, ERE 43 a alors établi un nouveau contrat de travail incluant la durée de la suspension, et ce afin de permettre au doctorant de continuer ses travaux de thèse. Ces travaux continuant à s'inscrire dans le cadre de la collaboration de recherche entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et ERE 43, les Parties ont décidé de procéder à la signature d'un avenant afin de prolonger la durée du contrat de collaboration en conséquence.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de l'Avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 - Entrée en vigueur et durée, et en particulier la date de fin du contrat.

Article 2 - Modification de l'Article 2 - Entrée en vigueur et durée

Les stipulations de l'article 2 du contrat de collaboration

« Le présent contrat est conclu sous réserve de sa signature par les Parties à la date d'entrée en vigueur de la CIFRE n°2020/0605 à savoir le 04/01/2021 pour une durée de 36 mois. »

sont remplacées par :

« Le présent contrat est conclu sous réserve de sa signature par les Parties à la date d'entrée en vigueur de la CIFRE n°2020/0605 à savoir le 04/01/2021 pour une durée de 37 mois et 5 jours. Le contrat prendra donc fin le 09 février 2024. »

Les autres stipulations de l'article 2 du contrat de collaboration restent inchangées.

Article 3 - Limites des Modifications

Les autres dispositions du contrat de collaboration restent inchangées.

Article 4 - Prise d'effet

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa signature par les Parties.

Fait en deux exemplaires originaux à Lyon, le 12 septembre 2024

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3

Gilles BONNET, Président
Signature :

UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3

Pour ERE 43

Jacques VILLEVIEILLE, Gérant
Signature :

SCIC ERE 43
ZA La Guide 2
43200 YSSINGEAUX
Tél : 04 71 59 79 24
Siret : 440 061 752 00067

Mandat de négociation et de signature des contrats conclus pour la réalisation d'études et de travaux de recherche

Entre

Le Centre National de la Recherche Scientifique, Établissement Public à caractère Scientifique et Technologique, dont le siège se situe 3, Rue Michel-Ange, 75794 PARIS CEDEX 16, représenté par son Président-directeur général, Antoine PETIT lequel a délégué sa signature pour le présent mandat, à Monsieur, Délégué Régional, Laurent BARBIERI

Ci-après désigné par « CNRS »

Et
L'**Université Claude Bernard – Lyon 1,** Etablissement Public national à Caractère Scientifique Culturel et Professionnel, dont le siège se situe 43 Boulevard du 11 Novembre 1918, 69622 VILLEURBANNE cedex – SIRET n° 196 917 744 00019, code APE 8542Z, représentée par son Président, Frédéric FLEURY,

Ci-après désigné par « UCBL »

Et
L'Université Lumière Lyon 2, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège se situe 86, Rue Pasteur, 69007 LYON, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER;

Ci-après dénommée « Lyon 2 » ;

Et
L'Université Jean Moulin Lyon 3, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe, 1C Avenue des Frères Lumières 63372 LYON Cedex 8, représentée par son Président Monsieur Éric CARPANO,

Ci-après désigné par « Lyon 3 »

Et
L'Université Jean Monnet Saint-Etienne, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 10 rue Tréfilerie CS 82301 42023 SAINT-ETIENNE Cedex 2, représentée par son Président Monsieur Florent PIGEON ;

Ci-après dénommée « UJM » ;

Et
L'École Normale Supérieure de Lyon, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège se situe 15 parvis René Descartes, 69342 LYON, représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIZAC;

Ci-après dénommée « ENS de Lyon » ;

Et
L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège se situe 20 Avenue A. Einstein 69621 VILLEURBANNE Cedex, représenté par son directeur, Monsieur Frédéric FOTIADU ;

Ci-après dénommé « INSA Lyon » ;

Et
L'École Centrale de Lyon, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège se situe 36 avenue Guy de Collongue 69134 ECULL Y Cedex, représentée par son Directeur, Monsieur Pascal RAY,

Ci-après dénommée « Centrale Lyon » ;

Et

L'École Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, dont le siège se situe 3 rue Maurice Audin, 69518 VAULX-EN-VELIN Cedex, représentée par sa Directrice, Madame Cécile DELOLME,

Ci-après dénommée « ENTPE » ;

Et

L'Ecole Supérieure de Chimie Physique Electronique de Lyon, Association Loi 1901, labélisé Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG) par arrêté ministériel du 22 juillet 2021, dont le siège est situé 43 Boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne, SIRET 391 895 109 00026, code NAF 8542Z, représentée par son Directeur, Monsieur Gérard PIGNAULT,

Ci-après désignée par « CPE Lyon »,

Et

L'Institut d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Alimentation, Sante Animale, Sciences Agronomiques et de l'Environnement, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé 1 avenue Bourgelat, 69280 Marcy l'Etoile, N°SIRET 130 008 584 00018, code NAF 8542Z, représenté par sa Directrice générale, Madame Mireille BOSSY,

Ci-après désigné par « VetAgro Sup » ;

Le CNRS, UCBL, Lyon 2, Lyon 3, UJM, ENS de Lyon, INSA Lyon, Centrale Lyon, ENTPE, CPE Lyon et VetAgro Sup sont ci-après désignés individuellement comme « Partie » ou collectivement comme Parties.

ÉTANT PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

Selon les termes de la Convention de site 2021-2026 :

Les Parties hors CPE Lyon et VetAgro Sup ont signé le 6 janvier 2023 une convention pour la période 2021-2026, ci-après désignée « Convention de site », afin de formaliser leur partenariat dans le développement de programmes de recherche ambitieux relevant d'une stratégie scientifique partagée. CPE Lyon et VetAgro Sup ont signé respectivement le 3 mars 2023 et le 5 février 2024 une lettre d'adhésion à la convention de site ci-après désignée par « Lettres d'adhésion ».

L'article 3, Clauses spécifiques à l'activité contractuelle, de la Convention de site prévoit que les Parties mettent en œuvre le principe de la signature unique des contrats. La Partie gestionnaire de l'activité contractuelle dispose d'un mandat de négociation et de signature des contrats ci-après désignée « Mandataire ».

Dans tous les cas, le présent mandat (« Mandat ») s'applique pour les unités dont toutes les Parties ont signé la Convention de site ou les Lettres d'adhésion et qui figurent en annexe 1 A. Pour les unités dont au moins une tutelle n'a signé ni Convention de site ni Lettre d'adhésion qui figurent en annexe 1 B, la Partie signataire du Mandat désignée mandataire devra demander mandat à la ou aux tutelles non signataires du Mandat.

1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Le Mandataire reçoit un mandat spécial et exclusif, à titre gratuit des autres Parties tutelles de l'unité/FR/EMR concernée (ci-après désignées « Mandants ») pour élaborer, négocier, signer, gérer et suivre aux noms et pour leur compte, les contrats et leurs éventuels avenants définis ci-après, conclus pour la réalisation d'études et de travaux de recherche (ci-après les « Contrats ») dans les conditions définies dans le Mandat.

Les Contrats visés par le Mandat concernent :
- les contrats de collaboration de recherche ;
- les contrats de prestations de service ;
- les accords de secret ;
- les accords de transfert de matériel ;
- les conventions de subvention avec des financeurs nationaux, européens ou internationaux ;
- les accords de consortium issus de ces subventions, hors projets Investissements d'Avenir.

Pour les projets de type ERC, chaire individuelle, chaire de professeur junior, Postdoctoral Fellowship ou équivalent, le Mandataire est la Partie employeur du porteur de projet (cf. article 3.4 de la Convention de Site).

Le Mandat concerne notamment les contrats signés avec la Commission européenne, à condition que le Mandant soit bien tierce partie liée. Chacun des Mandants s'engage alors à respecter les stipulations de la convention de subvention et de l'accord de consortium. La responsabilité solidaire et conjointe qui pourrait être demandée par la Commission européenne dans la convention de subvention n'est pas présumée.

Dans l'éventualité où une convention de création ou de renouvellement d'Unité/FR/EMR prévoyant des modalités de mises en œuvre de la signature unique des Contrats ou un mandat spécifique à une Unité/FR/EMR listées en annexe 1 serait mis en place, ladite convention ou ledit mandat prévaudra sur le présent Mandat.

2. CONDITIONS D'EXERCICE DU MANDAT

2.1 Le Mandataire veille à ce que les intérêts de chacun des Mandants ainsi que ceux de leurs agents soient préservés lors de l'élaboration, de la négociation et de l'exécution des Contrats avec un tiers. Ces Contrats comportent en particulier des clauses de confidentialité et de propriété intellectuelle destinées à protéger les intérêts légitimes des Parties. À cette fin, ils prévoient et réservent, notamment dans les contrats de collaborations de recherche, la faculté pour les personnels de recherche de faire état de leurs travaux par voie de publications ou dans leur rapport d'activité selon des modalités propres à garantir le secret des informations. Pour les seuls Contrats encadrant la réalisation de travaux de recherche, les Parties et le tiers signataire du Contrat sont copropriétaires des résultats, le partenaire industriel ou valorisateur au Contrat supporte les frais directs et les droits à retour financier des Parties en cas d'exploitation directe ou indirecte par ce partenaire doivent être expressément prévus.

2.2 Il est précisé que le Mandat ne couvre pas :

- les contrats prévoyant une renonciation à la copropriété des résultats;
- les contrats impliquant un partage des frais de propriété intellectuelle avec le partenaire industriel ;
- les contrats prévoyant une renonciation à tout droit à retour financier en cas d'exploitation des résultats issus de la collaboration ;
- les contrats ayant un effet structurant, dont une liste non-exhaustive figure en annexe 2 du Mandat. Cette annexe pourra faire l'objet d'une révision par le Comité des Contrats prévu à l'article 3 ;
- plus généralement, tout contrat impliquant un engagement financier quelconque pour le Mandant ;
- les contrats portant des stipulations relatives à l'hébergement de société.

2.3 Le Mandataire ne dispose pas du mandat de représentation du Mandant pour agir ou se défendre en justice en son nom et place.

Pour tout litige et action en justice susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution des Contrats, les Parties se rencontreront pour définir la stratégie à tenir et se fourniront tous les éléments dont elles disposent permettant d'apprécier la nature et l'ampleur des actions à mener.

2.4 Le Mandataire devra transmettre à chacun des Mandants les informations que le Mandataire aura pu recevoir des partenaires aux Contrats et qui seraient nécessaires aux Mandants pour accomplir les tâches leur incombant au titre des Contrats.

De même, le Mandataire devra transmettre aux parties aux Contrats, au nom et pour le compte du Mandant, les informations nécessaires à l'exécution des Contrats qui lui auront été remises par le Mandant.

2.5 Le Mandataire devra mentionner le Mandant parmi les parties aux Contrats et faire état du Mandat dans les Contrats hors contrats de subvention non modifiable émanant de l'Agence Nationale de la Recherche et de la Commission Européenne. À défaut, le Mandant ne sera pas lié par les engagements prévus aux Contrats.

2.6 Les copies des Contrats seront notifiées par le Mandataire à chacun des Mandants, selon les dispositions de l'article 4, dès réception par le Mandataire des originaux signés.

2.7 En cas de délégation du présent Mandat à un tiers, le Mandataire en informe préalablement le ou les Mandants et reste tenu de respecter l'intégralité des dispositions du présent contrat. Il s'assure du respect de celles-ci par le délégataire.

A ce titre, l'UCBL, INSA Lyon, CPE Lyon et Centrale Lyon font appel à leurs filiales, respectivement les sociétés LIP et EZUS LYON, la société INSAVALOR, CPE-FCR et Centrale innovation ci-après désignées par « Filiales », afin de valoriser, développer et promouvoir les compétences de leurs unités de recherche. A cette fin les Filiales peuvent être amenées à réaliser le montage de projets de recherche et la négociation de Contrats au nom et pour le compte de l'Etablissement dont elles sont affiliées dans les conditions prévues au présent Mandat. Le Mandataire reste tenu des obligations du présent Mandat vis-à-vis du Mandant.

2.8 Marque

Le Mandant autorise le Mandataire, pour la durée du présent Mandat, à utiliser ses marques et sa dénomination sociale dans le seul cadre de la promotion des projets et partenariats des Unités/FR/EMR ainsi que dans le cadre des procédures de dépôt et de maintien en vigueur de titres de propriété intellectuelle détenus en copropriété.

En dehors de ces cas, tout autre usage, notamment commercial, par le Mandataire ou tout tiers, du nom, des marques et signes distinctifs qui appartiennent aux Mandants n'est en aucun cas autorisé.

En outre, les noms, marques et signes distinctifs du Mandant ne pourront être utilisés d'une façon qui, de par la forme et/ou le contexte, puisse être interprétés comme une quelconque garantie accordée par le Mandant aux produits ou à quelque produit ou service ou actions que ce soit du Mandataire ou d'un tiers cocontractant.

Le Mandant pourra suspendre à tout moment cette autorisation dans le cas où il jugerait que la communication réalisée par le Mandataire va à l'encontre de la présente clause.

En tout état de cause, le Mandataire ne dispose d'aucun droit pour autoriser un tiers à utiliser les marques et nom du Mandant.

Les règles exposées ci-dessus sont également applicables au nom et au logo des Unités/FR/EMR.

3. COMITÉ DES CONTRATS

Le Comité des Contrats suit la mise en œuvre du Mandat en faisant un bilan annuel des Contrats signés.

Il est composé :
- pour le CNRS : du Délégué Régional et du Responsable du Service Partenariat & Valorisation ;
- pour l'UCBL : du Vice-Président Recherche et de la Directrice de la Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales, ou leurs représentants ;
- pour Lyon 2 : du.de la Vice-Président.e chargé.e de la Recherche et du.de la Direteur.rice de la Recherche et des Ecoles Doctorales, ou leurs réprésentant.e.s.
- pour Lyon 3 : de la Vice-Présidente Recherche et du ou de la Directrice de la Recherche et des Etudes Doctorales, ou leurs représentants
- pour l'UJM : du.de la Vice-Président.e chargé.e de la Recherche et du.de la Direteur.rice de la Recherche et des Ecoles Doctorales, ou leurs réprésentant.e.s
- pour ENS de Lyon : Vice-Président Recherche et/ou la Responsable du Service Valorisation et /ou la Responsable du Service Ingénierie de Projets ;
- pour INSA Lyon ;de la Directrice de la recherche et de la valorisation, et de la Directrice administrative de la recherche et de la valorisation, ou leur représentants ;
- pour Centrale Lyon : du Directeur de la recherche et de l'Innovation et de la Directrice des Partenariats Recherche et Valorisation ;
- pour ENTPE : du Directeur de la recherche ou de son représentant ;
- pour CPE Lyon : du Directeur scientifique ou de son représentant ;
- pour VetAgro Sup : de la Directrice de la Recherche et de la Responsable du Service Recherche Valorisation Etudes Doctorales.

En tant que de besoin, ces représentants pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant information préalable aux autres Parties et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel des Parties et/ou de leurs affiliés, souscrive un engagement de confidentialité conforme aux stipulations de la Convention de site.

Une Partie peut s'opposer à la présence d'un spécialiste n'appartenant pas au personnel d'une autre Partie ou de leurs affiliés s'il y a un conflit d'intérêts entre les activités de la Partie qui s'oppose et celles dudit spécialiste ou de son employeur. Les spécialistes susvisés n'interviendront qu'à titre consultatif durant les réunions du Comité des Contrats.

Ce Comité des Contrats a principalement pour fonction de veiller au respect des conditions définies dans le Mandat et à la mise en place d'un contrôle qualité réalisé sur un échantillon de Contrats signés par le Mandataire et choisis de manière discrétionnaire par le Mandant et sur la base d'une grille d'évaluation actée conjointement par les Parties.

La tenue de ce Comité des Contrats sera notamment l'occasion pour les Parties de faire le bilan des difficultés récurrentes rencontrées à l'occasion de l'exercice du Mandat.

Le Mandataire assure une totale transparence de l'information par la communication des documents appropriés et la diffusion d'une information exhaustive.

Le Comité des Contrats se réunit au moins une fois par an, à l'initiative de l'une des Parties ce qui n'entrave pas la possibilité pour le Mandant de solliciter pendant l'exécution du Mandat toute information sur les Contrats.

4. NOTIFICATION

Toute notification requise au titre du Mandat sera réalisée par courrier recommandé avec accusé de réception, à la Partie concernée à l'adresse suivante :

CNRS

Délégation régionale Rhône Auvergne

2, avenue Albert Einstein

BP61335 – 69609 Villeurbanne cedex

dr07.delegue@cnrs.fr

Pour la transmission des copies des contrats signés par mandat : dr07.spv@cnrs.fr

Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1 :

Université Claude Bernard Lyon1

Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales

43 Boulevard du 11 Novembre 1918

69622 Villeurbanne Cedex

Pour toute notification d'ordre général :

direction.recherche@univ-lyon1.fr

Pour la transmission des copies des contrats signés par mandat : Nathalie TIBLE Nathalie.TIBLE@lip-lyon1.fr et Thomas DUPUIT thomas.dupuit@univ-lyon1.fr

Pour l'Université Lyon 2 :

Université Lumière Lyon 2

Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales

18 quai Claude Bernard

69365 Lyon Cedex 07

recherche@univ-lyon2.fr

Pour la transmission des copies des contrats signés par mandat : dred.projets@univ-lyon2.fr

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3:

Université Jean Moulin Lyon 3
Direction de la Recherche et des Etudes Doctorales,
1C avenue des Frères Lumière,
CS 78242 - 69372 LYON CEDEX 08
secretariat.recherche@univ-lyon3.fr; presidence@univ-lyon3.fr

Pour l'Université Jean Monnet Saint Etienne :

Université Jean Monnet Saint-Etienne
Direction de la Recherche
10, rue Tréfilerie
42023 Saint-Etienne Cedex 2
odile.barou@univ-st-etienne.fr
saic@univ-st-etienne.fr

Pour ENS de Lyon

ENS de Lyon
Service valorisation
46 allée d'Italie
6964 Lyon
valorisation@ens-lyon.fr

Pour INSA Lyon

INSA LYON
Direction administrative de la recherche
37 avenue Jean capelle
69621 Villeurbanne Cedex
dirrec@insa-lyon.fr
melanie.jacquin@insa-lyon.fr

Pour Centrale Lyon

Ecole Centrale de Lyon
Direction Partenariat Recherche et Valorisation
36 avenue Guy de Collongue
69 134 ECULLY Cedex

Direction.Recherche@ec-lyon.fr

Pour l'École Nationale des Travaux Publics de l'Etat :

ENTPE

Direction de la Recherche

3 rue Maurice Audin, 69518 VAULX-EN-VELIN Cedex

Affaires.contractuelles.recherche@entpe.fr

Pour l'Ecole Supérieure de Chimie Physique Electronique de Lyon :

CPE Lyon

Direction scientifique

3, rue Victor Grignard

69616 VILLEURBANNE Cedex

Direction.scientifique@cpe.fr

Pour l'Institut d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Alimentation, Sante Animale, Sciences Agronomiques et de l'Environnement

VetAgro Sup

Direction de la recherche

1 avenue Bourgelat

69 280 MARCY L'ETOILE

recherche.valorisation@vetagro-sup.fr

Toute modification des stipulations du présent article devra faire l'objet d'une information préalable des autres Parties, par mail avec accusé de réception, sans nécessiter la conclusion d'un avenant au Mandat

5. DURÉE

Le Mandat prendra effet rétroactivement à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de site soit au 1er janvier 2021 et pour les parties concernées à la date d'entrée en vigueur des lettres d'adhésion pour la durée de la Convention de site à savoir jusqu'au 31/12/2026. Il pourra être prorogé par voie d'avenant.

6. VOLONTÉ DES PARTIES

Le Mandat représente l'intégralité de la volonté des Parties.

En cas de modifications du Mandat, après accord des Parties, un avenant écrit au Mandat devra être établi et dûment signé par les Parties.

En particulier, en cas d'adhésion d'un nouvel établissement à la convention de site par la signature d'une lettre d'adhésion, le CNRS dispose d'un mandat des Parties afin de négocier et signer un avenant au mandat de gestion pour intégrer ce nouvel établissement en tant que Partie au mandat.

Le nouvel établissement devant accepté purement et simplement les conditions du présent Mandat.

7. FIN DU MANDAT

7.1 Renoncement du Mandataire

Si le Mandataire ne souhaite plus assumer le Mandat, il le notifie au Mandant. Le Mandat sera alors résilié de plein droit.

7.2 Révocation par le Mandant

Toute intention de révocation devra être discutée au préalable au sein du Comité des Contrats.

Le Mandat pourra être révoqué de plein droit et à tout moment et *a fortiori* en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par le Mandataire.

Dans cette hypothèse, le Mandataire aura alors un mois (1) mois à compter de la mise en demeure de respecter ses obligations pour satisfaire à ses obligations ou apporter la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

À défaut de remplir ses obligations dans le délai imparti ou d'avoir apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, le Mandat prendra fin.

Les Parties pourront également résilier, à tout moment, d'un commun accord le Mandat.

8. LITIGES – LOI APPLICABLE

Le Mandat est soumis aux lois et règlements français, notamment aux articles 1984 et suivants du code civil.

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les Parties au Mandat, relativement à la validité, l'interprétation et/ou à son exécution, les Parties s'efforceront de trouver une solution amiable à ce différend.

Tous différends entre les Parties relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation, l'exécution et la résiliation du Mandat ou de l'une quelconque de ses clauses, que les signataires ne pourraient pas résoudre à l'amiable pendant une durée de plus de six (6) mois, seront portés devant les juridictions françaises compétentes.

9. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des Unités, Fédérations de recherche (FR) et Equipes mixtes de recherche (EMR)

A. Liste des unités dont toutes les tutelles principales sont signataires de la présente convention.

B. Liste des unités dont au moins deux établissements signataires et une institution non signataire de la présente convention sont tutelles principales. La désignation du mandataire unique est faite sous réserve de l'accord de toutes les tutelles de l'unité

Annexe 2 : Annexe relative aux contrats structurants

L'annexe fait corps avec le Mandat et a la même valeur juridique que ce dernier.

Fait en onze (11) exemplaires à Villeurbanne le 0 1 AVR. 2024

Pour le CNRS



Le Président directeur Général
Antoine PETIT
Et par délégation

Laurent BARBIERI
Délégué Régional Rhône Auvergne

Pour le Délégué Régional empêché
Denis DUPLAT
Responsable du service
Partenariat et Valorisation
CNRS Rhône Auvergne

26 MARS 2024

Pour l'UCBL

M Frédéric FLEURY
Président

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON I

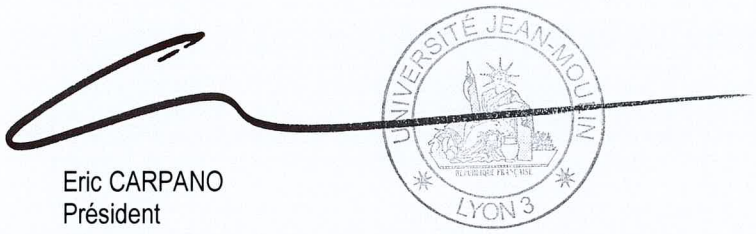
Pour Lyon 2

le 28/03/2024



Nathalie Dompnier
Présidente

Pour Lyon 3



Eric CARPANO
Président

Pour l'UJM



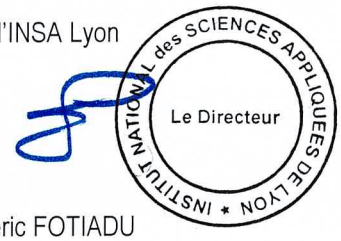
Florent PIGEON
Président

Pour l'ENS de Lyon

Pour le Président et par délégation
François ROUDIER
Vice-président recherche
ENS de Lyon

Emmanuel TRIZAC
Président

Pour l'INSA Lyon



Frédéric FOTIADU
Président

Pour Centrale Lyon

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
ECOLE CENTRALE DE LYON

Pascal RAY
Directeur

Pour le Directeur et par délégation
le Directeur de la Recherche
de l'École Centrale de Lyon

Christophe CORRE

Pour l'ENTPE

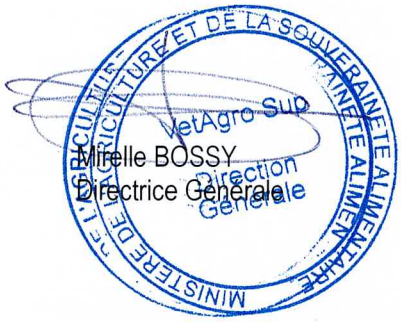
Cécile DELOLME
Directrice

Pour CPE Lyon



Gérard PIGNAULT
Directeur

Pour VetAgro Sup



Mirelle BOSSY
Directrice Générale

ANNEXE 1 : Liste des Unités, Fédérations de recherche (FR) et Equipes mixtes de recherche (EMR)

A. Liste des unités dont toutes les tutelles principales sont signataires de la présente convention.

Institut principal	Code unité	Sigle	Libellé	DU	Tutelles principales	Tutelles secondaires	Partie gestionnaire
IN2P3	UMR5822	IP2I Lyon	Institut de Physique des deux Infinis de Lyon	Ealet	CNRS / UCBL	-	Choix du DU
INC	UMR5082	CRMN	Centre de RMN à Très Hauts Champs de Lyon	Pintacuda	CNRS / ENS Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INC	UMR5182	LCH[1]	Laboratoire de chimie	Parola	CNRS / ENS Lyon	UCBL	Choix du DU
INC	UMR5223	IMP	Ingénierie des matériaux polymères	Duchet-Rumeau	CNRS / INSA Lyon / UCBL / UJM	-	Choix du DU
INC	UMR5246	ICBMS[2]	Institut de Chimie et Biochimie Moléculaires et Supramoléculaires	Piva	CNRS / UCBL	CPE LYON / INSA Lyon	UCBL (DGG)
INC	UMR5256	IRCELYON	Institut de Recherches sur la Catalyse et l'Environnement de Lyon	Pinel-Henryon	CNRS / UCBL	-	CNRS (DGG)
INC	UMR5280	ISA	Institut des Sciences Analytiques	Vulliet	CNRS / UCBL	-	Choix du DU
INC	UMR5615	LMI	Laboratoire des Multimatériaux et Interfaces	Brioude	CNRS / UCBL	-	UCBL (DGG)
INEE	UMR5023	LEHNA	Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés	Douady	CNRS / ENTPE / UCBL	INRAE	Choix du DU
INEE	UMR5079	BVpam	Laboratoire de biotechnologies végétales appliquées aux plantes aromatiques et médicinales	Baudino	CNRS / UJM	-	Choix du DU
INP	UMR5306	ILM	Institut Lumière Matière	Dugourd	CNRS / UCBL	-	Choix du DU
INP	UMR5672	LPENSL	Laboratoire de Physique	Geminard	CNRS / ENS Lyon	-	Choix du DU
INS2I	UMR5205	LIRIS[3]	Laboratoire d'informatique en image et systèmes d'information	Petit	CNRS / INSA Lyon / UCBL	Centrale Lyon / Lyon 2	Choix du DU
INS2I	UMR5668	LIP	Laboratoire de l'informatique du parallélisme	Trotignon	CNRS / ENS Lyon / UCBL	INRIA	Choix du DU
INSB	UAR3760	IBCP	Institut de Biologie et Chimie des Protéines	Geourjon	CNRS / UCBL	-	CNRS
INSB	UMR5086	MMSB	Microbiologie Moléculaire et Biochimie Structurale	Grangeasse	CNRS / UCBL	-	CNRS (DGG)
INSB	UMR5229	ISC-MJ	Institut des Sciences Cognitives Marc Jeannerod	Ferrari	CNRS / UCBL	-	CNRS (DGG)
INSB	UMR5239	LBMC	Laboratoire de Biologie et Modélisation de la Cellule	Auboeuf	CNRS / ENS Lyon	INSERM / UCBL	Choix du DU
INSB	UMR5240	MAP	Laboratoire de Microbiologie, Adaptation et Pathogénie	Nasser	CNRS / INSA Lyon / UCBL	BAYER CROPSCIENCE HOLDING	Choix du DU

[1] Pour l'équipe Matériaux Fonctionnels et Photonique, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et UCBL.
[2] Pour l'équipe COB, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et INSA LYON.
[3] Pour les équipes IMAGINE et ORIGAMI, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et Centrale Lyon.

INSB	UMR5242	IGFL	Institut de génomique fonctionnelle de Lyon	Leulier	CNRS / ENS Lyon	INRAE / UCBL	Choix du DU
INSB	UMR5305	LBTI	Laboratoire de Biologie Tissulaire et d'Ingénierie Thérapeutique	Sigaudo-Roussel	CNRS / UCBL	-	CNRS (DGG)
INSHS	UAR2000	MSH - LSE	Maison des Sciences de l'Homme Lyon Saint-Etienne	Pollet	CNRS / UJM / Lyon 3 / Lyon 2	ENS Lyon / SCIENCES PO LYON / UCBL	Choix du DU
INSHS	UAR3773	-	Le Laboratoire de l'éducation	Lambert	CNRS / ENS Lyon	-	Choix du DU
INSHS	UMR5133	ARCHÉORIENT	Environnements et sociétés de l'orient ancien	Abbes	CNRS / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5137	CERCRID[4]	Centre de recherche critiques sur le droit	Cornut	CNRS / UJM / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5138	ARAR	Archéologie et archéométrie	Batigne Vallet	CNRS / Lyon 2	INRAP / MC / UCBL	Choix du DU
INSHS	UMR5189	HISOMA	Histoire et sources des mondes antiques	Gioanni	CNRS / ENS Lyon / Lyon 3 / Lyon 2	UJM	Choix du DU
INSHS	UMR5191	ICAR	Interactions, corpus, apprentissages, représentations	Basso	CNRS / ENS Lyon / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5283	CMW	Centre Max Weber	Detrez	CNRS / ENS Lyon / UJM / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5593	LAET	Laboratoire Aménagement, Economie, Transports	Peguy	CNRS / ENTPE / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5596	DDL	Dynamique du langage	Guillaume	CNRS / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5824	GATE	Groupe d'Analyse et de Théorie Économique Lyon-Saint Etienne	Jelovac	CNRS / ENS Lyon / UJM / Lyon 2	-	Choix du DU
INSIS	UMR5005	Ampère	Laboratoire Ampère	Vollaire	CNRS / Centrale Lyon / INSA Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INSIS	UMR5007	LAGEPP	Laboratoire d'Automatique, de Génie des Procédes et de Génie Pharmaceutique	Briancon	CNRS / UCBL	-	UCBL (DGG)
INSIS	UMR5008	CETHIL[5]	Centre d'Énergétique et de Thermique de Lyon	Kuznik	CNRS / INSA Lyon	UCBL	Choix du DU
INSIS	UMR5220	CREATIS	Centre de Recherche En Acquisition et Traitement de l'Image pour la Santé	Beuf	CNRS / INSA Lyon / INSERM / UCBL	UJM	Choix du DU
INSIS	UMR5259	LaMCoS	Laboratoire de mécanique des contacts et des structures	Nelias	CNRS / INSA Lyon	-	Choix du DU
INSIS	UMR5509	LMFA	Laboratoire de mécanique des fluides et d'acoustique	Bailly	CNRS / Centrale Lyon / INSA Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INSIS	UMR5510	MatéiS	Matériaux Ingénierie et Science	Maire	CNRS / INSA Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INSIS	UMR5513	LTDS	Laboratoire de tribologie et dynamique des systèmes	Loubet	CNRS / Centrale Lyon / ENTPE	-	Choix du DU
INSIS	UMR5516	LabHC	Laboratoire Hubert Curien	Garrelie	CNRS / UJM	IOGS	Choix du DU

[4] Le CNRS devient tutelle secondaire du CERCRID au 1/1/23

[5] Pour l'équipe ThEBE - Thermique et énergétique des bâtiments et leur environnement, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et UCBL.

INSMI	UMR5208	ICJ	Institut Camille Jordan	Masnou	CNRS / Centrale Lyon / INSA Lyon / UCBL / UJM	INRIA	Choix du DU
INSMI	UMR5669	UMPA	Unité de Mathématiques Pures et Appliquées	Deglise	CNRS / ENS Lyon	INRIA	Choix du DU
INSU	UMR5276	LGL-TPE	Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement	Debayle	CNRS / ENS Lyon / UCBL	UJM	Choix du DU
INSU	UMR5574	CRAL	Centre de Recherche Astrophysique de Lyon	Lehnert	CNRS / ENS Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INC	FR3023	ICL	Institut de Chimie de Lyon	Andrioletti	CNRS / CPE LYON / ENS Lyon / INSA Lyon / UCBL / UJM	ARIANEGROUP / CNES / INRAE / SOLVAY	Choix du DU
INC	UMR5128	CP2M	Catalyse, Polymérisation, Procédés et Matériaux	Mckenna	CNRS / CPE LYON / UCBL	-	Choix du DU
INSIS	UMR5270	INL	Institut des Nanotechnologies de Lyon	Masenelli	CNRS / CPE LYON / Centrale Lyon / INSA Lyon / UCBL	-	Choix du DU
DGDS	UAR3602	-	Persée	Richard	CNRS / ENS Lyon	-	Choix du DU
INP	FR3127	FRAMA	Fédération de physique André Marie Ampère	Bordas	CNRS / ENS Lyon / INSA Lyon / UCBL / UJM	-	Choix du DU
INSU	UAR3721	COMET	Observatoire des Sciences	Guiderdoni	CNRS/UCBL	ENS Lyon	Choix du DU
INEE	UMR5558	LBBE	Laboratoire de Biométrie et Biologie Evolutive	Vavre	CNRS / UCBL / VETAGRO SUP	HCL / INRIA	Choix du DU

B. Liste des unités dont au moins deux établissements signataires et une institution non signataire de la présente convention sont tutelles principales. La désignation du mandataire unique est faite sous réserve de l'accord de toutes les tutelles de l'unité.

Institut principal	Code unité	Sigle	Libellé	DU	Tutelles principales	Tutelles secondaires	Partie gestionnaire
INC	UMR5278	LHCEP	Laboratoire Hydrazines et Composés Energétiques Polyazotés	Lacote	ARIANEGROUP / CNES / CNRS / UCBL	-	Choix du DU
INEE	UMR5557	LEM[6]	Ecologie Microbienne	Nazaret	CNRS / INRAE / UCBL	VETAGRO SUP	Choix du DU
INEE	UMR5600	EVS	Environnement, ville et société	Cossart	CNRS / ENS Lyon / ENSA LYON / ENTPE / UJM / Lyon 3 / Lyon 2	INSA Lyon / MINES SAINT-ETIENNE	Choix du DU
INSB	UMR5261	-	Pathophysiologie et génétique du neurone et du muscle	Schaeffer	CNRS / INSERM / UCBL	-	Choix du DU
INSB	UMR5284	MéLiS	Mécanismes en sciences intégratives du vivant	Bessereau	CNRS / INSERM / UCBL	-	Choix du DU
INSB	UMR5286	CRCL	Centre de recherche en cancérologie de Lyon	Mehlen	CENTRE LEON BERARD / CNRS / INSERM / UCBL	-	Choix du DU

[6] Pour l'équipe BPOE - Pathogènes Opportunistes et Environnement, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et VETAGRO SUP.

INSB	UMR5292	CRNL[7]	Centre de Recherche en Neurosciences de Lyon	Bertrand	CNRS / INSERM / UCBL	UJM	Choix du DU
INSB	UMR5308	CIRI[8]	Centre International de Recherche en Infectiologie	Cosset	CNRS / ENS Lyon / INSERM / UCBL	HCL / UJM	Choix du DU
INSB	UMR5667	RDP	Reproduction et développement des plantes	Ingram	CNRS / ENS Lyon / INRAE	INRIA / UCBL	Choix du DU
INSHS	FR3747	MOM	Maison de l'Orient et de la Méditerranée - Jean Pouilloux	Fourrier	AMU / CNRS / ENS Lyon / UCBL / UJM / Lyon 3 / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UAR3155	IRAA	Institut de Recherche sur l'Architecture Antique	Quantin	AMU / CNRS	Lyon 2 / UPPA	A désigner
INSHS	UMR5062	IAO	Institut d'Asie Orientale	Jaluzot	CNRS / ENS Lyon / SCIENCES PO LYON / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5190	LARHRA	Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes	Raux	CNRS / ENS Lyon / UNIV GRENOBLE ALPES / Lyon 3 / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5206	-	TRIANGLE : Actions, discours, pensée politique et économique	Verjus	CNRS / ENS Lyon / SCIENCES PO LYON / Lyon 2	UJM	Choix du DU
INSHS	UMR5317	IHRIM	Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités	Mestre Zaragoza	CNRS / ENS Lyon / UJM / UNIV CLERMONT AUVERGNE / Lyon 3 / Lyon 2	-	Choix du DU
INSHS	UMR5648	CIHAM	Histoire, Archéologie, Littérature des mondes chrétiens et musulmans médiévaux	Nicoud	AVIGNON UNIV / CNRS / ENS Lyon / Lyon 3 / Lyon 2	EHESS	Choix du DU
INSHS	UMR8584	LEM	Laboratoire d'Etudes sur les Monothéismes	De Franceschi	CNRS / EPHE / SORBONNE UNIV	UJM	Choix du DU
INSIS	FR3393	FEDPV	Fédération de recherche photovoltaique	Kleider	AMU / CHIMIE PARISTECH / CNRS / CPE LYON / Centrale Lyon / ECOLE POLYTECHNIQUE / EDF / ENGEES / INSA Lyon / INSA RENNES / INSA STRASBOURG / NANTES UNIV / UCBL / UDS / UNIV PARIS-SACLAY / UNIV RENNES 1 / UNIV TOULON / UVSQ		CNRS
INSIS	UMR5270	INL	Institut des Nanotechnologies de Lyon	Masenelli	CNRS / CPE LYON / Centrale Lyon / INSA Lyon / UCBL	-	Choix du DU
INEE	FR3728	BioEnviS	Biodiversité, Eau & Ville	Le Roux	CNRS / ENTPE / INRAE / INSA Lyon / UCBL / VETAGRO SUP / Lyon 3	-	Choix du DU
INSB	UAR2204	IMNG-AR	Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche	Verrier	CNRS/ INSERM /UCBL	-	Choix du DU
INSB	UAR3444		SFR Biosciences	Merabet	CNRS / ENS Lyon / INSERM / UCBL	-	Choix du DU
INSB	UAR3453		Santé Lyon-Est Louis Léopold Ollier	Marinesco	CNRS / INSERM / UCBL	HCL	Choix du DU

[7] Pour l'équipe ENES, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et UJM.
[8] Pour l'équipe GIMAP, la part fixe de copropriété de 30% (cf 2.1) est partagée entre les tutelles principales et UJM.

ANNEXE 2 : Liste non-exhaustive des contrats dits structurants

- Accords-cadres avec des partenaires publics ou privés
- Contrats ou accords liés à :
  - des projets d'Investissements d'Avenir (hors contrats issus des appels à projets qui en découlent)
  - la création de chaire industrielle (hors contrats spécifiques liés à la Chaire et chaire de mécénat)
  - la création de fédérations de recherche (FR)
  - la création d'équipes communes
  - la création de laboratoire commun
  - des programmes de recherche bénéficiant d'importants moyens d'infrastructures (projets qui nécessitent pour leur mise en œuvre des aménagements spécifiques en sus du projet financé (aménagement immobilier spécifique par exemple),
  - l'hébergement de société au sein des Unités selon le décret n°2000-893 du 13 septembre 2000
  - un ou des concours scientifiques selon l'article L413-8 du code de la recherche

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

CONVENTION DE COLLABORATION OCCASIONNELLE DE SERVICE

ENTRE,

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint-Étienne ; sise 158 cours Fauriel, CS 62362, 42023 Saint-Étienne cedex 2 ; N° SIRET : 180 092 025 00105 ; représentée par son Directeur Jacques FAYOLLE ; *École de l'Institut Mines-Télécom, Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.C.P.) dont le siège est situé 19 place Marguerite Perey, 91120 Palaiseau* ;

Ci-après désignée « **Mines Saint-Étienne** »,

D'UNE PART,

ET,

[Partenaire]
Université Jean Moulin Lyon 3 ; 1 C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08, N° SIRET : 196 924 377 00282, représentée par Gilles Bonnet, agissant en qualité de Président.

Ci-après désigné(e) le « **Partenaire** »,

En qualité d'employeur de Bérénice Gagne qui intervient aux présentes en qualité de Chargée de veille et de valorisation scientifique, domiciliée au 1 Montée des Fabriques 42220 St Julien Molin Molette

*Ci-après désigné(e) l'« **Intéressé** »,*

D'AUTRE PART.

Mines Saint-Etienne et le **Partenaire** sont ci-après désignés individuellement la « **Partie** » ou collectivement les « **Parties** ».

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

PREAMBULE

Mines Saint-Etienne, membre de l'Institut Mines-Télécoms, est une école d'ingénieur dédiée à la formation d'ingénieurs généralistes et de spécialités de haut niveau, déployant une recherche orientée vers l'industrie. L'une des missions de Mines Saint-Étienne est la recherche scientifique au meilleur niveau et sa valorisation pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Son Centre Institut Henri Fayol (IHF) est un centre de recherche et d'enseignement de Mines Saint-Etienne, positionné sur les domaines suivants : Génie industriel, Mathématiques Appliquées, Recherche Opérationnelle, Informatique, Intelligence Artificielle, Web, Internet des Objets, Environnement, Économie & Management, Sciences Humaines et Sociales, Entrepreneuriat, où il apporte une expertise en Aide à la décision pour l'entreprise et les territoires à travers une vision à la fois quantitative, informatique et managériale ; Performance globale, risque industriel, innovation et changement en entreprise, conception produits et systèmes de production, web des données, systèmes autonomes intelligents , logistique urbaine, RSE et évaluation environnementale.

Le **Partenaire** est spécialisé dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche.

Mines Saint-Etienne souhaite développer une communauté scientifique d'excellence, notamment en accueillant des chercheurs et/ou scientifiques.

L'**Accueil** de l'**Intéressé** au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne** est nécessaire à la poursuite de l'objectif suivant : participer à la visibilité de la composante Mines Saint-Etienne du laboratoire UMR 5600 Environnement Ville Société, dont Mines Saint-Etienne est tutelle et assurer un lien supplémentaire avec les autres composantes. L'intéressé pratiquera une activité de veille scientifique et de valorisation des productions du laboratoire.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1. DEFINITIONS

Dans la présente **Convention**, les termes suivants commençant par une lettre majuscule en gras, tant au singulier qu'au pluriel, ont les significations respectives suivantes :

« **Convention** » désigne la présente convention de collaboration occasionnelle de service, ses annexes et ses éventuels avenants.

« **Accueil** » désigne l'objet et la nature de l'accueil de l'**Intéressé** au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne**, à savoir la veille et la valorisation scientifique. L'objet de **l'accueil** est décrit en Annexe 1.

« **Laboratoire** » désigne le laboratoire d'accueil de l'**Intéressé**, soit l'Institut Fayol de **Mines Saint-Etienne**.

« **Directeur du laboratoire** » désigne le directeur du centre de Mines Saint-Etienne impliqué dans le cadre de la présente **Convention**.

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

« **Matériel** » désigne le matériel mis à disposition de l'**Intéressé** de la part de **Mine Saint-Etienne** nécessaire à la réalisation de l'**Accueil** relatif à la présente **Convention**.

« **Droits de Propriété Intellectuelle** » désigne l'ensemble des droits issus ou associés aux : (i) procédures, études, conceptions, inventions, découvertes, et tout brevet ou demande de brevet correspondant; (ii) œuvres et travaux d'auteur, droit d'auteur, logiciels et banques de données et tout droit associé; (iii) topographie de produit semi-conducteur, (iv) dessins et modèles; (v) outils, méthodes et savoir-faire, à l'exception des marques ou de toute autre forme de droit visant à identifier une société ou un produit.

« **Information Confidentielle** » désigne toutes les informations, et/ou toutes données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient - incluant notamment tous documents écrits ou imprimés, tous échantillons, modèles, et/ou connaissances brevetables ou non, brevetées ou non communiquées par une **Partie** à une ou plusieurs autres **Parties** au titre de la **Convention**, pour lesquelles la **Partie** qui communique ces informations a indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et ait confirmé par écrit ce caractère dans un délai de *trente (30) jours calendaires*, ou qui, par nature, sont à traiter de façon confidentielle.

« **Société Affiliée** » désigne toute société, directement ou indirectement, majoritairement contrôlée par, ou contrôlant majoritairement, ou sous le même contrôle majoritaire que le **Partenaire** au sens de l'article L233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE 2. OBJET

La présente **Convention** a pour objet de définir les modalités de séjour et d'accueil de l'**Intéressé** au sein du **Laboratoire** de **Mines Saint-Etienne** dans le cadre de la réalisation de l'**Accueil**.

ARTICLE 3. PERIODE DE SEJOUR DE L'INTERESSE ET DUREE DE LA CONVENTION

Les **Parties** conviennent que les dates de séjour de l'**Intéressé** au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne** sont fixées du 01/10/2024 jusqu'au 30/09/2025, tous les lundis des semaines impaires à partir d'octobre 2024, un an renouvelable par tacite reconduction jusqu'à 3 ans maximum, correspondant à la durée de la présente **Convention**. Toute modification de la durée de la **Convention** ou reconduction de celle-ci s'effectuera par avenant dûment signé par les **Parties**.

ARTICLE 4. MODALITES DE COLLABORATION DANS LE CADRE DU PROJET

4.1. Accès aux locaux de Mines Saint-Etienne

Afin de mener à bien la collaboration objet de la **Convention**, l'**Intéressé** est hébergé pour les activités de recherches et/ou de formation relatives à l'**Accueil** au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne**.

L'**Intéressé** bénéficiera de l'encadrement des chercheurs du **Laboratoire** et pourra participer aux séminaires et activités de ce dernier, aura accès aux services de documentation des chercheurs du

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

Laboratoire concerné et du service de documentation de l'établissement. Sa contribution aura également pour objectif de renforcer le partenariat entre les structures des deux **Parties**.

A ce titre, l'**Intéressé** pourra avoir accès, avec l'accord du responsable du **Laboratoire**, sous conditions d'avoir préalablement obtenu toutes les autorisations nécessaires et d'avoir fourni tous les justificatifs afférents, lui ouvrant droit à l'accès.

Lors de sa présence dans les locaux de **Mines Saint-Etienne** nécessaire à la réalisation de l'**Accueil**, l'**Intéressé** s'engage à :

- Se conformer aux disponibilités sur le site d'accueil précisées par le **Laboratoire** ;
- Respecter le règlement intérieur ainsi que tout autre texte interne, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, en vigueur au sein de la structure de **Mines Saint-Etienne** qui lui sera communiqué.

Les éventuels frais de déplacement de l'**Intéressé** au sein des locaux du **Laboratoire** resteront par défaut à la charge du **Partenaire**. L'**Intéressé** pourra éventuellement se voir délivrer une autorisation de remboursement ou une prise en charge partagée desdits frais entre le **Partenaire** et **Mines Saint-Etienne** sur autorisation écrite du **Directeur de laboratoire** et dans la limite des crédits disponibles du **Laboratoire**.

En tout état de cause, l'**Intéressé** demeurera sous la responsabilité hiérarchique et disciplinaire de son employeur, à savoir le **Partenaire**, qui reste également responsable en matière d'assurances et de couverture sociale, conformément à l'article 9 ci-après. L'**Intéressé** n'a aucun lien de subordination avec **Mines Saint-Etienne**.

Mines Saint-Etienne ne verse ni salaire, ni vacation à l'**Intéressé** au titre de son activité dans le cadre de l'**Accueil**, sauf stipulation expresse contraire. **Mines Saint-Etienne** peut, avec l'accord du **Directeur du laboratoire**, prendre à sa charge, selon sa politique interne, les frais de missions raisonnables pour lesquelles l'**Intéressé** serait mandaté sous réserves de la production des justificatifs et de l'ordre de mission correspondant, dans les mêmes conditions applicables au personnel de **Mines Saint-Etienne**.

4.2. Mise à disposition de Matériel de Mines Saint-Etienne au profit de l'Intéressé

L'**Intéressé** pourra disposer, avec l'accord du responsable du **Laboratoire**, des moyens techniques et scientifiques dont dispose le laboratoire, afin de lui permettre de mener à bien les travaux de recherche en collaboration avec **Mines Saint-Etienne** dans le cadre de l'**Accueil**.

En cas de mise à disposition de matériel de tout type nécessaire à l'**Accueil**, de la part de **Mines Saint-Etienne** au profit de l'**Intéressé**, ce dernier reconnait utiliser le **Matériel** dans son état et aux seules fins de l'**Accueil**. En outre, l'**Intéressé** s'engage à utiliser normalement, avec précaution et diligence, le **Matériel** mis à sa disposition. En cas de dommage causé au **Matériel** du fait l'**Intéressé** qui en fait usage, les règles de droit commun s'appliqueront au sens des stipulations de la présente **Convention**. L'**Intéressé** reconnait par la présente que le **Matériel** appartient à **Mines Saint-Etienne**, et qu'elle ne peut en conséquence se prévaloir d'aucun **Droit de Propriété Intellectuelle** y afférent, à quelque titre que ce soit.

4.3. Activités de collaboration relatives à l'Accueil

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

L'**Intéressé** s'engage à coopérer pour toutes les opérations de communications engagées par **Mines Saint-Etienne** (vidéos, communiqués de presse, interviews…) relatives à l'**Accueil**.

ARTICLE 5. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'**Accueil** objet de la présente **Convention** n'implique aucune collaboration des **Parties** dans le cadre d'un projet de recherche. Ainsi, aucune connaissance propre des Parties ne sera mobilisée dans le cadre de l'**Accueil**, et aucun **Résultat** ne sera généré.
Les **Parties** conviennent qu'elles ne peuvent se prévaloir d'aucun **Droit de propriété intellectuelle** de toute nature appartenant à l'autre **Partie**, à quelque titre que ce soit, dans le cadre de l'**Accueil** de l'**Intéressé**.

ARTICLE 6. CONFIDENTIALITE

6.1 Durant son séjour au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne**, l'**Intéressé** mène des travaux de recherche en collaboration avec **Mines Saint-Etienne** dans le cadre du Projet pouvant porter sur des thématiques confidentielles.

6.2 Chaque **Partie**, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra à l'autre **Partie** les seules **Informations Confidentielles** qu'elle juge nécessaires à la poursuite des objectifs de l'**Accueil**.

Aucune stipulation de la présente **Convention** ne peut être interprétée comme obligeant une **Partie** à communiquer des **Informations Confidentielles** à l'autre **Partie**.

La Partie qui reçoit une **Information Confidentielle** (ci-après la « **Partie Récipiendaire** ») de l'autre **Partie** (ci-après la « **Partie Divulgatrice** ») s'engage, pendant la durée de la **Convention** et pendant les *cinq (5) ans* qui suivent la fin de la **Convention**, quelle qu'en soit la cause, à ce que les **Informations Confidentielles** émanant de la **Partie Divulgatrice** :

a) Soient protégées et gardées strictement confidentielles ;
b) Ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel, à ses **Sociétés Affiliées** ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution du Projet sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité au moins aussi strictes que celles résultant des présentes et sous réserve de l'accord préalable de la **Partie Divulgatrice** à la divulgation de ses **Informations Confidentielles** s'agissant des sous-traitants ;
c) Ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par la **Convention** ;
d) Ne soient reproduites totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation de l'**Accueil** ;
e) Ne soit pas décompilées (« reverse engineering ») totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n'ont pas été autorisées explicitement par écrit par la **Partie Divulgatrice**.

Toutes les **Informations Confidentielles** et leurs reproductions, transmises par une **Partie** à l'autre **Partie**, resteront la propriété de la **Partie Divulgatrice** sous réserve des droits des tiers et devront être restituées à cette dernière ou détruites sur sa demande, à l'exception d'une copie qui pourra être conservée à des seules fins d'archivage.

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

En tout état de cause, la **Partie Récipiendaire** reste responsable vis-à-vis de la **Partie Divulgatrice** du respect par ses Sociétés Affiliées des obligations prévues au présent article.

6.3 La **Partie Récipiendaire** n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les **Informations Confidentielles** dont elle peut apporter la preuve :

a) Qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute participation ou faute de la **Partie Récipiendaire** ;
b) Qu'elle en était licitement en possession avant de les avoir reçues de la **Partie Divulgatrice** ;
c) Qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite ;
d) Que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la **Partie Divulgatrice** ;
e) Qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par du personnel de la **Partie Récipiendaire** sans qu'ils aient eu accès à ces **Informations Confidentielles**.

6.4 Dans le cas où la communication d'**Informations Confidentielles** est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judicaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. La **Partie Récipiendaire** s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la **Partie Divulgatrice** afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

6.5 Sans préjudice des articles stipulations précédentes, il est expressément convenu entre les **Parties** que la communication par les **Parties** entre elles d'**Informations Confidentielles**, au titre de la présente **Convention**, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la **Partie Récipiendaire** un droit quelconque, notamment **Droit de Propriété Intellectuelle** (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les **Informations Confidentielles**.

ARTICLE 7. MODALITES FINANCIERES

La présente **Convention** est conclue à titre gracieux et n'emporte aucun flux financier entre les **Parties**.

ARTICLE 8. RESILIATION DE LA CONVENTION

8.1 La **Convention** peut être résiliée de plein droit par l'une des **Parties** en cas d'inexécution par l'autre **Partie** d'une ou plusieurs des obligations au titre de la présente **Convention**. Cette résiliation ne devient effective qu'*un (1) mois* après l'envoi par la **Partie** plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la **Partie** défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, conformément à l'article 13.1 ci-après.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la **Partie** défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis pas la **Partie** plaignante du fait de la résiliation anticipée de la **Convention**.

La **Convention** est également résiliée de plein droit :

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

- Dans le cas où l'une des **Parties** fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions des articles L.622-13, L. 631-14 et L.641-10 du Code de commerce ;
- En cas de cessation d'activité, dissolution ou liquidation amiable de l'une des **Parties**.
- En cas de rupture du contrat de travail liant le **Partenaire** et l'**Intéressé**. Cette résiliation deviendra effective à la date de rupture du contrat de travail.

8.2 Dans le cas où l'**Intéressé** ne respecterait pas le règlement intérieur ou toutes autres règles générales ou particulières d'hygiène et de sécurité au sein des locaux de **Mines Saint-Etienne**, **Mines Saint-Etienne** se réserve la possibilité de demander la résiliation de plein droit de la présente **Convention**, ou le remplacement sans délai de l'**Intéressé**, dans le cas où ceci s'avérerait possible.
De façon générale, en cas de comportement fautif, le **Partenaire** sera informé par **Mines Saint-Etienne**, la faute de l'**Intéressé** constituant un motif de résiliation de plein droit de la présente **Convention**.

8.3 Toute modification ou renouvellement de la présente **Convention** sera effectuée par voie d'avenant signé entre les **Parties**.

8.4 En cas de résiliation ou d'expiration de la présente **Convention** pour quelque cause que ce soit, les **Parties** s'engagent à se restituer mutuellement le matériel mis à disposition dans le cadre de l'**Accueil**.

8.5 La durée de protection des **Informations Confidentielles** prévue à l'article 6 de la **Convention** demeure applicable aux Parties dans les termes et conditions dudit article, indépendamment d'une résiliation anticipée de la **Convention**.

ARTICLE 9. RESPONSABILITES ET ASSURANCE

9.1 Dommage aux biens des Parties

Chaque **Partie** supportera la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution de la **Convention** par tout matériel, installations et outillages dont elle est propriétaire, même si l'autre **Partie** est responsable du dommage sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle de cette dernière, ou sauf si la responsabilité civile de cette dernière est mise en jeu.

9.2 Personnel des Parties

En cas de transfert de personnel de l'une des **Parties** dans les locaux de l'autre **Partie**, la **Partie** qui emploie ledit personnel continuera d'assumer toutes les obligations sociales et fiscales à son égard et assurera leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. La Partie qui reçoit l'Intéressé(e) au sein de ses locaux dans le cadre de la présente **Convention** informe la **Partie** employeur dans les meilleurs délais de l'accident dont il a eu connaissance afin que cette dernière puisse effectuer la déclaration aux organismes de sécurité sociale dans le délai légal.

9.3 Dommages aux tiers

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

Chaque **Partie** supporte en ce qui la concerne toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle encourt en vertu du droit commun, en raison de tous dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution de la présente **Convention**.

9.4 Assurance

Chaque **Partie** déclare avoir souscrit une police d'assurance ou être assurée par l'Etat, ou agir comme son propre assureur pour garantir les dommages qu'elle pourrait causer dans le cadre de l'exécution de la **Convention**.

ARTICLE 10. STIPULATIONS GENERALES

10.1 Intuitu Personae

Les **Parties** déclarent que la **Convention** est conclue *intuitu personae*. En conséquence, les **Parties** s'interdisent de céder les droits ou obligations de la présente **Convention** sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre **Partie**.

La présente **Convention** s'inscrit dans le périmètre d'activité de **Mines Saint-Etienne**, elle ne saurait engager les autres écoles de l'Institut Mines Télécom.

Les stipulations de la **Convention** s'appliquent aux **Parties** dans le cadre exclusif de ses stipulations.

Elles ne s'appliquent pas aux relations que la même équipe de **Mines Saint-Etienne** pourrait entretenir avec le **Partenaire** dans d'autres domaines, ou que d'autres équipes de l'Institut Mines-Télécom ou l'une de ses Ecoles pourraient entretenir avec le **Partenaire** dans le même domaine ou dans d'autres domaines.

10.2 Intégrité de la Convention

La **Convention** et ses annexes traduisent l'intégralité des engagements pris par les **Parties** dans le cadre de l'**Accueil** décrit en Annexe 1.

Il annule et remplace la totalité des accords et documents, écrits et verbaux, établis et échangés au cours de la période de négociation.

Toutefois, son existence n'affectera pas les droits et obligations résultant de contrats conclus antérieurement entre les **Parties** dont l'objet est distinct de celui de la présente **Convention**.

10.3 Invalidité d'une clause

Si une ou plusieurs stipulations de la **Convention** étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision passée en force de chose jugée d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur portée et leur force obligatoire.

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

Les **Parties** pourront alors rédiger un avenant ayant pour objet le remplacement des stipulations invalides par des stipulations valides, en respectant dans la mesure du possible, l'accord de volonté existant entre les **Parties** au moment de la conclusion de la **Convention** ainsi que son objet et l'esprit de cette dernière.

10.4 Renonciation

Le fait, pour l'une ou l'autre **Partie**, d'omettre de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de la **Convention** ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement par la **Partie** concernée.

ARTICLE 11. FORCE MAJEURE ET EPIDEMIE

11.1 Force majeure

Aucune **Partie** ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations due à un événement constitutif d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence y afférent.

Un évènement de force majeure est relatif à un ou plusieurs événements qui échappent au contrôle raisonnable de la **Partie** concernée, se produisant après la date de signature de la présente **Convention**, qui n'étaient pas raisonnablement prévisibles au moment de la signature de la **Convention** et dont les effets ne peuvent être surmontés sans entraîner des dépenses excessives et/ou une perte de temps déraisonnable pour la **Partie** concernée.

La **Partie** invoquant un événement constitutif d'un cas de force majeure devra en aviser l'autre **Partie** par écrit avec avis de réception dans les *dix (10) jours* calendaires suivant la survenance de cet événement. Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour en minimiser les conséquences et y mettre fin.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de *trois (3) mois*, les **Parties** conviendront d'une solution pour permettre la réalisation des obligations prévues par la présente **Convention**.

11.2 Epidémie

13.2.1 La **Partie** subissant un retard dans la réalisation de ses obligations au titre de la présente **Convention** ou se retrouvant dans l'impossibilité de réaliser tout ou partie desdites obligations du fait de (i) l'épidémie de SARS-CoV-2 et/ou (ii) de toute décision d'une autorité gouvernementale et/ou (iii) de toute mesure liée au SARS-CoV-2 ou à une décision d'une autorité gouvernementale (ci-après la « **Partie Affectée** ») s'engage à notifier par écrit la survenance dudit événement à l'autre **Partie** dans un délai raisonnable à compter de la connaissance par la **Partie Affectée** dudit événement et d'indiquer les informations suivantes :

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

1. Les circonstances engendrant un retard ou la non réalisation des obligations à la présente **Convention** de la **Partie Affectée** ; et
2. Les conséquences possibles sur les obligations à la présente **Convention** de la **Partie Affectée** ; et
3. Les actions raisonnables à mettre en place par les **Parties** pour en minimiser les conséquences.

Cette notification sera adressée par courriel aux représentants des **Parties**.

13.2.2 En cas de notification par la **Partie Affectée** conformément aux stipulations ci-dessus, la **Partie Affectée** sera exonérée de toute responsabilité liée à ses obligations contractuelles impactées. Les **Parties** s'accorderont de bonne foi pour ajuster les stipulations contractuelles affectées par ledit événement sous la forme d'un avenant. La présente **Convention** pourra être suspendue ou modifiée totalement ou partiellement en cas de survenue d'un évènement imprévisible. Constitue un évènement imprévisible, notamment la fermeture totale ou partielle des sites de **Mines Saint-Étienne** ou des sites d'exécution de la présente **Convention** résultant d'une décision d'une autorité compétente ou de toute décision prise en vue de préserver la sécurité du site et des personnes.

ARTICLE 12. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la présente **Convention**, les **Parties** s'engagent à respecter les réglementations en vigueur applicables au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à partir du 25 mai 2018 (ci-après, "**RGPD**").

Si les **Parties** interviennent en qualité de Responsable de traitement au sens de l'article 24 du **RGPD**, elles s'engagent à respecter les obligations de sécurité inhérentes aux données à caractère personnel traitées dans le cadre de cette **Convention**, afin d'éviter tout risque de violation eu égard à leur intégrité, disponibilité ou confidentialité.

Aucun transfert de données personnelles hors Union Européenne n'est autorisé dans le cadre de la présente **Convention**.

ARTICLE 13. DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La présente **Convention** est soumise au droit français.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, à l'exécution ou à la résiliation de la **Convention**, les **Parties** s'engagent, préalablement à tout autre recours, à mettre en œuvre leurs meilleurs efforts afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les Tribunaux français compétents.

ARTICLE 14. ANNEXES

Annexe 1 : Description de l'Accueil

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

Pour **Mines Saint-Etienne** Monsieur Jacques FAYOLLE, Directeur Le 29 octobre 2024 | 18:19:50 CET A Saint-Etienne	Pour l'**Université Jean Moulin Lyon 3** Monsieur Gilles Bonnet, Président Le 29 octobre 2024 | 11:18:46 CET A Lyon
	Gilles BONNET

Visa du Directeur de l'Institut Henri Fayol, *Olivier Boissier*

29 octobre 2024 | 11:50:56 CET

Olivier BOISSIER

Visa de l'Intéressé, *Bérénice Gagne*

29 octobre 2024 | 10:53:48 CET

Bérénice GAGNE

JF GB OB BG

DocuSign Envelope ID: 6F111729-EB6C-4036-994F-ECDF83BA07B0

ANNEXE 1 : Description de l'Accueil

Bérénice Gagne est chargée de veille et de valorisation scientifique au sein de l'UMR 5600 Environnement Ville Société dont Mines Saint-Etienne est tutelle.

Elle pilote la plateforme 2VS (Veille et Valorisation Scientifique) qui accompagne les membres du laboratoire dans leur recherche et valorise leur production scientifique.
A ce titre, elle publie une veille scientifique pluridisciplinaire mensuelle et elle diffuse les productions du laboratoire.

Sa présence régulière à Mines Saint-Etienne participera à la visibilité de la composante du laboratoire et assurera également un lien supplémentaire entre les autres composantes.

JF GB OB BG

DocuSign

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: 6F111729EB6C4036994FECDF83BA07B0

État: Complétée

Objet: Complétez l'enveloppe avec Docusign : 2_CONV. COLLABORATION OCCASIONNELLE GAGNE Fayol_bg.pdf

1. Num du contrat ou marché, convention: V2_Convention de collaboration occasionnelle de service - Bérénice Gagne

2. Objet du contrat ou marché: Convention de collaboration occasionnelle de service - Bérénice Gagne

4. Archivage en Y (dépôt s/ compte Arkhinéo part.): NON (par défaut)

5. Type de contrat: Contrat recherche sans flux financier

3. Raison sociale des signataires externes: Université Jean Moulin Lyon 3 - 196 924 377 00282

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 12

Signatures: 4

Émetteur de l'enveloppe:

Nombre de pages du certificat: 6

Paraphe: 48

Nathalie GERENTES

158 COURS FAURIEL - CS 62362

SAINT-ETIENNE, Auvergne-Rhône-Alpes 42023

nathalie.gerentes@emse.fr

Signature dirigée: Activé

Horodatage de l'enveloppe: Activé

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

Adresse IP: 193.49.172.174

Suivi du dossier

État: Original
29/10/2024 10:44:51

Titulaire: Nathalie GERENTES
nathalie.gerentes@emse.fr

Emplacement: DocuSign

Événements de signataire	Signature	Horodatage
Bérénice GAGNE berenice.gagne@universite-lyon.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique **Détails du fournisseur de signature:** Type de signature: DS Email (Client ID: 5cdd2566-cd0e-4f6f-8921-5c73afd124b1) Emetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA-US-Email	Bérénice GAGNE Sélection d'une signature : Style présélectionné En utilisant l'adresse IP: 91.170.45.162 Localisation du fournisseur de signature: https://ssasign.docusign.net/sca/1930	Envoyée: 29/10/2024 10:50:10 Consultée: 29/10/2024 10:52:16 Signée: 29/10/2024 10:54:16
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Accepté: 29/10/2024 10:52:16 ID: 15bff29e-5615-44ec-8e3f-e96e7895ffaa		
Gilles BONNET presidence@univ-lyon3.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique **Détails du fournisseur de signature:** Type de signature: DS Email (Client ID: 5cdd2566-cd0e-4f6f-8921-5c73afd124b1) Emetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA-US-Email	Gilles BONNET Sélection d'une signature : Style présélectionné En utilisant l'adresse IP: 193.52.198.250 Localisation du fournisseur de signature: https://ssasign.docusign.net/sca/1930	Envoyée: 29/10/2024 10:50:11 Consultée: 29/10/2024 11:04:25 Signée: 29/10/2024 11:18:54
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Accepté: 29/10/2024 11:04:25 ID: 01e1b40c-2db1-48e4-8389-e00313fa266a		

Événements de signataire	Signature	Horodatage
Olivier BOISSIER olivier.boissier@emse.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique **Détails du fournisseur de signature:** Type de signature: DS Email (Client ID: 5cdd2566-cd0e-4f6f-8921-5c73afd124b1) Emetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA-US-Email	 Sélection d'une signature : Style présélectionné En utilisant l'adresse IP: 91.170.129.102 Localisation du fournisseur de signature: https://ssasign.docusign.net/sca/1930	Envoyée: 29/10/2024 10:50:11 Consultée: 29/10/2024 11:49:38 Signée: 29/10/2024 11:51:04
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Accepté: 29/10/2024 11:49:38 ID: 4ddea4e2-4198-414d-996a-6b3613d2ac73		
Jacques FAYOLLE jacques.fayolle@emse.fr Directeur Mines Saint Etienne Mines Saint-Etienne Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique **Détails du fournisseur de signature:** Type de signature: DS Email (Client ID: 5cdd2566-cd0e-4f6f-8921-5c73afd124b1) Emetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA-US-Email	 Sélection d'une signature : Image de signature chargée En utilisant l'adresse IP: 78.133.115.226 Localisation du fournisseur de signature: https://ssasign.docusign.net/sca/1930	Envoyée: 29/10/2024 11:51:08 Consultée: 29/10/2024 18:19:22 Signée: 29/10/2024 18:20:00
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign		

Événements de signataire en personne	Signature	Horodatage

Événements de livraison à l'éditeur	État	Horodatage

Événements de livraison à l'agent	État	Horodatage

Événements de livraison intermédiaire	État	Horodatage

Événements de livraison certifiée	État	Horodatage

Événements de copie carbone	État	Horodatage
Carla WEHBE carla.wehbe@univ-lyon3.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) **Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:** Non offerte par DocuSign	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:04
Isabelle CHANTREL isabelle.chantrel@emse.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) **Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:** Non offerte par DocuSign	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:04
Marie-Alice VIROLLEAUD marie-alice.virolleaud@univ-lyon3.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune) **Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:**	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:05

Événements de copie carbone	État	Horodatage
Non offerte par DocuSign		
Melissa CAMEJO-ABRIL BENNICHE melissa.benniche@emse.fr Responsable Pôle Contrats Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:05
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign		
Natacha GONDRAN natacha.gondran@emse.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:05
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign		
Nathalie GERENTES nathalie.gerentes@emse.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	**Copié**	Envoyée: 29/10/2024 18:20:05 Renvoyé: 29/10/2024 18:20:12 Consultée: 30/10/2024 08:12:25
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par DocuSign		

Événements de témoins	Signature	Horodatage

Événements notariaux	Signature	Horodatage

Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	29/10/2024 10:50:11
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	29/10/2024 18:19:22
Signature complétée	Sécurité vérifiée	29/10/2024 18:20:00
Complétée	Sécurité vérifiée	29/10/2024 18:20:05

Événements de paiement	État	Horodatages

Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques

ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE

From time to time, Mines Saint-Etienne (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

Getting paper copies

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a $0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

Withdrawing your consent

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

Consequences of changing your mind

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

All notices and disclosures will be sent to you electronically

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

How to contact Mines Saint-Etienne:

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:
To contact us by email send messages to: gregory.six@mines-stetienne.fr

To advise Mines Saint-Etienne of your new email address

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at gregory.six@mines-stetienne.fr and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address. We do not require any other information from you to change your email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

To request paper copies from Mines Saint-Etienne

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to gregory.six@mines-stetienne.fr and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number. We will bill you for any fees at that time, if any.

To withdraw your consent with Mines Saint-Etienne

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;

ii. send us an email to gregory.six@mines-stetienne.fr and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. We do not need any other information from you to withdraw consent.. The consequences of your withdrawing consent for online documents will be that transactions may take a longer time to process..

Required hardware and software

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements.

Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures', you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify Mines Saint-Etienne as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by Mines Saint-Etienne during the course of your relationship with Mines Saint-Etienne.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Diplôme universitaire délocalisé et Master d'études judiciaires

Entre

L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3 (FRANCE)

Et

L'ACADÉMIE ROYALE DE JUSTICE DU CAMBODGE

Désignation des Parties :

L'Université Jean Moulin Lyon 3, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège social se situe 1C Avenue des Frères Lumière, CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08, France
Représentée par le Président, Gilles BONNET,
Au nom de la Faculté de Droit,
Représentée par son Doyen, Olivier GOUT,
D'une part,

Et

L'Académie Royale de Justice du Cambodge, établissement public de formation,
dont le siège social se situe boulevard Win Win, Commune Prek Tasek, Khan Chroy Changvar, Phnom Penh, Cambodge,
Représentée par son Président, S.E. Dr CHHORN Proloeung,
Au nom de l'École de droit,
Représentée par son Directeur, S.E. PHOV Samphy,

D'autre part,

Vu le décret royal portant organisation et fonctionnement de l'Académie Royale de Justice du Cambodge, n° NS/RKT/0323/520, en date du 25 mars 2023,

Vu l'accord de coopération entre l'Académie Royale de Justice du Cambodge et l'Université Jean Moulin Lyon 3 en date du 20 février 2024,

Vu les articles L. 123-4, L. 123-5 et D. 613-17 et suivants du code de l'éducation (France).

Article 1. Objet

L'Académie Royale de Justice du Cambodge, d'une part, et l'Université Jean Moulin Lyon 3, d'autre part, conviennent, à partir du 1er septembre de l'année universitaire 2024/2025, d'une formation dispensée à Phnom Penh faisant l'objet de la délivrance :

- **d'un Diplôme universitaire « Études judiciaires » de l'Université Jean Moulin Lyon 3**
- **et d'un Master de l'École de Droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge.**

La présente convention a pour principal objet la mise en place et la mise en œuvre d'une formation portant sur les Études judiciaires pour accompagner la création de l'École de droit au sein de l'Académie Royale de Justice du Cambodge. Le partenariat vise à promouvoir une formation fondée sur cinq principes directeurs énoncés par le Ministre de la Justice du Royaume du Cambodge, S.E. KOEUT Rith : Excellence, professionnalisation, pédagogie active, ouverture sur le monde et innovation.

La présente convention a pour objet la mise en place d'une étroite collaboration des équipes d'enseignants et des personnels administratifs des deux entités partenaires, ainsi que la mise en place et le développement de partenariats professionnels pour assurer la qualité de la formation.

La présente convention vise également à encourager et à développer la mobilité enseignante et celle étudiante pour des stages notamment en France auprès des acteurs de la Justice et en Asie.

Dans ce cadre, il est convenu que les enseignements seront dispensés par des enseignants (universitaires ou professionnels du droit ou de la Justice) de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'Académie Royale de Justice du Cambodge. Les enseignements de ce programme sont dispensés en langue khmère et française (avec traduction en khmer).

Article 2. Accès à la formation

L'accès à la formation est celle décrite dans l'annexe pédagogique ; l'admission est prononcée sur proposition du jury de sélection, composé des représentants de l'Académie Royale de Justice du Cambodge et l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Par principe, les cours ont lieu en présentiel au sein de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge. Par exception, et seulement si la nécessité l'impose, ils pourront être dispensés à distance et selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Article 3. Inscription

Les étudiants sont inscrits simultanément dans les deux établissements et payent les droits d'inscription à l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge et sont exonérés de droits d'inscription à

l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Ils seront inscrits à l'Université Jean Moulin Lyon 3 en **Diplôme d'université « Etudes judiciaires »**. Ils sont inscrits à l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge au **Master « d'Études Judiciaires »**.

Article 4. Descriptif du diplôme et du Master d'Etudes Judiciaires

Cette partie est destinée à présenter le cadre administratif et les conditions de fonctionnement du **Diplôme universitaire « Études judiciaires » de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et du Master « Études Judiciaires » de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge.**

A. Structure pédagogique et administrative

La formation au plan pédagogique est développée, selon les besoins du Royaume du Cambodge, à partir du droit cambodgien et dans une perspective comparative. Elle est pilotée et gérée de manière collaborative entre l'Académie Royale de Justice du Cambodge et l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Plus précisément la formation est intégrée au sein de l'Académie Royale de Justice du Cambodge à l'École de droit pour le Cambodge qui gère les aspects pédagogiques, administratifs et financiers. Elle est intégrée, pour la France, à l'Université Jean Moulin Lyon 3 qui gère cette formation en coopération avec la Faculté de Droit pour les aspects pédagogiques, la Direction des Relations Internationales pour les aspects administratifs, logistiques et financiers.

La désignation des intervenants s'effectue de manière collaborative pour identifier les profils pertinents selon les besoins du programme et les exigences de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge, dans le respect du cadre réglementaire en vigueur et aux procédures internes de l'Université Jean Moulin Lyon 3, pour les enseignants Lyon 3.

Un comité de direction/pilotage du programme se tiendra annuellement comprenant le représentant de chaque partenaire ou son délégué, les responsables de la formation à l'Académie Royale de Justice du Cambodge et à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

À titre consultatif et selon les besoins, sur accord des partenaires, toute personne utile à ses travaux peut y être invitée. Le comité de direction/pilotage a pour fonctions principales de :

- déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- définir les modalités de sélection des candidats,
- assurer le suivi de la formation et la mise en place des dispositions éventuellement nécessaires à la réussite des objectifs,
- mettre en place ou développer des partenariats professionnels,
- traiter de tout autre sujet sur lequel les deux parties souhaiteraient échanger en concertation.

B. Organisation du cursus

Le cursus du **Diplôme universitaire « Études judiciaires »** de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et du **Master « Études judiciaires »** de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge se déroule sur deux années universitaires.

Les cours sont dispensés au sein de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge ; l'organisation du Programme au Cambodge sera assurée par l'Ecole partenaire.

Le contenu pédagogique et les règles relatives aux régimes d'études et d'examens du **Diplôme d'université et du Master « Études judiciaires »** sont celles décrites dans l'annexe pédagogique.

Article 5 : Visioconférence et moyens de communication électroniques

Pour l'organisation des instances de sélection, des enseignements, des épreuves, délibérations de jurys, il sera possible d'utiliser les visioconférence et moyens de communications électroniques, dans le respect du principe d'égalité des candidats et de lutte contre la fraude.

Article 6. Aspects financiers

Les dépenses et les recettes liées à ce programme sont précisées entre l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'Académie Royale de Justice du Cambodge selon les termes suivants :

POUR L'ACADÉMIE ROYALE DE JUSTICE DU CAMBODGE :

Recettes

- Droits d'inscription versés par les étudiants.

Les frais d'inscription des étudiants sont perçus par l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge. Ils ont vocation à financer l'entier coût de la formation (voir annexe financière).

Dépenses

- Rémunération des enseignants de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge pour les cours dispensés dans le programme ;
- Mise à disposition de personnels administratifs, d'équipements pédagogiques et assistance aux enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 se déplaçant au Cambodge ;
- Rémunération des cours assurés par les enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 intervenant dans le programme. Une attestation nominative sera établie et remise à chaque intervenant à la fin de chaque module avec mention des dates de la mission, nombre d'heures réalisées et montant payé, datée et signée par le Directeur de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge ou son représentant et l'enseignant Lyon 3 ;

- Prise en charge des frais de transport international des intervenants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 se déplaçant au Cambodge, dans le respect des plafonds définis ;
- Forfait journalier pour les missionnaires de l'Université Jean Moulin Lyon 3 intervenant dans le programme (selon montant mentionné dans l'annexe financière) ;
- Frais de traduction pour les missions de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- Recrutement et présélection des candidats, après avoir assuré pour cela la promotion et la publicité du programme au Cambodge et au niveau régional ;
- Mise à disposition de locaux pour les enseignements (salles de cours et de conférence) et d'un bureau pour les enseignants du programme ;
- Organisation de la cérémonie d'ouverture du programme et de remise de diplômes ;
- Désignation d'un référent administratif et académique pour la gestion et coordination du programme au Cambodge ;
- Reversement annuel vers Lyon 3 pour les charges indirectes avec :
    - Pour les années universitaires 2024 2025 et 2025 2026, un montant annuel de 2000 euros sur facturation établie par Lyon 3
    - Pour les années suivantes, ce montant pourra être modulable et révisable selon équilibre budgétaire annuel et après échange et concertation entre les deux parties.

POUR L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3 :

Recettes

Les droits d'inscription sont perçus par l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

- Pour rappel (dans les dépenses et prélevées sur les frais d'inscription) : Reversement annuel de l'Académie pour les charges indirectes Lyon 3 avec :
    - Pour les années universitaires 2024/2025 et 2025/2026, un montant annuel de 2000 euros sur facturation établie par Lyon 3 ;
    - Pour les années suivantes, ce montant pourra être modulable et révisable selon équilibre budgétaire annuel et après échange et concertation entre les deux parties.

Dépenses

- Organisation et coordination administrative du programme et coopération en collaboration avec le responsable pédagogique du programme et l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

Le programme doit être à l'équilibre financier. En cas de déficit constaté par l'un des partenaires, aucune demande de financement ne pourra être imputable à l'autre partenaire.

Le flux prévisionnel d'étudiants par promotion est de 80 étudiants, avec un seuil d'ouverture fixé à 50 étudiants.

Si le nombre d'inscription n'atteint pas 50 étudiants, les parties s'engagent à échanger pour mettre en oeuvre par tout moyen financier (financement exterieur et mutualisation des missions...) dans le but d'assurer l'équilibre financier et la continuité du programme.

Article 7. Propriété intellectuelle

L'Académie Royale de Justice du Cambodge et l'Université Jean Moulin Lyon 3 disposent conjointement de la propriété et des droits liés aux inventions, droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle résultant des conceptions ou efforts menés conjointement par les employés ou consultants des deux parties pour exécuter la présente convention.

Aucune partie n'utilisera les marques, noms déposés, logos, présentations ou d'autres droits de propriété commerciale de l'autre partie sans l'accord écrit exprès de cette dernière.

Les cours dispensés par les intervenants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi que leurs supports restent la propriété de leur auteur.

Article 8. Protection des données personnelles

L'Université Jean Moulin Lyon 3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, relatif au RGPD, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.

Les transferts de données respecteront la réglementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre ci-après :

Exportateur de données : L'exportateur de données est :
Pour L'Académie Royale de Justice du Cambodge – L'Université Jean Moulin Lyon 3.

Importateur de données : L'importateur de données est :
Pour L'Université Jean Moulin Lyon 3 – L'Académie Royale de Justice du Cambodge.
Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes : étudiants admis dans le programme, personnels enseignants et administratifs.

Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :
Gestion administrative et financière du diplôme, coordination de la coopération, mise en relation des étudiants avec les *alumni* du programme.

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :
- Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnels administratifs,
- Parcours académique de l'étudiant,
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs.

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs.

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires ou catégories suivants de destinataires :
- Pôle diplôme délocalisés - SGRI de L'Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- Pour l'Académie Royale de Justice du Cambodge : service administratif, service financier - Mises en contact des étudiants du programme avec les *alumni*.

Droits des personnes concernées :
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :
- Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 : dpd@univ-lyon3.fr ;
- Pour l'Académie Royale de Justice du Cambodge : rina.ing@inglegal.com.

Article 9 – Communication

La promotion et la communication du diplôme feront référence aux deux établissements partenaires. Chacune des parties autorise l'autre à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle. Tous documents de communication et publications concernant le diplôme devront faire figurer les logos de tous les partenaires et être soumis pour validation à l'autre partie. Les opérations de communication autour des actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention seront prises en charge directement par les partenaires et ne feront pas l'objet de financements particuliers ni de rétrocession financière.

Article 10. Durée

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre de l'année universitaire 2024/2025 et sera valable pour une durée de 5 ans.

Toute modification de la présente convention ne pourra se faire qu'en fin d'année universitaire et après négociation et accord écrit des parties.

La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation à la demande écrite de l'une des parties, ce au moins 6 mois avant son expiration, mais les parties seront obligées de continuer les activités jusqu'à la fin de l'année universitaire en cours.

Article 11. Litiges et fin

En cas de litige, les parties s'engagent à favoriser le dialogue et trouver des solutions à l'amiable. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de cette convention de coopération qui n'aurait pu être résolu à l'amiable est porté devant la juridiction territoriale compétente déterminée d'un commun accord entre les partenaires.

Dans le cas où la présente convention prend fin avant la fin du cursus, les deux parties doivent prendre des dispositions convenables pour que les étudiants puissent finir leurs études sans obstacle.

La convention est rédigée en quatre exemplaires, en français et en khmer, identiques.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 Le Président UNIVERSITÉ JEAN-MOULIN LYON 3 ---------- **Gilles BONNET**	**Pour l'Académie Royale de Justice du Cambodge** Le Président ---------- **S.E. Dr CHHORN Proloeung**
Pour la Faculté de Droit Le Doyen, ---------- **Olivier GOUT**	**Pour l'École de droit** Le Directeur ---------- **S.E. PHOV Samphy**

ANNEXE 1
Contacts administratifs et pédagogiques

La présente annexe constitue une partie intégrante de la convention. Toute modification des informations de contact de la présente annexe fait l'objet d'une communication simple, par voie de courrier ou par messagerie électronique, aux coordonnateurs pédagogique et administratif de l'autre partie indiqués dans la présente annexe.

Coordination pédagogique du programme

Pour L'Université Jean Moulin Lyon 3

Prénom et NOM du coordinateur : Anne-Sophie CHAVENT-LECLERE
Composante et département d'affectation : Faculté de Droit
Adresse de messagerie électronique : anne-sophie.chavent@univ-lyon3.fr

Pour L'Académie Royale de Justice du Cambodge

Prénom et NOM du coordinateur : S.E. ING Rina
Structure interne d'affectation : Ecole de droit
Adresse de messagerie électronique : rina.ing@inglegal.com

Coordination administrative du programme

Pour l'université Jean Moulin Lyon 3

Service coordinateur Direction des Relations Internationales
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM) : Valérie TEMPERE
Adresse(s) de messagerie électronique : diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr

Pour L'Académie Royale de Justice du Cambodge

Service coordinateur : Ecole de droit
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM) : Morokoth CHHUON
Adresse(s) de messagerie électronique : chhuonmorokoth@gmail.com

ANNEXE 2

Annexe pédagogique
de l'accord de coopération d'application

Entre
l'Académie royale de Justice du Cambodge
et
l'Université Jean Moulin Lyon 3 (France)

concernant le
Diplôme Universitaire et le Master« Études Judiciaires »

1.Conditions d'admission

Pour être admis dans le diplôme universitaire « Études Judiciaires » délivré par l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le Master « Études judiciaires » délivré par l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Être titulaire d'une Licence en droit ou d'un diplôme équivalent ou justifier de quatre années d'activité dans le domaine judiciaire ;
- Avoir été présélectionné sur dossier et à partir d'un test de culture juridique portant sur le droit civil (Biens, Personne, Famille, Obligations, Contrats spéciaux) et le droit pénal (droit pénal général, droit pénal spécial) et, au besoin, avoir passé un entretien devant un jury composé d'au moins un représentant de Lyon 3 et un représentant de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge ; Avoir bénéficié du dispositif Égalité des chances qui permet, après étude du dossier par au moins un représentant de Lyon 3 et un représentant de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge, d'attribuer un accès direct au diplôme universitaire et Master « Études Judiciaires » sans avoir à passer le test de culture juridique, pour un étudiant issu d'une minorité défavorisée.

Les étudiants admis dans ce programme sont inscrits à la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour le Diplôme universitaire, et à l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge pour l'obtention du Master.

PROGRAMME DU TEST DE CULTURE JURIDIQUE

DROIT CIVIL

Droit des biens

1- La classification des biens
   - Bien immobilier/bien mobilier
   - Bien corporel/bien incorporel
   - Bien fongible/bien non fongible
   - Bien consomptible/bien non consomptible
   - Les droits de l'homme et l'équilibre des rapports sociaux
2- La notion de patrimoine
3- Les prérogatives juridiques portant sur les biens
   - Le droit de propriété
     - Propriété individuelle
     - Propriété publique
     - Propriété temporaire, du type fiducie
   - Les démembrements de propriété : droit de jouissance…
   - Les servitudes
4- Les autres prérogatives portant sur les biens : La possession

Droit des obligations

1- Généralités
   - La notion d'obligation
   - La classification des obligations
2- La théorie générale du contrat

- La notion de contrat
- La classification des contrats
- La formation du contrat
    . Conditions de fond
    . Conditions de forme
    . Sanction de l'inobservation des conditions de formation
- Les effets du contrat
    . Entre les parties
    . A l'égard des tiers
- Les sanctions de l'inexécution du contrat

3- La responsabilité civile
- La nature de la responsabilité
    . Distinction responsabilité civile/responsabilité pénale
    . Distinction responsabilité délictuelle/responsabilité contractuelle
- La responsabilité du fait personnel
- La responsabilité du fait d'autrui
    . La responsabilité du fait des mineurs et des majeurs incapables
    . La responsabilité des commettants du fait de leur préposé
- La responsabilité du fait des choses
    . La responsabilité générale du fait des choses
    . La responsabilité du fait des animaux

4- Les quasi-contrats
- La gestion d'affaires
- Le paiement de l'indu
- L'enrichissement sans cause

5- Le régime des obligations
- Les modalités des obligations
    . Le terme et la condition
    . La pluralité des sujets de l'obligation (l'indivisibilité, la solidarité)
- La transmission des obligations
    . La cession
    . La subrogation personnelle
- Les modes d'exécution de l'obligation
    . Le paiement
    . La novation
    . La délégation
    . La compensation
    . La confusion
    . La remise de dette
    . La prescription extinctive

DROIT PÉNAL

Droit pénal général.

1- La loi pénale :
- classifications des infractions
- sources nationales et européennes du droit pénal
- interprétation de la loi pénale, qualification des faits
- contrôle de légalité
- application de la loi pénale dans le temps
- application de la loi pénale dans l'espace

2- La responsabilité pénale
- responsabilité pénale des personnes physiques (majeurs/mineurs)
- responsabilité pénale des personnes morales
- élément moral de l'infraction
  . infractions intentionnelles
  . infractions non intentionnelles
- élément matériel de l'infraction
  . catégories d'infractions
  . tentative
  . coaction
  . complicité
- causes d'irresponsabilité pénale et d'atténuation de la responsabilité

3- Les peines et les mesures de sûreté :
- les peines et mesures de sûreté encourues
  . délimitation
  . contenu
- les peines et mesures de sûreté prononcées
  . la personnalisation des peines
  . principe
  . modalités
  . limites
- les peines et mesures de sûreté exécutées
  . aménagement
  . extinction des peines
  . effacement des condamnations pénales

Droit pénal spécial.

1- Les atteintes à la vie et à l'intégrité de la personne
- les atteintes volontaires
- les atteintes involontaires
- la mise en danger
- le viol et les autres agressions sexuelles
- le harcèlement moral.

2- Les atteintes aux biens
   - le vol
   - l'escroquerie
   - l'abus de confiance
   - le recel
   - l'extorsion
   - la corruption
   - le faux et l'usage de faux
   - le blanchiment.

3- Les atteintes à la nation, l'Etat et à la paix publique
   - le terrorisme
   - la corruption et le trafic d'influence
   - l'association de malfaiteurs.

2. Programme pédagogique

La maquette pédagogique comprend un volume horaire de **660 heures de cours** :

a. **465 heures** en première année (comprenant 1 mois de stage) et
b. **195 heures** en deuxième année.

Les enseignements sont dispensés par des enseignants de l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge et des enseignants de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 à Phnom Penh.

Les enseignements de ce programme sont dispensés en khmer et en langue française avec traduction en khmer.
La maquette pédagogique du programme est détaillée en ci-après.

2.1. Les enseignants

Le choix des enseignants est réalisé en concertation entre l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge et la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

2.2. Le contenu des enseignements

Le cursus se déroule sur deux années universitaires divisées en trois périodes chacune de quatre mois.
Les enseignements se divisent en matières avec travaux dirigés et matières sans travaux dirigés.
La fin de la première année est marquée par la réalisation d'un stage d'1 mois qui entrainera la rédaction d'un mémoire-rapport de stage.

2.3. L'assiduité aux cours

L'assiduité aux cours est obligatoire dans les conditions ci-dessous, sauf autorisation accordée par les

responsables de diplômes pour motifs légitimes.
12 absences autorisées par période.
7 absences non autorisées par période.

En cas d'assiduité insuffisante, l'étudiant peut se voir sanctionner dans les conditions du règlement intérieur de l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

3. Rapport-Mémoire

La finalité de ce diplôme étant de passer dans les meilleures conditions possibles le concours de magistrat, de greffier ou d'huissier, il est vivement conseillé aux étudiants de chercher un stage dans le domaine judiciaire ou juridique durant la sixième période afin de réaliser un rapport-mémoire. Il est indispensable que les étudiants ne traitent pas leur rapport comme un mémoire théorique, mais que les étudiants traitent d'un dossier rencontré en stage et en rendent compte dans leur rapport concrètement.

Les étudiants peuvent rédiger le rapport-mémoire dans la langue de leur choix avec l'assentiment de leur directeur de mémoire. Les directeurs de rapport seront essentiellement des enseignants khmers enseignant dans le cadre du DU, mais une co-tutelle ou une direction peut être assurée par un enseignant lyonnais si le choix de la langue est l'anglais ou le français. Les étudiants choisissant de rédiger leur rapport-mémoire en langue étrangère devront réaliser une traduction en khmer pour une diffusion au Cambodge.

Le stage sera réalisé en fin de 1ère année pour une durée de 1 mois, soit 135 heures pour l'attribution de l'ensemble des crédits (2 ECTS).

4. Régime d'examen

Les étudiants seront soumis à deux types de contrôle de leurs connaissances :

- un contrôle continu des connaissances organisé dans le cadre des travaux dirigés,
- un contrôle ponctuel des connaissances lors des sessions d'examen ayant lieu à la fin de chaque période de 4 mois et correspondant aux différentes épreuves des concours.

Chaque matière doit faire l'objet d'une note sur 20 points résultant d'une ou de plusieurs épreuves selon les indications qui suivent :

Article 4.1- Le contrôle continu des connaissances

Le contrôle continu intervient dans les matières avec travaux dirigés et dans le cadre de ces travaux dirigés. Chaque matière de travaux dirigés doit faire l'objet d'une note sur 20 points, résultant de plusieurs épreuves, au minimum deux, comprenant au moins une note d'oral et une note d'écrit à caractère pratique.

Les enseignants de travaux dirigés pourront soumettre à titre d'exemple aux étudiants plusieurs types d'exercice :

- des cas pratiques,
- des dissertations,
- des résumés et analyse d'un texte de loi, d'une décision de justice ou d'un auteur...,
- la tenue d'une revue de presse d'actualités faisant l'objet ensuite d'une présentation orale,
- des ateliers (déontologie professionnelle, simulation de procès, simulation de médiation) avec des professionnels.

Article 4.2- La première session d'examens à l'issue de chaque période de 4 mois

Les étudiants ont toujours la possibilité de composer en langue khmère ou en français.

DU/Master 1ère année

1) Chaque étudiant subit un examen écrit d'une durée de trois heures pour les matières à TD et de 2 heures pour les matières sans TD et noté sur 20 points pour le DU et sur 100 points pour le Master dans chacune des matières suivantes :

1ère période :
- Droit pénal général (dissertation)
- Droit des obligations (dissertation)
- Méthodologie (simulation)

2ème période :
- Droit pénal spécial (cas pratique)
- Droit des contrats (cas pratique)

3ème période :
- Droit foncier (dissertation)
- Droit constitutionnel (dissertation)
- Méthodologie (simulation)

Un seul sujet est donné pour chaque épreuve.

2) Chaque étudiant subit une épreuve orale et notée sur 20 points dans chacune des matières suivantes :

1ère période :
- Justice et droits de l'homme
- Déontologie des professions juridiques et judiciaires

2ère période :
- Droit commercial
- Atelier de simulation de procès

3ème période :
- Droit du travail
- Motivation professionnelle

Un ou deux sujets à traiter au choix, théorique ou pratique, est donné pour chaque épreuve.

3) Chaque étudiant subit une épreuve orale notée sur 20 points pour :
- Soutenance du rapport-mémoire de stage

DU/Master 2de année :

1) Chaque étudiant subit un examen écrit d'une durée de trois heures pour les matières à TD et de 2 heures pour les matières sans TD et noté sur 20 points pour le DU et sur 100 points pour le Master dans chacune des matières suivantes :

4ème période :
- Procédure civile (Dissertation/commentaire de texte)
- Modes alternatifs de règlement des litiges (Cas pratique)

5ème période :
- Droit de la famille (Cas pratique/dissertation/commentaire de texte)
- Procédure pénale (Dissertation/commentaire de texte)
- Procédure civile d'exécution (Cas pratique/dissertation/commentaire de texte)

6ème période :
- Concours blanc de droit civil et procédure civile (Cas pratique/dissertation/commentaire de texte)
- Concours blanc de droit pénal et procédure pénale (Cas pratique/dissertation/commentaire de texte)
- Concours blanc droit constitutionnel (Cas pratique/dissertation/commentaire de texte)

Un seul sujet est donné pour chaque épreuve.

2) Chaque étudiant subit une épreuve orale notée sur 20 points dans chacune des matières suivantes :

4ème période :
- Droit de l'expertise judiciaire
- Atelier de simulation de médiation

5ème période :
- Motivation professionnelle (grand oral)

6ème période :
- Concours blanc droit foncier, commercial et travail
- Concours blanc de culture générale

Un ou deux sujets est donné pour chaque épreuve.

Article 4.3- La seconde session d'examens

Cette session est ouverte aux étudiants qui n'ont pas été admis à la première session et aura lieu en fin d'année universitaire, soit en fin de 1ère année de DU/Master et en fin de 2ème année de DU/Master.
Les notes égales ou supérieures à la moyenne obtenues aux épreuves écrites ou orales restent acquises pour la seconde session. L'étudiant ne compose que dans les unités non validées et pour les matières d'écrit ou d'oral où il n'a pas eu la moyenne lors de la première session.

Les règles applicables à la première session restent toutes applicables sous réserves des dispositions qui suivent :

- Les notes obtenues en contrôle continu restent acquises pour la seconde session.
- Les notes de rapport-mémoire et de soutenance restent acquises pour la seconde session.

Il est ainsi possible qu'un étudiant ait la moyenne dans toutes les épreuves d'examen sans pouvoir obtenir la moyenne générale. Dans ce cas-là, l'étudiant peut repasser les matières d'examen de son choix. La meilleure des deux notes sera retenue dans cette hypothèse.

Article 4.4- Les résultats

*** Admission**

DU/Master 1ère année

Pour l'obtention du DU Lyon 3, 1ère année, et du Master , 1ère année, École de droit de l'ARJC, l'étudiant doit obtenir :

- au moins 60% du total des points de l'année pour le Master, soit au moins 1260 points.
- la moyenne sur le total des points pour le DU. La moyenne est calculée de manière spécifique. Les coefficients des crédits sont reportés sur les points attribués par matière.

DU/Master 1ère ANNEE

1ère PERIODE

	DU	Master
Droit pénal général (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit pénal général (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Droit des obligations (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit des obligations (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Justice et droits de l'homme (CM et TD)	/20 Pts	/100 Pts
Méthodologie juridique appliquée (CM et TD)	/20 Pts	/100 Pts
Atelier de déontologie des professions juridiques et judiciaires (TD)	/20 Pts	/100 Pts

2ème PERIODE

	DU	Master
Droit pénal spécial (CM)	/20 Pts	/100 Pts

Droit pénal spécial (Td)	/20 Pts	/100 Pts
Droit des contrats (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit des contrats (Td)	/20 Pts	/100 Pts
Droit commercial (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Ateliers de simulation de procès (TD)	/20 Pts	/100 Pts

3ème PERIODE

	DU	Master (1)
Droit foncier (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit foncier (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Droit du travail (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit constitutionnel (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Motivation professionnelle (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Méthodologie de la recherche (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Stage obligatoire	/20 Pts	/100 Pts
Rapport de stage	/20 Pts	/100 Pts

TOTAL	/20 Pts	/2100 Pts

DU/Master 2de ANNEE

Pour l'obtention du DU Lyon 3, 2de année, et du Master, 2de année, École de droit de l'ARJC, l'étudiant doit obtenir :

- au moins 60% du total des points de l'année pour le Master, soit au moins 960 points.
- la moyenne sur le total des points pour le DU. La moyenne est calculée de manière spécifique. Les coefficients des crédits sont reportés sur les points attribués par matière.

4ème PERIODE

	DU	Master
Procédure civile (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Procédure civile (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Modes alternatifs de règlement des litiges (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit de l'expertise judiciaire (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Atelier de simulation de médiation (TD)	/20 Pts	/100 Pts

5ème PERIODE

	DU	Master
Droit de la famille (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Droit de la famille (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Procédures civiles d'exécution (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Procédure pénale (CM)	/20 Pts	/100 Pts
Procédure pénale (TD)	/20 Pts	/100 Pts
Préparation au grand oral (TD)	/20 Pts	/100 Pts

6ème PERIODE

	DU	Master
Concours blanc droit civil et procédure civile	/20 Pts	/100 Pts
Concours blanc droit pénal et procédure pénale	/20 Pts	/100 Pts
Concours blanc droit constitutionnel	/20 Pts	/100 Pts
Concours blanc droit foncier, commercial et travail	/20 Pts	/100 Pts
Concours blanc culture général	/20 Pts	/100 Pts

TOTAL		/20 Pts	/1600 Pts

Article 4.5- Les Mentions

Concernant le diplôme universitaire français, l'étudiant ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à :

- 13/20 est admis avec la mention Assez Bien,
- 15/20 est admis avec la mention Bien,
- 17/20 est admis avec la mention Très bien.

Concernant le Master Khmer, le système des grades est appliqué.

Article 4.6- Les Diplômes

Les étudiants admis au diplôme universitaire de la Faculté de droit Lyon 3 se verront délivrer ce diplôme par Lyon 3.

Les étudiants admis se voient délivrer un Master par l'École de droit de l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

Article 4.7- Redoublement

L'étudiant qui n'a pas été admis peut être autorisé à redoubler sur autorisation collégiale des responsables khmers et français du diplôme.

L'étudiant admis au redoublement conservera uniquement les périodes validées. Lorsqu'une période n'est pas validée, l'étudiant ne pourra conserver aucune note d'une matière comprise dans cette période, même si elle est supérieure à la moyenne.

Les étudiants ayant obtenu plus de 08/20 en première année de DU/Master peuvent être autorisés par délibération du jury à passer en deuxième année conditionnel.

ANNEXE 3

Annexe financière de la convention de partenariat entre

l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (France)
et
l'Académie Royale de Justice du Cambodge
concernant le diplôme et le Master d'« Études judiciaires »

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour le programme de formation « études judiciaires » dispensée à Phnom Penh.

L'ensemble des charges du programme (enseignements, traduction, sélections, soutenances, coordination pédagogique et administrative), ainsi que les frais pour les missions (titres de transport, forfait journalier, rémunérations des enseignants de l'université Jean Moulin Lyon 3) sont pris en charge par les frais d'inscription perçus par l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

1- Frais de transports

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prendra en charge, sur les frais d'inscription, les coûts de transports internationaux des enseignants de l'Université Jean moulin Lyon 3 en provenance de France, à hauteur de 1300 USD au maximum.

2-Forfait et frais de séjours

L'académie Royale de justice prendra en charge l'intégralité des forfaits journaliers et frais de séjours des agents missionnés par Lyon 3 ; l'Académie versera au missionnaire de l'université Lyon 3 (enseignements, sélections, soutenances, coordination administrative et pédagogique) dès son arrivée au Cambodge :

un forfait de 600 USD pour les missions d'enseignement de 15 heures qui couvrira les frais :

- de visa,
- de logement,
- de repas,
- et les autres frais (déplacements dans le pays d'accueil et transfert domicile/aéroport en France…).

Les forfaits et frais de séjours seront dus pour les missions réalisées en présentiel uniquement.

3- Rémunération des enseignants de l'Académie Royale de Justice du Cambodge

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prend en charge, sur les frais d'inscription, l'intégralité des charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants de l'Académie Royale de justice selon le taux horaire de 50 USD pour les CM et les TD.

4- Rémunération des enseignants et intervenants en mission

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prend en charge, sur les frais d'inscription, les charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants de l'Université Jean moulin Lyon 3 selon le taux horaire de 80 USD. Une attestation nominative est remise à chaque enseignant.

5. versement forfaitaire annuel de l'Académie à l'Université

L'Académie versera à Lyon 3 un forfait annuel de 2000 USD (facture lyon 3 émise en euros) pour les années universitaires 2024/2025 et 2025/2026 sur présentation d'une facture établie par la Direction des Relations Internationales ; pour les années suivantes, ce montant forfaitaire pourra être ajusté, révisé selon équilibre budgétaire du programme et après concertation entre les deux parties.

ANNEXE 3

Annexe financière de la convention de partenariat entre

l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (France)
et
l'Académie Royale de Justice du Cambodge
concernant le diplôme et le Master d'« Études judiciaires »

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour le programme de formation « études judiciaires » dispensée à Phnom Penh.

L'ensemble des charges du programme (enseignements, traduction, sélections, soutenances, coordination pédagogique et administrative), ainsi que les frais pour les missions (titres de transport, forfait journalier, rémunérations des enseignants de l'université Jean Moulin Lyon 3) sont pris en charge par les frais d'inscription perçus par l'Académie Royale de Justice du Cambodge.

1- Frais de transports

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prendra en charge, sur les frais d'inscription, les coûts de transports internationaux des enseignants de l'Université Jean moulin Lyon 3 en provenance de France, à hauteur de 1300 USD au maximum.

2-Forfait et frais de séjours

L'académie Royale de justice prendra en charge l'intégralité des forfaits journaliers et frais de séjours des agents missionnés par Lyon 3 ; l'Académie versera au missionnaire de l'université Lyon 3 (enseignements, sélections, soutenances, coordination administrative et pédagogique) dès son arrivée au Cambodge :

un forfait de 600 USD pour les missions d'enseignement de 15 heures qui couvrira les frais :

- de visa,
- de logement,
- de repas,
- et les autres frais (déplacements dans le pays d'accueil et transfert domicile/aéroport en France...).

Les forfaits et frais de séjours seront dus pour les missions réalisées en présentiel uniquement.

3- Rémunération des enseignants de l'Académie Royale de Justice du Cambodge

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prend en charge, sur les frais d'inscription, l'intégralité des charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants de l'Académie Royale de justice selon le taux horaire de 50 USD pour les CM et les TD.

4- Rémunération des enseignants et intervenants en mission

L'Académie Royale de Justice du Cambodge prend en charge, sur les frais d'inscription, les charges liées aux modules (cours magistraux et travaux dirigés) dispensés par les enseignants de l'Université Jean moulin Lyon 3 selon le taux horaire de 80 USD. Une attestation nominative est remise à chaque enseignant.

5. versement forfaitaire annuel de l'Académie à l'Université

L'Académie versera à Lyon 3 un forfait annuel de 2 000 euros, pour les années universitaires 2024-2025 et 2025-2026 (le montant en USD sera calculé au taux en vigueur le jour de l'établissement de la facture et mentionné sur la facture) sur présentation d'une facture établit en euros par la Direction des Relations Internationales ; pour les années suivantes, ce montant forfaitaire pourra être ajusté, révisé selon équilibre budgétaire du programme et après concertation entre les deux parties.

CONVENTION DE COOPERATION

Programme délocalisé

Entre

L'Université Jean Moulin Lyon 3, France

et

ESTEM, Maroc

Pour la délivrance :

Master Droit et Finance de l'Entreprise délivré par l'Université Jean Moulin Lyon 3
Et
Master Droit des affaires délivré par l'ESTEM

Entre les signataires :

D'une part,

Siège social : **L'Ecole Supérieure en Ingénierie de l'Information, Télécommunication, Management et Génie Civil,** située à 4 rue MOUSSA BNOU NOUCEIR - QUARTIER GAUTHIER - Casablanca - MAROC; représentée par sa Présidente Directrice Générale, Madame BOUAB BENNANI Wafaa, ci-après désignée ESTEM,

D'un autre part,

- **Université Jean Moulin Lyon 3 France**

  Siège social : 1, rue de l'Université, 69007 Lyon, France.
  Représentant : Président, Monsieur Gilles BONNET
  Représentant de la faculté de Droit : Doyen, Monsieur Olivier GOUT

VU les articles L 123-4, L123-5 et D – 613-17 et suivants

PREAMBULE :

La présente convention a pour objet la création et la mise en place d'un Master Droit et Finance de l'Entreprise (en 2 ans) délocalisé entre, d'une part, l'Université Jean Moulin Lyon 3 (France) et, d'autre part, l'ESTEM (Maroc).

Cette convention concerne le diplôme suivant :

- Master 1ère et 2ème année Droit et Finance de l'Entreprise délivré par l'Université Jean Moulin Lyon 3
- Master Droit des affaires délivré par ESTEM

L'objectif principal des formations est ainsi de former sur le campus d'ESTEM (Casablanca, Maroc) et de faire acquérir aux étudiants sélectionnés, au-delà des connaissances fondamentales du droit des affaires, un approfondissement des questions liées à chacune des spécialités ci-dessus.

La présente convention a pour objet de régler les rapports entre les deux parties.

Article 1 – Objet

La Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 (France), et l'ESTEM conviennent de la mise en place à partir de la rentrée universitaire 2024-2025, des programmes de Master Droit et Finance de l'Entreprise et Master Droit des affaires dispensés à l'ESTEM au Maroc et débouchant sur la délivrance des diplômes cités dans le préambule.

La présente convention a pour principal intérêt la collaboration des équipes d'enseignants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et de l'ESTEM.

Dans ce cadre, il est convenu que les enseignements seront dispensés par des enseignants désignés par les deux établissements partenaires selon les programmes détaillés dans l'annexe pédagogique. Des séances de coordination entre les enseignants d'un même enseignement et entre tous les enseignants sont tenues afin d'optimiser l'impact des cours et de la formation sur les étudiants.

La promotion et la communication du programme feront référence aux deux établissements partenaires.

Les enseignements de ces programmes sont dispensés en langue française voire en langue anglaise.

Par principe, les cours ont lieu en présentiel au sein des locaux de l'ESTEM. Par exception, ils pourront être dispensés intégralement ou partiellement à distance et selon les mêmes conditions que les cours en présentiel.

Article 2 – Accès à la formation

Ces formations s'adressent à des titulaires d'un diplôme de Licence en droit privé ou d'un diplôme jugé équivalent.

L'admission est prononcée par les instances de l'Université Jean Moulin Lyon 3, sur proposition du jury de sélection, comprenant les représentants des deux partenaires et présidé par un représentant du Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 disposant d'un droit de veto, suite à l'examen des dossiers de candidature et à un entretien avec un jury.

Article 3 – Inscription

Les étudiants seront inscrits dans les deux établissements ; les étudiants seront inscrits en première et deuxième année du diplôme suivant :

- Master 1ère et Master 2ème année en Droit et Finance de l'Entreprise de la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3,
- Master Droit des affaires de l'ESTEM

Les étudiants payent les droits d'inscription dans l'établissement partenaire et sont exonérés de droits d'inscription et de CVEC à l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 4 – Descriptif du Master

A) Structure du Master Droit et Finance de l'Entreprise

Ce Master est géré par la Faculté de Droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3 pour les aspects pédagogiques et la Direction des Relations Internationales pour les aspects administratifs et financiers.

L'ingénierie et la responsabilité pédagogique du diplôme sont assurées par le (ou les) responsable(s) pédagogique(s) désigné(s) par le Doyen de la Faculté de Droit.

L'organisation du programme au Maroc, sera assurée par l'ESTEM.

La désignation des intervenants, missionnés par l'UJML3, s'effectue conformément au cadre règlementaire en vigueur et aux procédures internes de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Un comité de direction/pilotage du programme se tiendra annuellement comprenant le représentant de chaque partenaire ou son délégué, les responsables de la formation à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et à l'ESTEM. À titre consultatif, toute personne utile à ses travaux peut y être invitée. Le comité de direction/pilotage a pour fonctions principales de :

- Déterminer les orientations et les modalités pratiques de la formation,
- Définir les modalités de sélection des candidats,
- Assurer le suivi de la formation et mise en place des dispositions éventuellement nécessaires à la réussite des objectifs.

B) Organisation du cursus

Le cursus du Master se déroule sur deux années universitaires selon le programme pédagogique annexé à la présente convention.

Les cours sont animés par une équipe pédagogique composée d'enseignants des deux institutions partenaires. L'ESTEM s'engage à assurer toutes les autres activités pédagogiques liées aux programmes selon les normes académiques françaises.

Article 5 : Visioconférence et moyens de communication électroniques

Pour l'organisation des instances de sélection, des enseignements, des épreuves, délibérations de jurys, il sera possible d'utiliser les visioconférence et moyens de communications électroniques, dans le respect du principe d'égalité des candidats et de lutte contre la fraude.

Article 6 – Délivrance des diplômes

Les règles qui s'appliquent aux régimes d'études et d'examens sont celles décrites dans l'annexe pédagogique.

Pour la délivrance du diplôme de Master, le jury de délibération sera composé paritairement des représentants des deux partenaires avec voix prépondérante pour le président du jury, enseignant de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

Article 7 – Aspects financiers

Les engagements réciproques liés au programme et les dépenses et recettes qui en résultent sont réparties entre les deux partenaires selon les termes suivants :

Pour l'ESTEM

a) Recettes

- Droits d'inscription versés par les étudiants.

Les frais d'inscription des étudiants sont perçus par l'ESTEM. Ils ont vocation à financer l'entier coût de la formation.

b) Obligations et dépenses

L'ESTEM s'engage à prendre à sa charge les éléments suivants :

- Pour les enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 (enseignements, correction de rapports de stage, sélections et tenue des jurys) au Maroc :
    - La réservation et le paiement du billet d'avion A/R France/Maroc
    - Les transferts aéroport hôtel et hôtel lieu des cours au Maroc
    - Les frais de logement et de petit déjeuner correspondant à la durée de l'intervention

    - Une indemnité de repas de la contre-valeur en dirhams de 61 euros par jour d'intervention,
- Rémunération des heures de cours assurés par les enseignants de l'ESTEM selon taux horaire mentionné dans l'annexe financière/budget
- Rémunération des heures (enseignements, oraux, jurys de sélection) dispensées par les enseignants missionnés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 selon le taux horaire de 100 euros net (chargés) pour les heures d'enseignement (montants indiqués également dans le budget) ; le paiement interviendra par virement bancaire sur le compte de l'intervenant
- Rémunération d'un montant de 15 euros par rapport de stage corrigé ; le paiement interviendra par virement bancaire sur le compte de l'enseignant correcteur
- Pour le paiement des heures d'enseignement dispensées par les intervenants de l'université Jean Moulin Lyon 3 et payées directement par l'ESTEM : délivrance par l'ESTEM et transmission à l'enseignant et l'Université Jean Moulin Lyon 3 d'une attestation nominative, individuelle avec mention des dates de la mission, objet, volume d'heures et montant
- Reversement ESTEM vers Lyon 3 pour les charges indirectes avec pour les années universitaires 2024-2025 et 2025-2026
    - un forfait annuel de 250 euros par étudiant inscrit et réinscrit sur facturation établie par Lyon 3. Pour les années suivantes, ce montant pourra être modulable et révisable selon équilibre budgétaire annuel et après échange et concertation entre les deux parties
    - un montant annuel de 250 euros par étudiant inscrit et réinscrit au titre de l'inscription administrative à Lyon 3
- Centralisation des candidatures, après avoir assuré pour cela la promotion et la publicité du Programme sur l'ensemble du territoire marocain et région
- La recherche de partenariats avec des entreprises françaises au Maroc
- La mise à disposition de locaux pour les enseignements (salles de cours et de conférence) et d'un bureau pour les enseignants du programme
- L'organisation de la cérémonie de remise de diplômes
- Organisation administrative du programme à ESTEM (campagne de candidature, centralisation des candidatures, organisation des sélections, organisation et mise en œuvre du planning de cours, diffusion des documents et supports de cours aux étudiants via Moodle ou autre)
- Mise à disposition de personnel administratif, d'équipements pédagogiques et assistance aux intervenants des programmes
- Désignation d'un référent local pour la gestion et coordination du programme et de la coopération

Pour l'UJML3

a) Recettes : reversements ESTEM vers Lyon 3 :

- Forfait de 250 euros par étudiant inscrit et réinscrit par année académique,

  et
- Pour les charges indirectes : un montant annuel de 250 euros par étudiant inscrit et réinscrit (années universitaires 2024 2025 et 2025 2026) ; pour les années universitaires suivantes ce montant pourra être modulable et révisable selon équilibre budgétaire annuel et après échange et concertation entre les deux.

Ces deux versements s'effectueront par virement sur présentation d'une facture établie chaque année universitaire par la Direction des Relations Internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

b) Obligations et dépenses

- Organisation et coordination administrative du programme en collaboration avec le responsable pédagogique de la formation et l'ESTEM
- Promotion et communication du programme
- La mise en œuvre de l'accès des étudiants du programme aux ressources numériques de l'UJML3

En cas de déficit constaté par l'un des partenaires, aucune demande de financement ni transfert de charge ne pourra être imputable à l'autre partenaire.

Article 8. Propriété intellectuelle

L'ESTEM et l'Université Jean Moulin Lyon 3 disposent conjointement de la propriété et des droits liés aux inventions, droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle résultant des conceptions ou efforts menés conjointement par les employés ou consultants des deux parties pour exécuter le présent Accord.

Aucune Institution participante n'utilisera les marques, noms déposés, logos, présentations ou d'autres droits de propriété commerciale de l'autre Institution participante sans l'accord écrit de cette dernière.

Les cours dispensés par les intervenants de l'Université Jean Moulin Lyon 3 ainsi que leurs supports restent la propriété de leur auteur.

Article 9 – Protection des données personnelles

L'UJML3 étant soumise au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil, relatif au RGPD, les parties s'accordent pour respecter les conditions et mesures de sécurité nécessaires à la protection des données personnelles de toute personne physique concernée par la mise en œuvre de la présente convention.
Les transferts de données respecteront la règlementation européenne sur la protection des données personnelles et se feront dans le cadre ci-après :
Exportateur de données : L'exportateur de données est :
Pour l'ESTEM – l'UJML3

Importateur de données : L'importateur de données est :
Pour l'UJML3 -

Personnes concernées : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de personnes :
Etudiants admis dans le programme, personnels enseignants et administratifs

Finalités du transfert : Le transfert est nécessaire pour les finalités suivantes :
Gestion administrative et financière du diplôme, coordination de la coopération. Mise en relation des étudiants avec les *alumni* du programme

Catégories de données : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données :
- Identité et coordonnées des étudiants, enseignants et personnel administratif
- Parcours académique de l'étudiant
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratif

Données sensibles (le cas échéant) : Les données à caractère personnel transférées concernent les catégories suivantes de données sensibles :
- Relevé d'identité bancaire RIB des enseignants et personnels administratifs

Destinataires : Les données à caractère personnel transférées ne peuvent être divulguées qu'auprès des destinataires ou catégories suivants de destinataires :
- Pôle diplôme délocalisés - SGRI de l'UJML3
- Pour l'ESTEM : service administratif, service financier
- Mises en contact des étudiants du programme avec les *alumni*

Droits des personnes concernées :
Les parties se notifient mutuellement de toute demande d'exercice de droit des personnes concernées et s'engagent à se porter assistance mutuelle, sans solidarité de coût financier, dans le traitement de ces demandes. Les personnes concernées pourront par conséquent s'adresser indifféremment au délégué à la protection des données personnelles ou à toute autre personne dûment habilitée et désignée en l'absence de délégué à la protection des données personnelles :
- Pour l'UJML3 : dpd@univ-lyon3.fr
- Pour :

Article 10 – Communication

La promotion et la communication du double diplôme feront référence aux deux établissements partenaires.

Chacune des parties autorise l'autre à faire mention du partenariat institué par le présent accord dans sa communication institutionnelle. Tous documents de communication et publications concernant ce double diplôme devront faire figurer les logos de tous les partenaires et être soumis pour validation à l'autre partie.
Les opérations de communication autour des actions mises en œuvre dans le cadre de cette convention seront prises en charge directement par les partenaires et ne feront pas l'objet de financements particuliers ni de rétrocession financière.

Article 11 – Durée

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er septembre de l'année universitaire 2024-2025. Elle est valable pour une durée de cinq ans.
Toute modification de la présente convention est soumise à l'approbation écrite des parties.
La présente convention peut être renouvelée expressément par les parties. L'évaluation du développement et de la qualité de la coopération réalisée est prise en compte lors de ce renouvellement.
Chacune des parties peut dénoncer la présente convention en respectant un préavis de 1 an par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que cette dénonciation ne remette en cause les actions de coopération engagées.

Article 12 – Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à favoriser le dialogue et trouver des solutions à l'amiable. Tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de cette convention de coopération qui n'aurait pu être résolu à l'amiable est porté devant la juridiction territoriale compétente déterminée d'un commun accord entre les partenaires.

La convention est rédigée en français en quatre exemplaires identiques.

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3	Pour la Faculté de Droit Jean Moulin Lyon 3	Pour l'ESTEM
Le Président	Le Doyen	
Gilles BONNET	Olivier GOUT	

A Lyon, le

ANNEXE

Contacts administratifs et pédagogiques

La présente Annexe constitue une partie intégrante de la Convention. Toute modification des informations de contact de la présente Annexe fait l'objet d'une communication simple, par voie de courrier ou par messagerie électronique, aux coordonnateurs pédagogique et administratif de l'autre Partie indiqués dans la présente Annexe.

Coordination pédagogique du programme

Pour l'UJML

Prénom et NOM du coordinateur	Mr Quentin NEMOZ RAJOT
Composante et département d'affectation	Faculté de Droit
Adresse de messagerie électronique	quentin.nemoz-rajot@univ-lyon3.fr
Téléphone	+ 33 6 72 66 81 19

Pour ESTEM

Prénom et NOM du coordinateur	Mr Adil LOULID
Structure interne d'affectation	ESTEM
Adresse de messagerie électronique	loulid.enseignement@gmail.com
Téléphone (Précédé de l'indicatif international)	

Coordination administrative du programme

Pour l'UJML

Service coordinateur	DRI/Faculté de Droit
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	Mme Valérie TEMPERE Mme Anne-Sophie BERTHIER
Adresse(s) de messagerie électronique	diplomesdelocalises@univ-lyon3.fr anne-sophie.berthier@univ-lyon3.fr
Téléphone(s)	(+33) (0)478787252 / (+33) (0)426318535

Pour l'ESTEM

Service coordinateur	
Personne(s) ressource(s) (Prénom NOM)	
Adresse(s) de messagerie électronique	xxx@
Téléphone (Précédé de l'indicatif international)	(+XX)

Annexe pédagogique

Concernant le Master Droit et Finance de l'Entreprise
Et Master Droit des affaires

(Université Jean Moulin Lyon 3) délocalisé à ESTEM (Maroc)

1. Conditions d'admission

Pour être admis dans le Master Droit et Finance de l'Entreprise de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et le Master Droit des affaires de l'ESTEM , le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Être titulaire d'une licence en droit privé ou d'une licence en économie et gestion ou d'un diplôme jugé équivalent par le comité de sélection du Master.
- Être sélectionné par le comité de sélection du Master.

2. Programme pédagogique

Les programmes/diplômes sont organisés sur deux années universitaires. La répartition par crédits et par semestre des enseignements est détaillée dans la maquette pédagogique ci-après.

Les enseignements du diplôme français seront dispensés en langue française par des enseignants missionnés par l'Université Jean Moulin Lyon 3.

3. Assiduité

La présence est obligatoire pour les étudiants à toutes les séances de cours ainsi qu'aux examens sauf autorisation écrite exceptionnellement accordée, au fil de l'eau, par les responsables sur demande dûment justifiée par l'étudiant.

Toutes les absences doivent être justifiées au plus tôt auprès des responsables du double diplôme délocalisé.

L'étudiant absent de manière injustifié plus de trois fois par semestre est considéré défaillant et ne peut participer aux examens de première session.

L'absence à un examen terminal de fin de semestre vaut défaillance de l'étudiant. Dans ce cas, le jury ne peut valablement délibérer sur les résultats de l'intéressé qui ne sont pas calculés.

En cas d'absence justifiée aux examens, les étudiants bénéficient d'une session de remplacement (pas de rattrapage).

Les modalités des examens terminaux garantissent l'anonymat des épreuves écrites.

4. Évaluation des cours, contrôle des connaissances

La vérification des connaissances s'effectue par un examen terminal ou un contrôle continu (qui peuvent être des examens écrits, oraux, cas pratiques, dossiers, QCM, etc.) selon les modalités de contrôle des connaissances déterminées par les responsables du diplôme. Chaque matière est sanctionnée par les responsables du double diplôme selon le diplôme de rattachement (français pour les matières françaises, marocain pour les matières marocaines).

Dans le diplôme, deux sessions de contrôle des connaissances sont organisées : une première session et une seconde session dite de « rattrapage » pour les étudiants absents ou ayant échoué à la première session (selon dates communiquées par l'Université Jean Moulin Lyon 3 et l'ESTEM).

Les épreuves sont organisées selon les indications de l'enseignant au cours du module ou à la suite du module.

Pour le diplôme de l'Université Jean Moulin Lyon 3, le système repose sur la capitalisation des crédits par matière (chaque matière se voit appliquer le même nombre de crédits). Les matières sont automatiquement acquises si l'étudiant a obtenu une note égale ou supérieure à 10/20. Une matière acquise ne peut pas être repassée et entraîne l'acquisition des crédits correspondants.

Correction des copies :

Il apparaît pertinent de privilégier l'envoi électronique des examens sous forme de documents PDF déposé sur Moodle permettant une correction en ligne. Cette méthode permettrait d'éviter les envois postaux longs, coûteux, risqués et fastidieux. Par ailleurs, une promotion modérée pourrait justifier cette transition vers des corrections « non papier », tout en offrant aux étudiants la possibilité de consulter leurs copies.

5. Régime d'examen

Le jury se réunit chaque année pour délibérer. Il peut décider par délibération spéciale du jury (DSJ) de valider une matière dans laquelle l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne.

Pour obtenir le diplôme délivré par l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'étudiant doit obtenir une moyenne générale aux épreuves égale ou supérieure à 10/20 sur les 2 semestres + note 10/20 au mémoire.

6. Mentions

Les mentions sont selon le barème ci-dessous. L'étudiant ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à :

- 10/20 est admis avec la mention passable
- 13/20 est admis avec la mention assez bien,
- 15/20 est admis avec la mention bien,
- 17/20 est admis avec la mention très bien,

Les étudiants admis se voient délivrer une attestation de réussite en attendant que le diplôme final soit édité.

7. Redoublement

Si la moyenne générale de l'étudiant ne lui permet pas d'obtenir le double diplôme, il peut être autorisé à redoubler par les responsables du double diplôme. Il suivra alors uniquement les matières pour lesquelles il n'a pas obtenu la moyenne aux épreuves.

8. Communication des notes

Après la proclamation des résultats, le jury est tenu de communiquer les notes. Les étudiants ont droit, dans un délai raisonnable, à la communication de leur copie.

Les relevés de notes sont transmis aux étudiants après délibération du jury.

Maquette pédagogique

Master droit et finance de l'entreprise/Master Droit des affaires délocalisé à ESTEM, Casablanca (Maroc)

		ECTS	LYON3	partenaire	VHTOTAL
Total		**120**	**354**	**261**	**615**
semestre 1	**Modalités de contrôle des connaissances**	**30**	**88**	**90**	
Méthodologie juridique et de la recherche	non évalué		9		
Fiscalité des entreprises	Terminal écrit	4	20		
Droit des sûretés	Terminal écrit	4	20		
Droit international privé	Terminal écrit	4	20		
Anglais juridique	Examen final	3		15	
Conférences d'actualités	contrôle continu annuel		6		
Analyse financière	Examen final	4		20	
Comptabilité approfondie	Examen final	4		20	
Techniques quantitatives de gestion	Examen final	3		20	
TD Fiscalité des entreprises	contrôle continu	2	15		
Préparation à la recherche de stage	non évalué		4		
TD analyse financière	contrôle continu	2		15	
semestre 2		**30**	**110**	**55**	
Fiscalité des entreprises 2	Terminal écrit	4	20		
Droit du financement des entreprises	Terminal écrit	4	20		
Droit des entreprises en difficulté	Terminal écrit	4	20		
Droit patrimonial de l'entrepreneur	Terminal écrit	4	20		
Évaluation et ingénierie financière	Examen final	3		20	
Contrôle de gestion Politique financière de l'entreprise	Examen final	3		20	
Anglais financier	Examen final	3		15	
Conférences d'actualité	contrôle continu annuel	1	6		
TD Droit du Financement des entreprises	contrôle continu	2	15		
TD Fiscalité des entreprises	contrôle continu annuel	2	15		
STAGE OBLIGATOIRE 3 MOIS	sans rapport de stage				
semestre 3		**30**	**74**	**60**	
Droit des SAS et SARL	examen terminal	4	20		
Techniques contractuelles en droit des sociétés	examen terminal	4	20		
Fiscalité des opérations sociétaires	examen terminal	4	20		
Conférences d'actualité avec M1	contrôle continu annuel	2	6		
Opérations sociétaires aspects juridiques et financiers	examen terminal	4	20		
Gestion financière internationale	examen final	4		20	
Évaluation des entreprises et diagnostic stratégique	examen final	4		20	
Ingénierie financière approfondie	examen final	4		20	
semestre 4		**30**	**82**	**56**	
Stratégie RSE des entreprises	examen terminal	4	20		
Mise en situation professionnelle par des professionnels locaux	examen terminal	2		21	
Droit de l'arbitrage	examen terminal	4	20		
Fiscalité internationale	examen terminal	4	20		
Droit international des sociétés	examen terminal	4	20		
Techniques de consolidation	examen final	4		20	
Conférences d'actualité avec M1	contrôle continu annuel	1	6		
Anglais des affaires	examen final	3		15	
Méthodologie rapport de stage	non évalué		2		
STAGE OBLIGATOIRE 3 MOIS et rapport de stage	rapport de stage	4			

ECTS	Lyon3	partenaire
	26	34

Annexe financière

L'annexe financière précise, en complément de la convention de coopération, les modalités financières pour les programmes de Master, de l'Université Jean Moulin Lyon 3 délocalisés à .

1- Versement annuel de l'ESTEM à l'Université Jean Moulin Lyon 3

L'ESTEM versera à l'université Jean Moulin Lyon 3 :

- un forfait annuel par étudiant inscrit et réinscrit de 250 euros
  et
- Pour les charges indirectes : un forfait annuel de 250 euros (années universitaires 2024 2025 et 2025 2026) par étudiant par étudiant inscrit et réinscrit (montant révisable par voie d'avenant pour les années universitaires suivantes selon équilibre financier du programme et après échange, concertation entre les deux parties)

Ces versements interviendront sur présentation d'une facture établie par l'Université Jean Moulin Lyon 3.

2- Titres de transports

L'ESTEM prendra à sa charge l'intégralité des coûts de transports (billets d'avion, transferts aéroport) des enseignants désignés par l'Université Jean Moulin Lyon 3.

3- Forfait journalier, frais de séjours et rémunération des enseignants et intervenants en mission

L'ESTEM prendra en charge l'intégralité des forfaits journaliers et frais de séjours des agents missionnés par Lyon 3 selon les taux indiqués dans le budget ; l'ESTEM versera au missionnaire de l'université Lyon 3 (enseignements, sélections, corrections, coordination administrative et pédagogique) dès son arrivée au Maroc :

- Pour les enseignants missionnés par l'Université Lyon 3 (enseignements, correction de rapports de stage, sélections et tenue des jurys) au Maroc :
  - La réservation et le paiement du billet d'avion A/R France/Maroc
  - Les transferts aéroport hôtel et hôtel lieu des cours au Maroc
  - Les frais de logement et de petit déjeuner correspondant à la durée de l'intervention
  - Une indemnité de repas de la contre-valeur en dirhams de 61 euros par jour d'intervention,
- Rémunération des heures (enseignements, oraux, jurys de sélection) dispensées par les enseignants missionnés par l'Université Jean Moulin Lyon 3 selon le taux horaire de 100 euros net (chargés) pour les heures d'enseignement (montants indiqués également dans le budget) ; le paiement interviendra par virement bancaire sur le compte de l'intervenant
- Rémunération d'un montant de 15 euros par rapport de stage corrigé ; le paiement interviendra par virement bancaire sur le compte de l'enseignant correcteur

Les forfaits et frais de séjours seront dus pour les missions réalisées en présentiel uniquement.

Délibération n° D2024-11-20-sco
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 123-3, L. 712-2 et suivants ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2022-12-16-sco du 13 décembre 2022 approuvant le règlement intérieur applicable au fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes et précisant les modes de fonctionnement et d'organisation des deux volets (social et initiatives) ;
Vu les demandes présentées par les associations lors de la commission FSDIE initiatives réunie le 22 octobre 2024 et les propositions formulées par la commission ;
Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire du 5 novembre 2024 ;

Le FSDIE (fonds de solidarité et de développement des initiatives) constitue le levier financier privilégié pour le développement de l'engagement des étudiants au sein des associations. Il est alimenté en partie par la CVEC (contribution de vie étudiante et de campus).

Deux commissions FSDIE social (aide sociale) et initiatives (soutien financier des projets associatifs étudiants) étudient les demandes de subventions aux associations et d'aides sociales aux étudiants.

Dans le cadre de la délégation de compétence du CA au président de l'université, les décisions d'attribution de subventions aux associations mentionnées en annexe de la présente délibération sont présentées pour information au conseil d'administration.

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage



Marc BONINCHI

19 novembre 2024

ANNEXE

PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU TITRE DU FSDIE « INITIATIVES » (COMMISSION 22 OCTOBRE 2024)

N°	Nom de l'association	Intitulé du projet	Date du projet	Montant total du projet	Subvention demandée	Subvention accordée	Remarques	Projet DD&RSE
1	**ADSP**	Parlons Avenir	Du 30 janvier au 19 février 2025	3 133,00 €	910,00 €	**910 €**		
2	**Le Vide Juridique**	Concours d'écriture, Prix Lettres de soie	Du 8 novembre 2024 à mars 2025	763,00 €	503,00 €	**503 €**	La commission conditionne le versement de la subvention à la levée de la limite d'âge pour les participants (privilégier plutôt le statut d'étudiant). Par ailleurs, la commission conseille à l'association d'ouvrir la participation à tous les étudiants de Lyon si elle souhaite obtenir une subvention Culture-Actions du Crous (ce qui ne sera pas un frein compte-tenu des 100 participants attendus). Enfin, la commission conseille à l'association de prendre les bons d'achat pour les lauréats dans une librairie indépendante plutôt que dans une grande enseigne.	
3	**AM2SID**	Les ateliers wargame	Du 13 janvier au 30 juin 2025	761,00 €	410,00 €	**410 €**	La commission demande à l'association de bien veiller à diversifier sa communication auprès de toutes les composantes de Lyon 3 et de ne pas hésiter à s'appuyer sur les associations et BDE de celles-ci pour le relais communication.	
4	**Ecran Droit**	Sensibilisation à l'art et l'industrie professionnelle cinématographique - Participation au 75ème Festival International du Film de Berlin (La Berlinale)	Du 14 au 19/02/2025	21 876,00 €	12 501,00 €	**12 500 €**		
5	**Start'iae**	Business Game Start'iae 1ère édition	18 janvier 2025	16 494,00 €	4 000,00 €	**3 000 €**	La commission conditionne le versement de la subvention à la remise de bons d'achat plutôt que d'argent en numéraire pour les lauréats. Par ailleurs, la commission estime que le montant des récompenses pour les lauréats est trop élevé, tout comme les frais de bouche ou encore les dépenses pour la signalétique. Enfin, l'abonnement annuel pour Canva relève de frais de fonctionnement de l'association et ne doit pas figurer dans le budget prévisionnel du projet.	

6	**BDE Jean Moulin Bourg**	Nuit du volley	14 novembre 2024	4 437,00 €	1 500,00 €	**1 500 €**	La commission invite l'association à collaborer avec un étudiant bénévole pour la prise de photos de l'événement plutôt qu'avec un photographe professionnel afin de réduire les coûts du projet (d'autant que le budget photographie est supérieur au budget sécurité).	
7	**Jurist'Jeunes**	Voyage de découverte	11 et 12 janvier 2025	23 470,00 €	8 300,00 €	**8 300 €**		
8	**Mouvement Queer Universitaire**	Semaine de sensibilisation à la santé sexuelle	Du 22 au 29 novembre 2024	9 476,00 €	4 974,00 €	**5 000 €**	La commission demande à l'association de veiller à ne pas indiquer d'année sur ses goodies afin de pouvoir les redistribuer lors d'autres événements s'il en reste. La commission suggère également à l'association de faire un programme général plutôt que plusieurs supports de communication par événement qui ont lieu durant la semaine.	
9	**ALyon-Nous**	Conférence sur le fémonationalisme	21 novembre 2024	2 670,00 €	409,00 €	**409 €**	La commission estime que les frais de restauration prévus pour chaque intervenant sont trop élevés.	
10	**Prix Confluence**	Concours d'éloquence des étudiants lyonnais	Du 22 février au 2 avril 2025	15 442,70 €	9 500,00 €	**5 000 €**	La commission estime que le montant de la subvention demandé à Lyon 3 est disproportionné par rapport au montant demandé aux autres financeurs. Elle estime également que le budget général comprend des dépenses superflues (pupitres, nombreux goodies...) et invite l'association à adopter une démarche plus écoresponsable. Enfin, certaines dépenses relèvent de frais de fonctionnement de l'association et ne doivent pas figurer dans le budget prévisionnel du projet (assurance et abonnement Adobe notamment).	
11	**Improse-toi !**	Ateliers hebdomadaires d'éloquence et d'improvisation - S2	Du 13 janvier au 3 avril 2025	5 920,00 €	1 500,00 €	**1 500 €**		
12	**Lyon 3 Orchestra**	Concert ciné-musique	1er décembre 2024	3 122,00 €	2 500,00 €	**2 400 €**	La commission estime que certaines dépenses doivent être assurées par les musiciens eux-mêmes puisqu'il s'agit de dépenses personnelles (notamment l'épaulière de violon). Par ailleurs, les badges pour les musiciens ont déjà été financés à l'occasion d'autres concerts récemment subventionnés.	
13	**Lyon 3 Orchestra**	Concert caritatif	13 mars 2025	6 641,00 €	4 841,00 €	**4 000 €**	La commission considère que l'achat d'un alto est une dépense de fonctionnement et non une dépense liée particulièrement à ce projet. Par ailleurs, la commission estime que certaines dépenses doivent être assurées par les musiciens eux-mêmes puisqu'il s'agit de dépenses personnelles (notamment les anches). Enfin, les recettes de billetterie et les fonds reversés au centre d'apprentissage doivent être intégrés au budget du projet.	

14	**Lyon 3 Orchestra**	Concert Salle Molière	9 avril 2025	6 289,00 €	4 489,00 €	**4 000 €**	La commission estime que certaines dépenses doivent être assurées par les musiciens eux-mêmes puisqu'il s'agit de dépenses personnelles (notamment la sourdine de trompette, les anches et la cale de violoncelle). Des pupitres ont déjà été financés par ailleurs pour d'autres concerts subventionnés récemment et le Service des Affaires Culturelles propose de prêter quelques pupitres à l'association si besoin.	
TOTAL				120 494,70 €	56 337,00 €	**49 432 €**		0

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION
19 novembre 2024

Délibération n° D2024-11-21-ins
Le conseil d'administration de l'université Jean Moulin
en séance du 19 novembre 2024

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 712-8 ;
Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;
Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 8 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin,

Sur proposition de la direction des affaires juridiques et institutionnelles (DAJI),

L'arrêté n° 24-350 portant interdiction d'accès aux locaux de l'université Jean Moulin est transmis pour information aux membres du conseil d'administration.

Lyon, le 19 novembre 2024

Pour le président de l'université Jean Moulin et par délégation,
Le vice-président chargé du conseil d'administration
et du pilotage

Marc BONINCHI

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

ARRÊTÉ N° 24-350

PORTANT INTERDICTION D'ACCÈS AUX LOCAUX DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

Le président de l'université Jean Moulin,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-2 et R. 712-8 ;

Vu la délibération n° D2017-10-07-ins du 24 octobre 2017 modifiée portant approbation par le conseil d'administration du règlement intérieur de l'université Jean Moulin ;

Vu la délibération n° D2019-01-01-ins du 08 janvier 2019 modifiée portant approbation par le conseil d'administration des statuts de l'université Jean Moulin ;

Vu le courriel de [redacted], étudiant à l'université Jean Moulin, adressé le 15 octobre 2024 à [redacted], maîtresse de conférences à la faculté des langues ;

Vu le courriel de [redacted] adressé le 17 octobre 2024 à M. Alessandro MARTINI, doyen de la faculté des langues de l'université Jean Moulin,

Considérant que, le 15 octobre 2024, [redacted] (n° étudiant [redacted]), inscrit en première année de licence Langues, Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales (LLCER) Italien était présent à un cours assuré par [redacted], maîtresse de conférences à l'université Jean Moulin, auquel il n'est pas censé assister puisqu'il a temporairement suspendu sa formation et se trouve en année de césure ;

Considérant que [redacted] a perturbé le déroulement de ce cours en adoptant une posture provocante à l'égard de l'enseignante, qui fait état d'une altercation avec insultes et intimidations de la part de [redacted] ;

Considérant que, le même jour, [redacted] a adressé à son enseignante un courriel au ton agressif, insultant et menaçant. Il y écrit notamment : « *Je vous écris pour vous faire part de ma profonde indignation concernant votre comportement honteux lors du cours d'aujourd'hui* » ; « *Vous devriez me remercier, car j'ai choisi de ne pas écrire un article public qui dénoncerait non seulement votre comportement, mais aussi la dérive idéologique gauchiste qui contamine nos universités* » ; « *Je vous invite à bien réfléchir à la manière dont vous traiterez vos étudiants à l'avenir* » ; « *PS : retourne faire le clown dans les clubs en chantant et en dansant le tango* ».

Considérant que, suite à ce courriel, [redacted] a été convoqué le 23 octobre 2024 à 14 heures pour un entretien de recadrage à la faculté des langues ; qu'il ne s'est pas présenté à cet entretien.

Considérant que, par un courrier du 05 novembre 2024, le président de l'université Jean Moulin a saisi la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers de l'université Jean Moulin à l'encontre de [redacted] pour connaître des faits mentionnés ci-dessus ;

Considérant que le comportement de [redacted] est de nature à constituer une « *menace de désordre* » au sens des dispositions de l'article R. 712-8 susvisé.

Considérant qu'il est donc nécessaire d'écarter temporairement [redacted] des salles dans lesquelles sont dispensés les cours de deuxième année LLCER Italien afin d'assurer la sécurité et la sérénité du corps enseignants et des étudiants concernés ;

Considérant que [redacted] doit toutefois être mis en mesure de poursuivre ses études et de continuer de jouir des droits que lui confère le statut d'étudiant,

UNIVERSITÉ DE LYON

UNIVERSITÉ LYON III
JEAN MOULIN

ARRÊTÉ N° 24-350

PORTANT INTERDICTION D'ACCÈS AUX LOCAUX DE L'UNIVERSITÉ JEAN MOULIN

Arrête

Article 1 – Est interdit à [redacted] l'accès aux cours de deuxième année de licence Langues, Littératures et Civilisations Etrangères et Régionales (LLCER) Italien, dispensés dans les salles et aux horaires indiqués dans le tableau ci-dessous.

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
8h00				LE LAY Salle 329	
9h30				FINK 7/11 salle 329	
11h00	FINK 4/11 salle 313		LE LAY Salle 329		
14h00	CHINELLATO salle 225			GIRARD Salle 143	
15h30		SUSENNA salle 310		VOLA Salle 308	
17h00		FAUCHERRE BURESI salle 310			

Article 2 – Cette interdiction prend effet à compter de sa notification. Elle reste en vigueur jusqu'à la décision définitive de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers sur l'action disciplinaire engagée à l'encontre de [redacted].

Article 3 – [redacted] est autorisé à se rendre dans les locaux de l'université Jean Moulin aux dates, horaires et salles indiqués dans les convocations qui lui seront adressées par le secrétariat de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.

Article 4 – Le directeur général des services de l'université Jean Moulin est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis pour information au recteur de la région académique Auvergne Rhône-Alpes, au conseil académique et au conseil d'administration de l'université Jean Moulin ainsi qu'au doyen de la faculté des langues de l'université.

Fait à Lyon, le 06 novembre 2024,

Le président de l'université Jean Moulin,

Gilles BONNET
Pour le Président et par délégation,
le Directeur Général des services

Mathieu VILES

Voies et délais de recours :

Si vous estimez que cette décision est contestable, vous pouvez former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.